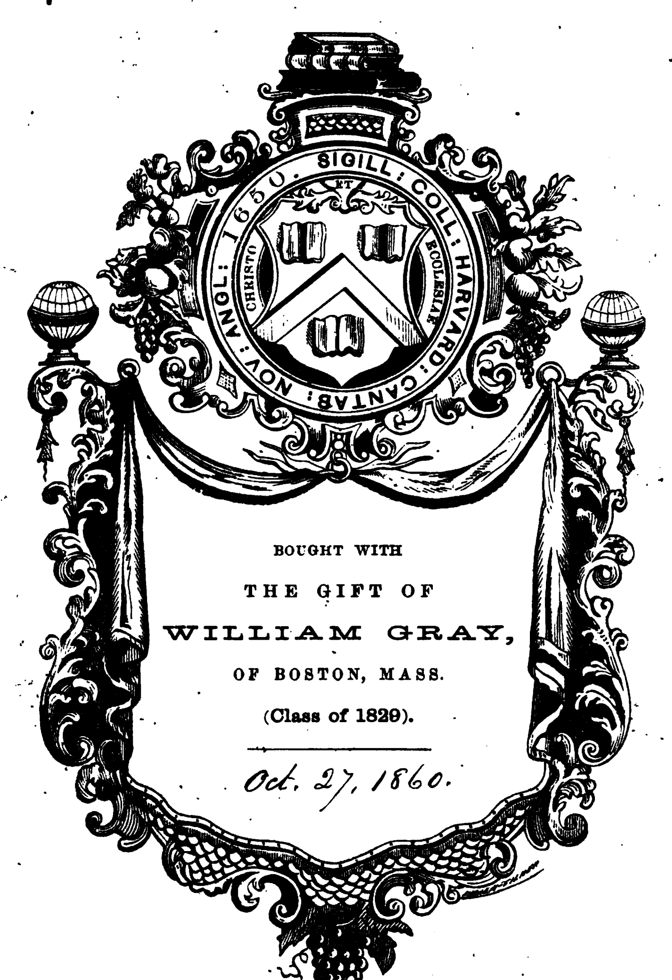

SIGILL: COLL: HARVARD: CANTAB: NOV: ANGL: 1650.
CHRISTO ET ECCLESIAE



HISTOIRE

D'ESPAGNE

PARIS — IMPRIMERIE DE J. CLAYE
RUE SAINT-BENOIT, 7

HISTOIRE

D'ESPAGNE

DEPUIS

Les premiers temps historiques jusqu'à la mort de Ferdinand VII

PAR

M. ROSSEEUW S[T]-HILAIRE

Professeur d'histoire à la Faculté des Lettres
Membre correspondant de l'Académie de Madrid.

NOUVELLE ÉDITION

REVUE ET CORRIGÉE

TOME HUITIÈME

PARIS

FURNE ET C[IE], LIBRAIRES-ÉDITEURS

RUE SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS, 45.

M DCCC LX

HISTOIRE

D'ESPAGNE

LIVRE XXV

CHAPITRE PREMIER

GUERRE CONTRE LA FRANCE, SIÉGE DE METZ.
MARIAGE DE PHILIPPE ET DE MARIE TUDOR, DIÈTE D'AUGSBOURG.

1552-55.

Vaincu en Allemagne sur le terrain de la religion, Charles aspirait à prendre sa revanche en France sur celui de la politique. Dans la dernière guerre, l'alliance française, bien que nominale, avait fait pencher la balance en faveur du protestantisme allemand. L'Empereur excepté, tout le monde avait gagné quelque chose au traité de Passau : les Luthériens la liberté de conscience, les catholiques la paix, et la France les trois évêchés. Charles, impuissant à ravir aux protestants leurs conquêtes, voulait au moins reprendre celles de Henri II. Albert de Brandebourg, resté seul en dehors du traité de Pas-

sau, continuait à rançonner les princes ecclésiastiques. Après avoir dévasté tout le pays, de Nuremberg à Mayence, il se tenait avec vingt mille hommes à cheval sur la Moselle, entre Metz et Thionville. Là il attendait les circonstances pour choisir entre l'Empereur et le roi de France, prêt à se vendre à celui qui le paierait le plus cher.

Cette attitude menaçante d'Albert venait à propos pour Charles-Quint. Elle lui donnait un prétexte pour armer sans inquiéter l'Allemagne, et soulever la France contre lui. Les Luthériens, trahis par Henri II, tendaient de plus en plus à s'isoler des calvinistes français, dont les séparaient leurs instincts politiques aussi bien que leurs croyances. Maurice marchait avec vingt mille hommes au secours de Ferdinand. Charles-Quint était donc libre d'agir. Sa cause était redevenue celle de l'Allemagne. Avec Toul, Metz et Verdun, celle-ci avait perdu le triple rempart qui la couvrait du côté de la France. Sa limite avait reculé jusqu'au Rhin, et Strasbourg pouvait lui échapper comme les trois évêchés. L'Allemagne se sentait ouverte aux attaques de Henri II, et savait gré à son Empereur de vouloir lui rendre ses frontières perdues. Trois mois après son expulsion du sol germanique, Charles allait y rentrer à la tête d'une armée, et y apparaître encore comme le vengeur de l'Allemagne.

A force de persévérance, l'Empereur avait contraint la fortune à revenir à lui; il n'était pas homme à la laisser partir sans lui arracher tout ce qu'elle pourrait lui donner. Dans ce pays martial où l'on trouve toujours du courage à acheter, les reîtres et les lansquenets licenciés ne manquaient pas depuis

la dernière guerre. Charles, qui avec sa fortune avait retrouvé son crédit, recrutait de tous les côtés. Les événements à Innsbruck et à Passau avaient marché plus vite que ses troupes; mais elles arrivaient à marches forcées, d'Espagne et d'Italie.

Plus d'un corps licencié par Maurice s'enrôla au service de l'Empereur qu'il avait vaincu. Plus d'un petit prince allemand, besoigneux et cupide, se vendit à Charles, sans lui demander même l'ennemi qu'il aurait à combattre. Honteux enfin de sa retraite à Villach, où l'Allemagne oubliait son empereur, et l'Europe son maître, Charles se mit en route pour Augsbourg, en publiant tout haut qu'il marchait au secours de la Hongrie. Personne ne s'y trompa, ni en France, ni en Allemagne; mais il y gagna le temps d'achever ses préparatifs; et bientôt le monarque fugitif, qui avait subi la loi de ses sujets, se vit à la tête de la plus forte armée qu'il eût jamais réunie.

La France, qui voyait venir l'orage, s'était préparée à lui faire face. Henri II avait compris l'importance de Metz, son poste avancé du côté des Vosges. Dès le milieu d'août, le duc François de Guise s'était jeté dans la place avec la fleur de la noblesse française et dix mille hommes d'élite, décidé à jouer sa fortune et sa vie dans cette partie décisive. Metz, situé au confluent de la Seille et de la Moselle, comptait, pour se défendre sur ses deux rivières et sur sa garnison. Mais les remparts étaient dans le plus triste état. Les faubourgs, trop vastes pour être défendus, formaient à eux seuls une seconde ville. Tout était à réparer, ou plutôt à refaire. Les ingénieurs se mirent à l'œuvre. Le duc fut le premier à

porter la terre, la hotte au dos, pêle-mêle avec les soldats. Les nobles imitèrent son exemple. Les habitants eux-mêmes, électrisés par le dévouement de la garnison, travaillèrent de bon cœur à démolir leurs faubourgs. Les couvents, les églises qui pouvaient loger l'ennemi, furent abattus sans pitié. Les reliques des saints furent transportées en procession dans la ville. Chacun pressentait la gravité de ce siége qui allait décider du sort de la campagne. Guise, qui se sentait responsable du salut du royaume, bannit de Metz toutes les bouches inutiles. Les habitants valides furent seuls retenus, moins pour combattre que pour réparer les brèches; et la garnison, maîtresse de la ville, attendit l'ennemi de pied ferme.

Il était temps en effet : le 15 septembre, Charles passa le Rhin à Strasbourg, à la tête de soixante mille hommes, sans compter les pionniers et les valets de soldats. Impuissant à se venger de l'Allemagne, il voulait battre les Luthériens sur le dos de la France leur alliée. Les conseils téméraires ne manquaient pas autour de lui : on le pressait de marcher droit sur la capitale, en laissant Metz derrière lui, on lui promettait un nouveau traité de Crespy; mais Charles, en vieillissant, avait perdu sa foi en son étoile. L'âge, la maladie, ses revers passés, tout lui commandait la prudence. D'ailleurs, Albert de Brandebourg, à son approche, s'était replié sur la Lorraine, et avait déjà mis, disait-on, les armes de France sur ses drapeaux.

Mais le plus grave danger, c'était l'hiver qui s'approchait. Marignan, qui commandait les Italiens, insistait pour qu'on attendît le printemps, en répar-

tissant l'armée dans les villes de la Lorraine. Mais Charles voulait à tout prix qu'on commençât le siége. Toute volonté dut plier devant la sienne. D'Albe, plus courtisan que soldat, se rangea à l'avis de l'Empereur. On avait perdu beaucoup de temps à réunir des vivres et des munitions. Le 19 octobre seulement, l'armée impériale vint camper sous les murs de l'ancienne capitale de l'Austrasie. Egmont l'y rejoignit bientôt avec ses Flamands, et Nassau avec les Allemands.

Tous les yeux étaient fixés sur Albert de Brandebourg et sur sa petite armée, qui donnerait la victoire au parti qu'elle embrasserait. Après avoir hésité longtemps et pesé les offres des deux rivaux, le *condottiere* protestant finit par se décider pour l'empereur, dont le ressentiment était le plus à craindre pour lui. Son parti une fois pris, il attaqua brusquement le duc d'Aumale, que Guise avait chargé de surveiller ses mouvements, et le fit prisonnier en lui tuant beaucoup de monde. De là, il marcha sur Metz, où l'empereur le reçut à bras ouverts, et lui garantit toutes ses conquêtes.

Au même moment, de Rœux entrait en Picardie avec douze mille Belges, brûlait Chauny et s'emparait d'Hesdin et de plusieurs places fortes. Henri, sérieusement alarmé, leva son camp de Saint-Mihiel; il fit marcher vers la Picardie Vendôme qui reprit Hesdin, et força les Belges à la retraite. Mais la campagne commençait sous de fâcheux auspices. Sans la ferme attitude de Guise, Metz était perdu, et la France ouverte à l'invasion. L'artillerie des impériaux n'avait pas tardé à ouvrir des brèches; mais derrière les vieux murs écroulés, d'autres se dres-

saient comme par miracle. Des sorties continuelles ne laissaient reposer les Impériaux ni jour, ni nuit. Les garnisons de Toul et de Verdun tenaient la campagne, et coupaient les vivres à l'ennemi. La situation devenait grave : l'hiver, chaque jour plus rude, ajoutait encore aux misères des assaillants. Charles-Quint, que sa santé retenait à Thionville, se décida à venir diriger en personne les travaux du siége. Le 20 novembre, il parut enfin sous les murs de la ville. Il fut effrayé de l'état où il trouva son armée. La faim, le froid, la pluie, les maladies faisaient dans ses rangs d'effroyables ravages. Mais Charles, depuis sa fuite d'Innsbruck, était devenu sans pitié : il faisait couper les jambes aux prisonniers allemands qui avaient servi contre lui. « J'userai trois armées, s'il « le faut, répétait-il tout haut, avant de me décider « à lever le siége ! » La présence du redouté César rendit le courage à ses soldats. L'artillerie redoubla d'efforts, et bientôt les brèches furent reconnues praticables. Mais la garnison, derrière ses murs en ruine, fit si bonne contenance, que le cœur manqua aux Impériaux pour donner l'assaut. L'Empereur qui, pour y assister, avait fait violence à ses souffrances, rentra dans ses quartiers, en accusant ses soldats de le trahir.

Au 1er janvier, quinze mille coups de canon avaient été tirés, sans aucun résultat. Guise, laissant l'hiver combattre pour lui, fermait les portes de la ville, pour empêcher ses gentilshommes d'aller se faire tuer sans profit. Les Espagnols, les Italiens fondaient comme neige au printemps sous ce ciel ennemi. Les maladies joignaient leurs ravages à ceux du froid et de la faim. Déjà, trente mille hommes

avaient péri, et le reste allait bientôt être hors de combat. La main de Dieu qui, depuis Inhsbruck, était sur l'orgueilleux César, venait encore de s'abattre sur lui. Trois fois, il avait envahi en conquérant le sol de la France, et trois fois il avait dû l'évacuer. Toutes les forces de son empire allaient se briser contre Metz, comme naguère contre Marseille et Saint-Dizier! « La fortune est femme, dit-il amè« rement, elle aime mieux un jeune roi qu'un vieil « empereur. » En effet, cette fortune, dont il avait tant abusé, était à bout comme ses forces, sa vie et son empire. La situation était désespérée : point de secours à attendre, point de vivres, point d'abri pour ses soldats; l'armée se fondait sans combattre; la brèche ouverte attendait l'assaut qu'on n'osait pas donner; après deux grands mois, le siége n'était pas plus avancé que le premier jour. Le roi de France avait promis au sultan d'aller délivrer Metz au printemps; mais « point n'en sera besoin, avait-il ajouté; « le siége sera levé dès les premiers jours de janvier. » La prédiction s'accomplit à la lettre. Charles, las de lutter contre l'impossible, comprit enfin qu'il fallait céder, et donna en frémissant l'ordre du départ. Mais cette retraite, il fallait l'opérer, avec une armée de moribonds, sans vivres, sans charrois, par des routes défoncées, à travers un pays dévasté et ennemi. Le 1er janvier, triste début d'année, l'empereur se mit en route. D'Albe et Marignan le suivirent le lendemain. Brandebourg resta le dernier, afin de sauver l'artillerie; mais il dut en laisser la meilleure partie ensevelie dans la boue.

Les Français, cependant, ne restaient pas oisifs. Au premier mouvement de retraite, Guise avait ouvert

les portes à sa garnison. La cavalerie française, lancée dans la plaine, ne laissa pas aux fugitifs un instant de repos. Mais le spectacle du camp abandonné saisit de pitié les vainqueurs eux-mêmes. Voici ce que nous raconte un témoin oculaire (Vieilleville; *Mémoires*, liv. V, p. 233). « Nous séjournâmes « en la ville, où notre liesse eût été comble, sans « les grandes pitiés que nous vîmes au camp du duc « d'Albe, si hideuses qu'il n'y avait cœur qui ne « crevât de douleur; car nous trouvions des soldats « par grands troupeaux, malades à la mort, et ren- « versés dans la boue; les autres, assis sur de grosses « pierres, ayant les jambes dans les fanges, gelées « jusques aux genoux, et qu'ils ne pouvaient ravoir, « criants miséricorde, et nous priant de les achever. « En quoi M. de Guise exerça grande charité, car il « en fit porter plus de soixante à l'hôpital; et à son « exemple, les princes et seigneurs firent de sem- « blable, si bien qu'il en fut tiré plus de trois cents « de cette misère; mais à la plupart, il fallait couper « les jambes, car elles étaient mortes et gelées. » — « Sitôt, ajoute Fr. de Rabutin (*Mémoires;* liv. IV, « p. 355), qu'il fût su par le camp que le César « était parti, les chemins et villages alentour furent « couverts de ses soldats, qui se retiraient où ils « pouvaient, en si grande indigence et misère, que « les bêtes, même voire les plus cruelles, auraient « eu pitié de ces misérables, tombants, chancelants « par les chemins, et le plus souvent, mourants « près des haies, en proie aux chiens et oiseaux. »

Tout l'honneur de ce siége mémorable revint ainsi au duc de Guise; le blâme retomba sur d'Albe,

qui s'y était montré plus que médiocre. Au milieu des cruautés gratuites qu'autorisaient les usages de la guerre, la *courtoisie de Metz* demeura un exemple honorable pour la France. La popularité des Guise s'en accrut encore, pour le malheur du pays. L'inepte et vaniteux Henri se vit de plus en plus effacé par eux. La France resta maîtresse de Metz qu'elle garda pour toujours; mais elle perdit à jamais l'amitié de l'Allemagne protestante, si lâchement trahie, et se trouva seule en Europe, avec le sultan pour allié.

Cette fatale année 1552 avait coupé court aux prospérités de Charles-Quint; mais la série de ses disgrâces n'était pas épuisée. Dans sa détresse à Villach, il avait vendu à Cosme, pour deux cent mille écus, Piombino, le seul trait-d'union entre ses États de Lombardie et des Deux-Siciles. C'était une faute, et elle ne tarda pas à être punie. Comme Gênes, Sienne se gouvernait en république, sous la tutelle de l'empire. Le bon sens indiquait à Charles de ménager cette ville puissante, qui lui servait à tenir en bride Florence et les Médicis. La garnison espagnole, en 1545, en avait été chassée par les habitants. Elle y était rentrée deux ans plus tard, sous les ordres de Mendoza, célèbre à la fois comme historien, comme poëte, comme général et comme diplomate. Mendoza traita la ville en pays conquis, et la força à bâtir à ses frais une citadelle, pour la tenir en bride. Sienne, poussée à bout, commença par s'assurer l'appui de l'ambassadeur français à Rome, car il fallait choisir entre la tutelle de l'Empire et celle de la France. Le 26 juillet, la garnison espagnole est de nouveau chassée; on la remplace par un corps

de troupes françaises venu de Parme. La citadelle est rasée. L'empereur perd son unique point d'appui au centre de la Péninsule, au moment même où il signait, avec le traité de Passau, l'aveu de sa défaite.

L'édifice de la puissance impériale en Italie vacillait sur ses bases. A Naples, en Sicile, à Milan, l'arbitraire insolent et brutal des gouverneurs impériaux avait froissé tous les instincts nationaux. Charles lâchait volontiers la bride à ses lieutenants, pourvu qu'ils fissent peser un joug de fer sur les peuples qu'il leur confiait. Libres de tout oser, ceux-ci, dans leur mépris pour ces populations vassales, croyaient leur faire assez de grâce en leur laissant la vie. De là, des haines implacables contre le joug espagnol, synonyme, pour les peuples vaincus, de servitude et de ruine. A Naples surtout, la domination de l'Espagne, exercée par une série de vice-rois, sanguinaires et rapaces, était en exécration. Les efforts malheureux du vice-roi actuel, don Pedro de Tolède, pour y implanter l'inquisition espagnole, avaient porté au comble l'exaspération. Une ligue se forma pour résister à la tyrannie du vice-roi. Le prince de Salerne, réfugié à la cour de France, réclama l'appui de Henri II. Enivré de ses faciles succès en Alsace, le fils de François I[er] rêvait déjà la conquête de l'Italie. La lutte obscure, mais glorieuse, que Brissac soutenait en Piémont, ne suffisait pas à son ambition. Il lui fallait quelque coup d'éclat, comme la conquête de Milan ou des Deux-Siciles. Il lui tardait de recueillir les fruits de cette alliance turque qui, depuis deux règnes, déshonorait gratuitement la France. Les troubles de Naples

vinrent enfin lui offrir le prétexte qu'il attendait. Parme, Plaisance, La Mirandole et Sienne devaient lui servir d'étapes dans sa marche vers Naples. Souleiman, toujours prêt à répondre aux appels de la France, allait porter un nouveau coup à l'Empire, déjà entamé du côté de la Hongrie. Le 1er juillet, cent vingt galères, commandées par le capitan-pacha, sortirent de Constantinople avec l'ambassadeur français d'Aramon, et une foule de proscrits napolitains. La flotte turque franchit le détroit de Messine, pilla Reggio, et vint jeter l'ancre dans les eaux de Naples. Doria, incapable de tenir la mer devant elle, dut s'enfuir pour la seconde fois, avec perte de huit galères, et ternit à quatre-vingt-quatre ans l'honneur de cette longue vie. Vingt-cinq galères françaises devaient rejoindre les Turks en Italie ; mais les Français arrivèrent trop tard au rendez-vous. Le capitan-pacha, gagné à prix d'or, s'obstina à partir, malgré d'Aramon et Dragut. La flotte française, trop faible pour agir seule, alla retrouver à Chio l'escadre ottomane, en ajournant au printemps l'attaque contre Naples.

Ainsi la domination de l'empereur était partout contestée en Italie. Ses lieutenants, désunis et jaloux, ne songeaient qu'à se contrecarrer ; ses alliés, Cosme de Médicis et le pape Jules III, ne pouvaient, sans lui, tenir tête à la France, dont la fortune montait chaque jour à l'horizon. Déjà, depuis avril, le pape, fatigué de la lutte, avait renoncé aux siéges de Parme et de La Mirandole, et signé une trêve avec la France. Charles-Quint envoya au vice-roi de Naples l'ordre de marcher contre Sienne, et d'y venger l'affront des armes impériales. L'avare et

cruel vice-roi s'embarqua en janvier avec deux mille soldats espagnols; mais, à peine débarqué, le vieux Toledo mourut à Florence des suites de ses débauches. Un de ses fils dirigea l'expédition contre Sienne; mais le retour de la flotte franco-turque mit brusquement un terme à la campagne. Une petite armée française et italienne débarqua en Corse; la flotte turque appuya ses mouvements. Toutes les villes du littoral furent bientôt au pouvoir des alliés; mais l'amiral français ayant refusé à Dragut le pillage de Bonifacio, celui-ci se retira avec sa flotte. Gênes et Doria reprirent aux Français une partie de leurs conquêtes, et l'île demeura partagée entre les deux dominations.

Les revers alternaient donc, pour la France, avec les succès. Henri II, croyant l'empereur perdu après son échec de Metz, s'était replongé dans les plaisirs. Il célébrait le mariage de Diane, sa fille naturelle, avec Horace Farnèse, quand on apprend tout d'un coup qu'une armée impériale a envahi la France, et campe sous les murs de Térouane. Le roi, avec son incurie habituelle, avait laissé dégarnie cette place importante, sa tête de pont du côté de la Flandre. La noblesse française, croyant y trouver un autre Metz, se hâta de se jeter dans la place; mais il y manquait un duc de Guise. La formidable artillerie de l'ennemi réduisit bientôt les remparts en poudre. Le premier assaut fut repoussé, mais le commandant français y périt, avec la moitié de sa garnison. Le reste se hâta de capituler; les impériaux, qui voyaient le pillage leur échapper, s'emparèrent de la ville par surprise, et la saccagèrent sans pitié. Les Espagnols, se rappelant la *courtoisie de Metz*, épar-

gnèrent les Français ; mais les Allemands et les Wallons massacrèrent tout ce qu'ils rencontraient. La ville, brûlée d'abord, fut ensuite rasée par ordre de Charles-Quint ; l'insouciant Henri II ne songea pas à la relever, et ainsi périt la seule ville en France qui ait jamais disparu de sa carte et de son histoire.

L'infortuné duc de Savoie, Charles III, venait de mourir à l'âge de soixante-six ans. L'Empereur, son beau-frère, avait partagé ses dépouilles avec la France. Saisi d'un remords un peu tardif, il confia son armée au jeune duc Emmanuel-Philibert, qui venait d'hériter du titre, sinon des États de son père. Ce prince, élevé à l'école du malheur, allait raffermir la fortune de l'empire, et recommencer celle de la maison de Savoie. Son premier fait d'armes fut de s'emparer de Hesdin, qui renonça bientôt à se défendre. La négligence du connétable avait causé la perte de deux villes, et ouvert le royaume à l'ennemi. Quarante mille mercenaires, levés à grands frais, furent chargés de venger la honte de la France. L'Empereur se fit porter en litière à son armée. On s'attendait à de grands événements ; mais tout se borna à une escarmouche. L'Empereur évita la bataille que le connétable ne cherchait pas ; et celui-ci étant, fort à propos, tombé malade, Henri II, qui était censé commander son armée en personne, la licencia le 21 septembre. Ainsi se termina cette campagne d'été, moins honorable pour la France que sa campagne d'hiver. La nullité du connétable y contrasta vivement avec le courage et les talents de l'heureux duc de Guise.

Mais Charles allait transporter la guerre sur un terrain où il était plus sûr de vaincre, celui de la

diplomatie. Avant de se retirer de la scène du monde, ce profond politique voulait asseoir sur des bases solides la puissance de son fils et de son héritier. L'Espagne, isolée du continent, n'a que deux voies pour s'y rattacher : par terre, et alors elle a besoin de la France ; par mer, et alors elle ne peut se passer de l'Angleterre. Toujours en guerre avec la France, c'était vers cette dernière alliance que Charles songeait à se tourner. Fidèle à la vieille politique de Fernando *le Catholique*, il voulait créer une étroite solidarité d'intérêts entre l'Espagne et l'Angleterre ; idée que ce dernier pays a reprise de nos jours, dans sa guerre de l'*Indépendance*.

Mais revenons un instant sur nos pas pour voir ce qui s'était passé en Angleterre depuis l'avénement d'Édouard VI. Ce prince, monté sur le trône à l'âge de dix ans, semblait promettre à son pays un règne qui le reposerait de la fantasque tyrannie de Henri VIII. Ce règne si court, déchiré par les factions, eut surtout une couleur religieuse, c'est-à-dire persécutrice; car c'est ainsi que l'on comprenait la religion au XVIe siècle. Le protestantisme devint le culte national; mais on garda l'épiscopat et les rites, sinon l'esprit, de la liturgie romaine, et on persécuta sans pitié tout ce qui s'en écartait. On fit de l'impartialité avec les supplices, en frappant d'un côté sur les anabaptistes, et de l'autre sur les catholiques. L'Angleterre, protestante de cœur, se soumit avec joie à sa nouvelle consigne ; les doctrines calvinistes, encouragées par le pouvoir, jetèrent dès lors de profondes racines dans les affections du pays.

Mais la mort du jeune roi, en juillet 1553, au bout de six ans de règne, vint encore remettre en question

la religion officielle de l'Angleterre. Le règne d'un enfant, mais d'un enfant sérieux et sincère dans sa piété, semblait avoir assis la réforme anglaise sur une base solide. Édouard avait exclu de la succession au trône ses deux sœurs, Élisabeth et Marie, comme illégitimes, puisque le parlement avait cassé le mariage de leurs mères. Il en avait de même écarté Marie Stuart, petite-fille de la sœur aînée de Henri VIII, comme catholique et comme étrangère, et avait légué la couronne à lady Jane Grey, issue d'une autre sœur de Henri. Du même âge que le jeune roi, sa compagne et son amie d'enfance, Jane était attachée de cœur comme lui aux principes de la réforme. A toutes les grâces, à toutes les vertus de son sexe, elle unissait une instruction rare, même dans ce siècle, et lisait Platon et Virgile dans leur langue natale. Mariée par Northumberland, qui régnait sous le nom d'Édouard, à son fils lord Dudley, elle ne vit qu'avec effroi la couronne passer sur sa tête, et s'évanouit en apprenant qu'elle devait en hériter. Et, en effet, la fortune allait lui faire payer bien cher cette précaire faveur.

Marie Tudor, fille aînée de Henri VIII, héritière de son obstination, sinon de ses talents, n'accepta pas son exclusion d'un trône qui lui appartenait, comme à la seule fille vraiment légitime de Henri. L'évidence de ses droits, et la haine que les nobles portaient à Northumberland, rallièrent autour d'elle un parti puissant. Après quelques hésitations, l'Angleterre finit par se donner à Marie, c'est-à-dire à l'orthodoxie et au papisme qu'elle détestait. En effet, le sang des rois catholiques coulait dans les veines de Marie, et la longue contrainte où elle avait

vécu, sous un roi protestant, avait encore irrité l'ardeur native de son fanatisme. La noblesse donna la première le signal de la défection : la bourgeoisie et le peuple suivirent. « Car, en matière de foi, dit « l'ambassadeur de Venise, Micheli, l'exemple et « l'autorité du monarque sont tout pour le peuple « de ce pays. Ce qu'il croit, ils le croient ; ils en fe- « raient autant de la religion de Moïse ou de Maho- « met, pour peu que leur souverain fît mine d'y « croire. » Jane Grey et son époux furent jetés en prison. Les persécutions religieuses se joignirent aux persécutions politiques. Le sang coula à flots sur les bûchers et sur les échafauds ; Londres se changea en charnier, et vit étaler sur toutes ses places les restes mutilés des martyrs de la foi.

Marie, en montant sur le trône, était âgée de trente-six ans. Maigre et chétive, d'une taille exiguë, elle ne rappelait ni la corpulence ni la vigueur de son père. Quoi qu'en dise le courtois ambassadeur de Venise, qui devait voir en beau une reine d'Angleterre catholique, Marie n'avait jamais dû être belle, et paraissait plus vieille que son âge. Sa voix était masculine. Ses petits yeux, noirs et perçants, inspiraient la crainte au lieu de l'amour. Une infirmité chronique pesait sur elle, et la trace des soucis passés avait laissé sur son front, ridé de bonne heure, une empreinte de sombre mélancolie. A la moindre contradiction, l'éclair jaillissait de ses yeux, et l'on reconnaissait alors la fille de Henri VIII. Sa foi au catholicisme était ardente, et pouvait aisément tourner à la cruauté. Aigrie par ses propres souffrances et par celles de sa mère, elle avait appris de la persécution même à persécuter à son tour. Telle était la

femme que Charles-Quint voulait donner à son fils. C'est sur cette alliance, mieux assortie entre les deux époux qu'entre les deux peuples, qu'il comptait fonder l'avenir du nouveau règne. Protecteur assidu de sa tante, Catherine d'Aragon, pendant ses longues disgrâces, Charles s'était assuré ainsi des droits à la reconnaissance de sa fille; Marie ne se gouvernait que par ses conseils. Une part du sang versé sur les échafauds anglais doit donc rejaillir sur le *roi catholique*, dont le fanatisme, chaque jour plus âpre, inspirait celui de Marie.

En 1523, Charles-Quint, lors de sa première visite en Angleterre, avait engagé sa main à sa cousine Marie, alors âgée de six ans. La patience du jeune empereur n'avait pas su résister à une aussi longue attente; mais il avait conservé pour sa fiancée un affectueux intérêt. A la mort d'Édouard VI, il s'était hâté de lui offrir son appui; et pour mieux l'affermir sur le trône, il lui offrit d'y faire monter son fils avec elle : car les services que rendait Charles-Quint n'étaient jamais gratuits. Cette alliance, si éclatante d'ailleurs, devait faire contrepoids à celle qui venait d'assurer au Dauphin de France la main de l'héritière d'Écosse, la trop célèbre Marie Stuart.

L'ambassadeur impérial à Londres, Simon Renard, reçut ses instructions en conséquence. Deux rivaux étaient à craindre pour l'infant dans le cœur de la reine : le premier était son parent, Courtenay, comte de Devonshire, léger et dissolu; l'autre était le grave et savant cardinal Pole, issu comme Courtenay du sang royal. Le pape, impatient de mettre fin au schisme, s'était hâté de renvoyer le cardinal en Angleterre, comme légat; mais Charles le retint dans

les Pays-Bas, au moment où il allait franchir le détroit. Quant à Courtenay, ses incurables habitudes de débauche guérirent bientôt la reine de son penchant passager pour lui. Son cœur, redevenu libre, subit de la part de l'Empereur et de son habile représentant un siége en règle, auquel il finit par céder (1). Un portrait de l'infant par Titien paraît avoir achevé la défaite de Marie (2). Charles-Quint, qui craignait que son fils ne refusât une femme plus âgée que lui de onze ans, avait un instant songé à la prendre pour lui-même; il eut du moins la courtoisie de le laisser croire à Marie. « Vous la pouvez « assurer, écrivait-il à son ambassadeur, que si nous « estions en âge et disposition telle qu'il convien- « droit, nous ne vouldrions choisir autre parti en ce « monde que de nous allier nous-mesmes avec elle. » Après ce galant préambule, destiné à flatter l'amour-propre de la reine, l'Empereur offrait la main de son fils à défaut de la sienne. Philippe, que tentait fort l'appât de la couronne d'Angleterre, se résigna avec une docilité exemplaire à épouser sa parente, malgré son âge un peu mûr. Charles entama donc ré-

1. « Quand je lui fis l'ouverture du mariage, elle se prit à rire, non une foys, mais plusieurs, me regardant d'un œil qui signifiait l'ouverture lui être fort agréable ; et elle jura que jamais elle n'avait senti esguillon de ce qu'on appelle amor, ny entré en pensement de volupté, et qu'elle n'avait jamais pensé à mariaige, sinon depuis que a pleu à Dieu la promouvoir à la couronne, et que celuy qu'elle fera sera contre sa propre affection, pour le respect de la chose publique. » (15 août 1553, Simon Renard à l'évêque d'Arras.) Simon Renard, Franc-Comtois comme Granvelle, était maître des requêtes du palais impérial. Sa précieuse correspondance a été en partie publiée dans les Mémoires de Granvelle. (*passim*.)

2. On peut voir ce portrait gravé dans l'édition in-8 du Philippe II de Prescott, Boston, 1856. Philippe, jeune encore, y est peint en armure de bataille. Ajoutons que le portrait ne nous paraît pas de nature à justifier la passion si vive qu'il a inspirée.

solûment l'œuvre du mariage anglais, sauf à se rejeter sur le Portugal, avec lequel il négociait en secret un autre mariage, dans le cas où le premier manquerait. Il connaissait par expérience la profonde aversion du peuple anglais pour toute alliance étrangère, et surtout espagnole; aussi, empêcha-t-il la reine de rien laisser soupçonner à ses conseillers, de peur d'ébruiter l'affaire, avant qu'elle ne fût mûre. Mais les ministres de Marie et l'ambassadeur de France finirent par deviner ce qu'on prenait tant de peine à leur cacher. Tous furent d'accord, dans un même intérêt, pour repousser une alliance hostile à la France, et abhorrée de l'Angleterre. Le parlement s'associa à ces répugnances, qui prirent bientôt le caractère d'un mouvement national. Une pétition fut votée par la chambre des communes afin de supplier la reine de choisir pour époux un de ses sujets. Mais Marie était la digne fille de Henri VIII. L'intervention du parlement dans ses affaires de cœur la choqua vivement. Cette opposition maladroite la confirma dans son penchant pour Philippe. Le 13 octobre, à minuit, elle fit venir l'ambassadeur dans son cabinet, et là, seule avec lui, s'agenouillant devant l'hostie, elle fit vœu de ne prendre jamais d'autre époux que l'infant d'Espagne. Un mois plus tard, la chambre des communes présenta son adresse à la reine. Marie, sans laisser percer son mécontentement, répondit que « tenant de Dieu sa couronne, « c'était lui seul qu'elle voulait consulter dans cette « grave matière; qu'elle n'était pas encore résignée « au mariage, mais que, puisque ses fidèles com- « munes jugeaient la chose nécessaire au bien de « son royaume, elle aviserait; et que, dans le choix

« qu'elle ferait, elle songerait plus au bonheur de ses « sujets qu'au sien. » Les communes, peu habituées, depuis Henri VIII, à tenir tête à leurs souverains, se tinrent pour satisfaites de cette réponse; et les largesses impériales, répandues à pleines mains sur le parlement, achevèrent de le réconcilier avec l'alliance espagnole.

Les intrigues de la France ainsi déjouées par une habileté supérieure, Charles n'hésita plus : il envoya en Angleterre une ambassade d'apparat demander pour son fils la main de la reine. Egmont, le plus grand nom de la Flandre, fut chargé de cette mission. Charles, malgré la pénurie de ses finances, n'épargna rien pour la rendre brillante. L'ambassadeur fut fort mal reçu du peuple anglais, qui le prit pour l'infant d'Espagne, et voulut attenter à sa vie. Le 12 janvier, il eut enfin son audience. La reine lui fit l'accueil le plus flatteur. Egmont lui demanda sa main pour son jeune maître, et malgré la pruderie officielle dont Marie enveloppa sa réponse, en disant « qu'il ne convenait pas à une reine vierge « (*maiden queen*) de révéler ainsi en public ses sen- « timents les plus secrets, » l'ambassadeur put s'assurer que sa cause était gagnée avec le cœur de la reine.

Restait le plus difficile : c'était d'arrêter les conditions du contrat. Dans l'alliance qui allait se conclure, tous les dangers étaient pour l'Angleterre, tous les avantages pour l'Empereur. Après de longs débats, on arrêta que : « l'infant s'engagerait à res- « pecter les priviléges des sujets anglais; qu'il por- « terait le titre de roi d'Angleterre, mais que la « reine seule aurait le pouvoir de conférer les offices

« du royaume, et qu'aucun étranger ne pourrait y « être admis. Le premier fils issu de cette union « devait hériter du trône d'Angleterre, des Pays-Bas « et de la Franche-Comté ; l'Espagne même devait « lui appartenir, si l'infant don Carlos, fils aîné de « Philippe, venait à mourir. La reine ne devait sortir « de son royaume que sur son exprès désir, et du « consentement de ses nobles. Si Marie mourait la « première, Philippe resterait étranger au gouverne- « ment du pays, et ne pourrait en aucun cas engager « l'Angleterre dans ses querelles avec la France. » Mais malgré ce luxe de précautions, chacun comprit bien vite que Philippe, maître du cœur de sa femme, briserait aisément ces fragiles entraves. On s'effraya de ce pouvoir, d'autant plus redoutable qu'il n'était pas défini. L'opinion se prononça avec une formidable énergie contre cette alliance si fatale aux intérêts de l'Angleterre. Le patriotisme et la piété, ces deux vertus natives du peuple anglais, se soulevèrent à la fois. L'ambassadeur de France attisa encore le feu, et un complot se trama pour asseoir sur le trône, au lieu de Jane Grey, Élisabeth, plus capable de tenir tête à sa sœur, et qui avait comme elle dans ses veines le sang de Henri VIII.

L'insurrection éclata avant d'être mûre, et fut bientôt réprimée. Les chefs expièrent leur crime sur l'échafaud. Élisabeth faillit partager leur sort, et fut enfermée dans la tour de Londres. L'infortunée Jane Grey, que tout le monde savait innocente, ne sortit de sa prison que pour marcher au supplice. Elle le subit avec un courage et une piété au-dessus de son âge. Son époux fut mis à mort en même temps qu'elle. Cette double exécu-

tion, d'une cruauté si gratuite, imprima une tache ineffaçable sur le règne de Marie, et sur Charles-Quint qui l'avait conseillée. Il ne tint pas à lui, assure-t-on, qu'Élisabeth ne partageât le même sort; mais Marie, avec une persistance qui l'honore, se refusa à verser le sang de sa sœur.

Le calme rétabli, les fêtes succédèrent aux exécutions. L'infant d'Espagne, escorté par quatre mille soldats Espagnols, vint débarquer en Angleterre le 19 juillet. Dans toute cette affaire, Philippe avait été purement passif : il s'était immolé à la volonté de son père, et à son propre intérêt, que celui-ci avait su habilement faire valoir. « Comme un autre Isaac, « s'écrie Sandoval, il se sacrifia lui-même sur l'autel « de la piété filiale. » Marie donnait à l'infant l'Angleterre pour dot, mais celui-ci lui apportait en retour Naples et le duché de Milan; c'était le cadeau de noces de son père, qui faisait de Philippe un roi, l'égal, et non le sujet de celle qu'il allait épouser. Le mariage fut célébré avec une pompe inouïe, le 25 juillet. Il faut rendre justice à Philippe : docile aux sages avis de son père et de sa tante Marie, il comprît enfin qu'un maintien froid et dédaigneux ne convenait pas à un prince appelé à régner sur tant de peuples divers. Il cacha sous une affabilité d'emprunt la hauteur qui lui avait aliéné tant de cœurs en Allemagne et dans les Pays-Bas. Il s'abstint, ostensiblement du moins, de toute intervention dans les affaires intérieures du pays. Il voulut rester étranger aux condamnations politiques, si fréquentes sous ce règne de réaction; s'il intervint, ce ne fut que pour demander grâce. Charles, malgré la pénurie de ses finances, avait semé l'or pour acheter sur le

sol anglais la bienvenue de son fils. Philippe, en débarquant, étala ses richesses aux yeux du peuple ébahi : il fit voiturer à la Tour, à grand renfort de chevaux, une immense quantité de lingots. L'or des Indes lui servit à acheter l'Angleterre, qui semblait être tout entière à vendre. Les chaînes d'or, les joyaux, les pensions annuelles furent jetés à pleines mains parmi les membres du Parlement et du Conseil royal. Les ambassadeurs étrangers ne furent pas oubliés; ainsi s'expliquent les éloges unanimes qu'ils décernent à l'infant. Pour faire face à ces dépenses, Charles avait emprunté 1200,000 écus aux villes impériales de l'Allemagne, car toujours un de ses États lui servait à acheter ou à intimider les autres. Ainsi, au moment même où il s'apprêtait à renoncer au trône, ses rêves de dictature européenne semblaient avoir repris une vivacité nouvelle. Si ce n'était plus pour lui qu'il travaillait, c'était pour son fils. A toutes ses couronnes, il voulait ajouter celle d'Angleterre, au risque de le voir plier sous le fardeau que lui-même n'avait pas pu porter.

Mais le plus cher des vœux de Charles-Quint restait à réaliser : l'Angleterre n'était pas encore rentrée dans le giron de l'Église. Le pape insistait pour qu'on se mît à l'œuvre. Son légat, le cardinal Pole, venait enfin d'arriver à Londres. Issu du sang des Tudors, seul cardinal anglais dans le sacré collége, il était plus propre que personne à opérer cette grande réconciliation. Dans un discours éloquent et habile, il invita les membres des deux chambres à « abjurer leurs erreurs, et à se jeter dans les bras « de l'Église, mère indulgente toujours prête à par« donner au repentir. » Mais comme le Parlement

ne se laissait pas toucher, le cardinal eut recours à un argument irrésistible : ce fut un décret, arraché, non sans peine, au Saint-Père, qui autorisait les détenteurs des biens des couvents à les conserver en toute sûreté de conscience. Cette dernière concession leva tous les scrupules. En présence de la reine et de son époux, le chancelier lut à haute voix une pétition des lords et des communes qui demandaient à se réconcilier avec le Saint-Siége. La peur et l'intérêt avaient fait taire toute opposition; le vote en reçut une apparente unanimité. Le légat prononça la formule d'absolution, et l'Angleterre, comme un pécheur repentant et contrit, rentra dans le sein de l'Église romaine.

Le Parlement ne s'arrêta pas en si beau chemin : il remit en vigueur les vieux décrets contre les Lollards; car l'arsenal de la loi, en Angleterre, est toujours pourvu d'armes de toute date, qu'on peut en exhumer au besoin. Marie assouvit enfin sur la Réforme ses longues rancunes. L'archevêque de Canterbury, Cranmer, avait consommé la rupture de l'Angleterre avec le Saint-Siége ; c'était un crime que ni Rome, ni Marie ne pouvaient lui pardonner. Il essaya de sauver sa vie en se rétractant; mais en face du bûcher, il retrouva tout son courage, et mourut en héros et en martyr. L'évêque de Londres et trois autres prélats, vingt prêtres et plus de deux cent cinquante artisans ou bourgeois périrent avec lui dans les flammes, pendant que les nobles mendiaient leur pardon aux pieds de la reine et du légat.

Charles avait tout conduit de loin, et sa joie fut sans bornes en apprenant le succès. « Quand je « serais à moitié mort, écrivit-il, de pareilles nou-

« velles me ressusciteraient. » Tout avait réussi à Philippe : avec la main de Marie, il avait emporté d'assaut la conversion de l'Angleterre, et reconquis cette puissante nation à l'orthodoxie et au Saint-Siége. Il avait laissé peser sur le pape et sur la reine l'odieux des persécutions, et ne s'était montré que pour pardonner. Son confesseur avait même, dans un sermon public, dénoncé toute la procédure comme contraire à l'esprit de l'Évangile, qui veut le repentir plus que le châtiment du coupable. On en conclut que Philippe, au lieu d'exciter le fanatisme de sa femme, s'efforçait de le retenir. Cet effroyable *auto-da-fé*, sans exemple dans les fastes mêmes de l'inquisition espagnole, n'atteignit pas le but qu'on s'était proposé. La Réforme ne fut pas extirpée du sol de l'Angleterre, mais le nom de Marie y fut voué à l'exécration. L'épithète de *sanglante* y resta pour jamais accolée, malgré tous les efforts des historiens catholiques pour en laver sa mémoire.

La guerre, cependant, s'était rallumée entre la France et l'Empire. Philippe, exploitant la folle tendresse de sa femme, essaya en vain d'entraîner l'Angleterre dans la lutte. La haine récente contre l'Espagne l'emporta dans les cœurs anglais sur la vieille inimitié contre la France. Henri II, malgré le désordre de ses finances, était parvenu, à force d'exactions, à mettre sur pied une armée. Mais qu'attendre de sérieux d'un prince qui, pour rompre avec grâce une lance au tournoi, se croyait de bonne foi le premier roi du monde ; d'un Montmorency, pensionné de l'Empereur et favori du roi de France, habitué à ramper devant tout pouvoir, et voilant mal sous la rudesse d'un soldat sa souplesse de cour-

tisan; des Guise enfin, bandits titrés qui exploitaient leur nom, leur union et la faveur publique pour mettre la France au pillage et la royauté en tutelle, en attendant que l'heure vînt de s'en partager les débris. Tel était le gouvernement de casse-cous qui allait lutter encore une fois avec le premier politique de l'Europe, et avec ses meilleurs généraux.

Au mois de juin, trois corps d'armée français se mirent en marche : l'un dévasta l'Artois, l'autre le comté de Namur, où il prit quelques places. Le roi et le connétable, à la tête du troisième, envahirent le Hainaut. Le duc de Guise et toute la noblesse se joignirent à ce corps, qui semblait destiné à frapper les grands coups. Les forces des Impériaux étaient bien inférieures à celles de la France, qui attaquait quand l'Empire était réduit à se défendre. L'épuisement des finances de Charles, l'étendue même de ses États, vulnérables sur trop de points à la fois, constituaient pour lui une réelle infériorité. La guerre ou l'insurrection était partout dans ses États : la révolte de Sienne avait mis le feu à l'Italie. Impuissante à s'affranchir elle-même, elle appelait à grands cris les Français qui ne demandaient qu'à venir. Cantonnés en Corse, d'où Gênes et l'Empereur n'avaient pu les chasser, ils pouvaient de là tendre la main à l'insurrection siennoise, s'appuyer sur Octave Farnèse et sur le duc de Ferrare, et tenir Cosme et la Toscane en échec. Impossible de détourner un soldat des garnisons de Naples et de Milan, précaires possessions, toujours prêtes à échapper à l'Empire. La Hongrie, déchirée par l'invasion turque, passée à l'État chronique, aurait eu besoin, pour se défendre, d'appeler l'Allemagne à son secours; mais celle-ci, depuis Pas-

sau, n'était plus assez dupe pour épouser les querelles de l'Empereur, sur le Rhin ou sur le Danube. Pour se défendre contre les Turks, elle attendait leurs attaques, et était décidée à ne donner à Charles ni un florin ni un soldat pour faire la guerre à la France, alliée naturelle de tous les ennemis de l'Empereur.

Mais Charles, dans son long duel avec la fortune, s'était vu maintes fois dans des positions plus désespérées; toujours il s'en était tiré à force d'audace et surtout de volonté. Pour vaincre, il comptait moins sur ses propres ressources que sur les fautes de ses ennemis. Il se trouvait alors à Bruxelles, avec huit mille hommes pour toute armée. Deux partis étaient à prendre : l'un, celui de la prudence, c'était d'éviter tout engagement et de se replier sur Anvers ; l'autre, celui de l'audace, c'était de tenir l'ennemi en échec avec sa poignée de soldats, et de couvrir les places fortes sans se laisser amener à une bataille. Gonzaga, un de ces bandits dont Charles-Quint aimait à faire des vice-rois, insistait pour ce dernier parti ; ce fut celui auquel Charles s'arrêta. Rongé par la goutte, incapable de supporter même la voiture, il résolut de faire la campagne en litière, mais de ne pas donner au jeune roi de France la joie de voir son vieil adversaire reculer devant lui.

L'armée française venait de s'emparer de Bovines, nom de bon augure pour ses rois. Tous les habitants qui n'avaient pas péri par l'épée avaient été pendus, comme coupables de lèse-majesté, car ils avaient résisté à l'oint du Seigneur. Dinant, après quelques jours de siége, avait capitulé, et le roi, au mépris du traité conclu, l'avait livrée à ses Allemands pour

payer leur solde arriérée. Le 13 juillet, l'armée royale, réunie au duc de Nevers, avait passé la Meuse. La route de Namur, celle de Bruxelles même était ouverte. Mais ce qui manquait dans les conseils de la France, c'était un plan arrêté. En temps de paix, on y vivait au jour le jour, faisant argent de tout, des offices qu'on vendait, des huguenots qu'on brûlait, du clergé qu'on rançonnait, sauf à l'indemniser aux dépens des libertés du pays. En guerre, c'était le même décousu, la même imprévoyance. Les armées, où n'entraient que des nobles et des mercenaires, coûtaient à lever des sommes énormes, qui pesaient lourdement sur le paysan et sur le bourgeois, seuls artisans de la fortune publique. Ces armées, payées un mois ou deux au plus, se dispersaient bientôt, quand on ne les soldait pas avec le pillage. Les campagnes les plus brillantes au début se terminaient le plus souvent sans résultat pour l'intérêt ou la gloire du pays.

Il en fut de même de celle-ci. La *furia francese*, après cet heureux début, s'était bien vite épuisée. Montmorency ne songeait qu'à empêcher la guerre, en ayant l'air de la faire. Guise, depuis sa défense de Metz, s'était montré au-dessous de sa fortune. Depuis quarante ans, au contraire, les armées de l'Empereur étaient devenues une école de guerre où une génération de grands capitaines succédait à l'autre. Le dernier, et non le moins capable, était Emmanuel-Philibert, duc de Savoie, qui devait, à force de courage, regagner le patrimoine de ses pères.

Le jeune général se montra digne de la confiance de l'Empereur. Trop faible pour couper le chemin à l'ennemi, il se contenta de le suivre, à une journée

de distance, en enlevant ses traînards. L'armée royale, se dirigeant vers l'ouest, longeait la frontière du royaume; elle avait passé la Sambre, en mettant à feu et à sang tout le pays. Le cœur avait manqué à Henri II pour profiter de sa fortune. Namur, Bruxelles étaient à deux pas, et il n'avait pas osé y marcher. Cette guerre de maraudeurs, appuyés sur leur frontière, et tremblants de la quitter, était indigne d'un roi de France. Mais laisser là les places fortes pour marcher droit sur la capitale, cette pensée si hardie, si simple, était trop grande pour le siècle. Ce que n'avait pas osé Charles-Quint en 1544, Henri II pouvait-il y songer? L'armée française, lasse de piller, finit par mettre le siége devant une bourgade de l'Artois, appelée Renty. L'Empereur la suivait à la trace, à travers ses villages dévastés. Malgré l'infériorité des Impériaux, leur petite armée, plus ramassée, mieux conduite, avait eu l'avantage dans une escarmouche. Un engagement plus sérieux eut lieu devant Renty : les Impériaux furent ramenés en désordre par Guise et par Coligny, dont le nom si pur commence à rayonner. Mais le duc de Savoie garda sa position. Son armée, appuyée sur un pays ami, ne manquait ni de vivres, ni de munitions, et réparait aisément ses pertes. L'armée française, au contraire, était au bout de son élan; les maladies venaient avec l'automne. Le roi eut recours à l'expédient de son père en pareil cas : il licencia son armée. Charles, épuisé par ce dernier effort, s'en retourna à Bruxelles. Le duc de Savoie, entrant à son tour sur le territoire français, y exerça de sanglantes représailles. En somme, la gloire de cette campagne, ouverte par la France avec tant d'éclat,

et finie avec tant de honte, resta à l'Empereur, qui, avec des forces bien inférieures, avait sauvé Namur et couvert les Pays-Bas.

Les armes de la France n'étaient pas plus heureuses au delà des monts. Henri II, en secourant Sienne, n'y avait cherché qu'une diversion à sa guerre des Pays-Bas. Mais les secours qu'il y envoya étaient insuffisants. Pierre Strozzi, réfugié florentin au service de la France, y soutenait une lutte inégale contre Marignan, soldat de fortune qui avait usurpé le nom des Médicis. Bourreau de la Toscane, Marignan, dans cette guerre sans pitié, fit périr, dit-on, plus de cinquante mille habitants inoffensifs, et détruisit une foule de villages et de villes. C'est à lui que l'État de Sienne doit la désolation qui pèse encore sur ce beau pays. La *malaria* est venue joindre ses ravages à ceux de la guerre, et faire un désert d'une des plus riches contrées de l'Italie. Strozzi, battu et gravement blessé, dut se réfugier à Sienne. Il en confia la défense au gascon Montluc, et se chargea, à peine guéri, de tenir la campagne avec sa petite armée. Henri avait promis des renforts, il oublia de les envoyer. Mais Sienne, abandonnée à elle-même, ne désespéra pas de son salut. Montluc se montra digne de la confiance qu'elle avait en lui. Désolée par la famine et par les maladies, la ville prolongea pendant tout l'hiver son héroïque résistance. Mais le 21 avril, elle dut enfin se rendre. Une capitulation honorable assura la vie et la fortune des habitants. L'Empereur s'engageait à y maintenir la forme républicaine, et à ne pas rebâtir la citadelle. Marignan observa la capitulation, mais Cosme la viola. Sur trente mille habitants, vingt mille avaient péri

pendant le siége. Le reste, préférant l'exil au joug du tyran de Florence, se retira à Montalcino, où ils maintinrent encore quatre ans un fantôme de république. Charles-Quint donna à son fils la suzeraineté de Sienne; un gouverneur espagnol, Francisco de Tolède, vint la traiter en peuple conquis. Ainsi fut perdue pour lá France la dernière position qu'elle occupait dans l'Italie centrale.

Quelques engagements sans importance avaient eu lieu dans le nord, entre le duc de Savoie et celui de Nemours. Pendant ce temps des conférences pour la paix s'ouvrirent, près de Calais, sous la médiation du cardinal Pole : d'Albe et Granvelle y assistaient pour l'empereur, le cardinal de Lorraine et Montmorency pour la France. Chacun était las de la guerre, mais personne ne voulait avoir l'air d'y renoncer le premier. Les populations de la frontière, hâves et affamées, se pressaient sur les pas du légat attendri en lui demandant à genoux, des fleurs à la main, « La paix! la paix! la bonne paix du ciel! » Marie d'Angleterre avait offert sa médiation, et envoyé ses commissaires pour concourir à la paix. Mais la lutte était restée trop indécise; l'heure n'était pas venue de la terminer. Les Français réclamaient pour eux ou pour leurs alliés Naples, le Milanais, Asti, Sienne, Plaisance et la Navarre. L'Empereur voulait les trois évêchés, la Savoie, la Corse et toutes les conquêtes de la France dans les Pays-Bas. Avec des prétentions aussi extrêmes, il n'y avait pas moyen de s'entendre. Les conférences se rompirent en juin, sans résultat sérieux.

Le pape, qui les avait provoquées, ne les vit même pas s'ouvrir. Jules III mourut le 29 mars, à soixante

sept ans, après avoir deshonoré le Saint-Siége, et étonné Rome même, par le scandale de ses mœurs. Son successeur, Marcel II, vivant contraste avec lui par la pureté de sa vie, ne survécut que de quelques jours à son élection. Les amis du cardinal Pole essayèrent de le faire arriver à la tiare, qu'il méritait par ses vertus. Mais il ne convenait ni à l'Empereur, ni à la France de rehausser par la nomination d'un pape anglais le crédit de l'Angleterre à la cour de Rome. Le cardinal Caraffa, âgé de près de quatre-vingts ans, fut enfin élu, sous le nom de Paul IV. Ce choix, hostile à l'Empereur, comme tout ce qui portait le nom de Caraffa, annonçait la baisse de l'influence impériale en Italie. Les vertus du nouveau pontife semblaient promettre à la papauté des jours meilleurs. Il faut tenir compte au conclave de ce double choix de Marcel et de Paul, et de la tendance, qui prévaut après Jules III, à nommer des papes plus moraux. Même à Rome, on commençait à sentir que pour tenir tête au protestantisme et réformer l'Église, il fallait des pontifes dont la chaire de Saint-Pierre n'eût pas à rougir devant ses partisans comme devant ses ennemis.

Mais Rome ne connaissait pas encore le pape qu'elle s'était donné. Nul n'avait été plus étonné que Paul IV de son élection : « A coup sûr, avait-il « dit, elle doit être venue de Dieu, car je n'ai de « ma vie fait de concessions à personne. » Il faut lui rendre justice cependant : à peine assis sur le trône, Paul inaugura son règne par quelques efforts sérieux pour réformer les mœurs du clergé. Mais toute réforme venue du dedans était impuissante ; il fallait la pression du dehors pour forcer l'Église

à corriger ses abus. Aussi le réformateur se découragea-t-il bientôt. Le pieux prélat qui, nommé cardinal, avait renoncé à tous ses bénéfices, l'ami des Sadolet, des Pole et des Contarini se hâta de désavouer tout son passé. Le fanatisme et la persécution s'assirent avec lui dans la chaire de Saint-Pierre. Malgré sa haine aveugle contre l'Espagne, Paul IV se montra son digne émule : il n'épargna rien pour naturaliser à Rome l'inquisition espagnole. La politique du Saint-Siége changea encore une fois : le catholicisme, las des ménagements, prit à son tour l'offensive. Entamé par la Réforme, il s'apprêta à resserrer ses dogmes dans le concile de Trente, et à tenir tête à l'esprit du siècle avec les vieilles armes du Saint-Siége, les anathèmes et les bûchers.

Les grands papes n'ont jamais eu d'autre famille que le sacré collége, d'autre intérêt que celui de la papauté. Paul IV, avant d'être pape, avait toujours déclamé contre le népotisme ; son premier acte, dès qu'il fut élu, fut de faire un cardinal et un premier ministre de son neveu, soldat cruel et brutal, « les bras dans le sang jusqu'aux coudes, » et dont le seul mérite était de haïr les Espagnols. Paul ne comprenait rien à son époque, et semblait vivre cinq ou six siècles en arrière. Aucun pontife, pas même Grégoire VII et Innocent III, ne poussa plus loin la soif de domination. On retrouve en lui ce vertige qui prenait aux Césars, comme à tout homme porté brusquement à un faîte trop élevé. Caraffa, avant son élection, avait toujours vécu avec une grande simplicité : « Comment faut-il vous servir, lui demanda « son majordome. — Comme un grand prince, » répondit le Saint-Père ; et cet homme, si sobre

jusque-là, s'asseyait seul à sa table, chargée de vaisselle d'or, et le dîner du successeur des apôtres durait trois heures au moins. « Vingt-cinq plats, « nous dit Navagero, suffisaient à peine à son appétit, et il arrosait sa colère contre les Espagnols « du vin épais et violent du Vésuve. » L'irrégularité de ses heures accusait le désordre de son esprit : tantôt il se levait avant le jour, tantôt il prolongeait ses veilles jusque bien avant dans la nuit. Tel était le vicaire du Christ, le chef infaillible et saint que le choix du conclave venait de donner à la chrétienté. Entouré naguère de l'estime publique, Caraffa, comme tant d'autres, n'avait brillé au second rang que pour s'éclipser au premier.

De graves événements se préparaient en Angleterre. Marie, toujours éprise, comme Jeanne *la Folle*, de son volage époux, s'était bercée un instant de l'espoir de lui donner un fils. La nouvelle, annoncée au parlement et au pays, fut saluée par les démonstrations d'une joie officielle. Un *Te Deum* fut chanté dans toutes les églises. La chambre des communes décida même que, si la reine venait à mourir en couches, Philippe serait chargé de la régence, pendant la minorité de l'enfant. Mais la prétendue grossesse se changea en hydropisie. Philippe, désappointé, ne tarda pas à prendre en dégoût et sa femme et ses sujets anglais ; car, malgré son titre vain de roi d'Angleterre, jamais il n'avait pu parvenir à s'y faire couronner. Ni les instances, ni les menaces de la reine n'avaient pu vaincre la résistance du parlement. Le futur maître de l'Espagne, des Pays-Bas et du Nouveau-Monde n'était à Londres que le *mari de la reine*. Mais une seule pensée con-

solait Philippe : trompé dans toutes ses espérances, du moins il n'aurait pas passé pour rien sur le sol anglais, car il y laissait le catholicisme après lui!

Charles-Quint avait accueilli, avec plus de joie encore que son fils, l'espoir de voir naître un second héritier de ses couronnes. Il ne put croire qu'à la longue à une déception qui dérangeait tous ses plans. Le parlement anglais et Marie elle-même, en refusant de déclarer la guerre à la France, l'avaient froissé dans son orgueil et dans ses intérêts. L'Empereur, plus affermi que jamais dans son dessein d'abdiquer, pressa son fils de venir le retrouver à Bruxelles. Le prétexte était décent pour quitter l'Angleterre, et Philippe le saisit avec empressement. La contrainte qu'il lui fallait subir, le contact forcé des nobles anglais, altiers dans leur soumission même, coûtaient à sa hauteur. Les vieilles rancunes nationales contre les Espagnols éclataient en amers pamphlets, en ballades populaires, qui poussaient à bout un prince peu endurant de sa nature. Ses compatriotes, déportés comme lui sur le sol britannique, n'étaient pas moins impatients de le quitter. Ces deux races orgueilleuses se ressemblaient trop pour ne pas se haïr, et chacune se heurtait dans l'autre à ses propres défauts.

L'Angleterre ne s'y trompait pas : tout ce qu'avait fondé Marie allait bientôt mourir avec elle. La réforme avait jeté dans le peuple et dans la bourgeoisie des racines trop profondes pour qu'un règne suffît à les arracher. Les nobles et les évêques avaient trafiqué de leur foi, mais le peuple était demeuré fidèle. La semence des martyrs avait porté ses fruits. « Au-dessous « de trente-cinq ans, écrivait l'ambassadeur vénitien,

« tout le monde ici est infecté d'hérésie. » Le sang versé rejaillissait sur Marie, et ce peuple, si dévoué à ses rois, ne nommait plus sa souveraine que pour la maudire. Son trône, au lieu de s'affermir, s'ébranlait chaque jour en même temps que sa santé. Déjà, tous les yeux se tournaient vers Élisabeth. Philippe lui-même, désespérant de gagner pied en Angleterre, prit enfin son parti : malgré les regrets et les pleurs de son épouse, il prépara tout pour son départ. Le 4 septembre, l'infant débarqua à Calais : il vit d'un œil de satisfaction cette forte cité, la seule qui restât en France aux monarques anglais, sans se douter qu'elle allait bientôt leur échapper ; et se hâtant de la quitter, il se rendit à Bruxelles où son père l'attendait.

Les conférences avortées n'avaient pas suspendu les hostilités. Charles, en négociant, n'avait voulu qu'amuser le roi de France, et détourner ses regards de l'Italie. Le duc d'Albe avait trente-six mille hommes à opposer à Brissac, qui, avec dix mille hommes, mal armés et mal payés, venait encore de surprendre Casale, à douze lieues de Milan. La campagne s'ouvrit, mais avec la guerre éclata bientôt la hautaine incapacité du duc d'Albe. Brissac, par des prodiges d'habileté, sut tenir tête avec ses dix mille hommes à trente-six mille. Henri, rougissant de l'abandon où il le laissait, lui envoya enfin quelques renforts. Il y joignit l'élite de la noblesse française et tous les princes du sang. Brissac prit encore deux villes sous les yeux de l'ennemi découragé. D'Albe qui, au début de la campagne, s'était vanté d'enlever le Piémont à la France, trembla bientôt pour Milan, pendant qu'une flotte turque ravageait l'île d'Elbe

et les côtes d'Italie, et ralliait en Corse la flotte française qui appuyait le siége de Calvi.

En même temps, les hostilités continuaient dans les Pays-Bas. L'Empereur y avait vingt mille fantassins et quatre mille chevaux, sous les ordres du prince d'Orange. Les Espagnols seuls étaient soldés; le reste mourait de faim, ou vivait aux dépens du pays. Les maladies, l'indiscipline, la révolte affaiblissaient le nerf de l'armée. Le maréchal Saint-André, Nevers et Coligny commandaient les Français. La campagne n'aboutit qu'à dévaster ces riches provinces, éternel théâtre de la guerre. Enfin, des corsaires de Dieppe prirent et brûlèrent, après une défense opiniâtre, une flotte hollandaise richement chargée.

En somme, depuis cinq ans déjà que durait cette guerre sans pitié, son poids avait pesé sur les États de Charles-Quint plus que sur ceux de son ennemi. La France, même sous un roi de parade, suffisait, dans sa forte unité, à repousser toutes les attaques. Mais, comme naguère en Espagne, entre maures et chrétiens, un désert fait de main d'homme séparait les deux peuples, et s'étendait sur les contrées les plus florissantes du monde. Le cœur se serre à lire, dans les chroniqueurs du temps, les affreux ravages des soldats, l'ardente émulation de massacre et de pillage qui s'établissait entre ces mercenaires de tout pays, qui n'avaient de loi que la guerre, de patrie que le camp, de religion que le drapeau. Rien ne peut rendre les souffrances et le désespoir des malheureux paysans, rançonnés tour à tour par les deux partis, et massacrés sans pitié, quand ils osaient résister. Partout des villages

rasés, des villes incendiées, des populations errantes par la campagne, sans attendre, sans obtenir pitié de leurs ennemis, allemands, espagnols ou français.

Mais il nous faut revenir sur nos pas pour nous occuper de l'Allemagne où, depuis Passau, Charles n'avait plus d'un empereur que le nom. Maurice y était retourné, après une campagne manquée en Hongrie, et sa seule présence avait suffi pour y faire avorter tous les plans de Charles-Quint. Vainement celui-ci, roulant dans sa tête, avec une opiniâtreté sénile, son rêve de succession de Philippe à l'Empire, avait cherché à s'assurer l'appui d'Albert de Brandebourg. Une curieuse dépêche, exhumée par Ranke, nous montre, en 1553, Charles insistant auprès des princes de l'Empire, pour que « les « électeurs s'engagent par écrit à élire Philippe roi « des Romains, en même temps que Ferdinand « empereur. *On peut bien donner cette joie au vieil « empereur sur la fin de sa vie.* Philippe est rompu « aux affaires, depuis sa jeunesse, et il a donné « maintes preuves de sa capacité. Si on le nomme « roi des Romains, il viendra en Espagne, il par- « lera allemand, l'Empire sera gouverné à l'alle- « mande. Il donnera toutes les garanties qu'on « pourra désirer..., etc. » (*Instructions au marquis de Brandebourg*, archives de Berlin.) Charles sentait enfin la nécessité de ménager l'Allemagne et ses antipathies, religieuses ou politiques. La grande faute de son règne, c'était de les avoir blessées, et il s'efforçait de la réparer. Mais ni l'Allemagne, ni Maurice, ne furent dupes de ses promesses hypocrites. Les princes savaient, par une expérience

de trente ans, ce que valaient les promesses de l'Empereur. Catholiques et protestants étaient maintenant d'accord contre lui. Une ligue se forme secrètement pour déjouer ses plans de succession, et enlever à Granvelle la direction des affaires de l'Allemagne. Albert, gagné par Charles-Quint, reste seul en dehors de cette ligue. Seul, il persistait à troubler la paix publique, seul il trahissait les intérêts allemands; la ligue se tourne contre lui, et Ferdinand n'hésite pas à y accéder.

Maurice est nommé généralissime. Il entre en campagne le 8 juillet, avec seize mille hommes, et défait Albert à Sievershausen; mais il est atteint, au milieu de sa victoire, d'un coup de feu tiré au hasard. La Providence brise l'instrument dont elle s'est servie pour abaisser Charles-Quint. Jeune et plein de vie, Maurice descend dans la tombe avant son vieil adversaire. Après sa double victoire sur l'Empereur et sur Albert, Maurice était le maître de l'Allemagne. Un avenir illimité s'ouvrait devant lui. Quel eût été cet avenir, nul ne le sait. On parle vaguement de projets sur la couronne d'Autriche; mais qui a jamais pu lire au fond de ce cœur fermé, de ce génie mystérieux et qui n'a rien d'allemand? Nature pleine de contrastes, et qui unit, chose rare, les puissances de la réflexion à celle de l'action? Élevé à l'école de Charles-Quint, le succès est le seul Dieu qu'il adore. Nulle promesse ne l'enchaîne, nul égard ne le retient. L'œil attaché sur son but, il y marche en foulant tout aux pieds. Maurice de Saxe est de la famille de ces grands politiques, César, Charles-Quint, Napoléon, nés pour remuer le monde, sans être émus ni de haine, ni d'amour. La tête chez lui

a toujours dominé le cœur, qui ne s'ouvre, comme celui de Charles, qu'aux affections de famille. Les convictions religieuses, si puissantes dans ce siècle, ne sont pour lui qu'un drapeau, qu'il met au besoin dans sa poche, pour le déployer quand l'heure sera venue, et rendre la victoire à la cause qu'il a trahie.

La mort de Maurice était une bonne fortune pour l'Empereur, mais sa cause en Allemagne était trop déchue pour se relever. Les princes, au lieu d'attendre de lui la paix, se chargèrent de la donner au pays. Brandebourg, battu plusieurs fois encore, ne reparut plus dans la lice. Ce hardi aventurier, qui avait osé tenir tête à l'Allemagne entière, et aspirer à la main de Marie d'Angleterre; cet enfant perdu du protestantisme, dont toute la religion consistait à rançonner des évêques, fut mis au ban de l'empire, et s'en alla mourir sur la terre étrangère. L'Allemagne, dégoûtée de ses alliances avec la France, fière d'avoir su dicter la loi au vainqueur de Mühlberg, se sentait assez forte désormais pour faire ses affaires sans lui. Ferdinand avait donné à sa patrie adoptive assez de gages de son dévouement, il avait assez séparé ses intérêts de ceux de son frère pour que l'on pût se fier à lui. La guerre était terminée avec la mort d'Albert; mais il fallait maintenant asseoir sur des bases durables la paix de religion. Ce n'était pas trop de tous les princes allemands pour travailler ensemble à ce grand œuvre. Ferdinand, pour combattre les plans de succession de son frère, sentit la nécessité de s'appuyer sur les protestants; mais même en s'alliant avec eux, il resta, dans ses États héréditaires, le digne frère de Charles-Quint.

Il bannit de la Bohême deux cents pasteurs en un seul jour, et parvint presque, à force de rigueurs, à en extirper l'hérésie. Tel était le prince qui allait travailler à doter l'Allemagne de la paix, à défaut de l'unité; et par un contraste bien étrange, le petit-fils des *rois catholiques*, les mains teintes du sang d'un prince de l'Église, devait réussir dans cette tache de conciliation où avait échoué son frère.

Le traité de Passau était moins une paix qu'une trêve, arrachée par la nécessité à l'Empereur abattu. Pour la consolider, il fallait un acte définitif qui avec le présent assurât l'avenir, et le principe posé, en déduisît les conséquences. La diète d'Empire, promise à Passau, se réunit enfin le 5 février. Charles avait donné à son frère, non sans hésitation, des pouvoirs illimités. Pour lui, il était bien résolu à rester étranger à tout ce qui se ferait dans la diète. Sa conscience, son orgueil se soulevaient à l'idée de traiter d'égal à égal avec l'hérésie et avec des vassaux révoltés, et de reconnaître leurs droits par un acte solennel. Mais depuis Innsbruck, la chance avait tourné : l'*interim*, les compromis avaient fait leur temps. L'Allemagne se sentait émancipée, et voulait régler avec son empereur ses comptes de tutelle. Les protestants offraient la paix au lieu de l'implorer, et prétendaient en dicter les conditions. Les catholiques, constitués en pouvoir indépendant de l'Empire, et presque du Saint-Père, cherchaient à vendre le plus cher possible les concessions qu'ils seraient forcés de faire. Quant à un rapprochement entre les deux croyances, personne n'y songeait plus, sauf peut-être l'Empereur, qui se berçait encore par moments de cette chimère.

Du reste, Charles allait bientôt témoigner à l'Allemagne, par un acte éclatant, qu'il aimait mieux ne pas régner, que de régner sur des sujets hérétiques. Car, il faut lui rendre cette justice, à mesure qu'il vieillit, que sa santé décline, que sa fortune pâlit, son énergie, loin de faiblir, se retrempe avec sa foi. Cette volonté de fer, que n'ont pu dompter ni l'âge, ni les revers, ni la maladie, dégénère peu à peu en une obstination héroïque et insensée à la fois. On s'étonne de voir, chez un aussi ferme esprit, cette inintelligence des nécessités du temps, et de la force réelle du protestantisme, force qu'il devrait reconnaître, à défaut du droit. Mais Charles-Quint, Flamand par la naissance et par l'éducation, est par ses croyances un homme du midi. Il lui faut avant tout l'unité, il n'a jamais connu d'autre système, en politique comme en religion. Droits de la conscience, libertés représentatives, tout cela reste pour lui lettres closes. Il en sait moins à la fin de son règne qu'à son début. Dans l'éclat de sa fortune et la vigueur de l'âge, il transigeait avec les Luthériens; et maintenant, vieux, infirme, vaincu, il ne peut plus se faire à l'idée de leur céder. Il laisse à son frère cette triste besogne, et plutôt que d'y tremper les mains, il aimera mieux renoncer à l'Empire.

Mais les protestants ne sont pas seuls intéressés dans le débat; il faut aussi compter avec les catholiques. Les princes ecclésiastiques ont appris à leurs dépens que, quelle que soit la cause qui triomphe, c'est toujours eux qui paieront les frais de la guerre. Les électeurs, longtemps rejetés dans l'ombre, ont repris toute leur influence; car Charles aura bientôt besoin d'eux pour élire son successeur. Une haine commune

contre tout ce qui est Espagnol rapproche ceux que la religion sépare. Les princes ecclésiastiques se sentent plus Allemands encore qu'on ne le voudrait à Rome. Le cardinal d'Augsbourg, commissaire de l'Empereur, ne veut rien céder : « Il y perdra plutôt, « dit-il, sa vie et ses biens. » Le cardinal légat n'est pas moins opiniâtre ; mais par bonheur, la mort de Jules II rappelle à Rome les deux membres du sacré collége. L'Allemagne est libre désormais de vider en famille ce grand débat, et de se donner elle-même la paix, au lieu de l'attendre du Pape ou de l'Empereur.

Les deux partis mirent d'abord en avant les prétentions les plus extrêmes. Chacun prétendait tout obtenir, et ne rien céder. Les luthériens ne voulaient pas entendre parler de majorité là où il s'agissait de conscience ; encore moins d'un recours à l'Empereur. La première question que l'on agita fut celle des biens d'Église, affectés au culte nouveau. En ce qui touchait le passé, on trouva à s'entendre moins de difficulté qu'on ne l'avait pensé. Les protestants étaient résolus à ne pas les restituer, et leurs adversaires n'étaient pas assez forts pour les y contraindre ; on finit par décider que tous les biens sécularisés avant le traité de Passau seraient acquis à leurs détenteurs. Le passé une fois réglé, on s'occupa de l'avenir. Il s'agissait de savoir si le bénéfice de la paix nouvelle s'appliquerait seulement aux anciens réformés, ou à tous ceux qui voudraient le devenir. On demandait aux princes catholiques de concéder à tous leurs sujets, clercs ou séculiers, le droit d'abjurer la religion de leurs souverains, chose inouïe dans ce siècle, où la croyance

du prince devait être celle des sujets. Les catholiques proposèrent de restreindre ce droit aux seuls laïques. Les protestants n'eurent pas de peine à démontrer qu'on ne pouvait, sans blesser la logique et l'équité, refuser aux uns ce qu'on accordait aux autres, et faire dépendre de la date de la conversion les priviléges qu'on lui accorderait. Ils avaient pour eux le droit, et ils finirent par l'emporter : les mêmes priviléges furent reconnus à tous les membres de la confession d'Augsbourg, anciens ou nouveaux.

Mais si un bénéficiaire ecclésiastique venait à embrasser la Réforme, qu'adviendrait-il de ses bénéfices? Les dignités et les revenus de l'Église devaient-ils suivre ses transfuges dans le camp réformé? Mais alors, une prime était offerte aux défections, et l'Allemagne entière allait se faire protestante. Les catholiques le sentaient, et frémissaient à cette seule pensée. Suivant eux, tout ecclésiastique qui abjurerait devait être puni par la perte de ses bénéfices. « Mais agir ainsi, objectèrent les protestants, c'est « compromettre la paix; c'est accorder à ceux qui « resteront dans le camp catholique la prime qu'on « ne veut pas offrir à ceux qui en sortiront. C'est « confesser tout haut, à la honte de l'Église romaine, « que, pour y retenir ses dignitaires, la conviction « ne suffit pas, et qu'il faut encore l'intérêt. Enfin, « ne serait-ce pas une flétrissure pour la Réforme, « qu'elle ne pût être embrassée que par des laïques, « et qu'aucun clerc ne pût entrer dans ses rangs que « dépouillé et flétri? »

La question ainsi posée, et personne ne voulant rien rabattre de ses prétentions, il fallut renoncer à

s'entendre. La diète, de guerre lasse, finit par s'en rapporter à l'avis du *Roi des Romains*. Celui-ci, comme on devait s'y attendre, jeta le poids de son adhésion dans le plateau catholique, et la balance pencha de ce côté. On arrêta que « tout prélat ou clerc qui renoncerait à l'ancienne religion serait privé de tous ses bénéfices, titres et revenus, et que les chapitres en éliraient un autre à sa place. » Par ce célèbre article, connu sous le nom de *réserve ecclésiastique*, la fortune du Luthéranisme, si éclatante et si rapide, se trouva arrêtée tout court, du jour où il cessa de se recruter dans les rangs du clergé. Il ne faut pas exiger de notre pauvre nature humaine plus qu'elle ne peut donner. Le dévouement et l'héroïsme n'y seront jamais qu'une exception, il ne faut pas en faire une règle. Mettre l'intérêt pour frein aux conversions, prendre par famine ceux qui seraient tentés d'abjurer, pouvait être habile de la part du catholicisme, mais n'était, certes, ni généreux, ni digne. Le luthéranisme ne pouvait plus lutter à armes égales; car il invoquait la conscience, quand, de l'autre côté, on en appelait à l'intérêt. Le haut clergé allait peser sur le clergé inférieur, et celui-ci sur les populations, qu'on retiendrait dans le bercail, comme on y retient un troupeau, en le parquant entre des barrières, et en lui assurant la pâture. Mais au fond, le catholicisme, en recourant à de pareils appuis, confessait son infériorité morale. Dans cette défensive timide à laquelle il se résignait, tout son gain désormais allait consister à ne rien perdre.

La *réserve ecclésiastique* avait sauvé la fortune de l'Église aux dépens de son honneur. Victorieux sur

ce point capital, Ferdinand dut céder sur tous les autres. La *Chambre impériale*, composée désormais de membres des deux communions, fut chargée de défendre les droits de l'Empire, et non plus ceux de l'Église. Le libre exercice de leur culte fut assuré aux catholiques soumis à des princes luthériens, comme aux luthériens soumis à des princes catholiques. La liberté de conscience était conquise; mais la diète, trop peu mûre encore pour ce grand principe, le faussait en le proclamant; car elle excluait de la paix tous ceux qui ne seraient pas attachés à une des deux religions, c'est-à-dire les anabaptistes et les sacramentaires.

Le 25 septembre, parut enfin ce mémorable recès d'Augsbourg, qui allait fonder pour un demi-siècle la paix de l'Allemagne. Sans doute cette paix était grosse de bien des tempêtes, la *guerre de Trente Ans* l'a prouvé. La *réserve ecclésiastique*, le droit, concédé aux sujets, de quitter la religion de leurs princes, présentaient, dans la pratique, de graves difficultés. Mais du moins, les droits de la conscience, foulés aux pieds par tous les partis, étaient reconnus pour la première fois. C'en était assez pour un jour! Il y aurait désormais, grâce à la diète, une conscience individuelle, au lieu de cette conscience collective que le prince imposait aux sujets. Tous les rêves de Luther étaient réalisés, et même dépassés. L'Allemagne luthérienne était affranchie du joug de Rome, et le cœur seul avait manqué à l'Allemagne catholique pour en faire autant. Sans doute le recès, loin de tirer les conséquences des principes qu'il posait, les avait à peine entrevues. Mais tout principe fécond et vrai, enfermé dans un traité, est un germe déposé

dans le sol; il peut y dormir longtemps; mais tôt ou tard, il faut qu'il porte ses fruits. La paix d'Augsbourg ne cherchait pas à concilier ensemble deux cultes que sépare un abîme; elle voulait seulement les faire subsister côte à côte, et s'en fiait au temps et à l'habitude pour émousser les rancunes. La Réforme cessait d'être une hérésie et une révolte; elle devenait une religion et un pouvoir légaux qui avaient voix dans les diètes de l'Empire. Elle restait distincte et indépendante du catholicisme, et nul ne devait plus essayer de les approcher : tentative insensée qui aboutira toujours à l'impuissance ou au mensonge!

Charles-Quint, absent de la lutte, avait affecté de n'y pas prendre part; mais c'était lui, en réalité, qui avait été vaincu; c'était à ses dépens que la paix venait de se conclure. Le Pape même y perdait moins que l'Empereur, car celui-ci n'avait plus dans la diète de parti sur lequel il pût s'appuyer. Charles avait le culte, le fanatisme de l'unité, et l'Allemagne n'a jamais eu que l'instinct du morcellement. L'un rêvait un pouvoir fort et concentré; l'autre, subissant à regret le lien fédéral, ne laissait plus à son chef d'autres pouvoirs que ceux qu'elle ne pouvait pas lui ôter. Le divorce déclaré à Passau, accompli à Augsbourg, datait en réalité des premiers jours du règne. Charles-Quint et l'Allemagne en 1519 avaient commis chacun une faute, l'un d'aspirer à la couronne, l'autre de la lui donner. Il ne restait plus à Charles, après avoir vu briser son sceptre dans sa main, qu'à déposer un titre vain, et à abdiquer, puisqu'il ne pouvait plus régner.

CHAPITRE II

ABDICATION DE CHARLES-QUINT, SA RETRAITE A YUSTE.

1555-56.

Charles V, en 1552, était arrivé à l'apogée de sa fortune; tout d'un coup, par un de ces brusques retours où la main de Dieu apparaît de temps en temps dans les choses humaines, cette fortune, dont il a tant abusé, se tourne contre lui. A dater de la défection de Maurice, commence pour lui cette longue série de revers qui aboutit à une résolution, désespérée comme ses affaires, mais empreinte aussi d'un caractère de grandeur qu'on ne peut pas lui refuser.

En octobre 1555, voici la situation de Charles-Quint, et de l'Europe que depuis quarante ans il semble résumer en lui. Tout lui manque à la fois. L'Angleterre, au dire de Gonzaga, « ne tient plus « qu'à un fil, la vie d'une reine qui n'est ni jeune, « ni saine, ni féconde. » Philippe au premier appel de son père, s'est hâté d'accourir, joyeux d'échapper à la double contrainte d'un séjour qui lui déplaît et

d'un mariage qui lui pèse. L'Angleterre, émancipée par son départ, attend avec impatience que la reine mourante cède le trône à sa sœur. Le petit-fils, que Charles-Quint attendait avec une anxiété si fébrile, a trompé ses espérances, et n'a pas voulu naître. Toutes ses espérances se dissipent à la fois. Paul IV, son ennemi personnel, vient de monter sur le trône de Saint-Pierre. Le Pape a déjà renoué toutes les vieilles alliances de l'Italie, trame fragile, tant de fois brisée, et recommencée tant de fois. La domination impériale dans la Péninsule est sapée par sa base. Milan et Naples, poussés à bout par la rapacité de leurs vice-rois, rêvent de nouveau une liberté impossible, entre le Pape qui les pousse à la révolte, et la France qui s'apprête à en profiter. L'ascendant français se relève en Italie, à mesure que décline celui de l'Espagne, car ces deux astres rivaux n'ont jamais pu briller sur le même horizon. La vieille querelle de la papauté et de l'Empire se réveille plus envenimée que jamais. Le Pape, en dépit de ses quatre-vingts ans, puise dans sa haine des forces et une jeunesse nouvelles.

Si Charles se retourne du côté du nord, le tableau est plus sombre encore. L'Empereur ne peut plus mettre le pied dans l'Empire. Depuis son échec d'Innsbruck, l'Allemagne s'est refermée sur lui. Il l'a traversée en conquérant dans sa campagne de Metz ; mais fugitif et vaincu, il n'a pas osé y rentrer, et ne doit plus la revoir. La France a reculé sa frontière pour l'attaquer de plus près. Déjà elle insulte le lion mourant, et traite avec le Pape pour partager ses dépouilles. Son fils même se montre déjà moins docile, et trahit par des murmures son impatience

de régner. Il se plaint que les affaires de ses États d'Italie aillent à l'Empereur avant de lui arriver, et que la décision définitive ne soit jamais celle qu'il a prise. Charles à son tour s'afflige de voir son fils gouverné par tous ceux qui l'entourent. Il lui en coûte de laisser l'Empire à un prince plus appliqué que capable, et qui ne sait pas que régner, c'est vouloir. Mais de tous les déboires de Charles-Quint le plus amer, c'est la paix de Passau, et le recès d'Augsbourg, plus humiliant encore. Ces protestants abhorrés, qu'il a cru écraser à Mühlberg, viennent encore de lui dicter la loi. L'hérésie triomphante règne maintenant du Rhin à la Baltique, et le petit-fils d'Isabelle s'est démis de l'Empire pour le lui céder.

Ajoutez à ces graves soucis le contraste d'une âme jeune et pleine de ressort avec ce corps épuisé et vieilli qui ne vit plus que par la volonté. Il rêve encore un long avenir, il combine avec art des plans pour enchaîner la fortune, et il s'en va mourir, car Dieu l'a frappé deux fois, par les revers et par la maladie. Atteint au cœur par la double victoire du protestantisme, il n'a plus qu'à lui céder la place, et à laisser la lutte à un athlète plus jeune et moins fatigué que lui.

Charles, arrêté dès longtemps dans sa résolution, hésitait encore à l'exécuter. La mort de sa mère vint l'y affermir. Elle aggrava la mortelle mélancolie qui le minait depuis quelque temps, et lui faisait fuir tout visage humain. L'infortunée Juana, après quarante-neuf ans de veuvage, venait de s'éteindre enfin, le 13 avril, sans avoir, pendant cette longue agonie, recouvré un instant l'usage de sa raison. Charles, le plus tendre des fils comme des époux,

ressentit douloureusement sa perte; à dater de ce jour il prit le deuil pour ne plus le quitter. La mort de cette mère, qu'il ne visitait plus que pour pleurer sur elle, laissa un vide profond dans cette âme que l'ambition n'avait pas pu combler. Frappé d'une terreur superstitieuse, il croyait sans cesse entendre la voix de sa mère qui l'invitait, du fond de sa tombe, à venir la rejoindre.

La mort de Juana levait une difficulté grave : tous les décrets royaux se rendaient sous son nom et sous celui de son fils. Jamais, dans le désordre de ses facultés, on n'eût pu obtenir son agrément pour faire succéder Philippe à son père vivant, et l'amour des Castillans pour leur reine ne leur eût pas permis de se passer de son consentement. De ce côté donc, tout obstacle était écarté. La santé de Charles-Quint, de plus en plus ruinée, lui faisait une loi de se hâter. La goutte, qui ne le quittait plus depuis l'âge de trente ans, avait fini par le rendre incapable du plus léger effort, même de briser le sceau d'un lettre. Sa vie presque entière se passait au lit. Les fatigues de sa campagne de Metz avaient encore aggravé son mal. Au dire de l'ambassadeur de France, Marillac, « l'Empereur avait trois maladies invétérées, lesquelles, à chacune fois, le conduisoient à l'extrémité. Enfermé tout le jour dans un poesle, ou « pour mieux dire, dans une fournaise, où lui seul « pouvoit demeurer, » il vivait là séparé du monde, usant, dans les soucis compliqués du gouvernement de tant d'États, cette prodigieuse activité qui ne devait finir qu'avec sa vie[1]. A ses infirmités physiques

1. Suivant Sepulveda, Charles, depuis neuf mois, avait perdu tout intérêt pour les affaires publiques. Il refusait de lire ses dépêches, de signer

s'ajoutaient encore des troubles de conscience. Il se reprochait, dit-on, de n'avoir pas voulu se remarier, par amour pour son fils, et d'avoir ainsi ouvert la porte à des faiblesses dont il rougissait, sans avoir le courage d'y renoncer.

Toutes ces souffrances, qui auraient brisé une âme moins forte, il les aggravait encore par son incurable voracité. Les prières de sa famille et de ses serviteurs, les ordres de ses médecins, tout était inutile. Les plats les plus épicés, les vins les plus forts, réveillaient à peine son estomac blasé. On était effrayé de la quantité de viande et de liquides qu'il engloutissait dans un repas. Dès longtemps les médecins le pressaient de fuir la Flandre et ses rudes hivers pour aller au midi chercher un climat plus doux. Il y consentit enfin, après de longs refus; mais l'hérésie triomphante l'y décida plus encore que la maladie. Comme un acteur fatigué, il se prépara froidement à quitter le théâtre où, depuis quarante ans, l'Europe avait les yeux attachés sur lui. Charles avait hérité de son aïeul Fernando un secret penchant pour les moines; il aimait à se retirer de temps en temps dans un monastère, pour y chercher la paix qui le fuyait, et échapper aux soucis du pouvoir. A la mort de son épouse bien-aimée, nous l'avons vu s'enfermer dans un cloître avec sa douleur. On prétend même que, du vivant de l'Impératrice, tous

ses lettres et ses décrets. Tout son temps était rempli par des lectures pieuses ou par le soin de sa santé. Malgré l'autorité du témoignage de Sepulveda, chapelain et historiographe de Charles-Quint, et instituteur de Philippe II, on a peine à croire que cette intelligence si puissante ait pu ainsi se condamner à l'inaction, *non sine suspicione mentis imminute*, ajoute encore l'auteur, comme pour aggraver la portée de son assertion.

deux, d'un commun accord, avaient formé le projet de renoncer au monde pour se retirer dans deux couvents voisins. Entre tous les ordres monastiques, l'Empereur préférait celui des Hyéronimites, qui, fondé au XIVe siècle, avait couvert la péninsule de ses somptueux monastères. Dans ses voyages, il avait remarqué le couvent de Yuste, placé par les moines, avec leur tact habituel, dans un des plus beaux sites de l'Estrémadure. C'est là que, fixant d'avance le lieu, sinon la date de sa retraite, il avait chargé son fils de lui faire bâtir, près du couvent, une habitation modeste, où il pût vivre en simple particulier. Mais avant de jouir de ce repos si désiré, un dernier acte lui restait à accomplir, c'était de se décharger du fardeau de ses couronnes. Son abdication, à vrai dire, avait commencé du jour où il avait cédé à Philippe le royaume de Naples et le duché de Milan. Il lui restait encore à déposer le sceptre des Pays-Bas, son pays natal, et cette renonciation lui coûtait plus que celle de l'Espagne, le patrimoine de ses pères.

Ce fut le 25 octobre 1555, date à jamais mémorable, que l'Empereur mit enfin à exécution ce projet d'abdication si longtemps ajourné. Charles, dans sa vie privée, se sentait assez grand pour oser être simple. Mais il voulut entourer d'une pompe royale ses adieux au pouvoir. Trois jours auparavant, il avait préludé à cette renonciation en réunissant les membres de l'ordre de la Toison d'Or, pour en transférer la grande maîtrise sur la tête de son fils. Le jour venu, les États des Pays-Bas, la maison de l'Empereur, et l'élite de la noblesse de tous ses royaumes se réunirent dans la salle du palais de Bruxelles, où, qua-

rante ans auparavant, il avait été déclaré majeur, et investi de la souveraineté des Pays-Bas. Ce contraste, présent à la pensée de tous, rehaussait encore l'intérêt de la scène. Le peuple, avide de voir son souverain pour la dernière fois, avait fait irruption dans la salle. L'Empereur, en grand deuil, et revêtu des insignes de la Toison d'Or, parut enfin, s'appuyant d'une main sur un bâton, de l'autre sur l'épaule du prince d'Orange, aujourd'hui le soutien de ce trône qu'il devait un jour ébranler. Quand Charles se fut assis, son fils à droite, à gauche sa sœur Marie, gouvernante des Pays-Bas, un membre du conseil privé prit la parole en son nom, et annonça à l'Assemblée la suprême résolution de l'Empereur.

Une secrète émotion commençait à gagner tous les assistants. Charles se leva, toujours appuyé sur le prince d'Orange. Il rappela d'abord, par une allusion pleine de dignité, le jour où, quarante ans auparavant, dans cette même salle, il avait été appelé par l'Empereur son aïeul et par le vœu unanime du pays à gouverner les Pays-Bas. Ces quarante ans enfermaient toute sa vie publique, et Charles en prit occasion de passer en revue cette vie si pleine et si agitée. Il rappela que : « Il avait traversé huit fois « la Méditerranée, trois l'Océan, et cette fois, ajouta- « t-il, sera la quatrième et la dernière. Rien, je peux « le dire, ne m'est aussi pénible que de vous quitter « sans vous laisser en paix, comme je l'aurais sou- « haité. Mais je ne peux plus m'occuper d'affaires « sans fatigue pour moi, et sans détriment pour « elles. Ma santé ruinée ne me laisse plus la force « de gouverner les États que Dieu m'a confiés. « Aussi aurais-je déposé dès longtemps ce fardeau,

« si la jeunesse de mon fils et l'incapacité de ma « mère ne m'avaient forcé à en supporter le poids « jusqu'à cette heure. Dès mon dernier voyage en « Allemagne, j'étais déterminé à abdiquer; mais « en voyant le misérable état de la république chré- « tienne, je n'ai pu m'y résoudre, et je me suis « flatté de l'espoir de lui donner encore la paix. » Puis, après avoir brièvement raconté ses luttes avec l'Allemagne et avec la France : « J'ai accompli, ajouta- « t-il, ce que Dieu m'a permis d'accomplir, car les « événements dépendent de sa volonté et non de la « nôtre. Nous agissons, nous autres hommes, suivant « les facultés et les forces qu'il nous a départies, « mais lui seul donne la victoire et permet la dé- « faite. J'ai fait ce que j'ai pu, et Dieu m'a assisté. Je « lui rends grâces du fond du cœur de m'avoir se- « couru dans tous mes dangers, et fortifié dans « toutes mes épreuves.

« Mais aujourd'hui, dans l'état d'accablement et « de faiblesse où vous me voyez, je ne saurais vous « être d'aucun secours, et j'aurais un compte sévère « à rendre à Dieu, si je ne déposais l'autorité aux « mains de mon fils. Il est maintenant d'âge à vous « gouverner, *et sera, je l'espère, un bon prince pour « mes sujets bien aimés des Pays-Bas*. Je suis déter- « miné à lui céder tous mes États, et l'Empire à mon « frère Ferdinand, roi des Romains. Je vous recom- « mande mon fils, et vous prie instamment, en sou- « venir de moi, d'avoir pour lui l'amour que vous « m'avez toujours porté.

« Prenez garde surtout de ne pas vous laisser in- « fecter par l'hérésie, et les sectes des pays voisins, « qui pourraient altérer la pureté de votre foi.

« Extirpez-en bien vite les germes, de peur qu'en « se développant, ils ne bouleversent votre État de « fond en comble..... Quant à la manière dont je « vous ai gouvernés, *j'avoue m'être trompé plus d'une « fois*, égaré par l'inexpérience de la jeunesse et par « la présomption de l'âge mûr. J'ose cependant affir- « mer que jamais, à ma connaissance et avec mon « assentiment, il n'a été fait tort ou violence à aucun « de mes sujets. Si donc quelqu'un peut justement se « plaindre d'avoir souffert, j'atteste que c'est à mon « insçu et malgré moi; je le regrette du fond du « cœur, et le supplie, présent ou absent d'ici, de « vouloir bien me le pardonner. »

Ici l'Empereur dut s'arrêter un instant, soit fatigue, soit émotion. Après que sa sœur la reine Léonor eut approché un cordial de ses lèvres, il se tourna vers son fils qui, dans une humble attitude, attendait respectueusement ses ordres. Il lui recommanda, d'une voix émue et avec une extrême tendresse, « la foi de ses ancêtres et le bonheur de ses « sujets, qu'il aimait à lui confier[1]. » Charles avait voulu parler debout, mais épuisé par cet effort, visiblement au-dessus de ses forces, il se laissa tomber plutôt qu'il ne s'assit sur son siége, pâle et tremblant de tous ses membres. Philippe, non moins ému, s'agenouilla devant son père en cherchant à baiser sa main, et en l'assurant qu'il ferait tout pour se montrer digne de sa confiance. Charles, s'empressant de relever son fils, l'embrassa tendrement. « Et alors,

1. Nous avons deux récits de l'abdication de Charles-Quint par des témoins oculaires. L'un est le chroniqueur Pontus Heuterus (*Rerum Austriac.*, lib. XIV. ch. I, p. 336), l'autre est l'ambassadeur d'Angleterre, sir John Mason, à qui j'emprunte cette citation.

« dit l'ambassadeur anglais, Sa Majesté fondit en « larmes; et dans toute l'assistance, il n'y eut pas un « seul homme, français ou étranger, qui, tout le « temps que dura sa harangue, n'eût pleuré abon- « damment. Et Sa Majesté les pria encore de lui par- « donner sa faiblesse, qui venait de l'âge et de sa « maladie, et qui ne lui avait pas permis de rester de « sang-froid en prenant congé de sujets aussi chers « et aussi dévoués. »

A trois siècles de distance, on est encore remué par cette scène touchante, et saisi de sa calme grandeur. Il est impossible de descendre avec plus de simplicité et de force du faîte le plus élevé que l'ambition ait jamais atteint. Peu d'hommes sont montés aussi haut, et nul, on peut le dire, n'en est aussi noblement descendu. Ce qui nous frappe surtout, dans ces adieux au pouvoir et à la vie, c'est un sentiment profond de l'instabilité des choses humaines, et de la dépendance de l'homme envers Dieu « à qui seul les événements appartiennent. » Le malheur a porté ses fruits; la foi de l'orgueilleux monarque s'est affermie dans l'épreuve. La religion, qui ne fut longtemps que le second intérêt de sa vie, en est devenue le premier.

C'était au tour de Philippe de parler. Se prosternant aux pieds de son père avec une émotion visible, il se reconnut indigne du grand honneur qu'il recevait de lui. Il accepta pourtant, mais par pure obéissance, et parce que l'Empereur le voulait, la souveraineté des Pays-Bas. Puis, après avoir baisé la main de l'Empereur, il se leva : « Je voudrais, dit-il « aux États, parler assez bien le français, pour vous « exprimer moi-même la sincère affection que je

« porte à ce pays; mais comme je ne saurais le faire « convenablement ni en français, ni en flamand, « l'évêque d'Arras qui connaît toutes mes pensées, « le fera à ma place. Écoutez-le donc, je vous prie, « comme un autre moi-même. » Granvelle alors, dans un discours insinuant et habile, déclara que « le roi acceptait à regret, mais en fils soumis, l'hé- « ritage qu'il plaisait à son auguste père de lui « transmettre de son vivant, comptant sur le dévoue- « ment de ses sujets pour lui rendre sa tâche plus « facile; implorant sur eux et sur lui les bénédictions « divines, et promettant d'être bon prince, comme « eux promettaient d'être de fidèles sujets. » La reine Marie de Hongrie, sœur de Charles-Quint, se démit ensuite publiquement de sa régence des Pays-Bas, qu'elle n'avait acceptée que pour obéir à son frère, et qu'elle exerçait depuis un quart de siècle avec un rare succès. Cette femme, d'une intelligence supérieure, comme toutes celles de cette race virile, laissait en s'éloignant un vide bien difficile à remplir. Vainement son frère avait insisté pour qu'elle conservât la régence; vainement Philippe l'avait suppliée de le soulager d'une portion de son lourd fardeau : « Après avoir servi plus de vingt-quatre « ans sous l'Empereur mon frère, avait-elle répondu, « il ne me convient pas de recommencer à servir « sous le roi mon neveu. C'est assez, dans le cours « d'une vie, d'un Dieu et d'un maître. » D'ailleurs, sa santé, ruinée comme celle de son frère, et sa tendresse pour sa sœur Léonor, l'avaient décidée à suivre Charles en Espagne. Rien n'avait pu vaincre sa détermination. A l'exemple de son frère, elle remercia, par quelques paroles simples et bien senties,

les États de Flandre, du concours dévoué qu'ils lui avaient prêté pendant tant d'années.

Chacun avait compris, à travers le silence de Charles-Quint, qu'en se démettant du gouvernement des Pays-Bas, il renonçait implicitement à ses autres couronnes. L'abdication était donc, dans la pensée de tous, absolue et complète, et la scène y gagnait en émotion et en grandeur. Dès le soir même, Charles se retira dans un petit pavillon plus que modeste, composé de deux pièces qui suffisaient à peine à son habitation et à ses besoins personnels. Le lendemain, les États de Flandre prêtèrent serment à leur nouveau souverain. Philippe jura de respecter leurs lois, coutumes et privilèges, et l'on sait comment le serment devait être tenu. L'Empereur notifia par écrit son abdication à toutes les provinces et villes des Pays-Bas. Philippe donna pour gouverneur à ses nouveaux sujets le duc de Savoie, Emmanuel-Philibert. Malgré la jeunesse de ce prince, ses rares talents le rendaient propre à ce poste difficile, où il était de tradition d'appeler un membre de la famille royale. Les hommes les plus éminents de la Flandre furent placés à la tête des diverses provinces et des commandements militaires; mais tous restèrent subordonnés au gouverneur général, comme celui-ci l'était du roi : système politique pratiqué par Charles, et dont les Pays-Bas et lui s'étaient jusqu'ici bien trouvés.

Les vents contraires et un violent accès de goutte retardèrent le départ de Charles-Quint. Il passa donc encore, bien malgré lui, l'hiver à Bruxelles, partagé entre le soin de sa santé et la haute direction des affaires, qui n'était pas encore sortie de ses

mains. Mais si l'esprit gardait toute sa vigueur, le corps, de plus en plus affaibli, se refusait au fardeau. Des frottements pénibles avaient eu lieu déjà entre les ministres des deux rois, celui du passé et celui de l'avenir : Charles, avec sa prudence et sa fermeté habituelles, résolut d'y mettre un terme. Placé par le hasard de la naissance à la tête de l'empire le plus vaste et le plus décousu qui eût jamais existé, la pensée de son règne avait été de rattacher l'un à l'autre tous ces États épars sur le continent, et de les unir par une étroite solidarité. A force de génie et de volonté, il y était presque parvenu; mais cette unité factice allait mourir avec lui. Les choses allaient reprendre leur cours naturel, et les peuples obéir à leurs affinités. Toutefois ses États, même en se séparant, avaient encore besoin l'un de l'autre : l'Empire, sans le secours de l'Espagne, ne pouvait pas défendre ses possessions en Italie, et l'Espagne à son tour, pour conserver les Pays-Bas, devait s'appuyer sur l'Empire. Tout poussait donc Charles à compléter son abdication, et à opérer le partage de son vivant, pour éviter des discordes à ses successeurs.

Philippe, impatient de posséder du pouvoir autre chose que la responsabilité, s'était plaint à son père de la fausseté de sa position. Charles, comme tous les caractères résolus, n'était pas l'homme des demi-mesures. Son parti fut donc bientôt pris. Le 16 janvier, en présence des deux reines ses sœurs et des Espagnols présents à Bruxelles, il se démit avec moins d'apparat, mais autant de sérieux et de majesté, des couronnes de Castille, d'Aragon, de Valence et de Sicile en faveur de son fils. Celui-ci

reçut à genoux ce dernier legs d'un père vivant, qui ne gardait même pas pour lui un lambeau de toutes ces couronnes. Voici la formule, pleine de force et de dignité, que l'Empereur employa dans son acte de renonciation : « Nous avons résolu, de « notre volonté libre, spontanée et absolue, sans en « avoir été prié ou y avoir été induit, et en vue du « seul intérêt de nos sujets et vassaux, en roi qui ne « connaît pas de supérieur au temporel, et qui anti- « cipe sur sa mort, de renoncer, en faveur de vous, « notre fils bien-aimé, aux royaumes de Castille et « Léon, Grenade, Navarre et des Indes etc... » Sur l'ordre exprès de Charles-Quint, le dernier qu'il dut donner en Espagne, sa bannière cessa de flotter sur les villes et châteaux de la Péninsule ; elle y fut remplacée par celle du nouveau roi. Juana, sœur de Philippe, fut confirmée par lui dans ses pouvoirs de régente. L'Espagne, en perdant un monarque qui n'y avait jamais été populaire, ne pouvait pas le regretter beaucoup. Il avait fait d'elle ce qu'il faisait de tous ses États, une mine de subsides et de soldats. Elle était son patrimoine, et il l'avait traitée en province conquise. Le peu de libertés que lui avaient laissé les *rois catholiques*, leur petit-fils l'en avait dépouillée. Les richesses des Indes, en y coulant à flots, la traversaient sans la féconder, comme ces torrents bientôt taris, dont le cours n'est marqué que par des ruines. Charles-Quint, il faut bien le dire, est le roi le moins espagnol à qui l'Espagne ait jamais obéi. Aussi la Péninsule, qui ne connaissait pas encore son nouveau maître, put-elle croire un instant qu'elle avait gagné au change. Celui-ci était espagnol, du moins, ses défauts étaient

ceux du pays, et par cela même, plus acceptés de lui. La Castille se retrouvait, non sans une secret orgueil, dans ce prince hautain et taciturne, qui n'avait eu ni enfance, ni jeunesse, médiocre, mais appliqué, et qui avait appris à l'école de son père le grand art de régner. Enfin elle lui savait gré, après un règne passé à l'étranger, comme celui de Charles-Quint, de vouloir replacer dans la Péninsule le siége de l'Empire, pour l'y faire résider avec lui.

Mais avant de se dessaisir du sceptre, Charles voulait rendre à son fils un dernier service, inappréciable à un début de règne : il voulait lui léguer la paix avec la France. Son œil vigilant avait entrevu les embarras que devait susciter à Philippe l'inimitié du Saint Père. Les fureurs mal contenues du pape contre les Espagnols, ses violences contre les partisans de l'Empire, enfin l'ambassade justement suspecte du cardinal de Lorraine à Rome, tout avait averti le défiant empereur. Le duc d'Albe, gouverneur du Milanais et vice-roi de Naples, représentait pour la première fois en Italie l'unité de l'Empire, concentrée dans un seul chef. Les frontières, les places fortes avaient été garnies d'hommes et de munitions. Pour mieux assurer la paix, Charles s'était partout préparé à la guerre. Son ambassadeur à Rome, Garcilaso de La Vega, poëte, diplomate et soldat comme Mendoza, était chargé d'endormir « les furies de Sa Sainteté. » Enfin, la diplomatie de Charles-Quint, plus invincible encore que ses armes, obtint un dernier triomphe : il eut la joie, avant de quitter les Pays-Bas, de conclure à Vauxelles, le 5 février, une trêve de cinq ans avec le roi de France, fatigué comme lui de la lutte. Mais

cette trêve, dont Charles avait plus besoin que Henri, il lui fallut l'acheter. Le *statu quo post bellum* fut maintenu. Toul, Metz et Verdun, restèrent aux mains de la France, sans que l'Empire renonçât à ses droits sur ces trois évêchés. Charles eut beaucoup de peine à faire comprendre à son fils, moins habitué que lui à plier devant la nécessité, qu'une trêve temporaire, toujours facile à rompre, permettait de faire sans danger des concessions qu'un traité de paix pouvait seul rendre définitives.

Un fait grave avait pu décider les concessions de Charles-Quint. Deux mois auparavant, le 15 décembre, un traité secret avait été signé à Rome, entre le pape et le roi de France. Ce traité fixait les bases d'un nouveau partage de l'Italie entre les deux alliés. Les Espagnols une fois chassés de l'Italie, le royaume de Naples devait être donné en fief du saint père à un des fils du roi, autre que le Dauphin. Florence devait être rétablie en république, et le duc de Ferrare était nommé généralissime de la ligue. Les Vénitiens, s'ils voulaient y accéder, recevraient en échange la Sicile, à charge de la défendre contre les attaques de l'Empire. Le pape devait avoir pour sa part Bénévent, Gaëte et tout le pays en deçà du Garigliano. Le roi promettait d'envoyer en Italie douze mille fantassins, cinq cents hommes d'armes et cinq cents chevau-légers, avec une forte artillerie. Enfin, il s'engageait à fournir pour les frais de la guerre trois cent cinquante mille écus, et le pape cent cinquante mille. On n'a pas la preuve que Charles-Quint ait connu ce traité; mais sa diplomatie, toujours aux aguets, dut au moins en soupçonner quelque chose. Les Guise, tout-puis-

sants à Rome, avaient négocié le premier traité, mais Charles prit sa revanche dans le second. Le vieux connétable, jaloux de la fortune des Guise, décida non sans peine son maître à se rapprocher de l'Empire. La capricieuse politique de la France se résumait ainsi dans ces deux traités, signés à deux mois de distance, et dont l'un était le désaveu de l'autre. Mais la haine du pape contre l'Empereur, et la formation d'une ligue italienne, donnaient au pacte secret de Paul IV et de Henri II un sérieux et une portée qu'une trêve ne pouvait pas avoir. L'un était une alliance réelle, fondée sur une communauté d'intérêts et de haines; l'autre n'était qu'un répit passager que s'accordaient des ennemis fatigués, avant de reprendre les armes.

Charles, heureux de ce dernier succès, accueillit avec une sincère bienveillance les envoyés du roi de France; c'étaient l'amiral Coligny, jeune encore, mais déjà entouré de l'estime publique, puis les deux fils du connétable dont il était le neveu, avec une suite nombreuse de gentilshommes. Montmorency, cette fois encore, avait mieux servi les intérêts de l'Empire que ceux de son maître. Aussi Charles n'épargna-t-il rien pour reconnaître ce dernier service; les ambassadeurs s'en aperçurent à l'accueil qu'il leur fit. Le grave Coligny, si simple lui-même, s'étonna de la simplicité de l'Empereur; il le trouva vêtu de deuil, et assis auprès d'une petite table, dans son humble logis, tout entier tendu de noir. Quand l'amiral lui remit la lettre de son maître, Charles voulut rompre lui-même le sceau de la lettre; mais ses mains engourdies lui refusèrent ce léger service; et comme l'évêque d'Arras s'appro-

chait pour le lui rendre : « Tout beau, Monseigneur « d'Arras, lui dit-il, voulez-vous me ravir le devoir « auquel je suis tenu envers le roi mon beau-frère? « S'il plaît à Dieu, un autre que moi ne le fera pas! » Et se tournant vers Coligny, avec un triste sourire : « Que direz-vous de moi, Monsieur l'amiral? Suis-je « pas un brave cavalier pour courir et rompre une « lance, moi qui ne puis qu'à grand'peine ouvrir une « lettre? » Non moins courtois pour le maître que pour les serviteurs, Charles s'informa avec intérêt de la santé de Henri, et se fit gloire d'appartenir aussi à la maison de France, par Marie de Bourgogne, son aïeule. « Je tiens à honneur, dit-il, d'être « sorti, du côté maternel, du fleuron qui porte et « soutient la plus célèbre couronne du monde. » Cette courtoisie de l'Empereur contrasta vivement avec la hautaine réserve de son fils. Blessé sans doute des concessions que son père lui imposait, Philippe reçut les ambassadeurs dans une salle dont les tapisseries représentaient la bataille de Pavie. Cette insulte gratuite froissa tous les cœurs français, et chacun put en conclure que la trêve ne serait pas de longue durée.

Charles-Quint n'était plus roi, mais il était encore Empereur. C'est malgré lui qu'il gardait cette couronne qui ne lui avait valu que des déboires, et dont il n'avait pu assurer l'héritage à son fils. Forcé de scinder en deux ce vaste empire, que lui seul avait pu réunir sous une seule main, il voulait du moins assurer aux grands desseins qu'il léguait à son fils l'appui de la seule couronne qu'il ne pût pas lui laisser. Peut-être aussi, avant de quitter pour jamais la Flandre, avait-il senti se réveiller dans son cœur ces

affections de famille, que les dissentiments politiques n'y purent jamais détruire. Il pressa son frère de venir à Bruxelles, recevoir de sa main la couronne impériale avec son dernier adieu. Ferdinand s'y refusa obstinément. Il insista pour détourner l'Empereur de son projet d'abdiquer l'Empire, en le suppliant, s'il y persistait, de lui laisser le temps d'assurer son élection. Charles céda enfin, non sans regret, « car mon plus grand désir, écrivait-il à Ferdinand, « *c'est de me desnuer de tout.* » Mais redoutant, pour l'avenir, les germes d'inimitié que lui-même avait semés entre Philippe et son oncle, il n'oublia rien pour les réconcilier. En attendant l'abdication, Ferdinand demeura seul chargé des affaires de l'Empire ; car Charles-Quint, depuis Passau, avait pris la ferme résolution d'y rester étranger. Sauf les lenteurs habituelles au génie allemand, l'élection du frère de Charles-Quint ne souffrit aucune difficulté. L'Empire, qu'il gouvernait depuis un quart de siècle, l'accepta pour son chef, le 14 mars 1558. On lui fit ratifier, dans sa *capitulation*, le recès d'Augsbourg. Cette paix, que Charles-Quint n'avait pas su donner à l'Allemagne, fut ainsi assurée pour plus d'un demi-siècle, malgré lui et sans lui. Fondée sur la tolérance, elle ne cessa que le jour où ces engagements sacrés furent violés par les descendants du prince qui les avait signés.

L'abdication de Charles-Quint a été diversement jugée. Voltaire, avec sa légèreté habituelle, n'y voit qu'un acte de démence. Quelques historiens prêtent à ce prince l'intention d'étonner le monde, intention qui fut toujours loin de son caractère et de sa pensée. Chacun sera frappé du parfait naturel de son

attitude et de son langage dans cette scène imposante dont il fut le principal acteur, et non pas le moins ému. Les explications les plus simples sont ici les plus vraies. Charles, comme Dioclétien, renonça au pouvoir parce qu'il en était fatigué. Sa santé détruite lui en faisait une loi : sa vie, depuis dix ans, n'était plus qu'une longue agonie. La mort, dont il sentait l'approche, imprimait à ses pensées une direction chaque jour plus sérieuse. Les intérêts de sa couronne passaient pour lui maintenant après ceux de sa foi. Las de régner encore plus que de vivre, il n'avait plus qu'une ambition, celle de se préparer à bien mourir. Gâté si longtemps par la fortune, Innsbruck, Passau, Metz, Augsbourg, étaient autant de coups qui l'avaient atteint au cœur. Sans doute, il s'était montré plus grand dans la disgrâce que dans la prospérité; mais Charles-Quint avait tout épuisé, la gloire comme les revers; il avait vu, on peut le dire, le fond des choses humaines. Cet homme, qui n'avait vécu que pour l'opinion des autres hommes, commençait à l'estimer à sa juste valeur. Cette opinion, d'ailleurs, si longtemps sa complice, s'était tournée contre lui avec la fortune. Coupable aux yeux du monde de n'avoir pas réussi, on le jugeait maintenant aussi sévèrement qu'on l'avait naguère admiré : « Il y a six ans, écrivait « l'envoyé vénitien, F. Badoaro, S. M. Impériale « était affermie dans cette haute réputation qu'aucun « prince de notre âge, et depuis bien des siècles, « n'avait égalée... Mais sa fuite d'Innsbruck et son « désastre de Metz ont traversé le cours de cette « gloire. Ces revers ont réveillé le souvenir d'autres « échecs, comme ceux de la Provence et d'Alger.

« Enfin, son abdication et sa retraite dans un cloître « *lui ont fait perdre quasi toute sa réputation;* car il lui « en reste autant qu'il reste d'impulsion à un navire, « qui, longtemps poussé par un vent favorable, fait « encore un peu de chemin, même lorsque le vent « vient à tomber. »

La renonciation accomplie, il ne restait plus à Charles-Quint qu'à se rendre dans son dernier asile. Sur huit cents officiers qui composaient sa maison, il en choisit une douzaine pour s'enfermer à Yuste avec lui. Le 17 septembre, il s'embarqua avec ses deux sœurs à Flessingue, où l'attendait une flotte de soixante voiles, au risque de rencontrer en chemin les tempêtes de l'équinoxe. Il prit congé, avec une émotion sincère, de son fils et des nobles flamands qui étaient venus lui faire leurs derniers adieux. La traversée fut heureuse, et dura onze jours. Charles, dans un état de santé déplorable, débarqua enfin à Laredo, en Biscaye. A peine était-il arrivé qu'une tempête terrible fondit sur sa flotte et faillit l'anéantir jusque dans le port[1]. L'Espagne en conclut que la Providence veillait sur les jours du prince qui ne venait plus lui demander qu'un peu de terre pour ses os.

L'Empereur avait tant tardé à venir que rien n'était prêt pour le recevoir : Il s'en montra fort irrité, et se plaignit tout haut du peu d'égards que l'on avait pour lui. On a imputé ce tort à la négligence de

1. Cette tempête surprit au large plusieurs vaisseaux, et en fit périr un, chargé de 80,000 ducats. Le bruit courut que le vaisseau impérial, après avoir débarqué l'illustre passager, avait péri au moment où il cessait de porter « César et sa fortune », comme dit Strada dans son latin ampoulé. Sandoval prétend aussi que ce vaisseau attendit pour se perdre que l'Empereur en fût descendu.

son fils ; il n'en était rien pourtant. Philippe avait envoyé à la régente sa sœur des ordres réitérés ; mais ils ne furent obéis qu'avec la lenteur espagnôle. Les vivres, les hommes et l'argent, tout manquait à la fois. Mais le départ de Charles-Quint, sans cesse retardé, l'incertitude sur le point où il débarquerait, expliquent suffisamment l'absence de mesures prises pour le recevoir. On voit dans les lettres de Philippe ses soins minutieux pour assurer le bien-être de son père, et faciliter son voyage. La régente, désolée, n'épargna rien pour réparer sa faute involontaire. Mais le séjour de l'ex-empereur dans cette bourgade de Laredo ne dut pas moins se prolonger jusqu'au 6 octobre. Enfin, les vivres, l'argent, les moyens de transport, arrivèrent en abondance. Quijada, le majordome de Charles, accourut à sa rencontre, et dirigea l'expédition. Le voyage d'un empereur goutteux et de deux reines malades, avec une suite de cent cinquante personnes, dans un pays désert et sur des routes de traverse, à peine praticables pour les mulets, offrait de grandes difficultés. Elles furent vaincues par l'empressement des populations à aplanir tous les obstacles. Charles, heureux de revoir le beau ciel de l'Espagne, au lieu des brumes de la Flandre, se sentait mieux portant et plus alerte qu'il ne l'avait été depuis bien des annnées. Aussi supporta-t-il gaiement les fatigues du voyage. Les nobles, les prélats, dans tous les districts qu'il traversait, s'empressaient à l'envi d'envoyer pour sa table les fruits, le gibier, les poissons et les vins les plus exquis. La sensualité du malade, sans cesse excitée, ne savait pas résister à ces séductions, plus fatales à sa santé que toutes les fatigues du voyage. Pendant le trajet,

qui dura dix-sept jours, Charles ne voyagea qu'en litière, faisant à peine quatre à cinq lieues par jour. A Valladolid, il refusa la réception d'apparat qu'on voulait lui faire, et la réserva pour ses deux sœurs. Chemin faisant, il reçut la visite de son petit-fils l'infant don Carlos. Son œil perçant eut bientôt discerné, dans ce malheureux prince, ce mélange fatal de bons et de mauvais instincts qui devait plus tard le conduire à sa perte. Le jugement que le vieil Empereur porta sur son petit-fils fait honneur à sa sagacité : « L'infant, écrivit-il à sa sœur Léonor, me semble « très-agité ; sa contenance et son humeur ne me « plaisent pas. Je ne sçais ce qu'il pourra devenir « avec le temps[1]. »

Le 13 novembre, après un long et pénible voyage, Charles atteignit enfin le paisible séjour où devait s'écouler le reste de cette vie inquiète. La maison que, d'après ses plans, son fils avait fait bâtir pour lui, à côté du couvent, n'était pas encore prête ; l'Empereur s'établit à Jarandilla, chez le comte d'Oropesa ; il y demeura trois mois, avant de venir se fixer dans sa dernière demeure. Nous nous abstiendrons de l'y suivre. Nous verrons de temps en temps le reclus de Yuste, las de son rôle de specta-

1. Le jeune prince détestait l'étude, et raffolait des récits de bataille. Il aimait à se faire raconter par son aïeul toutes ses campagnes, et les écoutait avec une ardente curiosité; mais quand Charles en vint à sa fuite d'Innsbruck, l'enfant l'arrêta, et lui dit : « Je demeure content de tout ce que j'ai entendu jusque-là, mais je n'aime pas que vous ayez fui? — Et qu'aurais-tu fait à ma place, demanda Charles-Quint? — Je n'aurais pas fui! — Quoi, malade, abandonné, trahi par tous mes alliés, sans un soldat pour me défendre, rester pour être surpris dans mon lit et fait prisonnier! — Non, reprit l'enfant avec colère, malgré tout cela, je n'aurais pas fui. » L'empereur, au lieu de s'en fâcher, finit par rire de cet entêtement héroïque.

teur, rentrer sur la scène par ses conseils, par ses censures, par ses ordres même, aussi obéis que s'il n'avait pas cessé de régner; mais, sauf ces rares exceptions, les dernières années de Charles-Quint appartiennent à la biographie, et non pas à l'histoire. Elles ont d'ailleurs été racontées de main de maître, et sont maintenant assez connues pour qu'il nous suffise de les résumer. Grâce au précieux manuscrit de Thomas Gonzalez[1], un jour nouveau a été jeté sur ce séjour de Charles-Quint à Yuste, travesti par tous les historiens, y compris Robertson. Nous rectifierons en passant les fables accréditées, dès le XVI[e] siècle, sur l'ingratitude de Philippe II envers son père, sur son manque de respect et son inexactitude à lui payer sa pension. Nous ferons justice de la scène puérile où Charles-Quint aurait célébré ses propres funérailles, pour mourir quelques jours plus tard de l'impression produite sur ses nerfs par cette scène lugubre. Mais avant de retracer ses derniers moments, nous avons à raconter deux années du règne de Philippe II, qui date réellement,

1. Ce manuscrit, acquis au prix de 4,000 fr. par le gouvernement français, a pour titre : *Retiro, Estancia y Muerte del Emperador Carlos Quinto en el monasterio de Yuste*. Don Tomaz Gonzalez, frère de l'archiviste en chef de Simancas, a composé cet inestimable recueil sur des pièces authentiques, lettres ou notes émanées de l'Empereur, de sa famille et de ses ministres. Il jette un jour entièrement neuf sur le séjour de Charles-Quint à Yuste, et sur l'action puissante que, du fond de son cloître, il exerça sur les événements politiques de l'Europe, jusqu'au dernier jour de sa vie. C'est à ce manuscrit, déposé aux archives des affaires étrangères, que M. Stirling a puisé sa *Cloister Life of Charles the Fifth*, 1852, M. Pichot, en 1854, sa biographie piquante et complète, mais trop louangeuse, de Charles-Quint, et enfin, M. Mignet, son ferme et beau volume de *Charles-Quint, son abdication, son séjour à Yuste et sa mort*, où la biographie s'élève à la hauteur de l'histoire. Ajoutons, car les dates importent ici, qu'une ébauche de ce volume avait déjà paru sous forme d'articles dans le *Journal des Savants*, dès 1852.

non pas du jour de la mort de son père, 21 septembre 1558, mais bien de son abdication, 25 octobre 1556. Enfin, nous consacrerons un chapitre spécial aux persécutions religieuses, qui, provoquées par le père, ordonnées par le fils, souillent de sang le lit de mort de Charles-Quint, comme les massacres de Mérindol et Cabrières ont souillé celui de François Ier.

CHAPITRE III

LE PROTESTANTISME EN ESPAGNE.

1550-1570.

Vers la seconde moitié du XVIe siècle, tout le nord de l'Europe, entraîné dans l'orbite de l'Allemagne, marche avec elle dans la voie ouverte par Luther. La Suisse, indépendante dans sa foi comme dans sa politique, a fait à elle seule sa réformation; l'Angleterre, plus docile, la reçoit toute faite de la main de ses rois. Enfin, Calvin après Luther, le génie organisateur après le génie conquérant, donne au protestantisme cette forte discipline qui l'a trempé pour le combat. Impuissant à l'asseoir en France sur une base solide, il l'emporte avec lui dans sa citadelle de Genève, et y fonde sa cité idéale, où l'Église asservit l'État à sa loi. Où en est, pendant cet intervalle, la Réforme dans le midi de l'Europe, en Espagne et en Italie?

C'est à d'autres qu'il appartient de raconter l'histoire du protestantisme en Italie[1]. La papauté s'est hâtée d'étouffer dans ses cachots cette Réforme

1. M. Jules Bonnet, dans son Étude si touchante sur *Olympia Morata*, a déjà esquissé l'histoire de la Réforme en Italie. Il l'achèvera bientôt, nous l'espérons, en racontant la vie de Renée de France, duchesse de Ferrare, autour de laquelle se groupent tous les souvenirs du protestantisme italien.

spontanément éclose, comme celle de Luther, de Zwingle et de Lefebvre d'Étaples, au cœur de quelques prêtres, consumés de l'amour de Dieu, et révoltés des abus de la cour de Rome. L'inquisition romaine, émule de celle d'Espagne, s'est mise à l'œuvre sans bruit. Les bûchers ont eu raison de ces chrétiens opiniâtres, qui voulaient aller à Dieu, sans autre médiateur que son fils. Les plus heureux ont emporté leur foi dans l'exil ; mais l'épée, du moins, n'a pas profané cette sainte cause ; le sang des martyrs a coulé à flots, mais sur les échafauds seulement. Le protestantisme en Italie est mort comme mouraient les premiers chrétiens, en priant pour ses bourreaux; pareil au grain de blé de l'Évangile, qui ne meurt que pour renaître, il a laissé dans le sol, au fond des vallées vaudoise du Piémont, une semence qui ne doit pas périr.

En Espagne, sur cette terre natale de l'orthodoxie, des ennemis plus dangereux attendaient la Réforme. Ces ennemis c'étaient l'ignorance, le fanatisme, entretenu dans les cœurs par une croisade de huit siècles, et l'inquisition enfin, forme nouvelle qu'une piété égarée a donnée à la guerre contre les infidèles. L'Espagne, grâce à Dieu, n'a jamais repoussé l'Évangile; elle s'est contentée de l'ignorer, comme tous les peuples soumis au joug papal. Disons-le à l'honneur de ce pays, que l'inquisition a calomnié trop longtemps : il y a dans l'homme du peuple espagnol, quand on l'abandonne à ses instincts, qui sont généreux et droits, le fond d'un chrétien comme celui d'un soldat. La religion, pour lui, fut et sera toujours une croisade. Quand l'Espagne n'a plus eu de Maures à combattre, ni de Juifs à persécuter, on

l'a ameutée contre les hérétiques. On a faussé chez elle ces instincts héroïques qui font les grands peuples, ceux qui ne comptent pas avec les sacrifices. Nous en appellons ici à tous ceux qui connaissent l'Espagne : pour l'étudier, ce ne sont pas ses villes qu'il faut parcourir, ce sont ses campagnes, où vit intact le dépôt des vieilles mœurs et des souvenirs nationaux. Il y a dans le peuple des campagnes, trop peu connu des voyageurs, un culte natif de tout ce qui est saint et grand. Rome et l'Inquisition ont pu exaspérer sa foi jusqu'au fanatisme, son courage jusqu'à la cruauté ; ils ont pu le ruiner, ils on pu l'annuler en Europe, mais ils n'ont pu changer le fond de sa nature. L'Espagne de nos jours est encore celle de Cervantes : elle a le même besoin de croire, de combattre et de se dévouer. Il ne lui manque pour cela qu'un Pélayo, qu'un Cid, et qu'une cause comme celle qu'ils défendaient !

Le protestantisme, avidement accueilli en Espagne et en Italie, dans ces deux pays qu'on croit à tort lui avoir été hostiles, n'a jamais pu y prendre racine; le fer et le feu l'en ont bientôt extirpé. Pourquoi cela? s'est qu'au fond, la Réforme, c'est la protestation de la conscience individuelle, si puissante chez les races du nord, contre cette conscience collective des peuples du midi, qui aiment à recevoir de la papauté leurs croyances toutes faites. Cet impérieux besoin d'unité qui les travaille, héritage de la Rome impériale, devait tôt ou tard les livrer, pieds et poings liés, à l'absolutisme, en politique comme en religion. Aussi l'inquisition, gardienne jalouse de l'unité dans les croyances, a-t-elle été dès son début acceptée par l'Espagne, parce qu'elle répondait à

ses secrets instincts. La Réforme n'a pas pu y tenir tête à cette alliance de la papauté et du pouvoir royal qui, malgré quelques brouilles passagères, subsiste pendant tout le XVIe siècle; alliance fatale qui aurait fini par anéantir en Europe la liberté de conscience et la liberté politique, si elles n'eussent été sauvées trois fois, à Passau, par Maurice de Saxe, en Flandre, par Guillaume d'Orange, à Munster, par l'Allemagne appuyée sur la France.

Laissons maintenant parler les faits, et l'on verra si l'Espagne, au XVIe siècle, s'est montrée hostile à l'Évangile. Dès 1519, deux ans après les thèses de Luther, la Péninsule était déjà ouverte aux traités du Réformateur. La traduction et l'impression s'en faisaient à Anvers, vaste centre de propagande, où la liberté de penser et de croire s'abritait à l'ombre du commerce et de ses franchises. Quand l'Empereur, en 1520, alla prendre en main le sceptre de l'Allemagne, depuis trois ans déjà Luther y régnait sur les esprits. A dater de cette époque, l'Allemagne réformée exerce sur la Péninsule une action que l'histoire n'a pas assez notée. Une foule d'Espagnols, attachés au service de l'Empereur, l'avaient suivi au delà du Rhin. Ceux que n'aveuglait pas le fanatisme virent de près ces réformés qu'on leur avait peints sous de si noires couleurs; ils assistèrent à leurs prêches; ils entendirent, à Worms, Luther attaquer, avec une mâle hardiesse, le trafic des indulgences et les abus de la papauté. La vieille orthodoxie de l'Espagne fut alors entamée pour la première fois. Rome elle-même s'en émut; Léon X, qui s'était mépris d'abord sur la portée des attaques de Luther, s'éveilla enfin de sa léthargie : en 1521, deux brefs du pape

réclamèrent des mesures sévères contre l'introduction des livres luthériens dans la Péninsule.

En 1527, la rupture de l'Empereur avec le pape et la captivité de Clément VII vinrent encore élargir la porte ouverte dans ce pays aux doctrines réformées. L'Espagne, habituée à confondre dans un même respect le roi et le saint père, apprit pour la première fois à les séparer. Charles-Quint, rançonnant le pape prisonnier, eût eu mauvaise grâce à se donner pour champion de la foi catholique. Les luthériens servaient en foule dans son armée, quand elle mit Rome au pillage, et plus d'un soldat espagnol s'unit, dans ces sanglantes saturnales, aux affronts dont les Allemands abreuvaient le pape et les cardinaux. En Espagne même, bien des préventions aveugles contre les doctrines de Luther tombèrent devant la lecture, en pleine diète, de la confession d'Augsbourg. Ce document, imprimé par ordre de l'Empereur, se répandit par toute l'Europe avec la rapidité de l'éclair. Chacun put désormais juger par lui-même ces doctrines si calomniées. L'Évangile, qui les avait inspirées, parla secrètement à plus d'un cœur. La tolérance forcée de Charles-Quint passa pour connivence avec l'hérésie qu'il n'avait pas su détruire, Des relations secrètes se nouèrent entre Mélanchthon et des familiers de l'Empereur. Parmi eux se trouvaient deux prêtres, Alfonso Valdez, son secrétaire, et Virvès, son prédicateur favori. Tous deux furent traduits devant le saint-office. Le dernier, malgré la protection de l'Empereur, se vit condamné à une abjuration publique et à quelques années de prison. L'inquisition, alarmée, redoubla de vigilance. Des visites domiciliaires furent auto-

risées, on saisit partout les livres suspects, qui circulaient en Espagne sous des noms supposés. Mais les curés, en les dénonçant du haut des chaires, apprirent aux fidèles leur existence, et leur inspirèrent l'envie de les lire; les mesures mêmes qu'on prenait contre l'hérésie contribuèrent ainsi à la propager.

En 1535, Juan Valdez, secrétaire du vice-roi de Naples, fit connaître à ses compatriotes, dans une série de traités originaux, imprimés à Venise, les dogmes de la foi protestante. Mais l'homme qui a rendu, par sa plume et par sa parole, le plus de services à la cause de la réformation en Espagne, c'est Rodrigo de Valer, natif de Lebrija, près Séville. Après une jeunesse dissipée, Valer avait été amené à la foi par ces livres proscrits. Emporté par son zèle, il se mit à prêcher l'Évangile dans les rues de Séville à tous ceux qu'il rencontrait, et à attaquer sans ménagement l'autorité du pape, le culte de la vierge et des saints. Les prosélytes furent nombreux, jusque dans les rangs du clergé; mais l'ordre entier, dont il osait censurer les vices, se tourna contre lui. Le saint-office intervint : l'imprudent réformateur fut cité devant son tribunal; mais de secrètes influences agirent en sa faveur. On affecta de croire qu'un homme qui avait agi de la sorte ne pouvait être dans son bon sens. Le tribunal, avec une clémence inaccoutumée, se contenta de confisquer ses biens. Valer, à peine libre, se remit à déclamer contre les superstitions de l'Église romaine. On l'enferma, en 1541, dans un couvent près de San Lucar, où il mourut bientôt, à l'âge de cinquante ans.

Parmi ses disciples, le plus célèbre, fut l'Aragonais Juan Gil, plus connu sous le nom du docteur

Égidius. Laissant là, sur le conseil de Valer, saint Thomas pour l'Évangile, il ne puisa plus, en prêchant, ses inspirations que dans les saintes Écritures. Le peuple espagnol, sevré si longtemps de la parole divine, s'étonna du charme qu'il trouvait à l'entendre ; bien des âmes, sans en avoir la conscience, vinrent retremper leur foi à la source où Luther avait puisé la sienne. Le zèle d'Égidius, tempéré par une prudence qui avait manqué à Valer, enflamma celui d'autres prosélytes. Un célèbre prédicateur, Constantin Ponce, son compagnon d'études, se mit à l'œuvre avec lui. Égidius et Ponce se partageaient la chaire. Un prêtre pieux, Vargas, commentait aux néophytes l'*Épître aux Romains,* cette clef de voûte de l'édifice évangélique. Le clergé, dont la domination était ainsi sapée par la base, s'alarma du succès des deux prédicateurs, et de leurs doctrines secrètes, dont la portée ne se laissait pas encore deviner tout entière. Bientôt la ville fut divisée en deux camps : la foi aux mérites du Christ, seul auteur de notre salut, fut mise en opposition avec les mérites de l'homme, et les œuvres de piété pratique, messes, jeûnes, rosaires et pèlerinages. Pour une moitié de Séville, la lecture de la Bible remplaça celle des livres de messe et de prières. La dévotion du cœur se substitua à celle des lèvres. Une révolution cachée, mais profonde, s'opéra dans les habitudes de ce peuple à qui, pendant tant de siècles, une religion tout extérieure avait suffi.

Rien cependant n'avait encore percé au dehors, car nous voyons l'Empereur, charmé de l'éloquence de Ponce, faire de lui son aumônier, et appeler, en 1550, Égidius à l'évêché de Tortose. Cette marque

éclatante de la faveur royale déchaîna sur ce dernier l'inimitié du saint-office. Il fut jeté en prison. La protection du monarque ne lui fit pas défaut : Charles daigna écrire en sa faveur à l'inquisiteur général. Plus d'une voix, même parmi ses juges, s'éleva pour le défendre. Sa vie fut épargnée comme celle de Valer, mais il fut condamné à l'abjuration publique et à trois ans de prison. Sa captivité expirée, il se rendit à Valladolid, le second centre de la foi protestante en Espagne, pour y ranimer le courage de ses frères. De retour à Séville, une fièvre, causée par la fatigue du voyage, l'emporta, au milieu des regrets universels. La sentence qui l'avait frappé fut, pour ses disciples, le signal de la dispersion. La plupart allèrent chercher un asile en Suisse et en Allemagne, pendant que les chemins étaient encore ouverts.

Mais pour conquérir l'Espagne à l'Evangile, il fallait avant tout le traduire en espagnol. C'était là le levier qui, dans les mains de Luther, avait remué l'Allemagne, et ébranlé la puissance du saint siége. Les trois frères Enzinas étudiaient avec beaucoup de jeunes Espagnols à l'université de Louvain, où fermentait en secret le levain des doctrines nouvelles. Tous trois se convertirent ensemble à la foi luthérienne. L'aîné, Jayme, alla, sur l'ordre de son père, achever ses études à Rome, où il finit sa vie sur un bûcher, en 1546, avec le courage d'un martyr. Le second se réfugia en Allemagne. Le plus jeune, Francisco, resté à Louvain, entreprit, sur les conseils des réformateurs allemands, de traduire en espagnol le Nouveau Testament. Son entreprise, du reste, n'était pas neuve dans la Péninsule. Au

XIII[e] siècle, Alonzo X de Castille avait fait traduire en castillan les saintes Écritures, pendant que Jayme I[er] d'Aragon les proscrivait dans ses Etats. Deux siècles plus tard, Bonifacio Ferrer, le frère du saint, avait traduit en dialecte valencien la Bible entière; un négociant allemand l'avait fait imprimer à ses frais à Valence; mais l'œuvre, à peine sortie de la presse, avait éveillé les défiances de l'Inquisition, et l'édition tout entière avait péri dans les flammes.

La traduction d'Enzinas fut imprimée à Anvers en 1543, sous ce titre suspect: *le Nouveau Testament de notre seul Sauveur et Rédempteur Jésus-Christ.* L'auteur en offrit un exemplaire à l'Empereur à qui il l'avait dédiée. Celui-ci la donna à examiner à son confesseur, et le résultat fut l'arrestation d'Enzinas. Il parvint à s'échapper de sa prison et à se sauver en Allemagne. Sa traduction du Nouveau Testament pénétra en Espagne malgré la surveillance de l'Inquisition. Un autre réfugié espagnol, Juan Perez, chapelain de la duchesse de Ferrare, mourut en France, après avoir doté son pays d'une autre traduction de l'Évangile et des Psaumes. Il avait même commencé celle de la Bible, et consacra en mourant toute sa fortune aux frais de l'impression. Cette œuvre gigantesque fut achevée en dix ans, par Cassiodoro de la Reyna, qui la fit imprimer à Bâle en 1568. Enfin, le Nouveau Testament, en 1571, fut traduit en basque, langue à part de la Péninsule comme le peuple qui le parle. Telle est la rapide histoire de la bibliographie sacrée de l'Espagne; l'histoire des livres est ici celle des idées et de la foi.

Mais ni Rome ni l'Inquisition ne pouvaient voir de sang-froid l'Évangile, leur plus mortel ennemi, prendre ainsi droit de cité dans la Péninsule. Un bref de Jules III, en 1550, vint réveiller le zèle des inquisiteurs. Une douane spirituelle, bien plus rigoureuse que l'autre, veilla sur les frontières de l'Espagne, pour en écarter les livres hérétiques, la Bible surtout, le plus dangereux de tous. La prison, la confiscation, la torture et la mort, tels furent les seuls châtiments infligés aux coupables. L'Espagne, gardée à vue et isolée du continent, semblait désormais fermée à l'Évangile; mais la semence, une fois déposée dans le sol, n'en devait pas moins porter ses fruits, et le sang de nouveaux martyrs allait la féconder.

Revenons à Séville, le vrai centre religieux de l'Espagne au XVIe siècle, comme Tolède au VIe, sous les rois goths; nous y verrons déjà l'Église chrétienne, comme à son premier âge, s'organiser dans l'ombre et se préparer pour le combat. Ponce, de retour à Séville, en 1555, y reprit l'œuvre interrompue par la mort d'Égidius. Appelé à professer la théologie, il s'attacha à répandre dans les rangs du jeune clergé une connaissance vivante des Écritures. Il prêchait de deux jours l'un, dans la cathédrale; deux heures avant le jour, l'église était déjà remplie. Pâle, épuisé par l'étude et par une prédication sans relâche, l'homme de Dieu pouvait à peine se traîner jusqu'à sa chaire : Séville entière était suspendue à ses lèvres, et la flamme qui le consumait gagnait peu à peu tous les cœurs.

Ainsi qu'Égidius, son maître, Ponce ne songeait pas à faire des protestants, mais des chrétiens. Sans

heurter les préventions aveugles de ses compatriotes contre la Réforme, il savait la leur faire adopter par son côté le plus sympathique, par celui qui affirme et non par celui qui nie. Le protestantisme, s'associant aux instincts de nationalité, si vivaces en Espagne, y naissait de lui-même au lieu d'y être importé de l'étranger. Comme Savonarola à Florence, les réformateurs de Séville s'efforçaient de changer les cœurs avant les institutions. En face d'un autre paganisme, ils recommençaient la tâche des apôtres, tout transformer sans rien détruire, et minaient, sans bruit, le sol sous les pas de Rome et du clergé. Peu à peu, et dans le plus profond secret, une église protestante s'organisa à Séville. Elle se divisa, pour échapper aux regards, en petits groupes épars, tous rattachés à un centre commun. Un médecin, Lozada, était le pasteur de cette congrégation naissante où tous, comme dans l'Église primitive, se partageaient le sacerdoce. Le service divin se célébrait dans la maison d'une dame de haut rang, Ysabel de Baena, qui recevait les fidèles au péril de sa vie. Des membres des premières maisons de la Péninsule s'honoraient d'appartenir à cette Église proscrite. L'artisan y priait à côté du grand d'Espagne, égaux tous deux devant leur maître, comme ils allaient bientôt l'être devant le bourreau.

Le souffle du réveil, après avoir passé sur cette cité mondaine, gagna bientôt jusqu'aux cloîtres. Le couvent hieronymite de San Isidro del Campo devint un de ses foyers; un des moines, Garcia Arias, y porta la foi luthérienne, c'est-à-dire l'Évangile, et les dignitaires du couvent furent les premiers à l'y

propager. La Réforme s'étendit bientôt à plusieurs communautés de ce même ordre, à qui l'orthodoxe Charles-Quint allait bientôt demander un asile. Le provincial des hiéronymites, Juan de Regla, fut converti des premiers; mais traduit devant le saint-office, il se rétracta bientôt, et racheta sa faute en persécutant ceux dont il avait partagé la foi.

A Valladolid, les débuts du protestantisme ont un caractère plus tragique. Un jeune homme de Burgos, San Roman, condisciple des frères Enzinas à Louvain, et gagné comme eux à la Réforme, obtint à Ratisbonne une audience de Charles-Quint. Dans la candeur de son zèle, il osa le supplier de réprimer les violences des inquisiteurs, qui repoussaient de la Péninsule la pure doctrine de Jésus-Christ. Les officiers de l'Empereur voulaient faire justice de l'hérétique, et le jeter dans le Danube; mais Charles l'arracha de leurs mains pour le remettre dans celles du saint-office. Ramené à Valladolid, il refusa de se rétracter, et expira sur le bûcher, en 1554. Valladolid n'avait jamais vu mourir un chrétien. Tant de courage, uni à tant de foi, laissa une impression profonde dans l'âme des assistants. Une petite Église évangélique se forma dans l'ombre; son premier pasteur fut un moine de ce même ordre auquel l'Espagne devait l'Inquisition, un dominicain, Domingo de Roxas, second fils du marquis de Posa [1].

Depuis l'Église primitive, l'Évangile a toujours attaqué la société par sa base, pour monter de là

1. C'est ce Posa que Schiller a mis en scène dans son drame un peu fantastique de Don Carlos. Le héros de théâtre, l'apôtre *humanitaire* n'est en réalité qu'un humble martyr chrétien, mort sur le bûcher, en 1559, dans le deuxième autodafé qui eut lieu à Valladolid.

vers le faîte. Après le Maître, les disciples, et plus tard les réformateurs, ont toujours procédé comme lui; mais en Espagne, ce ne sont pas des hommes du peuple, ce sont des nobles, des lettrés, des prêtres, éminents par leur savoir ou par leur éloquence, qui sont les premiers convertis. L'Évangile, détourné de sa voie, descend au lieu de monter. Ainsi l'un des apôtres de la réforme à Valladolid est le savant docteur Agostin Cazalla. Aumônier de l'empereur en 1545, il l'avait suivi en Allemagne. Loin de frayer comme tant d'autres, avec les réformateurs allemands, c'est en les combattant qu'il apprit à les estimer. Devenu leur admirateur et bientôt leur disciple, il quitta l'Allemagne, conquis à la Réforme, et décidé à tout braver pour la répandre dans la Péninsule. Fixé à Valladolid, près de Roxas, son ami, il y devint le chef du mouvement luthérien qui grandissait chaque jour. La maison de sa mère fut le temple caché de la petite congrégation. Cazalla était trop en vue pour échapper aux regards du saint-office. Mais à Valladolid comme à Séville, l'Inquisition feignit de ne rien voir, pour laisser sa proie s'engager dans le piége : calcul dangereux qui pouvait lui coûter cher, car en hésitant à porter le feu sur la plaie, on lui laissait faire plus de ravages. En effet, de ces deux centres, au midi et au nord, Séville et Valladolid, la foi protestante rayonna bientôt dans tous les sens, et puisa dans ses progrès mêmes une nouvelle audace. Déjà, l'hérésie avait envahi le royaume de Léon; la Vieille-Castille était entamée; la Réforme, maîtresse de Logroño, allait entrer en Navarre. Il n'était guère, dans toutes ces provinces, de noble famille qui ne comptât quelques-uns

de ses membres secrètement acquis à la Réforme.

En Aragon, les progrès de la foi évangélique furent plus sensibles encore. Ses adhérents, clair-semés dans les royaumes de Murcie, de Grenade et de Valence, où les Maures étaient encore trop nombreux, abondaient en Aragon. L'indépendance du citoyen appuyait ici celle du chrétien : l'Aragonais, moins façonné au joug que le Castillan, s'apprêtait à défendre sa liberté de conscience du même cœur que ses *fueros*. Le Béarn français, gouverné par des princes calvinistes, était le foyer d'où l'hérésie se répandait au sud des Pyrénées. Les protestants aragonais, en cas de persécution, étaient sûrs d'y trouver un refuge. Entre chrétiens, des deux côtés, il n'y avait plus de Pyrénées.

En voyant cette propagation vraiment miraculeuse des doctrines de Luther dans la Péninsule, on se prend à s'étonner d'abord, puis à douter. On se demande si c'est réellement la Réforme qui a pénétré dans cette Espagne si bien close, dans ces couvents fermés à toute idée de progrès, dans cette noblesse qui ne sait plus mourir que pour ses rois. On se demande si l'Inquisition, dans son fanatisme, ou les historiens protestants dans leur pieuse crédulité, n'ont pas pris pour du luthéranisme un simple réveil religieux, souffle d'en haut qui a passé sur les populations engourdies? Mais les doutes cessent quand on interroge les sources contemporaines [1].

1. La source capitale est *Reginaldus Gundisalvus Montanus, Inquisitionis artes detectæ*, Heidelberg, 1567. Montanus ou Montès, converti à la foi par Égidius, échappa aux bourreaux et s'enfuit en Allemagne, où il écrivit cet ouvrage si précieux, malgré la ridicule affectation du langage. Tous les historiens modernes de l'inquisition, Llorente et Mac Crie, *History of the Reformation in Spain*, 1829, in-8°, l'ont pris pour base de leurs tra-

On pouvait se méfier des amis de la Réforme en Espagne; on doit s'en rapporter à ses ennemis. En voyant leurs craintes, en entendant leurs aveux, on peut mesurer la grandeur du danger qu'ils ont couru. « Si l'Inquisition n'y avait pas pris « garde, dit son historien Paramo [1], la religion « protestante aurait couru partout à travers la Pé- « ninsule comme un feu follet. » — « Tels étaient, « dit le papiste Illescas [2], le nombre, le rang et « l'importance des coupables que, si le remède avait « été différé de deux ou trois mois seulement, toute « l'Espagne aurait été en feu. » Devant de pareils aveux, et dans de pareilles bouches, il faut bien croire à la réalité de la Réforme espagnole, et reconnaître qu'il n'est point ici-bas de sol fermé à l'Évangile, puisqu'il a pu germer en Espagne, au milieu de la superstition la plus grossière, et sous l'ombre mortelle du saint-office.

vaux sur le protestantisme en Espagne, au XVIe siècle. J'ai en ma possession une traduction espagnole fort exacte de cet ouvrage, publiée secrètement en Espagne, en 1851. Aucune édition espagnole n'avait paru avant celle-là, bien que l'original latin eût été traduit, au XVIe siècle, dans toutes les langues de l'Europe. Les archives du saint-office, compulsées par Llorente, et les procès-verbaux officiels de ses autodafés, que j'ai eus sous les yeux, confirment mot pour mot toutes les assertions de Montanus. Les historiens papistes de l'Inquisition, Paramo, Illescas sont également d'accord avec lui. L'ouvrage moderne le plus complet sur ce sujet est celui du Révérend Mac Crie. C'est un résumé plein et substantiel de l'histoire du protestantisme en Espagne jusqu'à nos jours. Cet auteur est le premier qui ait donné un corps à tous ces faits, épars dans vingt auteurs différents. Il a consacré un autre volume à l'histoire de la Réforme en Italie, travail consciencieux qui mériterait d'être traduit.

1. *Hist. Inquisitionis,* Preface to *Spanish martyrology* in Gedd's *Miscellanea,* t. Ier, p. 555.

2. *Hist. Pontifical.*, p. 451, Burgos, 1578.

LA PERSÉCUTION.

En face des progrès de l'hérésie dans la Péninsule, on cherche en vain à s'expliquer l'inaction du saint-office. D'insouciance ou d'aveuglement, il n'en peut être question ; de connivence ou de pitié, bien moins encore. Reste l'hypothèse la plus plausible, l'incertitude du pieux tribunal sur la vraie étendue du mal, et la nécessité de le laisser grandir avant d'y porter remède. Depuis longtemps déjà, des symptômes graves étaient venus le révéler. Un prêtre, nommé Zafra, attaché au service de l'Inquisition, professait en secret la foi luthérienne. Chargé d'intruire les procès d'hérésie, il avait pu sauver la vie à maint prévenu sans exciter les soupçons du tribunal. Une pauvre veuve, sa gouvernante, Maria Gomez, assistait avec lui aux réunions des protestants dans Séville. En 1555, le désordre se mit dans les facultés de cette femme. Troublée dans sa conscience, elle s'en alla tout révéler aux inquisiteurs. Le saint-office n'a jamais dédaigné une accusation, de si bas qu'elle partît : Zafra fut mandé sur-le-champ. Sans se troubler, il insista sur l'état d'aliénation de cette femme, tourmentée, disait-il, d'une idée fixe, celle de voir partout des complots luthériens. Les accusés étaient nombreux, riches, influents, le délit vague encore, les preuves difficiles à faire. Les inquisiteurs, convaincus ou non, se décidèrent à attendre, et à renvoyer Zafra de la plainte. Mais l'épée resta suspendue sur la tête des protestants de Séville.

L'éveil était donné : sur le sol de l'Espagne, il ne

pouvait y avoir pour l'hérésie place que sur les bûchers; le seul moyen de s'y soustraire, c'était la fuite. Tous ceux qui purent trouver un prétexte pour sortir de la Péninsule se hâtèrent de la quitter. Bien des vides se firent dans les familles les plus illustres. Les espions, que l'Inquisition entretenait dans tous les centres de la Réforme à l'étranger, signalèrent l'arrivée de nombreux réfugiés. Douze des moines de San-Isidro quittèrent à la fois le couvent par des routes différentes, et, au bout de quelques mois, ils étaient tous réunis à Genève.

Mais la vigilance du saint-office était maintenant réveillée. Il fallait, avant tout, remonter à la source de ces publications maudites qui avaient empoisonné toute la Péninsule. Un hasard heureux vint mettre les espions sur la trace. Un paysan des environs de Séville, converti à l'Évangile, gagnait sa vie en Allemagne, comme correcteur dans une imprimerie. Julianillo (Julien le petit), surnom qu'il devait à sa taille exiguë, aurait pu vivre heureux dans son exil; mais son cœur brûlait au dedans de lui, quand il songeait à sa chère Espagne, plongée dans la nuit de l'ignorance et de la superstition. Cette pensée ne lui laissait de repos ni jour ni nuit. Enfin, son parti est pris : il réunit une masse de Bibles et de traités espagnols, et les cache dans deux tonneaux à double fond qui contenaient du vin de France. Il s'embarque en 1557 pour Séville, et, après un heureux voyage, il franchit la ligne de douanes du saint-office, et entre enfin dans Séville avec son trésor. Mais un forgeron, qui avait reçu de lui un Nouveau Testament, le dénonça au saint-office. En trahissant ses complices, Julien aurait pu sauver sa vie; mais il

n'en voulut rien faire. Alors commença entre le prisonnier et ses juges une lutte sans exemple dans les annales de l'Inquisition. Pendant trois ans entiers, les tortures les plus raffinées furent vainement mises en œuvre. A peine donnait-on le temps au patient, entre deux épreuves, de reprendre ses forces. Sans cesse ramené de son cachot à la salle de la question, le martyr semblait puiser dans son supplice une vigueur nouvelle. Pendant que ses bourreaux épuisaient leur science infernale pour lui arracher un aveu, Julien, calme et railleur, défiait leur rage impuissante. Quand on le rapportait dans sa cellule, épuisé et sanglant, en passant devant les cachots voisins, il répétait d'un air de triomphe ce refrain populaire :

Vencidos van los frayles, vencidos.
Corridos van los lobos, corridos.

(Vaincus sont les moines, vaincus!
Chassés sont les loups, chassés!)

Les inquisiteurs étaient certains du délit ; il ne leur manquait plus que le nom des coupables. Quelques hérétiques espagnols furent arrêtés dans les Pays-Bas ; des lettres, saisies sur eux, mirent le saint-office sur la trace. Rome, sentinelle vigilante, se hâta de sonner l'alarme. Un bref de Paul IV, en 1558, enjoignit à l'Inquision de courir sus aux hérétiques « fussent-ils ducs, princes, rois ou empereurs. » Ce bref fut rendu public en Espagne, par ordre de Philippe II. Ce prince qui, peu de mois auparavant, assiégeait le pape dans sa capitale, se sentit son allié dès qu'il s'agissait de combattre l'hérésie. Un édit royal vint prêter force au bref, en condamnant aux flammes quiconque oserait vendre, acheter ou lire

les livres prohibés. Un nouveau bref vint faire une loi à tout fidèle de dénoncer les suspects, sans excepter même ses parents les plus proches. Un quart des biens du coupable était réservé au délateur. Un subside de cent mille ducats devait être levé sur les biens du clergé, pour subvenir aux frais des procès.

Ainsi, dès qu'il faut faire la guerre à l'Évangile, car c'est lui qu'on poursuit ici sous le nom d'hérésie, le plus touchant accord règne entre ces trois alliés, si souvent divisés : le roi, l'Inquisition et le saint-siége. Il n'est pas jusqu'au vieil empereur, qui, du fond de son cloître, ne se relève de son lit de mort pour s'associer à cette sainte ligue contre les hérétiques. Ce n'est pas, comme Rome et le saint-office, de leur or qu'il a soif, mais de leur sang. Il veut venger, sur les protestants espagnols, les concessions qu'il a dû faire pendant vingt-cinq ans aux luthériens allemands : « Il faut, écrit-il à sa fille, couper « court au mal ; il faut que les coupables, quel que « soit leur rang, soient punis avec la vigueur et « l'éclat qu'exige la nature de la faute. » Et ailleurs : « Sans la certitude que j'ai que vous et les membres « du conseil extirperez le mal jusqu'à la racine, *je ne « sais si je ne me résignerais pas à sortir d'ici pour aller y « remédier moi-même.* Car si dans le principe on n'em- « ploie pas les châtiments propres à arrêter le mal, « ni le roi, ni personne ne sera plus tard en état de « l'arrêter. » (Lettre du 25 mai 1558.) Philippe II n'eut garde d'être jaloux de l'intervention de son père, dont le langage pourtant ne se sentait guère du monarque déchu. Il écrivit de sa propre main à sa sœur, sur la lettre de l'empereur : « Bai- « sez les mains à notre seigneur et père pour ce

« qu'il prescrit à cet égard, et suppliez-le de con-
« tinuer. »

L'heure était venue d'agir. Si le zèle de l'Inquisition avait été un instant en défaut, tout fut bien vite réparé. Jusqu'au dernier moment, rien ne trahit la muette activité du tribunal. Aucune arrestation n'avait eu lieu depuis longtemps, et les protestants étaient retombés peu à peu dans leur fatale sécurité. Des gardes furent dispersés sans bruit sur tous les chemins, pour les fermer aux fugitifs. Un admirable ensemble régna dans toutes les mesures. Enfin, le même jour, à Séville, à Valladolid et partout où l'hérésie s'était glissée, tous les suspects de luthéranisme furent enveloppés dans un même coup de filet. A Séville seulement, huit cents personnes furent arrêtées en un jour. Les prisons ne suffisant plus, on dut placer les prisonniers dans des couvents et des maisons privées. Le coup avait été porté avec tant de vigueur, de secret et de promptitude que les protestants en furent étourdis. Plus d'un, parmi ceux qu'on avait oubliés, courut se dénoncer lui-même pour s'en faire un mérite aux yeux du tribunal. Puis, tout rentra dans le silence. Une morne terreur plana sur toute l'Espagne, pendant que l'instruction se poursuivait dans l'ombre des cachots.

Pour des juges séculiers, le nombre et l'importance des prévenus aurait rendu le procès impossible ; mais avec un tribunal qui n'admettait ni débats publics, ni avocats, ni conseils pour les accusés, où tout se passait dans les ténèbres, entre un patient et des bourreaux, l'affaire devenait plus simple. Malgré les instances du vieil empereur, le grand inquisiteur traînait le procès en longueur, afin d'arriver à con-

naître toute la vérité. Cette tactique lui réussit. Quelques-uns des prévenus dénoncèrent leurs complices dans l'espoir de racheter leur vie; d'autres se laissèrent prendre au piége d'une fausse pitié. Chaque jour le nombre des prisonniers grossissait; et bientôt il fallut vider les prisons pour les remplir de nouveau.

Les inquisiteurs de Valladolid furent prêts avant ceux de Séville. Le 12 mai 1559, dimanche de la Trinité, fut le jour fixé pour épouvanter l'Espagne de cette sanglante tragédie. Jusqu'ici le sang des Maures ou des Juifs baptisés et relaps avait seul coulé dans les *autos defé*. Mais cette fois, c'était le plus pur, le plus généreux sang de l'Espagne qui allait arroser les échafauds. A défaut du roi absent, la régente, l'infant don Carlos et les grands du royaume assistaient à cette cérémonie, qui eut lieu sur la grande place de Valladolid. Avant le sermon, un inquisiteur s'avança vers la régente et l'héritier du trône, et exigea d'eux le serment de défendre l'Inquisition, et de dénoncer toute atteinte portée à ses droits.

Le spectacle, c'est-à-dire la lecture dès sentences, la dégradation des condamnés, et toutes les formalités judiciaires qui précédaient le supplice, durèrent depuis six heures du matin jusqu'à deux heures du soir, sans que l'immense multitude qui y assistait donnât le moindre signe d'impatience ou de lassitude. La régente elle-même ne se retira pas que tout ne fut terminé. L'exécution des condamnés eut lieu le même jour sur le *Quemadero* ou *Brûloir*, hors des portes de Valladolid, et la cour n'y assista pas. A ce premier autodafé, où l'Inquisition essayait ses forces, trente condamnés seulement figurèrent. Seize

étaient *réconciliés*, c'est-à-dire pardonnés. Or, le *pardon* du saint-office, c'était la pénitence publique, la captivité à temps ou perpétuelle, et la confiscation des biens. Quant aux condamnés à mort, ou *relaxés*, comme on les appelait par une affreuse ironie, on ne les relâchait que pour les livrer au bras séculier. L'Inquisition, invoquant avec une hypocrite douceur la *mansuétude* des autorités civiles, leur remettait les victimes pour exécuter la sentence; car l'Église romaine, comme chacun sait, a toujours eu horreur du sang. Enfin, on avait soin de suspendre les tortures quinze jours avant l'autodafé, de peur que leur trace, trop visible, ne fît naître la pitié dans les âmes.

Les quatorze condamnés au bûcher étaient presque tous unis entre eux par les liens du sang. Sauf deux ou trois domestiques, qui avaient suivi leurs maîtres, tous appartenaient aux classes supérieures de la société. La famille Cazalla faisait presque à elle seule les frais de l'autodafé. Venait d'abord l'aîné des frères, Agostin Cazalla, ex-chapelain de l'empereur. Les tortures avaient fini par vaincre son courage : sans renoncer à sa foi, il nia l'avoir prêchée à d'autres. Il espérait sauver sa vie par cette demi-apostasie; mais il n'y gagna que la faveur d'être étranglé avant d'être jeté aux flammes. Avant de monter sur le bûcher, il eut la faiblesse d'exhorter les autres condamnés à se repentir de leurs erreurs. Parmi eux se trouvait son frère Francisco, prêtre comme lui. Son indomptable résolution avait forcé les juges à l'envoyer au supplice, un bâillon à la bouche. En entendant son frère l'exhorter à abjurer la foi que lui-même lui avait enseignée, Francisco trahit sa pensée par un geste

de ses mains enchaînées, et le regard de l'apostat s'abaissa devant celui du martyr.

Un seul des condamnés fut brûlé vivant avec Francisco : ce fut l'avocat Herezuelo. En entendant son maître Agostin s'unir aux moines qui le harcelaient pour le presser de se rétracter, il ne lui répondit que par un coup d'œil de mépris. Mais tout d'un coup, il reconnut, dans le groupe des *réconciliés*, qui avaient racheté leur vie en abjurant, sa femme bien-aimée, Léonor de Cisneros. Il ne pouvait lui parler; mais il lui jeta un regard de reproche, tempéré par l'amour. Puis il marcha à la mort, d'un pas résolu, en homme qui n'a plus rien à regretter ici-bas : « J'étais près de lui « à son dernier moment, dit le papiste Illescas, et je « pouvais étudier jusqu'au moindre de ses gestes. « Sa bouche était bâillonnée, il ne pouvait parler ; « mais toute son attitude était celle d'un pécheur « endurci. Je n'ai pu saisir en lui le moindre symp- « tôme de crainte, ou même de souffrance. Sa phy- « sionomie était empreinte d'une expression de sé- « rieux qui surpasse tout ce que j'ai jamais vu ici-bas. « On se sentait frissonner, rien qu'à voir cette figure, « en songeant que, dans un moment, il serait en enfer « avec son maître Luther. » Enfin, le regard calme et joyeux qu'il promenait sur ses juges exaspéra un des gardes qui lui plongea sa lance dans le corps, et abrégea son supplice.

Le courage de Léonor avait fléchi devant les tourments. Ignorant le sort de son époux, pouvant même douter de son courage, elle avait cédé..... Mais le regard d'Herezuelo entra dans son cœur, comme celui du Christ dans l'âme de l'apôtre qui l'avait renié. A dater de ce jour, ce regard ne la quitta plus.

Cette vie, qu'elle avait rachetée par une lâcheté, lui devint à charge. Elle refusa de se soumettre aux pénitences qu'on lui infligeait. Rejetée en prison, elle y resta huit ans. Aucune puissance humaine ne put l'amener à se rétracter. Le souvenir de sa première chute la soutint contre le danger d'une seconde. En 1568, elle périt enfin dans les flammes : « Rien, dit encore Illescas, ne put émouvoir, ce cœur inflexible. » Elle avait reconquis sa foi, et elle alla retrouver dans la gloire céleste l'époux qui l'y avait précédé.

Dans ce même autodafé (1559), on brûla l'effigie et les os de la mère des Cazalla, exhumés par ordre du saint-office. Son crime, ignoré jusqu'après sa mort, était d'avoir reçu sous son toit les réunions luthériennes. Sa mémoire fut vouée à l'infamie, ses biens confisqués, sa maison rasée. Une colonne élevée sur le sol, perpétua le souvenir du crime et de son châtiment. Cette colonne n'a été abattue qu'en 1809, lorsque l'Inquisition, renversée par les Français, disparut du sol de l'Espagne, pour y être rétablie, en 1814, par Ferdinand VII, et abolie enfin pour jamais par les Cortès en 1820.

Le 8 octobre de la même année, un second autodafé eut lieu à Valladolid. Philippe II, cette fois, l'honora de sa présence. Son fils don Carlos, sa sœur Juana, Alexandre Farnèse, prince de Parme, et trois ambassadeurs y furent présents, avec l'élite du clergé et de la noblesse du royaume. Les dames du plus haut rang accoururent en foule à cette fête, aussi nationale en Espagne que les combats de taureaux. Le roi répéta et signa de grand cœur l'engagement qu'on lui demanda de défendre les droits du saint-office. Parmi les victimes réservées pour le feu, on

remarquait un noble Véronais, Carlos de Seso, corrégidor de Toro, dont l'Empereur avait payé les services en lui donnant la main d'une de ses parentes. Il mourut sur le bûcher, le bâillon à la bouche, soutenant jusqu'au dernier moment le courage de ses frères de ses regards et de son exemple. Un jeune domestique, Sanchez, devait être brûlé à côté de son maître. Les flammes, en l'atteignant, consumèrent les liens qui le retenaient. L'amour de la vie se ranime en lui, il s'élance de l'échafaud. Les prêtres lui promettent de lui faire grâce du bûcher, s'il se rétracte ; mais le regard de Sanchez rencontre celui de Seso, immobile et serein au milieu des flammes. « Je « veux mourir, s'écrie-t-il, comme ce digne servi« teur de Dieu ! » Et il est aussitôt rejeté dans les flammes !

Le même jour vit mourir le pasteur de l'Église de Valladolid, Domingo de Roxas. Son père, le marquis de Posa, avait déjà perdu deux enfants dans le premier autodafé. En marchant à l'échafaud, le condamné passait devant la loge royale : « Je meurs, « cria-t-il à Philippe II, pour la vraie foi évangé« lique, celle qu'a enseignée Luther. Et vous, Sire, « pouvez-vous contempler de sang-froid les souf« frances de vos sujets innocents ? — Oui, répondit « sans hésiter Philippe, si mon fils était un misérable « hérétique comme toi, j'apporterais moi-même le « bois pour le brûler. » Par ordre du roi, on étouffa sous un bâillon cette parole hardie, et, au bout de quelques instants, Domingo expirait dans les flammes.

Cinq religieuses périrent aussi sur le même bûcher. Toutes persévérèrent dans leur foi, et don-

nèrent un leçon de courage aux hommes qui avaient faibli. Mais l'Inquisition voulut atténuer l'effet de leur supplice : toutes furent étranglées, comme si elles avaient consenti à se confesser ; leurs cadavres, palpitants encore, furent jetés au feu. L'une d'elles était protégée par le grand inquisiteur, qui n'épargna rien pour la sauver ; mais les juges s'offensèrent de son intervention, et sa protégée périt, malgré tous ses efforts, comme une coupable ordinaire.

Séville, le premier centre de l'hérésie, ne devait pas échapper au châtiment. Elle eut aussi ses autodafés. S'ils ne furent pas honorés, comme ceux de Valladolid, de la présence du roi et de sa famille, ils les surpassèrent encore par le nombre et l'importance des victimes. En frappant aussi haut, l'Inquisition voulait apprendre à l'Espagne que nul n'était à l'abri de ses coups. Le premier eut lieu à Séville, le 24 septembre 1559. Vingt et un condamnés périrent sur le bûcher ; quatre-vingts furent réservés à de moindres châtiments. Un seul fut brûlé en effigie : ce fut le docteur Zafra qui s'était dérobé par la fuite au supplice. Parmi les victimes, nous retrouvons les noms les plus éminents de l'histoire du protestantisme à Séville. C'est d'abord Arias, le *docteur blanc*, réformateur du couvent de San-Isidro. Il avait échappé longtemps aux soupçons du Saint-Office en affectant une stricte orthodoxie ; mais il cessa de feindre en face de la mort : devant ses juges, au milieu des tortures, il confessa hardiment sa foi. Il proclama comme siennes toutes les doctrines de Luther, en défiant les inquisiteurs de trouver dans l'Évangile un mot qui les condamnât. Il mit à nu leur grossière ignorance, et leur prouva que loin de

comprendre les saintes Écritures, ils en ignoraient même le contenu. Condamné au feu, il se dirigea vers le bûcher en appuyant sur un bâton ses pas chancelants. Il y monta la joie peinte sur son visage, heureux d'expier par le martyre un instant de faiblesse.

A côté de lui, moururent trois moines du même couvent. L'un deux, frère Juan de Léon, avait été arrêté en Zélande avec un autre moine, au moment où il mettait le pied sur un vaisseau anglais. Après les avoir torturés, on les envoya tous deux, chargés de fers, en Espagne. On leur enveloppa la tête d'un casque de fer garni d'un bâillon qui leur ôtait la parole. Juan fut ainsi conduit à Séville, et y arriva plus mort que vif. Mais il eut encore assez de force pour refuser d'abjurer et mourir en chrétien. Le docteur Lozada, pasteur de l'Église de Séville, et San-Juan, professeur au collége de la Doctrine, périrent avec le même courage. Le docteur Juan Gonzalez, musulman d'origine, avait, à l'âge de douze ans, éte emprisonné comme relaps ; plus tard, il était devenu l'un des membres les plus vivants de l'Église de Séville. Jeté en prison, les tortures le trouvèrent invincible : « Ce que vous appelez hérésie, dit-il à « ses juges, c'est la pure parole de Dieu. Si mes « croyances s'éloignent de celles de Rome, c'est que « celles-ci s'éloignent de l'Évangile. C'est vous qui « avez à abjurer, et non pas moi. Je n'ai ni à désa« vouer ma foi, ni à dénoncer mes frères. Ils con« naissent la vérité comme moi, ils sauront comme « moi mourir pour elle. » Gonzalez fut condamné à périr dans les flammes. Il ne s'attendait qu'à mourir, mais une épreuve plus pénible l'attendait encore.

Il avait laissé en prison une mère et deux sœurs dont il ignorait le sort. Il apprit celui de ses deux sœurs en les voyant dans le groupe des condamnés à mort. Une d'elles semblait abattue par les tortures; il la consola en peu de mots, et entonna avec elle le psaume CIX. Ses sœurs, dès lors, marchèrent au bûcher avec un courage égal au sien. Au dernier moment, les prêtres firent encore une tentative : « Non, « dirent-elles, nous voulons mourir comme notre « frère, et aller au ciel avec lui ! »

A côté de ces saints prêtres, qui fidèles à leur mission, évangélisaient encore au pied de l'échafaud, on compta jusqu'à treize femmes qui donnèrent l'exemple d'une héroïque constance. L'une d'elles, Maria de Bohorques, à peine âgée de vingt et un ans, lisait l'Évangile en latin et le savait tout entier par cœur. Devant les juges, elle confessa intrépidement sa foi. Les inquisiteurs, à bout d'arguments, eurent recours aux tortures. Tout ce qu'on put arracher d'elle, ce fut l'aveu qu'elle avait parlé de ses croyances à sa sœur Juana, qui ne les avait pas combattues.

Maria de Bohorques n'était pas une coupable ordinaire. Son rang, sa jeunesse, ses rares facultés attiraient sur elle tous les regards. L'honneur du Saint-Office lui semblait engagé à vaincre son obstination. On ne la laissa pas même reposer la nuit qui précéda son supplice. Les prêtres l'assiégèrent sans relâche jusqu'à sa dernière heure. Maria supporta leurs obsessions avec une rare patience. « J'aurais « déjà renoncé à mes croyances, leur dit-elle, si j'a- « vais pu concevoir le moindre doute sur leur vérité ; « mais je m'y affermis encore en voyant que vous

« autres papistes, vous n'avez pas un argument que « je n'aie prévu, moi pauvre femme, et auquel je « ne sois prête à répondre. » Pendant qu'elle marchait au supplice, son front serein, son regard presque joyeux soutinrent le courage de ses compagnes. Elle entonna le chant d'un psaume; mais le bâillon étouffa la parole sur ses lèvres. Les bourreaux lui passèrent au cou le collier de fer (*garrote*) qui devait l'étrangler. Les prêtres voulaient à tout prix lui arracher au moins l'ombre d'une rétractation. Ils l'engagèrent à répéter le *Credo;* elle y consentit, mais en le commentant dans le sens de sa foi, avec la liberté d'esprit d'un prédicateur dans sa chaire. Le fatal collier, en se serrant autour de son cou, put seul lui imposer silence; son corps, à peine privé de vie, fut aussitôt jeté dans les flammes.

Le second autodafé de Séville eut lieu le 22 décembre 1560. Les effigies de trois contumaces y furent brûlées : celles de Juan Perez, le traducteur de l'Évangile, réfugié en France, d'Égidius et de Constantin Ponce, morts dans les cachots. Quand la persécution se déchaîna sur Séville, Ponce avait été arrêté l'un des premiers. Charles-Quint, en l'apprenant, laissa échapper, non un regret, mais un hommage involontaire au talent de son prédicateur favori : « Si c'est un hérétique, dit-il, ce doit être un grand « hérétique! » L'Inquisition tenait sa proie; mais il fallait des preuves pour condamner. Ponce, prévoyant le sort qui l'attendait, avait déposé dans une maison amie les livres et les papiers qui pouvaient le compromettre. Un domestique, séduit par la récompense promise, dénonça tout à l'Inquisition. Constantin, mis en présence de ces écrits, n'hésita

pas à les reconnaître pour siens. Ni prières, ni menaces ne purent lui arracher le nom d'un seul de ses complices. Les juges, à cause de sa faiblesse, lui épargnèrent la question; mais on le plongea dans un cachot si humide, que sa frêle santé acheva bientôt de s'y détruire. Il resta deux ans dans cet enfer anticipé; la dysenterie mit enfin un terme à ses souffrances; on garda ses dépouilles afin de les livrer aux flammes, car pour les victimes du Saint-Office, la mort même n'était pas une délivrance.

A ce second autodafé de Séville, quatorze personnes, dont huit femmes, furent condamnées au feu, et trente-quatre à des peines moins sévères. Parmi les martyrs, nous citerons encore l'héroïque Julianillo. Tout brisé par les tortures, il marcha au supplice, un bâillon à la bouche, encourageant encore ses frères du geste et du regard, à défaut de la voix. En arrivant au pied du bûcher, il s'agenouilla pour baiser le lieu de triomphe où il allait être réuni à son Sauveur. Attaché au poteau, on lui ôta son bâillon pour le laisser libre de se rétracter, mais il n'usa de sa liberté que pour proclamer sa foi. Le bûcher s'alluma bientôt, sans que le courage du martyr faiblît un instant; les gardes, furieux de voir « l'Inquisition bravée par un nain, » hâtèrent sa mort en le perçant de leurs lances.

Cinq femmes, appartenant à la même famille, montèrent à la fois sur le même bûcher. L'une d'elles était cette Maria Gomez, gouvernante de Zafra, qui avait dénoncé les protestants de Séville. Revenue de son égarement, la foi qu'elle avait trahie lui était devenue plus chère encore. Elle avait échappé aux soupçons, mais une de ses nièces était arrêtée. Les

tortures ne purent arracher à celle-ci un mot qui accusât sa famille. Alors ses juges eurent recours à une ruse infernale. La jeune captive était, nous dit Montanus, « d'une simplicité de brebis, » (*ovina simplicitate*). Un des inquisiteurs allait la voir souvent dans son cachot, et lui témoignait un intérêt toujours croissant. Une fois maître de ce cœur sans détous, il lui persuada que « le seul moyen de sauver « sa famille, c'était de tout lui révéler, comme à un « père et à un ami. » L'innocente donna dans le piége: l'aveu que les tortures n'avaient pu obtenir sortit enfin de ses lèvres. Sa famille fut aussitôt jetée en prison. Les tourments ne purent vaincre leur résolution, et toutes furent condamnées à mourir dans les flammes. En face du bûcher, où elles allaient se revoir pour la dernière fois, la jeune fille se jeta à leurs pieds pour leur demander pardon. Toutes alors s'embrassèrent avec la joie sereine de martyrs, qui vont se retrouver dans un monde meilleur. La foule qui était venue se repaître de ce hideux spectacle resta muette, soit que le fanatisme eût étouffé chez elle tous sentiments humains, soit que la crainte les comprimât dans les cœurs.

Doña Juana de Bohorques, baronne de Higuera, était enceinte de six mois quand elle fut arrêtée, sur les révélations de sa sœur. Elle accoucha dans la prison, et on lui ôta son enfant qu'elle ne devait plus revoir. A peine rétablie de ses couches, on la soumit à la question. Mais dans ce corps délicat vivait une résolution indomptée; elle supporta tout sans rien avouer. Les bourreaux, irrités de son obstination, serrèrent les cordes avec tant de violence qu'elles pénétrèrent jusqu'aux os. Des vaisseaux se rom-

En août 1559, Carranza fut arrêté la nuit dans son palais et conduit dans les prisons de l'Inquisition. Deux ans s'écoulèrent sans qu'on osât entamer son procès. Philippe, alors dans les Pays-Bas, se garda bien d'intervenir en sa faveur; la seule imputation d'hérésie avait suffi pour ruiner dans son esprit son ancien confesseur. Le concile de Trente, révolté, comme l'épiscopat, de cette atteinte portée à ses droits, pressa le roi d'évoquer la cause devant un autre tribunal; mais Philippe n'était pas homme à amoindrir en rien les priviléges de l'Inquisition. Le prélat languit en prison jusqu'en 1566, où Pie V monta sur le trône de saint Pierre. Ce pape, que Rome a canonisé à cause de son implacable rigueur contre les hérétiques, se trouvait, par bonheur pour Carranza, être un dominicain. Il évoqua l'affaire devant la cour de Rome, et réclama de Philippe la destitution du grand inquisiteur. Valdez tint bon, et brava le Saint-Siége comme il avait bravé le concile. Pie V menaça le roi et l'inquisiteur de les excommunier. Philippe en avait assez d'avoir fait une fois la guerre au pape : il céda et fit remettre le prisonnier anx mains du saint père; mais Valdez demeura grand inquisiteur.

Le Saint-Office, en lâchant sa victime, n'avait pas perdu l'espoir de la faire condamner à Rome. En gagnant du temps, il avait tout à gagner : un pape pouvait venir, moins favorable à l'accusé que Pie V. Aussi noya-t-il l'instruction dans une déluge de procédures. Six ans s'écoulèrent sans voir finir l'interminable procès. Enfin, la sentence fut rendue sous Grégoire XIII, en 1576. Le prélat, brisé par le chagrin, dut entendre à genoux la sentence qui le dé-

clarait infecté des doctrines de Luther, et le condamnait à les abjurer. Il fut en outre suspendu de ses fonctions épiscopales, et confiné pour cinq ans dans un couvent d'Orvieto. L'espoir seul d'une absolution l'avait soutenu pendant ces dix-sept années d'épreuves. Quinze jours après, il expirait, le cœur brisé, mémorable exemple de cette puissance du Saint-Office, qui forçait le Saint-Siége lui-même à s'incliner devant elle.

On peut donc fixer vers 1550 la première apparition du protestantisme en Espagne, et vers 1570 la date de son entière suppression. Dix ans lui ont suffi pour prendre racine dans la moitié de la Péninsule; dix ans suffisent à l'Inquisition pour l'en déraciner, et elle doit encore y vivre plus de deux siècles après lui! Ajoutons que déjà, vers 1531, les glorieux résultats obtenus par le Saint-Office en Espagne avaient fait envie au Portugal. Le roi Joao III eut le triste honneur de l'implanter dans ses États, et obtint du pape Paul III la bulle d'institution[1]. Dès lors, la Péninsule tout entière se courba sous le joug. Soumise à deux souverains dans le domaine politique, elle n'en connut qu'un seul dans le domaine de la foi, le Pape, avec l'Inquisition pour son fondé de pouvoir.

Jaloux de compléter l'œuvre des *rois catholiques* ses aïeux, Philippe II voulut étendre au nouveau monde les bienfaits du pieux tribunal, et l'Amérique dut encore subir cette servitude de plus. Les trois

1. Les juifs portugais, en prodiguant l'or à Rome, surent paralyser pour quelques temps l'effet de cette bulle. Ce n'est qu'en 1536 que l'Inquisition fut définitivement établie en Portugal. (Voir l'excellent *Précis de l'histoire du Portugal,* par M. Ferdinand Denis; *Univers pittoresque,* t. XXXIV, p. 212.

vice-royautés, Mexico, Lima et Carthagène devinrent, comme le Brésil et l'Inde portugaise, des *provinces* du Saint-Office. L'Océan lui-même fut reconnu justiciable de son pouvoir. Un tribunal flottant fut constitué par Philippe, en croisière perpétuelle, pour juger les hérétiques à bord des bâtiments en marche; et l'on peut dire de « l'Inquisition, comme « du soleil, qu'elle ne se couchait plus, d'une extré« mité à l'autre de l'empire du fils de Charles-« Quint. »

Tels sont les succès obtenus par Philippe contre l'hérésie! Nous n'avons cherché, on le voit, ni à les taire, ni à les diminuer. Mais ces succès se bornent à l'Espagne et à ses colonies. Quant aux échecs, ils sont plus sérieux. Nous n'avons vu que la Péninsule; regardons l'Europe maintenant. Et d'abord, vers 1560, au moment où la Réforme va disparaître de la Péninsule, le luthéranisme est constitué en Allemagne. La liberté religieuse se consolide en Écosse, elle s'assied avec Élisabeth sur le trône d'Angleterre. Le calvinisme, en France, force la royauté à transiger avec lui, et y compte un moment plus de deux mille églises. Le Saint-Office, repoussé de Milan et de Naples, ne peut s'acclimater en Italie, sauf à Rome, où il se dépouille à regret d'une partie de ses rigueurs. Enfin, les Provinces-Unies vont entamer bientôt cette lutte héroïque que le siècle ne verra pas finir. La Flandre, par un lâche calcul, aimera mieux le joug de Philippe II avec le catholicisme que l'indépendance avec l'hérésie; mais les libertés politiques de la Hollande vont s'asseoir sur la base sainte de la liberté de conscience.

L'Inquisition a triomphé en Espagne. Oui, mais

à quel prix? Avec elle, un germe de mort a été déposé sur ce sol. En vain l'*invincible Empereur* a fait flotter sur trois continents le drapeau de la Castille; en vain les lettres et les arts ont paré de leur prestige le déclin de la monarchie; l'Inquisition a tout flétri, tout fait avorter. La littérature de l'Espagne finit quand commence celle des autres peuples. Ce n'est pas le génie qui y fait défaut, c'est la liberté! Les poëtes eux-mêmes, pour échapper aux soupçons du Saint-Office, sont forcés de chanter ses bienfaits. L'Inquisition ne compte plus dans la Péninsule que des victimes ou des complices. L'instinct même de la pitié, cette voix de Dieu dans les cœurs, a fini par y mourir étouffé. Toutes les relations sociales, l'amour, l'amitié, la famille même, ont été empoisonnées par l'espionnage et par la délation. Voici bientôt un demi-siècle que le Saint-Office a disparu de l'Espagne; mais la terreur qu'il y a inspirée si longtemps n'en a pas disparu avec lui. De là ce cachet de sombre méfiance empreint sur tous les visages, et qui frappe l'œil de l'étranger; de là ce découragement d'un peuple qui n'a plus foi en lui-même, et se sent atteint aux sources de la vie; de là enfin cette morne empreinte du catholicisme espagnol, qui contraste avec la pompe païenne de ses fêtes, et assombrit jusqu'au génie de ses peintres, qui ne savent peindre que des supplices.

On a souvent parlé de régénérer l'Espagne; mais il lui faut pour cela plus et mieux encore que la liberté politique, il lui faut la liberté religieuse. La chute de l'Inquisition n'a pas suffi pour l'émanciper; le Saint-Siége s'est porté pour héritier du Saint-Office. Aujourd'hui même, à mesure que Rome et le

clergé y perdent de leur empire, l'Espagne se sent moins entravée, mais ne se sent pas plus vivante. Quand les couvents ont été fermés, en 1837, par une de ces crises suprêmes qui régénèrent un pays, quand il y a en lui assez de force pour les supporter, ni une protestation ni un cri de joie ne se sont fait entendre. La Péninsule est restée muette, indifférente, apathique, comme si l'expérience se fût faite sur un cadavre, et non sur un corps animé.

Mais un mal plus profond encore a été accompli : à force de tendre le ressort de la foi, l'Espagne a fini par le briser. Avec la nécessité de croire, sous peine de mort, ont disparu les croyances qui ne vivaient plus que de cette nécessité. Le peuple, trompé dans ses meilleurs instincts, n'a plus vu dans la religion qu'une longue partie de plaisir. Le culte des yeux a remplacé celui du cœur. Les cérémonies de l'Église n'ont plus été, là comme en Italie, que des fêtes puérilement somptueuses, qui viennent, à époque fixe, distraire l'ennui ou la souffrance du pauvre. Au faîte de la société et au milieu, l'incrédulité, masquée d'hypocrisie; en bas un instinct sérieux de croyance, étouffé sous des superstitions grossières et des formes surannées qu'a désertées la vie, voilà l'Espagne telle que l'ont faite l'Inquisition, les moines et Philippe II!

CHAPITRE IV.

GUERRES DE PHILIPPE II CONTRE LE PAPE ET LA FRANCE. — BATAILLES DE SAINT-QUENTIN ET DE GRAVELINES. — TRAITÉ DE CATEAU-CAMBRÉSIS.

1556-59.

Il se passe au XVIe siècle un fait étrange, qui frappe tout observateur attentif : c'est la haine persistante de la papauté pour le roi d'Espagne, le champion du principe catholique. Que le pape s'appelle Médicis, Farnèse ou Caraffa, le *roi catholique* Charles-Quint ou Philippe II, peu importe. Les situations ici dominent les penchants personnels. Rome, pressée au nord et au midi, entre Naples et Milan, a trop à redouter de l'Espagne pour ne pas la haïr. Les Espagnols d'ailleurs, par ce mélange d'avidité et de hauteur qui les caractérise, se sont fait exécrer partout où ils ont régné. Certes la France, au XVIe siècle comme au XIXe, n'a pas toujours ménagé l'Italie, et pourtant l'Italie, même en subissant son joug, ne l'a jamais haïe, comme si un vague instinct lui faisait attendre d'elle sa délivrance. Il y a dans le caractère du peuple français, à côté de nombreux défauts, un je ne sais quoi de sympathique qui lui gagne les cœurs, et demande grâce pour tous ses

torts. L'Espagne, au contraire, ressemble à l'Autriche, son héritière dans les Pays-Bas et en Lombardie : elle est trop occupée de se faire craindre pour songer à se faire aimer. Garnisaire impitoyable elle ne quitte pas un pays qu'elle ne l'ait épuisé; Milan et Naples, le Mexique et le Pérou, sont là pour l'attester.

Paul IV, tout pape qu'il fût, était aussi Italien. Il aimait profondément son pays, cette belle et triste Italie, que le ver de la papauté ronge au cœur depuis tant de siècles. Né en 1476, il l'avait vue, avant l'invasion française, libre encore et puissante, sinon heureuse et unie. Dans ses heures de patriotisme, quand débordaient de son âme le fiel et la poésie, il comparait l'Italie « à un instrument à quatre « cordes, dont l'accord constituait son harmonie « politique. Ces quatre cordes, c'étaient Rome, « Naples, Milan et Venise. Il maudissait les âmes « malheureuses et perdues d'Alonzo d'Aragon et « de Ludovic le Maure, qui, par leurs divisions « avaient détruit cette admirable harmonie. » Aux rancunes nationales, il ajoutait encore ses rancunes privées. Les Caraffa avaient toujours été dévoués au parti français. Par ce motif, Charles-Quint avait exclu Paul, alors cardinal, du conseil qui gouvernait Naples, et l'irascible vieillard ne lui avait jamais pardonné cet affront. Comme Napolitain, comme Italien, comme pontife, il détestait Charles et l'accusait de trahir la cause de la catholicité.

Le triomphe des protestants à Augsbourg et les concessions de Charles-Quint et de son frère avaient jeté le saint-père dans un véritable accès de rage. Mais le fils, s'il se pouvait, lui était encore plus

odieux que le père. La nation tout entière lui était en horreur : « l'Espagne, répétait-il souvent, est une « race vile et abjecte, c'est de la semence de Juifs, « c'est la lie du monde! mais le temps est venu où « elle sera châtiée de ses péchés. Elle perdra toutes « ses possessions, et l'Italie sera délivrée. » A l'instar de Jules II, Paul, son digne héritier, n'avait qu'une idée, chasser les *barbares* de l'Italie. « L'on racontera « un jour, disait-il à l'ambassadeur de Venise, qu'un « vieil Italien, qui n'avait rien de mieux à faire qu'à « se reposer et à pleurer ses péchés, a eu son âme « remplie de ce grand dessein. » Son infatuation de lui-même tenait du délire, sa démarche seule le trahissait : « Tout nerf et dépouillé de chair, dit le « Vénitien Navagero, il chemine, malgré ses quatre-« vingts ans, comme s'il ne touchait pas la terre. » Un plan une fois conçu, rien ne pouvait l'y faire renoncer. Il ne prenait jamais conseil de personne, et ne comptait que sur lui-même. La flatterie seule pouvait faire fléchir cette volonté de fer : son neveu le cardinal, en entrant dans sa haine contre l'Espagne, et en l'exagérant encore, avait pris sur lui un ascendant dangereux, car il le poussait sur sa pente. Oncle et neveu étaient d'accord sur un point : qu'on ne pouvait rien contre l'Espagne sans l'appui de la France. De là le traité, signé entre le pape et Henri II en septembre 1555, et démenti deux mois après par la trêve de Vauxelles. Les Guises avaient dicté la ligue avec le pape, le connétable la trêve avec l'Espagne. L'histoire de Henri II est tout entière dans ce contraste !

Cette trêve dérangeait tous les plans du saint père; mais la politique triompha de ses ressentiments

personnels. L'emportement fit place à la ruse : mortellement froissé par le traité de Vauxelles, Paul IV eut l'air de ne pas le prendre au sérieux. Comme père des fidèles, il se réjouit officiellement de voir arrêter l'effusion du sang ; mais il savait à qui il avait affaire : il comptait sur la mobilité de Henri, et sur sa haine contre l'Espagne qui survivait à tous ses caprices. Il expédia à la cour de France son neveu le cardinal. Le but ostensible de sa mission était le rétablissement de la paix dans la chrétienté ; son but réel, c'était de pousser le roi de France à la guerre, de s'appuyer sur les Guise, et de soustraire le faible monarque à l'ascendant du connétable, qui le poussait du côté de l'Empereur. Le légat fit à Paris une entrée somptueuse. Il apportait au roi une épée bénie, que le saint père envoyait au *fils aîné de l'Église.* L'on craignait, ou l'on feignait de craindre à la cour de France que Philippe n'envoyât une armée en Angleterre, pour se saisir d'Élisabeth. « S'allier avec le pape, disait le légat, n'était donc « pas trahison, mais prudence ; attaquer, en ce cas, « c'était se défendre. » Henri se récria sur l'odieux de la trêve violée ; mais le légat promit l'absolution papale qui changeait comme chacun sait, le vice en vertu, et le mal en bien. Enfin, le roi insistant sur le danger de s'engager avec un pape âgé, qui pouvait mourir le lendemain, et le laisser en guerre avec l'Espagne, le cardinal, qui avait réponse à tout, promit, au nom du saint père, une fournée de cardinaux français, qui assureraient l'élection de la France dans le prochain conclave.

Les Guises, toujours prêts à tout brouiller, Diane de Poitiers, et la reine elle-même, en haine de la

branche des Médicis régnante à Florence, poussèrent à cette guerre insensée. Les sages avis du connétable et de ses neveux, Coligny et Dandelot, ne furent pas écoutés. La guerre fut résolue dans le conseil du roi, le 31 juillet. L'habile représentant de Charles-Quint, Simon Renard, qui de la cour d'Angleterre était passé à celle de France, connaissait à fond la mobilité du monarque ; et cependant, il n'ose croire encore à une pareille folie quand il voit, « la « France ruinée, la noblesse pauvre et desmontée, « et qui ne désire la guerre ; le domaine du roi « aliéné, les tailles engagées plusieurs années « d'avance, les églises même ruinées et rechastrées « par les décimes levés sur elles. » Le nouveau traité ne faisait à vrai dire que reproduire l'ancien. Charles-Quint n'était pas encore au tombeau qu'on se partageait son héritage. La couronne de Naples était réservée à l'un des fils du roi, qui la tiendrait en fief du saint-siège. Le duc de Ferrare, beau-père de Guise, accédait à l'alliance. Le sultan lui-même devait envoyer une flotte sur les côtes de Calabre. Le vicaire de Jésus-Christ tendait une main au roi très-chrétien, l'autre au grand Turk, pour faire la guerre au roi *catholique;* touchant exemple d'union dont l'Europe allait être édifiée.

A peine le traité fut-il signé, que le pape, oubliant toute pudeur, fit arrêter l'ex-ambassadeur de Philippe II, Garcilaso de la Vega, et mettre à la torture le grand maître des postes d'Espagne, le comte de Taxis. Les Colonna furent déclarés rebelles, et dépouillés de leurs biens, les bulles qui attribuaient au *roi catholique* une part des revenus du clergé furent révoquées. Le service divin fut suspendu en

Espagne, par ordre du saint-siége, comme aux plus mauvais jours du moyen âge. Enfin, par un emportement qui tenait de la folie, des poursuites judiciaires furent intentées contre Charles-Quint et Philippe II; le rapporteur conclut à ce que tous deux fussent privés, l'un de l'empire, l'autre de Naples, comme ayant forfait à leurs devoirs de vassaux du saint-siége.

De semblables procédés auraient dû délivrer Philippe II de tous ses scrupules. Le vice constitutif de la papauté, la confusion impie du souverain temporel et du chef de l'Église, unis tous deux dans un seul homme, infaillible comme pontife et faillible comme roi, éclatait à tous les yeux. Mais Philippe n'était pas édifié encore. Les torts du pape n'avaient pas porté atteinte à son culte opiniâtre pour la papauté; l'homme pouvait être coupable, mais l'institution ne l'était pas. Aussi hésitait-il à déclarer la guerre à cet ennemi qu'il respectait encore en le haïssant. Placé à la tête de l'Europe catholique dans l'ordre temporel comme le pape dans l'ordre spirituel, il se sentait son allié, et craignant en l'attaquant de porter atteinte à la foi. Tourmenté d'un reste de scrupule, il réunit les théologiens de Salamanque et d'Alcalà. Il leur posa nettement la question : « En cas d'offense de la part du prince temporel, ne pouvait-on pas prendre les armes contre « lui, tout en gardant au saint père une entière sou« mission dans les choses spirituelles? » Les théologiens, pressés de mettre à l'aise la conscience du monarque, répondirent presque tous par l'affirmative[1].

1. Quelques-uns cependant partagèrent les scrupules de Philippe, et les dépassèrent même. Ainsi Fray Domingo de Soto, théologien espagnol qui

Philippe, trop heureux de se décharger de sa responsabilité, se fit autoriser par eux à saisir les revenus de tout étranger qui, possédant un bénéficé en Espagne, refuserait obéissance au souverain temporel; à mettre le séqnestre sur les revenus de l'Église, et à interdire tout envoi d'argent à Rome; à faire célébrer le service divin dans la péninsule, malgré l'interdiction du saint père; enfin à convoquer au besoin un concile pour prononcer sur la validité de l'élection de Paul IV, et réformer les abus de la cour de Rome. C'est ainsi que l'Espagne se trouva entraînée, par le plus dévot de ses rois, dans une lutte avec le saint-siége qui répugnait à tous ses instincts. On croit rèver, quand on voit le *roi catholique* par excellence inaugurer son règne par une déclaration de guerre à la papauté, dont il restera pendant toute sa vie le tuteur impérieux en même temps que l'humble vassal.

Nous avons vu souvent les plans de Charles-Quint entravés par la pénurie de ses finances. La hausse persistante du prix des denrées et de la main-d'œuvre, malgré des lois prohibitives, insensées autant que despotiques, annulait pour l'Espagne tous les fruits de ses conquêtes dans le nouveau monde.. La guerre, depuis le début du siècle, ne se faisait plus que par des mercenaires que les rois se disputaient à prix d'or. Philippe II, en montant sur le

avait brillé au conseil de Trente, émit cet avis remarquable, qui est peut-être la clef de la conduite de Philippe II envers le saint-siége. « Sans doute, « résister au pape armé en Italie n'offre pas un grand danger; car, quand « le saint père endosse le harnais, il se dépouille de la chasuble; et quand « il met le casque en tête, il en cache sa tiare. Mais en Espagne, si l'on « méprise les commandements du pape, qui *représente, parmi le peuple,* « *la loi de Jésus-Christ,* il est à craindre qu'il n'y ait bientôt plus de pape, « et à la fin plus de foi. » (Lettre de Soto au roi, 5 juillet 1556.)

trône, se trouvait encore plus pauvre, plus endetté que son père. Avec un trésor épuisé et des armées qu'il ne payait pas, il lui fallait faire face à la guerre qui, déjà commencée en France, allait gagner l'Italie. Il lui fallait résister au roi de France qui, sans même faire dénoncer la rupture de la trêve, venait de lancer sur les Pays-Bas Coligny qui l'avait conclue. Il lui fallait pressurer encore l'Espagne épuisée, l'Italie haletante, demander à la Flandre deux ans d'impôts en une seule année, et rançonner le clergé pour faire la guerre au saint père. Strada prétend que Charles-Quint, à peine descendu du trône, se repentit de son abdication ; le moyen de le croire? quand on voit le nouveau roi, à peine couronné, perdre courage aux premières difficultés, et envoyer Ruy Gomez à Yuste supplier son père d'en sortir pour reprendre le sceptre que ses mains exercées sont seules en état de manier. « Au seul « bruit, écrivait Philippe, que le monde aura de « cette nouvelle, mes ennemis seront troublés. » Mais Charles refuse, en dépit des regrets qu'on lui prête. Pilote éprouvé, il veut bien prendre encore en main le timon, pour faire franchir à son fils cette passe dangereuse ; mais il ne veut pas sortir de sa retraite, et recule devant cette responsabilité qu'il a portée si longtemps. Philippe, cependant, ne se tient pas pour battu : il insiste pour que son père garde au moins la couronne impériale qu'il n'a pas déposée encore, et l'aide de son autorité et de ses conseils. Charles persiste dans son refus ; mais il se met tout entier au service de son fils, et retrouve toute son activité pour consolider son œuvre qui s'écroule. Tel est encore, même au fond d'un cloître, le

prestige de son nom que sa fille Juana ayant fait répandre le bruit que l'empereur va sortir de son cloître pour diriger une expédition contre la France, l'Espagne tout entière s'émeut : si Charles-Quint marche encore à sa tête, elle se croit invincible comme lui !

De toutes les plaies du nouveau règne, la plus incurable, c'était la pénurie des finances ; c'est aussi la première que Charles ose entreprendre de guérir. Le crédit du jeune roi est plus chancelant encore que celui du vieil empereur. Le trésor de l'Espagne est un gouffre béant qui engloutit, sans se remplir, l'or de l'Amérique et les revenus des Pays-Bas, et qui se creuse plus profond chaque jour. Mais ici le génie de Charles-Quint, fatigué, mais non pas éteint, se retrouve tout entier. Il faut à son fils des hommes et de l'argent, il lui en trouvera. L'Allemagne donnera les soldats ; l'Espagne, l'Italie, les Indes et les Pays-Bas fourniront les subsides ; le clergé lui-même sera tenu de contribuer à cette *sainte* guerre. Nous avons déjà parlé de la *Casa de contratacion* de Séville, institution qui date des *rois catholiques;* Charles-Quint, dénaturant l'esprit de l'institution, en avait voulu faire une réserve pour les flots d'or que le nouveau monde versait sans relâche sur l'ancien. Les lingots, appartenant aux particuliers, devaient être consignés dans ce dépôt. Ils y restaient sous la main de l'État, qui se réservait, dans un pressant besoin, de disposer du capital, sauf à en servir la rente à ceux qu'il dépossédait.

Ce cynique expédient d'un despotisme aux abois avait tiré Charles-Quint de graves embarras ; aussi

avait-il eu soin, pendant les dernières années de son règne, que les caisses de la *contratacion* continssent toujours au moins cinq millions de ducats d'or, somme suffisante pour faire face à toutes les éventualités. Mais quand Philippe voulut mettre la main sur cette réserve, il se trouva que la caisse ne contenait plus que le dixième de la somme inscrite sur les registres, sôit cinq cent mille ducats. Le coup atterra Philippe et mit Charles-Quint hors de lui. Son indignation éclata en lettres furibondes, en menaces terribles contre les dépositaires infidèles qui avaient gaspillé cette ressource pour les mauvais jours de la monarchie [1]. Des poursuites furent intentées par son ordre contre les coupables. Mais Charles n'était pas homme à s'abattre devant une déception ou un obstacle. Son esprit, fécond en ressources, trouva bientôt des expédients pour combler le vide des finances de son fils.

Coupant l'arbre par le pied pour en avoir le fruit, il greva de droits onéreux le commerce d'exportation dans la péninsule et d'importation dans les Pays-Bas, commerce qui, abandonné à lui-même, eût pu enrichir les deux pays. Il emprunta aux banquiers génois et allemands, au taux extravagant où se faisaient alors les emprunts. Il emprunta aux étrangers, à ses sujets, à quiconque voulut lui prêter. Il reçut même des objets en nature, et se fit traficant pour les vendre. Il mendia de l'argent aux nobles, aux universités, aux villes, à l'inquisition même et aux

1. Voir ces lettres dans Mignet, p. 262. Le même auteur fixe la valeur du ducat d'or à 12 fr. en 1558; il équivaut alors à 375 *maravédis de veillon*. Mais cette valeur varie sans cesse, et presque chaque année. Au taux de 12 fr., les cinq millions de ducats valaient donc soixante millions de fr., somme énorme pour l'époque.

prélats de son royaume. Le primat de Tolède donna seul quatre cent mille ducats, l'archevêque de Cordoue cent mille. Mais le grand inquisiteur Valdez, archevêque de Séville, refusa obstinément; il fallut, pour le décider à donner cinquante mille ducats, les instances et les menaces même du vieil empereur.

L'argent une fois trouvé, les hommes et les vaisseaux ne manquèrent pas. En quelques mois, deux flottes sortirent des ports de la Galice pour porter aux Pays-Bas six mille fantassins et douze cent mille ducats; une escadre de réserve se prépara à les suivre. Dans ce vaste empire, dont Charles vivant maintenait seul l'unité, l'étendue même n'était qu'un danger de plus. Touchant à tout, il offrait prise de tous les côtés, et ne pouvait être attaqué sur un point sans être menacé sur tous. La guerre venait d'éclater en Italie; il fallait aussitôt armer les Pays-Bas, éternelle diversion que la France faisait dans le Nord aux guerres du Midi. Il fallait protéger contre les attaques des Turks Oran, l'Espagne africaine et l'immense littoral de l'Espagne et de l'Italie; contre celles de la France, la frontière de l'Espagne et celle des Pays-Bas, et s'affermir dans Milan et dans Naples contre l'invasion et la révolte, tâche infinie et multiple à laquelle avait à peine suffi l'activité de Charles-Quint. Cette tâche était évidemment audessus des forces de Philippe II; elle effrayait son inexpérience, et répugnait à son indécision. Aussi, tant que Charles vécut, son fils ne fut-il jamais que l'instrument soumis du père dévoué et du profond politique qui voulait bien régner sous son nom. Tels furent les soins laborieux qui remplirent la vie

de Charles-Quint, et usèrent le reste de ses forces pendant le premier hiver qu'il passa à Yuste.

La guerre une fois décidée, et l'argent trouvé, il fallait une armée pour la faire, et un général pour la diriger. Ce général, Philippe crut l'avoir rencontré dans le duc d'Albe. Cet homme qui a joué sous deux règnes un rôle si éclatant et si odieux, l'exécuteur des hautes œuvres de Philippe II, mérite qu'on s'y arrête un instant. Il est de ces noms abhorrés qui grandissent sous la haine publique. L'Espagne appauvrie, la Flandre décimée, les Pays-Bas perdus, l'orthodoxie triomphant à l'aide des bûchers, tel est le piédestal sur lequel repose la gloire du duc d'Albe. Mais l'histoire l'a surfait, en prenant pour un homme d'État celui qui ne fut à Madrid qu'un courtisan, et en Flandre qu'un bourreau. Comme général, nous l'avons vu en 1555, hésitant et médiocre, temporisant quand il fallait agir, et se laissant chasser du Piémont par un ennemi inférieur en forces. Comme politique, la roideur chez lui n'exclut pas la servilité. Séjan d'un autre Tibère, il sait aller au-devant des secrets désirs d'un maître méfiant et muet qui, pour être obéi, veut être deviné. Par un calcul habile, il se fait de sa rudesse même une arme pour dominer son maître; il oppose avec succès à ses indécisions son inflexible opiniâtreté, et a du moins le mérite, dans cette cour, mobile comme son maître, de ne jamais changer d'avis. Qu'on regarde son portrait, publié par Prescott, d'après le Titien; en voyant ces yeux sinistres, ce front osseux, cette rude charpente, dure comme l'acier qui la recouvre, c'est bien ainsi, se dit-on, que le duc d'Albe devait être; l'homme ressemble à l'œuvre qu'il a accomplie.

—

Tel était le général que le roi catholique avait choisi pour faire la guerre au pape; choix moins étrange qu'il ne le semble d'abord, car l'orthodoxie du duc savait fléchir au besoin, comme celle de son maître, devant l'intérêt ou la nécessité. Dans sa vice-royauté de Naples, le duc s'était mis depuis longtemps sur un pied de défensive menaçant pour le saint père. Il n'entrait pas dans ses plans d'attendre la guerre sur son territoire; il voulait la porter, comme Bourbon, sous les murs de Rome, et attendre là les ordres de son maître. Ses forces se composaient de quatre à cinq mille vétérans espagnols, ses vieux compagnons de guerre, qui valaient à eux seuls une armée; de huit mille recrues des Abruzzes, sur qui l'on ne pouvait compter; enfin de quinze cents chevaux et douze pièces d'artillerie. Mais avant de prendre l'offensive, le duc crut devoir se faire précéder d'un manifeste qui exposerait au pape et à l'Europe les motifs de Philippe pour entreprendre cette guerre.

« Très-saint père, écrit le duc, j'ai reçu le bref et entendu les raisons qu'a données Votre Sainteté pour excuser les graves préjudices portés par elle au roi mon maître.... Mais les faits prouvent assez qu'*il n'y a pas moyen de se fier aux paroles de Votre Sainteté, chose qui, dans l'homme du rang le plus bas, se tient pour infamie*.... S. M. l'empereur et le roi Philippe II, mes maîtres, humbles serviteurs du saint-siége, ont toléré jusqu'ici avec une patience exemplaire les continuelles offenses de Votre Sainteté. (Toutes ces offenses sont ici relatées en détail.) Certes, si le fils le plus obéissant était ainsi traité par son père, il ne pourrait faire autrement que de lui ôter de la main les

armes qui l'auraient blessé.... Pour moi, bien loin de les déposer, comme Votre Sainteté le demande, je veux mettre Rome en telle extrémité qu'elle apprenne, à son dam, qu'on n'a patienté que par respect, et qu'on sait encore démolir ses murs, quand la raison veut qu'on en finisse avec la patience.

« Attendu donc que Votre Sainteté a été établie pasteur pour garder les brebis, et non loup pour les dévorer ; attendu qu'elle n'a pouvoir ni d'ôter ni de donner les couronnes de ce monde, si Votre Sainteté ne consent pas à satisfaire à mes justes demandes, elle verra, j'en jure ici au nom de mon roi et seigneur, et par le sang qui coule dans mes veines, trembler Rome sous la main qui va la punir.... Et si, dans huit jours, Votre Sainteté ne m'a adressé une réponse satisfaisante, qu'elle sache que je prépare tout pour la guerre, et donne pour la faire les ordres les plus rigoureux. Quant aux maux qui en résulteront, ils ne doivent peser que sur la conscience de Votre Sainteté. C'est à elle de choisir entre le bien et le mal ; si c'est ce dernier qu'elle choisit, ce sera la preuve de son opiniâtreté, et Dieu se chargera de la châtier. Je dépose, en finissant, au pied du très-saint père l'hommage de son fils obéissant. » (Naples, 21 août 1556.)

Qu'on songe au caractère de Paul IV, à sa haine furieuse contre l'Espagne, et l'on devinera l'effet d'un pareil message ; sa seule réponse fut de faire mettre le messager à la torture. D'Albe aussitôt, joignant les actes aux paroles, entra sur le territoire de l'Église. Quelques petites places, saisies de terreur, se hâtèrent de lui ouvrir leurs portes. Anagni

seule osa résister, fut prise d'assaut et dévastée sans pitié. Rien n'arrêta sa marche victorieuse jusqu'à Tivoli. Cette petite ville, terrifiée par le sort d'Anagni, n'essaya pas une résistance inutile. D'Albe en fit son quartier général, et retint ainsi, à une demi-journée de marche de la ville éternelle, son armée impatiente de marcher sur les traces des soldats de Bourbon.

La terreur était dans Rome. Les plus riches se hâtaient de fuir en emportant leurs effets les plus précieux. La ville, dégarnie de troupes, se voyait d'avance en proie aux outrages d'une soldatesque effrénée. Seul, au milieu d'un peuple tremblant, le pape, malgré ses quatre-vingts ans, fit face au danger avec une résolution indomptée : « Ce sont bien « là dit-il, ces traîtres d'Espagnols, tout prêts à re« commencer le sac de Rome, comme ils coupe« raient le foin dans leurs prés, et le bois dans leurs « forêts. » A l'envoyé de Venise, qui offrait sa médiation, il répondit avec hauteur : « Tant que le duc « n'aura pas repassé la frontière et exposé humble« ment ses griefs, comme un fils soumis de l'Église, « je ne veux pas entendre parler de paix. » Strozzi et Montluc, à la tête de 2,000 Français, étaient accourus de Sienne pour lui offrir leur appui ; mais le fougueux vieillard resta sourd aux conseils de ses amis comme aux menaces de ses ennemis. Deux gentilshommes français ayant osé l'inviter à traiter avec le duc d'Albe : « Cheminez droit l'un et l'autre, « reprit le pape en colère; car je jure Dieu que, si « vous vous mêlez de telles menées, je vous ferai « voler les têtes de dessus les épaules; et Sa Sainteté, « dit le narrateur, continua ce propos près d'une

« heure, parlant de trancher les têtes par centaines, « en telle colère qu'elle s'en mit hors d'haleine, et « ne pouvait plus parler. » (*Mémoire au roi*, dans Ribier, p. 66.)

Mais Paul n'était pas homme à s'en tenir à ces vaines menaces. Par ses soins, Rome fut mise en état de défense. Six mille hommes furent armés aux frais de la ville. Un corps d'Allemands, la plupart luthériens, était à la solde du saint père. Des hérétiques défendaient le pape, tandis que l'armée du roi *catholique* l'assiégait dans sa capitale. On s'étonnera sans doute de l'inaction du duc d'Albe, qui, nouvel Annibal, s'arrêtait dans une autre Capoue, au lieu de marcher sur la ville sainte. Mais ni le général, ni son maître, ne se souciaient de donner encore à la chrétienté le scandale d'un pape captif et de Rome saccagée. Philippe voulait humilier le pontife, mais non pas l'écraser. Il soupirait après une paix honorable pour finir le plus tôt possible une guerre qui lui pesait. Rome, toutefois, n'était pas encore serrée d'assez près; pour la réduire, il fallait l'affamer. Le duc vint, dans les premiers jours de novembre, mettre le siége devant Ostia, qui commande les bouches du Tibre. Toutes les villes de l'ancien *Latium* étaient maintenant en son pouvoir. Colonna, à la tête d'un corps de cavalerie, semait la terreur jusqu'aux portes de Rome. Les troupes du pape, à la première escarmouche, s'étaient hâtées de fuir. Ostia fut emportée d'assaut, après une résistance désespérée. Pas une ville ne restait au saint père entre Rome et la frontière de Naples. Les Romains, tremblants, demandaient la paix à grands cris; mais l'inflexible pontife n'en voulait pas entendre parler.

Ce qui soutenait son courage, c'était le bruit qu'une armée française, commandée par Guise, allait marcher à son secours. Le duc d'Albe se souciait peu, avec des troupes fatiguées, de tenir tête au vainqueur de Metz. Il se laissa donc persuader de traiter avec le cardinal Caraffa, qui s'entremit entre son oncle et lui. Une trêve de quarante jours fut signée le 19 décembre, à la grande joie des Romains. L'honneur était pour le duc, qui restait en possession de toutes ses conquêtes; mais le profit était pour le saint père, qui éloignait l'ennemi de ses murs, et pouvait attendre à son aise l'arrivée de Guise. Le duc d'Albe, abandonnant la partie au moment où elle semblait gagnée, se retira devant les Français avant qu'ils n'eussent franchi les Alpes; mais, avec une armée de recrues, d'Albe tenait bataille évitée pour bataille gagnée. Il rentra donc triomphant dans Naples, après cette campagne avortée, pour y refaire son armée, et laissa des garnisons dans toutes les places qu'il avait occupées.

Un mot maintenant du nouveau champion qui allait entrer dans la lice. François de Guise avait alors trente-sept ans. Habile au conseil et brave à la guerre, froid calculateur sous des dehors bouillants, téméraire par calcul et dévot par intérêt, il unissait aux dons les plus rares une perversité profonde. Jeune, brillant, magnifique, sa bonne mine, ses riches costumes, son cortége de roi, en avaient fait l'idole de la populace, toujours facile à gagner. Après avoir sauvé la France à Metz, il venait se montrer à la péninsule comme le champion de l'Église, rôle populaire que l'habile aventurier sut garder toute sa vie. Enfant gâté de la fortune, il

arrivait en Italie avec des chances plus belles que les trois générations de rois qui l'y avaient précédé. Sa popularité était immense, et son ambition seule pouvait l'égaler. Son zèle contre l'hérésie était une tactique en même temps qu'une conviction. Le premier, il avait compris tout le parti qu'on pouvait tirer du titre de lieutenant armé du vicaire de Jésus-Christ, titre auquel il allait bientôt joindre celui de lieutenant général du roi *très-chrétien*. Aussi, la maison des Guise, née sur les marches du trône, commençait-elle à en éclipser l'éclat. Descendant par les femmes de la maison d'Anjou, ils avaient repris pour leur compte les prétentions de la France sur le royaume de Naples, et osaient même aspirer à la Provence, héritage du *bon roi* René. Dans cette association, chacun des six frères avait son rôle : le plus brillant était pour François de Guise. Maître absolu des choses de la guerre, il régnait sur le faible monarque dont son frère, le cardinal de Lorraine, dirigeait les conseils. Intime avec les Caraffa, le cardinal voulait se faire d'eux un échelon pour monter un jour sur le trône de saint Pierre. En caressant la haine du vieux pontife contre l'Espagne et contre l'hérésie, en le berçant de l'espoir d'introduire l'inquisition en France, et de chasser les Espagnols de l'Italie, les Guise avaient su gagner le cœur de Paul IV. Un avenir illimité s'ouvrait donc devant eux. François, le chef de la famille, laissant à son frère la direction des affaires politiques, allait fonder sur les champs de bataille l'avenir de sa race. Il se voyait déjà vainqueur du duc d'Albe, libérateur de Rome assiégée, et gagnant, sous la suzeraineté du saint-siége, cette couronne de Naples qu'il rêvait de-

puis si longtemps. En France, en Italie, en Europe, tous les regards étaient fixés sur lui. Il avait déjà fait de grandes choses, on en attendait de plus grandes encore. On va voir comment cette attente fut remplie.

Guise avait quitté le roi le 17 novembre; mais il ne franchit les Alpes que dans les premiers jours de janvier. Quinze mille hommes seulement marchaient avec lui, moitié Suisses et moitié Gascons, soldés trois mois d'avance, tandis que l'héroïque armée de Brissac en Piémont ne touchait plus de solde depuis neuf mois. Les ducs d'Aumale et de Nemours accompagnaient Guise, avec la fleur de la noblesse française, toujours avide d'aventures et de dangers; car ces folles expéditions d'Italie, dernière étincelle de la chevalerie mourante, étaient plus populaires que jamais. A chaque campagne nouvelle, on se flattait de réparer les fautes de la campagne passée; une génération de plus allait encore semer ses os dans ces plaines arrosées depuis un demi-siècle de tant de sang français.

Quinze mille hommes, c'était peu pour délivrer le saint père et chasser les Espagnols de Naples; mais c'était plus qu'il ne fallait pour enlever la Lombardie par un coup de main. Le cardinal de Trente, gouverneur de Milan, demandait à genoux des secours au roi d'Espagne, et croyait déjà voir les Français camper sous ses murs. Dans sa terreur, il avait rendu aux Milanais les armes que la méfiance espagnole leur avait ôtées. Si Guise, réunissant à son armée les troupes de Brissac, et les six mille hommes du duc de Ferrare, avait marché droit sur Milan, les vieilles haines de l'Italie contre les Espa-

gnols se seraient réveillées à la vue des bannières de la France. Les alliés de l'Espagne, le duc de Parme et Cosme de Médicis, auraient été trop heureux qu'on leur permît une timide neutralité. Venise n'eût pas hésité à rentrer dans l'alliance française, ne fût-ce que pour avoir sa part des dépouilles de l'Espagne. Les flottes du sultan étaient aux ordres de Henri II. Appuyé sur l'alliance d'une moitié de l'Italie et sur la terreur de l'autre, Guise était libre de choisir le point qu'il voudrait attaquer. En ajournant sa conquête de Naples, il ne la rendait que plus sûre. Tenant les Alpes par Brissac, la mer par les flottes française et turques, pouvant fermer par Venise la Péninsule aux Allemands, il était plus sûr d'atteindre l'Espagne à Milan que sous les murs de Rome. Il suffisait de sa présence pour chasser de la Lombardie les Espagnols partout abhorrés; le Milanais, toujours convoité et toujours perdu, pouvait être enlevé sans coup férir. Mais Guise aimait mieux conquérir Naples pour lui que Milan pour la France; l'intérêt de l'État fut sacrifié à l'intérêt privé. Maître par son frère et par Diane de l'esprit du roi, Guise se fit envoyer l'ordre de marcher en avant, et de ne s'arrêter que sur le territoire de Naples. Le duc de Ferrare, furieux de se voir ainsi exposé à la vengeance des Espagnols, se retira avec ses six mille soldats, et laissa son gendre jeter la proie pour courir après l'ombre.

Le pape, triomphant de la retraite du duc d'Albe, appelait à grands cris son vengeur. Il le pressait de marcher sur Naples, où s'agitaient les vieux restes du parti angevin. A la vue du drapeau français, lui disait-il, toutes les Abruzzes se soulèveraient pour

lui. Au bruit de l'approche de ses libérateurs, le pape crut n'avoir plus rien à ménager, et le 31 janvier, il déclara la guerre à l'Espagne. Une fournée de cardinaux français vint renforcer le parti de la France dans le conclave. Les généraux du saint-siége, enhardis par la retraite des Espagnols, reprirent sans peine Tivoli, Ostia et la plupart des places qu'ils avaient perdues.

Le duc de Guise, s'avançant par Ravenne et Rimini, établit son armée dans la marche d'Ancône, pays abondant et riche; puis il vint seul à Rome, le 4 mars, pour concerter son plan de campagne avec le saint père. Paul le reçut comme on reçoit un sauveur. Argent, troupes, investiture de la couronne de Naples, on lui promit tout ce qu'il voulut; le pape n'avait plus rien à refuser à la France ni à son enfant gâté. Il s'engagea même à excommunier le roi d'Espagne et à le déclarer déchu du royaume de Naples. Déjà, dans son orgueil en délire, Paul voyait les Espagnols chassés de l'Italie, et la papauté régnant à Naples sous le nom de Guise, comme à Milan sous celui d'un fils de France. Le champion du saint-siége, enivré de toutes ces folles visées, s'en retourna à son quartier général. Il y fut rejoint bientôt par un des Caraffa qui lui amenait quelques renforts. Impatient d'ouvrir la campagne, il envahit enfin le territoire de Naples, à l'est des Apennins. Plein de foi dans les promesses du pape, il s'attendait à être reçu dans les Abruzzes comme il l'avait été à Rome. Mais les villes fermèrent leurs portes, les paysans s'enfuirent à la montagne avec leurs troupeaux. Sous peine de mourir de faim, il fallait prendre une ville ou deux, et en faire un exemple

pour intimider les autres. La première qu'il assiégea, Campli, fut prise, brûlée et ses habitants massacrés. Le général avait compté sur cette sanglante exécution pour frapper de terreur les cités voisines, et les forcer à lui ouvrir leurs portes; ce fut le contraire qui arriva. Ce peuple chez qui, après tant de siècles de servitude, couve encore une étincelle de son ancien courage, retrouva toute son énergie en face d'un ennemi sans pitié. Le 24 avril, les Français vinrent mettre le siége devant Civitella. La ville était suspendue, comme un nid d'aigle, au sommet d'un cône de rochers. D'Albe y avait laissé douze cents hommes, mais la ville dut surtout son salut au courage de ses habitants. Quatre batteries à la fois ouvrirent sur la place un feu terrible; mais les coups, dirigés de bas en haut, produisaient peu d'effet, tandis que l'artillerie des remparts, plongeant sur le camp français, ne tirait pas un coup qui ne portât. La brèche pourtant finit par être ouverte. Guise ordonna l'assaut, se fiant sur la *furie française* pour emporter la place; mais le sort de Campli avait appris aux habitants à ne pas attendre de quartier. Les femmes mêmes, préférant la mort au déshonneur, combattirent à côté de leurs maris. Les Français furent repoussés avec de grandes pertes.

Les jours s'écoulaient, et l'assiégeant n'avait pas gagné un pouce de terrain. Les soldats murmuraient contre le fol entêtement de leur général. Les renforts promis par le pape n'arrivaient point. Les Abruzzes restaient tranquilles, le parti angevin ne bougeait pas. Guise, aigri par l'insuccès, rejetait ses torts sur les autres, accusait le saint père, et finit par jeter une assiette à la tête de son neveu. Celui-

ci, qui ne demandait qu'un prétexte, quitta le camp avec le peu de troupes qu'il avait amenées. Enfin, des pluies diluviennes vinrent noyer les ouvrages des assiégeants et mettre le comble à leur découragement. « Dieu lui-même s'est fait Espagnol, « s'écria le profane Guise, il vient au secours de « Civitella. »

D'Albe, cependant, n'était pas inactif. Pour subvenir aux frais de la guerre, il avait demandé au parlement napolitain un emprunt de deux millions de ducats. Le pays épuisé n'en avait pu fournir qu'un tiers; le clergé fut invité à avancer les deux autres. Sur son refus, le duc ordonna de saisir l'argenterie des églises; mais les populations se soulevèrent partout, et d'Albe dut renoncer à son projet. Il s'en dédommagea en confisquant les biens des ecclésiastiques qui avaient pris parti pour le saint père. Les recrues, levées avec une implacable rigueur, affluaient de toutes parts, et bientôt le duc se vit à la tête de vingt-cinq mille hommes, dont trois mille Espagnols, cinq mille Allemands, et le reste Italiens. Le 9 avril, d'Albe put enfin se mettre en marche; mais au lieu de marcher droit sur l'ennemi et de l'écraser sous la superiorité de ses forces, il recommença la faute de Guise: il perdit un temps précieux à reprendre une à une aux Français toutes les petites places qu'ils occupaient. Guise, informé de l'approche de l'ennemi, résolut d'en finir à tout prix avec Civitella. Un nouvel assaut fut livré, et repoussé encore une fois. Guise, abattu par cette série d'échecs, se décida enfin à lever le siége, le 15 mai. L'heure de marcher sur Naples était passée; l'occasion perdue ne devait plus se retrouver. Le

duc, harcelé par la garnison de Civitella, se replia sur Ascoli et Macerata, où il laissa à son armée le temps de se refaire. Ainsi tous ses rêves d'ambition venaient de s'évanouir. Une armée d'élite, conduite par le premier des capitaines de la France, était venue échouer devant une bourgade des Abruzzes. Brouillé avec le pape et avec son beau-père, sans communications avec Rome ni avec la France, sans flotte pour le ravitailler, sans alliés pour le soutenir, il avait à faire face à un pays soulevé et aux Espagnols qui le suivaient à deux marches de distance.

Mais le duc d'Albe, content de cette victoire négative, dont l'honneur revenait à Civitella, se garda bien de poursuivre un ennemi en retraite. « Je ne me « soucie pas, dit-il, de jouer Naples contre la cotte « brodée du duc de Guise. » D'Albe appartenait à cette école de généraux italiens, qui mettaient à éviter une bataille autant de science que d'autres à la livrer. Guise, cependant, après quelques semaines de repos, sentit l'aiguillon de la honte. Enhardi par l'inaction de son ennemi, il franchit de nouveau la frontière. Une rencontre semblait prochaine; mais les deux armées persistèrent à s'éviter. Le pape pressait Guise de couvrir Rome et la campagne romaine, exposée aux ravages des Colonna. Guise saisit avec joie cette occasion de sortir de l'impasse où il s'était enfermé. Ramenant son armée dans un ordre admirable, il franchit les Apennins à la hauteur de Spolète, et vint s'établir à Tivoli. Août tirait à sa fin, la saison des fièvres approchait à grands pas. Guise n'avait encore rien fait qui fût digne de son nom. D'Albe, avant de quitter les Abruzzes, y reprenait une à une toutes les places qu'il avait per-

dues. Plus téméraire avec les soldats du pape qu'avec ceux de la France, il battait, près de Palliaro, un des neveux du saint père, avec son simulacre d'armée. Colonna, pendant ce temps, s'emparait de Segni, presque sous les murs de Rome. Les ravages de ses bandes italiennes dépassèrent en horreur ceux même des mercenaires du duc d'Albe. L'Italie, égorgée par des étrangers, recevait le coup de grâce de la main de ses enfants!

Rome tressaillit d'effroi en apprenant la chute de Segni, enlevée sous les yeux de Guise, venu trop tard pour l'empêcher. Le pape lui-même en fut atteint au cœur. On l'entendit s'écrier devant les cardinaux éplorés : « Il ne me reste plus qu'à attendre, dans Rome prise d'assaut, la couronne du « martyre. » Peu s'en fallut que la prédiction ne se vérifiât. Mais, même dans cette situation désespérée, l'opiniâtre pontife ne rabattit rien de ses prétentions. Il exigeait toujours qu'Albe évacuât le territoire de l'Église, et restituât toutes ses conquêtes. Le duc, poussé à bout, résolut de faire sentir au pape que ce n'était pas à lui de dicter la loi, mais de la subir. Dérobant habilement sa marche au duc de Guise, il se présenta à l'improviste, une nuit, sous les murs de Rome. Un orage avait retardé sa marche, et le jour allait paraître, lorsque l'armée, à sa grande surprise, se vit en face de la ville sainte. Mais l'alarme était déjà donnée ; le pape, averti à temps, avait envoyé chercher l'armée française. Des lumières se montraient à toutes les fenêtres, des sentinelles sur tous les remparts. Le coup de main était manqué. Toutefois, le duc d'Albe avait atteint son but : Paul avait senti la dure extrémité où il était réduit.

La ville, en se réveillant, apprit le danger qu'elle avait couru, et demanda la paix à grands cris. Le fantôme de Bourbon et de ses bandits se dressait devant le peuple terrifié. L'intraitable pontife fut enfin forcé de plier. Il hésitait encore, quand un dernier coup vint le terrasser : ce fut la retraite du duc de Guise. Ce dévoué champion de la papauté n'attendait qu'un prétexte pour se retirer de la lice. Il le trouva dans la bataille de Saint-Quentin, et dans l'humiliation des armes de la France. Une lettre du roi, datée du 5 août, vint rappeler Guise et son armée pour couvrir la capitale menacée. En sujet dévoué, celui-ci déclara « qu'aucune chaîne ne « serait assez forte pour le retenir en Italie, quand « son devoir le rappelait en France. » Toutes les instances du pontife furent inutiles, et Paul, dans un accès de colère, lui laissa cet adieu : « Partez donc, « messire ; aussi bien avez-vous fait peu de chose « pour le service du roi, moins encore pour l'Église, « et rien pour votre honneur. » Guise, ainsi congédié, s'embarqua à Civita-Vecchia. Le duc de Ferrare, livré par son gendre aux ressentiments de l'Espagne, se hâta de faire sa paix avec elle.

Les Français une fois partis, il ne restait plus au pape qu'à imiter le duc de Ferrare. Les négociations s'ouvrirent, sous la médiation de Venise. Avec Charles-Quint, Paul n'en eût pas été quitte à meilleur marché que Clément VII. Mais le *roi catholique* avait hâte de finir une lutte sacrilége ; même en faisant la guerre, il avait toujours imploré la paix ; il se hâta de l'offrir à son ennemi abattu. « Vous ne « traiterez, écrivit-il au duc, qu'à des conditions « qui n'auront rien d'humiliant pour Sa Sainteté ;

« car je préfère la considération du saint siége à « mes propres intérêts et aux convenances de ma « couronne. » Le traité fut signé le 14 septembre. Paul, même en cédant, sut garder son indomptable hauteur; il dicta la paix qu'il aurait dû mendier. Pour première condition, il exigea que le duc d'Albe vînt lui demander pardon d'avoir osé porter les armes contre le père des fidèles, et recevoir à genoux l'absolution de ce crime. « Si j'étais roi d'Es-« pagne, dit le duc, le pardon qu'on veut me faire « demander aux pieds du saint pere, Caraffa irait « à Bruxelles l'implorer à ceux du roi. » Mais Paul fut inflexible; et comme le duc hésitait : « Plutôt que « de céder, dit l'obstiné vieillard, j'aimerais mieux « voir le monde entier périr; car ce que j'en fais n'est « pas pour mon honneur, mais pour celui de Jésus-« Christ. »

Le roi d'Espagne voulait la paix à tout prix avec le saint-siége, et d'Albe avait ordre de tout accorder. Dès lors, il fut facile de s'entendre. On convint que les troupes espagnoles évacueraient le territoire de l'Église, en restituant toutes leurs conquêtes. Par une lâcheté dont François I[er] avait donné l'exemple, rien ne fut stipulé pour les alliés de l'Espagne. Colonna, qui s'était le plus compromis pour elle, ne fut pas même réintégré dans ses biens. Le pape put se vanter, en plein consistoire, « qu'il avait « rendu au siége apostolique le plus grand service « qu'il eût jamais reçu, en apprenant aux souve-« rains pontifes, par l'exemple du roi d'Espagne, à « abaisser l'orgueil des princes qui méconnaîtraient « toute l'étendue de l'obéissance qu'ils doivent au « chef visible de l'Église. » C'est bien là le même

homme qui disait à l'ambassadeur de son allié Henri II : « Personne n'est exempt de ma juridic- « tion, et je peux priver empereurs et rois de leurs « empires et royaumes, sans avoir à en rendre « compte qu'à Dieu. » (Lettre de Selves au roi, Ribier, t. II, p. 716.)

Ainsi se termina cette campagne, peu honorable pour le duc d'Albe, et encore moins pour le duc de Guise. Tout le monde en sortit diminué, hors le saint père qui, à force d'opiniâtreté, avait fini par faire la loi à ses vainqueurs. Le vieil empereur, tout bon catholique qu'il était, avait approuvé « cette « *guerre de nécessité*, dont Philippe, disait-il, serait « absous devant Dieu et devant les hommes. » En apprenant cette paix déshonorante, il en témoigna autant de honte que de colère. Il refusa de lire une lettre d'excuses que lui écrivit le duc d'Albe. « J'en sais assez, » dit-il en faisant retomber sur l'instrument des volontés de son fils l'irritation que lui causait sa faiblesse. Le pape, de son côté, s'en prit à ses neveux de l'humiliation qu'il avait subie. Il les chassa de sa cour, les désignant ainsi à la vengeance de son successeur, Pie IV, qui les fit tous deux, duc et cardinal, périr sur l'échafaud, à la grande joie des Romains. Paul n'ayant plus désormais rien à attendre ni à redouter de l'Espagne, tourna contre l'hérésie ses dernières fureurs. Il s'efforça de naturaliser, à Rome d'abord, puis dans toute l'Europe, l'inquisition espagnole. Toujours furieux contre Philippe II, « ce roi schismatique et excom- « munié, » il lui reprochait de ne pas savoir se servir de « cet admirable instrument d'unité dans la foi. » Les Romains, par malheur, ne partageaient

pas le goût du saint père pour cette institution, dont l'Espagne seule en Europe a su apprécier tous les bienfaits. Ce ne fut pas sans une résistance opiniâtre qu'ils laissèrent Paul l'établir dans les États de l'Église. Sa mort, survenue en 1559, put seule mettre un terme à son ardeur de persécution. A peine était-il expiré qu'une insurrection terrible éclata dans Rome. Les prisons, encombrées de victimes, furent enfoncées, les prisonniers délivrés. On pilla la maison du grand inquisiteur qui parvint à grand' peine à s'échapper. Les statues du pape furent traînées dans la boue. Ainsi se termina, sous la réprobation publique, ce règne qui avait fait luire un instant sur la triste Italie l'aurore de sa délivrance. Rendons justice à Paul IV pourtant : il est de ces desseins qu'il est beau d'avoir entrepris, même quand ils ont échoué. Par lui fut tenté le dernier grand effort pour affranchir l'Italie du joug de l'Espagne ; après lui, elle y régna sans conteste. La précaire domination de la France fut balayée pour deux siècles et demi de la péninsule. Celle de l'Espagne, au contraire, s'y affermit par l'imprévoyance même de ses ennemis qui, plus courageux qu'habiles, ne surent jamais trouver le point vulnérable où il fallait l'attaquer.

Rentrons maintenant en France, où de graves événements venaient de se passer. L'intérêt de l'Angleterre lui faisait une loi de s'abstenir de prendre parti dans les querelles de la France avec l'Espagne, et de recueillir ainsi les bénéfices de sa neutralité. Mais Marie, gouvernée par ses passions bien plus que par ses intérêts, ne sut pas résister aux instances de son époux, qui menaçait de ne jamais la

revoir si elle ne rompait avec la France. Le 7 juin, un héraut d'armes anglais vint dénoncer la guerre à Henri II. Trahi par un allié, sur lequel il n'aurait pas dû compter, Henri se retourna du côté de l'Écosse. Le régente, Marie de Lorraine, sœur des Guise, sacrifia à son tour les intérêts de l'Écosse à ceux de sa famille, et rompit avec l'Angleterre pour se donner à la France. Dix mille Anglais venaient de franchir le détroit pour aller renforcer l'armée espagnole. L'heure était venue d'agir; mais Philippe hésitait à prendre sur lui la conduite d'une guerre qui pouvait embraser toute l'Europe. Mineur encore à trente-deux ans, il tournait ses yeux vers le cloître de Yuste, et attendait les ordres de son père. Enfin, le jeune roi se décida à confier le commandement de ses armées au nouveau duc de Savoie, Emmanuel-Philibert.

Voici le portrait qu'en a tracé W. Prescott[1] : « Emmanuel-Philibert n'avait alors que vingt-neuf

1. La science historique vient de faire une perte qui sera vivement sentie en Europe aussi bien qu'en Amérique. M. W. Prescott vient de mourir à Boston, dans un âge peu avancé. Jamais vie privée ne fut plus honorable, jamais vie littéraire n'a été mieux remplie. Le premier de ses ouvrages, tous consacrés sans exception aux annales de l'Espagne, est l'*Histoire de Fernando et d'Ysabel.* Ce travail remarquable, qui suffirait à lui seul à fonder la réputation de son auteur, a obtenu en Europe un durable et légitime succès. Il a été suivi, à d'assez longs intervalles, par l'*Histoire de la conquête du Mexique*, traduit en français par M. Amédée Pichot, et par celle *de la Conquête du Pérou.* La première, grâce à son habile traducteur, jouit en France d'une juste popularité. Le même honneur n'a pas été décerné à l'*Histoire de Fernando et d'Ysabel*, qui le méritait au moins autant. Enfin le dernier des ouvrages de W. Prescott est l'*Histoire de Philippe II,* dont deux volumes ont paru en 1856, et le troisième en 1858. Le tome III est consacré aux événements intérieurs du règne et à la guerre qui aboutit à la victoire de Lépante. Ce beau et sérieux travail s'arrête en 1580, et dix-huit années du règne restaient encore à écrire, quand la mort est venue arrêter l'auteur dans sa carrière.

ans ; mais il était déjà vieux d'expérience dans les choses de la guerre. Charles-Quint, qui connaissait sa rare capacité, lui avait confié de bonne heure d'importants commandements. Sa vie tout entière ne fut qu'un long exercice de l'art militaire. Le plaisir était sans attrait pour lui ; son seul divertissement, c'était la chasse. Sa constitution, peu robuste, s'était fortifiée par une vie passée en plein air. Insensible à la fatigue, après avoir chassé tout un jour, il n'avait nul besoin de repos. En campagne, on le vit rester un mois sans quitter son armure. Tempéré dans toutes ses habitudes, il mangeait peu, et ne buvait que de l'eau. Laborieux et ponctuel, il était avare de paroles ; mais au tour piquant de ses lettres, on reconnaît un juge pénétrant qui sait lire dans le cœur des hommes, et démêler les secrets motifs de leurs actions. Son éducation n'avait pas été négligée. Il parlait plusieurs langues, et bien qu'il lût peu, l'histoire était sa lecture favorite. Il aimait par-dessus tout les mathématiques, et passait pour un ingénieur de premier ordre. »

L'armée espagnole se composait de trente-cinq mille fantassins et douze mille chevaux. L'armée française, sous les ordres de Coligny et de Nevers, ne comptait guère que dix-huit mille hommes de pied et cinq mille cavaliers, presque tous Suisses ou Allemands, car les fameuses *légions* provinciales, décrétées par François I[er], n'avaient jamais existé que sur le papier. Les Espagnols, après une attaque manquée contre Rocroi, investirent Saint-Quentin, l'un des boulevards du royaume. Pour toutes fortifications, la ville avait une enceinte de murs en fort mauvais état. Fière de ses priviléges, elle n'avait

jamais voulu recevoir de garnison. La frontière était ouverte, les villes dégarnies ; l'imprévoyance du connétable compromettait encore une fois le salut du royaume.

Mais un homme restait à la France qui valait à lui seul une armée : cet homme, c'était Coligny; noble figure, ceinte comme celle de Jeanne d'Arc de l'auréole du martyre. Son père, noble Bourguignon, avait servi ses rois à la guerre et dans les conseils. Sa mère, sœur du connétable, avait été soupçonnée de pencher vers la Réforme. Elle voua sa vie à l'éducation de ses trois fils, qui tous trois embrassèrent plus tard ce culte proscrit. Gaspard, le second, fut le plus illustre et le plus malheureux des trois. Malgré sa haute naissance, Coligny, peu fait pour la cour, lui préférait les camps. Fait prisonnier après la prise de Saint-Quentin, c'est pendant sa captivité qu'il étudia pour la première fois ces graves questions qui divisaient alors le monde chrétien, et qu'il fit librement son choix. Mais, même avant sa conversion, Coligny, on peut le dire, était né calviniste. Jeune encore, il en avait le sérieux, la foi austère, l'inébranlable et calme conviction. Au génie de la guerre, il joignait le génie, plus rare et plus difficile encore, de l'organisation. De ce ramassis d'étrangers et de mercenaires, qui vivaient de pillage à défaut de solde, il fit une armée, et la courba sous une discipline de fer. Sévere pour les autres comme pour lui-même, sans pitié pour quiconque manquait aux lois de la guerre, ami comme ennemi, il sut régner par la terreur sur une armée de bandits, comme plus tard, par l'amour et le respect, sur une armée de chrétiens. Le secret de son

empire, ce furent ses convictions : en s'humiliant lui-même devant la sainte loi du devoir, il apprit aux autres à obéir. Sa vertu fut triste comme les temps où il vivait ; mais elle ne fut point découragée. Les revers ne l'abattaient point : souvent vaincu, il ne désespéra jamais de sa cause ; souillée trop souvent par la faiblesse des hommes, il y voyait encore la cause de Dieu, et d'un pareil allié on peut tout accepter jusqu'aux défaites.

Coligny, toujours prêt à s'immoler au devoir, n'hésita pas à risquer sa vie et sa réputation pour réparer les fautes de son oncle. Il se jeta dans Saint-Quentin, avec sept cents hommes, au lieu de cinq à six mille qu'il eût fallu. Les vivres, les munitions, les bras, tout manquait à la fois. Coligny eut beau congédier les bouches inutiles, et réparer les murs écroulés ; l'enceinte trop étendue exigeait une armée pour la défendre. Une tentative de Dandelot pour y entrer de nuit avec deux mille soldats ne réussit pas ; une moitié périt dans les marais, l'autre fut rejetée sur La Fère. Le connétable venait de prendre le commandement de l'armée. Le plus pressé c'était de sauver Saint-Quentin. Mais Montmorency ne se pressait jamais. Il affectait de mépriser la jeunesse du duc de Savoie, et se vantait « de lui montrer bientôt un tour de vieille guerre. » Le 11 août, en plein jour, à neuf heures du matin, il vint ranger son armée sur les hauteurs qui font face à Saint-Quentin du côté du sud. La Somme et les vastes marais qu'elle traverse séparaient la ville de l'armée française. Coligny, s'attendant chaque nuit à être secouru, avait fait jeter sur ces marais un plancher mobile qu'on levait le matin, de manière à

fermer le passage. L'expédition, conduite avec prudence, la nuit au lieu du jour, aurait pu réussir. Dandelot marchait en tête avec deux mille hommes d'élite, décidés comme lui à entrer à tout prix. Mais on manquait de bateaux pour passer la rivière et l'on perdit deux heures à en chercher.

A une demi-lieue, du côté de l'Est, une chaussée étroite traversait le marais près de Rouvroy. Montmorency aurait pu la fermer à l'ennemi ; il n'y songea même pas. Il s'établit en face des Espagnols, et se mit à canonner si vivement le camp impérial que le duc de Savoie dut le quitter pour se mettre à l'abri derrière la ville. Enflé de ce facile succès, Montmorency croyait déjà la journée à lui. Mais les plus sages trouvaient la position peu sûre, et le pressaient de sonner la retraite. Enfin, les bateaux étant venus, Dandelot passa le premier avec ses deux mille hommes ; il en perdit les trois quarts dans la boue ou sous le feu de l'ennemi, et parvint à se jeter avec le reste dans la place. L'affaire était manquée, il fallait songer à la retraite devant un ennemi supérieur en nombre. Sur l'ordre du duc de Savoie, d'Egmont, à la tête de sa cavalerie, franchit vers l'ouest un gué que Montmorency n'avait pas fait assez garder. Celui-ci, comprenant trop tard l'importance de ce passage, y envoya le duc de Nevers avec quelques escadrons. Mais déjà les Espagnols débouchaient en masse sur la rive gauche. Nevers, craignant d'être coupé, se replia à la hâte sur le corps d'armée.

A l'aile droite, les choses ne tournaient pas mieux pour le connétable. Le prince de Condé, avec l'artillerie, occupait les hauteurs sur la droite. De ce poste élevé, Condé vit de loin l'armée espagnole,

sous les ordres du duc de Savoie, traverser la chaussée de l'est, dont personne ne lui disputait le passage. Déjà les bataillons espagnols débouchaient dans la plaine et étendaient leurs lignes bien au delà de la droite des Français. Ceux-ci, débordés des deux côtés, allaient être enveloppés. Condé voit le danger, et mande au général en chef « qu'il n'y a pas un « instant à perdre, qu'il faut décamper sur-le-« champ. » Mais le présomptueux vieillard repousse dédaigneusement cet avis: « Je servais déjà sous les « drapeaux, répond-il, avant que le duc de Condé « ne fût au monde; et par la grâce de Dieu, j'espère « bien lui donner encore des leçons de guerre pen-« dant quelques bonnes années. » Et il refuse de quitter les bords de la Somme avant que le dernier des hommes de Dandelot soit passé.

Mais enfin le connétable s'aperçut de sa faute quand il était trop tard pour la réparer. Il fit sonner la retraite, et se retira aussi vite que le permettait sa lourde artillerie. A la vue de l'ennemi en retraite, Egmont comprend que la victoire est à lui, et que, s'il tarde, il faudra la partager avec le duc de Savoie. Il s'élance aussitôt à la poursuite des Français, pendant que le gros de l'armée espagnole s'avance à marche forcée par l'est pour les prendre entre deux feux. Le connétable avait acheminé son armée sur deux routes presque parallèles; l'une se dirigeait vers Soissons, l'autre vers La Fère. Le jour était déjà avancé lorsque Egmont atteignit l'armée française. L'orgueil d'un connétable de France se révolta à l'idée de fuir devant un ennemi, même supérieur en forces. Il donna l'ordre de faire halte, rangea à la hâte son armée en bataille, et fit face aux im-

périaux en homme décidé, non à vaincre, mais à périr.

Egmont divisa sa cavalerie en trois corps: les Allemands au centre, les Flamands à droite, sous Horne, son compagnon de gloire, et plus tard d'échafaud. Lui-même, à la tête des lances bourguignonnes, se chargea d'attaquer l'aile droite de l'ennemi. Les trois divisions, s'ébranlant à la fois, chargèrent les Français avec tant de furie qu'elles parvinrent un moment à les faire plier. Mais à la voix de son vieux général, qui réparait ses fautes à force de courage, la gendarmerie française se rallia autour de lui. Bientôt ce ne fut plus qu'une mêlée confuse, où l'on combattait homme à homme avec une rage aveugle, sans que la victoire penchât encore ni d'un côté ni de l'autre. Mais déjà le duc de Savoie arrivait avec la masse de ses troupes pour prendre part à la fête. Il enveloppa l'aile droite du connétable, dont la gauche et le centre étaient déjà engagés. Entourés d'ennemis de tous côtés, les Français, après des prodiges de valeur, finirent par lâcher pied. Leurs lignes rompues ouvrirent passage aux cavaliers d'Egmont qui en firent un affreux massacre.

L'infanterie gasconne, qui partageait avec les Allemands et les Suisses l'honneur de défendre la France, racheta seule la honte de cette journée. Les fantassins se forment en bataillons carrés, les piques en avant, et opposent un mur de fer aux charges réitérées des reîtres d'Egmont. Les arquebusiers, placés derrière les piquiers, vomissent la mort dans les rangs ennemis. Cette résistance inespérée eût peut-être changé le sort de la journée; mais le duc

de Savoie fait entamer avec de l'artillerie ces citadelles mouvantes. Dès lors, ce n'est plus un combat, mais un massacre. Personne ne songe plus qu'à fuir, en jetant ses armes pour courir plus vite. La cavalerie des Impériaux, sabrant sans pitié les fuyards, les gagne de vitesse et leur ferme la retraite. L'artillerie, les bagages, tout tomba au pouvoir de l'ennemi. La nuit seule mit un terme au carnage, et sauva les débris de cette armée, dernier rempart du royaume. Le nombre des morts dépassa trois mille; celui des prisonniers s'éleva au double. Le plus pur sang de la France avait coulé à flots; l'élite de sa noblesse avait péri ou était aux mains des Espagnols. Une balle cassa la cuisse du connétable; hors d'état de fuir, il fut fait prisonnier avec le maréchal de Saint-André, les ducs de Longueville et de Montpensier, d'Aubigné, La Rochefoucauld et les deux Biron. D'Enghien, Turenne et une foule d'autres y laissèrent leur vie. Nevers et Condé s'ouvrirent un passage l'épée à la main, et gagnèrent seuls La Fère avec leurs troupes diminuées de moitié.

Philippe II ne se trouvait qu'à quelques lieues de Saint-Quentin quand la bataille fut livrée. S'il avait eu dans les veines le sang des héros de sa race, à tout prix il eût voulu prendre part au combat. Il le pouvait, et ne le fit pas. Philippe n'avait de son père que le fanatisme, il n'en eut jamais ni le courage ni la volonté. On a la lettre qu'il écrivit à Charles-Quint pour l'informer de ce succès, dont il eut le profit sans l'honneur. On y sent percer l'inquiétude sur le jugement que son père portera de son absence. « .... Puisque je ne m'y trouvais « pas, de quoi me pèse ce qu'en pourra penser

« Votre Majesté, je ne saurais vous raconter ce qui « s'est passé que par ouï-dire.... Le très-humble « fils de Votre Majesté, LE ROI. » Nous n'avons pas la réponse de Charles-Quint, mais voici ce qu'écrit Quijada, son confident intime : « L'empereur a res-« senti de ces nouvelles une des plus grandes satis-« factions qu'il ait jamais eues. Mais à vous dire « vrai, je sens en lui qu'il ne peut pas se consoler « que son fils n'y a point été, *et il a raison*. Maudits « soient les Anglais qui l'ont retenu trop longtemps. » Car l'amour-propre national, humilié de l'absence de son roi, s'en reprenait à cette vaine excuse et cherchait à rejeter sa faute sur autrui.

Ce début de règne était heureux toutefois ; les armes espagnoles triomphaient partout, en France comme en Italie. La fortune gâtait le fils dès sa première campagne, comme elle avait gâté le père. Saint-Quentin rappelait Pavie, mais en le diminuant ; car on n'avait qu'un connétable au lieu d'un roi prisonnier. Charles-Quint, lui aussi, avait vaincu à Pavie par ses lieutenants ; mais il n'avait point élevé de monument à sa gloire ; il s'était contenté d'avantages plus solides. Le jeune roi, moins sobre que son père, sentit le besoin d'éterniser sa victoire par un trophée digne d'elle. Sur le champ de bataille même, il fit vœu de bâtir à Saint-Laurent, le saint du jour, le plus somptueux couvent de la chrétienté. Le vœu a été tenu : l'Escurial est sorti de sa carrière de granit, couvent-palais où devait s'enfouir pendant tout un règne cette royauté monacale.

Ainsi, grâce à la présomptueuse incapacité d'un étourdi à cheveux blancs, l'armée française était anéantie, le route de Paris ouverte. Rien n'empê-

chait l'ennemi victorieux d'aller camper sous les murs de la capitale. Le duc de Savoie, animé par le succès, voulait marcher en avant, se fiant à la panique qui avait saisi la France. Tous ses capitaines étaient du même avis. Jusqu'au fond de son cloître, le vieil empereur en jugea ainsi : « Le roi mon fils « est-il à Paris? » tel fut son premier mot en apprenant la victoire de Saint-Quentin. Il se reprochait encore sa faute en 1544, quand il s'était arrêté sous les murs de Saint-Dizier, et il en voulait à son fils de la recommencer. Mais Philippe en jugea autrement; il retint l'élan de ses généraux, et fit reculer son armée vers Saint-Quentin, au lieu de la lancer sur Paris. Cette prudence, exemplaire dans un si jeune roi, sauva la France en lui donnant le temps de se relever. « Les Espagnols, dit Bussy-Rabutin, « pouvaient achever notre totale extermination, et « nous ôter tout espoir de nous remettre sus.... « Mais le suprême dominateur, Dieu des victoires, « les arrêta tout court. » L'envoyé vénitien porte le même jugement, et malgré ses réticences, le blâme, pour être contenu, n'en est pas moins sévère.

Entre Saint-Quentin et Paris, il n'y avait rien; mais entre Saint-Quentin et les Espagnols, il y avait Coligny. Il avait compris ce que valaient en pareille circonstance, « non pas les jours, mais les heures. » Avec des murs en ruines, défendus par une poignée de soldats, Saint-Quentin laissa pendant six jours l'artillerie espagnole tonner contre elle et ouvrir onze brèches dans les remparts. Nevers parvint à jeter dans la ville 120 arquebusiers, en en perdant trois fois autant. L'assaut, livré par une armée à une place démantelée, fut repoussé sur tous les points.

L'âme de Coligny semblait être passée dans celle des habitants. Mais la lutte était trop inégale pour durer. L'assaut recommença le lendemain ; les assaillants, instruits par leur échec, concentrèrent leurs forces sur le point le plus faible. Les assiégés, écrasés sous des masses d'ennemis, lâchèrent pied à la fin, et la ville fut gagnée. Tout ce qui portait une épée fut massacré. Les moines même ne furent pas épargnés. Les mercenaires allemands, poussés à bout par cette résistance désespérée, mirent tout à feu et à sang. [1] Un tiers de la ville fut consumé, avec bon nombre d'églises. Saint-Quentin eût péri tout entier, si Philippe n'y fût entré à la suite de son armée. Sans défendre le pillage, il ordonna d'épargner les femmes et les enfants, mais surtout les prêtres et les églises. Ses ordres furent obéis, non sans peine, et le carnage cessa enfin. Coligny, après des prodiges de bravoure, fut fait prisonnier. Son frère s'échappa à travers les marais. Philippe expulsa de la ville tout ce qui y restait d'habitants, et donna l'ordre de

1. Une relation manuscrite de l'Escurial par un témoin oculaire, citée par M. Lafuente (*Historia general de España*, t. XIII, p. 18), nous apprend ce qu'était la guerre au XVIe siècle. « Il y mourut beaucoup de monde, dit « l'auteur anonyme. Il y eut des soldats qui, leurs ennemis une fois morts « et dépouillés, leur ouvaient le ventre et en arrachaient les entrailles. Dans « les maisons où entraient les Allemands et les Anglais (c'est un Espagnol « qui parle), ils ne laissaient rien en vie, ni hommes, ni femmes, ni en- « fants. Les dépouilles furent grandes, comme dans une ville de commerce ; « il n'y eut soldat qui n'en rapportât de mille à deux mille ducats, et au- « cuns jusqu'à douze mille. Sa Majesté prit grand'peine à protéger les femmes, « et on en sauva plus de trois mille dans les églises ; mais les soldats les « dépouillaient avant jusqu'à la chemise, pour voir si elles avaient de l'ar- « gent ; et pour leur faire confesser où elles l'avaient caché, ils leur tailla- « daient le visage à coups d'épées, et à un grand nombre ils coupèrent les « bras..... » Je n'ai pas le courage de continuer, dit M. Lafuente, le cœur me manque devant cet horrible tableau."

la fortifier. Ham et le Catelet, avec quelques autres places, se rendirent sans coup férir.

Mais le temps, perdu par l'Espagne, avait été mis à profit par la France. Le cardinal de Lorraine avait soufflé son énergie dans l'âme du faible Henri II. Une flotte était partie pour ramener d'Italie Guise et son armée. On avait demandé des secours à l'Écosse et au sultan. Le roi était venu se montrer aux Parisiens, et ranimer leur courage. Catherine de Médicis, en appelant au patriotisme des bourgeois, avait tiré d'eux un don gratuit de trois cent mille francs. Les villes avaient suivi l'exemple de la capitale. Le ban et l'arrière-ban des milices avait été convoqué. Grâce à ces subsides, dernier effort du pays épuisé, on leva des troupes en Allemagne et en Suisse, comme si la France manquait d'hommes et de courage, et était réduite à en acheter au dehors. Le désordre cependant s'était mis dans l'armée victorieuse. Soldats et officiers, enrichis par la victoire, ne songeaient plus qu'à trafiquer de leurs prisonniers. Philippe ne pouvait solder ses reîtres allemands qui désertaient en masse, attirés par la haute paie de la France. Entre Anglais et Espagnols, les choses allaient plus mal encore : la hauteur Castillane se heurtait contre la fierté anglaise. Bientôt il fallut séparer ces deux peuples, qui se ressemblaient trop pour ne pas se haïr. On renvoya les Anglais chez eux. Enfin, vers le milieu d'octobre, Philippe se décida à licencier son armée. En somme, dans cette première campagne, la seule où le jeune roi eût commandé en personne, mais sans exposer ses jours trop précieux, ses armes avaient été heureuses. En Italie et en France, il avait su défendre ses droits contre le

pape et contre Henri II ; il avait dissous la ligue entre ses deux ennemis; à Saint-Quentin, il était venu récolter la victoire quand elle était mûre, et prendre possession de la ville conquise. L'Europe abusée pouvait encore attendre un grand règne militaire, et croire Philippe héritier de la fortune et des talents de son père.

Un corps d'Allemands avait envahi la Bresse ; il en fut chassé par l'approche de Guise et de son armée. Une fois de retour, le vainqueur de Metz reprit sur Henri II tout son empire. L'absence du connétable lui faisait beau jeu. Le faible monarque, gouverné au dedans par le cardinal, au dehors par son frère, n'eut plus d'oreilles que pour les Guise. Le connétable absent fut rendu seul responsable du désastre de Saint-Quentin. « Si Guise « eût été là, disaient grands et petits, la bataille « n'eût pas été perdue ! »

La France attendait de lui un coup d'éclat; Guise ne voulut pas rester au-dessous de cette attente de l'opinion, surexcitée par son retour. De tous les coups de mains que pouvait tenter le brillant aventurier, le plus populaire, c'était de reprendre Calais. Pendant deux siècles, la France, avec cette tête de pont toujours ouverte sur son territoire, avait cessé de s'appartenir. L'Angleterre, maîtresse dans le grand art de préparer ses conquêtes, a toujours su prendre partout ses arrhes sur l'avenir. C'est ainsi que, par Malte, elle a sa main sur la Sicile ; par Aden, sur l'Arabie ; par Corfou, sur la Grèce ; par Gibraltar, sur l'Espagne ; par Calais enfin, depuis Édouard III, elle avait prise sur la France. Elle avait fait à la fois de cette ville une

place d'armes pour ses expéditions militaires et un entrepôt pour son commerce avec la Flandre. C'était là pour notre orgueil national une plaie toujours saignante. Bien des plans avaient été proposés; l'idée première de l'entreprise venait de Coligny, qui, gouverneur de la Picardie, avait Calais dans sa province. Mais il fallait, pour en venir à bout, un mélange de prudence et d'audace, rare partout, mais surtout en France. Guise, habitué à jouer sa fortune sur un coup de dés, était justement l'homme qu'il fallait. L'évêque d'Acqs, à son retour de l'ambassade d'Angleterre, avait été frappé du mauvais état des fortifications de Calais, et de la faiblesse de la garnison. Pietro Strozzi, ingénieur en même temps que général, osa pénétrer dans la ville. Il étudia les côtés faibles de ses fortifications, au risque de périr, lui maréchal de France, du supplice des espions. Le résultat de cet examen fut la certitude qu'un coup de main, bien conduit, pouvait réussir. Guise hésitait encore; mais le roi, qui avait pris goût au jeu, dit qu'il ferait la chose en personne, et Guise n'hésita plus.

Huit cents hommes à peine gardaient cette place importante. Guise, pour détourner les soupçons, envoya la moitié de ses troupes dans le Luxembourg; mais il en garda assez pour tenter cette aventure, où l'audace plus que le nombre assurait le succès. Le 1er janvier, le pont de Nieullay, seule communication de Calais avec la France, fut emporté par trois mille arquebusiers français. Dandelot s'empara du fort de Rysbank qui commandait l'entrée du port. Des batteries furent aussitôt dressées sur ces deux points. Pendant trois jours, leur feu ne se ralentit pas.

Le 4, une brèche était déjà ouverte. Le 6, au soir, le duc et sa petite armée traversent le port à marée basse, dans l'eau jusqu'à la ceinture. Le château est emporté d'assaut. Guise s'y loge avec un corps d'élite, sachant bien qu'on ne l'y laissera pas longtemps tranquille. La même nuit, les Anglais tentent une escalade; ils sont repoussés avec des pertes énormes. Lord Wentworth, leur chef, perd la tête et livre la ville aux conditions les plus humiliantes. Il reste prisonnier avec tout son état-major, et les principaux résidents anglais. Le reste est laissé libre de sortir, mais sans rien emporter. Le drapeau de la France flottait à peine sur les murs, quand parut une escadre anglaise. Mais il était trop tard : la France venait de rentrer dans ses limites, et l'Angleterre avait repassé le détroit. Lord Grey, qui commandait dans Guines, se rendit le 20 janvier; la garnison de Ham se sauva pendant la nuit, et toute trace de la conquête anglaise disparut pour jamais.

En 1347, après un siége d'un an, Édouard III avait enlevé Calais à Philippe de Valois, et Guise venait de le reprendre en moins de huit jours. La joie fut immense et hors de toute proportion avec l'importance de la conquête. La popularité de Guise s'accrut dans des proportions gigantesques; popularité fatale qui devait le perdre comme la France, si prompte à se donner, sans savoir, hélas! se reprendre. Coligny, à Saint-Quentin, avait arrêté un ennemi victorieux en tenant dix-sept jours dans une place en ruines : on oublia Coligny pour ne se souvenir que de Guise. A Metz, il avait sauvé la monarchie; à Calais, on eût dit qu'il venait de conquérir l'Angleterre. A cette joie universelle et qui tenait du

délire, on ne peut comparer qu'une chose, c'est la douleur et l'humiliation du peuple anglais. Dans sa haine pour Marie, ce fut elle qu'il rendit responsable de cette perte. Calais, depuis longtemps, coûtait plus à l'Angleterre qu'il ne lui rapportait. Ce pont, jeté sur le détroit, était pour elle une tentation permanente d'envahir le continent, et de mettre la main dans toutes ses querelles ; à ce titre, la perte de Calais n'était donc pas réellement un malheur pour elle. Sans la blessure infligée à son orgueil, elle aurait dû s'en réjouir et reprendre sa vieille politique, cette neutralité armée qui la rendait l'arbitre de tous les débats européens. Charles-Quint, toujours vivant à l'ambition, même au fond d'un cloître, s'affligea de cette perte avec une vivacité dont on s'étonne ; il lui échappa de dire « qu'il n'avait pas senti de plus « grande peine en sa vie. » Quant à la France, à tout prix il lui fallait une idole. Ne pouvant pas la prendre sur le trône, elle la prit sur ses degrés, sauf à l'y faire monter un jour. La triste campagne d'Italie n'avait porté aucune atteinte à la popularité des Guise. Des six frères de ce nom, les deux aînés, le duc et le cardinal, étaient maîtres, l'un des armées, l'autre des conseils du roi ; un troisième commandait les galères à Marseille ; un quatrième régnait en Écosse sous le nom de sa nièce Marie-Stuart ; un cinquième allait succéder à Brissac en Piémont. [1] « Dans toute la France, dit « l'Écossais Buchanan, on ne pouvait disposer ni « d'un soldat, ni d'un écu, sans l'assentiment des « Guise. »

1. Le sixième, le cardinal de Guise, seul infidèle à l'esprit de sa race, avait noyé son ambition dans le vin ; aussi l'appelait-on le *cardinal des bouteilles*.

Enfin le mariage de Marie, reine d'Écosse, avec le dauphin François, vint porter à son apogée la fortune de sa famille. Ce mariage, qui eut lieu malgré Diane et malgré la reine, était un coup de maître. A côté d'une reine protestante sur le trône d'Angleterre, il asseyait un roi orthodoxe sur le trône d'Écosse. Il faisait de ce pays une province de la France. Sous ces nouveaux *rois catholiques*, la France et l'Écosse réunies n'avaient plus rien à envier à l'Espagne, et pouvaient, appuyées sur elle, entamer la lutte avec l'Angleterre. Marie-Stuart ne faillit pas au sang qui coulait dans ses veines. Le contrat de mariage avait été signé à Paris, le 4 avril; Marie, sous la dictée de ses oncles, y joignit un acte secret, par lequel elle léguait l'Écosse à Henri II, et après lui à son fils, si elle venait à mourir sans enfants. Du vivant même de la reine, la France recevait d'elle son royaume en usufruit jusqu'à ce qu'on lui eût remboursé toutes ses avances. Enfin Marie, avant de prêter serment à la Constitution, protesta contre le serment qu'elle allait prononcer, et le déclara nul et de nulle valeur.

Des fêtes somptueuses scellèrent ce mariage qui livrait l'Écosse à la France, comme plus tard le mariage d'Élisabeth avec Philippe II devait livrer la France à l'Espagne. Les subsides que le pays, dans un suprême effort, avait su trouver pour se défendre contre l'invasion, furent gaspillés sans remords en bals et en festins. Henri II, n'échappant au joug du connétable que pour retomber sous celui des Guise, subit désormais sans contre-poids leur ascendant, et rentra en tutèle pour n'en plus sortir. L'opinion publique, en retour de ses faveurs, demandait à son

héros quelque nouveau prodige. Guise, ivre de l'ivresse de la France, ne demandait pas mieux ; mais la fortune n'exauce pas toujours ces souhaits téméraires. Pour couronner la conquête des trois évêchés, le duc résolut d'assiéger Thionville. La ville résista avec vigueur, mais finit par capituler. Il en coûta la vie au maréchal Strozzi, le plus illustre de ces réfugiés florentins qui étaient venus chercher en France une patrie et des honneurs, pour se consoler de la liberté perdue. Le duc s'empara ensuite d'Arlon ; il se préparait à marcher sur Luxembourg. Mais la France devait encore expier par un désastre de plus sa fatale habitude de confier à des étrangers le soin de la défendre.

Par suite d'un plan combiné avec Guise, le maréchal de Thermes, gouverneur de Calais, à la tête de quinze cents chevaux et de cinq mille fantassins, venait d'entrer dans la Flandre. Le duc, de son côté, s'apprêtait à marcher contre les Impériaux, campés près de Maubeuge. Tout d'un coup, une émeute terrible éclata dans les rangs de ses *Schwartz-Reiters* (cavaliers noirs), terreur de leurs alliés comme de leurs ennemis. Cette émeute arrêta tout court la fortune de Guise, comme naguère celle de Maurice de Saxe. Dix-sept jours durant, le général dut parlementer avec des troupes mutinées, dont il pouvait à peine se faire comprendre. Un de leurs chefs appuya même une fois un pistolet sur sa poitrine. Par un rare mélange de présence d'esprit et de sang-froid, Guise se tira de cette passe périlleuse. Mais quand il put enfin se remettre en marche, l'honneur de la France était perdu encore une fois, et la campagne close par un désastre égal à celui de Saint-Quentin.

Thermes, cependant, s'enfonçait sur le territoire ennemi avec plus d'audace que de prudence. Il avait commencé par s'emparer de Dunkerque et de Nieuport qu'il livra au pillage. Il allait pousser plus avant, quand une attaque de goutte vint le mettre sur le flanc. Les soldats, abandonnés à eux-mêmes, soulevèrent le pays par leurs cruautés gratuites. Les Flamands se tournèrent vers Egmont, aussi populaire en Flandre que Guise l'était en France. Les volontaires accoururent en foule; et bientôt il se trouva à la tête de quinze mille hommes. Sûr que l'ennemi, en le sachant derrière lui, ne tarderait pas à revenir sur ses pas, il se hasarda à franchir la frontière et à occuper la route de Saint-Omer. Une autre route restait ouverte par le bord de la mer, et conduisait à Calais par Gravelines. Thermes, se sentant coupé, opéra sa retraite sur-le-champ; et laissa ses adieux à la Flandre en brûlant Dunkerque qu'il ne pouvait pas garder. Pour regagner Calais, il fallait traverser la petite rivière d'Aa, fort large près de son embouchure. En la passant à marée basse, le maréchal comptait trouver la route libre jusqu'à Calais. Mais il avait compté sans les Flamands. Les Français étaient encombrés de butin, leur général se faisait porter en litière; leur marche était donc lente et embarrassée. Egmont, laissant derrière lui bagages et artillerie, gagna l'ennemi de vitesse. Passant la rivière plus haut, il s'établit sur l'autre rive, libre de choisir pour combattre la position qui lui conviendrait. Thermes passa à son tour, mais il trouva l'ennemi maître de la route, et appuyant son aile gauche sur la mer, de manière à lui barrer le chemin. Il fallait se rendre ou s'ouvrir un passage

l'épée à la main. Le maréchal, qui ne manqua dans tout ceci ni de résolution, ni de prudence, tira d'une situation désespérée le meilleur parti possible. Il mit son infanterie au centre, ses canons en avant, sur les deux flancs sa cavalerie, en arrière enfin une réserve de fantassins gascons. Il appuya sa ligne de bataille sur la rivière qui assurait ses derrières, et attendit l'ennemi de pied ferme. Egmont, se fiant à sa cavalerie, qui avait gagné la bataille de Saint-Quentin, la plaça au premier rang. Son infanterie resta en arrière en attendant le moment d'agir. A un signal donné, le centre et la droite d'Egmont s'avancent au galop sous le feu de l'artillerie ennemie. Leur charge furieuse, dirigée contre le centre et la gauche des Français, y jette un instant le désordre ; mais la gendarmerie française, se ralliant bientôt, ramène les Flamands en arrière, l'épée dans les reins. Ceux-ci reviennent à la charge et sont encore repoussés. L'artillerie, les prenant en flanc, fait dans leurs rangs d'énormes trouées. Egmont a son cheval tué sous lui. Les Français croient déjà la bataille gagnée, et les Gascons de la réserve quittent leur place en poussant des cris de victoire.

Mais ce triomphe était prématuré. Egmont remonte à cheval et donne à son aile gauche l'ordre de charger. Les Français, pris en flanc, se débandent à leur tour et essaient en vain de reprendre leur ligne de bataille. « La journée est à nous ! » s'écrie Egmont en les voyant tourner bride. Ses lansquenets, courant droit à l'artillerie française, égorgent les hommes sur leurs pièces, et les tournent contre l'ennemi. Bientôt les lignes se rompent, on ne se bât plus que corps à corps, et l'on ne sait de quel

côté la victoire eût tourné, tant le courage et l'acharnement étaient égaux des deux parts. Mais un allié inattendu vint la donner aux Flamands. Une escadrille anglaise passait à quelques lieues en mer. Attirée par le bruit du canon, elle se rapproche de la côte, et ouvre un feu assez vif sur l'aile droite des Français. Devant cet ennemi qui semblait sortir de la mer, l'aile droite se rejette sur le centre, que gagne bientôt sa frayeur. L'ennemi, encouragé par ce secours inespéré, renouvelle ses attaques et ne rencontre plus la même résistance. L'infanterie gasconne lutte encore quelques temps; mais elle cède à la fin, et le sort de la journée est décidé. La cavalerie d'Egmont taille en pièces les fuyards; acculés entre la mer, le fleuve et l'ennemi, la plupart périssent sous le fer ou dans l'eau. Tout ce qui n'est pas tué est fait prisonnier. Plus de deux mille, échappés du champ de bataille, tombèrent sous les coups des paysans irrités. Le nombre des prisonniers s'éleva à cinq mille, y compris le maréchal, blessé à la tête. Les Impériaux ne perdirent guère que cinq cents hommes. Les dépouilles de la Flandre passèrent des mains des Français dans celles des vainqueurs, mais ne retournèrent pas à leurs premiers maîtres. (13 juillet.) [1]

La France était ouverte. Le duc de Savoie avait réuni ses troupes à celles d'Egmont, et menaçait la Picardie. Guise se hâta de porter toutes ses forces

1. La plus grande obscurité règne sur les détails de cette bataille. Les historiens se contredisent à plaisir. Quelques-uns prétendent que la flotte qui vint au secours des Flamands était espagnole, d'autres que les marins mirent pied à terre et prirent part au combat. Personne, du reste, ne conteste la victoire d'Egmont.

vers La Fère pour couvrir Amiens, et s'abriter derrière la Somme, seule ligne de défense qui protégeât encore la capitale. Le duc de Savoie fit mine d'assiéger Doullens. Les deux armées n'étaient qu'à quelques lieues l'une de l'autre. Les deux rois étaient venus les commander en personne, on s'attendait à une grande bataille ; mais l'attente générale fut trompée. Depuis Saint-Quentin et Gravelines, Henri se souciait peu de rencontrer l'ennemi, et Philippe, content de son partage, ne voulait pas compromettre les résultats acquis.

Deux ennemis qui ne veulent pas se combattre ne sont pas loin de traiter. Bien des motifs, d'ailleurs, y poussaient les deux rois. Le plus pressant c'était l'épuisement de leurs finances. Henri II, après le désastre de Saint-Quentin, avait convoqué une parodie d'états généraux, sans élection, sans cahiers pour les députés. Les orateurs des quatre ordres, car on en avait fait un de la magistrature, s'étaient agenouillés pour parler, et avaient fait assaut de bassesse et d'empressement à mettre à la merci du roi les libertés et les biens de ses sujets. La farce s'était terminée par un don gratuit de trois millions d'écus d'or, dont un tiers payable par le clergé, et deux par le tiers-état. L'Espagne, de son côté, marchait à l'envie de la France dans les voies fatales de la vente des offices, des aliénations de domaines, des emprunts forcés, des avances sur les impôts. Ruy-Gomez y avait été envoyé par le roi pour faire de l'argent à tout prix. Philippe, aussi endetté que son père, venait d'obtenir des États des Pays-Bas un subside extraordinaire d'un million et demi de ducats. Mais cette guerre sans fin dévorait d'avance toutes les res-

sources. Les lettres de Philippe II à ses ministres accusent le découragement le plus profond; toutes attestent son impuissance à continuer la guerre. Si le roi de France n'eût pas fait le premier pas, Philippe l'eût fait; il en convient lui-même. Ainsi, la même malédiction pèse partout sur le pouvoir absolu, condamné à tarir toutes les sources où il puise. Personnellement, Henri avait plus de motifs encore que son ennemi de désirer la paix. Une escadre anglaise, portant sept mille hommes de débarquement, était venue semer la terreur en Bretagne. Brissac, sans troupes et sans argent, avait bien du mal à tenir pied en Piémont. Une flotte turque, il est vrai, venait de dévaster les côtes de l'Italie et de brûler Reggio. Mais cette alliance déshonorante, que la France s'obstinait à mendier, soulevait l'Europe contre elle, et lui rapportait plus de honte que de profit.

Déjà, quelques mois auparavant, le cardinal de Lorraine et Granvelle s'étaient rencontrés comme par hasard. Bien qu'on fût alors trop animé à la lutte pour s'entendre, et que l'Espagne le prît encore de trop haut, des bases avaient été posées pour une négociation. L'astucieux Franc-Comtois avait su faire comprendre au Lorrain que l'Espagne et la France étaient bien dupes de se faire ainsi la guerre sans savoir pourquoi, quand toutes deux n'avaient en réalité qu'un ennemi, les protestants. Appuyés sur Navarre et Condé, ceux-ci prenaient chaque jour un pied plus ferme en France; au lieu d'une secte, c'était maintenant un parti, décidé à tout, et qui traiterait bientôt les armes à la main. Le Lorrain avait compris à demi-mot; et bien qu'il ne sortît rien alors

de cette entrevue, tout était mûr pour un rapprochement. Le connétable, du fond de sa prison, réunit ses efforts à ceux du cardinal. Montmorency, du reste, n'avait jamais varié : sous le père comme sous le fils, il avait toujours mieux servi l'Espagne que la France, qu'il aurait vendue dix fois, comme François Ier à Madrid, pour sortir de prison.

L'on se réunit enfin à l'abbaye de Cercamps, en Cambrésis, pour arrêter les bases d'un traité. Le 17 octobre, un armistice fut signé, et les deux rois se hâtèrent de licencier une partie de leur armée. Philippe relâcha le connétable sur parole, ainsi que le maréchal, et il eut deux auxiliaires dévoués au congrès de Cercamps. Le cardinal de Lorraine y représentait la France avec Montmorency et Saint-André, L'Espagne y envoya Granvelle, le duc d'Albe, Ruy Gomez, et le prince d'Orange, association de talents qui lui assurait la victoire. L'Angleterre et le duc de Savoie y eurent aussi leurs délégués. Le roitelet de Navarre fut le seul de tous les intéressés qui n'y fût pas représenté. Le roi de France, qui haïssait en lui le chef du parti protestant, se réservait la liberté de conclure la paix à ses dépens.

Dans tout ceci, nous n'avons pas parlé du saint père. Paul lui-même, malgré ses emportements, s'était enfin aperçu que l'Espagne, loin d'être son ennemie, était son alliée nécessaire, comme celle de la France ; que toutes trois n'avaient qu'un ennemi réel, l'héresie, et que ce n'était pas trop pour le vaincre de tous leurs efforts réunis. Le pape, prenant enfin son parti, fit adjurer les deux rois de cesser une guerre impie, pour tourner toutes leurs forces contre les protestants. Ce vœu fut entendu

des deux souverains, tous deux dignes de le comprendre. De cette époque date une ère nouvelle dans la politique du continent. Toutes les alliances vont changer. De la Baltique au détroit de Gibraltar, l'Europe se scinde, non plus en partisans de la France ou de l'Espagne, mais en catholiques et en protestants. Au lieu de marcher, sous son propre drapeau, à la tête d'un des deux partis, la France va se traîner désormais à la queue de l'autre. L'inepte et lâche politique qui doit, pendant trente ans, la vendre à l'Espagne, est tout entière l'œuvre de Henri II; ses fils n'ont fait, en la continuant, qu'exécuter le testament de leur père. François Ier lui-même, malgré toutes ses lâchetés, défendait au moins au dehors la vraie politique nationale, sauf à la trahir au besoin; mais son fils ne descendra pas au tombeau sans avoir rendu sa couronne deux fois vassale, du pape d'abord, puis de l'Espagne.

Déjà, en 1555, Henri, sur les instances du saint père, avait voulu implanter dans ses États l'inquisition espagnole; mais la résistance inattendue du parlement avait déconcerté ses projets. Battu de ce côté, le roi s'était retourné du côté du pape, pour solliciter une bulle qui dotât la France de cette institution, « seul et vrai moyen d'extirper la racine des « erreurs. » Le saint père ne s'était pas fait prier; la bulle avait été expédiée en avril 1557. Les trois cardinaux de Lorraine, de Bourbon et de Châtillon avaient été investis des pleins pouvoirs du pontife. Le premier, sceptique et bigot à la fois, était l'âme de ce triumvirat; le second, esprit étroit et fanatique, ne voyait que par les yeux du Lorrain. Quant à Châtillon, frère de Coligny et de Dandelot, la

cour de Rome cherchait à le perdre en le forçant à persécuter une secte dont, au fond du cœur, il partageait les croyances.

Le parlement de Paris, avec un courage qu'on ne saurait trop honorer, osa tenir tête au roi et au saint père, et refusa d'enregistrer l'édit qui sanctionnait le bref pontifical. Le fougueux Paul IV riposta, le 15 février 1558, par une nouvelle bulle, encore plus violente. Enveloppant dans un même anathème tous les hérétiques, fussent-ils rois ou empereurs, elle les « déclarait privés de leurs bé« néfices, états, royaumes ou empires, lesquels « seraient dévolus au premier occupant, sans que le « saint siége lui-même pût les restituer. » En même temps, d'atroces persécutions soulevaient contre les hérétiques les passions populaires Il fallut, pour les faire suspendre, les instantes réclamations de la Suisse et des princes allemands, qui vendaient à prix d'or à Henri II le courage de leurs sujets.

Ainsi, sauf le parlement, dont le roi se réservait de dompter la résistance, tout le monde était d'accord pour doter la France de l'inquisition. Tous les souverains orthodoxes étaient prêts à s'enrôler dans une sainte ligue contre l'hérésie. Les conférences de Cercamps s'ouvraient sous des auspices favorables. Des deux côtés, on exposa ses prétentions. Celles de l'Espagne étaient énormes et hors de proportion avec ses forces. Elle voulait la Savoie, la Corse, la Maremme de Sienne, le Piémont, les Trois-Évêchés; en un mot, toutes les conquêtes de la France en Allemagne et en Italie. L'Angleterre se bornait à réclamer Calais : « Si nous revenons à « Londres sans Calais, disaient les députés anglais,

« nous serons lapidés. » Philippe soutenait naturellement les prétentions de sa femme et de l'Angleterre. Tout ce qui affaiblissait la France était une bonne fortune pour lui. Henri II, tout entier à sa croisade contre les hérétiques, ne demandait pas mieux que de renoncer à l'Italie, pourvu qu'on lui arrondît ses frontières. Mais la France ne pouvait pas abandonner Calais, devenu pour elle une question d'honneur, d'amour-propre, d'existence même; car il n'y avait pas de France possible tant que cette porte serait ouverte aux Anglais pour rentrer sur le continent.

Mais un grand événement vint suspendre les négociations : ce fut la mort de Marie d'Angleterre. Déjà, deux mois auparavant, le 21 septembre 1558, Charles-Quint était mort au couvent de Yuste; mais sa mort, prévue dès longtemps, n'avait rien changé à la situation des affaires de l'Europe [1]; celle de Marie, au contraire, venait gravement les compliquer. L'hydropisie et les soucis qui l'aggravaient, l'abandon de son volage époux, son impuissance à extirper l'hérésie du sol anglais, le sentiment d'une impopularité méritée, enfin la prise de Calais, dernier coup ajouté à tant d'autres, terminèrent ses jours le 17 novembre 1558. Elle expira le cœur brisé, sous le coup de la profonde blessure infligée par elle à l'honneur national. « Si l'on ouvrait mon corps, « dit-elle en mourant, on trouverait le nom de Calais « gravé dans mon cœur. » Enfin, la dernière amertume qui abreuva son lit de mort, ce fut l'idée qu'elle laissait le sceptre à son ennemie, à sa rivale,

1. Je consacrerai un chapitre spécial au récit des derniers moments de Charles-Quint, et à une appréciation de son règne et de son caractère.

à sa sœur, et que la Réforme allait s'asseoir avec Élisabeth sur le trône de l'Angleterre.

A part quelques écrivains catholiques, qui avaient leurs raisons pour la canoniser, la plupart des historiens ont été sans pitié pour cette malheureuse reine. C'est un protestant, W. Prescott, qui, dans sa belle *Histoire de Philippe II*, a donné, le premier, envers elle l'exemple de l'impartialité. Essayons, à notre tour, d'être juste envers cette princesse, née sous une fâcheuse étoile, et qui a souffert plus que l'Angleterre même du mal qu'elle lui a fait. Marie n'est pas une reine anglaise. Elle appartient à la grande famille des *rois catholiques* qui, greffée sur la maison d'Autriche, a produit Charles-Quint, type accompli de cette race, débile de corps, mais fortement trempée d'esprit et de volonté. Nièce de Jeanne *la Folle*, Marie offre plus d'une analogie avec la triste mère de Charles-Quint. Sa tendresse opiniâtre pour un époux ingrat rappelle l'affection insensée de Jeanne pour un autre Philippe, dont la mort même ne put la séparer. En quatre ans, elle a fait périr dans les supplices près de quatre cents réformés. L'Angleterre protestante a donc le droit de maudire sa mémoire. Ce sang innocent criait contre elle; l'histoire a entendu l'appel et y a répondu. Mais il est une chose qu'il ne faut pas perdre de vue, c'est que Marie, sur le trône même d'Angleterre, ne fut jamais qu'une étrangère, qu'une Espagnole, de race, de cœur et de langage. Petite-fille d'Ysabel, elle avait sucé avec le lait ce fanatisme aveugle qui ternit seul le rare assemblage de vertus qu'on admire chez cette grande reine. Fiancée dès l'enfance à son cousin Charles d'Autriche, Marie vécut à la cour d'An-

gleterre en femme destinée à régner sur la Castille. Elle en parla la langue, elle en garda le costume et les mœurs. Telle elle vécut, sous l'aile de sa mère, Catherine d'Aragon, telle elle demeura après ce divorce maternel, qui aigrit son caractère et empoisonna toute sa vie. Tandis que l'Angleterre, avec une docilité dont on s'étonne, tournait avec ses croyances au vent des caprices de Henri VIII, Marie ne changea pas; elle resta sur le trône catholique et papiste comme sa mère; elle le serait au besoin restée sur l'échafaud. De là le penchant obstiné qui la poussa toujours vers Charles-Quint, resté son protecteur, même après avoir renoncé à devenir son époux. Déçue dans cet espoir, c'est sur l'infant Philippe qu'elle rejeta toute sa tendresse. Elle l'aima de cet amour désespéré, jaloux, qui repousse au lieu d'attirer. Philippe, de douze ans plus jeune qu'elle, ne la paya jamais de retour. Trompée dans son unique affection, elle passa sa vie à haïr, quand peut-être elle était faite pour aimer.

L'histoire, pour être juste avec Marie, doit donc la plaindre autant que l'accuser. Ce ne sont pas ses actes qu'il faut absoudre, ce sont ses intentions, qui furent presque toujours droites. A cette époque d'intolérance, où nul ne voulait pour autrui la liberté qu'il réclamait pour soi-même, le siècle était au fond plus coupable que les individus; car le Dieu qu'il adorait ne fut jamais un Dieu de charité. Les échafauds de Marie Tudor ne justifient pas celui de Michel Servet, approuvé néanmoins par le doux Mélanchthon et par le politique Bucer. Mais ce que l'impartiale histoire ne doit jamais oublier, c'est que, des deux parties qui sont en cause, il en est

une pour qui l'intolérance est la règle, tandis que pour l'autre elle n'est que l'exception ; l'une qui en appelle aux bûchers, quand l'autre se sent assez forte pour n'en appeler qu'à la justice et à la vérité !

Que l'Angleterre ne maudisse pas trop haut la mémoire de Marie, car c'est à elle qu'elle doit de s'être affermie dans ses croyances, bien indécises encore sous Henri VIII et sous son successeur. Sans les bûchers de Marie *la Sanglante*, l'Angleterre, faute d'un Luther, eût reçu sa réforme toute faite des mains d'Édouard VI ou d'Élisabeth ; elle ne l'eût pas rendue sienne en apprenant à souffrir et à mourir pour elle. Dans ce sanglant baptême, la Réforme anglaise a puisé ce je ne sais quoi d'arrêté et de sérieux qui caractérise la race et la croyance. Tard venue au protestantisme, sans les entraînements de l'Allemagne, sans les inconséquences de la France, toujours tiraillée entre la religion et la politique, l'Angleterre y a gagné de pouvoir choisir, entre les nuances de la Réforme, celle qui convenait le mieux à ses penchants. Mais, par un bizarre contraste, ce peuple, qui a le culte de la monarchie, n'a pas choisi le luthéranisme, si monarchique dans ses tendances. L'Angleterre, aristocratique par tous ses instincts, a embrassé le calvinisme, démocratique par essence, et que la France a adopté comme seul conforme à son génie. Enfin ce peuple, si hostile à la papauté, est de toutes les branches de la famille protestante celle qui est restée dans son culte le plus près des formes de l'Église romaine, qu'elle copie encore en la détestant ; bizarre inconséquence que son passé seul explique, et qui la condamne a échapper, par

l'anarchie des sectes dissidentes, à la tyrannique unité du culte national!

Par une coïncidence remarquable, nous voyons en moins d'une année, du 21 septembre 1558 au 18 août 1559, disparaître de la scène politique presque tous les acteurs qui l'occupaient. A Charles-Quint, qui la remplit à lui seul pendant un demi-siècle, il faut ajouter ses deux sœurs, les reines de France et de Hongrie, Marie, reine d'Angleterre, le pape Paul IV, Henri II, roi de France, et deux rois du Danemark, sans compter bon nombre de princes italiens et allemands. C'en est assez pour faire comprendre les nombreux changements qui vont s'opérer dans la politique de l'Europe et dans le système compliqué de ses guerres et de ses alliances.

Marie, en descendant au tombeau, laissait après elle deux héritières, l'une protestante, sa sœur Élisabeth, chère au peuple anglais, dont elle personnifiait les affections et la foi, et qui avait souffert avec lui et pour lui une double persécution; l'autre était Marie Stuart, odieuse à tous les titres à l'Angleterre, comme papiste, comme Écossaise et comme Française. Tous les droits étaient pour Élisabeth, y compris l'amour du peuple, le premier de tous. Par bonheur pour l'Angleterre, le parlement se trouvait alors assemblé. Malgré l'orthodoxie officielle des deux chambres, le levain réformiste fermentait dans leur sein. Le pays, abandonné à lui-même, glissait vers le protestantisme. Le peuple, avec son sûr instinct, avait compris que tout son avenir, même politique, était du côté de la Réforme; aussi le parlement se décida-t-il bien vite à faire rentrer l'Angleterre dans la voie dont Marie l'avait fait sortir. Il

proclama les droits d'Élisabeth, la *vraie* fille de Henri VIII, qui n'avait pas, comme sa sœur Marie, du sang espagnol dans les veines. Le 15 janvier 1559, Élisabeth Tudor fut couronnée dans Londres, aux acclamations d'un peuple ivre de joie, qui pressentait une ère nouvelle où ses deux libertés pourraient enfin s'appuyer l'une sur l'autre.

Élisabeth, en montant sur le trône, était âgée de 25 ans. Élevée à l'école du malheur, entre le trône et l'échafaud, attachée à sa foi par tout ce qu'elle lui avait coûté, elle devait à ses longues épreuves une maturité précoce; une vigueur contenue et une possession de soi-même, rare dans sa famille et à son âge. Voici son portrait tel que nous l'a tracé l'ambassadeur vénitien : « La princesse, dit-il, est aussi richement douée d'esprit que de corps. Sa physionomie plaît par son expression plus que par sa beauté. Elle est grande et bien faite. Son teint est clair, mais un peu olivâtre. Ses yeux sont beaux, ses mains, dont elle est fière, petites et délicates. Douée d'une vive intelligence, elle unit une rare finesse à beaucoup d'empire sur elle-même. Son caractère est hautain et impérieux, qualités qu'elle tient de son père ; aussi a-t-il toujours eu pour elle, grâce à cette conformité d'humeur, une affection toute spéciale. »

Dans ce portrait, un peu flatté, comme tous ceux des Vénitiens, on reconnaît la fille de Henri VIII, avec tous ses défauts, avec tous ses dons, complétés par un seul, l'esprit de conduite qui manqua toujours à son père. Cet esprit allait se révéler dès les premiers actes du nouveau règne. Élisabeth devait la vie à Philippe II qui, par haine de la France et de

Marie-Stuart, avait protégé la fille de Henri VIII contre les rancunes de sa sœur. A peine montée sur le trône, son premier soin fut d'écrire à Philippe pour lui faire part de son avénement. Elle exprima l'espoir que « l'union qui avait existé entre leurs « parents continuerait entre eux, et deviendrait « même, si possible, plus étroite. » Ces avances ne pouvaient venir plus à propos pour le roi d'Espagne. Vouée de cœur à la Réforme, Élisabeth, toutefois, n'avait pas encore fait acte public de protestantisme. Elle attendait pour le faire une réponse du pape, à qui elle avait cru devoir aussi notifier son avénement. Philippe avait pris goût aux mariages anglais ; ce qu'il n'avait pas obtenu du premier, il voulait le demander à un second. Du lit d'une des sœurs il n'avait qu'à passer dans celui de l'autre, et jamais couronne n'aurait été achetée à meillleur marché.

Mais les circonstances avaient changé comme les personnes. Au lieu de la catholique Marie, asservie par son fol amour aux volontés de son époux, une reine protestante venait de s'asseoir sur le trône d'Angleterre, et allait y faire asseoir le protestantisme avec elle. L'unité d'intérêts et de vues pouvait-elle exister entre le fils de Charles-Quint, plus bigot encore que son père, et la fille de Henri VIII, plus protestante que lui, énivrée comme lui de son pouvoir, et aussi peu disposée à le partager? Élisabeth, d'ailleurs, eût-elle incliné vers cette union si mal assortie, l'Angleterre ne l'eût jamais permise. Le mariage des deux souverains n'eût pas rapproché ces deux peuples qui ne pouvaient pas se rencontrer sous un même drapeau sans en venir aux mains? Jamais Charles-Quint, esprit éminemment pratique,

n'aurait rêvé une pareille alliance. Mais son fils, insatiable de pouvoir, brûlait de joindre à toutes ses couronnes la couronne d'Angleterre. Un mois à peine après la mort de Marie, il fit demander par Feria la main de sa sœur. La passion ne l'aveuglait pas, aussi fit-il nettement ses conditions : l'épouse du *roi catholique* devait être catholique comme lui, et abjurer ses erreurs pour rentrer dans le sein de l'Église romaine. Le beau-frère et la belle-sœur, pour se marier, devaient solliciter une dispense du pape. Enfin, le futur roi d'Angleterre réservait l'héritage de l'Espagne et des Pays-Bas à l'infant don Carlos, et non aux enfants qui pourraient naître de son troisième mariage.

Élisabeth reçut gracieusement l'offre et l'ambassadeur. Sa réponse fut polie, mais évasive : « Il n'était « homme au monde, dit-elle à Feria, qu'elle épousât « plus volontiers que son maître, mais elle avait « besoin de consulter son parlement avant de se « décider. » Dans l'intervalle, Marie-Stuart, avec cette audace étourdie qui devait un jour lui coûter le trône et la vie, n'avait attendu ni la décision du parlement anglais, ni celle du pays, pour unir sur ses bannières les armes de l'Angleterre à celles de l'Écosse. La vieille querelle entre la France et l'Angleterre allait donc se poursuivre sur un autre théâtre. La France allait régner en Écosse avec Marie, la nièce des Guise et leur docile instrument. Elle avait donc tout intérêt à soutenir les prétentions de la jeune dauphine au trône d'Angleterre, et à l'aider à réunir les trois couronnes sur son front. Aussi Henri et les Guise, ses tuteurs, n'épargnèrent-ils rien pour empêcher le mariage de Philippe avec

Élisabeth. Ils exploitèrent contre le roi d'Espagne la haine aveugle du saint-père. Paul, au risque de s'aliéner à jamais l'Angleterre, répondit durement à Élisabeth que sa première démarche avant de monter sur le trône aurait dû être de soumettre ses droits au jugement du saint-siége. Il laissa même entendre que ceux de Marie Stuart lui semblaient mieux fondés.

C'en était trop pour l'orgueil d'une Tudor, et la main de Philippe ne valait pas qu'on l'achetât à ce prix. La fille d'Anne de Boleyn, repoussée par les catholiques, qui contestaient la légitimité de sa naissance, ne pouvait pas hésiter longtemps; de la sentence du pape, elle en appela au parlement anglais. Déjà le clergé, pressentant les tendances du nouveau règne, avait commencé les hostilités; tous les évêques, moins un, s'étaient abstenus de paraître au couronnement. Bientôt le parlement, par une série d'actes décisifs, consomma la rupture avec Rome et l'émancipation de l'Angleterre. La chambre des communes, retrempée par l'élection aux sources vives de la nationalité anglaise, était protestante de cœur. L'imprudent Paul IV, en menaçant les lords de leur reprendre les dépouilles de l'Église, avait poussé la chambre haute dans les bras d'Élisabeth. Sauf le banc des évêques et quelques lords sincèrement catholiques, tout le monde se trouva d'accord pour ouvrir à deux battants les portes à la Réforme. On remit en vigueur les sévères statuts d'Henri VIII et d'Édouard VI contre les dissidents; car de tolérance, il ne pouvait en être question ni dans ce pays, ni à cette époque. La religion du prince et du parlement devait être celle des sujets.

La reine, sans succéder à la papauté laïque que s'était arrogée Henri VIII, se vit conférer la suprématie religieuse, qu'on retira au pape pour la donner à la couronne. A elle seule appartint la nomination des évêques, la répression de l'hérésie; elle seule fut chargée de régler la discipline et le droit canonique. Les fonctionnaires ecclésiastiques ne prêtèrent plus serment qu'à la reine, sous peine de déchéance; serment tristement célèbre qui, sous le nom de *test* et de *suprématie*, a pesé pendant trois siècles sur la conscience religieuse de l'Angleterre, pour disparaître de nos jours devant le progrès de la liberté et de la raison publiques.

Cette décision était grave et engageait l'Angleterre dans des voies nouvelles. La face de l'Europe allait changer. Tout espoir d'union entre le *roi catholique* et une reine protestante était maintenant perdu. Philippe se garda bien de laisser percer son désappointement. La reine, fort refroidie à l'endroit du mariage espagnol, déguisa son refus sous sa répugnance à solliciter une dispense du pape, après sa rupture avec lui. Elle déclara même à son parlement qu'elle voulait vivre et mourir vierge, résolution qu'elle tint, comme chacun sait, un peu malgré elle. Philippe prit son parti de bonne grâce, en homme qui s'attendait à un refus. Il exprima le désir qu'en dépit du mariage manqué, les deux souverains comme les deux peuples restassent étroitement unis. Élisabeth répondit dans le même sens, se souciant peu, à un début de règne, d'ajouter l'inimitié de l'Espagne à celle de l'Écosse et de la France.

Repoussé par Élisabeth, Philippe aurait dû se rapprocher de la reine d'Écosse, catholique comme

lui. Mais les Guise étaient là pour l'empêcher. Le *roi catholique*, par haine des Guise et de Henri II, soutint donc les droits de l'hérétique Élisabeth contre ceux de l'orthodoxe Marie Stuart. Il contribua ainsi, bien malgré lui, sans doute, à affermir la Réforme en Angleterre, et à la rendre dominante en Écosse. Son père avait pactisé vingt ans avec les protestants avant de les combattre, et le fils de Charles-Quint fit passer comme lui ses intérêts avant sa foi.

Rien ne s'opposait plus à la reprise des conférences. Elles se rouvrirent en février. Des deux côtés, on avait hâte d'en finir. La situation de la France était déplorable : sa dernière armée, levée à grands frais, venait d'être licenciée par économie. Sa frontière était entamée, la route de sa capitale ouverte à l'ennemi. Le trésor était épuisé, le domaine engagé ; l'État pliait sous le poids de ses dettes, et ne pouvait s'en tirer que par la banqueroute. Cependant, la médaille avait un revers : l'honneur de la France, perdu en Flandre, était sauf en Italie. Brissac, maître de la Savoie et d'une partie du Piémont, effaçait au delà des monts les hontes de la France. La prise de Calais, enfin, jetait un vernis de gloire sur cette triste campagne, ouverte et close par deux défaites. L'Espagne, de son côté, toute victorieuse qu'elle fût, était encore plus épuisée que la France. Les aveux de Philippe II nous restent, et sont formels. Le 12 février, avant de signer la paix, dont il a aussi besoin que Henri II, il écrit à Granvelle : « J'ai déjà « dépensé douze cent mille ducats (14,400,000 fr.) « que j'ai tirés de l'Espagne, et il me faut encore « un autre million d'ici au mois prochain. L'Es-

« pagne ne peut plus rien donner. Il me semble « être en tels termes que, sous peine de ruine, je « me doive accommoder. »

Avec un ennemi hors d'état de profiter de sa victoire, la France était en position de traiter sans trop d'inégalité. La pensée qui, pour elle, devait tout dominer, c'était de rentrer dans ses limites naturelles. A ce but, il fallait tout sacrifier, renoncer sans hésiter à toutes ses folles prétentions sur l'Italie, à toutes les places qu'elle y possédait; mais en revanche, il fallait conserver à tout prix ses conquêtes en deçà des Alpes, la Savoie, la Bresse, le Bugey, et se couvrir de la ligne du Mont-Cenis et des Alpes maritimes; il fallait enfin arrondir sa frontière du côté du nord, comme elle l'avait fait à l'ouest par Calais. Mais Henri ne songeait qu'à une chose, c'était d'empêcher son favori de retourner en prison. Philippe, exploitant avec art cette préoccupation, fit grâce à Montmorency des deux cent mille francs fixés pour sa rançon, sûr d'avance que le roi et son favori en seraient plus conlants sur les conditions du traité.

Philippe ne s'était pas trompé : le connétable et son digne associé, le cardinal de Lorraine, traitèrent en hommes qui avaient les intérêts de l'Espagne plus à cœur que ceux de la France. La question la plus délicate, c'était Calais. En France, le sentiment national, mort sur tout autre point, était vivant sur celui-là, et n'eût pas permis d'aliéner le seul fruit de cette campagne, la seule gloire qui nous consolât de tant de hontes et de misères. Guise, d'ailleurs, ne l'eût jamais souffert; la perte de Calais eût pu coûter le trône aux Valois. Mais l'Angleterre,

après deux cents ans de possession, s'était habituée à voir dans Calais son patrimoine. Sa perte, si imprévue, si peu disputée, avait blessé au vif l'orgueil national, et la blessure saignait encore. Marie, anglaise sur ce point, en était morte de chagrin, et sa sœur ne pouvait mieux inaugurer son règne qu'en rendant à l'Angleterre ce joyau détaché de sa couronne. Mais Élisabeth, privée d'alliés, entourée d'ennemis, pouvait-elle mettre le continent en feu, et se brouiller avec l'Espagne pour reconquérir Calais? La sage Élisabeth pesa toutes ces raisons, et le bon sens finit par l'emporter sur un faux point d'honneur. L'ambassadeur espagnol la poussa encore dans cette voie. « Le roi, disait Feria, était prêt à « appuyer tous les efforts de l'Angleterre pour re- « conquérir Calais ; mais la querelle serait longue, « et il faudrait la pousser jusqu'au bout. La partie, « dût-on même la gagner, valait-elle l'enjeu qu'il « fallait risquer? Le roi laissait la reine libre de « décider; mais la responsabilité retomberait tout « entière sur elle. » Élisabeth, non sans de poignants regrets, se décida à céder sur le fond, pourvu qu'on sauvât la forme, c'est-à-dire l'honneur de l'Angleterre. L'orgueil anglais fut ménagé aux dépens de celui de la France. On convint que le roi garderait Calais pendant huit ans, puis le restituerait à l'Angleterre ; concession humiliante, si elle eût été sincère ; mais chacun savait bien qu'elle ne pouvait pas l'être. En cas de refus, la France devait payer cinq cent mille écus au soleil (1,250,000 livres) à Élisabeth, qui réservait ses droits sur Calais. En somme, ces conditions étaient plus favorables que la reine n'aurait pu l'espérer; la France, tout en

gardant Calais, devait le payer deux fois, l'une de son argent et l'autre de son honneur.

Le 2 avril, le traité fut signé. Le jour suivant, la paix fut aussi conclue entre la France et l'Espagne. Henri restituait à Philippe Marienbourg, Thionville et Montmédy, en échange de Saint-Quentin, de Ham, du Catelet et des ruines de Thérouanne, qui ne devait pas être rebâtie, clause déshonorante qu'un monarque français n'eût jamais dû accepter. Il gardait les Trois-Évêchés, car Ferdinand, harcelé par les Turks, avait déclaré qu'il ne ferait pas la guerre pour les ravoir. En revanche, Henri s'engageait à rendre le Montferrat au duc de Mantoue; il abandonnait sans compensation les places qu'il occupait en Corse et dans le pays de Sienne. Il ne stipulait rien pour ses alliés, si ce n'est une amnistie que l'Espagne et Cosme seraient libres d'interpréter; rien pour les bannis de Naples et de Milan qui servaient dans ses armées, et qui avaient compté sur la France pour leur rendre une patrie. Henri livrait Sienne et les proscrits italiens comme François I[er] avait livré Florence, les protestants allemands et le parti français en Italie. Le même sort attendait tous ceux qui s'étaient fiés à la France et à l'honneur de ses rois. Mais en revanche, les ennemis de Henri II étaient mieux traités que ses amis. Le roi restituait à Emmanuel-Philibert la Savoie, le Bugey et la Bresse, enclave menaçante qui pénétrait au cœur de la France, à dix lieues de Lyon. Tout ce qu'il se réservait, c'était de tenir garnison dans Turin et dans quatre places fortes.

A la nouvelle de cette paix humiliante, l'opinion fut soulevée. On comptait avec honte, avec douleur,

les cent quatre-vingt-neuf places fortifiées que Henri s'engageait à rendre par ce traité, plus déshonorant que toutes les défaites : Calais lui-même et les Trois-Évêchés, restés à la France, n'en adoucissaient pas l'amertume. Montmorency et Saint-André, les deux promoteurs de cette paix infâmante, furent mis au ban de l'opinion publique : « Leur rançon, disait-« on, a coûté plus au royaume que celle de François Ier. » Guise ne put s'en tenir avec le roi, et lui dit rudement : « Un trait de plume de Votre « Majesté coûte plus à la France que trente ans de « guerre. » Mais Henri oublia tout dans sa joie de revoir son vieux favori, sans lequel il ne pouvait plus vivre. Fatigué du joug des Guise, il se hâta de rentrer, avec un servile engouement, sous celui du connétable. C'était le legs de son père, le mobilier de deux règnes, comme sa vieille maîtresse; aussi mangeait-il avec Montmorency, couchait-il avec lui; il ne pensait plus, ne décidait plus que par lui. Henri, éternellement mineur, avait seulement changé de tutelle; il n'en devait pas sortir jusqu'à la fin de sa vie.

Si la France se sentait humiliée, l'Espagne pouvait à bon droit se sentir fière; avec les honneurs de la guerre, elle avait tous les profits de la paix. Philippe avait su vaincre deux fois, par ses lieutenants et par ses diplomates, et son règne ne pouvait débuter avec plus d'éclat. Après avoir dicté la loi au pape et au roi de France, il se trouvait, comme son père, l'arbitre de l'Europe, et pouvait lui imposer à son gré la paix ou la guerre. Mais la France n'avait pas bu sa honte jusqu'à la lie : elle avait encore à sceller cette paix glorieuse par un double mariage. Le

20 juin, on signa le contrat de Philippe II avec Élisabeth, fille du roi, et, peu de jours après, celui de Marguerite, sœur de Henri, avec Emmanuel Philibert. La maison de France, grâce à Catherine de Médicis, avait assez de princesses pour en donner à tous ses ennemis.

Des fêtes somptueuses, dernière insulte à la misère publique, célébrèrent ce double mariage. Mais ces frivoles passe-temps cachaient une pensée plus sérieuse, celle d'une ligue contre les protestants. Le pape, le roi de France, l'empereur, le roi d'Espagne, tous ces princes que l'intérêt divisait, se trouvaient d'accord sur un seul point, faire la guerre à l'hérésie! Henri II, déçu dans tous ses rêves d'ambition, pouvait encore se bercer du plus beau de tous, celui de rétablir l'unité religieuse. Toute l'Europe catholique était prête à y travailler avec lui. Diane de Poitiers, folle de haine contre les neveux du connétable, brûlait de se venger des protestants et de s'enrichir de leurs dépouilles. Les Guise, affamés de sang et de rapines, demandaient à grands cris qu'on frappât sur les chefs, sans épargner pour cela le troupeau. Henri II, poussé par ceux qu'il croyait mener, était le chef nominal de cette levée de boucliers contre l'hérésie. Le roi d'Espagne n'avait pas besoin qu'on excitât son zèle. Paul IV, non moins fougueux, prêchait alors une croisade contre Genève, centre de l'hérésie calviniste, d'où le venin se répandait sur toute l'Europe. « C'est « dans son nid, disait-il, qu'il faut écraser la cou« leuvre. » Les ducs de Savoie avaient des prétentions héréditaires sur Genève, et l'Espagne, en remettant cette ville aux mains d'Emmanuel, y aurait

gagné un poste avancé aux portes de la France. Le roi envoya Montmorency proposer au duc d'Albe, qui représentait l'Espagne à sa cour, de tenter un coup de main sur Genève. Peu de jours auparavant, Henri s'en était ouvert avec le prince d'Orange, dont il ignorait le secret penchant pour la Réforme. « Je « traite avec le duc d'Albe, lui avait-il dit, des « moyens d'exterminer tous les suspects de religion « en France, aux Pays-Bas et dans toute la chré- « tienté. » A cette grave confidence, le *Taciturne* n'avait trahi aucune émotion; mais en racontant le fait dans son *Apologie*, il a soin d'ajouter : « Je con- « fesse que je fus tellement esmeu de pitié et com- « passion, que dès lors j'entrepris à bon escient « de faire chasser cette vermine d'Espaignols hors « de ce pays. » Mais, à la grande surprise du conné- table, le duc d'Albe écarta la proposition. « Mon « maître, dit le duc, est forcé de ménager la Suisse, « car c'est par elle seulement qu'il peut rattacher ses « États du nord, la Franche-Comté et les Pays-Bas à « l'Espagne et au Milanais. Mais, pour toute autre « affaire, Sa Majesté Catholique est prête à mettre « ses forces à la disposition du roi *très-chrétien*, et « à lui prêter ses épaules pour qu'il puisse passer « plus avant. » Ainsi, dans un intérêt purement politique, l'orthodoxe Philippe II laissa subsister dans Genève ce foyer d'hérésie d'où le calvinisme, après avoir envahi la France, devait se répandre sur les Pays-Bas. Les progrès de la Réforme sur le continent furent donc indirectement l'œuvre du *roi catholique*. Le parti huguenot, appuyé sur Genève, comme sur sa place d'armes, devint assez puissant pour entraîner la France à la guerre, et les Pays-

Bas à la révolte, lutte héroïque qui devait finir au bout de quarante ans par l'abaissement de l'Espagne et la séparation des Provinces-Unies.

Animé au dehors de ce zèle implacable contre l'hérésie, Henri devait encore moins la tolérer au dedans. Sa colère se tourna contre le parlement. Des symptômes de tolérance s'étaient fait jour dans ce corps, dernier sanctuaire des lois, si audacieusement violées [1]. Quelques protestants, scandale inouï, avaient été absous, et sur les bancs même de la cour siégeaient des suspects d'hérésie. Le 14 juin, le roi, à qui les Guise avaient fait sa leçon, se présenta à l'improviste dans le parlement, entre ses deux tuteurs, le connétable et le duc de Guise. Henri s'assied, ordonne que la délibération continue, et l'écoute dans un sombre silence. En sa présence même, des voix courageuses osent protester en faveur des droits de la conscience et de l'équité. « Croit-on que ce « soit chose légère, s'écrie Anne Dubourg, que de « condamner des hommes qui, au milieu des flam- « mes, invoquent le nom de Jésus-Christ. — Roi, « c'est toi qui troubles Israël ! » dit à Henri le conseiller Dufaure, comme Élie au roi Achab. Henri, hors de lui, ordonna à Montmorency d'arrêter les coupables, et le connétable de France, changé en recors, les empoigne de sa main. On jette les prisonniers à la Bastille, en attendant les bûchers. Tout

1. « Puisque, avait dit le Parlement, les supplices de ces malheureux qu'on « met à mort tous les jours pour cause de religion, ont servi bien plus jus- « qu'ici à frapper le crime qu'à corriger les erreurs, il paraîtrait juste de « rentrer dans les voies de l'Église primitive, qui n'a pas fait usage, pour « fonder le christianisme, du fer et du feu, mais d'une doctrine pure et des « bons exemples des pasteurs. Nous pensons donc que V. M., de qui seule « la chose dépend, doit se vouer de tout cœur à conserver la religion par les « seuls moyens qui ont servi à l'établir. » (De Thou, liv. XVI, § XI).

vestige d'indépendance disparaît dès lors du parlement, aplati comme la cour et comme le pays tout entier.

Ce fut là le dernier exploit de Henri II. Cet effort avait épuisé son courage. Depuis lors il ne songea plus qu'au plaisir. Le 24 juin, le duc d'Albe épousa, au nom de son maître, Élisabeth de France, naguère fiancée à don Carlos, union fatale qui livrait la France à l'Espagne, avec son honneur pour dot. Bientôt les fêtes commencèrent : le 29, à un tournoi donné à Paris, près des Tournelles, le roi, vainqueur dans toutes les passes d'armes, voulut terminer la joute en rompant une lance avec son capitaine des gardes Montgommery. Un éclat de bois perça la visière et pénétra par l'œil jusqu'à la cervelle. Les fêtes aussitôt se changèrent en deuil. Le roi, privé de sentiment, luttait contre la mort. On se hâta de marier, à deux pas de son lit, sa sœur Marguerite au duc de Savoie, comme si l'on avait eu peur de voir manquer ce glorieux hyménée. Le 10 juillet, enfin, Henri expira, à l'âge de quarante ans, après en avoir régné douze. Copie affaiblie de son père, dont il avait les dons extérieurs, il eut aussi tous ses défauts, sans ce je ne sais quoi qui les faisait pardonner. Comme François I[er], Henri sut unir l'orthodoxie à la débauche, et le fanatisme à l'incrédulité; mais il ne sut pas, comme lui, protéger les gens de lettres tout en persécutant les protestants. Si les massacres de Mérindol et de Cabrières ne souillèrent pas son lit de mort, sa dernière victoire fut gagnée sur les lois et sur la liberté religieuse. Il prépara, s'il ne put l'accomplir, le supplice d'Anne Dubourg et d'autres glorieux martyrs réservés aux supplices. La France,

sous Henri II, ou plutôt sous les Guise, offre le plus triste de tous les spectacles : tout s'y abaisse, tout s'y dégrade, les institutions comme les caractères. On se demande si elle peut tomber plus bas. Et cependant, sous l'inepte et basse lignée des Valois, on en viendra presque à regretter Henri II, comme sous le fils de François Ier on en est venu à regretter son père.

« La main de Dieu, dirent les protestants en ap-« prenant la mort de Henri II, a frappé ce nouvel « Hérode ! » La justice d'en haut avait remplacé celle des hommes. Et cependant la France le pleura[1], comme si elle avait perdu un roi. En le regrettant, elle avait le pressentiment de ce qui devait venir après lui. L'Espagne, en revanche, pouvait triompher à bon droit : le dernier prince indépendant qui dût, pour bien des années, s'asseoir sur le trône de saint Louis, venait de descendre au tombeau. Philippe II allait régner sous le nom des Valois. Si Élisabeth, Henri IV et Guillaume d'Orange n'avaient pas pris en main la cause de la liberté de conscience, l'Europe retombait encore une fois sous le joug de l'Espagne et de Rome, et Philippe II recommençait Charles-Quint sur une plus vaste échelle.

1. Throckmortun, ambassadeur anglais, nous l'atteste en ces termes : « There was marvellous great lamentation, and weeping of all sorts, both « men and women. »

CHAPITRE V

DERNIERS MOMENTS DE CHARLES-QUINT, SA MORT, SON CARACTÈRE.

1558.

Nous avons vu Charles-Quint, retiré de la scène du monde, venir chercher à Yuste le repos qu'il ne devait pas y trouver. Deux ans se sont passés à peine, et cette vie si pleine touche enfin à son terme. La maladie va triompher de ce reste de forces que la volonté retient seule dans un corps épuisé. Mais avant de raconter cette mort, digne achèvement d'une grande vie, avant de chercher au vrai ce que fut ce prince, qu'on a, comme Louis XIV, trop élevé et trop rabaissé tour à tour, et qui tint pendant un demi-siècle les regards de l'Europe attachés sur lui, nous nous arrêterons un instant sur les dernières pensées qui le préoccupèrent.

Le 6 juin 1554, le vieil Empereur, trahi par la fortune, et déjà fatigué du pouvoir, avait rédigé son testament, que Sandoval a publié tout au long. Nous n'analyserons pas ce document, empreint de l'insupportable diffusion qui règne dans tous les écrits de

l'époque. Charles ayant survécu de quatre ans à ses dernières volontés, tout est à refaire dans la partie politique de ce testament, qui n'atteste que l'impuissance du génie à enchaîner la fortune et à dominer l'avenir. De toutes ces profondes combinaisons une seule subsiste : Philippe hérite de toutes les couronnes de son père, moins celle de l'Empire, que Charles n'a pas pu lui léguer. Puis viennent les legs de détail à ses serviteurs et au couvent de Yuste, où il avait voulu, par une étrange fantaisie, se faire recevoir profès; enfin les fondations pieuses pour son âme et celle de l'impératrice, son épouse bien-aimée.

Deux graves intérêts se partageaient alors les pensées de l'Empereur. L'un était la Navarre, la récente conquête et l'éternel souci des monarques espagnols. Un codicille secret, rédigé dès 1550, et confié par Charles à son fils avant son départ de la Flandre, nous a été conservé. La conscience du monarque, moins scrupuleuse d'ordinaire, semble s'être éveillée aux approches de la mort. Charles maintient le droit que son aïeul Fernando a eu de conquérir la Navarre et celui qu'il a lui-même de la posséder. « Toutefois, « ajoute-t-il, pour la plus grande sécurité de notre « conscience, nous ordonnons au prince don Phi- « lippe notre fils de faire examiner le plus tôt pos- « sible et *sincèrement*, si, en raison de justice, il est « obligé de restituer ledit royaume ou d'en fournir « une compensation. Ce qui aura été trouvé juste, « qu'il l'exécute de manière que mon âme et ma « conscience en soient déchargées. » Du reste, en se déchargeant sur Philippe de ses scrupules, Charles savait à qui il avait affaire. Sa conscience pouvait

bien aller jusqu'à se reprocher de garder la Navarre, mais non jusqu'à la restituer aux d'Albret, ses légitimes possesseurs ; encore moins jusqu'à imposer à son fils une restitution que lui-même avait trouvée trop pénible.

Une pensée plus sérieuse avait occupé Charles-Quint sur le trône, et le suivit dans sa retraite de Yuste. En 1497, don Manoel, roi de Portugal, et sa femme Ysabel, fille des *rois catholiques*, avaient été reconnus par les cortès de Castille et d'Aragon comme héritiers de ces deux couronnes, ainsi que leur fils don Miguel (voir tome VI, p. 60). Charles-Quint songea plus tard à s'autoriser de ce précédent, mais en sens inverse, pour absorber la couronne de Portugal dans celle de Castille. Non content d'avoir assis sa fille doña Juana sur le trône de ce pays, il voulut, en cas de mort de son petit-fils don Sébastien de Portugal, encore en bas âge, assurer la succession éventuelle à son autre petit-fils don Carlos, déjà héritier des couronnes d'Aragon et de Castille. Ce projet, qui atteste la justesse de son coup d'œil, habitué à plonger dans les profondeurs de l'avenir, le préoccupa vivement pendant son séjour à Yuste. Mort pour lui-même à l'ambition, il ne l'était pas pour sa race, et voulait léguer à son fils les desseins que la mort ne lui laisserait pas le temps d'exécuter. L'ex-duc de Borja, profès dans l'ordre des jésuites, fut chargé par lui d'une mission en Portugal pour préparer cette éventualité. La négociation réussit d'abord au gré de ses désirs : les ordres du réclus de Yuste furent obéis, en Portugal comme en Espagne, par une famille habituée à plier devant son ascendant. Don Carlos, d'ailleurs avait à cette succession

un double titre, par son aïeule l'impératrice et par sa mère doña Maria, toutes deux infantes de Portugal. Toutefois, le cardinal Enrique, seul représentant, après Sébastien son neveu, de la branche masculine, avait des droits supérieurs à ceux de l'infant don Carlos, qui ne tenait les siens que de la ligne féminine. La régente douairière de Portugal, doña Catalina, sœur de Charles-Quint, accueillit favorablement le plan de son frère, et promit de s'employer à le faire réussir. Mais les susceptibilités nationales des Portugais firent avorter ce plan si bien préparé. Don Carlos ne fut pas reconnu pour héritier d'une couronne qui n'était pas vacante. Sébastien, arrivé en 1557 à l'âge de régner, succéda à son aïeul Joao III; mais, éloigné du mariage par une piété égarée, il détourna sur la conquête de l'Afrique l'ardeur héroïque qui faisait de lui un rival de don Juan d'Autriche. Il disparut en 1578, dans la déroute d'Alcazar-Quivir. Son oncle le cardinal, malgré son âge et ses infirmités, lui succéda paisiblement, à défaut de don Carlos, disparu dès longtemps de la scène. Ce n'est qu'à la mort de don Enrique que Philippe II, en 1580, se portant pour héritier des droits de sa mère l'impératrice, réalisa pour son compte le plan de son père, et monta par la conquête sur ce trône si disputé, qu'une révolte heureuse devait, en 1640, arracher à ses descendants.

Un souci plus grave encore préoccupait le vieil Empereur. Après la mort de son épouse, et malgré le culte pieux qu'il gardait pour sa mémoire, Charles, comme tous les maîtres du monde, avait eu ses faiblesses; mais plus discret qu'eux, il les avait toujours cachées dans l'ombre. Le 26 février 1545,

un fils était né à Ratisbonne de son commerce secret avec une jeune fille d'une rare beauté, Barbe Bloomberg. Charles aurait pu faire pour cet enfant ce qu'il fit pour Marguerite de Parme, le reconnaître pour son fils et lui donner une éducation digne de son rang. Mais craignant de susciter à Philippe un rival, et peut-être aussi d'avoir à rougir devant lui, il eut le courage d'éloigner son fils de lui et de le sevrer de son affection. L'enfant, remis à un serviteur de confiance, fut élevé dans une condition obscure, sous le nom de Géronimo. Amené en Espagne en 1550, il y vécut ignoré dans un village à quelques lieues de Madrid. « Là, nous dit M. Mignet (p. 385), libre au « milieu des champs, il était plus souvent à faire la « chasse aux oiseaux qu'auprès de sa mère adoptive; « il aimait mieux courir et jouer avec les enfants de « son âge qu'aller au presbytère prendre des leçons « de lecture du curé du village. Exposé tantôt aux « rayons ardents du soleil qui brûle le plateau de la « Castille, tantôt aux vents glacés qui descendent « du Guadarrama, le mystérieux enfant, dont les « yeux bleus étincelaient déjà sous le grand front « qu'il tenait de sa race, et dont le charmant visage « était encadré de longs cheveux blonds, était devenu « fort, agile et hardi..... » Cet enfant, dont nul ne soupçonnait alors ni la naissance, ni les hautes destinées, devait être un jour don Juan d'Autriche.

En 1554, Charles, décidé à abdiquer, songea pour la première fois à rapprocher de lui ce fils qu'il en avait écarté si longtemps. C'est au fidèle Quijada, son majordome, et à sa digne épouse, Magdalena de Ulloa, qu'il confia la tutelle de son fils. Magdalena, privée d'enfants, sentit son cœur de mère s'ouvrir

pour celui qu'on lui donnait à aimer. En février 1557, Charles-Quint vint s'installer à Yuste, en regrettant du fond du cœur de ne l'avoir pas fait plus tôt. Ce ne fut que dix-huit mois après, en juillet 1558, que Magdalena et son pupille vinrent s'établir à Quacos, dans une maison que Quijada leur avait fait bâtir à quelques lieues du couvent. Magdalena, suivie de son jeune page (c'est le rôle que jouait dans sa maison le jeune don Juan), s'empressa de venir baiser la main de l'Empereur. L'histoire se tait sur les courtes relations du père avec le fils; elles durent être tendres, au moins du côté de Charles-Quint qui sut toujours unir à la sécheresse de cœur, indispensable à un homme d'état, l'instinct des affections de famille. La tradition parle seulement des courses aventureuses du futur vainqueur de Lépante dans les vergers d'alentour, courses d'où il ne sortit pas toujours avec les honneurs de la guerre. Nous retrouverons plus tard l'héroïque enfant sur un autre théâtre, celui des Pays-Bas; là, son rôle, plus brillant sera moins heureux qu'à Quacos, auprès du père indulgent qui souriait aux premières ardeurs de cette âme chevaleresque.

Charles, avant de mourir, voulut assurer le sort de son fils. On trouvera bien modeste la part qu'il lui fit; mais il fallait avant tout ménager les susceptibilités de Philippe. « Mon intention, dit le vieil « Empereur, dans un codicille de son testament, ré- « digé en 1554, est, *pour certaines raisons qui me por- « tent à cela,* que Géronimo, si l'on peut facilement « l'y acheminer, prenne de sa libre volonté l'habit « de quelque ordre religieux, sans qu'on l'y oblige « par contrainte. S'il préfère suivre la vie séculière,

« ma volonté est qu'il lui soit assigné de 20 à « 30,000 ducats de revenu sur le royaume de Naples, et qu'on y ajoute encore des terres et des « vassaux. Je m'en remets de ce soin au roi mon fils, « ou, à son défaut, à l'infant don Carlos... Et quel « que soit le genre de vie qu'embrasse ledit Géro« nimo, je recommande expressément au roi et à « l'infant de l'honorer et de commander qu'on l'ho« nore... » Ce papier fut laissé cacheté aux mains de Philippe quand Charles quitta les Pays-Bas en 1556, et Philippe apprit alors, pour la première fois, la naissance de don Juan.

Charles maintenant pouvait mourir tranquille : il avait ouvert à son fils Juan le chemin des honneurs, soit dans la carrière de l'Église, soit dans celle des armes. Il avait désarmé la méfiance de Philippe qui, tenant désormais dans ses mains le sort de son frère, ne devait plus voir en lui qu'un sujet au lieu d'un rival. Et certes, ce dernier triomphe n'était pas le moins beau de tous ceux que Charles-Quint avait remportés dans le cours de sa vie.

A compter du 10 août, la santé de l'auguste malade s'abattit pour ne plus se relever. Sa gloutonnerie opiniâtre, son mépris pour les conseils de ses médecins, son obstination à dormir les fenêtres ouvertes, pour calmer le feu qui dévorait ses jambes, enfin les révulsifs violents dont il faisait usage déterminèrent une rechute, plus grave que toutes les précédentes. Le 15 août, jour de l'Assomption, il se fit porter à l'église, où il communia assis. L'appétit, qui s'était soutenu jusque-là, disparut tout d'un coup. Mais, au milieu de ce déclin, sensible pour tous ceux qui l'approchaient, l'indomptable volonté du malade résista

aux prières de ses serviteurs, aux ordres de ses médecins. Jusque sur son lit de mort, il s'occupa sans relâche des affaires politiques les plus graves, des suites de la victoire de Gravelines, du gouvernement des Pays-Bas, du succès des armes espagnoles en Afrique et au nord des Pyrénées, où elles venaient de brûler Saint-Jean de Luz; il n'oublia pas même l'éducation de son petit-fils, don Carlos. Tant de soucis pesèrent lourdement sur ce corps fatigué. Le 28, un violent orage, suivi d'un brusque abaissement dans la température, exerça sur lui l'action la plus fâcheuse. Les fièvres désolaient le pays, et l'empereur, saisi d'un refroidissement, à la suite d'un repas qu'il voulut prendre en plein air, fut atteint de la maladie qui devait finir ses jours. Cette maladie était une fièvre putride.

Les dépêches journalières de Quijada et du médecin en chef Mathys ne laissent aucun doute sur la nature du mal, sur l'accident qui le détermina et sur ses causes plus anciennes et plus profondes; et cependant, c'est ce moment même qu'ont choisi les moines de Yuste pour imaginer leur fable puérile sur le service mortuaire que Charles-Quint vivant aurait fait célébrer en sa présence. Les historiens, après les moines, ont encore renchéri sur cette niaise légende : ils nous ont montré l'ex-empereur étendu dans son cercueil, au milieu de l'église drapée de noir, et unissant sa voix éteinte à la funèbre psalmodie. Suivant Robertson, Charles, vivement impressionné par cette scène lugubre, serait sorti de l'église les nerfs tellement ébranlés qu'il se serait mis au lit pour ne plus se relever. Nous ne rentrerons pas dans une discussion épuisée. M. Mignet a prouvé,

avec une telle hauteur de raison et une telle fermeté de critique, l'invraisemblance et l'absurdité de ce conte, que nous renverrons à son livre ceux qui voudraient approfondir la question. Charles-Quint, familiarisé dès longtemps avec l'idée de la mort par son courage d'abord, et par ses convictions chrétiennes, tenait de sa mère un penchant marqué pour cette idée, qui attire quand elle ne repousse pas. Il aimait le deuil, les services funèbres, et toutes ces pompes dont le catholicisme se plaît à entourer la mort, assez sérieuse par elle-même pour qu'on ne la pare pas d'oripeaux. Peut-être ne faut-il pas chercher d'autre origine à cette fable, empruntée par les moines aux penchants bien connus de l'illustre malade.

Nous extrairons seulement du récit du moine anonyme de Yuste, publié par M. Gachard, un passage curieux et touchant :

« Le même jour, 31 août, l'empereur se fit re-
« mettre le portrait de l'impératrice sa femme. Il resta
« un moment à le contempler; puis il dit: « Enfer-
« mez-le, et donnez-moi le tableau de la Prière dans le
« jardin des Oliviers. » Il le regarda longtemps, et ses
« yeux semblaient répandre au dehors les impressions
« qui se remuaient dans son âme. Il le renvoya et dit :
« Apportez-moi le tableau du Jugement dernier, du
« Titien. » Cette fois la contemplation fut plus longue,
« et la méditation plus profonde, au point que le
« médecin lui dit qu'il prît garde de se faire mal en
« tenant si longtemps suspendues les puissances de
« l'âme qui dirigent les opérations du corps. Dans
« ce moment même l'empereur eut un frisson, et,
« se tournant vers son médecin, il lui dit : « Je me sens

« mal. » Mathys lui toucha le pouls, et y trouva un « peu d'altération. On le porta dans sa chambre, et « depuis ce jour le mal alla toujours en s'aggra- « vant. » (Gachard, *Retraite et mort de Charles-Quint*, vol. I, append. C.)

Depuis le 30 août au soir, la maladie suivit son cours avec une violence singulière, par des accès alternatifs de frisson et de fièvre, accompagnés d'évacuations putrides. Entre chaque accès, le malade, quoi qu'on pût faire pour l'en empêcher, prenait un peu de nourriture, qu'il vomissait presque aussitôt. Les médecins, effrayés de l'intensité de la fièvre, se décidèrent le 3 septembre à le saigner. On lui tira dix onces d'un sang noir et corrompu. La saignée le soulagea tellement qu'on la recommença. Mais déjà, dès le 1er septembre, Charles, avec sa fermeté habituelle, avait compris que la mort approchait; il s'était occupé avec beaucoup de calme et de sérieux d'arrêter ses dernières volontés. Sa première pensée avait été de se faire ensevelir à côté de sa femme bien-aimée, dans la cathédrale de Grenade, où reposaient déjà ses aïeux les *rois catholiques*, son père, Philippe *le Beau*, et sa mère, Jeanne *la Folle*; mais il finit par laisser à Philippe le soin d'en décider. Il voulut que sa dépouille mortelle, en attendant que son fils vînt la chercher, reposât sous le maître-autel, de telle sorte que le prêtre, en officiant, fût forcé de la fouler aux pieds, humilité un peu fastueuse qui laisse encore percer l'orgueil.

La reine de Hongrie s'était longtemps refusée aux instances de son neveu, qui la pressait de reprendre le gouvernement des Pays-Bas; elle finit par céder, quoique à regret, aux prières de son frère mourant,

qui la conjurait de venir en aide à l'inexpérience de son fils. Elle promit de retourner dans les Pays-Bas, et d'y aider le jeune roi de ses conseils, sans prendre en main toutefois les affaires du pays.

Toutes ces préoccupations avaient encore affaibli Charles-Quint. Aussi n'osa-t-on pas attrister son lit de mort par la nouvelle d'un désastre qui venait d'humilier les armes espagnoles en Afrique. Dans une expédition, commandée par le comte d'Alcaudete, l'armée, saisie d'une terreur panique, avait été presque entièrement détruite. Le général y avait laissé la vie, et son fils la liberté. Un instant même on trembla pour Oran et pour l'Espagne africaine, un des soucis de Charles-Quint. Mais on lui laissa ignorer ce désastre, qui lui eût péniblement rappelé son échec à Alger.

La maladie, depuis lors, redoubla d'intensité, et tout espoir de guérison disparut. La reine de Hongrie, souffrante elle-même, et la régente doña Juana, firent demander à l'auguste malade la permission de venir le soigner. Mais son inflexible volonté se roidit contre leurs instances. Ce prince, qui avait donné tant de place dans sa vie aux affections de la famille, les bannit de son lit de mort. La pensée de son salut le préoccupait tout entier, et faisait taire toutes les autres. La mort approchait à grands pas. Dans la nuit du 16 au 17, après des vomissements noirs et enflammés, un accès de fièvre chaude avec délire le tint vingt-deux heures immobile et sans voix. Enfin, le 19, les médecins demandèrent pour le malade l'extrême-onction. Quijada s'y refusa d'abord et finit par céder. Charles la reçut sans trouble, avec une entière liberté d'esprit et une piété ardente. Pendant

toute la nuit, sa vigoureuse constitution lutta encore contre la violence du mal. On lui lut jusqu'au matin les prières des agonisants ; bien que le pouls eût à peu près disparu, et que la vie fût déjà presque éteinte, il vécut encore quelques heures, par le seul effort de sa volonté, complétement détaché des pensées de ce monde, et ne songeant plus qu'à bien mourir. Le chrétien chez lui, on peut le dire, survécut au monarque. Nulle part, même dans son abdication, Charles ne se montra plus grand et plus simple que sur son lit de mort ; tous les assistants en furent profondément frappés. Après l'extrême-onction, il demanda à communier ; il le fit avec la joie sereine d'un chrétien qui veut anticiper sur la mort pour se rencontrer face à face avec son Dieu. Il se fit lire ensuite la passion de Notre-Seigneur, qu'il écouta avec l'attention la plus sérieuse. Il avait fait mander le primat de Tolède, Carranza, son ancien aumônier, dont nous avons vu les démêlés avec l'Inquisition. Ce fut lui qui l'assista dans ses derniers moments. Charles tenait en main un cierge bénit, ainsi qu'un crucifix et une image de la Vierge, que l'impératrice avait tenus à ses derniers moments. L'archevêque, s'agenouillant devant l'empereur mourant, prononça ces paroles, si conformes à l'esprit de l'Évangile, et qui devaient pourtant un jour le faire accuser d'hérésie : « Voilà, » dit-il en montrant le crucifix, « celui qui répond « pour tous. Il n'y a plus de péché, tout est par- « donné ! » A ces mots, si malsonnants pour des oreilles catholiques, tous les assistants se regardèrent avec étonnement. L'un des moines de Yuste, Villalba, crut devoir protester. Pour donner la paix au mourant, il aima mieux recourir à l'un des saints

du paradis qu'au Sauveur du monde et au Fils même de Dieu. « Votre Majesté, dit-il à l'empereur, est « venue au monde avec saint Matthieu, et elle en sor« tira avec saint Matthieu. » « Ainsi, » dit éloquemment M. Mignet (p. 443), « les deux doctrines qui « divisaient le siècle comparaissaient encore une fois « devant Charles-Quint sur le point de mourir. Il les « écouta avec une joie sereine qui se répandait sur « son visage affaissé..., se confiant tout à la fois au « sacrifice réparateur du Christ et à l'intercession « des saints. »

Charles avait toujours redouté deux choses pardessus tout : de mourir subitement et de perdre ses facultés avant le moment suprême. Il eut la joie d'échapper à ce double danger. Il vit sa fin venir, s'y prépara froidement, et garda jusqu'à la fin la ferme et tranquille possession de lui-même. Il reconnut constamment tous ceux qui l'approchaient, et les remercia de leurs soins avec cette familiarité affectueuse qui est dans les habitudes des monarques espagnols. De temps en temps, le médecin Mathys mettait le doigt sur le pouls, et d'un regard ou d'un geste muet annonçait aux assistants le déclin de la vie et l'approche du fatal moment. Puis le confesseur prenait la place du médecin et prononçait quelques prières ; le malade s'y unissait du cœur et du regard plus souvent que des lèvres. Les assistants venaient l'un après l'autre se placer près du chevet, pour jeter un dernier coup d'œil sur ce puissant monarque, qui sentait mieux que personne en ce moment le néant de toutes ses grandeurs. L'heure approchait visiblement. Le mourant concentra toutes ses forces dans un long et dernier regard, attaché

sur ces chères reliques qui avaient consolé son épouse mourante. Ses yeux ne les quittèrent que pour se tourner vers le ciel. « Je viens, Seigneur, « (*Ya voy, señor*), » dit-il d'une voix éteinte. L'archevêque, prenant le crucifix de sa main défaillante, le lui donna à baiser. Son œil éteint regarda encore une fois avec amour l'image de son Sauveur, puis le moribond poussa trois soupirs, et avec le dernier, son âme s'était envolée.

Les obsèques, célébrées avec une pompe inouïe par le primat de Tolède, durèrent trois jours entiers. Le frère Villalba fut chargé de l'oraison funèbre. Il le fit avec une émotion si éloquente et si vraie, que Philippe le choisit pour son prédicateur en titre. Le corps du roi défunt fut, suivant ses désirs, déposé dans l'église du couvent. Il y resta jusqu'en 1574. Philippe, alors en Belgique, ne put assister aux derniers moments de son père; fils respectueux et soumis, mais calculant, dans sa tendresse même, le profit qui lui en revenait, il nous donne, dans les lignes suivantes, écrites le 4 décembre à sa sœur Juana, la vraie mesure des regrets que cette perte lui inspirait. « J'ai ressenti la mort de l'empereur au « point que je ne saurais le dire, et cela avec d'au- « tant plus de raison que, outre le sincère amour que « je portais à Sa Majesté, comme à un père à qui je « devais tout, sa seule autorité et l'ombre seule de « sa personne étaient très-profitables à mes affaires. » Quant à la reine de Hongrie, avec l'affection passionnée que toutes les sœurs de Charles-Quint lui portaient, elle se sentit atteinte aux sources de la vie. Ce n'était que par dévouement pour son frère qu'elle avait consenti à se rendre en Flandre ; la mort

la dispensa de tenir sa promesse : vingt-sept jours après la perte de ce frère bien-aimé, elle alla le rejoindre dans le tombeau. Sept mois auparavant, Charles avait perdu son autre sœur Léonor, veuve de François Ier. Un triste pressentiment l'avait saisi au cœur en se voyant enlever cette sœur qui, à l'esprit des affaires et à une rare fermeté d'âme, unissait toute la tendresse d'une femme. Léonor était son aînée de quinze mois. « Avant que ces quinze mois « soient passés, s'était-il écrié en apprenant sa fin, je « pourrais bien aller la rejoindre! » Et il n'attendit pas tant. « Il ne me semble pas possible qu'elle soit « morte, ajouta-t-il ; je ne le croirai que quand je « verrai entrer seule la reine de Hongrie ; » car les deux sœurs, unies par une tendre affection, ne se quittaient jamais un instant.

En 1574, Philippe fit transporter en grande pompe, à l'Escurial, les dépouilles de celui qui avait été Charles-Quint. Elles y reposent encore dans le Panthéon mortuaire bâti sous l'église du couvent. Le dernier vœu de l'empereur fut accompli : son épouse vint reposer à ses côtés, dans les caveaux de l'Escurial. Charles, entouré de sa famille dans le tombeau comme dans la vie, vit réunis autour de lui sa mère, son père et ses deux sœurs, instruments dévoués de sa politique, et objets de sa tendre affection. Celui qui écrit ces lignes a visité, il y a vingt ans, l'Escurial et son Panthéon trop vanté. Il y a cherché, parmi ces lourds cercueils de bronze, gisants dans la poussière, celui qui contenait les restes de Charles-Quint, et il a pu se dire avec le poëte :

« Expende... quot libras in duce summo... »
(JUVENAL.)

A côté du cercueil de l'*invincible empereur*, il a vu, non sans émotion, celui de son fils don Juan qui, désabusé de tout, même de la gloire, du fond des Pays-Bas, où il se mourait à petit feu, comme l'aigle en cage, a demandé à venir reposer dans l'Escurial à côté de son père.

Il faut rendre justice à Philippe II : il ne se montra pas indigne de la confiance que son père avait eue en lui : il fut pour don Juan un tuteur bienveillant, sinon un frère affectueux. En 1559, à son retour de Belgique, il fit venir Quijada et son pupille à un rendez-vous de chasse. En les rencontrant, comme par hasard, au détour d'un sentier, il attacha longtemps sur son jeune frère un regard curieux. Puis il l'interrogea et parut content de ses réponses. Enfin, en le quittant, il prononça ces mots qui, dans une bouche pareille, pouvaient passer pour un compliment : « Allons, la chasse est terminée ; jamais je n'ai rencontré gibier qui m'ait fait plus de plaisir. » A dater de ce jour, la naissance du fils de Charles-Quint ne fut plus un secret pour personne. Il prit le nom de don Juan d'Autriche et le rang de prince impérial. Il fut élevé avec son neveu l'infant don Carlos, à peu près du même âge que lui. Mais au milieu de ces grandeurs, nouvelles pour lui, il resta tendrement attaché à son véritable père, à Quijada, et après lui à sa veuve.

Charles-Quint, comme César et comme tant d'autres grands hommes, a voulu écrire ses Mémoires. Déjà, avant 1550, l'empereur avait dicté ou inspiré des commentaires sur ses guerres en Allemagne de 1546 et 1547 au grand commandeur d'Alcantara, don Luis de Avila, qui lui prêta son nom pour les publier.

Ces commentaires, traduits en latin par le secrétaire de Charles-Quint, Van Male, furent imprimés à Anvers vers 1550, et traduits ensuite en espagnol, en italien et en français. L'empereur, encouragé par le succès de ce livre, entreprit d'écrire lui-même l'histoire de ses guerres et de ses expéditions. Voici ce qu'en dit son secrétaire Van Male, esprit très-cultivé, et juge plus capable qu'impartial du mérite de l'ouvrage : « L'ouvrage est admirablement poli et élé« gant, et le style atteste une grande force d'esprit « et d'éloquence. Je n'aurais pas cru que l'empe« reur possédât ces qualités, puisqu'il m'a avoué « souvent qu'il ne devait rien à l'éducation, mais « tout à lui-même et au travail. » Charles continua-t-il dans sa retraite de Yuste cet ouvrage, commencé au milieu des soucis de la guerre et des affaires? Nous serions tenté de le croire, car son secrétaire se proposait de les traduire, suivant le goût du temps, en centons empruntés aux classiques latins : « Mais, » ajoute-t-il, « César est sans pitié pour nous et pour « le siècle, et veut supprimer son ouvrage, qu'il en« ferme sous cent clefs. » Cette suppression fut-elle l'œuvre de Charles-Quint lui-même et des scrupules exagérés de son confident, le père Borja? Est-elle le fait de Philippe II et de sa méfiance jalouse, qui redoutait, bien à tort sans doute, les entraînements de franchise de son père? M. Gachard, avec sa science habituelle, a cherché a éclaircir ce point resté obscur. Ce qui résulte de ses recherches, c'est que les papiers les plus précieux de Charles-Quint, et avec eux ses commentaires, enfermés dans un sac de velours noir, ont été anéantis, soit par l'ordre de l'empereur, soit par celui de Philippe II. Le premier cas

est le plus probable, si l'on en croit les *Papiers d'État* de Granvelle (t. VI, p. 273). Le 17 février 1561, aussitôt après la mort de Van Male, le roi écrit au cardinal de visiter avec soin les papiers du défunt, et de lui envoyer tout ce que celui-ci pourra avoir rédigé sur l'histoire de l'empereur, afin qu'il puisse lui-même le jeter au feu. Granvelle répond le 7 mars « qu'il n'a rien trouvé, et que Van Male, avant sa « mort, s'est plaint que Quijada lui ait enlevé de « force les Mémoires écrits sous la dictée de l'empe- « reur, qui a détruit beaucoup de papiers avant de « mourir. » (Ibid., p. 291). Depuis lors, on ne trouve plus aucune trace de ces Mémoires; mais quel que fût d'ailleurs leur mérite, il est difficile de leur supposer celui d'une parfaite véracité.

L'histoire, dupe pendant trois siècles des apparences, sait maintenant à quoi s'en tenir sur la réalité de l'abdication de Charles-Quint. En fait, pendant ces deux années de transition, c'est Philippe II qui règne, mais c'est Charles-Quint qui gouverne. Les affaires de l'Europe aboutissent encore à la cellule du reclus de Yuste. Lui seul juge, conseille, censure et décide dans toute question importante. D'un monarque, il a tout gardé, moins le nom; Philippe, en fils soumis, s'incline devant le blâme ou les ordres de ce père dont l'ascendant ne finira qu'avec sa vie. Si la contrainte eût duré quelques années de plus, Philippe aurait pu s'en lasser; mais tant que Charles

a vécu, il est resté, comme a si bien dit M. Mignet, « l'arbitre consulté et le chef obéi de la famille; il « est demeuré dans le couvent ce qu'il était sur le « trône : Espagnol intraitable par la croyance, ferme « politique par le jugement, toujours égal en des si- « tuations diverses. En terminant sa vie dans l'humble « dévotion du chrétien, il a pensé jusqu'au bout « avec la persévérante hauteur du grand homme. »

Résumons maintenant le caractère de ce monarque si obéi, même après être descendu du trône. A l'inverse des *rois catholiques* et d'Ysabel surtout, si profondément Espagnole par ses qualités comme par ses défauts, Charles n'a ni personnalité, ni patrie. Il n'appartient ni à son siècle, ni à son pays. Son nom même est celui d'un empereur d'Allemagne et non d'un roi de Castille ; car il s'appelle Charles V, et il est le premier Charles qui ait régné dans la péninsule. Il n'aspire pas, comme on l'a dit, à la monarchie universelle, la dictature lui suffit. Pour y parvenir, les armes, les menaces, la corruption, les caresses, tous les moyens lui sont bons. Les chemins peuvent être divers, mais ils conduisent tous au même but. Sa famille, qu'il aime d'ailleurs d'une affection si vraie, n'est qu'un instrument qu'il plie à ses desseins. Sa foi même, que personne ne peut révoquer en doute, reste pendant trente ans asservie à sa politique, et ce n'est que sur son lit de mort que le politique s'efface devant le chrétien.

De tous ses États, celui pour lequel Charles a le moins de sympathie, c'est l'Espagne, le premier sur qui il ait régné. Une fois qu'il a dompté sa résistance à Villalar, il ne voit plus en elle, comme dans les autres, qu'une machine à impôts. L'Espagne et l'Alle-

magne payent en soldats, l'Italie et les Pays-Bas en subsides. Si Charles-Quint pouvait aimer quelque chose, en dehors des affections de la famillé, ce serait la Flandre où il est né; mais il n'est pas assez sûr de son orthodoxie. Il s'y plaît mieux que partout ailleurs, mais il s'y montre sans pitié contre l'hérésie et la révolte, et n'épargne pas même Gand, sa ville natale. Pour qu'il se décidât à vivre en Flandre, il faudrait qu'il pût y établir l'inquisition. Aussi l'essaye-t-il, mais à petit bruit, avec sa prudence accoutumée; Philippe II, plus téméraire et moins adroit, l'y installe avec fracas, et perd la moitié des Pays-Bas pour chasser la Réforme de l'autre.

A l'inverse de François Ier, c'est par des lieutenants que Charles-Quint gagne ses premières batailles. Il est timide à l'âge où l'on est audacieux; puis le courage lui vient avec les années, avec l'expérience, qui peut seule donner à cette nature réservée et méfiante la pleine possession d'elle-même. A dater de Tunis, il livre en personne toutes les grandes batailles de son règne. Jusque-là, ce n'est pas du danger qu'il a peur, nul ne fut jamais plus froidement brave que lui; c'est de rencontrer en champ clos son brillant rival, François Ier. Cet astre, si souvent éclipsé, montait alors à l'horizon, et l'éclat de son début à Marignan avait fait pâlir toute gloire devant la sienne. Mais après l'échec de François Ier à Pavie, et sa captivité à Madrid, le prestige du *roi-chevalier* est évanoui. Charles a vu de près son adversaire, a mesuré sa jactance étourdie, sa rouerie maladroite, et s'est trouvé aussi brave et plus habile que lui; dès lors, il cesse d'en avoir peur, et descend dans la lice pour se mesurer avec lui. Mais ses plus belles victoires,

celles qui sont à lui, et non à la fortune, il les a gagnées sur le terrain de la diplomatie. C'est là qu'il est passé maître, car il s'est formé, comme son aïeul le *roi catholique*, à l'école de l'Italie, et sait la battre au besoin avec ses propres armes.

Charles-Quint a presque toutes les parties d'un grand roi; mais il lui manque la plus haute, le secret de se faire aimer. Il n'a pas ce don de gagner les cœurs, même sans les mériter, don suprême qui fit la fortune de François Ier. Ce héros goutteux, à la mine chétive, qui gagne ses batailles en litière, n'appelle pas les regards, ne passionne pas les imaginations. Il est « habile et peu ému » comme César, mais il ne sait pas pardonner comme lui. C'est un homme d'État du premier ordre, à qui la volonté tient lieu de tout, même de talent militaire; mais il lui manque ce qui fait les héros, ce qui entraîne les masses sur leurs pas, le prestige. On le craint, on lui obéit comme à un maître équitable et ferme, qui sait récompenser et punir ; mais on n'a pas foi en son étoile, on ne joue pas sa vie pour lui sur un coup de dés; et cependant, il sait au besoin payer de sa personne, et ne marchande pas avec sa vie. Le temps n'est pas encore venu pour l'Espagne de ces rois-idoles de l'orient, murés dans leur palais, comme Philippe II dans son Escurial.

Le règne de Charles-Quint est une lutte; aussi n'a-t-il eu le loisir de rien fonder; peut-être même n'en avait-il ni le goût, ni le génie. S'il a eu le triste avantage d'écraser à Villalar les libertés castillanes, l'œuvre était entamée avant lui par les *rois catholiques*; elle ne sera consommée qu'après lui, par son fils Philippe II. Charles a usé sa vie à lutter contre

la France, sous deux rois, inégaux en mérite, François Ier et Henri II ; mais tous deux ont su manier, contre un ennemi multiple, une arme toute-puissante, l'unité de la France! Lutte stérile, où tant d'or et de sang dépensés en vain n'ont abouti qu'à enseigner à celle-ci le secret de sa force, qu'elle oubliera bientôt pour se mettre aux gages de Philippe II.

Malgré ses talents politiques trop vantés, Charles, à plusieurs reprises, a eu dans sa main les chances les plus belles, et les a laissé échapper. A Pavie, en 1525, il a vu sous ses pieds la France humiliée et son roi prisonnier ; à Rome, en 1527, ses troupes ont saccagé la ville éternelle, et le pape captif a traité avec lui de sa rançon. A Tunis, il a abaissé l'orgueil du croissant, et sans les éléments conjurés contre lui, il en faisait autant à Alger. En 1544, il a fait camper son armée victorieuse à vingt lieues de Paris. Enfin, en 1547, point culminant de sa fortune et de sa vie, il a vu à Mühlberg les protestants vaincus, l'Allemagne terrassée, et la France qui l'a regardé faire au lieu de secourir ses alliés.

Mais de cette longue série de succès, qu'est-il resté à Charles-Quint? La France, chaque fois qu'elle a touché la terre, s'est relevée plus forte après avoir été abattue. François Ier, si imprévoyant dans la bonne fortune, s'est retrouvé lui-même dans la mauvaise ; il a vu fuir devant lui en Provence son ennemi victorieux. Henri II, moins capable et plus heureux que son père, a reculé la frontière de France et conquis les Trois Évéchés ; une armée française a mené boire ses chevaux dans le Rhin. Le pape, racheté à prix d'or, a vu son vainqueur à ses genoux recevoir de lui la couronne impériale, et jurer soumission au

chef de l'Église. Les Turks, battus à Vienne et à Tunis, ont pris leur revanche à Alger et en Hongrie. Enfin, cinq ans après Mühlberg, les protestants en armes, sous Maurice, ont dicté la loi à leur maître fugitif. La Réforme, tour à tour fortifiée par sa connivence, dupée par ses artifices, terrassée par ses violences, s'est relevée de sa chute plus affermie que jamais, et a conquis à Passau la sanction des traités après celle des champs de bataille. C'est alors que Charles-Quint, après avoir essayé devant Metz une dernière lutte avec la France, à bout de sa santé, de sa fortune, de sa vie, déçu dans toutes ses ambitions, impuissant à terrasser l'hérésie, à entamer la France, à léguer à son fils le faisceau de ses vastes États, s'est retiré à Yuste. C'est là qu'il garde jusqu'à sa dernière heure cette volonté de fer, tour à tour héroïque ou insensée, qui a fait sa force, ses succès, sa grandeur dans l'adversité, mais aussi ses fautes et ses revers. C'est là qu'il se relève sur son lit de mort, pour enjoindre à son fils de rallumer les bûchers éteints, dernière préoccupation qui survit chez lui à toutes les autres. C'est là qu'il meurt enfin, après quarante ans de combats, sans avoir rien ajouté à son empire que le Nouveau-Monde, dû au hasard du génie de deux grands hommes, dont l'un l'a deviné, et l'autre l'a conquis. Et que laisse-t-il en mourant à l'héritier diminué de ses couronnes et de ses desseins? Un empire morcelé, dont son frère a détaché le plus beau fleuron, l'Espagne dépeuplée, les Pays-Bas ruinés et infectés de l'hérésie, en attendant la révolte; la papauté hostile, l'Angleterre protestante et ennemie, et les Turks devenus les plus fidèles alliés de la France, voilà le bilan du règne de

Charles-Quint et l'héritage de haines, de révoltes et de difficultés qu'il lègue à son successeur.

Dans l'histoire moderne, nous ne voyons qu'un homme qu'on puisse, à quelques égards, comparer à Charles-Quint, et cet homme, c'est Napoléon. Au premier coup d'œil, les différences frappent plus que les rapports, et l'infériorité semble marquée du côté de Charles d'Autriche. Le génie de la guerre et celui de l'organisation, ces deux faces de la médaille napoléonienne, ont été refusés au monarque espagnol. Il n'a été ni un législateur, comme l'immortel auteur du Code civil, ni un tacticien, comme le vainqueur d'Austerlitz. Mais, pour la justesse des vues, la suite des desseins, l'habileté de l'exécution, nous n'hésitons pas à mettre Charles-Quint au-dessus du soldat de génie qui a su se faire en Europe un empire aussi vaste que le sien, mais qui n'a pas su le garder.

Nous n'insisterons pas sur un parallèle qu'on fausserait en l'exagérant. Sans doute les caractères diffèrent, mais les situations, et surtout les fautes, sont presque identiques des deux parts. Et d'abord, pour les deux conquérants, le point de départ est le même : c'est en écrasant toute résistance au dedans qu'ils se préparent à triompher au dehors. Délivrés de toute opposition, tous deux marchent à leur but, qui est le même, par des chemins différents. Tous deux, aveuglés par leur ambition, méconnaissent les bornes qu'y a mises la force des choses, c'est-à-dire la volonté de Dieu, et ne s'arrêtent pas même là où cette ambition devient folie. Charles-Quint ne veut pas voir que, forte de son unité, la France sera toujours invincible, toutes les fois que, injustement provoquée, elle se défendra sur son propre terrain. En jetant

sur elle tous ses États à la fois, il se flatte de l'écraser de leur poids et de l'effacer de la carte de l'Europe. Il ne se rend pas compte que, partant de la circonférence pour arriver au centre, il la trouvera toujours ramassée tout entière sur le point où il voudra l'assaillir... Mais pour tous deux, les mêmes fautes ont amené le même châtiment. Avertis par les revers, qui sont les messagers de Dieu et la leçon des rois, jetés par leur folle obstination en dehors des bornes du possible, ils voient se retourner contre eux cette loi de l'équilibre européen qu'ils ont voulu violer, irrésistible comme ces lois de la nature physique dont elle a la permanence et la régularité.

Une autre erreur commune à ces deux grands politiques, c'est d'avoir cru qu'en pesant sur le saint-siége ils s'assureraient de sa soumission par la peur, l'intérêt ou la reconnaissance. Le duel du pouvoir spirituel avec le temporel est aussi vieux que le monde. Il commence dans l'histoire avec Saül et n'est pas fini avec Napoléon. Il y a dans l'essence même de la papauté quelque chose qui la constitue en lutte avec toutes les puissances d'ici-bas. Tout ce qui n'est pas obéissance est révolte à ses yeux. Dans cette lutte, qui se perpétue à travers les siècles, c'est elle qui finit presque toujours par vaincre, car elle dure et ne change pas. Les rois se succèdent, et chacun, en montant sur le trône, y apporte un caractère, un intérêt, un dessein différents. Divisés entre eux comme les peuples qu'ils gouvernent, jamais on ne les a vus s'unir pour résister au saint-siége. Les papes, au contraire, se succèdent comme les rois, inégaux comme eux en caractère et en talent ; mais ils n'ont tous qu'une pensée, celle d'élever la tiare

au-dessus de toutes les couronnes de la terre. On dirait du sénat romain se léguant d'âge en âge cette immuable politique qui lui a soumis l'univers. La papauté, c'est le génie de la domination incarné dans un homme, faillible et pécheur comme nous, mais qui se dit infaillible, et que le vulgaire n'est pas loin de croire tel, parce qu'il ne se rétracte jamais. Faut-il s'étonner après cela que, dans cette joute inégale entre un pouvoir immuable et des pouvoirs qui changent, les rois, même avec la force pour eux, aient toujours fini par céder?

Ceci posé, on comprendra mieux la grandeur de la faute, deux fois commise, à trois siècles de distance, par Charles-Quint et par Napoléon. Cette faute, c'est d'avoir tenu dans leurs mains, avec la personne du pontife, la puissance temporelle du saint-siége, et de ne l'avoir pas brisée, tout en respectant sa puissance spirituelle, sur laquelle ils ne pouvaient rien. Charles-Quint, il est vrai, était roi d'Espagne, *roi catholique* par excellence, et c'est là son excuse. Ce qu'il a osé contre Rome, il l'a osé malgré lui. Ce coup de main sacrilége, dont la chrétienté s'est émue, il l'a exploité, mais en le désavouant. Un instant, quand l'aigle impériale tenait la papauté dans sa serre, il a songé à anéantir sa souveraineté politique. Mais l'Espagne était là frémissante, l'Europe le regardait, dans l'attente de ce qu'il allait faire; le protestantisme triomphait déjà de trouver un complice dans le champion de la catholicité..... Le cœur manqua à Charles pour ce grand dessein. Pour un peu d'argent, il vendit la cause des rois et la sienne; il ferma les yeux sur l'évasion d'un captif qui intimidait ses geôliers; et trois ans après, le succes-

seur de Henri IV, à genoux devant le pontife, recevait de lui sa couronne et achetait son pardon en complotant avec lui la ruine de la Reforme.

En somme, peu de règnes ont été aussi fatals à l'Espagne que celui de Charles-Quint. Ni la gloire, ni les succès ne lui ont manqué; mais ces succès n'ont en rien profité à la Péninsule, tandis qu'elle a porté le poids de tous les revers. Dieu, qui se sert de tout, même de nos erreurs, pour conduire à leur fin ses mystérieux desseins, a voulu que l'heure de l'apogée de l'Espagne fût aussi celle de son déclin. Du jour où elle n'a plus eu à monter elle a commencé à descendre. Ce déclin, encore voilé de gloire sous Charles-Quint, sera plus sensible sous Philippe II; le père a donné l'impulsion, le fils va la continuer avec une rigueur de déduction qui a manqué à Charles, moins convaincu et plus habile. Comme Henri II a fait regretter François I[er], Philippe II se chargera de faire regretter Charles-Quint. Et cependant, si l'Espagne avait à choisir entre ces deux hommes, qui ont porté si loin et si haut le nom de la Castille, nous doutons encore qu'elle préférât Charles-Quint; car Philippe II, à défaut d'autre mérite, a du moins celui d'avoir été le plus Espagnol de tous ses rois. Charles-Quint, au contraire, n'a jamais été qu'un étranger pour elle, et les désastres mêmes du fils y ont peut-être été plus populaires que les victoires du père.

LIVRE XXVI

CHAPITRE PREMIER

ORIGINES DE LA RÉVOLUTION DES PAYS-BAS.

1559.

Dans les profonds desseins de Dieu, les souffrances sont la voie mystérieuse dont il se sert pour conduire les nations vers le but qu'il leur a assigné. L'éducation des grands peuples s'est toujours faite par le malheur. Pour ceux qui ont su comprendre cette sévère leçon, le bien est toujours né du mal, la liberté de l'oppression, la foi de l'épreuve. Ainsi, les trois plus grandes révolutions que mentionne l'histoire, les seules qui n'aient fait appel qu'aux bons instincts des masses sans déchaîner les mauvais, ont succédé toutes trois à un despotisme devenu intolérable, du moment où il violait le domaine sacré de la conscience. Sur ces trois révolutions, deux, celle des Pays-Bas et celle d'Angleterre en 1688, ont été avant tout des révolutions religieuses. La troisième, celle des États-Unis, est l'œu-

vre des descendants de ces puritains qui, fuyant le joug de l'intolérance, ont emporté leur foi avec eux sur ce sol vierge, que leurs fils devaient affranchir un jour.

« Ces trois révolutions, » dit excellemment l'Américain Lothrop Motley, le récent historien de la république de Hollande, « ne sont que les anneaux « d'une même chaîne. Tout État isolé n'est qu'un « membre de la grande république des nations ; et « si étroit est le lien qui relie ensemble tous les « membres de la famille humaine, qu'il est impos- « sible à un peuple, au moment même où il semble « ne lutter que pour son propre compte, de ne pas « travailler pour l'humanité entière. La lutte des « petites provinces de Hollande et de Zélande au « XVIe siècle pour le maintien de leurs droits, celle « de la Hollande et de l'Angleterre réunies au « XVIIe siècle, et celle des États-Unis d'Amérique au « XVIIIe, ne sont qu'un seul chapitre de l'histoire de « la race Anglo-Saxonne, toujours et essentiellement « la même, en Frise, en Angleterre ou dans le Mas- « sachusetts. »

Il faut excuser le légitime orgueil qui a dicté ces lignes un peu hautaines. L'orgueil est le vice endémique de cette race fortement trempée, qui peut se vanter d'avoir fait les trois seules révolutions qui aient abouti, car elles ont fondé trois peuples libres sur les ruines qu'elles ont faites. De ces trois révolutions, nous n'avons à nous occuper ici que de la première. L'émancipation des Pays-Bas est la crise décisive de l'histoire d'Espagne. Au début de la lutte, en 1559, la Castille est à la tête de l'Europe ; à la fin du siècle, en 1598, les rôles sont intervertis,

l'Espagne a perdu son prestige. Elle a été vaincue pour la première fois non pas par une rivale digne d'elle, comme la France ou l'Angleterre, mais par des sujets révoltés. La moitié d'une de ses provinces a suffi pour faire un peuple libre, et contre ce petit peuple, né d'hier, toute sa puissance est venue se briser. La Hollande a livré au monde le secret de la faiblesse de ce colosse espagnol, si imposant de loin, si fragile de près!

La séparation des Provinces-Unies est le nœud du règne de Philippe II, comme la guerre avec la Réforme allemande a été le nœud du règne de Charles-Quint. L'histoire d'Espagne, sous ce règne cosmopolite, s'est passée tout entière hors de la Péninsule; elle a dû suivre partout la fortune de l'empereur. Philippe II, après la mort de son père, rentre en Castille pour n'en plus sortir; mais l'histoire d'Espagne n'y rentre pas avec lui. Depuis 1559, il n'a plus mis le pied dans les Pays-Bas: mais en fait, c'est là qu'il a vécu, qu'il a régné, qu'il a lutté quarante ans. C'est là qu'il se révèle tout entier. Sans sa correspondance avec Granvelle, Marguerite et d'Albe, exhumée de nos jours, après trois siècles d'oubli, on ne saurait rien de lui ni de son caractère. Enfoui dans son Escurial comme l'araignée au centre de sa toile, il y ourdit dans l'ombre cette trame patiente dont il enveloppe un à un tous ses ennemis, jusqu'à ce que la main de Guillaume d'Orange vienne en briser tous les fils.

Philippe n'a eu qu'un but dans sa vie : faire régner sur tous ses États l'inquisition et la foi. Ce but suprême, qui fait, malgré tous ses crimes, la grandeur et l'unité de son règne, il meurt sans l'avoir

atteint : l'Espagne après lui n'est pas non plus destinée à l'atteindre. La vie est ailleurs maintenant. L'histoire de la réformation est devenue à elle seule, et pour plus d'un siècle, l'histoire de l'Europe. Pendant cette lutte héréditaire, qui s'interrompt parfois, mais qui ne cesse jamais jusqu'en 1648, le théâtre et les acteurs peuvent changer; mais au fond, c'est toujours la même querelle qui se débat sous des drapeaux et des noms différents. Maurice de Saxe, Guillaume et Maurice d'Orange, Coligny, Élisabeth, Henri IV, Gustave-Adolphe, se font tour à tour les champions de cet impérissable principe de la liberté de conscience, qui, vaincu tant de fois, survit toujours à ses défaites, pour triompher enfin à Munster et forcer l'Europe à l'inscrire dans le droit des nations.

Ce principe, qui a soulevé pour sa défense toute l'Europe protestante, l'Espagne a eu le triste honneur de le combattre seule pendant tout un siècle; elle a armé contre lui ses deux adversaires les plus acharnés, Charles-Quint et Philippe II. Le drame, noué en Allemagne, se dénoue dans les Pays-Bas. L'intervention espagnole en France, la guerre avec l'Angleterre, n'en sont que des scènes détachées. De là le cachet de sombre unité empreint sur ce règne tragique, où plane une fatalité muette qui rappelle celle du drame ancien. L'histoire n'offre pas d'autre exemple d'une cause et d'un empire, perdus ainsi de gaieté de cœur, avec cette sérénité de conscience qui absout presque le crime en lui donnant la sainteté du sacrifice. Philippe II n'a pas hésité à décimer la Flandre afin de la rendre orthodoxe; il a mieux aimé en perdre la moitié que d'y laisser

régner l'hérésie avec lui. Mais en la poussant à bout, il lui a enseigné le secret de la résistance ; en voulant détruire, il a fondé ; et à ce titre, il a contribué, presque autant que le prince d'Orange, à la naissance de la république de Hollande.

Mais si Philippe a ruiné son pays en s'acharnant contre les Pays-Bas, ne plaignons pas l'Espagne, car elle s'est faite sa complice. Elle est de moitié dans son fanatisme, dans ses cruautés ; elle devait l'être aussi dans son châtiment. La Castille et son souverain, si bien faits pour se comprendre, ont consommé jusqu'au bout ce suicide héroïque, où une nation s'est immolée sur le cercueil de son roi. Après Philippe II, l'histoire d'Espagne est finie ; l'historien devrait s'arrêter là, si l'agonie d'une grande nation n'était pas la plus instructive de toutes les leçons, pour les peuples comme pour les rois.

La mort de Charles-Quint venait de délivrer Philippe de sa longue contrainte. Elle le laissait enfin maître réel d'un pouvoir dont il n'avait encore possédé que le nom. En 1559, les Pays-Bas, où il se trouvait, offraient un spectacle rare et consolant dans l'histoire de l'humanité. Leur commerce, agrandi de tout le continent que le génie de Colomb avait ajouté à l'empire de Charles-Quint, était arrivé à son apogée. L'admirable situation de ce pays en faisait à la fois, comme dit Guicciardini, le port et le marché de l'Europe. La Flandre, en effet, touchait à tout, à

la France, à l'Allemagne, à l'Angleterre, et aux mers qui les baignent. Habitué dès l'enfance à disputer aux flots son sol natal, le marin des Pays-Bas ne connaissait pas de dangers qui pussent l'arrêter. L'Océan était son élément, sa seconde patrie. Il n'était coin si reculé des deux hémisphères que les vaisseaux de la Flandre n'allassent visiter. Malgré les lois insensées qui essayaient d'arrêter l'essor de ce commerce, sous prétexte de le diriger, une puissance nouvelle, celle de l'industrie, était entrée dans le monde; Philippe lui-même sentait confusément qu'il lui faudrait un jour compter avec elle. La liberté, bannie des Cortès de la Castille, s'était réfugiée à Anvers, dans les comptoirs de ces riches marchands qui se faisaient payer en franchises les subsides qu'on leur demandait. Déjà en 1546, Navagero évalue de 18 à 20 millions de ducats (216 à 240 millions de francs) la somme totale que l'Empereur pendant son règne avait tirée des Pays-Bas, somme supérieure à tout ce que la Belgique avait jamais payée à tous ses souverains réunis. Ajoutons que tout l'or importé d'Amérique en Espagne, en 1560, ne montait par an qu'à 210 mille ducats (2,520,000 fr.), et que le revenu total de la Castille dépassait à peine un million de ducats.

En 1559, les Pays-Bas se composaient de dix-sept provinces. Celles du midi devaient leur fortune à l'industrie, celles du nord au commerce. On y comptait 360 villes murées et 6300 villages. Plusieurs de ces villes pouvaient lutter, pour la population, avec des capitales. Ainsi Bruxelles renfermait 75 mille habitants, Gand 70 mille, et Anvers deux ou trois fois autant. La campagne n'était pas moins peuplée

que les cités. Les blés du midi, les pâturages du nord, les races de choix en chevaux et en bestiaux, alimentaient un actif échange avec l'étranger. Chaque ville avait ses produits spéciaux, Lille et Harlem leurs draps, Courtray ses toiles, Bruxelles ses tapisseries. Aucun lien, si ce n'est celui d'une commune sujétion à l'Espagne, ne faisait un corps de ces dix-sept provinces. Sous les noms variés de duchés, de comtés et de seigneuries, chacune d'elles défendait avec un soin jaloux son indépendance contre le pouvoir central et contre les provinces ses sœurs. Toutes, réunies, composaient une sorte de république fédérale ; mais chacune, en se rattachant à l'ensemble, avait à cœur de n'aliéner que la moindre somme possible de ses droits. Ni les ducs de Bourgogne, dont le nom y était resté si populaire, ni Charles-Quint lui-même, n'avaient pu en faire une nation. Toutes ces vieilles franchises, gardées avec un soin jaloux, formaient un des plus puissants faisceaux de libertés publiques qui eût jamais bravé les efforts d'un despote. Philippe II lui-même, malgré sa haine pour tout ce qui ressemblait à une garantie populaire, avait été jusqu'ici forcé de les respecter. Aucune taxe ne pouvait être imposée à une province que par son clergé, sa noblesse, et les députés de ses villes réunis en États provinciaux. Le consentement d'une province n'engageait en rien les autres. Aucun étranger ne pouvait être élu aux emplois, et l'étranger, en Flandre, c'était l'habitant même de la province voisine. De là des rivalités locales qui affaiblissaient le nerf de l'État, mais nourrissaient une vie intense dans chacun de ses membres. Chaque province avait ses tribunaux spéciaux, dominés par

la cour suprême de Malines, où l'on pouvait en appeler de leurs arrêts. Au-dessus des États provinciaux, planait aussi une assemblée fédérale, rarement convoquée et dénuée de toute action réelle. Ses droits se bornaient à des expositions de griefs et à des remontrances. Ainsi tous les droits étaient à la base de l'édifice, c'est-à-dire dans les provinces; le pouvoir fédéral au milieu, et le pouvoir royal au faîte, en étaient également dénués.

Charles-Quint cependant, avec sa persévérante habileté, avait su miner à la longue ce compact édifice : sur plus d'un point même il avait altéré la constitution des Pays-Bas. Ainsi tous les juges de la cour d'appel étaient maintenant nommés et rétribués par la couronne; elle intervenait même dans l'élection des magistrats locaux. Les nobles, objets des préférences de l'Empereur, auraient été bien ingrats de lui refuser leur dévouement. Là, comme ailleurs, ils avaient fait passer l'intérêt de l'État après leur intérêt privé. Mais Philippe, avec ses hauteurs maladroites, allait annuler tous les résultats de la politique de son père et pousser les nobles flamands dans les rangs du parti national.

A défaut d'unité politique, les Pays-Bas n'avaient pas même l'unité de la race; entre les Teutons du nord et les Gaulois ou Wallons du midi, rien de commun, ni intérêts, ni souvenirs, ni langage. Le seul trait d'union entre les deux races, c'était Anvers, l'âme et le cœur des Pays-Bas, et le chef-lieu de la riche province du Brabant, qui primait elle-même toutes les autres. Avec Anvers, le Brabant contenait encore Bruxelles, siége du gouvernement, et Louvain, célèbre par son université; mais toutes ces

villes étaient rejetées dans l'ombre par la prospérité toujours croissante d'Anvers. Cette cité cosmopolite, héritière de la fortune de Bruges, qu'elle avait détrônée, éclipsait Venise elle-même, de l'aveu de ses envoyés. Peuplée des protestants que la persécution y faisait affluer de toutes parts, une tolérance de fait, sinon de droit, s'y était établie en dépit des édits de Charles-Quint et du fanatisme espagnol. La liberté de conscience y florissait, à l'ombre de la liberté commerciale. Sa population, entassée dans l'étroite enceinte de murs qu'on venait de reconstruire, flottait de 150,000 à 200,000 âmes, chiffre prodigieux pour un chef-lieu de province. Sa splendide cathédrale, sa bourse, bâtie en 1531 et détruite par le feu en 1858, faisaient l'admiration de l'Europe. Mais le plus riche joyau de la couronne d'Anvers, c'étaient ses franchises. Les femmes des autres villes venaient faire leurs couches sur son territoire, afin d'y faire participer leurs enfants. Anvers se vantait encore de ses deux foires annuelles, où l'Europe se donnait rendez-vous; des cinq mille négociants qui se réunissaient sous les arcades de sa bourse, pour y débattre les intérêts du monde, dans toutes ses langues connues; des 2,500 vaisseaux qui venaient sur l'Escaut s'amarrer en face de ses vastes magasins; enfin des mille marchands étrangers, domiciliés dans ses murs, et du *prince des marchands*, Antoine Fugger, d'Augsbourg, qui laissa en mourant six millions d'écus d'or, sans compter ses biens fonds. Aujourd'hui que le commerce a enfanté bien d'autres merveilles, rien ne peut plus nous étonner; mais au XVIe siècle, lorsque les peuples sortaient à peine de leur isolement, quand, rapprochés par le commerce et par la

religion, ils s'embrassaient pour la première fois d'une étreinte fraternelle, on conçoit la vive impression qu'Anvers a dû produire sur les imaginations. Aussi sa ruine, conçue et préméditée de sang-froid par l'Espagne, pèse-t-elle sur elle, comme une tache dont elle ne se lavera jamais, devant Dieu ni devant les hommes.

La paix de Cateau-Cambrésis avait semé dans les Pays-Bas une joie qui tenait du délire. Anvers surtout se distingua par l'éclat de ses réjouissances publiques. Tandis que ses sujets s'épuisaient en fêtes pour lui souhaiter la bienvenue, Philippe ne songeait qu'à les quitter. Il lui tardait d'aller retrouver en Castille une vie plus conforme à ses goûts. A l'inverse de son père, le jeune roi détestait la Flandre, ses mœurs familières et l'atmosphère de liberté où il était contraint de vivre. La Réforme, qui envahissait pas à pas ces riches provinces, par l'Allemagne et par la France à la fois, les lui rendait encore plus odieuses. Libre maintenant de vouer toutes ses forces à l'extirpation de l'hérésie, ce grand but de sa vie, il songeait à commencer contre elle une croisade qu'il ne se souciait pas de conduire en personne. D'autres soins l'occupaient encore : le nouveau traité de paix venait de rendre au duc de Savoie la couronne de ses pères; il fallait le remplacer dans le gouvernement de la Flandre. Les prétendants ne manquaient pas. En première ligne, l'opinion désignait Egmont. Le brillant général, qui avait vaincu à Gravelines et à Saint-Quentin, saurait-il gouverner comme il avait su vaincre? C'est ce que personne en Flandre n'avait songé à se demander. Sa haute naissance, sa mine chevaleresque, ses

éclatants faits d'armes, étaient ses titres aux yeux du pays ; à ceux de Philippe, c'en était assez pour le rendre suspect.

Le nom le plus populaire, après celui d'Egmont, était celui du prince d'Orange, moins âgé de douze ans. Mais Guillaume, avec sa sagacité précoce, avait compris que Philippe ne chargerait jamais un Flamand de gouverner la Flandre en son absence. L'empereur Ferdinand, malgré la froideur qui exista de tout temps entre son neveu et lui, convoitait pour son fils ce poste important. Maximilien, l'idole de l'Allemagne, serait bientôt devenu celle des Pays-Bas ; mais Philippe, le moins populaire de tous les rois, ne permettait à personne de l'être plus que lui. Fidèle aux traditions paternelles, c'était une femme qu'il songeait à appeler à ce poste de confiance, et c'est dans sa famille qu'il voulait la prendre. Deux prétendantes étaient sur les rangs : l'une était la duchesse Christine de Lorraine, sa cousine, vassale de la France pour une moitié de son duché et de l'empire pour l'autre. Son fils était élevé à la cour de Henri II, dont il devait épouser une fille. La duchesse avait pris une part active aux négociations de la paix : Philippe avait donc bien des raisons de se défier d'elle. L'autre était Marguerite de Parme, sœur naturelle du roi. Le prince d'Orange, renonçant à toute chance pour lui-même, appuyait celles de la duchesse de Lorraine, dont il désirait épouser la fille. Philippe feignait d'approuver ce mariage et d'autoriser les prétentions de Christine ; mais au fond du cœur il préférait Marguerite, que sa position dépendante livrait à sa merci.

Arrêtons-nous un instant devant cette femme

célèbre qui fut pendant huit ans le chef nominal du gouvernement de l'Espagne dans les Pays-Bas. Charles-Quint, trois ans avant son mariage, avait noué des relations en Flandre avec une jeune orpheline de noble race, Marguerite van der Gheenst, et avait eu d'elle une fille. Charles avait confié l'enfant à sa tante, alors régente des Pays-Bas, et après elle à sa sœur Marie, qui remplaça sa tante dans ce poste difficile, où trois femmes allaient se succéder en moins d'un demi-siècle. La naissance de Marguerite n'était un secret pour personne; traitée en princesse du sang royal, elle en eut l'éducation, le rang et l'orgueil. Élevée sous les yeux de la reine de Hongrie, elle partagea ses goûts virils et sa passion pour la chasse. Elle avait douze ans quand l'empereur accorda sa main au grand-duc de Toscane, Alexandre de Médicis, dernier rejeton de cette race déjà usée, qui venait de rasseoir sa grandeur sur les ruines de la liberté de Florence. L'ignoble débauché, à qui on livrait ainsi un enfant de douze ans, périt assassiné au bout d'une année. Marguerite, veuve avant d'avoir été femme, fut remariée huit ans plus tard à Ottavio Farnese, neveu de Paul III. Charles aimait sincèrement les membres de sa famille, mais à une condition: c'est qu'ils servissent d'instruments dociles à sa politique. Le bonheur de Marguerite fut donc encore sacrifié. Son premier mari avait 15 ans de plus qu'elle, le second en avait huit de moins. L'union ne régna guère dans ce mariage inégal que quand les deux époux vécurent séparés. Un fils cependant naquit plus tard de ce mariage, ce fut l'illustre Alexandre de Parme, le seul digne adversaire que l'Espagne ait su opposer à Guillaume d'Orange.

Marguerite avait d'un homme l'extérieur, le goût pour les exercices du corps, et jusqu'à la goutte, maladie qui semble l'apanage spécial d'un autre sexe. D'une femme elle avait l'indécision et la faiblesse; on le verra du reste dans cette histoire. Elle voilait cette faiblesse sous la dissimulation qu'elle avait apprise à l'école de l'Italie. Marguerite n'était ni dure ni cruelle, mais fausse et corrompue. Sa piété, comme celle de son père, consistait surtout dans les pratiques extérieures, pente où inclina toujours le catholicisme. Mais si sa piété était équivoque, son fanatisme ne l'était pas; elle était la digne élève d'Ignace de Loyola, son ancien directeur. Elle haïssait du fond du cœur l'hérésie et ne connaissait à cette plaie d'autre remède que le feu. Les sanglants édits de son père n'avaient pas d'admiratrice plus fervente ni d'instrument plus dévoué. Elle lavait chaque vendredi saint les pieds de douze filles pauvres qu'elle dotait ensuite. Après cet acte de charité officielle, elle se croyait en règle avec le ciel, surtout si elle pouvait achever la journée en allant voir brûler quelques hérétiques.

Marguerite était alors âgée de 28 ans. Gouvernée par tous ceux qui l'entouraient, elle mendiait autour d'elle des conseils qu'elle ne suivait pas. L'esprit de décision lui manquait, mais non l'esprit des affaires. Elle ressemblait à son neveu Philippe sous plus d'un rapport: patiente et appliquée comme lui, prendre un parti était la chose qui lui coûtait le plus. Son instruction n'était ni étendue ni variée. Elle ne parlait couramment que le français et l'italien; mince bagage de science pour une contemporaine d'Élisabeth et de Marie Tudor. En appelant sa sœur à

gouverner les Pays-Bas, Philippe espérait que son origine flamande lui ferait pardonner le sang espagnol qui coulait dans ses veines. Il se sentait son maître par la tache de sa naissance, par son dénûment de famille et d'amis. Il la tenait en outre par son fils, qu'il gardait en otage, sous prétexte de l'élever à sa cour. Marguerite en Flandre, Ottavio en Italie et Alexandre à Madrid lui servaient de gage de leur fidélité mutuelle : Philippe, on le voit, savait se mettre en garde même contre ses amis.

Mais, malgré le titre de régente qu'il destinait à sa sœur, ce n'était pas à elle qu'il entendait confier la direction effective des affaires. C'était à lui d'abord, et après lui à un homme qu'il importe de connaître à fond. Cet homme était l'évêque d'Arras, appelé à exercer sur la destinée des Pays-Bas une si fatale influence. Antoine Perrenot, plus connu sous le nom de cardinal Granvelle, était le fils du célèbre chancelier de ce nom. Né à Besançon en 1517, il était l'aîné de 13 enfants. Dès l'âge le plus tendre, il s'était fait remarquer par sa vive intelligence, et son père n'avait rien négligé pour la développer. Le jeune Granvelle avait étudié tour à tour dans les universités les plus célèbres, Padoue, Paris et Louvain. Sa seule passion alors était l'étude, en attendant l'ambition. Il parlait et écrivait couramment sept langues. Comme César, il dictait à la fois cinq lettres à autant de secrétaires, en langages différents, et peu d'hommes auraient pu égaler sa puissance de travail vraiment prodigieuse.

L'état ecclésiastique menait alors à tout, sans imposer à ses élus des obligations bien sévères. Le jeune Granvelle reçut les ordres à vingt et un ans. A

vingt-cinq, avant l'âge canonique, il était évêque d'Arras. La faveur impériale, rétribuant sur le fils les longs services du père, y ajoutait de temps en temps quelques riches bénéfices. Ainsi s'élevait pierre à pierre l'édifice de sa future grandeur. Rompu de bonne heure aux affaires, le jeune évêque résidait à la cour plus souvent que dans son diocèse. Il accompagnait son père dans ses missions les plus importantes. Il assista avec lui aux premières sessions du concile de Trente; ses débuts oratoires y furent si brillants que l'empereur le nomma membre de son conseil privé. Charles, voyant chaque jour décliner la santé de son chancelier, songeait à lui préparer un successeur dans son fils. Déjà le jeune Perrenot était initié aux affaires les plus secrètes. A cette grande école, il acquit bientôt une maturité, une expérience des hommes et des choses au-dessus de son âge. Ce fut lui qui suggéra à l'empereur l'ingénieux jeu de mots qui coûta la liberté au Landgrave de Hesse. De pareils services étaient sans prix : Charles les paya d'une confiance absolue dans le fils de son ancien serviteur. La mort de son père le rendit plus nécessaire encore à l'empereur, qui ne pouvait plus se passer de lui. Une carrière illimitée s'ouvrait à son ambition, quand l'abdication de Charles-Quint vint lui donner à servir un maître moins généreux. Charles, en quittant le trône, légua Granvelle à son fils. Philippe, malgré sa défiance native, accepta le legs de son père; rare et singulier exemple d'un ministre investi tour à tour de la confiance de deux générations de rois!

Le premier soin de Granvelle, ce fut d'étudier son nouveau maître. Plus il se sentait supérieur à Phi-

lippe, plus il comprit que son rôle était de s'effacer devant lui; flatterie ingénieuse qui n'a jamais été employée en vain, même avec les plus rebelles. L'art suprême de Granvelle, c'était, en face d'une affaire épineuse, de suggérer à l'indécis monarque la solution qu'il cherchait en vain, et de lui persuader que c'était lui seul qui l'avait trouvée. Le plus ombrageux de tous les princes était ainsi asservi, sans le savoir, à l'instrument dont il croyait se servir. Le ministre, en homme d'esprit, savait abandonner l'ombre du pouvoir pour sa réalité. Rien ne lui coûtait pour complaire à son maître; logé sous le même toit que lui, il se résignait à traiter par écrit, dans d'interminables dépêches, des affaires que sa parole lucide eût débrouillées en quelques mots. Sans être indécis et paperassier comme Philippe, il était lent à mûrir ses résolutions, mais il les exécutait ensuite avec une inébranlable fermeté. En politique comme en religion, ses convictions étaient celles du monarque : droits des sujets, franchises populaires, assemblées représentatives, tous ces mots étaient pour lui vides de sens. Ses deux religions, c'étaient l'orthodoxie et la monarchie absolue. Aussi était-il de bonne foi dans son dévouement à un prince qu'il dominait en lui obéissant. Il y avait même une sorte de passion dans sa servilité. « Dieu et mon maître! » affectait-il de répéter souvent, en professant pour tous deux une soumission presque égale. « Il me semble, écrit-il au roi, que je ne « pourrai jamais m'acquitter de mes devoirs *d'es-* « *clave* envers V. M., à qui je suis enchaîné d'une « chaîne si forte. » Ce qui ne l'empêche pas, dans une lettre familière à un ami, de démêler très-bien

son intérêt de celui de Philippe : « Je me contente, « dit-il, de m'entendre avec mon maître, et ne suis « non plus Flamand qu'Italien ; *je suis de partout,* « *et ma fin est de procurer de faire mes affaires,* et de « m'employer à celles de S. M. et du public en ce « que l'on voudra. » Au fond, cependant, Granvelle n'aimait pas les Espagnols et leur préférait les Belges, et surtout les Bourguignons, ses compatriotes. Sa nature souple et tortueuse répugnait aux mesures extrêmes. Il voulait l'orthodoxie comme Philippe, mais avec les échafauds de moins. « A couper tant « de têtes, disait-il plus tard de son successeur, le « duc d'Albe, on n'a rien profité, et il faudra prendre « un autre chemin. »

La vraie supériorité, celle qui vient du cœur, manquait à Granvelle ; la preuve, c'était sa hauteur avec tout ce qui l'approchait, le faste dont il aimait à s'entourer et son insatiable avidité d'argent, à côté de l'avidité de pouvoir qu'on lui eût pardonnée. Son goût passionné pour les arts rappelle celui de Mazarin, à qui il ressemble à tant d'égards. Le splendide hôtel qu'il fit bâtir à Bruxelles était orné des chefs-d'œuvre de la statuaire antique. Des artistes voyageaient à ses frais pour lui amasser ces trésors. Le *palais Granvelle,* à Besançon, contenait une collection de tableaux plus riche que celle de bien des souverains. Sa somptueuse villa, près de Bruxelles, surpassait en faste mainte résidence royale. Mais ses folles prodigalités le livraient à la merci de Philippe. Près du roi, le hautain ministre, oubliant sa supériorité réelle, n'était plus qu'un mendiant éhonté, criant toujours misère et tendant bassement la main au maître qui le méprisait sans pouvoir se

passer de lui. Philippe, toujours à court d'argent, payait Granvelle en bénéfices qui ne lui coûtaient rien ; mais chaque jour il fallait une pâture nouvelle à l'insatiable favori. Ses revenus, en 1557, s'élevaient déjà à dix mille écus ; ses biens fonciers à deux cent cinquante mille, sans parler des meubles et des objets d'art. L'archevêché de Malines et quelques riches abbayes devaient plus tard grossir ces chiffres, qu'il faudrait quintupler au moins pour les reporter à leur valeur actuelle.

La servilité n'exclut pas la hauteur, et c'est là ce qui explique les haines conjurées contre Granvelle. Les nobles flamands, habitués aux façons plus familières de l'empereur, avaient déjà bien de la peine à pardonner à Philippe sa froideur ; mais ils se sentaient blessés au vif des dédains d'un parvenu. On ne lui passait pas son aversion mêlée de mépris pour les états généraux, les franchises des provinces et toutes ces traditions de liberté, si chères aux Pays-Bas. Nul ministre ne sut jamais miner avec plus d'adresse ces vieux remparts de l'indépendance du pays. De là cette ligue de toutes classes de la société soulevées contre lui, depuis le noble jusqu'au tisserand. De là ce triomphe passager de l'opinion publique qui aveugla les Pays-Bas sur leurs forces réelles et sur les secrets desseins de Philippe II. De là enfin la retraite de Granvelle, qui se résigna, comme Mazarin, à plier devant l'orage, mais qui ne sut pas se relever comme lui.

Tel était l'homme qui allait régner en Flandre sous le nom de Marguerite. Pour les affaires courantes, la Régente devait se laisser guider par le conseil d'État ; mais les questions qui redoutaient le

grand jour devaient être débattues dans une *consulte* intime, composée de trois membres du conseil, Barlaymont, Viglius et Granvelle, trois noms qui peuvent se réduire à un seul. Le comte de Barlaymont, partisan fanatique de l'évêque d'Arras, était un loyal soldat, prêt à donner sa vie et celle de ses quatre fils pour la cause du catholicisme et celle du pouvoir absolu. Ses ennemis mêmes lui rendaient cette justice que ses convictions, sur ces deux points, étaient d'accord avec ses intérêts. Quant à Viglius, c'était un jurisconsulte de Frise, attaché corps et âme à la fortune de Granvelle, et fort occupé de faire la sienne en même temps; esprit judicieux, mais timide, talent auquel il manquait un caractère pour l'appuyer. Son naturel craintif le rendait ennemi des mesures violentes. Son indulgence pour les hérétiques le fit même accuser d'un secret penchant pour leurs doctrines. Après avoir rampé bassement devant le duc d'Albe, il ne le vit pas plus tôt en disgrâce, qu'il retrouva pour l'attaquer son patriotisme qu'il avait laissé dormir. La seule passion qui s'unît dans Viglius à celle de la science, c'était une haine sincère des franchises locales et des assemblées représentatives. C'était là son point de contact avec Granvelle qu'il jugeait, du reste, en le servant, et qu'il se réservait d'abandonner au moment où la faveur du maître se retirerait de lui; car Viglius était un de ces hommes avisés, comme on en voit dans toutes les révolutions, qui veulent rester bien avec tout le monde, et qui finissent par se brouiller avec tous les partis, à force de les ménager tous.

En Flandre, comme en Espagne, la machine gou-

vernementale roulait sur des conseils. Ici seulement, au lieu de sept, on n'en comptait que trois. Dans cette monarchie muette, toute individualité, quelle que fût sa valeur, devait s'effacer devant celle du maître. Des provinces, il en était comme des individus : le plus spontané, le plus indisciplinable des peuples était réduit à fonctionner comme un rouage par le mécanisme savant qui entravait sa liberté d'action. Le conseil des finances était présidé par Barlaymont. Le conseil privé, présidé par Viglius, connaissait de la justice et de l'administration. Enfin le conseil d'État, le premier en rang et en importance, s'occupait de la paix, de la guerre et de la politique extérieure. Philippe, bien malgré lui, avait dû ouvrir la porte de ce conseil à la noblesse flamande, forte de ses grands noms, de ses richesses et de l'éclat de ses services. Le prince d'Orange, le comte d'Egmont, le sire de Glayon et l'ex-ambassadeur Simon Renard, y siégeaient à côté des trois membres de la *consulte*. Les chevaliers de la Toison-d'Or pouvaient y être appelés par la Régente, ainsi que les membres des deux autres conseils, quand on y traitait de justice ou de finances. Mais tout ce qui n'était pas espagnol était suspect aux yeux de Philippe; autant le père avait aimé les Belges ses compatriotes, autant le fils les détestait; avec ses Castillans seulement, il aurait voulu gouverner le monde, et ne voyait dans tout le reste que des peuples conquis.

Telle est la machine compliquée que faisait mouvoir une seule main, celle de Granvelle. Voyons maintenant, dans les rangs du parti national, les hommes avec qui Philippe allait avoir à compter.

Deux personnages, remarquables à des titres divers, nous apparaissent au premier rang : ce sont le prince d'Orange et le comte d'Egmont. Le plus populaire des deux, c'était le héros de Gravelines et de Saint-Quentin. Lamoral, comte d'Egmont, prince de Gavres, etc..., était le seul héritier de la famille la plus ancienne des Pays-Bas. Son frère aîné, mort jeune et sans enfants, avait légué à Egmont la fortune et les titres de la famille. Leur sœur, unie au comte de Vaudemont, avait marié sa fille au duc d'Anjou, qui fut depuis Henri III. Lamoral, né en 1522, avait débuté par être page de Charles-Quint. Cette haute domesticité impériale était alors la meilleure école de guerre et de politique ; c'est là que se formèrent les capitaines et les hommes d'État les plus renommés de l'époque. Charles, si habile à juger les hommes et à les mettre à leur place, discerna bien vite dans Egmont l'avenir d'un brillant capitaine, comme dans Orange celui d'un politique accompli. Le jeune Egmont suivait partout son maître. A dix-neuf ans, lors de l'expédition de Tunis, en 1535, il fit, au dire d'un historien du temps, « l'office de capitaine et de très-hardy soldat. » Trois ans après, il épousa à Spire Sabine de Bavière, sœur de l'Électeur Palatin. Le ciel bénit cette union, d'où naquirent trois filles et dix fils. Egmont entra en même temps que les ducs d'Albe, de Parme et de Savoie, dans le chapitre de la Toison-d'Or, ordre privilégié auquel les rois s'honoraient d'appartenir. Nous l'avons vu présider l'ambassade d'apparat qui vint demander pour Philippe la main de la reine Marie. Sa fortune avait donc commencé sous les auspices les plus heureux, et les deux victoires de Saint-Quentin et de Grave-

lines étaient venues mettre le comble à sa gloire et à sa popularité. Jeune, brillant, majestueux dans son port, impérieux et doux à la fois, « c'était, dit Brantôme, le seigneur de la plus belle façon et de la « meilleure grâce que j'aie jamais veu. » Mais, comme il arrive trop souvent à ces idoles populaires, les dons de l'esprit, chez Egmont, n'égalaient pas ceux du corps. Gâté de bonne heure par le succès, il cachait mal, sous une assurance un peu fanfaronne, l'indécision et la faiblesse qui devaient être la source de tous ses malheurs. Comme tous les caractères faibles et passionnés, il prenait l'emportement pour de la force. Son esprit, pénétrant et facile, manquait de profondeur et d'étendue. Son incurable vanité le livrait aux flatteurs qui, en caressant ses défauts, les exagéraient encore. Philippe II, maître dans l'art de dissimuler, la plus basse des parties de l'art de régner, avait bientôt apprécié à sa juste valeur cette nature vaine et « éprise de fumée. » De tous ses adversaires, il l'avait jugé le moins dangereux, sûr d'avance qu'une caresse et, au besoin, quelque marque plus solide de la faveur royale, suffiraient toujours pour le gagner!

La Flandre était affolée d'Egmont, comme la France l'avait été de François I[er]. Mais les juges plus réfléchis, ceux qui s'attachaient au fond, non au dehors, reportaient leurs espérances ou leurs craintes sur un champion plus sérieux des griefs du pays, c'est-à-dire sur le prince d'Orange. Nous éprouvons quelque embarras à tracer le portrait de cet homme célèbre à cette époque de sa vie où son caractère n'est pas bien décidé encore. Guillaume n'a pas, comme Egmont, donné d'abord tout ce qu'il pro-

mettait; mais en promettant moins, peut-être, il tiendra davantage. Dans Orange à vingt-cinq ans, on trouve déjà le germe de tout ce qu'il sera plus tard, mais ce germe est encore enveloppé; un observateur superficiel aurait peine à démêler dans ce jeune noble, dissipé et prodigue, échappant par l'indifférence aux passions religieuses de l'époque, l'homme d'État consommé, le patriote dévoué et le fervent chrétien qui se cacheront longtemps sous ces frivoles dehors.

La famille de Nassau, l'une des plus illustres de l'Allemagen, remontait au XII[e] siècle. La branche aînée vit, en 1292, un de ses membres, Adolphe de Nassau, s'asseoir sur le trône impérial. La branche cadette, transplantée dans les Pays-Bas, attacha sa fortune à celle des ducs de Bourgogne et la vit grandir avec eux. Vers la fin du XV[e] siècle, deux frères se partageaient les domaines de la branche cadette en Flandre et en Allemagne. Henri, l'aîné, précepteur de Charles-Quint, contribua puissamment à mettre la couronne de l'Empire sur la tête de son élève, et Charles ne se montra point ingrat. Henri mourut en 1538, ne laissant qu'un fils, René. Ce fils, blessé à mort à côté de l'Empereur, au siége de Saint-Dizier, en 1544, institua son cousin Guillaume son héritier, et tous les domaines de la branche cadette en Allemagne et dans les Pays-Bas se trouvèrent ainsi réunis sur la tête du jeune prince d'Orange.

Guillaume était né le 25 avril 1533 à Dillenboug, petite ville du duché de Nassau. Son père, zélé luthérien, introduisit la Réforme dans ses domaines, prit part à la ligue de Smalkalden et éleva ses douze enfants dans la même religion que lui. Leur mère,

Julienne de Stolberg, exerça sur sa famille la plus heureuse influence. « Derrière chaque homme émi- « nent, a-t-on dit, on retrouve une mère qui « l'a formé; » et jamais ce mot ne fut plus vrai que pour la mère du prince d'Orange. On a d'elle des lettres écrites à ses héroïques fils, voués tous les cinq à la défense de cette sainte cause, où trois d'entre eux devaient laisser leur vie; on ne saurait lire sans émotion ces lettres où elle leur enjoint, comme à de petits enfants encore assis sur ses genoux, « de « compter toujours, au milieu de tous les dangers, « sur la puissante main de Dieu. » Si de pareils enseignements, versés de bonne heure dans l'âme du *Taciturne*, n'ont pas tout d'abord porté leurs fruits, le germe du moins y était déposé; l'on ne s'étonnera pas de le voir mûrir plus tard, et le christianisme qui dormait se réveiller à l'heure de l'épreuve.

A l'âge de onze ans, Guillaume quitta la maison de son père pour n'y plus rentrer. L'empereur voulut se charger de son éducation : il le fit élever à Bruxelles sous les yeux de sa sœur, la reine de Hongrie. L'enfant, au grand regret de ses pieux parents, fut instruit dans la religion catholique. Son précepteur fut le frère de l'évêque d'Arras. Mais Guillaume échappa enfin à cette tutelle pour passer sous celle de l'Empereur et devenir page de sa chambre. Charles reporta bientôt sur le neveu toute l'amitié qu'il avait eue pour l'oncle. A quinze ans, Orange, grâce à son tact, à sa discrétion, à l'enjouement de ses manières, était le serviteur favori de l'Empereur. Il assistait à ses conférences les plus secrètes et entendait débattre devant lui les plus graves intérêts. C'est là, dans les coulisses de cette grande

scène, qu'il étudia les affaires, et surtout les hommes, et apprit de bonne heure à démêler les secrets motifs de leurs actions. A dix-huit ans, il épousa Anne d'Egmont, fille unique du comte de Buren, l'un des plus riches partis des Pays-Bas. A dix-neuf, il commandait déjà dix enseignes de gens de pied. Il en avait à peine vingt-deux que l'Empereur l'appela, en 1555, de préférence aux plus illustres capitaines, à commander l'armée qui défendait contre les Français la frontière des Pays-Bas. Le jeune général, sans vivres et sans argent, ne pouvait rien entreprendre de sérieux ; mais il justifia la confiance de l'Empereur par la discipline qu'il fit régner parmi ses soldats. Charles l'employa ensuite dans des missions diplomatiques, plus conformes à la pente de son génie. Enfin, la dernière preuve de confiance qu'il lui donna fut la plus significative : c'est sur l'épaule du prince que l'Empereur s'appuyait le jour de son abdication.

En même temps que Granvelle, Charles-Quint légua Guillaume d'Orange à son fils. Philippe accueillit avec sa réserve ordinaire le don que son père lui faisait. Il employa le prince, dont il connaissait la haute capacité, à négocier avec Granvelle et Ruy Gomez le traité de Cateau-Cambrésis, victoire diplomatique qui couronnait celles de Saint-Quentin et de Gravelines. Le roi, impatient de retourner en Espagne, avait enjoint à ses plénipotentiaires de conclure la paix à tout prix. Mais ceux-ci, plus habiles que leur maître, vendirent la paix à la France, au lieu de la lui acheter. Sur ce terrain délicat, les talents diplomatiques d'Orange brillèrent même à côté de ceux de Granvelle ; les deux adversaires,

avant de se combattre, firent ensemble leurs premières armes. Le traité une fois conclu, Orange fut un des otages choisis par Henri II pour en garantir l'exécution. C'est à lui que le roi, dans une partie de chasse, révéla étourdiment son plan d'extirpation de l'hérésie en France. Guillaume mérita son surnom de *Taciturne* en recevant sans sourciller cette étrange confidence. Mais cet instant décida la vocation de toute sa vie : chasser de la Flandre « cette vermine d'Espagnols » devint le secret mobile qui dirigea depuis lors toute sa conduite. Nous n'en ferons pas honneur, vers cette époque du moins, à ses convictions religieuses. Mais il se sentit ému de pitié, c'est lui qui nous l'apprend dans son Apologie, pour toutes ces victimes innocentes que l'on vouait à la mort. Nommé par Philippe Stathouder de Hollande et de Frise, il reçut de lui les ordres les plus sévères pour l'exécution des édits de Charles-Quint. Mais il se garda bien de les exécuter ; et c'est grâce à son inertie et à sa connivence secrète que l'hérésie put se répandre à l'aise dans ces provinces, qui devaient fonder un jour la première assise de la future république.

Anne d'Egmont, la première femme du prince d'Orange, était morte en 1558, vivement regrettée de son mari. Elle lui laissa deux enfants, un fils et une fille. Comme tous les caractères enfermés, Guillaume avait besoin de la vie de famille. Décidé à se remarier, il dirigea d'abord ses vues vers la fille de Christine de Lorraine ; mais, devinant bientôt la répugnance du roi pour ce mariage, il se retourna d'un autre côté. Son choix cette fois se porta sur une Allemande et une Luthérienne, Anne, fille de

Maurice de Saxe, le champion de la Réforme et le vainqueur de Charles-Quint. Une pareille union ne pouvait manquer de déplaire à Philippe; nous verrons plus loin les efforts inutiles qu'il fit pour l'empêcher.

En 1559, Guillaume, s'il n'était pas le plus populaire, était le plus influent peut-être de tous les nobles des Pays-Bas. Ses vices, chose moins rare qu'on ne pense, l'avaient pour cela mieux servi que ses vertus. Rien, il est vrai, ne présageait encore en lui le « père de la patrie » et le champion de la liberté religieuse; mais sa fortune, toujours au service de ses amis, ses habitudes de faste et de prodigalité, et la grâce irrésistible de son commerce, lui avaient gagné tous les cœurs. Taciturne avec ses ennemis seulement, il savait être à la fois le plus réservé de tous les hommes d'État et le plus aimable de tous les convives. Malgré ses immenses revenus, sa fortune était dès lors obérée. La lésinerie calculée de son nouveau maître Philippe, en le laissant faire à ses frais de coûteuses ambassades, l'avait entraîné à des dépenses au dessus de ses moyens. « Nous sommes d'une race, « écrivait-il à son frère Louis, qui dans sa jeunesse « n'apprend guère à compter; mais nous nous for- « mons en devenant vieux, comme feu notre père. » Granvelle, quelques années plus tard, évaluait les dettes du prince à 900,000 florins. Sa maison était montée sur un pied royal. Vingt-quatre gentilshommes et dix-huit pages de noble naissance y faisaient le service. La plus splendide hospitalité régnait dans son palais de Bruxelles. Sa table était ouverte à la noblesse flamande et étrangère, et même à la bour-

geoisie, où le prévoyant Guillaume savait déjà s'assurer des amis. Quant au faste de sa table, on en jugera par ce seul fait: lorsque le prince voulut mettre ordre à ses affaires, vingt-huit chefs de cuisine furent congédiés en un jour; et cependant le renom de sa table n'en fut pas diminué; les princes allemands continuèrent à envoyer leurs cuisiniers se former à cette illustre école. Philippe lui-même, ayant perdu le chef de ses cuisines, dut emprunter celui du prince d'Orange.

Mais l'attrait le plus puissant du prince, c'était son caractère, où la solidité du fond n'excluait pas la grâce de la forme. « Jamais », dit un écrivain catholique, Pontus Payen (*Hist. manuscr. de la guerre des Pays-Bas*), « parolle arrogante ou indiscrète ne « sortoit de sa bouche, par collère ou autrement. « Mesmes, quand ses domestiques lui faisoient « faulte, il se contentoit de les admonester gracieu- « sement, sans user de menaces. Il estoit d'une « éloquence admirable, qui faisoit plier les autres « ainsy que bon lui sembloit. Sy estoit singulière- « ment aimé et bien voulu de la commune, pour « une gracieuse façon de faire qu'il avoit de saluer, « caresser et arraisonner familièrement tout le « monde... »

Comme diplomate, Guillaume avait déjà fait ses preuves, et le roi, qui l'avait vu à l'œuvre, l'estimait assez pour le craindre. La Flandre attendait beaucoup de lui, moins que d'Egmont pourtant. Chose étrange, on accusait Orange de timidité, lui qui vécut vingt ans, calme et serein, sous le poignard des assassins. Du reste, que n'a-t-on pas dit de cette vie, si calomniée plus tard, à mesure qu'elle

se dépouillait des taches de sa jeunesse, et se transfigurait par le patriotisme et par la piété? On a bien affirmé de lui qu'il avait assassiné sa première femme qu'il adorait, pour épouser la seconde dont il dut se séparer. On a dit de lui qu'il ne cherchait que son propre intérêt, quand il engagea tous ses biens, et vécut dans la gêne pour acheter des armées à son pays. On a prétendu qu'il était ambitieux, quand le seul tort que l'histoire ait à lui reprocher, c'est de ne l'avoir pas été assez, et d'avoir fait de sa popularité un marchepied pour le pire et le plus éhonté des Valois, le misérable duc d'Anjou! Mais c'est ainsi que les contemporains écrivent l'histoire, sous l'empire de leurs passions et de leurs préjugés. Il a fallu la mort de Guillaume, plus belle encore que sa vie; il a fallu trois siècles écoulés et les lettres secrètes qui nous montrent Philippe réduit à assassiner son ennemi, faute de pouvoir l'acheter, pour nous révéler la calme grandeur de ce caractère, où le chrétien se fond avec le patriote, au point que l'histoire elle-même ne peut plus les séparer.

Nous avons parlé des chefs du parti national, mais il faut dire aussi un mot de l'armée. L'aristocratie flamande, à cette époque où l'histoire de la Flandre devient celle de l'Espagne, se trouvait dans une position singulière. La paix venait de renvoyer dans leurs foyers une foule d'officiers et de soldats accoutumés à la licence des camps. La plupart avaient servi dans ces fameuses *compagnies d'ordonnance*, cavalerie d'élite qui, avec les reîtres allemands et les fantassins espagnols, formait l'élite des armées impériales. Les soldats, habitués à vivre de pillage, étaient devenus incapables de tout tra-

vail. Quant aux nobles, accoutumés, dans la guerre, à rivaliser de faste avec les Espagnols, ils rapportaient chez eux des habitudes de dépense et de vie large que la paix ne pouvait plus alimenter. Tous ces éléments de désordre existaient déjà sous Charles-Quint. Sa prudence consommée, l'égale pression de son sceptre sur ses divers États, enfin sa préférence secrète pour les Belges, ses compatriotes, avaient su conjurer l'orage, et l'ajourner au règne suivant. Mais, sous Philippe II, les choses avaient changé de face : sa préférence avouée pour les Espagnols, son aversion mal déguisée pour les Flamands allaient faire éclater l'incompatibilité d'humeur entre la Flandre et son souverain.

La répulsion n'était pas moins profonde entre les deux peuples, accouplés violemment sous le même joug, et dont l'un se consolait de servir en opprimant l'autre. La noblesse flamande, comme celle de l'Allemagne, se distinguait par son esprit factieux et par la licence de ses mœurs. « Quand un Allemand, » dit le Vénitien Badoaro, « se sent à jeun, il s'imagine aussitôt qu'il est malade ; » et les nobles flamands avaient à cœur d'être à jeun le moins souvent possible. Leurs fortunes, rongées par l'usure, se fondaient peu à peu. Les festins d'apparat, le faste princier de leurs maisons, la folle ostentation de leurs livrées, dévoraient leurs patrimoines ; la guerre et les rançons des nobles prisonniers ne venaient plus combler le vide de leurs coffres-forts. Par un contraste heureux, la classe moyenne, avec ses instincts d'ordre et de bien-être réglé, s'enrichissait par le commerce, à mesure que les nobles s'appauvrissaient par leurs vices. L'aristocratie n'était

qu'un hors-d'œuvre dans cette république marchande, dont la bourgeoisie était le nerf, et dont une noblesse dissolue ne pouvait qu'entraver l'avenir. Dans leurs habitudes de déréglement qu'ils ne voulaient pas réformer, tous ces Catilinas en demi-soldé dédaignaient l'industrie qui eût pu les enrichir, et jetaient un œil de convoitise sur les immenses biens du clergé. L'exemple des princes luthériens d'Allemagne, enrichis des dépouilles des couvents, prêchait éloquemment la Réforme aux nobles endettés des Pays-Bas. L'historien catholique, Pontus Payen, raconte d'eux « qu'ils ne tenoient d'autres « propos à table que de réformer l'état ecclésiasti- « que, et surtout les riches abbayes, leur ostant les « grands biens qui estoyent cause, si qu'ils disoyent, « de leur mauvaise vie, pour les ériger en *croisades* « (fiefs militaires). En les conférant à de povres « gentilshommes qui seroyent tenus de faire service, « au lieu d'un tas de fainéants, vivant à l'épicu- « rienne, on aurait ainsi une belle cavalerie tou- « jours sous la main, au grand proffict du roi et du « pays. »

La bourgeoisie et les classes laborieuses même, enrégimentées en *gilds* ou corporations de métiers, prenaient une part active au maniement des affaires locales. La cité, comme dans la Grèce ancienne, était un État, qui avait son territoire, ses lois et ses franchises qu'il défendait avec une âpreté jalouse. La vie municipale coulait à pleins bords dans toutes ces petites républiques dont l'ensemble formait la grande fédération, monarchique de nom, républicaine de fait, qu'on appelait les Pays-Bas. Les corporations recrutaient dans leur sein les membres du

conseil communal; la commune à son tour nommait les députés qui traitaient dans les *États* des intérêts de la province. Ainsi, dans cette échelle de libertés, toujours plus larges à mesure qu'elles se rapprochaient de leur base, toutes les classes du peuple se formaient de bonne heure au maniement de leurs affaires et à la défense de leurs droits. La liberté, dans cet heureux pays, se mêlait à l'air que l'on y respirait. Un immense bien-être circulait dans toutes les veines du corps social. Les diverses classes, habituées à siéger ensemble dans les États provinciaux, avaient appris à s'unir par leurs intérêts communs plutôt qu'à se heurter par leurs différences. L'Espagne, d'ailleurs, personnifiée dans Philippe II, s'était chargée de donner aux Pays-Bas la seule unité qu'ils eussent jamais connue, la haine de l'étranger.

Telle était la situation délicate et compliquée où Philippe, en s'éloignant, allait laisser la Flandre. Au premier rang, quelques nobles, élite et orgueil des Pays-Bas, en qui il aurait pu trouver des auxiliaires utiles, et que sa méfiance maladroite avait déjà aliénés de l'Espagne et de lui. Au-dessous d'eux, une noblesse factieuse, dissolue, obérée, impatiente du repos et de la pauvreté, prête à tout pour s'enrichir, à combattre l'étranger aussi bien qu'à le servir, et à dépouiller le clergé comme à pactiser avec lui. Au-dessous encore, une bourgeoisie, âpre au gain comme au plaisir, laborieuse et sensuelle, économe dans la semaine et prodigue aux jours de fête; hostile au fond à l'Espagne qui entravait son commerce au lieu de le protéger. En bas enfin, un peuple d'artisans intelligents et grossiers, toujours entre le

chômage et l'émeute, mais Flamands avant tout, par le patriotisme, par la foi, par la haine de l'Espagnol. A tous ces éléments de guerre civile, ajoutez les haines religieuses, couvant dans tous les cœurs, et n'attendant pour éclater qu'un mot d'ordre que l'inquisition va leur donner ; ajoutez encore les sanglants édits de Charles-Quint, détestés, honnis, bravés et pourtant exécutés ; le sang des martyrs ruisselant sur ces places qui retentissaient naguère du bruit des fêtes ; le catholicisme flamand, si tolérant et si humain, revêtant la sombre empreinte du catholicisme espagnol, et se faisant le suppôt du saint-office ; les prédicateurs calvinistes, prenant tous les déguisements pour répandre dans les masses le levain de la parole de Dieu, avec un zèle que n'arrêtait pas la crainte de l'échafaud ; les martyrs enfin, excitant du haut de leurs bûchers la foule sympathique, et lui prêchant le christianisme, régénéré, comme au temps de sa jeunesse, par la persécution.

Puis, placez à côté de ce volcan, toujours prêt à éclater, trois États qui ont un égal intérêt, pour affaiblir l'Espagne, à incendier les Pays-Bas. D'abord la France, avec ses deux mille églises protestantes, envoyant la Réforme à la Flandre, comme pour se rattacher par elle à l'Allemagne de qui elle l'avait reçue. Puis l'Allemagne réformée, retranchée dans son luthéranisme comme dans un fort, déjà sourde aux misères du calvinisme qu'elle persécutera bientôt, mais sympathisant avec la Flandre par sa haine contre l'Espagne, et par les relations de famille de ses princes avec la haute noblesse flamande. Enfin, l'Angleterre, préludant sous Élisabeth à sa politique

d'égoïsme, offrant d'une main la Réforme aux Pays-Bas, et de l'autre leur prenant tout ce qu'elle peut leur prendre de leur commerce, en attendant qu'elle leur vende, au poids de l'or, quelques maigres secours... Telles étaient, au dedans et au dehors, les relations des Pays-Bas avec l'étranger et avec leur roi; tel était le pays ombrageux que Philippe, en partant, allait abandonner à une femme et à un prêtre, sans leur laisser ni argent, ni armée, ni même une direction politique qui leur tînt lieu de tout cela.

Le 7 août, le roi convoqua à Gand les États généraux pour leur adresser ses adieux. Toujours muet comme son père, il prit pour interprète l'évêque d'Arras, et insista, par sa bouche, sur « le regret « qu'il éprouvait de partir, sur la nécessité qui pou« vait seule l'y contraindre, et sur son affection pour « ces provinces, berceau de son père, et le plus « riche joyau de sa couronne. Il n'avait pas voulu « quitter ses fidèles sujets des Pays-Bas avant « d'avoir mis fin à la guerre qui menaçait leurs « frontières. Cette guerre n'avait eu qu'un but, « celui de les défendre; mais elle avait épuisé « toutes ses ressources, et il se voyait réduit à leur « demander un nouveau subside, qui serait, jus« qu'au dernier florin, dépensé dans leur intérêt. « Enfin, à défaut de son fils don Carlos, trop jeune « encore, il avait fait choix, pour gouverner ces « provinces, de la duchesse de Parme, fille de l'em-

« pereur. Née en Flandre, elle avait toujours gardé « pour son pays natal une vive affection, et se « montrerait dévouée à leurs intérêts comme aux « siens. »

Malgré la rhétorique de Granvelle, ce discours fut loin de plaire aux honnêtes flamands. Les édits de Charles-Quint étaient exécrés de ce peuple généreux, et l'empressement de Philippe à les confirmer froissait le sentiment public, révolté de tant d'horreurs. Le joug de l'Espagne était loin d'être populaire dans les Pays-Bas; la présence de ses garnisaires armés était le plus sérieux de tous les griefs du pays. Or, la harangue royale ne disait pas un mot de leur retrait; en revanche, elle demandait l'argent destiné à les solder. Ainsi, la Flandre devait fournir elle-même les verges pour la fouetter. Or, les Flamands, comme tous les peuples riches, tenaient fort à leur bourse. Charles-Quint, leur compatriote et leur maître, ne s'était pas fait faute d'y puiser, et le fils marchait fidèlement sur les traces de son père. Mais, aussi âpre que Charles-Quint à la curée, Philippe ne savait pas comme lui sauver la rigueur du fond par la grâce de la forme.

Le lendemain, les Etats vinrent tour à tour apporter leur réponse. Les députés de l'Artois exprimèrent avec chaleur leur dévouement. « Ils se « déclarèrent prêts à payer avec joie leur contin- « gent du subside; mais ils supplièrent humble- « ment Sa Majesté de leur accorder le retrait des « garnisons espagnoles, devenues inutiles depuis la « paix. » Au début de ce discours, un sourire de satisfaction avait éclairé la sombre figure du monarque; mais quand il entendit des sujets mettre une

condition à leur obéissance, il se rassit avec un geste de dépit, et sa morne attitude trahit son mécontentement. L'exemple de l'Artois fut suivi par les autres provinces. Chacune d'elles, la main sur les cordons de la bourse, se déclara prête à les dénouer, du jour où le dernier des soldats espagnols aurait quitté les Pays-Bas. Enfin, une adresse respectueuse, signée du prince d'Orange, du comte d'Egmont et de toute la noblesse, présenta au roi le tableau « des infâmes « exactions, pillages et voleries exercés par ses « troupes. » L'adresse suppliait le roi de « délivrer « ses fidèles provinces d'un fardeau devenu insup- « portable; car les habitants des campagnes et les « bourgeois eux-mêmes aimaient mieux abandon- « ner leurs demeures que de rester exposés aux « insultes d'une soldatesque sans frein. »

C'en était trop pour l'orgueil de Philippe; oubliant sa réserve habituelle, il se leva brusquement et sortit furieux de la salle. Aux membres qui se pressaient sur son passage, il demanda avec hauteur si, en sa qualité d'Espagnol, il aurait aussi à vider les lieux, et à se démettre de toute autorité. Mais la colère est mauvaise conseillère, et le roi regretta bientôt de n'avoir pas été maître de son premier mouvement. Avec un peuple irritable et fier, plus habitué à dicter la loi qu'à la recevoir, le plus sage était de dissimuler et de promettre, sauf à ne pas tenir, rôle familier au fils de Charles-Quint. Peu de jours après, le roi fit répondre aux États que « l'in- « fanterie espagnole était nécessaire pour garder le « pays contre l'invasion, et qu'elle ne montait pas « en tout à 4,000 hommes. Si le roi avait connu « plutôt les vœux de ses fidèles sujets, il se serait

« pourvu d'une flotte pour emmener ses troupes « avec lui. Mais il voulait à l'avenir se charger seul « de leur entretien. Elles seraient mises sous les « ordres de deux des premiers nobles du pays, « le prince d'Orange et le comte d'Egmont. Enfin, « il s'engageait expressément, dans le délai de trois « mois, ou quatre au plus, à effectuer leur retrait. » Philippe, on le voit, quand il avait besoin d'argent, savait maîtriser sa colère et faire bon marché de sa dignité. Mais, malgré ce langage conciliant, la plaie resta profonde dans le cœur du monarque.

Plus Philippe était irrité contre les États, plus les adieux qu'il leur fit furent empreints de cordialité. Il affecta pour les députés une bienveillance toute spéciale, et censura indirectement la démarche des seigneurs qu'il n'osait pas attaquer tout haut. Cependant, malgré sa rancune, il partagea entre les principaux nobles les gouvernements des Pays-Bas : à Egmont, la Flandre et l'Artois; au prince d'Orange, la Hollande, la Zélande et Utrecht. Enfin, à défaut de bienfaits plus solides, il leur laissa en partant des promesses de *merced*, à Egmont 50,000 écus, à Orange 40,000, à Berghes et à Hornes 15,000, faveurs en expectative, peu dispendieuses pour les finances royales, et destinées à tenir en bride ceux à qui on les promettait.

Sur un seul point, le roi, avant de quitter la Flandre, manifesta nettement sa pensée : ce fut sur le maintien des édits de Charles-Quint. Le point capital, aux yeux de Philippe comme à ceux de tout vrai Espagnol, c'était l'hérésie. « Or, la Flandre « étant infectée de ces nouvelles et damnables doc- « trines, Sa Majesté, jalouse d'extirper ce venin

« mortel de ses États, avait commandé à la régente
« de maintenir en vigueur tous les édits de l'em-
« pereur contre les hérétiques. Ces édits, ajoutait le
« roi, ne sont pas dirigés, comme l'ont cru quel-
« ques-uns, contre les seuls anabaptistes, mais
« contre tout hérétique, sans acception de rang ni
« de personnes; et il sera procédé avec la dernière
« rigueur non-seulement contre les coupables, mais
« contre leurs fauteurs et contre tout magistrat qui
« mollirait dans l'exercice de ses fonctions. »

La flotte de Philippe l'attendait à Flessingue. Il s'y rendit, accompagné de la régente, du duc de Savoie et de l'élite de la noblesse flamande et espagnole. Guillaume d'Orange, qui l'y avait devancé, vint prendre congé de lui. A sa vue, le roi se laissa encore jeter par la colère hors de sa réserve ordinaire. Il éclata en reproches sur l'insolente requête que le prince avait autorisée de son nom. Guillaume répondit humblement qu'il n'avait rien fait que de conforme à tous les précédents des États. Alors le roi, hors de lui, s'oublia jusqu'à saisir le prince par son collet, et le secouant violemment, il s'écria en espagnol : « *no los Estados, mas vos, vos, vos!* (ce ne « sont pas les États, mais vous, vous!). » Orange, toujours maître de lui, ne répondit rien à cet outrage public, d'où la dignité du monarque sortait plus compromise que la sienne. Philippe s'embarqua ensuite, sans que le prince se crût obligé de l'accompagner à bord du vaisseau, comme le firent tous les autres grands. Le roi mit à la voile le 26 août; il n'arriva en Espagne que le 8 septembre, après une traversée difficile. Plusieurs de ses vaisseaux, chargés des dépouilles de la Flandre, furent

englouтis dans la mer. Échappé au danger, Philippe crut ne pouvoir mieux témoigner à Dieu sa reconnaissance, qu'en assistant dans Valladolid à l'autodafé solennel que nous avons déjà décrit.

CHAPITRE II

LA RÉFORME DANS LES PAYS-BAS. ADMINISTRATION ET CHUTE DE GRANVELLE.

1521 A 1564.

La Flandre, avant-garde de la Germanie sur le sol du midi de l'Europe, tient à la fois, par sa nature et par sa position, des deux grandes familles de peuples qu'elle sépare en les touchant. Pris dans leur ensemble, avec les deux races qu'ils enferment, la race wallonne et la race hollandaise, les Pays-Bas sont un compromis entre le caractère de la France et celui de l'Allemagne, avec des traits communs à toutes deux. Du Midi, ils ont l'ardeur, l'irritabilité, l'esprit inquiet et factieux; du Nord, l'âpreté au travail et au gain, la persistance et la solidité.

Au XVIe siècle, avant que la civilisation eût promené partout son niveau, la nationalité de ce petit peuple, si vivace aujourd'hui, était encore plus fortement tranchée. Entourée de nations rivales, qui enviaient son industrie sans pouvoir l'égaler, la Flandre avait puisé dans son commerce avec l'univers une rare largeur de vues, une active sympathie

pour le progrès en tout sens, une vive et saine compréhension de tous les intérêts de l'humanité. Anvers était la vraie capitale de cet empire commercial, qui avait ses destinées distinctes des empires politiques. Toujours peuplée d'étrangers qui, en venant y chercher la richesse, y apportaient la liberté, cette cité cosmopolite était devenue le grand marché des idées du monde en même temps que de ses denrées.

Le Flamand, peuple métis, mobile et sérieux à la fois, a toujours eu le sens religieux très-vivement développé. A l'inverse de l'Allemagne, où couve un fonds de sensualité brutale, dont l'anabaptisme a été l'expression la plus cynique, la sensualité flamande, plus raffinée, n'excluait pas le culte des vieilles mœurs et des vieilles croyances. Nulle part Rome n'était moins puissante, et la religion plus respectée, mais dans son essence, et non dans ses abus. La domination de la Castille, implantée d'hier sur ce sol libre, n'avait pas eu le temps d'y naturaliser avec elle l'inquisition, sa compagne fidèle. Le catholicisme en Flandre était, comme en Italie, une religion de fêtes et de spectacles, mais non d'intolérance et de bûchers. De somptueuses églises, parées de tableaux et de fleurs, de riches monastères, à la vie molle, à l'hospitalité facile, un clergé bon vivant et peu lettré, plus soucieux de festins que de luttes théologiques, telle était jusqu'à Charles-Quint la religion des Pays-Bas, sensuelle mais indulgente, toujours prête à pactiser avec la faiblesse et à pardonner à l'erreur. Toutefois, sous ces dehors frivoles, se cachaient un vivace instinct de croyances, et une faculté de dévouement que la

persécution devait bientôt exalter jusqu'au martyre.

Un pareil peuple, catholique à la surface, mais chrétien par le fond, ouvert à toutes les idées nouvelles, un peuple où le dernier des paysans savait lire et écrire, la patrie d'Érasme, en un mot, devait imbiber la Réforme par tous les pores. L'hérésie, d'ailleurs, était plus vieille que le luthéranisme sur le sol des Pays-Bas. Depuis Wiclef jusqu'à Luther, toutes les sectes révoltées contre Rome avaient trouvé sur cette terre gibeline des adhérents et des martyrs. Le trafic des indulgences et l'oisiveté des moines révoltaient tous les instincts de ce peuple économe, habitué à travailler avant de jouir. Aussi, à peine la Réforme avait-elle éclaté à Wittemberg, que déjà les Pays-Bas en étaient infectés. Dès 1521, trois mois après la diète de Worms, les doctrines de Luther étaient proscrites à Bruxelles par un édit de l'empereur; un *inquisiteur général pour la foi* y était établi par l'empereur et confirmé par le pape Adrien VI. Cet inquisiteur laïque, Vanderhülst, qu'Érasme appelle « un prodigieux ennemi de la science, » était armé des pouvoirs les plus étendus. Ses sentences étaient sans appel, et n'avaient besoin, pour être exécutoires, que de la sanction du président de la cour de Malines, aussi cruel et aussi ignorant que lui. Vanderhülst avait pour coadjuteur un moine, Nicholas van Egmont, « un fou, » dit encore Érasme, « entre les mains duquel on avait mis « une épée. » Tels étaient les juges, humains autant qu'éclairés, à qui le clément empereur abandonnait la vie et la fortune de ses sujets.

L'ordre qui avait enfanté Luther fut le premier où ses croyances trouvèrent des sectateurs. La dou-

trine de la *justification par la foi* fut prêchée dans l'église des Augustins d'Anvers, en 1521, devant une affluence chaque jour croissante. L'éveil fut bientôt donné par l'inquisition, toujours aux aguets. Une instruction commença : le prieur se rétracta ; mais trois moines persistèrent, et furent condamnés au feu. Deux d'entre eux furent brûlés sur la grande place d'Anvers ; le troisième disparut sans qu'on ait jamais su ce qu'il était devenu. Le couvent fut rasé jusqu'au sol, et l'inquisition crut avoir effacé avec lui toute trace de ces doctrines proscrites.

Mais la semence des martyrs fut féconde. Dans toutes les provinces des Pays-Bas, dans toutes les classes de la société, au sein même du clergé, les doctrines de Luther furent accueillies avec transport. Comme en Allemagne, des couvents des deux sexes furent désertés par leurs habitants. Des nobles, des savants, se rencontrèrent avec les pauvres artisans dans les prêches d'abord, et bientôt sur les bûchers. Un homme du peuple, juché sur un mât de vaisseau, annonça l'Évangile à Anvers ; il fut cousu dans un sac et jeté à l'eau. Un prêtre hollandais, à peine âgé de vingt-sept ans, s'était marié et prêchait le luthéranisme, de parole et d'exemple. En septembre 1825, il fut condamné au feu. Lié au poteau, « O mort! s'écria-t-il avec saint Paul, où est ton « aiguillon? O sépulcre, où est ta victoire? » Et comme le bourreau allait l'étrangler avant de le livrer aux flammes, ses dernières paroles furent celles de son Maître : « Seigneur Jésus, pardonne-leur, car ils ne savent pas ce qu'ils font! » Un moine s'était marié à Tournay ; on lui offrit sa grâce, s'il voulait abjurer ses erreurs, et déclarer que la femme

avec qui il vivait était sa concubine et non pas son épouse. Il refusa, et fut brûlé vif.

L'inquisiteur papal, encore plus méprisé que haï, avait soulevé contre lui une réprobation universelle. Pour sauver sa vie, il fut obligé de s'enfuir, et Charles-Quint finit par lui retirer ses pouvoirs. Après la bataille de Pavie, ce monarque, enivré de sa victoire, songea à la compléter en exterminant les luthériens de ses États, car il savait que la liberté religieuse conduit tôt ou tard à la liberté politique. Le pape Clément VII répondit à son appel en nommant inquisiteur général pour les Pays-Bas le cardinal évêque de Liége, plus trois inquisiteurs spéciaux pour le Hainaut, la Flandre et le Brabant. Cette inquisition, toute nationale, était autorisée à procéder sans le concours des évêques; les prélats eux-mêmes, en cas d'hérésie, étaient soumis à sa juridiction, sauf recours au saint-siége.

Les excès des anabaptistes allemands en 1534, en déchaînant les mauvaises passions des masses, réveillèrent contre elles les rigueurs du pouvoir et les rancunes des classes privilégiées. Les haines politiques purent s'abriter à l'ombre des haines religieuses, et faire justice à la fois d'une double révolte. La Suisse, les Pays-Bas et l'Allemagne se disputent le triste honneur d'avoir donné naissance à cette secte insensée autant que criminelle. Deux Hollandais, Matthiesohn de Harlem, et Jean Bockhold de Leyde, jouèrent, on s'en souvient, les premiers rôles dans la sanglante tragédie de Munster; mais les Pays-Bas eux-mêmes furent au moins autant que l'Allemagne ravagés par ces doctrines antisociales. En 1533, ces sectaires fanatiques tâchèrent

de s'emparer d'Amsterdam, et de Leyde en 1535. L'audace même de ces tentatives désespérées, qui ne furent pas très-loin de réussir, montre assez quelles profondes racines l'anabaptisme avait jetées dans le nord des Pays-Bas. En étudiant ces doctrines monstrueuses, qu'on a essayé de ressusciter de nos jours, sans le fanatisme religieux qui leur servait au moins d'excuse, on est frappé de leur affinité avec le caractère allemand dont elles caressent tous les mauvais instincts, en étouffant les bons. Chose remarquable, l'anabaptisme, spontanément éclos dans la Hollande, l'Allemagne et la Suisse allemande, n'a guère pris racine ni dans la Flandre française, ni dans la Suisse romane, encore moins chez les races du Midi, où l'individualisme, religieux et politique, s'est partout effacé devant le besoin d'unité.

Charles-Quint, passionné comme un despote pour l'unité sous toutes ses faces, opposa à ces doctrines subversives de tout ordre, divin ou humain, la répression la plus terrible. Le sang coula à flots dans toute la Hollande, et à Gand, ville turbulente, toujours ouverte à toutes les rébellions. Mais l'erreur, cette fois, trouva presque autant de martyrs que la vérité; l'hérésie se multiplia sous le fer qui la tranchait. Charles-Quint, effrayé de ses rigueurs inutiles, voulut essayer de la douceur. Il offrit un pardon complet aux anabaptistes qui renonceraient à leurs erreurs; mais personne ne voulut l'accepter, et Charles en fut pour ses frais de clémence. Le sang coula de nouveau sur les bûchers et dans les rues. Amsterdam, attaqué derechef, en 1535, faillit être pris; l'hôtel de ville fut, pendant une nuit, au pouvoir des insurgés, et c'est sur leurs corps sanglants

que les bourgeois durent y entrer. La chute de Munster et le supplice du *roi-prophète* purent seuls arrêter les effrayants progrès de l'anabaptisme.

Jusque-là, les édits de l'empereur contre l'hérésie avaient porté la trace d'une modération au moins relative. Homme politique avant tout, Charles avait trop de raisons de ménager les hérétiques en Allemagne pour les pousser à bout dans les Pays-Bas. Mais jeté hors des gonds par cette guerre sauvage déclarée à l'ordre social, le 10 juin 1535, peu de jours après la prise de Munster, il publia ce terrible édit qui condamnait au feu les hérétiques endurcis, avec cette clause incroyable que, s'ils se rétractaient, les hommes seraient décapités et les femmes enterrées vives. Dirigé d'abord contre les anabaptistes, le décret s'appliqua bientôt aux hérétiques de toute nature. Depuis cette date fatale jusqu'à la fin du règne de Charles-Quint, on est frappé de la rigueur croissante de ses édits, et de l'espèce de rage froide contre l'hérésie qui s'est emparée de son esprit. Forcé de pactiser avec elle en Allemagne, il se venge sur les Pays-Bas des ménagements qu'il est forcé de garder de l'autre côté du Rhin. Pendant cette période, qui comprend environ vingt années, l'inquisition flamande se mit avec un zèle exemplaire au service des rancunes impériales. Nous avons sous les yeux ses statuts, et, malgré l'horreur qu'ils inspirent, on peut féliciter la Flandre d'avoir échappé, même à ce prix, au joug du saint-office. Ainsi l'inquisition flamande ne décidait pas seule du sort de ses victimes; ses agents étaient pris dans le clergé séculier, au lieu de l'être, comme en Espagne, dans l'ordre de ces pieux bourreaux qu'on appelait les Dominicains.

Une dénonciation anonyme ne suffisait pas pour faire jeter en prison un père de famille et le conduire à la confiscation ou au bûcher. L'auteur d'un faux témoignage pouvait être déféré à la justice ordinaire. Enfin, l'ombre et le silence ne couvraient pas la procédure et les arrêts du saint tribunal, jusqu'au jour où le pouvoir séculier se chargeait de les exécuter au grand jour. Le mot même d'*inquisiteur* avait été épargné aux susceptibilités populaires. Les formes de la loi, si chères à ce peuple régulier, étaient encore respectées dans les procès d'hérésie. L'opinion, sur ce point, s'était prononcée avec une force irrésistible, même parmi les masses catholiques. Charles, en 1547, avait dû déclarer que les décrets de l'inquisition ne seraient valables qu'avec la sanction d'un des membres du conseil provincial.

Quant au nombre des victimes, les évaluations varient de cinquante à cent mille pour le seul règne de Charles-Quint. Nous adoptons le premier de ces chiffres, c'est celui du prince d'Orange dans son *Apologie*. Trois siècles plus tard, c'est encore celui du judicieux historien de la révolution des Pays-Bas, Théodore Just. L'ambassadeur de Venise, en 1546, évalue à trente mille le nombre des anabaptistes mis à mort, en Hollande seulement, par suite des *placards* impériaux; maintenant, est-ce exagérer que de porter à vingt mille le nombre des hérétiques luthériens ou calvinistes qui ont péri pendant toute la durée de ce règne? Les horreurs entassées sous Philippe II ont pu seules faire considérer le règne de Charles-Quint comme un règne de clémence relative. Il fallait les cruautés du fils pour faire oublier celles du père!

Qu'on n'aille pas croire cependant que l'inquisition, même ainsi atténuée, ait été acceptée sans protestation par les Pays-Bas. Le Luxembourg, Gueldre et Grœninghe réclamèrent au nom de leurs franchises, et échappèrent à son joug. Les États de Brabant, sans s'en affranchir complétement, parvinrent à invalider son action dans leur province. Charles-Quint, dans un de ses *placards*, s'étant oublié jusqu'à prononcer le nom d'*inquisiteurs*, au lieu de celui de juges, le conseil provincial refusa d'enregistrer l'édit. Quant à Anvers, les réformés, si nombreux dans ses murs, s'étaient émus à la fin de cette guerre à mort, déclarée à la liberté de conscience. Les Juifs et les Maures convertis n'y étaient guère moins nombreux, et on les accusait de pratiquer en secret les rites de leur religion. Un dernier *placard* vint révoquer toutes les franchises octroyées aux *nouveaux baptisés*, et leur enjoindre de quitter les Pays-Bas, sous peine de mort. Malgré les immunités spéciales accordées à la ville, et confirmées à plusieurs reprises par le pouvoir, aucun étranger, suspect d'hérésie, ne se sentit plus en sûreté dans ses murs.

Marie de Hongrie, gouvernante des Pays-Bas, partageait la foi de son frère, mais non son fanatisme. En voyant l'espèce de *terreur* qui pesait sur Anvers, les transactions arrêtées, les loyers diminués, les ouvriers sans ouvrage, et bientôt sans pain; les marchands enfin, prêts à aller chercher ailleurs la liberté qu'on leur refusait, la régente comprit la grandeur du danger : elle craignit de voir, si le commerce d'Anvers s'arrêtait, cesser de battre le pouls des Pays-Bas. Elle partit pour Augs-

bourg où se trouvait son frère ; et là, au risque d'être elle-même accusée d'hérésie, ce qui ne manqua pas, elle obtint de son frère, à force d'instances, l'*Édit confirmatif d'Augsbourg*. Cet édit résume, en l'adoucissant, toute la législation impériale contre l'hérésie. En voici les principales dispositions : peine de mort, par le *fer*, le *feu* ou la *fosse*, contre ceux qui vendent ou achètent des livres hérétiques, insultent des images de la Vierge ou des saints, tiennent chez eux des conventicules, ou disputent sur la sainte Écriture, en public ou en secret, et cela nonobstant toutes chartes et franchises qui s'y opposent. Défense de loger sous son toit aucuns hérétiques; exclusion pour eux de tout emploi, même après abjuration de leurs erreurs. La délation est encouragée : la moitié des biens de la victime est assurée aux délateurs. Tout officier, tout sujet même de l'empereur doit prêter aide aux juges contre les suspects d'hérésie. Défense aux juges d'atténuer en rien la rigueur des peines. Nullité de tous testaments, actes ou contrats faits par des hérétiques. Enfin, quiconque intercède pour eux devient passible des mêmes châtiments.

A dater de ce jour, jusqu'à la fin du règne de Charles-Quint, chaque jour vit s'aggraver les rigueurs de la législation. La lettre suivante, écrite à l'infante Juana, régente d'Espagne, par le reclus de Yuste, peu de temps avant sa mort (15 mai 1558), atteste le combat qui se livrait en lui entre son bon sens pratique et le fanatisme héréditaire de sa race, qu'excitait encore l'approche de sa fin : « Je voulais, dit-il, établir l'inquisition dans « les Pays-Bas, afin de châtier ces hérésies que le

« voisinage de la France et de l'Allemagne y avait
« propagées. Tous s'y opposèrent en disant qu'il
« *n'y avait pas de juifs parmi eux.* Enfin, l'on s'arrêta
« au parti de faire brûler vifs ceux qui s'obstine-
« raient dans leurs erreurs, et couper la tête à ceux
« qui abjureraient. Les choses ont eu lieu ainsi, et
« ils en sont très-mécontents, *non sans raison, vu
« l'extrême rigueur de cette loi.* Mais j'y ai été con-
« traint par la nécessité[1]. »

Nous avons vu les efforts impuissants des deux pouvoirs, religieux et civil, pour extirper la Réforme des Pays-Bas. Il nous reste maintenant à étudier son caractère dans ce pays, où elle était entrée par deux portes, diverses comme le génie des deux races qui l'habitaient. Les Wallons du Midi, plus mobiles, plus sympathiques au génie de la France, avaient reçu d'elle la foi calviniste. Les premiers dans la révolte, comme ils devaient l'être plus tard dans la défection, ils avaient accueilli la foi nouvelle avec toute l'ardeur de leur nature. A Mons, à Valenciennes, à Tournay, les fougueux prédicateurs du Languedoc n'avaient pas eu de peine à soulever ces populations altérées de l'Évangile, dont leurs prêtres les sevraient depuis si longtemps. Le sang répandu à flots avait irrité, au lieu de l'éteindre, la soif du martyre.

Dans le nord des Pays-Bas, en Hollande, Gueldre, Zélande, les choses se passaient autrement. Chez ce peuple sérieux et opiniâtre, où les impressions, plus lentes à naître, durent, comme les végétaux, en proportion du temps qu'elles ont mis à se former,

1. Gachard, *Séjour de Charles-Quint à Yuste*, Bulletins de l'Académie royale de Bruxelles, t. XII.

les principes de la Réforme, mieux compris et moins vite acceptés, avaient trouvé dans le caractère des habitants des affinités plus réelles. Placés entre les luthériens allemands et les calvinistes français, les Hollandais, chose étrange, avaient emprunté au Midi les dogmes, et au Nord le caractère de leur foi : calvinistes par la croyance, ils étaient demeurés Allemands par leurs habitudes et leurs sympathies. Plus lents à embrasser la Réforme, ils devaient y rester plus fidèles que leurs frères du Midi. A cette époque, du reste, les distinctions entre calvinistes et luthériens n'étaient pas aussi tranchées qu'elles le furent plus tard. Rapprochés par la persécution, les réformés tendaient à s'unir, d'un bout à l'autre de l'Europe protestante. Le sentiment de la solidarité humaine, révélé au monde par l'Évangile, et qui en avait disparu avec l'empire romain, semblait prêt à renaître avec la Réforme. Partout traqués dans les États catholiques, les martyrs en mourant tendaient leurs bras vers leurs frères plus heureux, qui, en Allemagne, en Angleterre, à Genève, avaient acheté, au prix de leur sang, la sainte liberté de leur foi.

La première pensée de Philippe II, en montant sur le trône, avait été de confirmer les édits de son père. S'il eût suivi son premier mouvement, il les aurait repris sous son propre nom, pour les aggraver encore, si la chose eût été possible ; mais Granvelle lui persuada, non sans peine, qu'il valait mieux laisser à son père l'odieux de ces édits et en recueillir les bénéfices. Du reste, Philippe avait rendu à l'inquisition flamande le plus beau de tous les hommages en affirmant « qu'elle était encore plus impi-

« toyable que celle de l'Espagne[1]. » Du vivant même de son père, dès le premier mois de son règne, Philippe avait confirmé les pouvoirs des inquisiteurs. Mais une fois Charles-Quint mort, et la paix conclue avec la France, il put se livrer sans distraction à la grande œuvre de son règne, l'extirpation de l'hérésie. Son seul regret, en quittant les Pays-Bas, c'est de ne plus pouvoir animer la persécution de sa présence, et faire passer son fanatisme dans l'âme des inquisiteurs. Sans cesse, dans ses lettres, il presse Granvelle et Marguerite de réveiller le zèle endormi de ses agents. Mais l'inquisition elle-même n'y pouvait rien : les hérétiques semblaient se multiplier en dépit des supplices, et la répression devenait de plus en plus impuissante. On a calculé que les édits de Charles-Quint, vers la fin de sa vie, atteignaient peut-être la moitié des habitants de ce pays. Or, sous Philippe II, le mal s'était encore aggravé : la régente se plaignait de la tiédeur des nobles flamands en matière religieuse. « Une « chose m'afflige, écrivait Granvelle au roi, c'est « que les juges répugnent à faire observer les édits, « de peur de déplaire au peuple ; et bien qu'ils ne « laissent pas d'exécuter ce qu'on leur commande, « ils s'y emploient avec mollesse. » L'hérésie gagnait chaque jour du terrain, et si l'on eût laissé les choses suivre leur pente, tout le monde aurait fini par en devenir ou fauteur, ou complice. Plusieurs nobles du plus haut rang, tels que Louis de Nassau, frère de Guillaume, et Marnix de Sainte-Aldegonde, avaient étudié à Genève, cette grande officine du

1. Lettre à Marguerite, Gachard, *Correspondance de Philippe II*, t. Ier, p. 207.

calvinisme. Ils gardaient encore le masque de catholiques, en attendant l'heure de le jeter; mais ils avaient rapporté de Genève cette soif de propagande qui enfiévrait l'air qu'on y respirait. Enfin, des milliers de protestants anglais, poussés en Flandre par les persécutions de Marie Tudor, y avaient importé leur foi; et les relations de commerce qui unissaient les deux pays y aidaient à la propagation de l'Évangile.

Rendons justice au zèle des inquisiteurs: il fallait être Philippe II pour n'en être pas satisfait. L'un d'eux surtout, Peter Titelmann, s'est fait dans les chroniques du temps[1] une sanglante popularité par un mélange de cruauté et de bouffonnerie, qui rappelle les familiers du *bon* roi Louis XI. Son ressort s'étendait sur Douai et Tournay, l'une des plus riches portions de la Flandre. C'est là qu'on nous le représente « comme une sorte de loup-garou, « rôdant nuit et jour à travers le pays, seul et à « cheval, frappant de son lourd bâton la tête des « paysans effrayés, dont pas un ne songe à se dé- « fendre; répandant la terreur autour de lui, arra- « chant les suspects de leur foyer ou de leur lit, et « les jetant de sa main dans les cachots; arrêtant, « torturant, étranglant, brûlant, sans mandat et « sans forme de procès. » Puis à côté de cette figure, moitié grotesque, moitié terrible, on rencontre celle du shérif séculier, surnommé *Verge rouge*. Celui-ci rencontre un jour l'inquisiteur sur

1. Brandt, *Hist. Reformatie*, I, 128, 168 *et passim*. — Jacobus Kok, *Vaderlandske Woorden Boek*, p. 127, art. Titelmann. — *Hist. des martyrs*, p. 385. — Delabarre, *Recueil des actes les plus notables survenus aux Pays-Bas*, Ms. aux archives de Bruxelles.

le grand chemin : « Comment, » lui dit-il tout étonné, « osez-vous ainsi vous aventurer seul, arrê-« tant les gens sans rien craindre d'eux, tandis que « j'ose à peine accomplir mon mandat à la tête « d'une bonne escorte, armé de pied en cap, et cela « encore au péril de ma vie! — Ah! ami *Verge rouge*, « répond familièrement l'inquisiteur, je te plains, « car tu n'as affaire qu'à de méchantes gens. Pour « moi, je n'ai rien à craindre, car je ne mets jamais « la main que sur de braves gens qui ne font nulle « résistance, et se laissent prendre comme des « agneaux. — C'est très-bien, reprend l'autre; mais « si vous arrêtez tous les honnêtes gens, et moi tous « les coquins, dites-moi, je vous prie, qui est-ce « qui restera dans ce pays, et qui échappera au châ-« timent? »

Après la bouffonnerie, l'horreur : Titelmann mande devant lui un maître d'école, soupçonné de lire la Bible à huis clos. Celui-ci demande à être traduit devant les juges de la ville : « C'est à moi seul « que tu as affaire, » reprend le juge irrité, et il lui ordonne de se rétracter. Le maître d'école s'y refuse. — « Aimes-tu ta femme et tes enfants? — Dieu sait, « reprend le pauvre homme, que si la terre entière « était d'or, et qu'elle fût à moi, je la donnerais « toute pour les sauver, dussé-je vivre de pain et « d'eau au fond d'une prison! — Tu n'as pour cela « qu'à renoncer à tes erreurs. — Ni pour femme, « ni pour enfants, ni pour le monde entier je ne « pourrais renoncer à mon Dieu et à la vérité. » Condamné à mort, il est étranglé, puis jeté dans les flammes.

Un autre est brulé vif pour avoir copié quelques

hymnes dans un livre de Genève. Un ouvrier anabaptiste est condamné à avoir la tête tranchée ; mais le glaive du bourreau était rouillé, et il faut s'y reprendre jusqu'à sept fois. Sa femme, qui assistait à l'exécution, en est tellement saisie, qu'elle meurt même avant son mari. Un certain Kapell, de Dixmude, était adoré des pauvres à cause de son inépuisable charité. On l'envoie au bûcher pour hérésie. Personne n'ose réclamer, si ce n'est un pauvre idiot, qu'il nourrissait dans sa maison. « Pourquoi « le menez-vous au supplice?» dit celui-ci aux satellites. « Il n'a jamais fait mal à personne, et c'est lui « qui m'a donné du pain. » Puis, suivant son bienfaiteur, comme un chien fidèle, jusqu'au pied de l'échafaud, il se jette dans les flammes, et ce n'est qu'à grand'peine qu'on peut l'en arracher. Deux jours après, le corps de la victime, à demi consumé, se dressait encore sur le bûcher éteint; le pauvre idiot prend dans ses bras le squelette noirci, et le porte jusque dans la salle où siégeait le tribunal. Là, forçant son chemin jusqu'aux juges, il jette son fardeau à leurs pieds, en criant : « Assassins, vous « avez mangé sa chair, dévorez maintenant ses os!»

Un fabricant de Tournay, poussé à bout par toutes ces cruautés, résolut de les venger par un coup d'éclat. Il engage sa femme et ses enfants à prier pour le succès de l'entreprise qu'il médite. Puis il se rend à la cathédrale : là, il attend le moment de l'élévation, et, fendant la foule, il arrache l'hostie des mains du prêtre, et la foule aux pieds en criant : « Ames égarées, pouvez-vous croire que « ce morceau de pâte soit Jésus-Christ votre Sau« veur? » Grâce à l'étonnement, à l'horreur ou à la

secrète sympathie des assistants, chacun restait à sa place, frappé de stupeur. Le sacrilége aurait pu s'échapper; il n'y pensa même pas. Il avait fait son devoir, ou ce qu'il considérait comme tel, et il attendit patiemment son sort. On lui demanda s'il se repentait de ce qu'il avait fait. « Non, certes, » répondit-il, « je m'en fais gloire, et je mourrais de mille « morts, pour sauver de cette profanation le nom « de mon Rédempteur. » Trois fois on le soumit à la question, pour lui arracher le nom de ses complices. Il n'en avait pas, il ne put donc pas les nommer. Il périt enfin au milieu des tortures, qu'il souffrit avec une invincible constance.

Un nommé Ogier est arrêté par Titelmann avec sa femme et ses deux fils. Leur crime était de ne point aller à la messe, et de célébrer le culte dans leur maison. Ce crime, ils le confessèrent franchement, en ajoutant « qu'ils ne pouvaient supporter de voir « déshonorer le nom du Sauveur dans des sacre- « ments idolâtres. — Mais en quoi consiste votre « culte? lui demanda un juge. — Nous nous met- « tons à genoux tous les quatre, répondit un enfant, « et nous prions notre Père céleste qu'il veuille bien « nous pardonner nos péchés. Nous prions aussi « pour le roi, afin qu'il vive et nous gouverne en « paix, et pour les magistrats et ceux qui sont en « autorité, que Dieu les protége et les garde tous! » Ces naïves paroles arrachèrent des larmes aux yeux de quelques juges; mais le père et le fils n'en furent pas moins condamnés. Quand on lia l'enfant au poteau : « O mon Dieu! s'écria-t-il, accepte le sacri- « fice de nos vies, au nom de ton fils bien-aimé. — « Tu mens, misérable, » s'écria un moine qui attisait

le feu; « Dieu n'est pas votre père, vous êtes les « enfants du diable! » Et comme la flamme enveloppait les deux victimes, « regarde, père, » s'écria l'enfant d'une voix triomphante, « je vois le ciel « qui s'ouvre et des milliers d'anges qui viennent « au-devant de nous! — Tu mens encore, ce sont « des démons, » interrompit le moine écumant de rage... Mais l'âme de l'enfant s'était déjà envolée. Huit jours après, la mère fut brûlée à son tour avec le second fils, et toute la famille disparut, en laissant dans toutes les âmes un long souvenir de pitié et d'horreur.

Maintenant, nous nous demanderons avec Motley (I, 337): « Les souffrances de ces obscurs chrétiens « sont-elles au-dessous de la dignité de l'histoire? » Et nous répondrons avec lui: « Mais ce sont ces « souffrances mêmes qui sont l'histoire des Pays-« Bas. » Elles seules peuvent nous révéler les causes secrètes de ce grand mouvement qui a enfanté la république de Hollande. Granvelle se trompe ou ment quand il affirme que « les nobles seuls ont mis « en branle une pareille révolution, dans le misé-« rable but de payer leurs dettes; et que, sans « Egmont et Orange, et leur jalousie contre le car-« dinal, le peuple, cet animal malfaisant (*ruin ani-« mal*), n'aurait pas bougé. » Mais il a raison d'accuser les nobles flamands; car si ce ne sont pas eux qui ont tout fait, ce sont eux qui ont tout commencé. Ils ont donné, comme cet héroïque idiot, le signal de la résistance; et ce signal, à la longue, devait être compris. Quand Naples, sous le feu des canons espagnols, repoussait l'inquisition de ses murs; quand Rome, à la mort de Paul IV, mettait le feu

au palais des inquisiteurs, et délivrait leurs victimes, Naples et Rome donnaient aux Pays-Bas un exemple qu'ils devaient suivre un jour. Le courage dans la lutte ne pouvait venir qu'après la patience dans l'épreuve.

Philippe, instruit par les échecs de son père, avait renoncé à imposer de force aux Flamands le saint-office espagnol. Il espérait l'y faire rentrer à huis clos ; mais le clergé castillan, impatient du triomphe, divulgua les plans du monarque, et l'affaire fut manquée. Les nobles comprirent où l'on voulait les mener, et s'arrêtèrent à temps. De là ces graves paroles de Guillaume dans son *Apologie :* « Je vis bien « que c'étaient des filets tendus aux seigneurs, pour « les surprendre aussi bien que le peuple... Et « j'avoue que j'entrepris tout de bon, *dès ce temps-* « *là*, de faire chasser cette malheureuse race d'Es- « pagnols hors du pays. Je ne me repens point de « cette résolution; au contraire, je suis persuadé « que mes confrères et moi, et tous ceux qui ont « travaillé à ce grand ouvrage, avons fait une chose « digne d'éternelle louange. »

Sur deux points seulement les manifestations religieuses prirent le caractère de la résistance ouverte. A Tournay, une forte citadelle, bien garnie de troupes, garantissait, dans la ville au moins, le maintien de l'orthodoxie. Mais, comme Granvelle l'écrivait au roi, « *qui gardera les gardiens?* » Un beau jour, en dépit de la garnison qui laissait faire et regardait passer, hommes, femmes, jeunes gens, se mirent à parcourir les rues le soir en chantant les psaumes de Marot, comme à Paris étudiants et bourgeois au *Pré aux Clercs*. Chassés de la ville, ils se réunirent

dans les bois pour y entendre prêcher la parole divine, en plein air, sous la voûte du ciel. Une fois, près de quatre mille personnes se rassemblèrent autour d'un émissaire de Calvin, Jean Delaunay, ouvrier tapissier, qui prêchait avec une rare puissance. A Valenciennes, mêmes chants, même prédication, même affluence. La régente, alarmée, pressa Montigny et de Berghes, qui commandaient dans ces deux villes, de réprimer ces désordres. Tous deux firent la sourde oreille, et s'absentèrent à dessein. Montigny, forcé de rentrer à Tournay, sévit enfin, à regret, et le moins qu'il put. Delaunay fut brûlé, et la maison où il prêchait rasée. Mais Berghes répondit nettement à la régente « qu'il n'était ni « de son humeur, ni de son office de se faire le « bourreau des hérétiques. » Deux ministres calvinistes avaient été arrêtés à Valenciennes. Pendant sept mois Berghes sut tenir leur procès en suspens; mais enfin, ne pouvant plus reculer, il les laissa condamner au feu, se fiant sur le peuple pour les sauver. Granvelle ayant envoyé l'ordre formel de les exécuter, il fallut obéir. Déjà on attachait l'un d'eux au poteau, le 27 avril, quand une femme jette son soulier sur le bûcher. A ce signal, le peuple brise toutes les barrières et renverse le bûcher. Les gardes parviennent à remmener les prisonniers; mais la populace, enivrée de ce premier succès, attaque la prison. Rien ne peut résister à sa furie; les deux ministres sont délivrés, et parviennent à s'échapper. Telle est cette célèbre journée des *Mau-brûlez* (mal brûlés) d'où l'on peut dater la première page de la Révolution des Pays-Bas. Philippe avait jeté le gant, et le peuple venait de le relever.

L'émeute avait été si rapide, si imprévue, que toute répression était devenue impossible. Mais le châtiment ne se fit pas attendre. Marguerite, Granvelle, tout le parti espagnol en Flandre était hors de lui-même, de peur autant que de colère. Que dirait le roi, que dirait l'Espagne, en apprenant que l'hérésie marchait le front levé dans les Pays-Bas, au moment même où on l'exterminait sans pitié dans la Péninsule? Il fallait qu'à Madrid on apprît le châtiment en même temps que le crime. Deux jours après, des troupes entraient de tous côtés à Valenciennes. La ville n'essaya point une résistance inutile. Bientôt les prisons regorgèrent, et le sang commença à couler, moins pourtant qu'on ne l'eût voulu à Bruxelles, s'il faut en croire Granvelle. « On a tant « crié, que M. de Berghes a fait brûler deux héré« tiques, mais sans bruit[1]. » Quelques exécutions eurent lieu aussi à Tournay; mais elles s'arrêtèrent bientôt, grâce à la tiédeur de Montigny. Les mêmes désordres, dans la Flandre de l'ouest, provoquèrent les mêmes rigueurs. Partout le feu qui couvait se trahit par des réunions, secrètes ou en plein air, que l'autorité n'eut pas de peine à dissoudre, et le sang, répandu à flots, activa, au lieu de les arrèter, les progrès de l'incendie[2].

Du reste, on comprendra mieux cette rapide propagation de l'hérésie dans les Pays-Bas, si l'on jette un coup d'œil sur la situation religieuse de la France à la même époque. La France en effet, au point de

1. Gachard, *Correspondance de Philippe II*. Motley me paraît avoir exagéré la sévérité de la répression (I, 347).
2. Renon de France, Ms., t. I, ch. v, cité par Motley, I, 348.

vue de l'orthodoxie, était alors plus malade même que les Pays-Bas. « Il n'y a pas de province qui ne « soit infectée, » écrivait à Venise, en 1561, son ambassadeur G. Micheli. « La contagion s'étend à « toutes les classes, aux prêtres, aux religieux, « aux couvents des deux sexes. Les nobles sont sur- « tout contaminés, et plusieurs ne vont plus à la « messe que par peur. » Le nombre des églises calvinistes en France s'élevait à deux mille cent cinquante. Les huguenots avaient à eux, disait-on, le sixième de la population, et pouvaient mettre sur pied un demi-million d'hommes. Fussent-ils exagérés, ces chiffres attestent l'irrésistible attrait qui entraînait alors la France vers le protestantisme. Oui, cette France, si légère, si débauchée, si sceptique, la France de François I[er], de Rabelais et de Montaigne, rassasiée d'incrédulité, avait soif de quelque chose de meilleur que tout ce qui, sous le nom de religion, lui avait suffi jusque-là. Le levain de l'Évangile avait entamé cette masse corrompue, et soulevait en elle de plus hautes aspirations. N'eût été cette cour immonde des Valois, sentine de dépravation qui suffisait pour infecter le royaume, la France aurait pu peut-être, à l'aide de l'austère réformateur qu'elle bannit de son sein, se laver de ses souillures. Déjà, grâce à Calvin, une véritable transformation était en train de s'opérer; nulle part elle n'était plus sensible que dans les rangs de la noblesse française, tache brillante dans notre histoire, où son courage étourdi ne rachète ni ses vices, ni ses écarts. A côté des Guise et de leurs suppôts, brillaient par le contraste les Coligny, les Lanoue, les Duplessis-Mornay, ces héros chrétiens, saintes et graves figures

dont l'histoire n'a guère que de nos jours compris toute la grandeur. Sous leurs auspices, un peuple nouveau semblait naître au sein du peuple français; les mâles vertus qu'enfantait la persécution, les mœurs, qu'elle retrempait en même temps que les courages, renouvelaient dans ce siècle déchu les miracles de constance du christianisme naissant.

Prêchées aux portes de la Flandre, sur les champs de bataille et sur les bûchers, de pareilles leçons s'imposaient à elle avec l'autorité de l'exemple et la séduction du succès. Les destinées de la Réforme, douloureuses partout, devaient être bien diverses dans les deux pays. Mais le point de départ fut le même : dans les Pays-Bas comme en France, les âmes, trompées dans leurs besoins les plus légitimes, avaient soif du pur Évangile, défiguré par les traditions humaines. Elles coururent droit à la vérité, comme le papillon à la lumière, et s'y éclairèrent, au risque de s'y brûler...

On ne peut pas parler de la Réforme en Flandre sans dire un mot d'une institution profondément nationale dans ce pays, celle des *Chambres de Rhétorique*. On appelait de ce nom des espèces de confréries, plus ou moins littéraires, où l'opposition employait toutes les armes pour battre en brèche la puissance espagnole dans les Pays-Bas. Satire, comédie, farce, caricature, poésie lyrique ou refrains populaires, toutes les armes étaient bonnes à ces Tyrtées plébéiens qui quittaient la navette pour prendre la plume. Tous n'avaient qu'un but, c'était de soulever contre les étrangers et leurs suppôts tous les instincts du pays. Dans ces intermèdes populaires, dont le théâtre et les acteurs étaient par

tout, même au coin de la rue, le cardinal n'était pas seul désigné à la haine et aux railleries du peuple; le clergé et les moines les partageaient avec lui. La Réforme n'avait pas de levier plus puissant pour entamer ces masses, que son côté sérieux n'eût pas toujours attirées, mais où ses côtés négatifs étaient compris et goûtés de tous. Un contemporain catholique[1] les dépeint en ces termes : « Ces misérables « comédies amusaient grandement le peuple; tou- « jours quelque pauvre petite nonne ou quelque « honnête moine devait lui servir de risée. Il sem- « blait qu'il n'y eût pas pour lui de divertissement « possible, si Dieu et l'Église n'y étaient tournés en « ridicule. » Une seule chose demande grâce pour ces informes essais, c'est le danger qu'il y avait à les publier. « Il y a telle pièce de rhétorique, » écrit un Anglais résidant dans les Pays-Bas, « qui a coûté la « vie à des milliers de personnes; mais c'est par « ces moyens que la parole de Dieu a été pour la « première fois répandue dans ce pays; et elles y « sont plus sévèrement défendues que les livres « même de Martin Luther. » Ainsi les grossiers divertissements de la populace avaient un côté sérieux, c'était le sang qu'ils coûtaient; auteurs, acteurs, spectateurs même étaient toujours exposés à les payer de leur vie, et le bûcher les attendait souvent à la sortie du spectacle. Il faudrait connaître bien peu le cœur humain pour ne pas comprendre quel intérêt palpitant devait s'attacher à ces drames populaires. Chaque atelier était devenu un théâtre, chaque mur une affiche prête à recevoir,

1. Renom de France, Ms., t. I, ch. v, cité par Motley, I, 348.

comme Pasquin et Marforio à Rome, le bon mot ou la satire qui devait bafouer le héros de la journée.

Rien ne peut rendre l'exaspération de Philippe en apprenant ce qui s'était passé à Valenciennes. Ainsi les hérétiques, en Flandre, osaient maintenant s'assembler à ciel ouvert, et braver tous ses décrets. Les nobles catholiques, loin de réprimer ces désordres, pactisaient avec les rebelles. Ce système de répression sanglante, si laborieusement établi, devenait inutile; ces édits, tant de fois renouvelés, seraient sous le fils ce qu'ils avaient été sous le père, une lettre morte. Et cependant, de toutes les précautions humainement possibles, aucune n'avait été négligée : Philippe, doué du génie de l'espionnage, avait organisé en Flandre une police secrète. Un moine espagnol, aumônier à Bruges, était son espion attitré dans les Pays-Bas, et dénonçait au roi tous les suspects d'hérésie. Fort de ces renseignements, le roi pouvait signaler à Granvelle, avec une minutieuse exactitude, le nom, l'âge, la demeure, la physionomie même des suspects. Enfin, le saint office espagnol et ses agents dans les Pays-Bas recrutaient aussi des victimes à l'inquisition flamande.

Quant au cardinal, son zèle n'était pas en défaut; mais il avait, ce qui manqua toujours à son maître, le sentiment et la mesure du possible. « N'est-ce pas « chose qui prête à rire, » écrivait-il à G. Perez (VII, 106), « que le roi nous écrive d'Espagne pour nous « mettre sur la piste des hérétiques, comme si nous « n'en avions pas des milliers sous la main, sans « qu'on ose en arrêter un. Plût à Dieu que j'eusse « autant de doublons de revenu qu'il y a ici d'héré- « tiques avoués et de profession! Il y a plus d'un

« an qu'on n'en a emprisonné un seul à Anvers. » — « Il faut les mesures les plus sévères, » écrivait Philippe, « ce sont les seules qu'on doive employer en « matière de religion. C'est par la crainte seulement « que cette *vile canaille* (les hérétiques) peut être « ramenée au sentiment de ses devoirs. » — « Il « faut, récrivait Granvelle à Pérez, y regarder à « deux fois, avant de lancer un de ces décrets abso- « lus, qui ne sont pas reçus ici à deux genoux « comme en Italie. Il suffirait d'arrêter un homme « sans les preuves les plus claires pour provoquer « une sédition en forme. »

Granvelle s'en prenait aux magistrats qu'il accusait de tiédeur, et la régente aux nobles : « Je n'en « puis signaler aucun comme hérétique, » écrit-elle à son frère ; « mais ils montrent bien peu de zèle pour « la cause de la religion. » Ainsi, chacun des délégués du pouvoir rejetait la faute sur un autre. Mais le vrai coupable, au fond, c'était le pays qui ne voulait pas de l'inquisition, sous quelque nom qu'elle se cachât ; « car l'inquisition et les édits, c'est « une seule et même chose ! » répétait le prince d'Orange. Quant à Philippe, il voyait dans l'hérésie une révolte contre Dieu d'abord, et ensuite contre lui. A ses yeux, la royauté, délégation directe du pouvoir de Dieu, participait de sa sainteté ; la Flandre, en désobéissant à Rome et à son roi, était donc deux fois sacrilége.

Nous avons voulu suivre jusqu'au bout l'histoire des origines de la Réforme des Pays-Bas ; mais pour juger l'ensemble de la situation politique et religieuse, il nous faut retourner sur nos pas, jusqu'au départ de Philippe II, et reprendre les choses d'un peu plus haut. Marguerite, abandonnée à elle-même, n'avait pas tardé à s'apercevoir de l'insignifiance de son rôle, et de la tutelle mal déguisée que le cardinal faisait peser sur elle. Elle lui reprochait d'attirer à lui toutes les affaires et de les décider sans elle. L'absence du monarque compliquait encore la situation, et ajoutait aux difficultés que sa présence n'avait pu aplanir. Rendons justice pourtant à la régente : elle s'était mise à l'œuvre de tout son cœur, mais avec plus de dévouement que d'intelligence vraie des hommes et des choses. Marguerite, nous l'avons dit, ne manquait ni de capacité ni de zèle. Ses intentions étaient droites, malgré sa faiblesse : elle désirait sincèrement le bien de ce pays qu'elle n'avait pas encore appris à haïr ; elle voulait ne confier les emplois qu'au mérite ; elle avait peur de ses serviteurs, et cherchait à les éloigner des affaires et des gains illicites. Mais sa position n'en était pas moins fausse ; tout en conservant l'apparence du pouvoir, elle sentait sa réalité lui échapper. Granvelle, maître de l'esprit du monarque, dictant à la fois les lettres de la régente et les réponses de Philippe, commandait en ayant l'air d'obéir, et déchirait sous main ceux qu'il paraissait servir. L'oreiller du pouvoir était donc rembourré d'épines pour la triste Marguerite. Dans cette cour vendue à Granvelle, elle n'avait pas un conseiller, pas un ami. Plus d'une fois, on avait vu couler de ses yeux des

larmes amères: plus d'une fois elle avait pressé son frère de la délivrer d'un fardeau qu'elle n'avait accepté qu'à l'essai et pour un temps limité.

De toutes les difficultés de la situation, la pire, après l'hérésie, c'était la présence des troupes espagnoles. C'était là le corps étranger dans la plaie, et, pour la guérir, il fallait l'arracher! La dernière convocation des états généraux avait révélé la profondeur et la vivacité de ce grief national. La présence même du roi n'en avait pu contenir l'expression. Les soldats espagnols, en traitant la Flandre comme un pays conquis, avaient poussé à bout ces paisibles populations. Il fallait à tout prix éloigner les troupes, ou une révolution était inévitable. Granvelle le répétait sans cesse aussi bien que Marguerite; amis et ennemis, tout le monde était d'accord, et le roi seul ne voulait pas entendre.

Les Pays-Bas avaient deviné la pensée de Philippe : derrière les troupes espagnoles se cachait un ennemi plus redoutable, l'inquisition. Tous les instincts du pays se soulevaient contre cette importation étrangère qui, repoussée de Naples et de Milan, allait s'implanter dans les Pays-Bas. Philippe, dans ses adieux aux États, avait promis de retirer ses troupes dans un délai de quatre mois au plus. Les États, sur cette promesse, avaient voté la solde d'une milice indigène, destinée à les remplacer. Le 10 octobre 1560, les Espagnols, emportant avec eux les malédictions des habitants, se trouvèrent réunis dans l'île de Walcheren, prêts à s'embarquer. Mais, dans l'intervalle, Philippe avait changé d'avis. Pressé par le nouveau roi de France, François II, et par les Guise qui régnaient sous son nom, de venir en aide

aux catholiques français, il envoya à la régente l'ordre d'arrêter l'embarquement et d'acheminer les troupes vers la frontière de France. La régente réunit la *consulte*, et lui fit part de l'ordre reçu. La *consulte* fut unanime, comme le conseil d'État: après avoir leurré les Pays-Bas de l'espoir de voir partir les Espagnols, il n'y avait plus moyen de revenir sur la décision prise, et de leur faire retraverser la Flandre. Les villes leur fermeraient leurs portes, les paysans leur courraient sus. Leur présence, loin d'empêcher une révolution, serait le plus sûr moyen de la déchaîner.

Forte de cette unanimité, la régente osa enfin prendre un parti: elle écrivit au roi qu'Orange et Egmont renonçaient à leurs commandements; que les Zélandais étaient décidés à percer leurs digues et à s'ensevelir sous les eaux, si un seul soldat castillan remettait le pied sur la terre ferme. Puis elle envoya à la flotte l'ordre de lever l'ancre. Les Espagnols obéirent en frémissant. Un long cri de joie salua le départ de ces hôtes détestés. Personne, dans le conseil d'État, ne s'était exprimé avec plus de force que Granvelle sur la nécessité de cette mesure; mais personne en même temps ne ressentit plus vivement l'affront fait au pouvoir royal. Philippe, de son côté, y vit une atteinte directe à son autorité; et de ce jour, le peuple flamand, coupable à la fois de rébellion et d'hérésie, ne fut plus pour lui qu'un ennemi.

A ce grief national vint s'en joindre un autre: l'organisation ecclésiastique des Pays-Bas, fondée depuis des siècles, ne répondait plus aux besoins du moment. Ce pays, l'un des plus peuplés du monde,

ne comptait que trois évêchés : Utrecht, Arras et Tournay. Destitué de limites réelles et de langue nationale, il voyait les diocèses des pays voisins faire partout enclave sur son territoire, suivant les affinités de race et de langage. Une seule province, celle de Luxembourg, se trouvait soumise à six évêques étrangers. Jamais chaos pareil de juridictions n'avait été légué par le moyen âge à la société qui est sortie de ses ruines. Grâce à l'étendue des ressorts épiscopaux, le clergé échappait de fait à toute surveillance. Le diocèse d'Utrecht comptait à lui seul 1,100 églises et 200 villes fermées. Déjà Charles-Quint avait négocié avec le saint-siége pour en obtenir six évêchés nouveaux. Philippe, reprenant la négociation où son père l'avait laissée, ne donna point de relâche à la cour de Rome. Enfin, le 19 mai 1560, une bulle, qui concédait le principe, fut accordée par le pape Paul IV, à qui le zèle ultra-catholique du roi faisait oublier ses récentes injures. Les dix-sept provinces des Pays-Bas furent partagées entre trois archevêchés, Malines, Utrecht et Cambrai. Le roi devait nommer les nouveaux èvêques, sauf confirmation de la cour de Rome. Sur les neuf prébendaires attachés à chaque siége, deux portaient dans la bulle le titre d'*inquisiteurs*. Or, aux termes de la charte brabançonne, dite *la joyeuse entrée,* « le prince ne devait poursuivre aucun de « ses sujets, si ce n'est devant les cours de justice « ordinaires, où l'accusé pût répondre et se défendre « à l'aide d'avocats. S'il violait une seule de ces « garanties, ses sujets étaient déliés de tout serment « envers lui ».

La bulle, en instituant dans chaque diocèse une

inquisition locale, foulait donc aux pieds la constitution du Brabant comme celle des provinces. Le cours régulier de la justice était suspendu; ce tribunal irresponsable, présidé par l'évêque, annulait en réalité tous les autres. Le cas prévu était arrivé: de droit, sinon de fait, les sujets étaient déliés, envers leur souverain parjure, de tout serment de fidélité.

Mais créer des évêques était plus facile que de leur assigner des revenus. Imposer au pays de nouveaux subsides, pour doter une institution qu'il repoussait, était chose impraticable. Granvelle trouva un expédient qui conciliait tout: il proposa au roi de doter les nouveaux siéges sur les revenus des couvents, et de remplacer les abbés élus par des prieurs à la nomination de l'évêque. Ce plan fut agréé de Philippe qui y gagnait des agents dociles, sous la mitre d'abbé comme sous celle de l'épiscopat. Il fallait payer à Granvelle ce nouveau service. Sur la liste des évêques à nommer, on avait laissé en blanc le nom du titulaire de Malines, primat de l'Église belge. Philippe y inscrivit le nom de Granvelle. L'abbaye d'Afflighem, la plus riche du Brabant, fut affectée aux dépenses du siége primatial.

Cet expédient révolutionnaire, qui confisquait à la fois l'indépendance et les revenus des abbayes, souleva le pays tout entier. Les nobles voyaient déjà siéger dans les États, au lieu d'abbés indépendants, qui votaient toujours avec eux, des évêques, des prieurs, vendus au roi qui les aurait nommés, des inquisiteurs animés de l'esprit du saint office. Ils s'indignaient qu'avant de prendre une décision aussi importante, on n'eût pas même consulté le conseil

d'État. Les moines frémissaient de se voir dépouillés de leurs revenus, de leurs droits électoraux, et soumis, dans leur doctrine comme dans leur vie, à une discipline qu'ils avaient toujours ignorée. Le peuple, attaché à ses moines par l'habitude, à défaut d'affection, redoutait de leur voir substituer de sombres inquisiteurs qui lui feraient un crime de chacun de ses plaisirs. Aux yeux du pays, un seul homme, Granvelle, était responsable de tous ces griefs. Vainement celui-ci, effrayé des haines qu'on entassait sur sa tête, avait repoussé cette nouvelle faveur qui allait attirer sur lui des inimitiés nouvelles ; la volonté bien arrêtée du roi finit par triompher de sa feinte résistance.

Les nouveaux évêques, de fabrique espagnole, partageaient avec Granvelle le privilége de défrayer les rires et les rancunes de la populace. Un jour que le ministre passait dans la rue, un homme remet un papier dans sa main et disparaît : c'était une caricature, où le primat était représenté couvant une nichée d'évêques. Comme des poussins tout frais éclos, chacun sortait de sa coquille, la tête affublée d'une mitre d'évêque, où perçait, sous la charge, la ressemblance d'un des prélats récemment nommés. Satan, les ailes étendues, planait sur le nouvel élu et sur sa couvée, et ces mots sortaient de sa bouche : « Celui-ci est mon fils bien-aimé ; écoutez-le, mon « peuple. »

Entre Granvelle et les seigneurs, les récriminations devenaient chaque jour plus amères. Granvelle accusait les nobles de vouloir tenir le roi en laisse et faire de lui un zéro ; les nobles dénonçaient le ministre comme le pire ennemi que l'Espagne eût en

Flandre ; ils espéraient que le roi, à force d'entendre répéter les mêmes accusations, finirait par y croire. Le peuple, avec ce sûr instinct qui ne le trompe pas, rejetait tout sur Granvelle. Il pardonnait au monarque absent, pour s'en prendre au ministre qui endossait seul tout l'odieux de sa politique. « Mes « ennemis, écrivait ce dernier, cherchent à soulever « les pierres mêmes contre moi. » Lui seul, en effet, personnifiait, aux yeux de la Flandre, le roi, l'Espagne, les édits et l'inquisition ; lui seul était coupable de tout le mal qu'on faisait, de celui même qu'on voulait et qu'on n'osait pas faire.

De tous les ennemis de Granvelle, le plus dangereux était Simon Renard, l'ancien ambassadeur à Londres et à Paris. Compatriote et créature du chancelier Granvelle, Renard se vengeait sur le fils des services qu'il avait reçus du père. Il était devenu l'âme de la ligue des nobles contre le premier ministre. C'est à lui qu'on attribuait un pamphlet des plus mordants, où Granvelle d'abord, puis la papauté et le clergé étaient immolés à la risée publique. Déjà même, parmi les partisans du ministre, des symptômes de défection commençaient à se montrer. Le vide se faisait autour de lui. Le duc d'Aerschot et le comte d'Aremberg, ses seuls amis dans la haute noblesse, s'enfermaient dans une timide neutralité. Le prudent Viglius, flairant l'orage de loin, se tenait à l'écart. Dans le Brabant, où dominait l'influence du prince d'Orange, l'opposition prit un caractère plus décidé. Les États envoyèrent réclamer à Rome et à Madrid. Ils n'y gagnèrent que d'irriter Philippe et de l'affermir dans sa décision. La Flandre s'en prit à Granvelle et aux nouveaux

évêques. Six seulement se hasardèrent à prendre possession de leurs diocèses, au milieu du silence de mort de leurs ouailles. Mais le primat n'osa s'installer dans le sien que par procureur. Partout ailleurs, les dispositions de la populace firent ajourner l'ordination des nouveaux élus.

Toujours le premier sur la brèche pour défendre la prérogative royale, Granvelle n'en sentait pas moins la réprobation publique peser sur lui. « Je « sens, écrit-il à Vargas, l'ambassadeur à Rome, « tout le danger de la situation que le roi m'a faite. « L'odieux de ses mesures retombe sur moi seul, et « je prie Dieu d'y remédier, fût-ce au prix de ma « vie. » La régente, fatiguée de ses plaintes, voulut l'indemniser de tous les déboires qu'il supportait pour la cause de l'orthodoxie et du pouvoir absolu : sans lui en dire un mot, elle sollicita pour lui à Rome un chapeau de cardinal. Elle l'obtint enfin, et, toute joyeuse, elle se hâta de l'annoncer au primat. Mais Granvelle était trop fin courtisan pour recevoir le chapeau d'une autre main que de celle de son maître. Il écrivit à Philippe pour lui demander la permission de l'accepter, en insinuant que c'était sans doute à lui qu'il le devait. Philippe, sans le désabuser, insista pour qu'il acceptât, et Granvelle se laissa faire cette douce violence.

Prince du sacré collége, primat de la Belgique, roi sous le nom d'un maître absent et d'une régente en tutelle, Granvelle touchait au comble de ses vœux: rien ne manquait à son pouvoir que l'assentiment du pays qu'il gouvernait. Anvers était alors le centre de l'opposition, et Orange en était l'âme et le chef avoué. La hauteur du cardinal avec les nobles s'était

encore accrue depuis sa double promotion. Plus âgé de seize ans que le prince d'Orange, il ne pouvait se déshabituer de le traiter comme un enfant, à peine hors de pages. Quant à Egmont, impétueux et violent, fanfaron de courage comme Granvelle d'autorité, ces deux natures si contraires ne pouvaient se rencontrer sans se heurter. Un jour, au conseil d'État, devant la régente, Egmont, poussé à bout par la politesse railleuse du cardinal, tira son poignard, et il aurait teint sa pourpre de son sang, s'il n'eût été retenu de force par le prince d'Orange. A dater de ce jour, Egmont eut dans Granvelle un implacable ennemi; celui-ci ne laissa pas échapper une occasion de le perdre dans l'esprit du roi. Quant à Orange, le cardinal n'avait pas besoin, pour le rendre suspect, de le déprécier : le louer auprès de Philippe, c'était le plus sûr moyen de le desservir. « C'est, écrivait-il au roi, un homme d'un profond « genie, d'une vaste ambition, un esprit dangereux, « politique et perçant. » Par une contradiction bizarre, de vieilles relations d'intimité existaient entre le prince et le cardinal, et avaient survécu à leur rivalité. Quand Orange arrivait à Bruxelles, il allait frapper à la porte du cardinal avant de descendre à la sienne. Granvelle, en revanche, ne se gênait pas pour entrer dans la chambre à coucher du prince, et le surprendre jusque dans son lit, salle d'audience où Guillaume aimait à recevoir ses amis.

Mais, malgré les apparences que l'on sauvait encore, cette intimité touchait à sa fin. Le renouvellement de la municipalité d'Anvers amena les choses à une crise. Le prince, comme Burgrave héréditaire

de cette ville, avait toujours eu une large part dans l'élection de ses magistrats. La régente, poussée sous main par Granvelle, décida les nominations avec la *consulte*, sans en faire part ni à la ville ni au prince ; puis elle chargea ce dernier d'installer les nouveaux magistrats. Guillaume, justement froissé, éclata en plein conseil, et dit nettement à la régente « qu'il « n'était pas son laquais, et qu'elle pouvait donner « à un autre ses commissions. » Alors ce fut le tour de Granvelle d'éclater, puis de sortir en écumant de rage. De ce jour, la guerre fut déclarée. Le 23 juillet, Egmont et Orange se réunirent pour dénoncer au roi les torts de son ministre : « Le cardinal, » disaient-ils, « ne les appelle au conseil que pour les « rendre responsables de toutes les mesures prises, « mais on ne daigne pas les consulter sur celles qui « ont quelque importance ; ils prient donc le roi de « vouloir bien accepter leur démission, ou ordon- « ner que toutes les affaires, sans exception, soient « déférées au conseil d'État. » Philippe leur répondit par une de ces lettres évasives qu'il excellait à écrire; il les remercia « de leur zèle pour son ser- « vice, leur recommanda de veiller sur les provin- « ces qui leur étaient confiées, et sur le maintien de « la religion, la chose qui lui tenait le plus à cœur. « Quant à l'affaire dont leur lettre l'entretenait, le « comte de Hornes, qui partait pour Bruxelles, leur « ferait part de sa résolution. »

Philippe de Montmorency, comte de Hornes et amiral de Flandre, se trouvait alors à la cour d'Espagne. Le roi, pour le retirer des Pays-Bas où il redoutait son humeur brouillonne, lui avait donné le titre dérisoire de *surintendant des affaires des Pays-*

Bas. Hornes, qui partageait la haine de tous les nobles flamands pour le cardinal, la laissa percer dans son audience de congé. Le roi, poussé à bout, s'oublia encore une fois : « Mais, misérables, » s'écria-t-il hors de lui, en apostrophant le comte, « vous « êtes là tous à vous plaindre du cardinal, et vous « ne savez pas articuler un seul grief contre lui ! » Sa colère, longtemps contenue, déborda avec tant de furie que l'amiral, interdit et tremblant, perdit tout son aplomb et faillit ne plus retrouver son chemin pour sortir de la chambre. (Papiers d'État, VIII, 123 et 443.) A dater de ce jour, Hornes se jeta à corps perdu dans l'opposition. Il forma avec Orange et Egmont ce célèbre triumvirat qui ne devait être rompu que par la mort de deux de ses membres et la rébellion du troisième.

Anvers, grâce à son importance commerciale, se trouvait dans une position exceptionnelle. En repoussant son nouvel évêque, c'était l'inquisition qu'elle repoussait de ses murs, et il y aurait eu danger à user de rigueur pour le lui imposer. Le commerce, ombrageux de sa nature, a besoin de liberté, comme nos poumons d'air pour respirer. Au seul mot d'inquisition, plus d'un riche marchand étranger avait déjà songé à réaliser sa fortune pour la faire passer en Allemagne ou en Angleterre. Or, Philippe n'aimait pas assez sa belle-sœur Élisabeth pour vouloir la doter des dépouilles de la Flandre. Aussi se résigna-t-il, non sans regret, à se départir avec Anvers de son système de rigueur. La ville avait envoyé à Madrid une députation. Bien des mois s'écoulèrent sans résultat, mais enfin l'obstination des députés fut couronnée de succès. Ils em-

portèrent la déclaration écrite que « Sa Majesté « consentait à ce que l'affaire de l'évêché restât « pour quelque temps en suspens, » plus la promesse verbale que « l'inquisition ne serait pas éta- « blie à Anvers. »

Les lenteurs maladroites de la cour de Rome, dans l'affaire des évêchés, avaient encouragé la résistance des États. Le saint-siége, avec sa politique éternelle comme lui, est tellement habitué à temporiser qu'il le fait même quand il aurait intérêt à ne pas le faire. Enfin, après quatre ans de négociations, on finit par s'entendre : le 30 juillet 1564, le roi signa avec les abbayes de la Flandre un concordat qui maintenait le *statu quo*, à condition qu'elles prélèveraient sur leurs revenus de quoi doter les nouveaux évêchés. L'archevêque de Malines, comme abbé d'Afflighem, eut entrée aux États de Brabant. La nomination des abbés, comme celle des évêques, appartint désormais au roi. La prérogative royale, sans triompher complétement, sortit pourtant agrandie de cette première rencontre avec le pays.

Mais, en somme, dans cette lutte avec les Pays-Bas, qui doit durer autant que son règne, tout le désavantage est pour Philippe. La distance où il vit du théâtre des événements, la manie de tout voir et de tout ordonner par lui-même, vient encore compliquer les choses. Il se perd dans les détails, et se noie dans un verre d'eau. Cette distance, qui paralyse l'action de ses agents, est pour lui un prétexte à tout ajourner. Sa conduite offre le plus singulier mélange d'indécision, d'entêtement et de faiblesse. Lui-même se croit de bonne foi le centre d'où tout part et où tout aboutit ; mais en réalité il n'y a, en

Flandre comme à Madrid, qu'un moteur qui est Granvelle. On est confondu de l'empire exercé par cet insidieux esprit sur le plus ombrageux de tous les maîtres. Le nœud de la situation n'est ni à l'Escurial ni dans le palais de la régente; il est dans cette somptueuse villa du cardinal que le peuple, par une sanglante allusion au métier de forgeron, exercé, dit-on, par un de ses aïeux, a baptisée du nom de *la forge*. A sa main aboutit le fil conducteur qui fait mouvoir tous les ressorts. On est frappé de la rare fécondité de ressources déployée par cet homme d'État. Et cependant, il a un côté faible: admirable pour manier les choses, il ne sait pas ménager les personnes. C'est là sa grande infériorité si on le compare au prince d'Orange : c'est aussi celle de Philippe II comparé à Charles-Quint. On ne nous reprochera pas, certes, pour ce dernier une admiration trop aveugle. Mais cette indomptable force de volonté que nous respectons, même dans ses erreurs, devient chez le fils l'obstination d'un enfant qui ne sait que répéter la leçon qu'on lui a apprise. Moins méfiant que son fils, Charles a pu être trompé quelquefois, comme par Maurice de Saxe, mais il n'a jamais été mené par ceux qui l'approchaient. Il a eu des serviteurs, des instruments, jamais de favoris. Philippe, au contraire, malgré ses prétentions à tout conduire, ne sait pas régner par lui-même. Quiconque l'approche le gouverne, en dépit de sa méfiance. Granvelle, Ant. Perez, Ruy Gomez prennent sur lui un empire qui, pour être précaire et contesté, n'en est pas moins réel. Ses décisions, toujours hésitantes, souvent contradictoires, lui viennent presque toujours de ceux qui

l'entourent. Il n'y a que sa haine de l'hérésie qui lui appartienne en propre. Là seulement il est assez riche de son propre fond pour ne rien emprunter aux autres !

En même temps un gouffre se creuse, plus profond chaque jour, dans les finances de l'État. Le flot montant de la banqueroute envahit toutes les branches de l'administration. Granvelle écrit à son maître que « l'argent est devenu si rare dans les cof-« fres de la régente, que souvent on serait bien « embarrassé pour trouver dix ducats. Et puis, ce « qui gâte tout, c'est que les États veulent intervenir « dès qu'il s'agit de subsides, et se montrent de « plus en plus intraitables. C'est ainsi qu'ils en sont « venus à se rendre maîtres en toutes choses, et à « dicter la loi quand ils devraient la recevoir. » Dans l'armée, c'est bien pire encore. Déjà, en temps de paix, Philippe ne peut pas solder ses armées ; mais, du moment où la guerre éclatera, nous verrons se creuser un double déficit, celui des hommes et celui de l'argent. Pour un soldat effectif présent sous le drapeau, quatre soldats imaginaires, inscrits et payés, figurent sur les contrôles. La solde de l'armée en vient à dévorer par mois un demi-million de florins, dont les deux tiers au moins sont gaspillés sans profit pour la chose publique. Le pillage est d'abord le supplément de la solde, quand elle se fait trop attendre ; puis il en vient peu à peu à la remplacer. D'expédient, il se change en système permanent, et s'élève presque à la hauteur d'une institution. Les liens de la discipline se détendent complétement ; l'armée finit par être presque aussi redoutée de ses chefs que des habitants. Ainsi res-

sort une fois de plus ce fait consolant pour l'humanité : c'est que le despotisme, quand il s'est affranchi de tout contrôle, porte avec lui son châtiment. Il faut qu'il périsse, dans un temps donné, sous sa propre impuissance et ses propres excès. Les peuples qu'il a foulés aux pieds peuvent se relever, mais les monarchies qui tombent ne se relèvent pas, et leur mort est toujours un suicide.

En face de cette situation déplorable, qui tend sans cesse à s'aggraver, faut-il s'étonner de voir le despote aux abois se bercer des rêves les plus chimériques? Sait-on à quel lâche expédient, tombé en désuétude depuis le moyen âge, Philippe II est tout prêt d'avoir recours? Pour éviter la banqueroute, il songe à faire de la fausse monnaie. Ce qui l'arrête, ce ne sont pas ses scrupules, ce sont ceux de son confesseur. « Une autre source de revenu fort « étrange et assez peu honorable, » dit le Vénitien Soriano, « a été jusqu'ici tenue fort secrète. Un « Allemand, fixé à Malines, a inventé une certaine « poudre, dont une once, mêlée avec six onces de « vif argent, peut faire six onces d'argent. L'alliage « résiste, dit-on, à l'épreuve du marteau, mais non « à celle du feu. On proposait de s'en servir pour « payer l'armée ; les États ne l'ont pas voulu, de « peur que tout le bon argent ne sortît de leur « pays. Mais *cette invention a été très-agréable au roi* « et à Ruy Gomez ; on a fait à l'inventeur force « présents, et l'on peut croire que, en temps de « gêne, Sa Majesté s'en servira sans scrupule. » On voit ce qu'il faut penser de la morale publique du champion de l'orthodoxie ; nous verrons plus loin ce qu'il faudra penser de sa morale privée.

—

Après la pénurie d'argent, le plus grave des embarras de Philippe, c'était la haine de la Flandre pour Granvelle. La moindre secousse pouvait rompre le fil fragile qui attachait à l'Espagne cette précaire possession de ses rois. La rumeur publique accusait le cardinal d'avoir conseillé au monarque d'attirer en Espagne les nobles les plus compromis, pour y faire trancher seulement « une demi-douzaine « de têtes. » L'invention venait sans doute de Simon Renard, son mortel ennemi, car la nature de Granvelle répugnait à de pareilles mesures. Aussi pressa-t-il le roi de démentir le fait; et le roi, toujours docile, d'écrire à la régente que « le cardinal ne lui « a jamais conseillé de couper la demi-douzaine de « têtes, *bien que peut-être ce ne fût pas aussi mal à « propos qu'on le pense.* » (II, 207.)

Soutenu par un maître qui ne pensait et ne décidait que par lui, fort de l'appui de la régente qu'il gouvernait à genoux, avec une hypocrite déférence, Granvelle résolut de faire tête à l'orage. Sa haute position autorisait le luxe où le portaient ses goûts. Il menait donc grand train à Bruxelles; sa table, séduction puissante en ce pays, rivalisait avec celle du prince d'Orange. Mais peu à peu les grands, qui s'y pressaient naguère, en vinrent à refuser ses invitations. Froissé de leurs refus, le cardinal s'en consola en invitant à leur place la noblesse inférieure. Il la désigna aux faveurs royales, sûr moyen, disait-il, d'abaisser l'orgueil des grands, et de les punir de leur défection. Chaque jour élargissait la brèche entre eux et lui; et lorsque Granvelle se décida enfin, le 22 décembre, à aller prendre possession de son siége de Malines, aucun des membres

de la Toison d'or ne daigna y assister; le silence de mort et les regards de haine des habitants de Malines y accueillirent seuls le nouveau primat.

Par le traité de Cateau-Cambresis, Guillaume de Nassau avait obtenu la restitution de sa principauté d'Orange, confisquée par le roi de France comme une enclave gênante dans ses États. Veuf depuis 1558, et pressé par ses parents de se remarier, nous l'avons vu prétendre en vain à la main de la jeune duchesse de Lorraine. Mais le roi, tout en ayant l'air d'approuver cette union, était venu à bout de la faire manquer. Guillaume, renonçant sans regret à ce mariage, se retourna d'un autre côté. La princesse Anne de Saxe, fille de Maurice, vivait à la cour de son oncle, l'Électeur Auguste *le pieux*. Protestante et fille du mortel ennemi de Charles-Quint, une pareille alliance ne pouvait plaire à Philippe II. Anne, alors âgée de seize ans, n'avait, pour attirer un mari, ni beauté ni douceur. D'une humeur fantasque et chagrine, elle était mal faite de sa personne et un peu boiteuse. Une dot de 70,000 écus ne pouvait tenter le prince, car elle suffit à peine à payer la dépense de ses noces; mais cette union lui assurait l'appui des puissantes maisons de Saxe et de Hesse. C'était donc une grande alliance, et qui devait relever en Allemagne la fortune des Nassau. La hardiesse réfléchie du caractère d'Orange se trahit dans ce mariage, médité de sang-froid, sans entraînement du cœur ni des sens. La position était difficile : l'électeur Auguste était un strict luthérien; l'aïeul maternel de la princesse, le landgrave Philippe de Hesse n'était pas moins zélé pour sa foi. En revanche, aux yeux de Philippe II, le choix de la

fiancée, au point de vue religieux, était aussi suspect qu'au point de vue politique. Il était malaisé de satisfaire en même temps la cour de Madrid et la cour de Saxe. En Espagne, l'orthodoxie du prince n'était pas mise en question; Granvelle lui-même s'en portait garant. La réputation de Guillaume, renégat du luthéranisme, était si bien faite en Allemagne que le vieux landgrave ne voulait pas entendre parler de lui : « C'est un papiste, s'écriait-il, « qui va à la messe, et fait maigre les jours de « jeûne ! »

Pour se tirer de ce pas difficile, Guillaume s'y prit avec sa dextérité ordinaire; il la poussa même, il faut bien l'avouer, plus loin qu'on ne le voudrait pour sa gloire. Les mariages mixtes, triste compromis où la foi est toujours sacrifiée à la passion ou à l'intérêt, sont aussi vieux que la Réforme. Les luthériens, d'ailleurs, n'étaient pas considérés à Rome comme aussi engagés dans l'hérésie que les calvinistes, et le pape les invitait encore au concile. Mais ces subtiles distinctions n'existaient pas aux yeux de Philippe; il enveloppait toutes les nuances de l'hérésie dans une haine commune. Aussi Guillaume, en demandant le consentement du roi, dès février 1560, protesta-t-il de son inviolable attachement à la foi catholique, *la vraye et anchienne religion*[1]. C'est alors

1. C'est ainsi que le prince s'exprime dans une lettre écrite par lui à l'ambassadeur en France, le 6 juillet 1561. Des troubles causés par la religion avaient éclaté dans sa principauté d'Orange; il se vante d'avoir fait prendre deux ou trois des auteurs de ces troubles « pour être chastiez « selon leurs démérites..... d'où les autres prendront exemple, et sera oc-« casion de plus grande tranquillité publique. » Dans une autre lettre, il interdit dans sa principauté « tous presches publics et particuliers, sans « l'expresse licence de l'Evesque, à peine de confiscation de corps et de

qu'il prit avec le roi l'engagement que « sa femme « vivrait en catholique, » mais non « qu'elle renon- « cerait au luthéranisme, » car il faut ici peser toutes les paroles. En même temps, les envoyés du prince à la cour de Saxe affirmaient à l'Électeur que « les convictions de sa nièce seraient respectées, « et qu'elle aurait près d'elle un aumônier protes- « tant. » Entre ces deux langages contradictoires, la vérité devait se trouver au milieu, plus près toutefois de l'hérésie que de la foi orthodoxe. Guillaume, comme tous les politiques du temps, avait été élevé à l'école de l'Italie; il croyait avec Machiavel que le monde est trop mauvais (*tristo*) pour être gouverné par la bonne foi. Nous ne prétendons pas le justifier de ce double rôle qu'il n'aurait pas joué plus tard; mais si nous songeons au point de départ, nous admirerons d'autant plus le terme où il est arrivé.

L'électeur n'avait pu résister à la séduction des manières du prince; malgré son zèle pour le luthéranisme, il plaidait avec chaleur la cause d'Orange auprès du vieux landgrave. Philippe II, aux pressantes instances de Guillaume, répondait, comme toujours, d'une manière évasive. Granvelle, enfin, ne pouvant empêcher le mariage, s'y résignait d'assez bonne grâce : « J'aurais vivement désiré que ce ma- « riage n'eût pas lieu, écrit-il au roi le 4 février « (VI, 264), mais il me semble trop tard pour y « mettre obstacle... Le prince m'a assuré, dit-il « ailleurs (p. 190), que sa conscience ne lui per- « mettrait pas de prendre une femme qui ne vivrait

« biens. » (Gachard, *Correspondance de Guillaume le Taciturne*, t. I, p. 432.)

« pas dans la religion catholique ; et comme Votre « Majesté n'a fait aucune difficulté à cet égard, il « pense pouvoir passer outre sans lui déplaire... « Enfin, un jour que je le questionnais, le prince « m'a répondu que sa future lui avait promis de « vivre dans la religion qu'il préférerait, et il paraît « très-décidé à exiger qu'elle soit catholique. » (p. 288.)

En décembre 1560, Guillaume, pendant une visite de 10 jours à la cour de Saxe, avait assidûment suivi le culte luthérien, et s'était montré, dit-on, très-porté pour la Réforme. Mais il n'en avait pas moins refusé de s'engager par écrit à « ne pas dé- « tourner sa femme de la religion luthérienne, et à « y faire élever ses enfants. » A l'électeur, qui s'informait avec anxiété du culte que suivrait sa nièce, il avait répondu : « Nous ne l'occuperons pas « de ces idées trop mélancoliques ; nous lui ferons « lire, au lieu de l'Évangile, Amadis de Gaule et « autres livres amusants. » En traitant avec cette légèreté affectée une question aussi sérieuse, Guillaume se flattait d'échapper, d'un côté comme de l'autre, à tout engagement trop précis. Entraîné encore à cette époque par le courant du monde, il n'avait pas donné à la religion dans sa vie la place qu'elle y occupa plus tard. C'est là l'explication, sinon l'excuse, de l'habileté trop grande dont il fit preuve dans cette alliance qui, à tous les points de vue, ne fut pour lui qu'une affaire.

Les noces furent célébrées en grande pompe à Leipzig, le 25 août, en dépit du landgrave qui protesta jusqu'à la fin. Le roi d'Espagne finit par consentir au mariage et se fit représenter à la cérémonie

par Montigny, qui offrit de sa part à la fiancée une bague de 3,000 écus. La régente y joignit le don d'un collier de perles. Dix-sept princes figurèrent à ces noces presque royales. Le prince d'Orange alla avec son épouse s'établir à Breda, où il tint grand état. Toute la noblesse de Flandre vint l'y visiter. Les espions de Marguerite lui mandèrent que « la « princesse entendait la messe tous les jours, et que, « suivant toute apparence, elle vivrait dans la foi « catholique, que le prince avait toujours si fidèle- « ment observée[1]. » Ce mariage, contracté sous des auspices aussi équivoques, ne fut point heureux. Nous en raconterons plus loin le triste dénoûment. Orange continua sa vie de faste et de dissipation, en menant de front, comme son beau-père Maurice, affaires et plaisirs, et en cachant sous une frivolité étudiée le redoutable sérieux de son caractère. Sa réputation, à cette époque, était, comme sa vie, mêlée de bien et de mal, d'ombre et de lumière. Au dire d'un historien catholique, « il passait alors « tantôt pour calviniste, tantôt pour luthérien, *sui-* « *vant ses desseins.* » Il ne faut pas prendre trop à la lettre ces paroles d'un ennemi. Mais elles montrent la difficulté que les contemporains du prince éprouvaient à se faire une idée nette de sa foi. Le plus simple c'est de conclure qu'il n'en avait encore aucune, et qu'il tirait de son incrédulité le meilleur parti possible pour ses intérêts.

1. Motley a traité ce sujet avec trop d'étendue. Il a raconté le mariage et ses cérémonies d'après des documents inédits, puisés dans les archives de Vienne. C'est à lui que nous empruntons ces détails curieux; mais, en somme, il me paraît présenter la conduite du prince sous un jour trop favorable.

« Semez la discorde parmi les nobles flamands, » répétait sans cesse Granvelle à Philippe, « en accor« dant aux uns et en refusant aux autres ; le plus « facile à gagner sera toujours le comte d'Egmont. » Et, en effet, entre le froid Guillaume et l'impétueux Egmont il y avait au fond peu d'affinité ; les collisions naissaient d'elles-mêmes entre deux natures aussi opposées. Tous deux placés au premier rang par leur nom et leurs services, tous deux candidats de la faveur publique, que l'un courtisait ouvertement, et qu'attendait l'autre, en homme sûr qu'elle viendrait à lui, la rivalité naissait entre eux, même à leur insu. Nous les verrons plus tard se séparer, bien que sans rupture, et suivre chacun son sentier. Mais la fausse politique de Granvelle, en les froissant tous deux, leur rendit le service de les maintenir unis.

L'état de la France, en ce moment, était encore plus critique que celui des Pays-Bas. L'œil de Philippe se fixait avec une sombre attention sur ce pays à qui son alliance devait coûter plus cher que l'inimitié même de Charles-Quint. Depuis son mariage avec la fille de Catherine de Médicis, une haine commune contre l'hérésie avait resserré les liens entre les deux maisons d'Espagne et de France, naguère séparées par tant de haines. Nous reparlerons de ce mariage, célébré avec une pompe sans égale en janvier 1560, et nous en raconterons le lugubre dénoûment. La mort soudaine du jeune roi François II, après deux ans de règne, venait d'accroître encore l'audace des Réformés, irrités plutôt qu'abattus par leur échec d'Amboise. Catherine de Médicis, le mauvais génie de la France, s'était em-

parée de la régence, au nom de son fils Charles IX. Dans cet instant critique, les destinées d'un grand pays se trouvaient aux mains d'une femme intrigante, sans cœur et sans foi, et d'un enfant de dix ans. Le massacre de Vassy, organisé par le sanguinaire duc de Guise, venait de donner le signal de la guerre civile. Philippe II, dont l'or et les intrigues fomentaient tous ces désordres, s'était engagé, lors de son mariage, à venir en aide aux catholiques, du moment où la guerre éclaterait. Requis par Catherine de tenir sa promesse, Philippe saisit avec joie cette occasion d'intervenir dans les affaires de la France. Six mille hommes de troupes italiennes et espagnoles franchirent aussitôt la frontière, et la régente reçut l'ordre d'envoyer de Flandre 2,000 chevaux. Nous ne blâmerons pas Philippe de cette décision : il ne pouvait pas rester neutre dans ce grand débat. Séparé de ses États du nord par toute l'épaisseur de la France, il n'avait point de Pyrénées pour protéger contre l'hérésie ces provinces déjà entamées. C'était par la France bien plus que par l'Allemagne que la Réforme les avait envahies. Combattre les huguenots dans ce royaume, c'était les vaincre dans les Pays-Bas, et, pour se défendre, il lui fallait attaquer.

L'explosion d'une guerre religieuse aux portes de la Flandre était un grave danger. Le terrain étant miné, une étincelle suffisait pour tout embraser. Le parti calviniste, à peine contenu dans les Pays-Bas par des édits dignes de Néron, possédait en France la moitié des bonnes villes du royaume, et luttait presque d'égal à égal avec le parti catholique. Les craintes d'un côté, les espérances de

l'autre, étaient vivement excitées. La régente tremblait que les huguenots français ne vinssent donner la main à ceux de la Flandre; la dégarnir des troupes en un pareil moment eût été une haute imprudence. Le roi, avant son départ, avait prescrit d'éviter à tout prix la convocation des États généraux. Mais dans cette situation si tendue, la régente à qui le joug de Granvelle commençait à peser, sentait le besoin de s'appuyer sur quelque chose qui ressemblât au vœu national. A tant faire que de prendre un avis, elle en voulait un autre que celui de la *Consulte*, où, toujours en face du cardinal, elle ne rencontrait jamais qu'une opinion sous trois noms différents. Elle prit le parti de convoquer en mai les membres de la Toison d'or. Mais là encore, elle se retrouva en face de ces nobles dont elle redoutait l'influence; le chapitre de la Toison d'or devint le vestibule des États généraux. Malgré l'éloquence de Viglius et les intrigues de Granvelle, la convocation des États, cet épouvantail de Philippe II, fut décidée sans lui et malgré lui; la régente, comme une faible femme, ne sut que plier devant la nécessité, et l'opinion publique pesa pour la première fois sur les conseils de la monarchie.

Mais il fallait faire accepter au roi toutes ces innovations. La régente, d'accord avec les seigneurs, dont elle se rapprochait peu à peu, à mesure qu'elle s'éloignait de Granvelle, se décida à envoyer l'un d'eux à Madrid, pour rendre au roi un compte exact de la situation. A défaut de Hornes, qui refusa net, son choix s'arrêta sur Montigny, que Granvelle appelait le « coq des opposants. » Ce choix, menaçant pour le cardinal, devait un jour coûter cher à

celui qui l'acceptait. Montigny, l'intime ami d'Orange, était un sincère catholique, mais un ennemi décidé de l'inquisition et de Granvelle. Les États se réunirent à Bruxelles vers la fin de juin. Les troubles de France, la nécessité de concentrer des troupes sur la frontière, servirent de prétexte à la régente pour demander un nouveau subside. Tout ce qu'elle obtint fut un vote éventuel. En cas de besoin, les États de chaque province s'engagèrent à solder leur contingent. L'assemblée, qui n'avait d'autre pouvoir que celui de voter des impôts, fut du reste pâle et sans couleur : la Flandre ne se sentait pas prête, et elle ajourna le combat. Les craintes et les espérances qu'on fondait des deux côtés sur cette réunion des États se trouvèrent ainsi sans fondement.

Cependant, les lettres du roi arrivaient coup sur coup pour presser le départ des *bandes d'ordonnance*. La régente eut recours à la *Consulte*, et celle-ci fut unanime pour s'y refuser. Granvelle lui-même, malgré son servile empressement à obéir à Philippe, en reconnut cette fois l'impossibilité. Marguerite, désespérée, ne savait plus à quel saint se vouer. Granvelle la tira d'affaire par un de ses expédients. Le conseil d'État fut convoqué pour le 4 août. On y lut une lettre confidentielle du roi, forgée par le cardinal. Philippe, après avoir tempêté au début contre le retard qu'on mettait à lui obéir, finissait par s'adoucir. Il consentait à accepter, au lieu de soldats, un subside qui servirait à en acheter. Même sous cette forme modeste, la requête royale rencontra l'opposition la plus vive ; mais enfin les seigneurs finirent par accorder cinquante mille écus. La régente s'excusa auprès de son frère, Granvelle

appuya de sa rhétorique l'argument vainqueur de la nécessité, et Philippe, fort irrité d'abord, finit par se résigner.

La mésintelligence entre le cardinal et les nobles allait croissant chaque jour. La régente flottait entre les deux partis. Les longues lettres de Granvelle au roi trahissent un amer sentiment de l'abandon où on le laisse dans cette lutte désespérée où, entouré d'ennemis, il n'a personne sur qui s'appuyer : « Ils (les nobles) en sont venus à conspirer « contre moi, et à dire même tout haut qu'ils en « veulent à ma vie; mais je redoute peu leurs me- « naces, et je les crois trop prudents pour rien « tenter de pareil. » Le refrain de toutes ses lettres, c'est qu'il faut que Philippe vienne en Espagne. Son absence perdra tout, et sa présence seule peut tout sauver. « S'il vient, un signe de croix suffira...! » « Le pire, écrit encore le cardinal au comte de Feria, « c'est que là-bas (de Madrid) on ne nous répond « rien, on ne pourvoit à rien. Je crains que tout « ne se perde, et moi avant tout le reste; mais l'Es- « pagne s'en ressentira plus tard. »

Quant à Philippe, la répulsion qu'il inspire l'a grandi aux yeux de l'histoire; mais tout chez lui, jusqu'au crime même, est entaché de petitesse. Parcourez ses lettres, miroir fidèle de toutes les fluctuations de cet étroit esprit, et vous n'êtes frappé que de son indécision. Gagner du temps est tout ce qu'il demande. Jamais affaire pour lui n'est assez urgente pour qu'on ne puisse pas l'ajourner. « *Madame* pense « comme vous, écrit-il au cardinal, que le seul « moyen de remédier à l'État des affaires de Flandre, « serait d'y faire un voyage. J'en suis convaincu

« pour ma part, et le désire de toute mon âme...
« Mais la pénurie des finances en est venue à un
« point que vous ne sauriez imaginer.... Dès que
« j'aurai pu trouver la somme nécessaire, je ferai
« mes préparatifs. Vous pouvez, dès à présent,
« laisser entrevoir la possibilité de ce voyage : en
« attendant, tâchez de maintenir les affaires le mieux
« possible. (VI, 582). » Philippe est-il de bonne foi quand il parle de son désir de visiter les Pays-Bas? Il est permis d'en douter. Comme tous les caractères indécis, ce qu'il craint le plus, c'est la responsabilité. Présent, tout retomberait sur lui ; absent, il trouve plus commode de tout rejeter sur Marguerite et Granvelle. L'odieux qui pèse sur son ministre est ainsi détourné de sa personne royale. L'éloignement même l'entoure d'un prestige qu'il perdrait à se laisser voir de trop près.

La guerre civile, qui venait d'éclater en France, semblait prête à passer la frontière. Déjà le bruit courait qu'une prise d'armes générale devait rassembler sous un même drapeau les protestants de France, d'Allemagne et des Pays-Bas. La position toute passive des réformés, tendant la gorge aux bourreaux, allait changer dans ce dernier pays, comme elle avait changé en France. Depuis quarante ans qu'avait surgi en Europe ce peuple de chrétiens, disséminés, mais unis par des liens plus étroits que tous les liens de ce monde, les protestants avaient beaucoup souffert et beaucoup supporté ; mais leur patience touchait enfin à son terme. Disons-le à l'honneur des calvinistes français avec un de leurs plus fermes champions, Aggrippa d'Aubigné : « tant qu'il y avait eu
« pour les condamner un semblant de justice, tant

« que les *égorgeurs* n'avaient pas remplacé les juges, « ils avaient accepté leur sentence, comme venant « de Dieu et non pas des hommes. » Ce n'est qu'en voyant leurs femmes et leurs enfants enfumés dans des cavernes, brûlés dans des églises, qu'ils avaient, bien à regret, mis l'épée à la main, non pour se venger, mais pour se défendre. S'ils l'avaient fait, c'était après quarante ans d'une patience plus héroïque que toutes les luttes armées, après quarante ans de souffrances à faire douter de la justice divine, si celle-ci disait jamais son dernier mot ici-bas.

Il en était des Pays-Bas comme de la France : là aussi, les protestants s'étaient laissé décimer pendant quarante ans avant de songer à se défendre. Là aussi, ils devaient trouver un Coligny dans Guillaume d'Orange pour planter en Hollande le drapeau de la liberté de conscience. La lutte, poursuivie dans les deux pays avec des fortunes diverses, allait aboutir en France à la Saint-Barthélemy, sanglant baptême qui devait retremper la foi du protestantisme attiédi. Mais dans les Pays-Bas, la lutte, plus opiniâtre encore, ne devait pas finir, même avec le siècle. Le champion de l'unité catholique, après cinquante ans de règne et de combats, devait s'incliner en frémissant devant ces deux principes qu'il avait niés toute sa vie, la volonté d'un peuple libre et le respect de la conscience chrétienne.

Maintenant, reste la grande question : dans ces trois pays, la France, les Pays-Bas et l'Allemagne, le protestantisme eût-il péri, s'il n'eût pas été défendu par l'épée? Il est téméraire à l'homme, avec ses vues bornées, de vouloir pénétrer dans les secrets de la Providence. Tous les historiens sont d'accord pour

affirmer que les protestants n'avaient plus qu'une voie de salut, repousser la force par la force. Mais nous osons différer d'avis avec eux. Nous le disons avec une conviction réfléchie : Dieu, qui suscita Luther, Zwingle et Calvin pour retrouver l'Évangile perdu, et le laver de ses souillures, n'eût point laissé succomber sa cause, faute de quelques princes armés pour la défendre. La Réforme, si elle eût osé courir seule cette redoutable chance, sans autre arme que la prière, serait encore en fin de compte sortie victorieuse de l'épreuve. Moins de sang aurait coulé peut-être dans les supplices qu'il n'en a coulé sur les champs de bataille, et bien des calculs sordides n'auraient pas trouvé accès dans les cœurs. Non, le protestantisme n'aurait pas péri, l'Église primitive est là pour nous l'attester. Le paganisme, en ses jours de déclin, n'a pas été en reste de violences avec Rome et l'inquisition. Le christianisme lui-même, mis hors la loi des nations, a semblé un moment prêt à disparaître, et à ajouter une ruine de plus à toutes celles qui couvrirent déjà le monde. Entre la persécution au dedans, et l'invasion au dehors, on eût dit qu'il n'y avait plus place pour lui sur la terre; et cependant, trois siècles à peine s'étaient écoulés qu'il s'asseyait sur le trône des Césars. Un siècle plus tard, les sauvages conquérants de l'Empire, conquis eux-mêmes à l'Évangile, entraient avec le monde romain dans ce cadre prêt à les recevoir.

Mais vers 1562, en France comme dans les Pays-Bas, le christianisme était sorti de sa voie, et ne devait pas y rentrer de longtemps. Partout traqués et mis au ban des peuples civilisés, les réformés avaient enfin senti leur solidarité. Pendant que Guise et les

catholiques français invoquaient le secours de l'Espagne, Condé réclamait celui de l'Angleterre et de l'Allemagne luthérienne. Le fer seul pouvait trancher la querelle, qui allait maintenant embrasser toute l'Europe. Comment préserver du contact les Pays-Bas, placés au foyer même de l'incendie, entre l'Angleterre protestante, l'Allemagne qui désarmait à peine, et la France embrasée de tous les feux de la guerre civile? L'entreprise, à coup sûr, dépassait les forces de l'Espagne, seule en dehors du péril, mais aussi de l'action. Le génie et la puissance de Charles-Quint, maître de la moitié de l'Europe, y eussent à peine suffi; mais son fils, héritier diminué de ses États et de son génie, était décidément au-dessous de sa mission; et Granvelle, qui supportait le premier effort de la lutte, devait aussi succomber le premier.

Si Philippe eût été soucieux de connaître la vérité, personne plus que Montigny n'était à même de la lui dire. Mais habitué à ne voir que par les yeux de Granvelle, le roi, quand Montigny arriva à Madrid, l'écouta pour la forme, bien décidé à ne pas croire un mot de tout ce qu'il entendrait. Son rôle se borna à justifier le Cardinal, et à récriminer contre ses ennemis. Imitant l'imprudente franchise de son frère, Montigny n'épargna pas le Cardinal, et peignit son administration sous les couleurs les plus noires. Philippe se contint cette fois; mais le roi devait se charger un jour de venger les injures de son ministre.

Montigny fut de retour à Bruxelles vers la fin de l'année. Les nobles flamands, en apprenant l'insuccès de sa mission, se livrèrent à l'irritation la plus vive.

Après les longs délais du monarque, ce refus opiniâtre de sacrifier son ministre était une sorte de défi jeté à la noblesse flamande, et elle l'accepta sans hésiter. Entre elle et le Cardinal, c'était désormais un duel à mort, ou l'un des deux adversaires devait succomber. Granvelle y jouait sa vie, et Philippe les Pays-Bas. En prenant ainsi parti pour son représentant, il descendait en personne dans la lice, où il s'était jusqu'ici abstenu de paraître. La Régente, froissée de l'insignifiance de son rôle, se retirait de la lutte, et laissait les coups passer par-dessus sa tête. Granvelle restait seul engagé, et les attaques, dirigées contre lui, pouvaient aller jusqu'au monarque. « C'est un « dicton commun ici, écrit le Cardinal à G. Perez, « qu'on est tout prêt en Espagne à abandonner les « Pays-Bas. Les seigneurs parlent si librement et si « haut qu'à tout moment je crains une insurrec- « tion. Pour Dieu, persuadez au roi de venir, ou « qu'il mette sur sa conscience tout ce qui en ré- « sultera... Il y a trois mois que je n'ai reçu une « ligne de la cour. Nous savons ici aussi peu de « chose de l'Espagne que des Indes. De tels « retards sont dangereux, et peuvent coûter cher « au roi. »

La position de Granvelle, en effet, n'était plus tenable. Attaqué par l'opposition, par le pays tout entier, avec une rage toujours croissante, en butte aux sarcasmes, aux outrages, menacé même dans sa vie, il voyait la régente se détacher chaque jour de lui. Philippe, dans toutes ses lettres, répétait à Marguerite qu'il fallait diviser ses ennemis, basse et étroite politique au-dessus de laquelle il ne sut jamais s'élever. Celui qu'on pourrait ramener le plus

aisément, c'était Egmont, et la régente l'avait compris. Séduite par la franchise de ses manières, elle l'attirait à sa cour, et lui laissait prendre sur elle un ascendant toujours plus marqué. Mais tout en se rapprochant de la régente et du roi, dont il fut toujours le loyal sujet, jusque sur l'échafaud, Egmont n'en restait pas moins le mortel ennemi du cardinal. Le 11 mars, Orange, Egmont et Hornes adressèrent en commun une lettre au roi, qui résumait leurs griefs contre le cardinal. Les adhésions furent nombreuses dans la noblesse, et la lettre prit ainsi le caractère d'une protestation nationale. Mais Berlaymont, quoique fort refroidi pour Granvelle, au point de ne plus mettre les pieds chez lui, refusa de la signer. Le duc d'Aerschott et le comte d'Aremberg en firent autant. Autour d'eux se groupa une poignée de nobles de second rang que l'opinion flétrit aussitôt du nom de *familiers de l'inquisition*. La lettre partit enfin pour Madrid, signée seulement par les trois membres du triumvirat qui gouvernait la Belgique.

Dans cette situation désespérée, on ne peut refuser son admiration à la fermeté d'âme et aux ressources d'esprit déployées par Granvelle. Trahi par la régente et par les tièdes amis qui craignaient d'être entraînés dans sa chute, seul, il fait face à tous ses ennemis. Toutes ses combinaisons ont échoué, toutes ses ruses ont été démasquées : il a voulu séparer Egmont de ses associés, et il n'a réussi qu'à faire de son plus ardent ennemi le conseiller de la régente. Il a fait offrir aux principaux nobles des commandements en Italie; tous ont répondu par un refus dédaigneux. Il a proposé à la régente de cesser de

prendre part aux délibérations de la consulte; il a même été plus loin: il l'a pressée, si sa personne était décidément trop odieuse aux nobles et à la Flandre, « d'engager le roi à le rappeler pour l'employer « auprès de sa personne ou ailleurs. » Lui-même a écrit au roi dans ce sens: il s'est offert à résigner l'archevêché de Malines, et à quitter les Pays-Bas; et l'ingrat monarque ne s'est pas soulevé contre l'idée de sacrifier l'homme qui s'est ainsi compromis pour lui; il l'a remercié froidement de cette preuve nouvelle de son dévouement, sans l'accepter encore pour le moment.

Il fallait pourtant répondre à la lettre des trois seigneurs, et avec eux à la Flandre qui, les yeux tournés vers Madrid, attendait une solution. Philippe mit trois mois à s'y décider. Le 6 juin enfin, il leur fit écrire qu'il ne doutait point de leur zèle pour son service; mais que comme ils n'alléguaient aucun motif sérieux pour éloigner le cardinal, il serait bon que l'un d'eux fît le voyage d'Espagne pour s'entendre avec lui; car, ajoutait-il, « n'est ma coustume « de sans cause grever aucuns de mes ministres. » Il écrivit de sa propre main à Egmont pour l'engager à se charger de cette mission. Enfin, il donna pour consigne à la régente d'avoir l'air d'ignorer tout ceci, et d'attendre qu'Egmont lui en parlât. Telle est, dans toute cette affaire, la misérable attitude de Philippe II: il se traîne à la suite des événements, quand il faudrait les dominer; mais au fond du cœur, il a déjà sacrifié l'homme qui joue pour lui chaque jour son honneur, sa fortune et sa vie.

La lettre du roi produisit à Bruxelles la plus fâcheuse impression. « C'est une mauvaise et froide

« réponse, écrit Louis de Nassau. Il est aisé de voir « qu'elle vient de la *forge* du cardinal. Mais j'espère « que son pouvoir touche à sa fin. » Les seigneurs s'assemblèrent. On décida qu'Egmont n'irait pas à Madrid, et qu'aucun d'eux ne reparaîtrait au conseil d'État. Déjà la régente ne s'appartenait plus. Chaque jour voyait croître leur ascendant sur une faible femme, sans conseiller et sans appui. Bientôt ils devinrent plus exigeants à mesure qu'elle cédait davantage. Ils lui peignirent avec force la ruine du pays imminente, le trésor vide, les frontières ouvertes, les places fortes démantelées, le mécontentement public prêt à éclater. Le seul remède à tant de maux, c'était de convoquer les États généraux. Mais ce mot seul d'*États généraux* donnait la fièvre à Marguerite, tremblante à la seule pensée de la colère de son frère. Elle éluda la requête en promettant d'en référer au roi. Enfin, les triumvirs écrivirent de nouveau au roi, en insistant plus que jamais sur le renvoi du ministre.

La régente, à bout d'expédients, se décida enfin, le 13 août, à envoyer à Madrid son secrétaire de confiance, Armenteros, pour supplier son frère de prendre un parti, dans un sens ou dans l'autre. Armenteros devait exposer au roi les embarras du trésor, et s'attacher surtout à justifier la conduite de la régente : « la duchesse, disent ses instructions, « a tenté sans succès toutes les voies de conciliation, « et cette affaire lui cause un vif chagrin. Elle « connaît tout le mérite du cardinal, sa haute capa- « cité, et son dévoument au service de Dieu et du « roi ; mais vouloir le maintenir aux Pays-Bas contre « le gré des seigneurs pourrait entraîner le soulève-

« ment du pays. Elle croit donc devoir mettre le « pour et le contre sous les yeux du roi, afin que « S. M. prenne la résolution qu'exigera le bien de « son service. » (*Corresp. de Philippe II*, I, 266.)

Ainsi la régente, qui avait si longtemps soutenu Granvelle, l'abandonnait à son tour, et son abandon présageait celui du roi. Armenteros, après un voyage d'un mois, arriva enfin à Monzon où Philippe tenait alors les cortès d'Aragon. Sa première audience dura quatre heures. Mais, plus Philippe étudiait la situation, moins il se décidait. Les récits d'un témoin oculaire, qui auraient porté la lumière dans tout autre esprit, ne portaient dans le sien que trouble et hésitation. Et pourtant il fallait prendre un parti. Le subside, voté dans la dernière session, était expiré; les États généraux pouvaient seuls le renouveler. Philippe se tira d'affaire par un compromis : il permit aux députés de se réunir à Bruxelles pour être mis au fait des besoins de la couronne; mais la régente eut ordre d'éviter à tout prix leur constitution en États généraux. C'était céder peu pour obtenir beaucoup, et « sucer le miel de l'abeille en « évitant l'aiguillon. » Mais la concession n'en était pas moins réelle. Dans cette réunion bâtarde, que le roi autorisait à voter des subsides, et non à les discuter, existait le germe de ces États généraux que Philippe détestait si cordialement, et que la Flandre ne cessait de réclamer. Mais telle était la pénurie d'argent, la puissance de l'opinion, et la pression exercée par les nobles sur la régente, sur Granvelle et sur le roi lui-même, qu'il fallut céder. Les députés furent convoqués à Bruxelles pour le 3 décembre. Granvelle lui-même, habitué à tenir tête à l'orage,

plia cette fois : craignant, s'il paraissait dans cette réunion, qu'aucun des seigneurs ne voulût y assister, il prétexta, pour s'absenter, une tournée dans son diocèse. Ses ennemis ne se firent pas faute d'exploiter son absence. Les députés, gagnés par les prévenances des nobles, et flattés de s'asseoir à leur table, donnèrent tête baissée dans la ligue, et la Flandre tout entière se trouva réunie contre le cardinal.

Le jour venu, la régente exposa à l'Assemblée la détresse financière. « Le trésor était à sec, le dernier subside, de l'aveu de tout le monde, était resté au-dessous des besoins, et les troupes n'étaient pas soldées. Elle pressa donc les députés de combler le déficit, et de pourvoir aux dépenses les plus pressées, en attendant la venue du roi, sur laquelle on pouvait compter dans un terme fort rapproché. » Les députés en référèrent à leurs provinces. Toutes finirent par voter l'aide demandée. Le Brabant seul, où régnait Orange, s'y refusa tant que l'on ne connaîtrait pas la décision du roi. L'irritation était à son comble; Philippe, harcelé par la régente, qui le pressait sans relâche de prendre un parti, s'était décidé enfin... non à agir, mais à consulter de nouveau. Il s'adressa au duc d'Albe, alors absent de la cour. La réponse du duc est caractéristique. L'homme s'y peint tout entier, et la situation y est résumée avec une admirable netteté. « Chaque fois, » dit le duc, « que je vois les lettres de ces trois seigneurs, « elles me transportent de colère, au point que, si « je ne me maîtrisais, *mon opinion paraîtrait à Votre « Majesté celle d'un frénétique*. Retirer le cardinal, « comme ils osent le demander, aurait de graves « inconvénients... Les châtier serait le parti le plus

« juste ; mais comme il n'est pas praticable en ce « moment, le mieux c'est de tâcher de les diviser ; « d'écrire à M. d'Egmont de se mettre en route, et « de lui faire des caresses pour le détacher de la « ligue... Pour le moment, Votre Majesté ne doit « punir que les moins coupables. Quant à ceux qui « méritent qu'on leur coupe la tête, il faut dissi- « muler avec eux jusqu'à ce que l'instant soit venu « d'agir. » Puis il engage le roi à ne pas répondre aux seigneurs, mais à leur faire dire par la régente « qu'il n'a pas été satisfait de leurs raisons et qu'il « leur ordonne de retourner au conseil. » (*Corresp. de Phil. II*, I, 272.)

Mais, dans l'intervalle, les événements avaient marché, et avec eux la décision de Philippe. Dans une seconde lettre au duc, il met de côté cette fois toute fausse honte, et s'affermit dans l'idée de jeter son ministre par-dessus bord pour apaiser la tempête. « Il me semble qu'il conviendrait de faire sor- « tir le cardinal des Pays-Bas pour quelques mois, « en prenant pour prétexte une visite à sa mère en « Bourgogne. Pendant ce temps, on verrait quelle « tournure prendraient les affaires. » La réponse d'Albe ne se fait pas attendre. Le 22 décembre, il écrit au roi que « quant à l'insolence des trois sei- « gneurs, il ne doute pas qu'elle n'augmente chaque « jour. Il est convaincu que le cardinal sera leur « première victime, car le principe de tout soulève- « ment contre les rois est une attaque contre leurs « ministres. Il ne peut se persuader que le rappel « du cardinal convienne au service de Sa Majesté... « Si cependant le roi juge à propos de prendre ce « parti, alors le cardinal devrait se rendre en Bour-

« gogne, et de là écrire qu'il a quitté les Pays-Bas « parce qu'il n'y était plus en sûreté. »

Au fond du cœur, en consultant le duc, le roi était décidé. L'égoïsme avait prevalu en lui sur la reconnaissance, l'intérêt du moment sur l'intérêt permanent de sa politique qu'il désavouait en le congédiant. Mais l'indécision était tellement le fond de sa nature que, même une fois son parti pris, il lui en coûtait encore de l'exécuter. Le cardinal, assiégeant sans relâche l'oreille de son maître, y versait le fiel de ses insinuations. S'il ne pouvait sauver une cause perdue, il ruinait du moins celle de ses adversaires. « Ce qu'ils veulent, » écrit-il (*Papiers d'État*, VIII, 195), « c'est de changer ce « pays en république. Depuis le retour de Montigny, « tout va de mal en pire. Les Allemands s'assem- « blent sur la frontière... « Patience, a dit un jour « Orange, nous serons bientôt les plus forts! » « Quant à la religion, les choses, s'il se peut, vont « plus mal encore de ce côté. Pour l'amour de Dieu « et de sa sainte religion, mettez votre main royale « à l'œuvre, ou nous n'avons plus qu'à crier : aide- « nous, Seigneur, nous périssons!... Le seul re- « mède à tous ces mots serait la prompte venue de « Votre Majesté en Flandre ; mais le bruit commence « à se répandre que le roi ne se soucie point des « Pays-Bas. » (T. VIII, passim.)

Tout marchait donc vers une crise. Un incident, futile en apparence, vint la décider. Vers la fin de décembre, à un dîner somptueux où le trésorier du roi, à Anvers, réunissait à sa table les nobles de l'opposition, on en vint à parler des livrées du cardinal, dont le faste princier blessait tous les regards. Déjà

les langues étaient déliées, et les cerveaux échauffés par le vin. On chercha, pour protester contre le luxe du cardinal, quelque emblème qui pût parler aux yeux et saisir les esprits. Une livrée uniforme, d'une étoffe grise bien grossière, coupée à l'allemande et d'une insolente simplicité, fut choisie à l'unanimité. Sur chaque manche devait être brodée une tête de fou avec ses grelots. Egmont donna le premier l'exemple avec sa maison. Bientôt on ne vit plus dans les rues de Bruxelles que des jaquettes grises, et des têtes de fous, où chacun voulait retrouver le portrait de Granvelle et de ses partisans. Le succès de cette pasquinade fut immense, et bien au delà du mérite de l'invention. Bientôt les jaquettes grises firent le tour de la Flandre. Les nobles, que le cardinal aimait à traiter de jongleurs et de bouffons, se parèrent de ce nom, comme ils devaient le faire plus tard de celui de *gueux*, symbole de cette révolution plébéienne, commencée, suivant l'usage, par de grands seigneurs. La régente elle-même rit beaucoup de la plaisanterie, et recommanda, pour la forme, à ses auteurs, de ne pas la pousser trop loin. A force d'instances, elle obtint pourtant que les têtes de fous disparussent des livrées. On les remplaça par le faisceau de flèches, devenu plus tard l'emblème de la république de Hollande. Bientôt, les nobles eux-mêmes disputèrent à leurs gens cette livrée révolutionnaire ; la bourgeoisie imita l'exemple de la noblesse, et la Flandre entière fut vouée au drap gris. Egmont dîna chez la régente en habit de camelot, avec manches pendantes et boutons d'argent ornés du faisceau de flèches.

Cette puérile plaisanterie avait pourtant un sens,

et aboutit à un résultat. Les ennemis du cardinal avaient appris à se compter. Moins une poignée de créatures de Granvelle, dont l'appui ne valait pas ce qu'il lui coûtait, le pays tout entier était contre lui. La régente l'avait enfin compris : dans chaque lettre elle demandait à son frère une décision ; elle insistait sur l'irritation que causait aux seigneurs son obstiné silence. Enfin, après des hésitations qui avaient duré près d'un an, Philippe se décida : Armenteros reçut l'ordre de départ qu'il attendait depuis six mois. Il partit, chargé de lettres pour la régente, le cardinal et pour Egmont. Chacun des trois devait ignorer ce que le roi écrivait aux autres. Armenteros lui-même ne savait pas le contenu des lettres qu'il portait. Quant à Granvelle, le roi s'était envain flatté de l'abuser. Dès longtemps il avait compris à des indices certains que le roi n'attendait plus qu'un prétexte pour le sacrifier. Mais Philippe, impuissant à tromper son maître en astuce, devait être plus heureux auprès de la postérité. Pendant trois siècles, on a cru que le cardinal s'était décidé de lui-même à quitter les Pays-Bas. De nos jours seulement, la minute de la lettre écrite à Granvelle par Philippe a été retrouvée à Simancas par l'infatigable M. Gachard[1] avec cette souscription : *de mano del rey, secreta*. L'original manque, bien entendu, dans les papiers de Granvelle ; il a sans doute été

1. M. Gachard raconte dans son rapport au ministre, qui précède la *Correspondance de Philippe II* (t. I, p. 185), les détails de cette précieuse découverte, qui fait honneur à sa patience et à sa sagacité. Aussi s'écrie-t-il, dans un élan auquel s'associeront tous les amis de la science : « Vous « comprendrez la joie que me fit éprouver cette découverte. Ce sont là de « ces jouissances qui dédommagent de bien des fatigues, de bien des « ennuis. »

détruit par le cardinal, peu jaloux de laisser subsister ce monument de sa honte et de la lâcheté de son maître.

La dépêche est écrite tout entière de la main du roi, et en chiffres. Le ministre, en écrivant au roi, lui parlait souvent du danger qui menaçait sa vie. « Moi qui ne suis qu'un ver de terre, lui disait-il, « je suis menacé de tant de côtés que beaucoup me « tiennent déjà pour mort; mais je tâcherai, avec « l'aide de Dieu, de vivre autant que possible; et si « l'on me tue, j'espère que l'on n'aura pas tant « gagné par là. » Prenant texte de cette lettre, Philippe, dans son tendre intérêt pour les jours du cardinal, lui répond le 22 janvier: « ... Par ces « motifs, j'ai pensé qu'il serait bien, pour laisser « calmer les haines, et pour voir comment ils remé« dieront aux affaires des Pays-Bas, de sortir de ces « provinces pour quelques jours, avec la permis« sion que vous demanderez à la duchesse. Je lui « écris qu'elle vous la donne, sans qu'il paraisse « qu'elle ait d'ordre d'ici pour cela, et vous la « prierez de m'écrire afin que j'y donne mon appro« bation. De cette manière, ni mon autorité, ni la « vôtre ne recevront d'atteinte, et selon la tournure « que prendront les choses, il sera donné ordre à « votre retour. Prenez bien garde que votre per« sonne ne coure aucun risque. Je ne cesserai, de « mon côté, d'avoir l'œil sur ce qui touche à votre « honneur, car il y va également du mien. »

L'œil prévoyant du cardinal avait vu poindre à l'horizon l'orage qui éclatait. Menacé en Flandre, il avait dû chercher à Madrid des appuis pour étayer son crédit vacillant. Son mortel ennemi, le trésorier

Eraso, n'oubliait rien pour le perdre auprès du monarque. Pour le combattre, Granvelle comptait sur le duc d'Albe et sur le secrétaire Gonzalo Perez, placé par lui auprès du monarque. C'est à eux qu'il s'était adressé pour appuyer sa demande de revenir à Madrid. Mais le duc qui, sous sa rude écorce de soldat, cachait un délié courtisan, se demanda s'il serait sage à lui de faire venir à la cour un homme de cette valeur, qui pourrait bientôt le supplanter dans la confiance du monarque. La question, ainsi posée, fut bien vite résolue : le duc écrivit à son maître : « J'avais songé un instant qu'il serait peut-« être utile à Votre Majesté d'appeler le cardinal « auprès d'elle; mais j'ai réfléchi que sa présence à « la cour le rendrait plus odieux encore à ses enne-« mis, et qu'il ne se briserait pas une tuile à la mai-« son qu'on n'accusât le cardinal de l'avoir brisée. » Quant à G. Pérez, Granvelle ne se doutait pas que ce fidèle ami avait rédigé, de concert avec le roi, son ordre de départ.

Granvelle, en se voyant trahi par tout le monde, comprit qu'il était perdu et se résigna, avec une fermeté qui n'est pas sans grandeur. Il montra à la duchesse, et à elle seule, le mystérieux billet qu'il avait reçu du roi et commença à petit bruit ses préparatifs de départ. La régente joua de son mieux « son petit rôlet » dans l'intrigue embrouillée dont Philippe tenait tous les fils. Elle avait engagé le roi à écrire une lettre affectueuse à Egmont, et le roi en avait écrit deux : l'une l'invitait à venir en Espagne, et l'autre à rester dans les Pays-Bas. La régente devait s'inspirer des circonstances et choisir entre les deux lettres. Après de longues hésitations, elle se

décida pour la dernière. Au moment où le cardinal, vaincu, se retirait devant l'opinion, elle crut avoir plus que jamais besoin des bons offices d'Egmont.

Depuis des mois, le courrier des trois seigneurs attendait à Madrid la réponse à leur lettre. Le roi retarda le départ du courrier de manière à le faire arriver à Bruxelles huit jours après l'envoyé de la duchesse. Son but était de laisser à Granvelle le temps de partir avant qu'on ne pût soupçonner son départ. Du reste, la lettre de Philippe aux seigneurs était loin de leur laisser soupçonner leur triomphe. Sèche et laconique au plus haut point, elle justifiait ce mot de l'un d'eux, « que l'on ne tenait pas plus compte « d'eux que s'ils étaient de paille. » Le roi leur intimait durement l'ordre de rentrer au conseil d'État, et de sacrifier leur ressentiment à son service et au bien du pays. Les triumvirs affectèrent de se montrer fort mécontents de cette lettre; mais ils se consolèrent bien vite en apprenant le départ de Granvelle.

Le cardinal, avant de quitter la partie, voulut encore tenter un dernier effort. Pour démentir le bruit de sa disgrâce, qui commençait à se répandre, il affecta de se montrer au conseil d'État. Les seigneurs, malgré l'ordre formel du roi, s'étaient refusés à y rentrer. Viglius et Barlaymont, qui s'y trouvaient seuls avec le cardinal, furent d'avis de retarder son voyage, et de « laisser les seigneurs ronger leur « frein quelque temps encore. » Mais Marguerite, craignant de pousser à bout ses nouveaux alliés, pressa Granvelle d'obéir et de publier son départ. Il n'y avait plus à reculer : le cardinal prit pour prétexte l'arrivée de son frère. Il manifesta l'intention

de partir avec lui, pour aller passer quelques semaines auprès de leur mère malade, en Bourgogne, où il n'avait pas mis les pieds depuis dix-neuf ans. Il demanda officiellement à la duchesse un congé de trois mois, qu'elle se hâta de lui octroyer. Enfin, pour mieux abuser amis et ennemis, il commanda à grand bruit de nouveaux embellissements dans sa villa près de Bruxelles.

Mais toute cette peine devait être perdue : depuis le retour d'Armenteros, un vague pressentiment de la chute du ministre avait éloigné de lui ces prudents amis, qui ont toujours peur de se tenir trop près de la maison qui va crouler. Cachant sa blessure sous un front serein, il commençait à discourir avec ses familiers, en style de bucoliques, sur les plaisirs des champs et les douceurs du repos pour un homme d'État fatigué. Dès le 5 mars, Guillaume de Nassau écrivait à son frère : « C'est chose assurée, notre « homme part; Dieu veuille le mener si loin qu'il « ne retourne jamais! » Déjà l'on racontait que le cardinal, quand il avait reçu du roi l'ordre de partir, avait mugi comme un ours, et s'était enfermé dans sa chambre où personne n'osait entrer. Sur la porte de son palais, une main hardie avait osé clouer cette affiche : *A vendre, pour départ immédiat*. Le 11 mars, pour déconcerter toutes les conjectures, il assista encore à la séance du conseil. Enfin, le 13, il sortit de Bruxelles en plein jour, avec une nombreuse escorte de gentilshommes, qui le suivirent assez loin de la ville. On craignait, ou l'on affectait de craindre une attaque à main armée, et Granvelle, sous sa robe, portait, dit-on, une cuirasse; mais ses ennemis ne songeaient pas à l'attaquer. Une

autre pensée les préoccupait : ce départ était-il une feinte, et cachait-il une pensée de retour? Pour s'en assurer, deux des nobles, l'étourdi Brederode et Hoogstraten, suivirent longtemps le ministre fugitif, montés sur le même cheval, et galopant dans l'exaltation juvénile de deux écoliers. Un des gentilshommes d'Egmont fit avec le cardinal route jusqu'à Dijon, soupant et couchant aux mêmes gîtes, et écoutant de toutes ses oreilles les propos des voyageurs.

Avant de quitter Bruxelles, Granvelle avait écrit au roi pour s'excuser humblement de la liberté qu'il avait prise. Comédien non moins scrupuleux, Philippe voulut jouer son rôle jusqu'au bout : il daigna accorder au cardinal le congé qu'il sollicitait. Il chargea la régente de démentir le bruit que c'était sur son ordre que le cardinal quittait les Pays-Bas. Tout le monde y fut pris, surtout le monde officiel, qui ne demande qu'à se laisser tromper. Viglius même et le frère de Granvelle furent laissés en dehors du secret qu'avait pénétré dès le début la perspicacité d'Orange. Dupes ou complices, la comédie fut jouée par tous les acteurs avec une égale habileté. Granvelle surtout se surpassa lui-même : il s'appuya sur la lettre ostensible du roi pour nier toutes les autres, et dire à tout le monde : « Vous « voyez bien que mon maître ne me congédie pas! » La duchesse fit de son mieux pour persuader au cardinal qu'elle plaidait sa cause près du roi, au moment même où elle travaillait à empêcher son retour. Mais la palme, il faut bien le dire, reste à Philippe, qui, sans autre confident que lui-même, muet avec les instruments dont il se servait, ourdit à

lui seul cette trame compliquée, sans mêler un de ses fils.

Granvelle s'était soumis aux ordres de Philippe avec un servile empressement. Même après son départ, il lui écrivait encore « que sa volonté suffirait « pour qu'il allât aux Indes, et même se jetât dans « le feu pour lui obéir. » Ce qui le soutenait au fond, jusque dans son exil, c'était l'espérance du retour. « Dans deux mois, écrit-il à un de ses amis en Flan- « dre, vous pouvez espérer me revoir ici. » Était-il de bonne foi en parlant ainsi? nous inclinons à le penser, car l'ambitieux déchu ne croit jamais sa chute définitive. En attendant cette heure, qui ne devait pas venir, le palais Granvelle, à Besançon, devint le rendez-vous des gens de lettres et des artistes que Mécène exilé aimait à réunir autour de lui. A l'aide du savant Juste Lipse, son secrétaire, le cardinal affectait de se plonger dans l'étude de l'antiquité. Nouveau Ximenès, il faisait copier au Vatican des manuscrits grecs pour la *Bible polyglotte*, qu'imprimait à ses frais le célèbre éditeur Plantin, à Anvers. On eût dit qu'il ne vivait plus que pour les lettres, les arts, et pour la charité qu'il faisait marcher de pair avec ces nobles délassements de l'esprit.

Mais sous ce détachement apparent des vanités d'ici-bas se cachaient d'ardentes préoccupations politiques. Du fond de sa retraite, le ministre disgracié n'avait qu'une pensée, qu'un but dans sa vie, c'était de ressaisir le pouvoir qui venait de lui échapper. Dans ses lettres ostensibles, il étale aux yeux de ses amis une résignation trop fastueuse pour être sincère : « Vous voyez ma philosophie, leur dit-il, elle

« consiste à vivre aussi joyeusement que possible, « riant au nez du monde et de ceux qui me haïssent, « de leurs passions et de leurs calomnies. » Mais à côté de cette correspondance officielle, destinée à donner le change à l'opinion, il en soutenait une autre plus secrète avec tous les personnages influents de l'Europe. Avec les Pays-Bas et la cour d'Espagne, l'échange était incessant. On reste confondu, en lisant ses lettres, de cette prodigieuse activité d'esprit, qui ne demeure étrangère à aucun des grands intérêts du continent. Tous sont présents, même à distance, devant cette puissante intelligence, où tout se coordonne et se classe, sans confusion comme sans effort. L'infortuné Philippe, cédant aux obsessions de sa sœur, a cru acheter son repos en sacrifiant le ministre qui avait seul sa confiance; mais il n'y a rien gagné : sur lui pèse encore l'éternel cauchemar de cette royauté en tutelle : il faut se décider, et Granvelle n'est plus là pour lui souffler ses décisions. Aussi sa correspondance avec son maître est-elle plus active même qu'aux jours de sa faveur. Le cardinal, invisible et présent, habite encore les Pays-Bas par ses espions, ses amis, ses parents, ses créatures; par Viglius, qui, rebuté de la duchesse, s'est retourné vers son patron absent; par Morillon, son confident intime, qu'on appelait le *Duplex* A. B. C., parce qu'il possédait deux fois autant de bénéfices qu'il y avait de lettres dans l'alphabet. Grâce à ces sources d'informations, variées autant que sûres, Granvelle, absent, peut renseigner Philippe aussi minutieusement que s'il habitait Bruxelles. Du fond de la Franche-Comté, il pèse sur les conseils du monarque, avec ce vernis de désintéressement que l'éloignement donne

à ses avis. Philippe, asservi à cette double supériorité de l'intrigue et du génie, se sent encore dans la dépendance de son ministre disgracié. Il a allongé le fil qui le rattachait à Granvelle, il ne l'a pas brisé.

La Flandre avait salué d'un cri de triomphe le départ du ministre qu'elle abhorrait. Une pluie de pamphlets, de satires, de caricatures, commença à pleuvoir sur l'infortuné Granvelle. Il en prit son parti avec l'insouciance affectée d'un homme qui se croit sûr de remonter bientôt au faîte d'où il est tombé. Mais il s'amassa dans son cœur une de ces implacables rancunes qui s'aigrissent de leur impuissance même. L'irritation du ministre déchu passa peu à peu dans l'âme de son maître, qui, tout en cédant à l'opinion, ne pouvait lui pardonner sa victoire. La disgrâce du cardinal coûta plus cher aux Pays-Bas que ne leur avait coûté son pouvoir. Là où avait échoué le génie de l'intriguo, il n'y avait plus que la force de possible. Le duc d'Albe était le seul successeur qu'on pût donner à Granvelle.

Au moment où cet homme d'État va pour jamais disparaître de la scène, nous essaierons d'être juste avec lui, et de faire la part de l'éloge en même temps que celle du blâme. La tâche est plus facile qu'il y a vingt ans : grâce à la publication des *Papiers d'État* de Granvelle, la lumière a été faite sur sa vie publique et sur celle de son maître. Philippe II et le ministre qui, pendant sept ans, pensa, voulut et régna pour lui, nous sont aujourd'hui mieux connus que Charles-Quint lui-même. Le scribe couronné qui a gouverné pendant un siècle la moitié de l'Europe, et qui a cru de bonne foi qu'écrire c'était régner, avait, heureusement pour la postérité, im-

posé sa manie à tout ce qui le servait. L'infatigable prolixité du roi et de son ministre fait à la fois le désespoir et la richesse de l'historien. L'histoire du siècle, sous les deux grands règnes qui se le partagent, est là, dans ces immenses volumes qui vont s'allongeant chaque jour. Elle y est, mais il faut savoir l'en dégager.

M. Gachard, un des écrivains qui ont parlé de toutes ces choses avec le plus d'autorité, a entrepris de réhabiliter la mémoire de Granvelle. Nous en conviendrons volontiers avec lui : le cardinal était un homme d'état éminent, doué de rares facultés qu'il consacra tout entières au service de son maître; c'était de plus un esprit modéré, tolérant même, s'il eût pu suivre sa pente naturelle, et répugnant par instinct aux mesures de rigueur. Nous avouons même qu'il ne rendit ni aux nobles, ni au peuple flamand la haine cordiale que tous deux lui avaient vouée. Dans cette haute école de rouerie politique où Granvelle était passé maître, et où Philippe ne fut que son écolier, s'indigner tout haut contre un ennemi qui triomphe, c'est se reconnaître moins habile que lui; la seule vengeance permise est une revanche, qu'il faut savoir attendre. L'indulgence dédaigneuse du cardinal pour ses adversaires, son oubli affecté des injures, n'ont rien à faire avec le christianisme. C'est un calcul habile et sensé, mais ce n'est pas de la charité. La Flandre ne s'y est pas méprise, l'histoire ne doit pas non plus s'y laisser prendre. La Flandre vit dans Granvelle le suppôt d'un maître étranger, l'inspirateur et l'agent d'une politique hostile à toutes ses sympathies, à tous ses intérêts. Elle l'en punit par une de ces

haines vigoureuses que donne à un peuple le sentiment du droit violé et de la confiance trahie. Elle ne lui sut pas même gré de sa douceur, parce qu'elle avait percé à jour son ambition, sa cupidité, ses lâches compromis avec la cour. « Granvelle était courtisan « avant tout! » Cet aveu est échappé à la candeur de son apologiste. Eh bien! il est donc responsable de la politique de Philippe II, puisqu'il l'inspira ou ne la combattit point; il est responsable des persécutions religieuses, puisqu'il les blâmait et qu'il ne les empêcha pas. Les cruautés même du duc d'Albe doivent retomber sur lui, car lui seul les a rendues nécessaires. Entre les Pays-Bas et Philippe, c'est désormais une lutte à mort, dont le cardinal a été la première victime. Et c'est justice! car jamais il ne comprit la grandeur de la mission qui lui était échue. Jamais il n'aima ni son devoir, ni le peuple généreux qu'on lui donnait à gouverner. Il ne songea qu'à lui et n'aima que le pouvoir; son châtiment devait être de le perdre, et de survivre à sa chute pour répondre devant Dieu et devant les hommes du bien qu'il aurait pu faire, et du mal qu'il n'a pas su éviter.

CHAPITRE III.

ADMINISTRATION INTÉRIEURE : FINANCES, CORTÈS, CONSEILS.
LA NOBLESSE ET LE CLERGÉ.

1557 A 1570.

Philippe II vient de rentrer en Espagne pour n'en plus sortir jusqu'à la fin de sa vie. L'histoire ne doit pas y rester enfermée avec lui ; elle doit aller là où est la vie, c'est-à-dire aux Pays-Bas. Mais avant de raconter l'action de l'Espagne au dehors, il faut étudier sa situation au dedans, passer en revue les diverses classes de la société, leurs relations avec le pouvoir, et nous rendre compte de l'état moral d'un pays qui, isolé du continent, n'a de contact avec lui que pour faire la guerre à toutes les idées qui le remuent.

La question vitale pour l'Espagne, c'est la question financière. A la veille d'une lutte qui doit durer plus d'un demi-siècle, il faut savoir au juste de quelles ressources dispose ce monarque qui veut arrêter le mouvement du siècle, et comparer ce qu'il peut avec ce qu'il ose. Une note hâtive, tracée de la main même du roi, nous donne le bilan exact de

cette situation, par *doit* et par *avoir*. Ce précieux document, publié par Granvelle (VI, 156), est la plus instructive de toutes les leçons sur les abus du despotisme, qui ne sait pas puiser à une source sans la tarir. Veut-on savoir où en sont les finances de ce monarque absolu, qui règne sur la moitié de l'Europe et sur le Nouveau Monde? On en jugera par l'aperçu suivant, éloquent par sa concision même. « Le budget royal commence par évaluer à 20 millions de ducats (240 millions de francs) la somme nécessaire pour libérer les rentes de la couronne, toutes engagées d'avance. Mais ne n'est là qu'un rêve dont Philippe n'ose pas se bercer; « car, ajoute-« t-il, de cela il ne peut être question, au moins « pour le moment, comme de chose trop imprati-« cable. »

Il passe ensuite aux divers chapitres des dépenses auxquelles il faudra faire face en 1560 et 1561, deux années de tranquillité et de prospérité relatives. Ce sont d'abord 2 millions et demi de ducats à payer aux Fugger, les usuriers patentés d'Augsbourg, qui avaient le monopole des emprunts impériaux; à la factorerie d'Espagne et aux marchands des foires, 2 millions; à la factorerie de Flandres et aux marchands flamands, 1 million; aux marchands de Séville, pour l'or et les denrées des Indes sur lesquels on a mis la main, 1 million; en tout 7 millions de ducats ou 84 millions de francs à payer en deux ans. Puis viennent les dépenses courantes, la maison du roi, ses gardes, qu'on ne paye plus depuis trois ans, et les galères de l'amiral Doria; les frais d'éducation des deux infants, don Carlos et don Juan d'Autriche. Puis les ambassadeurs, les conseillers, les dépenses

secrètes, etc. Le tout arrive, pour deux ans, à l'effrayant total de 10,990,000 ducats (près de 132 millions de francs).

Après les dépenses, voyons les recettes, également pour deux ans. « Les rentes et les taxes ordinaires étant engagées d'avance, on ne peut se flatter d'en tirer plus de 200,000 ducats. Le revenu annuel des Indes ne peut guère être évalué qu'à 420,000. Quant aux mines d'argent, elles ne figurent que pour mémoire, et le produit en est si faible que ce n'est pas la peine d'en parler, non plus que des autres mines, fort précaires, et qui rendent de moins en moins. » Les licences, vendues par la couronne pour importer des esclaves noirs en Amérique, pourraient monter pour deux ans à 50,000 ducats. Mais le plus sûr et le meilleur des revenus de la couronne, c'est la *cruzada*[1] ou l'autorisation vendue par le roi aux sujets espagnols, sous le bon plaisir du saint-père, de s'abstenir des jeûnes de l'Église, qui a toujours trafiqué de son indulgence. Enfin le maigre total auquel Philippe arrive à grand'peine par tous ces expédients usés est de 1,333,000 ducats en deux ans, pour faire face à une dépense de près de 11 millions de ducats. Le déficit est donc de 9,667,000 ducats (environ 120 millions de francs), somme fabuleuse que le propriétaire endetté et ruiné des Pays-Bas et du Pérou « n'oserait, dit-il, chercher que « dans les airs (*que se han de buscar del ayre*). » Voilà la situation financière, telle que l'ont faite quatre ans de règne, et les fautes du fils ajoutées à celles du père!

1. La *Cruzada* rendait environ 800,000 ducats par an (3,600,000 fr.) mais cette somme devait être exclusivement consacrée à armer des galères contre les infidèles.

Pour faire face à cette situation désespérée, voici les expédients que proposait, dès 1557, le conseil des finances[1] : « 1° La vente d'un millier de titres de noblesse (*hidalguias*) à des personnes de toute classe, pourvu qu'elles soient sans tache ni défaut de lignage. On n'en jettera d'abord sur le marché que 150 à la fois, au prix de 5,000 ducats pièce, de peur que l'abondance de la denrée n'en déprécie la valeur; 2° la vente de juridictions perpétuelles; 3° celle des terrains vagues des communes; 4° augmenter le nombre des offices de *regidor* (échevin), *jurado* (jurat) et *escribano* (notaire et greffier), dont on pourrait tirer une bonne somme; 5° enfin lever des emprunts forcés sur les prélats et les particuliers, et les indemniser en *juros* (pensions annuelles sur la cassette) et en concessions de vassaux. »

Ces expédients d'un pouvoir aux abois sont loin de répugner à Philippe. Il les accueille avec empressement et aggrave encore les mesures de rigueur. Voici ses instructions sur l'emprunt forcé : « A l'é-
« vêque de Cordoue, à qui l'on a demandé 200,000
« ducats, il faut donner à entendre que, s'il ne le
« fait pas de bonne volonté, il y sera contraint; et,
« s'il ne s'exécute pas, *user de rigueur pour le forcer*
« *à payer*... *Obliger* le primat de Tolède à donner la
« plus forte somme possible. Demander au prélat
« de Séville 150,000 ducats; aux tribunaux de com-
« merce de Séville et Burgos 70,000; à l'archevêque
« de Saragosse 60,000. Vendre aux comtes d'Ureña
« et de la Puebla les villes d'Estepa et de Montemo-
« lin. Rompre les contrats passés avec le pape pour

1. Lafuente, *Hist. general. de España*, t. XIII, p. 47 et suiv.

« la vente de l'alun (?), et le vendre à meilleur prix « aux marchands. Enfin suspendre tout payement « aux créanciers de la couronne, en renouvelant les « titres et en augmentant les intérêts. » Une cédule royale défend en outre aux laïques, sous peine de mort et de confiscation, et aux ecclésiastiques, sous peine d'exil et de séquestre de leurs bénéfices, de faire passer de l'argent à Rome sous quelque prétexte que ce soit.

Et qu'on ne croie pas que ces instructions de Philippe soient une lettre morte! Don Diego de Azevedo vient réclamer de sa part à l'archevêque de Saragosse, qui tardait trop à s'acquitter, 100,000 ducats, au lieu de 60,000. Le prélat marchande, n'en veut donner que 20 et fait passer son argent en Navarre; ordre formel du roi d'arrêter les espèces au passage. Les autres prélats s'en tirèrent à meilleur compte en donnant de bonne grâce le tiers ou le quart de ce qu'on leur demandait. Le primat de Tolède offrit 50,000 ducats annuels pendant six ans (en tout 3,600,000 francs), avec ce qui restait encore d'argenterie dans les églises; et la somme, toute forte qu'elle soit, parut bien maigre à côté des énormes revenus dont jouissait ce siége privilégié. En effet, une enquête faite par ordre du monarque nous apprend que, dans l'année 1557, le primat, avait reçu, en blé et en orge seulement, sans parler des rentes en nature, une valeur de 80,000 ducats (960,000 francs), et autant en moutons, vins, laines et autres denrées.

Le conseil des finanees s'élève aussi, avec une âpreté dont on s'étonne, contre l'abus des dispenses que l'Espagne achetait à prix d'or de la cour de

Rome, et contre le trafic scandaleux qu'en faisait à Madrid le nonce du pape. Il insiste sur « les graves « préjudices qu'en éprouvent les sujets du roi, dé« pensant leurs biens en procès sans résultat et sans « fin, et demeurant dans leurs péchés avec des *dis« penses invalides* qu'on leur vend à des prix arbi« traires et immodérés. Le seul remède, c'est que le « nonce expédie *gratis* toutes les dispenses et toutes « les affaires. Avec l'intérêt, source unique de tous « ces désordres, cesseront bientôt les abus, car c'est « un scandale pour la chrétienté *que tout, en matière « ecclésiastique, se traite à prix d'argent*. Votre Ma« jesté ne devrait pas le souffrir dans son royaume; « et le titre de nonce devrait être donné à un prélat « natif de ce pays, et non à un étranger. » Avons-nous besoin d'ajouter que ce vœu du conseil ne fut pas écouté, et que le nonce continua son trafic. Philippe avait assez d'avoir fait, une fois en sa vie, la guerre au pape; il aimait encore mieux laisser grever ses sujets que de porter une atteinte directe aux droits du saint-père.

Un autre expédient financier du *roi catholique*, ce fut de mettre la main sur la moitié des rentes ecclésiastiques de l'Espagne, concédées par Jules III à Charles-Quint pour faire la guerre aux protestants d'Allemagne. La bulle de concession avait été abrogée depuis par un autre pontife; mais une junte de théologiens, convoquée par Philippe, fut unanime pour déclarer que, « la bulle ayant été confirmée « par les États du royaume, le pape n'avait plus le « droit de la révoquer, et que le roi pouvait en « toute conscience user des droits qu'elle lui con« cédait. »

Philippe, habitué à faire argent de tout, inventa encore une autre source de revenu : ce fut de légitimer les bâtards du clergé en leur vendant la noblesse au rabais ; mais cette spéculation, si digne d'un *roi catholique*, ne paraît pas avoir réussi. La régente s'en plaint amèrement dans une lettre à son frère. Du reste, ces tristes expédients aboutirent presque tous au même résultat négatif. Les énormes intérêts qu'il fallait payer aux marchands dont on saisissait les capitaux, aux rentiers dont on ajournait le payement, annulèrent tout le profit de ces honteuses spéculations, qui grevaient l'avenir sans décharger le présent.

Mais, dira-t-on, vous oubliez les flots d'or que l'Amérique versait tous les ans dans la Péninsule. A cela, nous répondrons par des chiffres qui rabaisseront un peu l'idée fort exagérée qu'on se fait de ces richesses, achetées au prix de tant de crimes et de sang, pour le malheur du Nouveau Monde et pour la ruine de l'Espagne. Nous ne citerons pas le chiffre, essentiellement variable, des revenus de telle ou telle année ; mais un document précieux, extrait par M. Lafuente (t. XIII, p. 117) des archives de Simancas, nous donne en moyenne le revenu annuel que la couronne tirait alors des Indes. Les sources diverses de ce revenu étaient : 1° le quint prélevé par le Trésor royal sur les métaux précieux ; 2° les tributs payés par les peuples conquis ; 3° les droits de douanes perçus dans les ports ; 4° les droits de fonte et de marque sur les métaux ; 5° les amendes payées au fisc royal. Eh bien, le chiffre total est évalué, à la suite d'une enquête ordonnée par le conseil des finances, à 1,203,233 ducats (14,438,796 francs).

Dans cette somme, il est vrai, n'est pas comprise la valeur des diamants et des perles dont se composait la part de la couronne.

Mais outre ce revenu légal, quelquefois inférieur au chiffre que nous venons de citer, car nous avons vu tout à l'heure, Philippe II, en 1560, ne l'évaluer qu'à 420,000 ducats (5,040,000 fr.), il est une chose qu'il ne faut pas oublier : c'est que le roi, fidèle aux exemples paternels, mettait souvent la main, à l'arrivée de chaque flotte des Indes, sur les lingots des particuliers. C'est ce que nous l'avons vu faire en 1557 pour combler le déficit trouvé dans la *Casa de Contrataison* de Séville. L'année suivante, à l'arrivée des galions, la régente et le conseil, effrayés des clameurs excitées par cet acte arbitraire et de sa désastreuse influence sur le commerce et sur les intérêts privés, n'osèrent pas le recommencer. La régente se contenta, « pour décharger, écrit-elle à son frère, « la conscience royale, » de prélever sur l'or et l'argent des particuliers la valeur de 500,000 ducats (6 millions de francs), et leur laissa généreusement toucher le reste, concession bien nécessaire, sans doute, pour que la sœur de Philippe osât en prendre sur elle la responsabilité.

On croira peut-être qu'en face d'un Trésor ainsi obéré le roi songera au moins à restreindre les dépenses de sa maison ? Non ! chaque jour ces dépenses augmentent au lieu de diminuer. La maison de la reine, en 1560, coûtait 60,000 ducats ; elle en coûte 80,000 en 1562. Celle du prince des Asturies est montée de 32 à 50,000 ; celle de don Juan d'Autriche a crû dans la même proportion. Ajoutez-y les dépenses du roi et celles de l'infante sa sœur, et le budget

total de la maison royale s'élève, en 1562, à 415,000 ducats (4,980,000 fr.), plus de la moitié des revenus du royaume. Le despotisme, on le voit, au nombre de ses avantages, ne compte pas celui d'être un gouvernement à bon marché.

Dans sa détresse, le roi en appelle encore à son conseil des finances; mais celui-ci est à bout d'expédients : il ne sait trouver rien de mieux que la vente des domaines et des vassaux de la couronne, expédient, en fin de compte, onéreux pour le Trésor; car les nouveaux *hidalgos* cessent à l'instant de payer impôt pour toutes leurs propriétés. Et encore, pour écouler cette marchandise dépréciée, le conseil recommande-t-il d'en abaisser le prix. Pour toucher 500,000 ducats, il faudrait, suivant lui, aliéner une valeur de 700,000. Mais le conseil n'est qu'un corps consultatif; il ne peut qu'indiquer des ressources, et non pas en créer; et voilà Philippe acculé, malgré lui, à ces Cortès qu'il déteste, mais dont il ne peut pas se passer.

Fait étrange et significatif! les Cortès, sous ce règne absolu, sont convoquées plus souvent que dans les meilleurs jours de la monarchie représentative. Hâtons-nous de le dire, c'est pour Philippe affaire de nécessité et non pas de penchant. D'ailleurs, depuis que les nobles ont cessé d'y siéger, elles sont pour lui sans danger : Charles-Quint « a ôté à la « guêpe son aiguillon, » car le vote des subsides précède maintenant celui des pétitions. Les députés, ne pouvant plus se faire escompter leurs votes, payent d'abord, et réclament après. Les Cortès, vaincues à Villalar avec les communes, sont maintenant à la merci de la couronne, qui dicte aux villes le

choix de leurs mandataires et jusqu'aux pouvoirs qu'elles leur confient. Les fonctionnaires de tout ordre envahissent la représentation nationale. Les menaces et la corruption sont tour à tour employées pour dicter un vote, prévu d'avance, et dont le refus ne serait pas sans danger. En revanche, les faveurs royales pleuvent sur les députés dociles : déjà, en 1534, on voit un *procurador* acheter son élection au prix de 14,000 ducats (168,000 fr.). Qu'importent après cela au roi des pétitions vaines, qu'il laisse dormir dans ses cartons? Que lui importent de stériles débats, écho impuissant des murmures du pays, et dont il respecte la liberté parce qu'il ne lui fait pas l'honneur de la craindre?

Les premières Cortès du règne sont celles de Valladolid, en 1558. Toutes mutilées qu'elles soient, elles trouvent encore une voix pour faire entendre la vérité au monarque. Ce qu'elles lui demandent avant tout, c'est de venir résider dans son royaume. L'Espagne, blessée au vif dans son orgueil national, s'indigne d'avoir obéi pendant un demi-siècle à un maître toujours absent; elle se rattache, avec un règne nouveau, à l'espoir de ressaisir et de garder son roi. Cet espoir ne sera pas déçu : reste à savoir seulement ce que l'Espagne y aura gagné. Les Cortès demandent encore que l'infant don Carlos soit reconnu héritier du royaume, et qu'on pense à le marier. Elles se récrient contre les dépenses exagérées de la maison royale : « Il n'en coûterait pas plus cher, disent-« elles, pour conquérir un royaume. » Elles battent en brèche sans pitié tous les expédients, onéreux ou immoraux, inventés par le conseil pour combler l'abîme des finances; elles proposent de renouveler

pour vingt ans l'abonnement général des rentes, de révoquer toute aliénation des biens de la couronne, toute vente des titres de noblesse; elles supplient le monarque d'alléger le fardeau des impôts, de rendre à la magistrature son lustre en élevant ses salaires trop modiques; d'achever la codification, dès longtemps commencée, des lois du royaume. Elles protestent énergiquement contre la saisie arbitraire des lingots des particuliers; elles réclament enfin l'uniformité des poids et mesures, et passent en revue toutes les lacunes et tous les vices de l'administration, en indiquant partout le remède à côté de l'abus.

Du reste, les Cortès, en émettant ces vœux patriotiques, savent, par une triste expérience, qu'ils ne seront pas écoutés. A chaque règne, les réponses de la couronne deviennent plus froides et plus sèches. Naguère, quand le mot de Cortès avait un sens, toutes ces requêtes étaient accueillies; souvent même il y était fait droit avant la fin de la session, ou les promesses royales le laissaient du moins espérer. Sous Charles-Quint, qui ne réside en Espagne que par exception, les réponses de la couronne sont déjà plus laconiques. Enfin, sous Philippe II, elles reflètent fidèlement le caractère sombre et ambigu du monarque espagnol. Voici les formules habituelles : « Nous ferons examiner la chose ; » ou bien « nous « garderons mémoire de vos désirs pour y pourvoir « comme il conviendra à notre service. »

Les secondes Cortès du règne sont celles de Tolède, en 1560. Le 22 février, l'infant don Carlos y est reconnu pour héritier de la couronne; il prête et reçoit serment devant les Cortès de Castille. Dans

cette session d'apparat on ne s'occupe pas d'affaires; mais une seconde session a lieu dans la même ville, en septembre de la même année. Les cent onze pétitions qui nous en restent ne font guère que répéter les plaintes des Cortès précédentes. Devançant de trois siècles les progrès du bon sens public et l'expérience des âges, les députés demandent la suppression des douanes entre la Castille et le Portugal, « deux rameaux d'un même tronc. » On sait d'avance que ce vœu, en désaccord complet avec les doctrines économiques de l'époque, ne pouvait pas être écouté. Il contraste d'ailleurs avec les vœux émis par ces mêmes Cortès contre l'extraction de l'argent du royaume et contre la liberté du commerce.

En 1563, la situation politique est devenue plus sérieuse. Malgré l'abaissement systématique de la représentation nationale, le pays se sent fort du besoin qu'on a de lui et des sacrifices qu'on lui impose. On lui demande de l'argent, et il ne peut pas en donner; mais les Cortès de Madrid, en 1563, mettent le doigt sur la plaie, et indiquent à la fois la cause et le remède de la lèpre qui dévore la Castille. Cette lèpre, c'est *la main-morte!* c'est l'effrayante accumulation de toutes les richesses du pays dans les mains improductives du clergé. Arrêter ses envahissements, tel est le refrain incessant des pétitionnaires, l'éternel grief que le pouvoir se lasse d'entendre, mais que le pays ne se lasse pas de répéter. Du reste, toutes les Cortès du siècle retentissent des mêmes plaintes. Écoutons celles de Valladolid, en 1523 : « Grâce aux « achats continuels de biens-fonds par les églises et « monastères, grâce aux legs et donations, *en peu « d'années le clergé aura dans ses mains la plus grande*

« *part des revenus du royaume.* Nous supplions donc « Votre Majesté d'ordonner que l'on conjure notre « saint-père d'empêcher toute acquisition de biens « fonds, à quelque titre que ce soit, par les églises « et couvents, et, s'ils les possèdent à titre lucratif, « qu'ils soient forcés de les vendre à des laïques. »

Ces plaintes, si énergiques et si précises, ne paraissent pas avoir obtenu de réponse. Charles-Quint, habitué, comme tous les rois absolus, à prendre sans façon, en ses moments de gêne, dans les coffres du clergé, se serait bien gardé de tarir la source où il puisait. Les Cortès de Madrid ne se laissent pas décourager par tous ces rebuts; leurs aînées ont échoué auprès du père, mais elles seront peut-être plus heureuses auprès du fils. Elles sondent aussi la plaie, mais d'une main discrète, car elles n'osent pas toucher à un autre abus non moins grave, l'exemption d'impôts du second des ordres privilégiés. Mais tout ce qui se dit contre le clergé tombe d'aplomb sur les grands[1]; et le pays n'est pas sourd comme ses rois, et a des oreilles pour entendre.

Pour toutes les pétitions de cette nature, Philippe II n'a qu'une réponse : « Pour le présent, il ne con« vient pas d'innover. » A d'autres pétitions, plus hardies et plus directes, contre les taxes arbitraires imposées au pays sans la sanction des Cortès, il répond en franc despote : « Les nécessités qui m'ont « forcé à ces mesures, loin de cesser, augmentent « chaque jour, et ne me permettent pas de rien chan« ger à la marche que j'ai suivie. » En revanche, le roi et ses sujets, si souvent divisés, sont d'accord

1. Voir aux pièces justificatives, n° I.

pour décréter contre la liberté du commerce les mesures les plus fatales à la prospérité du pays. Nous ne reviendrons pas sur un sujet que nous avons déjà traité (t. VI, p. 172); mais le fils, sur ce point, marche fidèlement sur les traces du père. Les Cortès le poussent de toutes leurs forces, et le pays le suit avec joie dans cette voie funeste qui aboutira à la ruine de l'Espagne. Le luxe des vêtements et des tables est aussi un sujet de déclamation où se complaît la faconde des députés. Contenu dans de justes bornes, le luxe n'est que le progrès lent et continu de toutes les classes de la société vers la civilisation et le bien-être. S'il vient à franchir ces limites que la raison seule peut fixer et qui ne sont pas du domaine des lois, le luxe qui, sagement modéré, fait vivre un État, devient bientôt l'agent le plus actif de sa ruine. Mais ce sont là de ces vérités que le roi, les Cortès et le siècle lui-même ne sont pas mûrs pour comprendre. Aussi Philippe se hâte-t-il de rédiger en décrets les absurdes requêtes des députés. Il fixe avec un soin minutieux les étoffes trop précieuses, les ornements trop coûteux dont il est interdit de se vêtir. Peu s'en faut qu'il n'arrête le nombre de plats qu'on pourra servir à son dîner; il oublie que le seul moyen pour un roi de réprimer le luxe, c'est de prêcher d'exemple l'économie et la simplicité.

Ne soyons pas injuste pourtant envers ces Cortès castillanes : il règne dans toutes leurs pétitions un esprit de sage patriotisme et de hardiesse mesurée, qui contraste vivement avec l'abaissement des nobles sous ce règne muet et dans cette cour servile : parfois même, elles sont en avant de leur siècle,

quand elles réclament des inspecteurs pour les prisons, des auberges pour les voyageurs, des tuteurs pour les orphelins, afin de les mettre à même de gagner leur vie. L'opinion publique se fait jour dans ces vœux, dont la naïveté fait parfois sourire. Puisque le despotisme pur doit régner sur l'Espagne, les Cortès veulent du moins que ce soit un despotisme bienfaisant, et ce vœu les honore, même dans son impuissance.

La volonté royale, en Castille, avait deux formes pour s'exprimer : 1° les décrets ou *pragmatiques* rendus par le roi, soi-disant d'accord avec ses Cortès, 2° les *ordonnances royales* émanées du bon plaisir du monarque. Voici un exemple de ces *pragmatiques :* Les Cortès, dans leur sollicitude pour les intérêts moraux du pays, avaient porté leur contrôle sur le régime des grands séminaires ; elles insistaient pour qu'on y créât des chaires nouvelles. Philippe répond à ces vœux en rendant, le 22 novembre 1552, une *pragmatique* qui défend à tout sujet castillan d'aller étudier hors de l'Espagne ou des autres provinces de l'empire. Ordre est donné à tous ceux qui se trouvent dans des universités étrangères de les quitter sur-le-champ, sous peine, pour les ecclésiastiques, de la perte de leurs bénéfices, et, pour les laïques, de la confiscation et de l'exil. Ainsi, à travers la politique des Cortès, le fils de Charles-Quint poursuit la sienne ; là où celles-ci voulaient combattre l'ignorance, lui ne combat que l'hérésie. Son but, du reste, a été atteint. L'Espagne, séparée du monde, est demeurée fermée à toute idée nouvelle et à tout progrès. L'Europe, qui avait un instant plié sous son influence, s'est redressée contre elle pour l'exclure

du continent; la Castille, en se mettant hors la loi des nations, les a invitées à l'y mettre, et elle y est restée!

Dans cette même année 1563, le roi tint aussi à Monzon les Cortès d'Aragon; ce ne fut pas sans peine qu'il obtint d'elles la maigre somme de 254,000 livres de Jaca, et encore la lui fit-on acheter par d'énergiques réclamations contre les empiétements de l'inquisition, implantée de force sur ce sol qui la repoussait. Ce qu'on reprochait au saint tribunal, ce n'était pas de brûler les hérétiques, mais d'attirer sous sa juridiction d'autres délits que ceux d'hérésie, et d'usurper les droits de la justice civile. Toute la réponse que cette pétition si pressante obtint du roi, ce fut « que Sa Majesté en conférerait avec l'in« quisiteur général. »

On voit où en sont tombées les Cortès espagnoles, même celles de l'Aragon, noble peuple pour qui l'on ne peut se défendre d'un douloureux intérêt. C'est en vain qu'il protestera jusqu'à la fin contre ce double joug qu'a accepté la Castille, l'inquisition et le pouvoir absolu; l'heure viendra bientôt où la voix d'un peuple réclamant sans espoir des droits foulés aux pieds importunera Philippe II. Déçu dans toutes ses ambitions, impuissant à dompter les Pays-Bas, à humilier l'Angleterre et à régner sur la France, il se vengera sur l'Espagne, et les libertés de l'Aragon disparaîtront dans une dernière tempête.

LES CONSEILS ET LES CONSEILLERS DU ROI.

Nous avons étudié, sous les *rois catholiques* (t. VI, p. 241 et suiv.), la forte et durable organisation des conseils du royaume. Mais l'extension imprévue donnée par Charles-Quint à la monarchie devait entraîner des changements graves dans l'organisation de ces conseils. Ce grand politique, si peu Espagnol par son éducation et par ses penchants, ne s'abusait point sur le vice profond et radical de l'empire qu'il avait fondé ; ce vice, c'était le manque d'unité. Ainsi, dans la Péninsule, il y avait un royaume de Castille, un d'Aragon, un de Valence, un de Catalogne, etc.; il n'y avait point de monarchie espagnole. L'Espagne, par un heureux concours de circonstances, dû au génie des *rois catholiques* et à la fortune de Charles-Quint, était arrivée trop vite à sa grandeur[1]; l'unité extérieure et matérielle existait seule ; l'unité morale manquait pour cimenter cette œuvre trop hâtive. Encore moins ces États épars sur tous les points du continent, les Pays-Bas, le Milanais, Naples, la Sicile, l'Autriche, formaient-ils un tout homogène qu'on pût appeler un empire. Pour y obvier, voici ce que fit Charles-Quint : il laissa subsister de nom le *conseil royal de Castille*, si puissant sous Isabelle ; mais il ruina de fait toute son influence en créant à côté de lui un *conseil d'État* ou *de gouvernement*, qui attira bientôt à lui toutes les affaires de la monarchie. Ce conseil, présidé par Granvelle le

1. Voyez Mignet, *Négociations relatives à la succession d'Espagne*, Introduction, p. 14.

jeune, se composait de membres pris parmi les hommes les plus éminents de toutes les provinces. Il constituait ainsi une sorte de représentation administrative où chaque conseiller, au nom de son pays natal, venait apporter au monarque les besoins et les vœux de chacun de ses États; et celui-ci alors, de son point de vue plus vaste et plus élevé, cherchait à les mettre en harmonie avec les besoins généraux de l'empire.

Philippe II, roi espagnol et surtout castillan, suivit une marche complétement opposée à celle de son père. En fixant sa résidence à Madrid, au centre même de la Castille, il avouait pour ses sujets castillans une préférence qui ne se démentit jamais pendant tout son règne. La Castille dès lors, la plus monarchique de toutes ses provinces, celle où l'autorité royale était à la fois la plus forte et la plus respectée, se sentit moralement à la tête de la monarchie. Une transformation profonde s'opéra dans le *conseil d'État*. Tous les membres provinciaux ou étrangers en furent successivement écartés; peu à peu le conseil en vint à ne se composer que de Castillans, choisis dans l'entourage immédiat du roi. Ainsi, d'Albe, Ruy Gomez, Espinosa, Feria y furent appelés à l'exclusion d'Emmanuel de Savoie, d'Egmont, de Gonzaga, de Granvelle même et de tous ces hommes éminents à qui Charles-Quint n'aurait pas manqué d'y faire place. Parfois cependant on invitait à y siéger, mais en passant, les présidents des autres conseils. Le chiffre de ses membres, sans cesse variable, était de seize en 1570.

Le nombre des conseils, déjà accru sous Charles-Quint, s'éleva jusqu'à onze sous Philippe II. C'étaient

les conseils *des Indes*, *de Castille*, *d'Aragon*, *de l'Inquisition*, *de la chambre du roi*, *des ordres militaires*, *de la guerre*, *de la justice*, *des finances*, *d'Italie*, et enfin le *conseil d'État*. Tous les autres étaient spéciaux ; le dernier seul embrassait l'ensemble de la monarchie. L'on s'étonnera de ce luxe de conseils dans une monarchie si absolue ; mais Philippe aimait de sa nature à compliquer, à l'inverse de son père et de tous les grands esprits, qui aiment à simplifier. Sa méfiance, d'ailleurs, le portait à diviser à l'infini les pouvoirs qu'il déléguait, et à les limiter l'un par l'autre, afin que leur rivalité même lui assurât leur obéissance. Enfin plus la royauté tendait à annuler la représentation nationale, plus elle sentait le besoin de la remplacer ; car un souverain, si actif qu'il soit, ne peut pas tout faire par lui-même.

On comptait dans le conseil d'État quelques ecclésiastiques, mais les légistes y étaient en majorité. La monarchie castillane, sur ce point, suivait les traditions de la couronne de France ; elle aimait à s'entourer de légistes, et trouvait en eux un appui contre une noblesse ignorante et factieuse. Deux grandes influences se partageaient ce conseil : c'était celle du duc d'Albe et celle de Ruy Gomez, le favori du roi. Ces deux influences rivales se heurtaient partout, à la cour comme dans les conseils. On connaît déjà le duc d'Albe ; on le connaîtra mieux encore dans les Pays-Bas. Courtisan habile, il cachait avec art sa servilité sous sa rudesse. Après s'être courbé avec effort aux pieds du maître, il s'en redressait plus hautain, et ne voulait autour de lui que des créatures ou des ennemis. Aussi était-il plus apprécié qu'aimé de Philippe qui, se souvenant du conseil de

son père, voulait bien se servir du duc, mais non dépendre de lui.

Ruy Gomez, plus souple et plus cauteleux, n'inspirait pas au roi les mêmes craintes. Sa docilité avait fait sa faveur, et il sut la conserver jusqu'à la fin de sa vie. Plus âgé de quelques années que Philippe, il avait grandi avec lui et partagé les jeux de son enfance. Philippe, esclave de l'habitude, s'attacha à Gomez par des liens étroits et finit par ne plus pouvoir se passer de lui. Le favori, avec un tact merveilleux, sut comprendre ce caractère ombrageux et se servir de ses faiblesses pour le dominer. Chambellan du roi, libre de lui parler à toute heure, toutes les requêtes qu'on adressait au prince devaient nécessairement passer par ses mains. S'il ne régna pas sous le nom de son maître, trop méfiant pour se donner à un seul et tout entier, il fut bientôt mêlé à toutes les affaires et confident de tous les secrets. Les faveurs royales ne se répandirent plus que sur lui et par lui. Créé duc de Pastraña, le roi lui assura la main d'une des plus riches héritières du royaume, Anna de Mendoza, princesse d'Éboli, célèbre par sa beauté et par ses galanteries. « Jamais favori au « monde n'a eu tant de crédit auprès de son roi, « écrit le Vénitien Badoaro ; aussi l'appelle-t-on *Rey* « *Gomez* (le roi Gomez) au lieu de Ruy Gomez. » Et cependant, jamais favori ne fut moins enflé de sa fortune et ne compta aussi peu d'ennemis. Humble avec son roi, courtois avec ses égaux, affable et bienveillant avec tous et ne parlant jamais de ses rivaux qu'avec éloge, il eut l'art, difficile partout, mais surtout dans les cours, de désarmer l'envie et d'échapper à la haine. Il ne lui manqua, comme à Granvelle,

que le courage de déplaire à son maître ; au lieu de l'arrêter sur une pente fatale, il aima mieux la descendre avec lui. Aussi le duc d'Albe a-t-il rendu à Gomez, après sa mort, toute la justice qu'on peut attendre d'un ennemi. « Il y a eu, dit-il, de plus « grands hommes d'État que le prince d'Eboli ; mais « nul ne l'a surpassé dans la science délicate de de- « viner les penchants du roi. Nous ne sommes tous « sur ce point que des écoliers auprès de lui. » — « Il fut, ajoute Cabrera, le premier pilote qui, sur « cette mer orageuse, ait su échapper au naufrage « et mourir tranquille au port. Vivant, il sut con- « server la faveur de son maître, et mort il fut pleuré « par lui. »

Dans le conseil d'État siégeaient encore le duc de Feria, chaud partisan de Ruy Gomez, et le cardinal Espinosa. Ce dernier mérite qu'on s'y arrête un instant. Peu d'hommes, sauf Granvelle, ont égalé ses rares aptitudes et sa passion pour le travail. Président des conseils de Castille et des Indes, inquisiteur général, chancelier de Séville, évêque de Siguenza, il suffisait à ces devoirs si divers. En 1568, le roi obtint pour lui de Pie V le chapeau de cardinal. Rival de Gomez dans la faveur du roi, Espinosa était son allié contre le duc d'Albe et votait avec lui dans le conseil. Mais s'il égala le prince d'Eboli dans sa fortune, il ne l'imita pas dans son humilité. Insatiable de pouvoir, il fatiguait ses rivaux de son arrogance et le roi de ses prétentions. Philippe ne tarda pas à s'apercevoir de la faute qu'il avait commise en faisant de son sujet un prince de l'Église. Quand le cardinal entrait, il fallait aller au-devant de lui, le saluer chapeau bas et lui faire donner un siége aussi

haut que le sien. Cette déférence que s'imposait le chrétien coûtait à l'orgueil du monarque. Aveuglé par l'amour-propre, Espinosa ne sut pas voir qu'il fatiguait son maître, et Philippe résolut de se délivrer de son joug. Il n'attendait, pour frapper son ministre, que de le trouver en faute : le cardinal, discutant en conseil les affaires des Pays-Bas, se permit une assertion que le roi savait fausse; Philippe, lâchant bride à sa rancune, lui reprocha durement sa mauvaise foi. Espinosa lut la haine dans le regard de son maître; il pâlit, balbutia et se sentit perdu. En rentrant chez lui il se mit au lit, et, quelques jours après, en 1572, il avait cessé de vivre, écrasé, comme Wolsey, sous le poids d'une disgrâce qu'il ne sut ni supporter ni prévoir.

Jusqu'au départ d'Albe pour les Pays-Bas, le crédit du duc et celui de Gomez se balancèrent dans le conseil. Philippe, qui encourageait leur rivalité, y gagnait de les dominer tous deux. Gomez avait toujours conseillé en Flandre les mesures de douceur. Le duc, en opinant pour la rigueur, rencontra les secrets penchants du monarque; il fut chargé d'aller exécuter l'arrêt qu'il avait dicté. Mais Gomez, resté seul dans le conseil, y régna sans contrôle. Les tristes résultats de la politique à outrance, suivie dans les Pays-Bas, donnèrent gain de cause à ses vues plus humaines. L'expédition de Flandre, au lieu de ruiner le crédit du favori, ne fit que l'affermir. D'Albe, coupable de son insuccès et des fautes de son maître, languit de longues années dans la disgrâce, pendant que son rival jouissait sans partage de la faveur du monarque.

Philippe assistait rarement aux séances de son

conseil. Il craignait, disait-il, de gêner par sa présence la liberté des débats. Mais au fond, indécis et méfiant, il redoutait l'empire de l'éloquence et celui d'une opinion arrêtée sur son esprit toujours flottant. Une *consulte* de deux ou trois membres venait dans son cabinet discuter avec lui les affaires les plus graves. Le plus souvent, elles se traitaient par écrit, comme si ses conseillers eussent résidé au bout du royaume. Il couvrait leurs rapports de ses notes minutieuses; ses secrétaires mêmes communiquaient plus souvent avec lui par la plume que par la parole. Écrire le dispensait de parler, c'est-à-dire de se compromettre. Enfin sa pensée, lente et paresseuse, aimait ce travail solitaire, prolongé jusque dans la nuit, où il n'avait que lui seul pour confident et ne disait que ce qu'il voulait dire. Le résultat, on le devine aisément, c'étaient d'interminables délais. Les affaires ne finissaient pas, ou la solution, venant trop tard, ne s'adaptait plus aux circonstances. Ce système de procrastination obstinée, suivi pendant tout un règne, a plus contribué peut-être à la ruine de l'Espagne que toutes les fautes de Philippe II. Les troubles des Pays-Bas nous en fournissent un lamentable exemple, et par le dehors on peut juger le dedans. Le roi, dans son activité stérile, entravait tout en prétendant tout faire, et répétait à tout propos son dicton favori: « Le temps et moi, nous pouvons « tenir tête à qui que ce soit. »

Tout le monde apercevait les désastreux effets de ce système. L'Espagne en gémissait tout haut. Granvelle, le plus écouté de tous les conseillers, se permit même de le combattre. Il conjura le roi, « au « nom de l'intérêt public, de se souvenir que sa santé

« et sa vie importaient à ses fidèles sujets et à la « chrétienté tout entière. » Le grand-aumônier, Luis Manrique, osa plus encore : « Les sujets de « Votre Majesté se plaignent, écrivit-il au roi, de ce « que, assis tout le jour devant vos papiers, vous « vous en faites un titre pour fuir tout le monde et « ne vous fier à personne. De là ces éternels délais « qui désespèrent tous ceux qui ont affaire à Votre « Majesté. Le Tout-Puissant n'a pas envoyé les rois « tenir sa place sur la terre pour passer tout leur « temps à lire ou à écrire, *ni même à dire leur rosaire*, « mais pour tenir lieu d'oracles qu'on puisse consul- « ter au besoin. Dieu vous a donné plus de puis- « sance qu'à aucun autre roi, et d'autant plus grande « est la faute quand vous vivez ainsi séparé de tous « vos sujets. » On s'étonnera sans doute de la hardiesse de ce langage et de la patience de Philippe. Le clergé eut toujours son franc-parler avec lui, comme les derviches avec les despotes de l'Orient ; mais le roi n'en continua pas moins à minuter ses longues dépêches avec la patience d'un scribe qui veut gagner son salaire, et les affaires n'en marchèrent pas plus qu'auparavant.

LA NOBLESSE.

La noblesse espagnole était, sous Philippe II, comme elle l'est encore aujourd'hui, une des plus riches de l'Europe. Sur vingt-trois duchés, les plus pauvres rapportaient par an 40,000 ducats ; celui de Medina Sidonia, le plus riche de tous, montait

à 135,000 (1,620,000 francs, qui représenteraient aujourd'hui un revenu de 8 à 10 millions). Le corps des *titulados* (noblesse titrée), en 1581, se composait de 23 ducs, 42 marquis et 56 comtes. Tous les ducs et treize nobles d'un rang inférieur portaient seuls le titre de grands d'Espagne. Nous avons raconté (t. V, p. 425) la lutte opiniâtre qu'eurent à soutenir les *rois catholiques* pour faire plier cette puissante noblesse sous le joug de la loi. Un succès complet couronna leurs efforts. Les nobles, une fois soumis, devinrent, dans les mains du pouvoir, un instrument au lieu d'être un obstacle. Charles, se servant avec art des vieilles rivalités qui existaient entre les grandesses et les villes, s'appuya sur les nobles à Villalar pour réprimer l'insurrection des communes, et foula aux pieds les derniers débris des libertés castillanes. Ainsi ces deux ordres qui, réunis, auraient pu dicter la loi à la couronne, furent successivement asservis par elle et domptés l'un par l'autre. Occupé au dehors de ses plans de domination, Charles crut s'acquitter envers ses nobles en leur jetant quelques titres à sa cour, quelques ambassades ou quelques hauts grades dans ses armées. Ses préférences, toutefois, ne furent jamais pour eux, mais pour des étrangers, tels que Bourbon, Pescaïre, Granvelle, Egmont, Orange et Nassau. La grandesse espagnole, écartée des affaires publiques, n'eut pas même la consolation de trôner dans les Cortès, à côté de la bourgeoisie, et d'y défendre son indépendance sur le terrain de la loi. L'opiniâtreté même que mirent le connétable et les grands de la Castille, aux Cortès de Tolède, en 1538 (voy. t. VII, p. 275), à défendre le plus précieux des priviléges

de la noblesse, celui de ne pas payer d'impôt, décida Charles-Quint à cesser de les y convoquer. Les Cortès n'étant plus qu'une machine à subsides, les nobles n'avaient plus de prétexte pour y être appelés. Ils avaient aidé à Villalar la couronne à écraser les villes ; ils en furent punis en étant asservis avec elles.

Grâce aux perpétuelles absences de Charles-Quint, les grands vassaux de la couronne, tranchant encore du souverain dans leurs vastes domaines, au milieu d'un peuple de vassaux, avaient pu se faire illusion sur leur dépendance. Mais Philippe II, malgré sa préférence pour ses sujets castillans, se méfiait d'une grandesse qui se souvenait encore d'avoir été l'égale de ses rois. Il voulut donc s'entourer de ses nobles, pour mieux les tenir sous sa main. Aux plus capables il réserva les ambassades et les commandements militaires, et imposa aux autres la livrée de sa haute domesticité. Il attira dans ses armées tous ces *hidalgos* ruinés, naguère à la solde des grands, et qui, depuis la fin des guerres civiles, languissaient dans l'oisiveté à la cour de leurs suzerains, aussi oisifs et aussi ennuyés qu'eux. Cependant, par une sorte de transaction tacite, il laissa les grands continuer à passer sur leurs terres la plus grande partie de l'année. Mais l'hiver les voyait arriver à Madrid pour y habiter leurs palais déserts, empreints de la morne magnificence qui caractérise le luxe espagnol. C'est là qu'ils luttaient entre eux de dépenses, et cherchaient à s'éclipser par le faste de leurs livrées. Le jeu, seul plaisir national de l'Espagne après les combats de taureaux, dévorait souvent en une nuit les revenus d'une année, et sans les majorats attachés à

chaque titre, ces races orgueilleuses auraient bien vite aliéné leurs patrimoines. « La cour, » nous dit un Vénitien, « est muette comme son roi. On n'y « colporte jamais de nouvelles, et chacun y est plus « pressé de se taire que de parler. Les nobles cas-« tillans sont connus en Europe par leur ignorance « et leur hauteur. S'ils rencontrent un ambassadeur, « fût-ce le nonce du pape, il est rare qu'ils daignent « porter la main à leur chapeau. Ils affectent tous ce « calme imperturbable qu'ils appellent *sosiego.* »

Privés à Madrid de tout pouvoir réel, avec quelle joie ils échappaient, le printemps venu, à la contrainte de la cour, pour aller respirer sur leurs terres un air plus libre, et changer le rôle de courtisans pour celui de petits rois féodaux. C'est là qu'ils singeaient, dans l'étiquette fastueuse de leurs châteaux, les splendeurs de cette monarchie dont le joug ne pesait sur eux que quelques mois par an. Ainsi se préparait, dans l'isolement de la vie seigneuriale, l'abâtardissement de cette grandesse qui avait rempli le monde du bruit de ses noms historiques. Ne frayant jamais avec les étrangers, ne se mariant qu'entre eux et ne se mésalliant jamais, les corps s'atrophiaient aussi bien que les esprits dans cette vie qui, à la splendeur près, ressemblait à celle du cloître. Au milieu de ce splendide développement des arts et de la littérature espagnols qui remplit tout le XVI[e] siècle, la noblesse, sauf quelques rares exceptions, se tenait à l'écart de ces gloires roturières, comme des Cortès, comme de toute vie publique, et n'était plus qu'une superfétation dans l'État.

Un roi, aussi jaloux de son pouvoir que Philippe II, aurait dû être inquiet de l'empire qu'exer-

çaient sur leurs terres ces roitelets féodaux, détrônés par ses aïeux. Mais loin de s'alarmer de leur faste insensé, le roi l'encourageait et les poussait ainsi à leur ruine. Au besoin, il intervenait pour protéger leurs vassaux contre leurs exactions, et faire sentir aux plus puissants que, même à distance, il les tenait toujours sous sa griffe. Ainsi, à mesure que l'Europe lui échappait, son despotisme, se repliant sur lui-même, regagnait au dedans tout le terrain qu'il perdait au dehors. Philippe recueillait les fruits de la politique de ses devanciers : les *rois catholiques* avaient humilié l'aristocratie, Charles-Quint avait écrasé les communes ; Philippe, sans partager ni les dangers de la lutte, ni l'odieux de la victoire, n'avait plus qu'à asseoir sur toutes ces ruines l'édifice du pouvoir absolu. A l'inverse de son père, qui ne trouva de rebelles qu'en Espagne, Philippe, toujours obéi de ses sujets espagnols, ne devait trouver de rebelles que dans les Pays-Bas.

LE CLERGÉ.

Partout, en Europe, le clergé catholique, séparé des autres ordres de la société, forme un peuple à part, qui a ailleurs son souverain, ses affections, sa patrie. Les rois, dans leurs moments de gêne, peuvent trouver en lui un appui passager, mais jamais un allié sincère et dévoué. Pour lui, la patrie naturelle est toujours sacrifiée à la patrie religieuse, l'intérêt du pays à l'intérêt de l'ordre, le souverain temporel au souverain spirituel. L'État de l'Église est le seul

qui fasse exception à cette loi, car c'est le seul où la situation du clergé soit simple et naturelle, puisque les deux pouvoirs s'y confondent dans un seul, et que là, pour le prêtre, obéir c'est encore régner !

Jusqu'au règne de Philippe II, le clergé de l'Espagne ne s'était distingué de tous ceux des continents que par une orthodoxie plus rigide. Malgré son dévouement à la royauté, dont il avait partagé les périls pendant la guerre sainte, son intérêt restait toujours distinct de celui de la couronne comme de celui du pays. Ysabel, d'ailleurs, en fondant l'inquisition, avait préparé l'abaissement de la royauté, forcée de s'incliner devant un pouvoir, non pas égal, mais supérieur au sien. Charles-Quint, toujours absent, ne demandait guère au clergé espagnol que des subsides et des poursuites contre les hérétiques. Mais sous Philippe II, tout change de face : l'antagonisme caché de la royauté et du clergé, ces deux pouvoirs rivaux, même quand ils sont alliés, est remplacé par une union étroite. L'Église conserve ses richesses, son orthodoxie, son autorité sans bornes sur les consciences; mais elle aliène entre les mains du monarque toute son indépendance, et chaque fois qu'il faudra choisir entre le pape et lui, ce n'est pas le pape qu'elle choisira.

Aucun des monarques espagnols n'a plus fait pour le clergé que le fils de Charles-Quint ; aucun n'a eu pour lui un respect plus sincère, et pourtant, chose étrange ! aucun ne l'a tenu dans une plus dure sujétion. Philippe, dans son étroit bigotisme, ne savait pas distinguer Dieu de ses ministres. Le caractère, la personne des prêtres étaient sacrés pour lui, si leur argent ne l'était pas. Aussi son règne, si désas-

treux pour la Péninsule, peut-il s'appeler l'âge d'or de l'Église espagnole. Le clergé régulier voyait ses immenses possessions augmenter chaque jour. Les prélats espagnols étaient les plus richement dotés de toute la chrétienté. Le siége de Tolède, de 80,000 ducats de revenu (960,000 fr.), sous Fernando et Ysabel, était monté à 200,000 (2,400,000 fr.), et étendait sa juridiction sur quinze grandes villes, sans compter les villages. Cette opulence vraiment fabuleuse du clergé castillan avait deux sources : les legs pieux, tous substitués et inaliénables, et l'exemption absolue d'impôts. La sévère orthodoxie du clergé de la Péninsule ajoutait encore à son influence. Si ses mœurs n'étaient pas toujours pures, sa doctrine, en revanche, était irréprochable. Aussi Rome comptait-elle avec lui plus qu'avec aucun autre clergé du monde catholique ; on en verra la preuve dans le rôle joué par les prélats espagnols au concile de Trente.

Mais Philippe, en retour des faveurs dont il comblait son clergé, voulait en être obéi, et l'était sans lutte et sans effort. Il admettait des ecclésiastiques dans ses conseils, s'appuyait sur eux en toute occasion, et n'avait pas de sujets plus dévoués. Malgré sa soumission au saint-siége, Philippe, on l'a vu en 1555, savait au besoin défendre contre lui sa prérogative. Or, dans toute lutte avec la cour de Rome, le roi était sûr d'avoir l'Église de son côté. Les prélats eux-mêmes, le plus souvent, contribuaient de bonne grâce aux dépenses de l'État. « Aucun clergé « au monde, disent les Vénitiens, ne supporte au« tant de charges que celui de l'Espagne. On évalue « au tiers de ses revenus, en moyenne, la part qu'en « perçoit le roi. Un seul prélat lui rapporte autant

« que deux mille paysans ou quatre mille gentils-« hommes. »

Un mot suffira pour expliquer cette énigme : le clergé de la Péninsule, dans le domaine temporel, dépendait du roi et non du saint-siége. Philippe, comme les *rois catholiques* ses aïeux, désignait au choix du pape, parmi ses sujets espagnols, ceux qui devaient occuper les siéges épiscopaux à pourvoir; mais par un privilége tout spécial, qu'Ysabel elle-même ne paraît pas avoir possédé, il conférait seul tous les bénéfices vacants dans son royaume. On a vu (t. V, p. 427) la reine de Castille, malgré sa piété, lutter énergiquement pour maintenir contre les usurpations du saint-siége son droit de nomination à l'épiscopat. Philippe, héritier des traditions de son aïeul, maintint avec non moins de vigueur son droit de collation des bénéfices. Pie V, champion exalté de toutes les prétentions les plus extrêmes de la papauté, essaya vainement de lui reprendre ce droit, en réclamant au moins la faculté de conférer les bénéfices vacants dans les possessions de l'Espagne en Italie. Philippe répondit, avec une fermeté mêlée de respect: « Je n'ai rien plus à cœur que de conser-« ver des relations amicales avec le saint-siége; « mais ma condescendance n'ira jamais jusqu'à lui « abandonner les intérêts et les droits de ma cou-« ronne, et je m'étonne fort que Sa Sainteté s'op-« pose à l'exercice d'un droit, reconnu à mes « devanciers, de qui l'Église a reçu tant de services « signalés. » Au ton de la réplique, le pape comprit qu'il fallait céder; la nomination aux bénéfices resta entre les mains de Philippe, et lui répondit de la soumission du clergé.

Comme son aïeul encore, Philippe n'usa de ce droit précieux qu'avec un sage discernement. Il apporta tous ses soins à n'appeler aux bénéfices et aux siéges vacants que les sujets les plus recommandables par leur piété et par leur savoir. Ses habitudes d'inquisition privée le servaient merveilleusement à cet égard. La vie intime des candidats et jusqu'à leurs faiblesses les plus cachées étaient à jour devant lui. Il aimait à appeler aux plus hautes dignités de l'Église les grands noms de son royaume. Parfois aussi il y élevait sans transition quelque prêtre obscur, dont le mérite était le seul titre, et dont il attendait plus de docilité. L'évêque de Cuenca avait refusé d'enregistrer une bulle du pape sans le consentement du roi ; Philippe, pour ce seul fait, le promut au siége de Tolède, le premier de l'Espagne, et, après Rome, de la chrétienté. Ainsi, par une longue chaîne de faveurs et de dépendance, l'habile despote tenait dans ses mains le clergé tout entier. Nul n'attendait rien que de lui, n'avait rien à craindre ou à espérer que de lui, position tout exceptionnelle que n'a peut-être occupée aucun souverain en Europe, ni même aucun monarque espagnol.

Philippe II, dès les premières années de son règne, a donc tout abaissé devant lui; noblesse, bourgeoisie, clergé, tout rampe dans une servitude commune. Mais il en coûte moins à l'Espagne de plier sous son joug que sous celui de Charles-Quint, car ce que Philippe veut, elle le veut comme lui, et à tout prix. Il ne faut donc ni la plaindre ni la blâmer ; il y a dans son asservissement quelque chose de volontaire qui l'ennoblit. Ce n'est pas la crainte servile d'un troupeau d'esclaves tremblants de-

vant son maître ; c'est l'obéissance passionnée d'un peuple qui, dans son dévouement, ne sait pas séparer son Dieu de son roi. Fernando et Ysabel ont fondé la puissance espagnole au dedans, Charles-Quint l'a étendue au dehors ; mais l'ambition de Philippe est plus haute : il croit fermement qu'il a une mission d'en haut, celle de défendre et de propager partout le principe catholique. Les rois ses aïeux luttaient contre les infidèles pour reconquérir l'Espagne à Jésus-Christ ; le *roi catholique* lutte pour préserver la Péninsule d'abord, puis le continent, de toute atteinte à la foi orthodoxe. Dans cette croisade comme dans l'autre, le clergé marche en tête de la nation ; il ne marchande à son roi ni les dévouements ni les sacrifices. L'unité qui manquait à l'Espagne, le fanatisme la lui donne. Héritier d'un pouvoir qui a gagné en force ce qu'il a perdu en étendue, délivré du double embarras de contenir l'Allemagne et de lutter avec la France, Philippe peut désormais se livrer sans distraction à l'unique pensée de son règne, l'extirpation de l'hérésie. Ce n'est pas pour lui, c'est pour Dieu qu'il veut dompter la révolte des Pays-Bas, régner en France sous le nom des Guise, et humilier l'Angleterre. Et s'il meurt sans réaliser ce programme insensé, que traçait au fond de son cachot le rêveur Campanella [1], pour frayer aux rois d'Espagne le chemin vers la monarchie universelle, c'est lui du moins qui a fait vers ce but le pas le plus décisif, et c'est l'Espagne qui l'y a poussé.

1. Voir pièces justificatives, n° 2.

CHAPITRE IV

GUERRES D'AFRIQUE. SIÉGE DE MALTE.

1559 A 1565.

Pour la dernière fois, l'empire turk va mêler son histoire à celle de l'Espagne. Avant d'entamer le récit de cette lutte opiniâtre qui aboutit au combat de Lépante (1571) et à la chute de l'ascendant musulman dans la Méditerranée, arrêtons-nous un instant devant cette race énergique dont la destinée offre plus d'une analogie avec celle du peuple espagnol. Au moment où semblait arrêté pour jamais l'élan de conquête qui répandit l'Islam sur la plus belle moitié du monde connu des anciens, l'empire ottoman vient se greffer sur le tronc abâtardi du vieux khalifat. Avec la dynastie d'Othman, des destinées nouvelles recommencent pour la loi de Mahomet. Un peuple jeune, plein de séve, et retrempé de plus près aux sources vives de la barbarie, succède aux dynasties usées qui achevaient de mourir sur le sol de l'Orient.

Fondé par Othman, en 1269, dans un coin reculé de l'Asie Mineure, sur les ruines de l'ancien royaume

de Prusias; l'empire ottoman, au bout d'un siècle, avait déjà franchi l'Hellespont, et entamé l'Europe et l'empire grec. Amurat Ier, par l'institution des janissaires, espèce d'ordre militaire qui se recrutait d'enfants chrétiens, voués au célibat et à la conquête, avait créé la plus redoutable machine de guerre qui ait existé depuis la légion romaine. Amurat Ier avait donné aux Turks une armée; Mahomet II, en arrachant Constantinople aux mains défaillantes des Grecs, donna à son empire ce qui lui manquait, une capitale. Le danger, dès lors, devenait sérieux pour l'Europe, que la Turquie menaçait par les deux bouts : à l'est, en étendant le long du Danube, toujours plus près de Vienne, le réseau de ses pachaliks; à l'ouest, en multipliant les stations de ses corsaires sur la côte d'Afrique, l'ancienne voie de la conquête musulmane; enfin, en soumettant les côtes de l'Espagne et de l'Italie à un système de déprédations régulières dont la France seule était exempte, grâce à son alliance avec la Turquie.

Mais la puissance de l'Islam, après avoir duré deux siècles à peine, devait passer sans transition de son apogée à son déclin. Douze ans encore, et dans une seule journée, celle de Lépante, tout allait être fini. L'Europe, au lieu de trembler devant la domination turque, devait s'en partager les débris. Cette grandeur éphémère ne nous rappelle-t-elle pas celle de l'Espagne qui, fondée comme l'empire turk sur le fanatisme et sur la conquête, trahit déjà, sous Philippe II, après un siècle de durée, plus d'un symptôme de déclin? Étrange et profond dessein de la Providence que, dans le cours du même siècle, ces deux peuples, à la fois ressemblants et ennemis,

aient en même temps débordé sur l'Europe; qu'à leur tête se soient trouvés en même temps deux princes comme Charles-Quint et Souleyman, pour que l'une des deux ambitions servît à contenir l'autre ! Sans l'alliance de Souleyman, qui sait, en effet, si François Ier eût réussi à chasser les Impériaux de ses États ? Et, sans Charles-Quint, qui sait si Souleyman n'eût pas recommencé, en Andalousie ou en Sicile, le khalifat d'Orient ?

De ces deux dominations, qui se rencontrent et se heurtent partout, comme Rome et Carthage, il faut que l'une cède la place à l'autre. Les Turks sont vaincus à Lépante; le croissant a pour jamais reculé devant la croix. Mais l'Espagne n'a pas longtemps à jouir de son triomphe : tout est fini pour elle avec le règne de Philippe II, en 1598, comme pour les Turks avec celui de Souleyman, en 1566. Les deux empires, épuisés de l'effort qu'ils ont fait, se replient sur eux-mêmes, et renoncent malgré eux à l'Europe qui leur échappe, pour s'isoler dans leur fanatisme. Alors commence pour eux cette agonie de trois siècles, qui, pour la Turquie, doit aboutir à la mort, car il n'y a point d'avenir pour la loi de Mahomet, elle a fait son temps ici-bas. Mais nous espérons mieux pour l'Espagne, et nous croyons à sa résurrection; car un peuple chrétien ne peut pas mourir. La foi de ce noble peuple, si défigurée qu'elle soit par la superstition, porte en elle un principe de vie qui suffit à le régénérer.

« Les Turks, a dit Prescott, sont aux Arabes ce que « les Romains étaient aux Grecs : » même rudesse, même courage, même ardeur de conquête; même inintelligence, même dédain de ces raffinements de

civilisation, qui ont paré d'un si vif éclat le déclin de la Grèce et des deux Khalifats. Les Arabes étaient nés pour la guerre, leur histoire le prouve assez; mais ils ne l'étaient pas moins pour la gloire des lettres et pour les arts élégants de la paix. Cette gloire-là, les grossiers conquérants de Byzance ne l'ont jamais ambitionnée; ils ont pu piller Corinthe, comme l'ignare Mummius, mais ils n'en ont ni épargné, ni remplacé les chefs-d'œuvre perdus. Au lieu des merveilles de l'Alhambra et de Cordoue, au lieu des douze mille villages qui peuplaient le bassin du Guadalquivir, les Turks, en Grèce et dans l'Asie Mineure, n'ont laissé que des ruines pour traces de leur passage. Aussi l'Europe, qui a brisé à Lépante le nerf de leur empire, n'aura achevé son œuvre que quand elle les aura convertis à l'Évangile, ou rejetés d'un sol civilisé qu'ils sont indignes de fouler.

Mais cette œuvre, si glorieusement accomplie à Lépante par le courage d'un jeune héros, était à peine commencée au début du règne de Philippe II. Charles-Quint, après une lutte qui avait duré autant que sa vie, n'avait pas obtenu contre les Turks de résultat décisif. Vainqueur à Tunis, mais vaincu à Alger, en faisant reculer devant lui, à Vienne, la fortune de Souleyman, il avait sauvé l'Europe, mais il ne l'avait pas délivrée. A peine toute sa puissance avait-elle suffi à disputer la mer aux flottes ottomanes. Et encore, à quel prix ce résultat incomplet avait-il été atteint? Les Cortès de 1560 se chargent de nous l'apprendre : «... Le plus grand commerce « du monde, disent-elles au roi, était celui de la « Méditerranée, et l'Espagne y trafiquait avec tous

« les peuples;... mais tout cela a cessé, depuis que « les corsaires maures et turks sont les seigneurs de « la mer. Il ne passe pas de navire de levant à po- « nant qui ne tombe entre leurs mains: et leur ri- « chesse ne se peut comparer qu'à la misère et à la « désolation de nos côtes. De Perpignan jusqu'au « Portugal, toutes les terres du littoral sont incultes; « à quatre ou cinq lieues de la mer, les gens n'osent « plus demeurer; les héritages vont se perdant, *et « les rentes de Votre Majesté diminuent chaque jour.* « N'est-ce pas une honte pour ces royaumes qu'un « seul nid de brigands comme Alger puisse faire « tant de dommages à l'Espagne et à toute la chré- « tienté? Et puisque Votre Majesté dépense tant « d'argent chaque année à armer des galères, le seul « remède à tant de maux serait de leur ordonner de « croiser sans relâche le long de nos côtes, depuis « les Pyrénées jusqu'au détroit... »

Philippe ne se montra pas sourd aux plaintes de ses Cortès, ni insensible aux misères de ses peuples et à la diminution de ses revenus. Mais il s'agissait de savoir où se dirigeraient ses premiers coups. Dragut, l'émule de Barberousse (voir t. VII, p. 511), s'était emparé, en 1550, de l'ile de Gozzo, sous les canons de Malte, puis de Tripoli, cédée par Charles-Quint aux chevaliers de Saint-Jean, mieux à portée de la défendre. Le danger, depuis lors, s'était accru pour l'Espagne avec l'audace des corsaires barbaresques. La mer qui sépare les deux péninsules, si opiniâtrément disputée aux Turks par Charles-Quint, échappait à son fils. Les pirates étaient maîtres de tout le littoral africain, depuis Alger jusqu'à Tripoli. Tunis et Oran, il est vrai, restaient à l'Espagne; mais ces

deux points, trop distants l'un de l'autre, et séparés par des villes ennemies, ne suffisaient plus à garder l'Espagne africaine, complément nécessaire du vaste empire méditerranéen que le génie même de Charles-Quint n'avait pu réussir à fonder.

Le nord de l'Afrique, peuplé dès le VII[e] siècle de tribus musulmanes qui, de proche en proche, avaient fini par conquérir l'Espagne, avait vu au XV[e], après la conquête de Grenade, refluer vers lui les Maures expulsés de la Péninsule par la piété égarée d'Isabel. Ajoutez-y bon nombre de renégats chrétiens, implacables ennemis de la foi qu'ils avaient trahie, et les recrues, on le voit, ne manquaient pas à Dragut dans cette guerre de détail, plus coûteuse pour l'Espagne que toutes les batailles rangées. Enfin, les populations mauresques, que la Péninsule tolérait encore dans son sein, étaient soupçonnées, malgré leur conversion forcée au christianisme, d'entretenir des intelligences avec leurs frères africains. Plus d'une fois, disait-on, elles leur avaient ouvert le chemin de l'Espagne, en dirigeant leurs incursions vers les points de la côte les moins fortifiés.

Philippe sentait le besoin de mettre un terme à ces déprédations, ruineuses pour ses États et déshonorantes pour le nom chrétien. Le plus sûr eût été d'organiser sur ses côtes une croisière perpétuelle, et se défendre au lieu d'attaquer. Mais Philippe voulait débuter, comme son père, par un coup d'éclat, et recommencer l'expédition de Tunis, moins Charles-Quint pour la diriger. En faisant appel à cet instinct de la croisade, qui ne dort jamais dans un cœur espagnol; en recrutant des matelots et des soldats parmi les populations du littoral, aigries par

un demi-siècle de souffrances, le roi aurait pu aisément doubler le nombre de ses galères, et fermer à l'ennemi l'accès de ses côtes. Plus tard, avec des soldats habitués à cette guerre toute spéciale, il aurait pu poursuivre les pirates dans leurs repaires, et s'étendre de conquête en conquête le long de la côte d'Afrique. Mais il aima mieux commencer par la plus éloignée, celle de Tripoli : les instances des chevaliers de Malte et du vice-roi de Sicile, et l'absence de Dragut, en guerre avec un des roitelets africains, décidèrent Philippe à tenter l'expédition. La paix de Cateau-Cambresis le laissait libre de ses mouvements. Une flotte espagnole vint mouiller à Messine. Tous les petits États de l'Italie, Naples, Rome, la Toscane, fournirent leur contingent. Le grand maître de Malte envoya ses galères, si redoutées des corsaires. Gianettino Doria, neveu de l'amiral, et digne du nom qu'il portait, arriva à la tête des galères génoises. Bientôt le vice-roi de Sicile, duc de Médina-Celi, commandant en chef, vit réunies sous ses ordres cinquante-quatre galères de combat avec soixante vaisseaux. Mais de toutes les qualités d'un général, le duc n'avait que le courage; un temps précieux fut perdu, l'expédition traîna en longueur ; on recommença la faute commise par Charles-Quint à Alger : au lieu de partir pendant la belle saison pour cette côte orageuse, la flotte ne leva l'ancre que le 28 octobre. La campagne était manquée avant d'être ouverte : les éléments se liguèrent, pour la contrarier, avec l'imprévoyance des hommes. A peine l'escadre était-elle en mer qu'un coup de vent terrible la força de se réfugier à Malte et à Syracuse. Deux mois se perdirent encore à réparer les vaisseaux désemparés. Une épidémie

causée par la mauvaise nourriture fit parmi les troupes d'affreux ravages. Le découragement s'empara des soldats, et la désertion éclaircit encore leurs rangs. En février seulement, l'expédition, réduite d'un grand tiers, put enfin remettre à la voile, non pas pour Tripoli, mais pour l'île de Gerbah ou de Gelbes, nom de sinistre mémoire dans les annales de l'Espagne.

Le temps que gaspillaient les Espagnols avait été mis à profit par Dragut. Rentré victorieux à Tripoli, il n'avait pas perdu un instant pour s'y fortifier et solliciter les secours du sultan. Les Espagnols, débarqués à Gelbes, s'emparèrent presque sans résistance du château. Le plus sage eût été de marcher sur Tripoli avant que Dragut n'eût eu le temps de s'y retrancher; mais le duc s'obstina à fortifier sa conquête, afin de s'en faire un point d'appui. Un officier de mérite, don Alvaro de Sande, fut chargé d'occuper le château avec une forte garnison. On se disposait à lever l'ancre, quand une escadre imposante se montra tout d'un coup à l'horizon. C'était celle de l'amiral ottoman, Piali, nom qui, depuis des années, répandait la terreur sur toute la Méditerranée. Les plus prudents, Doria à leur tête, proposaient de regagner Malte et la Sicile pour y chercher des renforts; mais la valeur espagnole répugnait à fuir devant l'ennemi qu'elle était venue chercher. Le général en chef balançait entre les deux partis, et n'en prenait pas un. L'armée était vaincue d'avance, car elle ne se sentait pas commandée. Mais déjà le moment de fuir était passé : les galères de Piali, au nombre de quatre-vingt-six, montées chacune par cent janissaires, assaillirent la flotte chrétienne, en-

tassées en désordre le long du rivage. Les galères musulmanes, arrivant vent arrière sur les galères espagnoles, rompirent leur ligne de bataille et les écrasèrent de leur feu. Dix-sept furent coulées à fond, vingt-quatre autres, désemparées, amenèrent pavillon, d'autres s'échouèrent sur le rivage ou périrent sur les écueils. Quelques-unes, en bien petit nombre, échappèrent à la faveur de la nuit ou s'abritèrent sous les canons de la forteresse; 5,000 prisonniers restèrent dans les mains des Turks, et l'incapable Medina-Celi, seul auteur de ce désastre, alla réunir à Malte et en Sicile les débris de son armée (mai 1560).

Mais les chrétiens n'étaient pas au bout de leurs disgrâces. Sande était resté dans le château avec 5,000 Espagnols, décidés comme lui à mourir plutôt que de se rendre. Les forces de Piali, réunies à celles de Dragut, assiégèrent cette poignée de braves voués à une perte certaine. On reconnaît l'opinâtre génie de l'Espagne à cette héroïque résistance de la garnison de Gelbes qui, pendant près de six semaines, dans une place démantelée, sut braver les efforts d'une armée. Les maladies, les assauts répétés, les sorties éclaircirent bientôt les rangs des croisés. Dragut et Piali, saisis de respect pour cette valeur obstinée, leur offrirent en vain la vie s'ils consentaient à se rendre; ni Alvaro, ni ses soldats ne voulurent entendre parler d'un pacte avec les infidèles. On leur avait dit de rester là pour y mourir, et ils y restèrent. Mais leurs forces étaient épuisées, et un dernier assaut, plus furieux que les autres, livra la place aux assaillants. Tout ce qui pouvait tenir une épée fut massacré. Alvaro et deux de ses officiers, couverts

de blessures, furent pris, combattant encore, et conduits à l'amiral qui les envoya à Constantinople avec le fils du vice-roi. Ainsi finit cette désastreuse expédition, où les Espagnols ne purent pas accuser cette fois la main de Dieu déchaînée sur eux avec les éléments. C'était le premier revers qui atteignait les armes de Philippe II, toujours victorieuses. Un sinistre augure fut jeté sur ce règne, que devaient signaler tant de désastres. Le souvenir de cette île de Gelbes, trois fois fatale à la gloire et aux armes de l'Espagne, en 1510 et en 1539, resta comme une tache ineffaçable sur l'honneur national.

Animés par ce succès, les musulmans brûlaient de balayer de l'Afrique toute trace de la domination espagnole. Le fils de Barberousse, Hassan, avait succédé à son père sur le trône d'Alger. Jaloux de la gloire de ses émules, Dragut et Piali, Hassan résolut à son tour de tenter une expédition. L'Espagne ne possédait en Afrique que trois places fortes, Tunis, Oran et Mers-el-Kebir. Ces deux dernières conquêtes étaient dues au génie entreprenant de Ximenez, et au courage de Navarro, qui avait un instant fait flotter les bannières castillanes d'Oran à Tripoli. Une des préoccupations constante de Charles-Quint, même sur son lit de mort, avait été le maintien de ces possessions, toujours menacées, et que l'Espagne, encore aujourd'hui, ne peut défendre que par un puissant effort. Un redoublement d'activité régnait dans les arsenaux d'Alger ; mais Hassan gardait un profond silence sur le but de l'expédition. On la croyait, en Espagne, destinée pour la côte de Valence, où elle devait, disait-on, faire révolter les Mores, et peut-être relever de ses ruines l'ancien royaume de

Grenade. Philippe, averti des préparatifs d'Hassan, prit le parti de faire désarmer tous les Mores. L'opération s'exécuta sans troubles, sans révolte ouverte, mais non sans soulever dans l'âme de ces populations vassales des rancunes que nous verrons éclater plus tard. Hassan, qu'il ait ou non songé à inquiéter la péninsule, en revint à son projet de tenter un coup de main sur Oran et Mers-el-Kebir.

Mais Philippe II songeait à le prévenir. Sans se laisser abattre par un premier échec, il faisait équiper à grands frais une flotte de vingt-quatre galères, qu'il confia à Juan de Mendoza avec 4,000 de ses meilleurs soldats. Mais une mauvaise étoile semblait présider à toutes les expéditions sur la côte d'Afrique. La flotte, à peine sortie de Malaga, fut assaillie par une tempête. Plusieurs vaisseaux furent engloutis, d'autres brisés sur les rochers; le général périt avec la plus grande partie de son armée. Hassan, triomphant de ce nouvel échec des armes chrétiennes, en appela au fanatisme musulman. Tous les petits États du littoral répondirent à son appel. Bientôt une flotte de trente galères jeta l'ancre devant le port de Mers-el-Kebir, et une armée de 50,000 hommes vint par terre camper sous ses murs. Mais le vaillant comte d'Alcaudete commandait aux défenseurs d'Oran. Son père, en 1558, avait péri, avec 8,000 Espagnols, dans une bataille malheureuse contre Hassan. Le comte n'avait qu'une pensée, c'était de venger son père et l'honneur des armes espagnoles. Oran n'avait pour se défendre que 1,700 hommes et vingt-sept canons; mais ses remparts étaient solides, les vivres et les munitions y abondaient, et un in-

domptable esprit animait sa petite garnison. Enfin, le digne frère d'Alcaudete, don Martin de Cordova, gardait avec 400 hommes Mers-el-Kebir, petite ville située à deux lieues d'Oran, et dominée par le fort Saint-Michel.

C'est contre ce fort qu'Hassan dirigea d'abord son attaque. Sa puissante artillerie y eut bientôt fait une brèche. Il avait compté sur un succès facile; mais ces remparts démantelés, grâce aux braves qui les défendaient, surent résister à huit assauts, et braver pendant trois semaines les efforts des musulmans. Enfin, quand les murs, partout écroulés, ne furent plus susceptibles de défense, ce qui restait des assiégés parvint, par une sortie heureuse, à se jeter dans Mers-el-Kebir. Hassan, au prix de tant de sang, n'avait acheté qu'un monceau de ruines. Le siége de la ville commença aussitôt. Pendant dix jours l'artillerie de l'ennemi tonna sans relâche contre ses murs. Plusieurs brèches furent ouvertes à la fois. L'Émir fit presser le commandant de rendre une place hors d'état de se défendre : « Puisque mes « murs sont en si mauvais état, dit froidement don « Martin, qu'il vienne donc les prendre. »

L'assaut fut donné; mais Cordova, la croix d'une main, l'épée de l'autre, animait à la guerre sainte le courage de ses soldats. Les femmes même combattaient à côté de leurs maris. Les Turks, découragés, commencèrent à plier. En vain Hassan, arrachant son turban dans un accès de rage, essaya de les ramener à l'assaut. L'élan de l'attaque était refroidi; le siége dut se changer en blocus. Un ennemi plus redoutable, la famine, vint bientôt éprouver la constance des chrétiens. Un reste d'espoir cependant les soutenait

encore : l'Espagne et son roi les laisseraient-ils périr sans tenter au moins de les secourir?

Mais Philippe ne les avait point oubliés : sans se laisser abattre par cette série de revers, il préparait une troisième expédition. Sa marine appauvrie, son trésor épuisé, rien ne l'arrêta. Des galères furent équipées dans tous les ports de l'Espagne et de l'Italie. Les galions même des Indes furent armés en guerre. Les volontaires se présentèrent en foule, et les braves chevaliers de Malte ne furent pas les derniers au rendez-vous. En moins de deux mois, Malaga vit se rassembler dans ses eaux quarante-deux galères avec de nombreux vaisseaux, et le 6 juin, la flotte, accompagnée des vœux de l'Espagne entière, se dirigea vers la côte barbaresque.

Il était temps qu'elle arrivât : les défenseurs de Mers-el-Kebir, réduits aux plus vils aliments, n'auraient pu tenir que quelques jours encore; mais quelle ne fut pas leur joie, lorsque, du haut de leurs remparts en ruine, ils virent apparaître à l'horizon la flotte qui venait les délivrer ! Hassan ne l'attendit pas : épuisé par ce double siége, il se hâta d'enclouer ses canons, de détruire tout ce qu'il ne pouvait emporter, et de donner le signal du départ. L'armée musulmane se retira par terre, comme elle était venue. Alcaudete et Cordova se mirent sur-le-champ à sa poursuite; mais un corps de janissaires couvrit si résolûment la retraite, que les chrétiens durent abandonner la partie.

Le roi récompensa avec éclat le dévouement des champions de la croix. Alcaudete fut fait vice-roi de Navarre et son frère *commandeur*, avec 6,000 ducats de revenu. Philippe était résolu à suivre jusqu'au

bout sa veine de succès : il fit réparer les murs de Mers-el-Kebir et rebâtir le fort de Saint-Michel. L'année suivante, une flotte s'empara du *Peñon de Velez*, place forte située sur la côte, à l'ouest d'Oran, après un siége de huit jours. A défaut de ports, rares sur cette côte inhospitalière, la rivière de Tétuan servait de refuge aux corsaires. Des brigantins chargés de pierres furent coulés à fond dans l'embouchure, et en fermèrent l'accès aux vaisseaux. Le commerce, si longtemps entravé, reprit possession de la Méditerranée, et les bannières espagnoles y flottèrent en liberté. Les pirates, intimidés, suspendirent pour un temps leurs attaques; mais une entreprise plus sérieuse allait bientôt réunir sur un autre point de la chrétienté toutes les forces de l'Islam.

Le sultan Souleyman II voulait, avant de mourir, tenter encore contre les chrétiens quelque grande entreprise. De tous les ennemis de l'Islam, le plus dangereux, c'étaient les chevaliers de Malte. Déjà Souleyman, en 1522, avait eu la gloire de les chasser de Rhodes, poste avancé d'où ils pouvaient infester impunément toutes les côtes de l'Asie. L'Europe, à son dommage et à sa honte, avait abandonné à l'heure du péril ses plus hardis champions. Mais Charles-Quint, en recueillant les chevaliers sur son rocher de Malte, leur avait assigné un poste moins périlleux et plus utile peut-être aux vrais intérêts de la chrétienté. Sentinelle perdue de l'Europe, Malte, placée à l'entrée du bassin occidental et chrétien de la Méditerranée, et menaçant de là l'Afrique musulmane, constituait une admirable position militaire. Ses galères, luttant de plus près contre les corsaires, leur rendaient avec usure le mal qu'ils faisaient aux

chrétiens, et allaient encore jusque dans les mers du Levant braver la marine du sultan.

La conquête de Rhodes avait coûté à l'Islam bien de l'or et du sang; celle de Malte, plus lointaine, était plus difficile encore. Ce que Souleyman allait attaquer, ce n'étaient pas les chevaliers de Malte seulement, c'était l'Espagne, l'Italie, toute l'Europe du midi, qui ne pouvait les laisser périr sans commettre un suicide. Dût-elle même les abandonner, une dure expérience avait appris à Souleyman tout ce que coûterait une pareille conquête. Mais le propre du pouvoir absolu, c'est de ne jamais compter avec les obstacles, et de croire qu'à force de volonté, d'hommes et d'argent, on finit toujours par les surmonter. L'expédition fut décidée sur une échelle proportionnée à la puissance de l'empire. Vainement les conseillers du sultan essayèrent de l'en détourner; vainement on lui remontra l'incertitude du succès et les dangers de l'entreprise; Souleyman, comme tous les princes gâtés par la fortune, n'écoutait plus que ses flatteurs. Ordre fut donné aux émirs d'Alger et de Tripoli de joindre leurs galères à l'immense armement qui se préparait dans les ports du Levant. Piali vit bientôt sous ses ordres cent quatre-vingts galères de combat et d'innombrables transports. 45,000 hommes, l'élite des armées musulmanes, furent confiés par le sultan à Mustapha-Pacha, le plus expérimenté de tous ses généraux. On embarqua 63 pièces de siége, dont quelques-unes lançaient des boulets de marbre de cent cinquante à deux cents livres pesant. Jamais l'empire ottoman n'avait mis sur pied une aussi formidable expédition, et cependant ni Alger ni Tunis n'avaient encore envoyé leur contingent.

L'effroi se répandit chez toutes les nations riveraines de la Méditerranée. L'Europe tout entière se sentit menacée dans l'îlot perdu qu'on allait attaquer avec tant d'efforts. La France restant en dehors de la lutte, l'Espagne surtout avait intérêt à défendre cette tête de pont de son empire. Philippe, il faut être juste, ne montra ici, ni son hésitation, ni sa lenteur ordinaires. Le nouveau vice-roi de Sicile, don Garcia de Tolède, alla s'entendre avec le grand maître de l'ordre sur son plan de défense, et lui promettre un renfort de 20,000 hommes. Dans tous les ports de l'Espagne et de l'Italie, on se hâta d'armer des galères, d'enrôler des matelots, de réunir des vivres et des munitions. De son côté, le grand maître, plus confiant dans le courage de ses chevaliers que dans les promesses des rois, n'épargnait rien pour mettre son île en état de défense; on eût dit qu'il pressentait que Malte n'aurait à compter que sur elle-même dans cet inégal conflit.

Heureusement, l'homme que le choix de ses frères avait appelé aux fonctions de grand maître était à la hauteur de cette périlleuse mission. Parisot de La Valette, français, de la *langue* de Provence, avait alors soixante-huit ans. Il avait passé par tous les grades de l'ordre, depuis le plus humble jusqu'au plus élevé. Il avait pris part à la défense de Rhodes avant de venir, si tard dans sa vie, attacher son nom à un siége plus mémorable encore. Jamais homme ne s'oublia plus lui-même au service d'une grande cause. A l'ardeur d'un jeune homme, il unissait l'expérience d'un vieillard; à la conscience du danger, l'élan nécessaire pour le vaincre. Son courage ne pouvait pas s'abattre, car il avait ses racines dans la

foi. Les princes de la terre pouvaient lui manquer; mais il savait que Dieu n'abandonnerait pas ceux qui allaient jouer leur vie pour lui. Son autorité sur ses frères était sans bornes, comme leur confiance. La défense de Malte reposait sur lui seul, et il le savait, non pour s'en enorgueillir, mais pour se tenir constamment à la hauteur de sa mission.

Nous ne raconterons pas en détail ce siége célèbre; assez d'autres l'ont fait, depuis l'Italien Balbi de Correggio, chevalier de l'ordre et témoin oculaire, jusqu'au Français Vertot. Nous nous contenterons d'en résumer les événements, en insistant sur ceux qui touchent à l'Espagne, absente, malheureusement pour sa gloire, de ce conflit qui la touchait de si près. En réunissant tous les Maltais en état de porter les armes au peu de troupes que lui envoya le vice-roi, le grand maître parvint à mettre sur pied un corps de 8,500 soldats. C'est avec cette poignée d'hommes que La Valette se prépara à tenir tête aux forces d'un empire. Sept cents chevaliers se trouvaient dans l'île; les absents reçurent ordre de venir partager le péril de leurs frères. Les fortifications, bien inférieures en étendue et en force à celles que l'Angleterre y a élevées depuis, furent mises en bon état. On entassa dans les forts tout ce qu'ils pouvaient tenir d'hommes, de vivres et de munitions; les galères de l'ordre, presque toutes revenues à Malte, furent abritées dans le port dont l'entrée fut fermée par une chaîne de fer et par de puissantes estacades.

Nous essayerons, d'après une carte détaillée de la ville et des forts, publiée par Prescott, dans son *Histoire de Philippe II*, de faire comprendre à nos lec-

teurs la position des divers points attaqués et les ressources de la défense, si bien servie par la nature du terrain. Au nord-est de l'île, la mer a creusé dans le rivage deux bassins étroits et profonds, où l'on pénètre par une seule issue. Ces deux bassins sont découpés eux-mêmes en plusieurs anses qui pénètrent assez avant dans les terres. Ils sont séparés dans toute leur longueur par une haute et étroite arête de rochers, le *mont Sceberras*. A l'extrémité de ce mont, au bord de la mer, un fort, appelé Saint-Elme, commandait l'entrée des deux bassins. Celui de gauche, appelé *port Musiette,* était abandonné, et les chevaliers n'y avaient élevé aucune défense. Celui de droite, nommé *grand port,* long de trois kilomètres environ, renferme du côté du sud, en face du mont Sceberras, deux promontoires séparés par une anse profonde, dite le *port des galères*. Sur le premier s'élevait la capitale de l'île, *il Borgo,* défendue au sud, du côté de la terre, par un fort détaché, le *bastion de Castille,* et au nord, du côté du bassin, par le fort Saint-Ange, le plus puissant rempart de l'île. Le second promontoire, appelé *de la Sangle,* était gardé, au sud, par le fort Saint-Michel, et au nord, par un fortin appelé l'*Éperon*. Tel était le formidable ensemble de défenses que La Valette allait opposer aux efforts de ses ennemis. Ajoutons toutefois que, faute de temps et d'argent, on n'avait pas profité de tous les accidents de terrain, ni fortifié tous les points d'où l'ennemi pouvait battre le port et la ville, comme par exemple le mont Sceberras.

Les préparatifs étaient à peine terminés, quand la flotte ottomane se montra à l'horizon, le 18 mai. La mer disparaissait sous cette forêt de mâts. Quelques

jours après arriva Dragut avec 13 galères, et plus tard Hassan avec 28 et 3,000 janissaires, surnommés les *braves d'Alger*. Les Turks commencèrent par dévaster l'île, que le le grand maître n'essaya pas de défendre; mais bientôt ils concentrèrent toutes leurs forces sur le fort Saint-Elme, situé sur une éminence entre les deux ports, à l'endroit où ils débouchent dans la mer. Les murs, battus sans relâche par leur pesante artillerie, furent bientôt en ruines. Soixante mille coups de canon furent tirés sur ce point seulement.

Mais les Turks avaient commis une faute : comptant sur une victoire facile, ils avaient négligé de couper les communications entre le fort et la ville, située de l'autre côté du *grand port*. Le grand maître, qui connaissait la faiblesse de la garnison de Saint-Elme, ne négligea rien pour y suppléer. Chaque nuit, arrivaient des convois de vivres et de munitions; les blessés étaient évacués sur la ville, et remplacés par des soldats valides. Plusieurs assauts, livrés par les Turks avec une rage aveugle, restèrent sans résultat. Les chrétiens, debout sur la brèche, faisaient pleuvoir sur les assaillants, le fer, le feu, les pierres, la poix enflammée. Un mur nouveau s'élevait pendant la nuit derrière celui qu'on venait d'abattre. Les assiégeants, au bout d'un mois, avaient perdu des milliers d'hommes, sans gagner un pouce de terrain. Mais la garnison était à bout de ses forces; elle fit dire au grand maître qu'elle ne pourrait pas tenir plus d'une semaine encore. La Valette, indigné, voulait aller s'enfermer lui-même dans le fort avec ses défenseurs, pour leur faire honte de leur découragement. Il fallut les instances de ses chevaliers

pour lui faire comprendre que sa place n'était pas à l'avant-garde, mais au centre, d'où il pouvait pourvoir à tous les points de la défense. Atteinte par ce reproche muet, et soutenue par un nouveau renfort qu'on lui envoya, la garnison de Saint-Elme, dès lors, ne songea plus qu'à mourir.

Le 16 juillet, l'assaut fut donné par l'armée turque tout entière. Il fut encore repoussé, et les fossés comblés de cadavres musulmans. Le 21, quatre assauts successifs furent livrés en un jour, avec plus de pertes encore, et aussi peu de succès. Mais les chrétiens avaient acheté bien cher leur triomphe; la mort d'un seul chevalier, celle même d'un simple soldat, était pour eux une perte irréparable. Les Turks, par le conseil de Dragut, avaient réparé leur faute et entouré le fort de tranchées, taillées à grand'peine dans le roc vif. Dès lors, plus de secours à espérer pour les assiégés. Ceux que le grand maître tenta de leur envoyer ne purent percer les lignes musulmanes. Les assiégés, condamnés à périr sous les yeux de leurs frères, s'y préparèrent en chrétiens. Ils communièrent, s'embrassèrent tendrement, et se préparèrent à vendre leur vie le plus cher possible. Les blessés même se firent porter sur les remparts afin de mourir en combattant. Le 23 juin, un dernier assaut triompha enfin de leur résistance. Chevaliers et soldats, tout fut égorgé, personne ne demanda merci. Trois Maltais seulement se sauvèrent à la nage. Mustapha, en entrant dans ces murs en ruine où, pour un cadavre chrétien, il en trouvait dix musulmans, ne put retenir cette exclamation : « Que fera donc le « père (le château Saint-Ange) si le fils nous a coûté « nos meilleurs soldats? » LesTurks irrités se vengè-

rent sur les cadavres en leur arrachant le cœur, et en les mettant en croix. Le grand maître y répondit en faisant décapiter ses prisonniers, et en envoyant leurs têtes, en guise de boulets, dans les lignes musulmanes.

Dragut, auquel on devait la prise de Saint-Elme, avait été blessé à mort pendant le siége ; il vécut tout juste assez pour apprendre que l'étendard de l'Islam flottait sur ces murs en ruine: Les Turks, maintenant, étaient maîtres de l'entrée du grand bassin ; leurs vaisseaux pouvaient, en bravant les batteries des forts, aller inquiéter la ville et le port des galères. Du haut des remparts de Saint-Elme, ils dirigèrent sur ces deux points un feu plongeant et meutrier. Du côté de l'est, leur armée de terre, libre de ses mouvements, entoura de ses tranchées le fort Saint-Michel et le bastion de Castille. Le grand maître, peu inquiet pour la ville, que l'ennemi pouvait bien canonner, mais non pas prendre par mer, tourna du côté de la terre tout l'effort de la résistance. Le temps précieux que lui avait conquis au prix de son sang la brave garnison de Saint-Elme, le grand maître l'avait mis à profit pour accroître ses moyens de défense. Trahi par la chrétienté, déçu par les promesses du *roi catholique,* La Valette ne comptait plus que sur lui-même et sur ses chevaliers.

Cependant le vice-roi, sur la prière des membres de l'ordre présents en Sicile, qui brûlaient de rejoindre leurs frères, se décida enfin à expédier à Malte un faible à-compte sur les secours promis. Quatre galères, dont deux encore appartenaient à l'ordre, amenèrent avec elles 40 chevaliers et 700 soldats d'élite, tirés des garnisons espagnoles en Italie. Un

épais brouillard protégea leur débarquement. Un pareil envoi, de la part du plus puissant roi de l'Europe, qui avait promis une flotte et 20,000 hommes, avait quelque chose de dérisoire. Était-ce inintelligence, égoïsme, ou simplement excès de prudence? Philippe attendait-il, comme l'affirme son historien Cabrera, que les Turks, épuisés par ce siége de géants, fussent hors d'état de lui disputer la mer? Nous l'ignorons; mais ce qu'il faut accuser avant tout, c'est la pusillanimité du vice-roi, attendant de Madrid des ordres qui ne venaient pas, et tremblant devant la responsabilité qui allait peser sur lui; c'est enfin la lenteur castillane, qui n'a jamais connu le prix du temps. Du reste, quel que soit le coupable, c'est toujours une honte pour l'Espagne que cet inexplicable retard, quand un roi avait engagé sa parole, et que, faute de quelques milliers d'hommes et d'un peu de résolution, il compromettait à la fois et l'honneur de son nom et le rempart de la chrétienté.

Encouragé par ce renfort, si faible qu'il fût, le grand maître se sentit prêt à recommencer la lutte. Bientôt les Turks ouvrirent le feu des deux côtés à la fois, de Saint-Elme et de Sceberras sur la ville et le port, et, de leurs tranchées, sur le fort Saint-Michel et le bastion de Castille. Le général turk, croyant les chrétiens abattus, envoya presser le grand maître de se rendre; il lui promit la vie sauve et le passage en Sicile pour lui et tous ses compagnons. « Allez dire à votre maître, répondit La Va-« lette à l'envoyé turk en lui montrant le fossé, que « c'est là tout le terrain que nous pouvons lui céder; « il y en a encore assez pour l'enterrer, lui et tous « les siens. » Mustapha, irrité, dirigea sur les rem-

parts un feu terrible. Bientôt plus d'une brèche fut ouverte, et tout se prépara pour un assaut. Dans l'intervalle, des sorties meurtrières portèrent le désordre et la mort dans les rangs des assiégeants. L'assaut, livré à la fois, le 15 juillet, au fort Saint-Michel, au bastion de Castille et au fort de l'Éperon, fut partout repoussé, non sans des pertes énormes du côté des Turks, et des pertes plus faibles, mais plus sensibles du côté des chrétiens.

Les Turks, épuisés, donnèrent à la garnison un répit de quinze jours, que La Valette employa à réparer ses brèches, puis l'assaut recommença. Les Turks, repoussés encore, revinrent à la charge jour après jour, et même pendant la nuit. Le grand maître, toujours le premier au poste du danger, donnait à tous l'exemple du courage, et semblait se multiplier. Lui seul était l'âme de cette résistance héroïque, qui sans lui, n'eût pas duré huit jours après la chute de Saint-Elme. En vain il avait vu tomber à ses côtés ses plus braves chevaliers, son neveu même, qu'il chérissait comme un fils, rien n'avait pu altérer ni la fermeté du général, ni la résignation du chrétien. Déjà la plupart des maisons tombaient en ruine; une moitié de la garnison était hors de combat; les hôpitaux regorgeaient de blessés. Grâce à la prévoyance du grand maître, les vivres ne manquaient pas; mais les munitions devenaient plus rares. Dès longtemps La Valette avait cessé de compter sur tout secours humain, et n'espérait plus qu'en Dieu. Le conseil de l'ordre, jugeant la place intenable, pressa le grand maître d'abandonner la ville, et de se retirer avec les troupes et les habitants dans le château Saint-Ange, que le feu de l'ennemi n'avait pas encore

entamé. « Non, mes frères, leur dit-il, c'est ici que « le Seigneur nous a marqué notre place, et si nous « ne pouvons pas y tenir plus longtemps, eh bien, « nous pouvons toujours y mourir en braves et en « chrétiens! »

La position des assiégeants n'était pas meilleure. Une moitié de leur armée gisait dans les fossés de la place. La peste, qu'une armée turque porte partout avec elle, joignait ses ravages à ceux de l'ennemi. Le courage des assaillants baissait chaque jour avec leur nombre, avec leurs forces, avec leurs provisions. Leur artillerie, fatiguée par un feu sans relâche, était presque hors de service. Mustapha, tremblant d'avance devant la colère de son maître s'il échouait dans son entreprise, essayait en vain de ramener au combat, à force de menaces et de coups, ses troupes découragées. Déjà les assauts devenaient plus rares, moins opiniâtres, le feu de l'ennemi se ralentissait visiblement. Les mines creusées par l'assiégeant étaient souvent envahies par les assiégés; jusque dans les entrailles de la terre se livraient des combats acharnés où les Turks avaient rarement le dessus. Peu à peu la confiance des chrétiens se ranimait. Chaque jour, au pied des autels, le grand maître allait implorer l'appui du Dieu des armées. Plus d'un *Te Deum,* chanté à la hâte, entre deux assauts, par les chevaliers, tout souillés du sang et de la poussière du combat, avait célébré leurs précaires victoires, et ranimé le courage et la foi des habitants.

Mais leurs épreuves touchaient enfin à leur terme: harcelé par les instances du grand maître et des chevaliers, impatients de retourner à Malte, le vice-roi se décida enfin, le 25 août, à partir avec vingt-

huit galères et un premier détachement de l'armée, montant à 11,000 hommes. Mais un renfort d'un prix inestimable, c'était un corps de 200 chevaliers, accourus de tous les coins de l'Europe pour rallier l'étendard de l'ordre. Bon nombre de volontaires s'étaient joints à eux, d'Espagne, de France et d'Italie. Il semble que la Providence ait voulu éprouver jusqu'au bout la foi des défenseurs de Malte. Une tempête violente assaillit l'escadre, presque au sortir du port, et la força d'y rentrer. Elle se remit bientôt en mer sous de meilleurs auspices. Enfin, le 6 septembre, après quatre mois de siége et de délais, la flotte des libérateurs de Malte, échappant aux croisières turques, débarqua sur la côte ouest de l'île.

Le vice-roi se rembarqua sur-le-champ, sans même voir le grand maître, pour aller chercher le reste de son armée. Ses vaisseaux, passant en plein jour en vue des forts chrétiens, les saluèrent de toute leur artillerie. Un long cri de joie des assiégés répondit à leurs salves. Les Turks, frappés de stupeur, n'essayèrent pas même de les poursuivre. Le siége était moralement fini ; le désordre et la terreur régnaient dans le camp ottoman. Mustapha, croyant avoir toute une armée sur les bras, donna précipitamment l'ordre du départ : hommes, canons, chevaux, tout fut embarqué à la hâte, pendant la nuit. Le grand maître attendait, pour tenter une sortie, la venue de ses libérateurs. S'ils fussent accourus à marche forcée, l'armée turque était taillée en pièces, ses riches dépouilles restaient au pouvoir des chrétiens. Mais la nuit se passa dans une vaine attente. Quand le jour parut, l'armée de Sicile n'était pas là, et les Turks étaient tous à bord de leurs vaisseaux.

La garnison, délivrée, s'élança hors de ses murs démantelés, et le drapeau chrétien flotta de nouveau sur les débris de Saint-Elme. Le peuple, ivre d'une joie qui tenait du délire, alla recueillir dans les tranchées les dépouilles des musulmans. Pendant ce temps, le grand maître et ses chevaliers, dans l'église de San Lorenzo, rendaient grâces à Dieu de cette délivrance presque miraculeuse. Des larmes de gratitude coulaient de tous les yeux. Les malades, les blessés venaient s'unir à leurs frères. « Jamais, dit « Balbi, ne résonna à des oreilles d'homme musique « plus douce que le son de ces cloches, qui pen« dant tant de mois, avaient sonné l'alarme jour et « nuit, et qui maintenant ne nous appelaient plus « qu'à la prière. »

Débarquée le 6 au soir, l'armée de Sicile, avec la lenteur espagnole, mit deux jours à traverser l'île, et ne parut que le 8 sous les murs de Malte. Mustapha, instruit trop tard du chiffre réel des renforts, et redoutant la colère de son maître, prit le parti de débarquer ses troupes, pour tenter une revanche de tous ses échecs. Les Espagnols, avertis par le grand maître, s'étaient retranchés sur une hauteur où ils comptaient attendre l'ennemi. Mais les 200 chevaliers de Malte avaient aussi leur revanche à prendre. La voix du général castillan, qui voulait les retenir, n'est pas écoutée. L'armée tout entière se précipite avec l'impétuosité d'un torrent sur les Turks, qui s'avançaient à contre-cœur et en désordre. Leurs rangs sont bientôt rompus, chacun cherche son salut dans la fuite. Au lieu d'un combat ce n'est plus qu'une boucherie. Aucun quartier n'est ni demandé ni donné. Mustapha, écumant de rage, arrachant à

poignées sa barbe blanche, essaye en vain de retenir ses soldats. Tout ce qu'il peut faire, c'est de ne pas fuir avec eux, et de couvrir leur retraite avec un corps d'élite. Les Espagnols, les chevaliers, à l'envi l'un de l'autre, les poursuivent dans l'eau jusqu'à la poitrine. Beaucoup se noyèrent, un plus grand nombre encore fut massacré. « Trois jours après, au dire de « Balbi, la côte était jonchée de plus de 3,000 cada- « vres, que la mer y avait rejetés. » La flotte turque, après avoir recueilli ce qu'elle put des débris de l'armée, mit enfin à la voile, emportant avec elle 15,000 hommes, environ le tiers de ses forces effectives.

En apprenant la triste issue de cette expédition, qui avait épuisé les ressources de son empire, Souleyman entra dans un de ces accès de rage impuissante, auxquels il était sujet depuis sa vieillesse. « Puisqu'il n'y a plus personne ici, s'écria-t-il, à qui « je puisse me fier, je veux moi-même, l'année pro- « chaine, conduire une expédition contre Malte, et « ne pas laisser en vie un seul des habitants de cette « île maudite. » Il se calma pourtant, et eut la générosité d'épargner tout châtiment au général en chef et à ses officiers, dont il ne pouvait suspecter le courage. Pour dérober sa honte aux yeux de ses sujets, il fit rentrer de nuit sa flotte dans le port. Mais d'autres soins le détournèrent de son projet d'attaque contre Malte. L'année suivante, il voulut diriger lui-même une invasion en Hongrie, et sa mort, survenue pendant la campagne, délivra les chrétiens de leur plus dangereux ennemi.

Le 14 septembre vit revenir le vice-roi avec le reste de son armée. Les Espagnols, bons juges en fait

de courage, contemplaient avec respect les visages pâlis et les glorieuses cicatrices des champions de la croix. Mais tous les hommages étaient pour le grand maître, le vrai sauveur, après Dieu, de Malte et de la chrétienté. Jean de La Valette, en effet, est une des plus nobles figures que nous rencontrions dans l'histoire. Ce qui nous frappe en lui, c'est cette réunion si rare des dons les plus opposés, l'élan dans l'action et la froideur dans le conseil, la fermeté tempérée de douceur, la charité du chrétien avec l'inébranlable décision du général d'armée. S'il eût cédé à de lâches conseils, et abandonné Saint-Elme d'abord, puis il Borgo, pour se retirer dans le fort Saint-Ange, tout était perdu : les Turks gagnaient de vitesse l'armée espagnole, et Malte échappait à la croix. Mais la persistance héroïque du grand maître, sa confiance aux secours d'en haut, ont fait plus pour Malte que tous les secours humains. Aussi le nom de ce héros modeste et reposé en Dieu reste-t-il entouré d'une des gloires les plus pures qu'il ait été donné à un homme de mériter.

La Valette, comblé de félicitations et de présents par le roi d'Espagne et par tous les souverains de l'Europe, qui auraient mieux fait de lui envoyer des secours, se plaignit au pape de la lenteur que le vice-roi de Sicile avait mise à le secourir. Le pape fit part de ces plaintes à Philippe II. Le vice-roi fut autorisé à se démettre de son gouvernement, et à aller passer le reste de ses jours à Naples, dans la retraite et dans l'obscurité. Nous n'osons attester, sur la foi de Vertot, écrivain un peu romanesque, ce fait, dont nous ne trouvons aucune trace dans les historiens espagnols ; mais nous voudrions pouvoir y croire,

pour l'honneur de Philippe II et de l'Espagne, sur qui cette tache pèse encore, après trois siècles écoulés.

La ville et les forts, après ce terrible siége, n'étaient plus qu'un monceau de débris. 200 chevaliers, 2,500 soldats, et plus de 7,000 habitants avaient péri par le fer, le feu et les maladies. L'île entière était dévastée, les villages en ruine. Le trésor de l'ordre était à sec, et cependant La Valette se mit à l'œuvre, sans hésiter, pour relever Malte de ses ruines. Tous ses biens personnels et ceux des chevaliers y furent engagés. Tous les rois de l'Europe y envoyèrent de larges contributions. Pie V surtout se distingua par sa libéralité; il offrit à La Valette le chapeau de cardinal, que celui-ci eut le bon sens de ne pas accepter. Le 28 mars, le grand maître posa solennellement la première pierre de la ville nouvelle, qui porte encore son nom, *Città La Valetta*. 8,000 hommes y travaillèrent sans relâche pendant deux ans. Une bulle du pape les dispensa de suspendre leur ouvrage les jours de fête. La Valette, toujours sur pied, dirigeait les travaux; c'est sur le terrain même qu'il discutait en conseil les intérêts de l'ordre, et recevait les envoyés des rois. Mais cette activité sans relâche finit par lui être fatale. Atteint d'un coup de soleil, la fièvre le saisit, et il s'éteignit doucement, le 21 août 1658, au milieu de ses chevaliers en pleurs, comme un père entouré de ses enfants. Ses restes furent déposés en pompe dans l'église *Notre-Dame-de-la-Victoire*. La Valette pouvait mourir maintenant : il avait vu les galères de l'ordre reprendre leurs courses victorieuses, et les dépouilles de l'Islam combler les vides de son trésor; il avait vu les Turks repoussés pour jamais,

les forts démantelés se relever de leurs ruines et Malte renaître de ses cendres. Étrange destinée que celle de cette petite île, qui après avoir servi trois siècles de rempart à la chrétienté, devait passer par les mains de la France pour rester dans celles de l'Angleterre, et se hérisser comme Gibraltar d'imprenables fortifications, poste avancé de la conquête anglaise, en face de l'Afrique qu'elle regarde, comme pour nous la disputer un jour.

CHAPITRE V

DON CARLOS ET ÉLISABETH DE FRANCE.

1560 A 1568.

Nous arrivons à une des pages les plus sombres du règne de Philippe II, à la mort de don Carlos. Ce drame de famille, où il n'y a que deux acteurs, un fils assassiné par son père, n'est pas sans pendants dans l'histoire. Constantin fit mourir son fils Crispus, coupable d'aspirer au trône, et d'en fermer l'accès aux enfants d'un second lit. Plus tard, le czar Pierre le Grand fit condamner à mort, après un procès solennel, son fils aîné, convaincu, comme don Carlos, d'avoir haï son père, et peut-être d'avoir rêvé à le détrôner. Le même mystère enveloppe ces trois drames, dont le dénoûment a été le même, la mort de l'accusé; soit que la sentence ait été exécutée, comme pour le fils de Constantin; soit que le saisissement de la victime, frappée au cœur par l'arrêt d'un père, ait épargné au bourreau son office, comme pour Alexis et pour don Carlos.

On regrettera peut-être ici, en face d'une réalité plus prosaïque, les poétiques créations du drame et du roman; mais avant tout, en histoire, il s'agit d'être

vrai : au lieu de ce don Carlos de fantaisie, qui n'aspire à s'asseoir sur un trône que pour faire le bonheur du monde, qui veut doter ses sujets du gouvernement représentatif et de la liberté de conscience, qui trouvons-nous dans la réalité? Un enfant bilieux et fantasque, ennemi de l'étude, trahissant, dès l'âge le plus tendre, des penchants dépravés et cruels; un vrai fils de Philippe II, qui joue à l'*auto-da-fé* en faisant rôtir des lièvres tout vivants. Les Vénitiens, observateurs si sagaces, nous le dépeignent comme impatient de toute contrainte, colérique, féroce même, et si hautain, qu'il refuse de se découvrir devant son aïeul et devant son père. Néanmoins, quelques traits plus doux viennent éclairer les ombres du portrait : « Le prince, dit Badoaro, est généreux jusqu'à la « prodigalité, donnant à droite et à gauche ses « joyaux, ses habits mêmes quand il n'a plus d'ar- « gent. Brave jusqu'à la témérité, il a toujours eu « un penchant décidé pour l'état militaire. Ses goûts « n'ont rien de frivole; ses reparties sont si justes et « si piquantes qu'on en a fait un livre. » Ce portrait, tracé à l'âge de quatorze ans, trahit du moins dans cette nature incomplète quelques germes heureux, bientôt étouffés, il est vrai. Un autre Vénitien, Tiepolo, vante la droiture de son caractère, sa piété sincère et l'affection qu'il inspire à ceux qui le servent. « Qui est-ce qui donnera, répétait-il souvent, « si un prince ne donne pas? »

L'infant don Carlos, prince des Asturies, était né à Valladolid, le 8 juillet 1545, de la reine doña Maria, infante de Portugal, première femme de Philippe II. Sa naissance avait coûté la vie à sa mère. Privé dans son enfance de ces soins maternels que rien ne peut

remplacer, son éducation toutefois ne fut pas négligée. Son père l'entoura des maîtres les plus éminents par le savoir et par la vertu. Sa tante, la régente doña Juana, Maximilien d'Autriche et sa femme, sœur de Philippe II, furent chargés tour à tour de présider à son éducation, pendant les longues absences de son aïeul et de son père. Mais ses inclinations vicieuses, rebelles à toute culture, rendirent impuissants les efforts de ses maîtres et l'affection de ses parents. Dans cette nature, riche et généreuse, mais dénuée d'équilibre, l'énergie physique, en déclinant, cessa de faire contre-poids aux agitations de l'âme. La souffrance du corps accrut le désordre des facultés. Aux attaques bilieuses succéda la fièvre intermittente, qui mina lentement une constitution plus active que forte. En même temps que le corps s'épuisait, l'esprit s'affaiblissait et tendait à s'égarer. Nous avons sous les yeux des lettres du gouverneur et du précepteur du prince à son père absent. Tous deux confessent leur impuissance, et n'ont plus d'espoir que dans l'action personnelle de l'aïeul ou du père sur leur élève indocile De bonne heure donc, des préventions fâcheuses durent s'enraciner dans l'esprit de Philippe qu'effrayait l'idée de remettre un jour son sceptre en des mains incapables de le porter. Enfin on se souvient de l'impression défavorable que Charles-Quint, en route pour Yuste, reçut de la visite de son petit-fils, et des tristes pronostics qu'il en tira pour son avenir et pour celui de l'Espagne.

La main du jeune infant avait été promise à Élisabeth de France, fille de Catherine de Médicis. Mais Marie Tudor étant morte avant la ratification du

traité de Cateau-Cambrésis, et Élisabeth d'Angleterre ayant refusé la main de son beau-frère, Philippe se substitua sans façon à son fils, et réclama pour lui-même la main de sa fiancée. Nous reparlerons plus loin de cette charmante princesse, chaste fleur qu'on s'étonne de voir éclose dans la fange des Valois; nous raconterons son mariage, l'affection passionnée qu'elle sut inspirer à l'Espagne, et les regrets qu'y laissa sa fin prématurée. Tout jeune que fût l'infant, alors âgé de quinze ans, un amer regret le saisit au cœur en voyant la fiancée qui lui était destinée passer dans les bras de son père. Élisabeth, à peine plus âgée que lui, et dans tout l'éclat de sa beauté naissante, dut éprouver peu de regrets en voyant cet enfant malingre, avec une épaule plus haute et une jambe plus courte que l'autre, traîner dans les fêtes du mariage son corps miné par la fièvre. Mais une affectueuse pitié l'attira vers ce pauvre prince, délaissé au milieu de la cour de son père. Le prince, peu habitué à se sentir aimé, en fut profondément touché. Ce cœur voué à la haine, s'ouvrit peut-être à un sentiment plus tendre. « Souvent, raconte le « grave de Thou, on l'entendit, en sortant de chez « la reine, se plaindre du roi son père, qui lui avait « dérobé un pareil trésor. » S'il faut en croire Brantôme, l'infant, effronté et lascif avec toutes les autres femmes, ne paraissait jamais devant la reine sans une émotion de tendre respect, qui semblait transformer toute sa nature. Émue pour son beau-fils d'un intérêt tout maternel, Élisabeth songea un instant à lui faire épouser sa sœur cadette, Marguerite, plus tard unie à Henri IV; mais Philippe avait sur l'infant d'autres desseins : il songeait alors à

l'unir à la fille de Maximilien, Anne d'Autriche, destinée à monter sur le trône de Castille, mais comme femme en quatrièmes noces de Philippe II, qu'une étrange fatalité réservait à épouser deux fois la fiancée de son fils.

Maintenant, quelles étaient les relations du père avec le fils? « Enfant, dit M. Mérimée [1], don Carlos « avait peur de son père ; jeune homme, il le prit en « haine. » Entouré de surveillants et d'espions, le malheureux prince n'échappait à la contrainte que par le dévergondage le plus effréné. « Il aimait fort, « nous dit Brantôme, à *ribler* (à battre) le pavé, et « faire querelles à coups d'épée, fust de jour, fust « de nuit ; car il avait avec lui dix ou douze enfants « d'honneur, des plus grandes maisons d'Espagne... « Quand il voyait par les rues quelque belle dame, « fust-elle des plus grandes du pays, il la prenait et « la baisait par force devant tout le monde. Il l'appe« lait *bagasse*, chienne, et force autres injures. » Brantôme, malgré ses hâbleries, est ici un témoin digne de foi, car il a vu ce qu'il raconte, ayant vers cette époque passé trois ans à la cour de Madrid.

En 1562, le roi, pour soustraire l'infant aux séductions de la cour, l'envoya à l'Université d'Alcalà de Henarès, avec son oncle don Juan d'Autriche et son cousin le prince de Parme, Alexandre Farnèse, tous deux à peu près de son âge. Une chute grave, amenée par une imprudence, nécessita pour l'infant l'opération du trépan. Pendant bien des jours, tout l'art des médecins fut impuissant, et l'on désespéra de la vie du malade. Les reliques d'un saint

1. Étude sur l'*histoire de Philippe II*, par M. Prescott (*Revue des Deux Mondes* du 1er avril 1859, p. 587.)

triomphèrent enfin d'un mal que la Faculté n'avait pas pu guérir. Don Carlos fut sauvé, à la grande joie de l'Espagne. Mais cet accident, dont il ne se remit jamais complétement, acheva de lui ôter le peu de raison qui lui restait. De retour à Madrid, il voulut un jour tuer son gouverneur, et jeter son chambellan par la fenêtre. Le gouverneur donna sa démission; le roi le remplaça par son favori, Ruy Gomez, dont les formes obséquieuses apprivoisèrent un peu son farouche pupille. Mais l'instinct sauvage du maniaque sommeillait, toujours prêt à se réveiller à la contradiction la plus légère. Le cardinal Espinosa, grand inquisiteur, ayant osé bannir de Madrid un comédien aimé du prince, don Carlos, hors de lui, sauta sur le cardinal, un poignard à la main; sans quelques grands qui se trouvaient là, c'en était fait de sa vie. Mais le prélat, humilié, en garda contre l'infant un ressentiment qui devait un jour lui coûter cher.

Tenu à l'écart des affaires, éloigné de la carrière des armes, la seule qu'il aimât, sevré de l'affection d'un père, que restait-il à faire à ce malheureux prince? La lutte naissante de l'Espagne avec les Pays-Bas occupait alors toutes les pensées. S'il faut en croire Strada et Ant. Perez, le confident, le ministre, et plus tard l'irréconciliable ennemi de Philippe II, don Carlos, dans son désespoir, se serait tourné de ce côté; des bouffées d'ambition juvénile auraient enivré ce faible cerveau. Les deux envoyés de la noblesse flamande à la cour de Madrid, Montigny et de Berghes, auraient offert au prince de se mettre à la tête des mécontents. Le fait est loin d'être attesté; nous n'en avons trouvé aucune trace, ni dans les correspondances du temps, ni dans le procès de Mon-

tigny. Mais tout est possible avec un maniaque, et l'on ne peut ici rien discuter. Ce qui est certain, c'est que don Carlos ne sut pas cacher ses sympathies pour un peuple suspect et opprimé comme lui. Le duc d'Albe, chargé par le roi d'aller *pacifier* les Pays-Bas, vint, avant son départ, prendre congé de l'infant. Celui-ci avait toujours haï d'instinct cette nature à la fois courtisane et brutale. En voyant le duc, il ne put retenir l'expression de sa haine. « C'est « moi seul, lui dit-il, ce n'est pas toi qui devrais al- « ler en Flandre. » Le duc allégua la volonté du roi, et sa crainte d'exposer les jours de l'héritier du trône. Mais le prince, hors de lui, tira son poignard, en s'écriant : « Tu n'iras pas en Flandre, ou si tu y « vas, je te tue ! » D'Albe, de sa main de fer, parvint à saisir la main du fou, et à le contenir jusqu'à ce qu'on vînt à son secours.

Philippe ressentit vivement l'insulte faite à l'homme de son choix. D'autres offenses s'y joignirent, plus poignantes peut-être pour un amour-propre de roi. Sur un gros volume de papier blanc, don Carlos, toujours au dire de Brantôme, avait mis ce titre pompeux : *Grands et admirables voyages du roi don Philippe.* Puis sur chaque page, il avait inscrit un des voyages du monarque : *Allé de Madrid à l'Escurial, — de l'Escurial à Madrid, — de Madrid à Aranjuez.* A dater de la scène avec le duc, le père et le fils vécurent presque étrangers l'un à l'autre. Bientôt la situation du prince ne fut plus tenable : gêné dans toutes ses allures, entouré d'espions qui envenimaient ses actes même les plus innocents, la fuite devint son seul refuge. Mais où fuir? Serait-ce aux Pays-Bas, où les révoltés l'appelaient? Serait-ce à la

cour d'Autriche, où l'invitaient Max et sa femme? S'il faut en croire un récit du valet de chambre de l'infant, le prince aurait écrit aux principales cités de l'Espagne pour leur emprunter de l'argent, et envoyé pour le recueillir un de ses chambellans. Il aurait ainsi réuni 150,000 ducats. Mais l'approche du départ, le secret à garder, les mesures à prendre surexcitèrent encore cette tête ardente et faible, et aigrirent la haine folle qui bouillonnait dans son cœur. L'infant disait à tous ceux qui l'approchaient « qu'il *voulait tuer un homme qu'il haïssait,* » mais il s'obstinait à ne pas le nommer. Le jour de Noël, la famille royale devait communier en public. Don Carlos, en se confessant, révéla son désir homicide, et le confesseur lui refusa l'absolution. Quinze moines, successivement consultés, la refusèrent également. Enfin le prieur d'Atocha, appelé à son tour, voulut absolument savoir à qui l'infant portait cette mortelle haine ; le prince, poussé à bout, laissa échapper son secret : « L'homme à qui j'en veux, dit-il, c'est mon « père ; tout ce que je souhaite au monde, c'est « d'avoir sa vie. »

De ce moment, le sort de don Carlos fut décidé. Philippe suivait de l'œil toutes les démarches de son fils; ses actes, ses paroles, ses gestes même lui étaient reportés. Ruy Gomez, à qui le prince avait confié son projet de s'enfuir en Flandre, ou en Allemagne, n'avait eu rien de plus pressé que de le reporter au roi. Philippe laissa le prince s'enferrer dans son plan d'évasion, et se contenta d'en rendre l'exécution impossible. Don Carlos, la veille du départ, révéla tout à son oncle don Juan. Celui-ci, après d'inutiles efforts pour l'en dissuader, alla tout raconter au roi.

L'infant écrivit au directeur des postes pour lui demander huit chevaux; mais le cas avait été prévu, et le directeur répondit qu'il n'y en avait pas.

L'heure était venue d'agir : Philippe se décida enfin à quitter l'Escurial, et à venir retrouver le prince à Madrid. Mais avant de partir, ce roi, « profondé-« ment religieux, » nous dit le nonce du pape, « fit « faire des prières dans plusieurs églises, pour que « Dieu l'assistât dans une grande entreprise qu'il « méditait. » Maintenant, laissons parler le valet de chambre, de service au palais dans cette nuit fatale, 18 janvier 1568. « Le prince, indisposé, s'était couché de bonne heure. Un peu avant minuit, le roi, accompagné de Ruy Gomez, du duc de Feria, de Luis de Quijada, du prieur de San Juan, et d'une douzaine de gardes, se dirigea vers l'appartement de l'infant. Comme celui-ci ne dormait jamais qu'entouré d'armes de toute espèce, le roi, s'était muni d'une armure complète, pour éviter à son fils un parricide. On entra sans bruit dans la chambre, et Philippe resta prudemment en arrière. Don Carlos, réveillé en sursaut, saute sur un poignard toujours caché sous son chevet; mais déjà le duc de Feria s'en était emparé. L'infant alors aperçoit le roi, et comprend d'un regard qu'il est perdu. Il bondit hors de son lit, et poussant un cri d'effroi, qui glaça de terreur tous les assistants : « Que me veut Votre Majesté, s'écrie-« t-il, à une pareille heure? Veut-on m'arrêter ou « me tuer? » Le roi l'engage à se calmer et à se remettre au lit. Le prisonnier est enfermé dans sa chambre, dont les fenêtres sont scellées. Six nobles, du plus haut rang, sont désignés pour le garder; deux d'entre eux se relèveront de six en six heures

pour veiller la nuit dans sa chambre. Philippe, avant de se retirer, fait mettre la main sur les papiers de l'infant. Des paroles amères sont encore échangées entre le père et le fils : « Si vous ne me tuez pas, « dit l'infant; je me tuerai de mes propres mains. — « Vous n'en ferez rien, dit le roi; ce serait l'action « d'un fou. — Je ne suis pas fou, dit le prince en « pleurant; mais vous me traitez si mal que vous me « réduirez au désespoir; » et il demeura étendu sur son lit, poussant des sanglots à fendre le cœur. Le lendemain les membres des divers conseils se rassemblèrent sur l'ordre du roi. Don Carlos y fut-il présenté comme fou, et incapable de succéder à la couronne, ou comme rebelle, traître envers son père et son roi? La chose n'a pas été éclaircie : « Mon devoir « envers Dieu, dit le roi, et mon dévouement aux « intérêts de l'État ont pu seuls me décider à faire « ce que j'ai fait. » Et prenant un à un les membres de l'assemblée, il leur raconta, les larmes aux yeux, tous les détails de l'arrestation de son fils. Dès lors commença le procès : la masse des témoignages écrits formait un amas d'un demi-pied d'épaisseur. »

Ce récit du valet de chambre, si minutieux, si frappant de vérité, se trouve confirmé par celui d'un Italien, serviteur de Ruy Gomez, publié pour la première fois par M. Lafuente (t. XIII, p. 316). Sur tous les points importants, les deux versions sont d'accord; mais l'Italien ajoute quelques détails qui ne sont pas sans intérêt. « Le roi, après l'arrestation de son fils, s'en retourna dans ses appartements, aussi de sang-froid que si le fait ne l'eût pas concerné. On congédia tous les serviteurs du prince, on cassa toute sa maison. « Et Rodrigo de Mendoza, mon ami, Sa Ma-

« jesté me l'ôte-t-elle aussi? demanda-t-il en pleu-
« rant. — Oui, Altesse, répondit Ruy Gomez. » Alors le prince fit appeler don Rodrigo, et, lui jetant les bras au cou, les pleurs ruisselant sur ses joues, ce pauvre seigneur ne pouvait se détacher de l'étreinte de son ami, et se pâmait de douleur (*si spasimava*). Et pourtant il n'y avait pas plus de quatre mois que Sa Majesté lui avait donné cet aimable jeune homme pour chambellan.

« Deux choses m'ont frappé, conclut l'Italien : la première, c'est de voir combien peu de rumeur a causé une pareille exécution; car on n'a vu ni dans le roi, ni dans ses ministres, la moindre altération; et Sa Majesté n'a même dérangé en rien son train de vie ordinaire. La seconde, c'est que ce pauvre prince étant jeune et sans vices, libéral et ne voulant de mal à personne, bien qu'il donnât aux gens petite opinion de son intelligence, par ses terribles emportements; et par contre, *le roi étant aimé de tous pour sa mansuétude et infinie bonté et prudence*, il n'est personne qui ne s'émeuve de compassion de voir que ceci lui soit arrivé par la main de son unique fils. »

Une commission fut nommée pour juger le prince. Elle se composait du cardinal Espinosa, son ennemi personnel, de Ruy Gomez, l'âme damnée du roi, et d'un conseiller de Castille. Philippe présidait, et son secrétaire Hoyo rédigeait l'instruction. Pour servir de modèle à la procédure, le roi fit venir de Barcelone les pièces du procès que Juan II d'Aragon avait fait instruire contre son fils, le prince de Viana, nommé aussi don Carlos, et il fit traduire toutes ces pièces du *lemosin* (catalan) en castillan. Pendant quatre jours, le roi ne permit à aucun courrier de

sortir de Madrid. Il voulait être le premier à apprendre aux provinces la décision qui allait priver la Castille d'un héritier du trône. Le 24, une circulaire royale alla répandre partout la triste nouvelle. Cette lettre, pleine de vagues réticences et d'allusions mystérieuses, comme celles de Tibère au sénat romain, sema dans toute la Péninsule le deuil et l'effroi. Les dépêches aux cours étrangères et aux princes de la famille furent plus explicites. Le 20 janvier, le roi écrit à la reine de Portugal, sa tante : « Je vous ai parlé souvent des façons d'agir du prince « mon fils... Bien que je visse la nécessité d'y mettre « un terme, l'amour paternel m'a longtemps retenu... « Mais les choses en sont venues au point que, pour « remplir mes devoirs envers Dieu et envers les peu- « ples qu'il m'a confiés, je n'ai pu faire autrement « que de l'enfermer. Quelle douleur cela m'a causée, « Votre Altesse en pourra juger par celle qu'elle « éprouvera elle-même. Mais enfin *j'ai voulu faire « à Dieu ce sacrifice de ma chair et de mon sang*, et pré- « férer son service et le bien public à toutes les con- « sidérations humaines. Quant aux motifs qui m'ont « forcé à prendre cette résolution, Votre Altesse les « connaîtra plus tard. Qu'elle sache seulement que « je n'y ai pas été amené par faute, désobéissance ou « insolence de la part du prince. Ce n'est pas un « châtiment, bien qu'il y eût pour cela matière suf- « fisante, car un châtiment pourrait avoir son terme, « ni un moyen de réforme pour corriger ses désor- « dres ; mais cette affaire a une tout autre racine, « et le remède ici ne viendra ni du temps, ni des « moyens employés... »

« Très-saint père, écrit le roi au pape, fidèle à

« l'obligation de tous les princes chrétiens, de me « considérer comme le fils obéissant de Votre Sain- « teté, et de lui rendre compte comme à un père de « toutes mes actions, j'ai dû l'informer de la résolu- « tion que j'ai prise d'enfermer le prince mon fils. « Dans le jugement qu'elle portera sur cette résolu- « tion, Votre Sainteté se rappellera que je suis père, « et que l'honneur de mon fils m'importe autant que « le mien propre. Ma nature, ainsi que cela est bien « connu de Votre Sainteté et du monde entier, est « *fort éloignée de me porter à faire tort à personne*, et « à procéder dans des matières si graves sans mûre « réflexion et sans de sérieux motifs. Je n'ai rien « négligé, dans l'éducation de mon fils, pour le ren- « dre digne d'hériter un jour de tant de royaumes. « J'ai essayé de tous les moyens propres à réprimer « ses écarts; mais les choses en sont venues si loin « que je n'ai pas trouvé d'autre remède pour remplir « mes obligations envers Dieu et mes sujets..... De « Votre Sainteté, l'humble et dévoué fils, don Phi- « lippe, roi d'Espagne, etc., qui baise humblement « ses saints pieds et ses saintes mains. »

Nous ne citerons que deux lignes de la lettre à l'Empereur, lignes graves, car elles lavent le prince de tout soupçon d'hérésie : « Ma détermination, « dit Philippe, ne provient ni de faute commise « par lui, *ni d'atteinte portée* à la foi (*ni de que la* « *haya (la cùlpa) el principe en lo de la fé*). » La lettre au duc d'Albe est plus positive encore. « ... Comme « il pourrait arriver que des hommes égarés en ma- « tière de foi, pour donner autorité à leurs doctrines, « voulussent attribuer le traitement infligé au prince « à des soupçons de ce genre, vous avez à détrom-

« per tout le monde sur ce point... de même pour « ceux qui l'imputeraient à un acte de rébellion, car « il ne convient pas qu'on puisse croire pareille « chose... » Enfin, Ruy Gomez écrit à la cour de France : « Depuis plusieurs années, le roi s'était « aperçu du dérangement des facultés de l'infant. Il « s'était tû, espérant du temps un remède ; mais le « mal, au lieu de se guérir, a empiré. Transmettre « le sceptre en de pareilles mains, ce serait assurer le « malheur de l'Espagne et des États que Dieu lui a « confiés. Sa Majesté, non sans d'inexprimables an« goisses, a donc résolu de séquestrer son fils, et de « le tenir sous bonne garde. »

Après avoir lu les lettres de Philippe II, on se trouve encore moins renseigné qu'avant sur le crime attribué au prince, et sur les chefs d'accusation de ce mystérieux procès. Le Tibère espagnol semble prendre un sinistre plaisir à dérouter toutes les conjectures, à réfuter tous les griefs, pour laisser planer sur son fils un obscur et inexorable soupçon. Trois suppositions sont seules admissibles : ou don Carlos est un traître et un rebelle, qui a conspiré contre la vie de son père ; ou c'est un hérétique qu'il faut livrer à l'inquisition ; ou c'est un maniaque qu'il faut enfermer, comme incapable de régner. De ces trois crimes, le seul dont Philippe, dans ses lettres, n'ait pas disculpé son fils, c'est le dernier ; et pourtant nous ne croyons pas que ce soit celui-là, le seul réel, qui ait été la cause de sa mort. Sérieusement, un pauvre fou comme l'infant n'a jamais pu conspirer contre son père, ni se liguer avec ses ennemis ; une tête aussi faible était hors d'état de creuser les profonds mystères de notre foi ; un prince élevé

dans la superstition, et qui a laissé un testament plus catholique encore que celui de Charles-Quint, n'a jamais pu mériter l'honneur d'être appelé un hérétique; mais le cardinal Espinosa, mais les espions qui l'environnaient, ont pu exploiter ses imprudences continuelles, lui faire des crimes de ses folies, et persuader au soupçonneux monarque que son fils conspirait contre lui et contre la foi. Le soupçon, une fois accueilli, est devenu bientôt une certitude, et don Carlos, devant des juges prévenus, a été condamné avant d'être jugé.

Si la folie eût été le seul crime du malheureux infant, on se demande à quoi bon ce procès qui prenait peu à peu les allures d'un procès de haute trahison? Si don Carlos était fou, pouvait-il être coupable, et séquestrer ne suffisait-il pas, sans que l'on songeât à punir? Mais, comme Tibère encore, dont il faut relire le règne, quand on veut étudier celui de Philippe II, le roi savait semer contre ses ennemis les imputations les plus odieuses, et trouver des crimes à ceux qu'il voulait frapper. Le nonce du pape demande au grand inquisiteur ce qu'il doit penser du bruit partout répandu, que l'infant est en prison pour avoir conspiré contre la vie de son père. L'inquisiteur, sans nier le grief, l'aggrave encore par de vagues inculpations d'hérésie. L'envoyé d'Espagne auprès de Pie V écrit à son maître : « Sa Sainteté loue hautement le parti qu'a « pris Votre Majesté; elle est convaincue que le « christianisme ne peut se maintenir que si Votre « Majesté vit encore de longues années et laisse « après elle un successeur qui marche sur ses tra- « ces. » Enfin les relations de l'infant avec les

envoyés flamands fournissaient encore un texte d'accusations, et les courtisans n'eurent garde de le négliger. N'oublions pas que Montigny, le frère de Hornes, venait, peu de temps auparavant, d'être jeté en prison par Philippe; que Marguerite de Parme se plaint sans cesse à son frère que ses lettres les plus confidentielles reviennent d'Espagne en Flandre dans les mains des nobles qu'elle lui a dénoncés. Ajoutons-y les préventions, déjà anciennes, de Philippe contre don Carlos, la haine du fils motivée par celle du père, ses folles menaces, ses projets de fuite, plus insensés encore, et la vérité se fera jour peu à peu à travers tous ces nuages. L'on arrivera à conclure que le roi, décidé en tout cas, à écarter son fils du trône, en vint au moins à désirer sa mort, sinon à l'ordonner; et les désirs des rois, en pareille circonstance, sont toujours des ordres pour ceux qui les entourent.

Un voile épais couvre encore cette étrange procédure. Le Vatican enferme sans doute dans ses archives muettes le mot de cette énigme. S'il faut en croire Motley (II, 227), ce mot nous sera bientôt révélé; M. Gachard espère obtenir de Rome une copie de la deuxième lettre où Philippe II raconte au pape Pie V le procès du prince, son arrestation et sa fin tragique. Mais, quelle que fût la sentence rendue, tout le monde la devina. Le prince était exclu de la succession au trône, et ne devait jamais recouvrer sa liberté. Sa captivité fut encore resserrée. Une consigne inflexible pesa sur ses gardiens comme sur lui. Vainement l'Empereur et sa femme intercédèrent auprès de son père : « L'infant, répondit le roi, ne « sortira jamais de sa chambre ; il faut renoncer à

« l'idée de le marier avec la princesse Anne. » La reine de Portugal s'offrit à venir s'enfermer avec lui, « pour le soigner comme une mère dans son « affliction ; » le roi répondit encore par un refus. Élisabeth elle-même insista auprès de son époux pour visiter l'infant dans sa prison ; elle ne fut pas plus heureuse. Enfin, le généreux don Juan, bravant les ressentiments du roi, osa paraître à la cour, vêtu de noir, et porter le deuil de son neveu encore vivant ; il n'y gagna qu'une sévère admonition du monarque, et la certitude que rien ne fléchirait sa décision. L'Aragon et la Catalogne, moins façonnés au joug que la Castille, réclamèrent en faveur de l'héritier du trône ; mais leurs députés, arrêtés en chemin, ne purent pas même arriver jusqu'au roi.

A dater de ce jour, don Carlos cessa d'exister pour l'Espagne et pour sa famille. Venait-on à prononcer son nom, chacun mettait le doigt sur ses lèvres. Puis, à force de se taire sur cet étrange événement, on finit par l'oublier. Le nom et le souvenir du prince captif s'effacèrent de la mémoire des hommes. « On « s'occupe aussi peu de l'infant, dit l'envoyé de « France, que s'il était déjà mort depuis dix ans. » Le roi, prisonnier volontaire, ne sortait plus du palais. Aux premiers transports du malheureux enfant avait succédé un muet désespoir. La fièvre ne le quittait plus ; l'estomac, tantôt épuisé de longs jeûnes, tantôt gorgé d'aliments, finit par rejeter toute nourriture. Les remèdes irritaient le mal, au lieu de le guérir. Bientôt il devint évident que le prince n'avait plus longtemps à souffrir. Ses écarts de régime, l'eau glacée, dont il inondait son lit et ses membres, tout conspirait à hâter sa fin. A ce moment, s'il faut en

croire le nonce, un brusque changement s'opéra dans les pensées du mourant : la grâce divine vint tout d'un coup l'éclairer de ses rayons. Dans une religion qui se contente le plus souvent de pratiques extérieures, il est difficile de savoir si le cœur est réellement touché; mais on aime à croire qu'un Dieu de miséricorde envoya ses consolations sur ce lit où languissait l'héritier de la Castille. L'infant se confessa avec tous les signes d'une piété sincère : il adora humblement l'hostie que son estomac soulevé ne pouvait plus recevoir. Il avait fait son compte de mourir à la vigile de Saint-Jacques, mais quatre jours l'en séparaient : « J'ai donc encore, s'écria-t-il « douloureusement, quatre jours à souffrir ! » Sa tante, sa belle-mère, demandèrent à venir adoucir ses derniers instants; elles ne purent l'obtenir. Mais, au grand étonnement de tous, il exprima le désir, avant d'expirer, de voir encore le roi son père, déclarant qu'il lui pardonnait et qu'il voulait mourir en paix avec tout le monde. Ce dernier vœu ne fut pas même exaucé. Tant que le prince conserva ses facultés, Philippe refusa de le voir. Seulement, quand le malade, privé de tout sentiment, fut incapable de voir et d'entendre, le roi se glissa sans bruit dans la chambre. Étendant la main sur son fils mourant, il fit sur lui le signe de la croix, et lui donna sa bénédiction. Puis il s'en retourna, sans parler, comme il était venu, « affligé sans doute, nous dit « Cabrera, son historiographe, de la perte de son « fils, mais rassuré sur ce qui lui importait le plus, « sur le salut de son âme. »

Le 24 juillet était le jour que le prince avait lui-même assigné à sa mort. Il était un peu plus de mi-

nuit. Quelqu'un murmura à côté de lui que la vigile de Saint-Jacques venait de commencer; le mourant l'entendit, et se dressa sur son séant. Un éclair de joie brilla dans ses yeux, et frappant sa poitrine affaiblie, pour demander à Dieu pardon de ses fautes, il retomba en arrière, et expira doucement, sans une plainte, sans un soupir. Le nonce, auquel nous devons ce touchant récit, témoigna hautement son édification d'une fin aussi chrétienne. Le prince avait demandé à être enterré en habit de franciscain. Ce dernier vœu fut rempli. Son corps fut porté en grande pompe à sa dernière demeure, à travers un immense concours de peuple, qui ne songeait à cacher, ni ses soupçons, ni ses regrets. Philippe ne se mêla pas au cortége funéraire; mais il le regarda passer d'une des fenêtres de son palais. Le cercueil fut porté d'abord au couvent de Saint-Domingo el Real, où l'infant avait choisi son dernier asile, et plus tard à l'Escurial. Dans toutes les églises, des services furent célébrés; mais aucune oraison funèbre ne fut prononcée. Le silence convenait seul à une pareille fin, et répondait aux sentiments qui remplissaient tous les cœurs.

Ainsi s'éteignit à vingt-trois ans, dans une lente agonie, ce prince qui, durant sa courte vie, ne connut pas un instant de bonheur. Bien des bruits ont couru, en Espagne et ailleurs, sur sa fin prématurée. Suivant Llorente, auteur dont l'irréflexion et la partialité infirment souvent le témoignage, le procès ne se serait terminé que peu de jours avant la mort de don Carlos. Le prince, privé d'avocats, aurait été déclaré coupable de haute trahison, comme ayant attenté à la vie de son père, et aspiré à la souverai-

neté de la Flandre. Les juges, reculant devant la pensée de mettre à mort l'héritier du trône, auraient supplié le roi de déclarer « que le rang du coupable « le mettait au-dessus des lois, » et d'adoucir la rigueur de sa captivité; mais Philippe aurait répondu que, « dût son cœur de père en saigner, il voulait « laisser la loi suivre son cours; que sans recourir à « des mesures violentes, il suffisait de se relâcher « des précautions prises pour le régime du prince, « et que ses excès ne tarderaient pas à le conduire au « tombeau. » C'est alors que Ruy Gomez, d'accord avec le médecin, aurait administré au prince une médecine, donnée si à propos que la mort n'aurait pas tardé à s'ensuivre.

Le prince d'Orange, dans son *Apologie*, a recueilli ces bruits accusateurs, et s'en est fait contre Philippe une arme terrible : on s'étonnera peut-être de cette violence de langage chez le calme Guillaume; mais il écrivait ces lignes sous le poignard des assassins, soldés par Philippe II et bénis par ses prêtres, et il a fini par tomber sous leurs coups... « Le roi a « eu dispense, direz-vous. De qui? du pape de « Rome, qui est un Dieu en terre. Certes, c'est ce « que je crois, car le Dieu du ciel ne l'aurait jamais « accordée... Voilà pourquoi a été adjousté à ses « horribles fautes un cruel parricide, le père meur- « trissant inhumainement son enfant et son héritier, « affin que par ce moien le pape eust ouverture de « dispense d'un si exécrable inceste. Si doncq nous « disions que nous rejettons le gouvernement d'un « tel roi, incestueux, parricide et *meurtrier de sa* « *femme*, qui nous pourroit accuser justement?... « Quant à don Carlos, n'étoit-il pas notre seigneur

« futur et maistre présomptif? Et si le père pouvoit « alléguer contre son fils cause idoine de mort, es« toit-ce point à nous, qui avions tant d'intérest, « plustôt à le juger, qu'à trois ou quatre moines ou « inquisiteurs d'Espaigne? »

Nous ne discuterons pas tous ces bruits hasardés. Il suffit de s'en tenir aux faits hors de contestation pour affirmer que Philippe, sans employer ni le fer, ni le poison, fut réellement le meurtrier de son fils. Une nature faible et violente, toujours en face d'une idée fixe, entre le désespoir et la folie, devait succomber à la fin. La réclusion absolue, la privation d'air et de mouvement, suffisaient pour amener la mort en peu de temps. Le poison même eût été moins sûr, et eût laissé plus de traces. Les historiens étrangers sont unanimes pour rendre Philippe responsable de la mort de son fils. Les historiens espagnols, si leur plume avait été libre, auraient tenu le même langage. Nous n'en voulons pour preuves que les lignes suivantes de Cabrera, le panégyriste de Philippe II : « Les uns, dit-il en parlant de ce prince, « l'appelaient *le prudent*, et d'autres *le sévère, car de « son sourire à son poignard il n'y avait jamais loin* (*su « risa y cuchillo eran confines*)... Le jeune prince « avait pensé et parlé avec un ressentiment mal con« tenu, mais il n'avait pas agi; et sans user de vio« lence, le roi aurait pu corriger un fils imprudent. » « Que pouvait écrire de plus, ajoute M. Lafuente, « que pouvait de plus donner à entendre un servi« teur de Philippe II, qui le fut après lui de son fils « Philippe III? »

Malgré la pitié sincère que nous inspire ce pauvre maniaque, nous ne pouvons en conscience plaindre

l'Espagne d'avoir échappé au malheur de l'avoir pour roi. On frémit à la pensée que les destinées de tant de millions d'hommes auraient pu être remises, par un caprice de l'hérédité, aux mains d'un fou et d'un idiot, dont le vertige du pouvoir aurait achevé de troubler la faible tête. Certes, après toutes les folies de son fils, Philippe aurait dû l'enfermer et l'exclure de la succession au trône; mais là s'arrêtaient les droits d'un père, et le crime commence là où ces droits ont fini!

ÉLISABETH DE FRANCE.

Le vide allait se faire autour de Philippe II, dans ce palais, devenu la prison, puis le tombeau de son fils. Trois mois après la mort de l'infant, Élisabeth de France, reine d'Espagne, mourait en donnant le jour à une fille, qui ne survécut pas à sa mère. Dans ces deux morts qui se suivirent de si près, le peuple ne vit pas la main de Dieu, il ne vit que celle du roi. Mais en histoire, la lumière ne se fait qu'à l'aide du temps et de la distance; et maintenant que toutes les passions contemporaines sont calmées, que tous les témoins ont comparu, nous n'hésitons pas à prononcer que, si Philippe fut coupable de la mort de son fils, il est innocent de celle de son épouse. Que le poëte, après cela, se soit emparé de ce drame tout fait; qu'il ait prêté à don Carlos une passion criminelle partagée par sa belle-mère, et punie sur tous deux par un époux et un père offensé, il n'a fait qu'user de son droit. Mais, quel que soit le prestige dont le génie sait parer ses créations, la réalité toute

nue a ici un charme supérieur à la fiction. Le drame de Schiller, œuvre de sa jeunesse, a le tort de mentir à la vraisemblance en même temps qu'à l'histoire. Sauf Philippe II, aucun de ses personnages n'est ni de son siècle, ni son pays. Le vrai don Carlos, ce pauvre maniaque, mourant à petit feu dans sa prison, est cent fois plus digne d'intérêt que ce don Carlos imaginaire et son ami Posa, rêveur allemand du XIX[e] siècle, plus dépaysé encore en Espagne, et plus impossible que lui.

Quant à l'héroïne du drame, Élisabeth de France, appelée Ysabel par les Espagnols, jamais princesse étrangère ne vint régner dans ce pays sous de plus heureux auspices; l'Espagne ravie lui décerna tout d'une voix le nom d'*Ysabel de la Paix*. Le duc de l'Infantado, chargé de recevoir à la frontière la fiancée de son roi, déploya dans cette occasion le luxe traditionnel de la grandeur espagnole. C'est à Roncevaux, nom de sinistre augure, que la princesse fut remise aux mains des Espagnols, après plusieurs jours employés à régler les questions d'étiquette, si graves aux yeux des Castillans. Dès l'abord, la jeune reine charma ses nouveaux sujets, par son enjouement modeste et la grâce de ses manières. C'est à Guadalajara que l'attendait son époux, et que le mariage devait être célébré. Elle y entra, maniant avec grâce un palefroi blanc comme la neige, au milieu des acclamations d'un peuple enivré. Sa belle-sœur, doña Juana, la reçut dans la cour du palais, et la conduisit dans le salon d'honneur, où Philippe, enchaîné par l'étiquette, attendait gravement sa fiancée.

Élisabeth de Valois avait alors quinze ans, et Philippe trente-quatre. C'était, au dire de Brantôme,

« une vraie fille de France, discrète et avisée autant « que belle, et bonne autant que jamais femme le « fust. Ses cheveux et yeux noirs adombroient son « teint... Sa taille estoit très-belle, et plus grande que « toutes ses sœurs... Les seigneurs ne l'osoient re- « garder de peur d'en être espris, et en causer ja- « lousie au roy son mari, et courir fortune de leur « vie... » Tolède, où le roi et sa jeune épouse s'arrêtèrent quelques semaines, se distingua par l'éclat de ses fêtes. Le Saint Office voulut aussi offrir la sienne, et un *auto-da-fé*, empreint d'une splendeur inaccoutumée, vint attrister les regards de la jeune reine. Mais tous ces plaisirs furent brusquement interrompus : la reine fut atteinte de la petite vérole. On craignit pour sa vie d'abord, et ensuite pour sa beauté; mais elle finit par échapper à ce double danger. Pendant sa maladie, Philippe témoigna pour sa femme la tendresse la plus vive. Plus tard, violant pour elle l'étiquette de sa cour, il lui permit de se montrer sans voile à ses sujets, tandis que sa sœur Juana, fidèle à l'usage espagnol, ou plutôt musulman, ne paraissait jamais en public le visage découvert.

Bientôt la jeune reine parla couramment l'espagnol avec un accent étranger, empreint d'une gaucherie pleine de grâce. Mais ce qui lui gagna surtout les cœurs, ce fut son empressement à adopter tous les usages castillans. « Jamais reyne, dit encore Bran- « tôme, depuis les jours d'Isabelle la *Catholique*, n'a- « voit été aussi populaire... Et bien heureux celuy « qui pouvoit le soir dire : « J'ay veu la Reyne! » Une rivalité bien naturelle s'éleva bientôt entre les dames d'honneur espagnoles et françaises. Élisabeth,

après avoir essayé en vain de les réconcilier, n'hésita pas à sacrifier ses compatriotes, et les renvoya comblées de ses faveurs. Sa maison était montée sur un pied de magnificence plus que royale. A ses repas, qu'elle prenait seule, la reine n'avait pas moins de trente dames pour la servir. Dans cette cour féminine, qu'attristait rarement le sombre visage du roi, la musique, la danse, les bouffons, et surtout la douce gaieté de la reine, aidaient à passer les heures, bien longues souvent dans les palais des rois.

En 1563, Philippe quitta Valladolid, résidence favorite de son père, pour fixer au centre de la Péninsule le siége de la royauté. Madrid, jusque-là, n'avait été qu'une ville de second ordre; vers la fin du siècle, elle comptait déjà trois cent mille habitants. L'étranger, habitué au riant coup d'œil des campagnes de la France et de l'Italie, a peine à se faire au morne aspect de cette grande ville, isolée au milieu d'un désert, où à perte de vue, on n'aperçoit ni un arbre ni une maison.

Après la mort de son fils, le roi s'était retiré pendant quelques semaines dans un couvent, comme pour fuir tous les regards : « Il sent son malheur en « père, écrivait le nonce au pape, et il le supporte en « chrétien. » La plaie saignait encore quand la mort d'Élisabeth vint la rouvrir, par un coup bien autrement sensible. Une reine de vingt-trois ans ne pouvait guère avoir d'empire sur un époux qui avait presque deux fois son âge; mais ce que nous savons, c'est que Philippe l'aima autant qu'il pouvait aimer, et qu'elle fut aussi heureuse que pouvait l'être la femme de Philippe II. Nous en avons pour témoin Élisabeth elle-même : « Vous dirés-je, Madame,

« écrit-elle à sa mère, que si ce n'estoit la bonne « compaignie, et l'heur que j'ay de veoir tous les « jours le Roy mon seigneur, je trouverois ce lieu « l'un des plus fascheux du monde. Mais je vous « assure que j'ay un si bon mari, et suis si heureuse, « que quand il le seroit cent fois davantage, je ne « m'y fascherois point. » L'envoyé de France écrit à sa cour, en 1562, que « le roi continue à chérir la « reine de plus en plus, et que son influence sur lui « a triplé depuis quelques mois. » Plus tard, un autre envoyé écrit encore à la reine : « Je vous assure, « Madame, que la Reine, vostre fille, vit dans le plus « grand heur du monde, en raison de la parfaicte « amytié qui l'unist à son mary. » Et il ajoute que le roi lui a déclaré que, « s'il venait à perdre son épouse, ce serait le coup le plus pénible qui le pût atteindre. »

Le peuple espagnol avait salué, avec une joie qui tenait du délire, l'espoir d'avoir bientôt un héritier du trône, un fils de cette aimable reine qui avait su gagner tous les cœurs. Mais ces espérances devaient être trompées. Les médecins, au début de la grossesse, s'abusèrent sur l'état de la reine; des remèdes donnés à contre-temps, altérèrent sa constitution. Vers le milieu de septembre, la fièvre s'empara d'elle et ne la quitta plus. Après l'accouchement, qui fut très-pénible, les syncopes devinrent plus fréquentes et plus graves, et bientôt l'on désespéra de sa vie. Mais ici apparaît dans toute sa grandeur la foi de cette digne héritière d'Ysabel sur le trône de Castille. En voyant à ses côtés ses femmes en pleurs, elle eut pour chacune d'elles un mot affectueux; « elle « leur demanda pardon » comme si elle n'avait pas

« été pour elles une mère bien plutôt qu'une maî-« tresse. » Elle remplit les devoirs de sa religion avec une foi humble et fervente qui édifia tous les assistants. Sa dernière entrevue avec son mari ne fut pas moins émouvante. Elle lui recommanda, avec la tendresse d'une mère, les deux filles qu'elle avait eues de lui, et les dames de sa maison. Elle l'engagea à vivre toujours en paix et amitié avec la maison de France. Le roi ne montra pas moins d'empire sur lui; puis il se retira dans sa chambre « en grande « angoisse, ajoute Fourquevaux, l'ambassadeur, « comme un bon mary qu'il estoit. » Enfin il lui envoya un morceau de la vraie croix, qu'il aurait pu, ce semble, lui apporter lui-même. La mourante baisa cette relique avec ferveur, et la garda pressée dans sa main, aussi longtemps qu'elle vécut.

Avant de mourir, la reine voulut voir l'ambassadeur français, dont la vue lui rappelait son pays et tous les êtres aimés qu'elle allait quitter pour ne plus les revoir. « Vous me voyez, lui dit-elle, prête à sor-« tir de ce vain monde pour passer dans un meilleur « et plus plaisant royaume, où j'espère demeurer « pour toujours avec mon Dieu. Dites à la reine ma « mère, et au roi mon frère, de se consoler en pen-« sant qu'aucune des joies d'ici-bas ne m'a rendue « aussi heureuse que la perspective de me réunir à « mon Sauveur. Je serai bientôt mieux placée pour « prier le Seigneur de les protéger, et de leur faire « accepter ma perte... » Et comme l'ambassadeur s'efforçait de lui persuader que sa fin n'était pas si prochaine : « Vous verrez bientôt, reprit-elle, que je « ne me suis pas trompée; mais Dieu m'a fait la grâce « de mépriser le monde et ses grandeurs, et de con-

« centrer toutes mes espérances sur lui et sur Jésus-
« Christ. Croyez-moi, jamais pensée n'a été pour moi
« moins pleine d'anxiété que celle de ma mort. » Puis,
après avoir écouté, avec une entière conscience d'elle-
même, les exhortations de son confesseur, « une lé-
« gère angoisse sembla passer sur elle, dit Fourque-
« vaux ; mais elle se calma bientôt ; et les yeux tout
« grands ouverts et fixés sur moi, comme si elle eût
« voulu me donner un dernier ordre, elle expira si
« tranquillement qu'il eût été impossible de dire le
« moment où elle avait cessé de vivre. »

LIVRE XXVII

CHAPITRE PREMIER

RÉVOLTE DES MAURES DES ALPUJARRAS.

1569.

C'est une triste histoire que celle des Maures demeurés en Espagne après la conquête de Grenade. Comme cette poignée de Juifs qui campent encore aujourd'hui sur les ruines de leur cité sainte, les Maures, en s'obstinant à rester sur ce sol qui les repoussait, se vouaient eux-mêmes à la servitude et au mépris. En demeurant côte à côte avec leurs vainqueurs sur cette terre fertilisée par leur industrie, un seul espoir les soutenait; ils rêvaient, comme les Juifs, un messie politique qui vînt ressusciter leur empire déchu. On sait où devaient aboutir tous ces rêves. Déjà, sous le règne d'Ysabel, le fanatique Ximenez (*voyez* t. VI, p. 152) avait donné le signal de la persécution contre les Maures de Grenade. Le prélat, il est vrai, n'avait songé d'abord qu'à les convertir et non à les chasser; mais ce système de con-

versions forcées, dictées par la peur ou par l'intérêt, ne pouvait faire que des hypocrites, et non des chrétiens. Avec des maîtres comme les Espagnols et des sujets comme les Maures, il n'y avait qu'une chose de logique, c'était d'expulser ces derniers de la péninsule. Ysabel, en 1492, l'avait fait pour les Juifs, et cinquante mille familles avaient été bannies d'un seul coup; mais les Maures étaient bien autrement nombreux : leur race était plus résistante et moins façonnée au joug; enfin Ysabel se sentait les mains liées par la capitulation de Grenade. Délivrée de ce traité par les saintes violences de Ximenez et par l'insurrection de Grenade, elle achemina ses successeurs vers la voie où ils devaient marcher plus tard en condamnant tous les Maures à recevoir le baptême ou à sortir de la péninsule.

Les plus courageux, les plus sincères partirent les premiers au nombre de quatre-vingt mille. Comme nos glorieux bannis de la Révocation, ils sacrifièrent, sans hésiter, à leur foi tout ce qu'ils possédaient ici-bas, et n'emportèrent dans l'exil que cette foi proscrite. Les timides restèrent seuls : au prix d'une lâche apostasie, ils gardèrent leurs biens, et se firent chrétiens, des lèvres, mais non pas du cœur. Les plus riches, établis à Grenade, dans le quartier populeux de l'Albaycin, y constituaient, comme les Juifs à Rome dans leur *ghetto*, une population vassale que les chrétiens n'avaient pas de peine à contenir. Énervés par le luxe, tout entiers à leur commerce ou à leurs plaisirs, les Maures Grenadins se sentaient peu portés aux mesures extrêmes. Avec quelques concessions, quelques égards, rien n'était plus facile que de les dominer, et même de gagner

leur affection, comme l'avaient su faire, sous Ysabel, l'archevêque et le gouverneur de Grenade.

Il n'en était pas de même des populations mauresques réfugiées avec leur industrie et leur courage sur les âpres plateaux des Alpujarras. Là aussi, domptés par la conquête, ils avaient dû subir le joug et recevoir ce baptême dérisoire que le cœur n'avait pas ratifié. Baptisés en masse avec une branche d'hysope par Ximenez ou par ses acolytes, souvent ils prétendaient, pour se faire un titre à rester musulmans en secret, que « l'eau bénite ne les avait pas touchés[1]. » Des églises avaient été bâties dans chacun de leurs villages ; mais les pasteurs, rebutés de leur tâche ingrate, ignorant la langue de leurs ouailles, se contentaient d'une adhésion extérieure aux formes du culte. Aussi ce christianisme officiel, imposé par la force, cachait-il chez ces montagnards une foi ardente à la religion de leurs pères. Un indomptable levain de rébellion couvait dans ces masses, aigries par le dédain, fanatisées par les violences de leurs maîtres. Depuis le désastre du *Rio Verde*, infligé par eux aux armes espagnoles, ils savaient que, dans leurs défilés, l'inégalité du nombre disparaissait, et que le terrain même combattrait pour eux. Vaincus, mais non domptés, dans leur premier essai de révolte, ils ne se souvenaient que d'une chose, c'est qu'ils pouvaient vaincre s'ils se révoltaient encore. Les armes, cachées sous le foyer du laboureur, pouvaient en sortir au besoin. Les tours isolées (*atalayas*) dont leurs montagnes sont encore couvertes, point d'appui de la conquête, pou-

1. Geron. Corella, *Conversion de Los Moriscos*, ms. cité par Prescott.

vaient le devenir de la résistance. Il ne leur fallait pour cela que deux choses, un prétexte pour commencer la révolte et un chef pour la diriger.

Placés entre le bûcher, l'exil et l'apostasie, la plupart avaient choisi la dernière, mais pour un temps seulement, en attendant l'heure de jeter le masque. On a vu sous Charles-Quint, en 1526 (t. VII, p. 264), l'insurrection manquée des Maures de Valence, les mosquées fermées, et le baptême devenu le dernier refuge de cette population vaincue. Plus heureux, les Maures de Grenade avaient acheté 80,000 ducats la liberté de conserver au moins leurs biens, leurs armes et leurs costumes nationaux ; mais l'état d'insurrection, presque permanente, de cette race opprimée atteste à la fois l'intolérance des vainqueurs et les souffrances des vaincus. Sous un prince comme Philippe II, la condition des *nouveaux chrétiens* avait peu de chances de s'améliorer. Philippe, à l'inverse de son père, faisait passer les intérêts de sa couronne après ceux de sa foi. Toutes les villes du midi, depuis Valence jusqu'à Malaga, regorgeaient de Maures ; ni les proscriptions, ni l'exil n'avaient sensiblement diminué leur nombre ; comme l'herbe qu'on fauche, cette population vivace semblait repousser sous le fer. L'inquisition les couvait de son œil vigilant, et malheur à qui aurait manqué d'observer les formes extérieures du culte ! Aux rigueurs du saint office, ajoutez encore le despotisme tracassier de l'autorité civile qui intervenait dans tous les détails de leur vie. Ainsi les campagnards un peu à l'aise se servaient, pour cultiver leurs champs, d'esclaves nègres qu'ils instruisaient dans la religion de Mahomet. Sur les instances des Cortès, en 1560, on leur

ôta cette faculté, et un grave préjudice fut porté à leurs intérêts, en même temps qu'on dérangeait les habitudes de leur vie.

L'autorité militaire, heureusement pour les vaincus, se montra plus tolérante que l'autorité civile. Le capitaine général de la province était encore un comte de Tendilla. La justice comme l'humanité semblaient héréditaires dans cette noble famille. Tendilla répondait au roi de la tranquillité de Grenade; et, en effet, si lui seul y eût dominé, Grenade ne se fût jamais soulevée. Jusque-là on avait toléré pour les Maures de la ville l'usage de porter les armes à leur ceinture. Tout d'un coup, un décret royal vint le leur défendre, sous peine de six ans de galères. L'irritation fut générale, les Maures refusèrent de livrer leurs armes. Bon nombre, pour échapper au châtiment, se réfugièrent dans les Alpujarras, et grossirent le nombre des malfaiteurs qui les ont infestées de tout temps. Les violences des soldats qui, sous prétexte de maintenir l'ordre, vinrent rançonner le pays, semèrent partout de nouveaux ferments de révolte; enfin un réseau d'oppression et de tyrannie de détail enveloppa cette race proscrite sans lui laisser même la liberté de se mouvoir[1].

L'autorité religieuse, représentée sous Ysabel par le pieux et humain Talavera, était alors dans les mains d'un prélat fanatique, Guerrero, archevêque de Grenade. Un mémoire, adressé par lui au roi en 1566, demanda les mesures de répression les plus

1. Marmol, *Rebelion y castigo de Los Moriscos*, lib. II; Mendoza, *Guerras de Granada*, lib. I; Hita, *Guerras de Granada*, t. II; Circourt, *Hist. des Arabes d'Espagne*, t. II, p. 268; Ferreras, *Hist. general de España*, t. IX, p. 524; Vander Hammen, *Don Juan de Austria*, fol. 55.

sévères contre les apostasies des *nouveaux chrétiens*. « Les Maures, disait le prélat, font tous, aux termes « de la loi, baptiser leurs enfants; mais ils se hâ- « tent, pour effacer les traces du baptême, de les « circoncire et de leur donner des noms musulmans. « Ils se marient à l'église, mais pour recommencer « la cérémonie suivant leurs rites impies, et se livrer « ensuite à leurs danses et à leurs jeux profanes. « Enfin, ils enlèvent les enfants chrétiens pour les « faire vendre en Barbarie, puis circoncire et élever « dans la religion de Mahomet. »

Philippe confia l'examen de la question à une junte présidée par Espinosa, grand inquisiteur. Le duc d'Albe y siégeait, et, chose étrange, il n'inclina pas pour la rigueur; mais sauf lui, tout le monde fut d'accord pour appliquer à la plaie le fer et le feu. On résolut de remettre en vigueur un décret rendu en 1526 par Charles-Quint, dont le bon sens pratique avait reculé devant son application. Ce décret portait : « Prohibition absolue aux Maures de parler et « d'écrire la langue arabe, en public *ou chez eux;* « ordre de ne parler ou d'écrire qu'en castillan, de « livrer leurs livres arabes pour qu'on les brûlât, « de renoncer à tous leurs rites, costumes, noms et « coutumes mauresques, et à l'usage des bains « chauds, devenus une des nécessités de leur vie. « Leurs mariages devaient se célébrer en public, « d'après les rites chrétiens, et les portes de leurs « maisons rester ouvertes tout le jour de la noce, « afin que chacun pût s'assurer qu'ils n'avaient pas « recours à leurs rites proscrits. Leurs femmes en- « fin devaient circuler dans les rues à visage décou- « vert. » Ainsi l'on ne faisait pas grâce à une seule

des coutumes qui leur étaient chères, à celles même qui tenaient au fond de leur nationalité. L'odieux ici le disputait à l'absurde, quand on ordonnait à un peuple d'oublier sa langue natale, et de dépouiller la portion la plus intime de son être pour apprendre en trois ans une langue dont le génie répugnait à celui de son idiome national. A cette législation tyrannique les pénalités ne faisaient pas défaut : « la pre-« mière infraction était punie d'un mois de prison, « de deux ans d'exil et d'une amende de 600 à « 10,000 maravédis ; à la deuxième, les peines « étaient doublées ; à la troisième, outre les peines « susdites, le coupable était banni pour la vie. »

Philippe n'était pas homme à reculer comme son père devant la nécessité de sévir. Le décret fut signé par lui le 17 novembre. Un décret de ce genre n'a pas besoin de commentaires. On ne pouvait pas mieux réussir à blesser les fibres les plus délicates du cœur d'un peuple atteint à la fois dans ses affections, dans ses croyances, jusque dans la pudeur de ses femmes et les secrets de sa vie privée. Et qu'on ne croie pas que ce décret fût l'œuvre exclusive de quelques moines, aveugles instruments du fanatisme d'un despote. Non! l'Espagne, ici comme toujours, s'associait aux passions de son roi. Écoutons un grave historien, Salazar de Mendoza (*Monarq. de España*, t. II, p. 137) : « Il fallait que les Maures eussent bien « envie de se révolter pour y chercher prétexte dans « une mesure si juste, si louable et si propre à as-« surer leur salut. » Un théologien d'Alcala, consulté par Philippe, répond par ce proverbe expressif : « Moins il y a d'ennemis, mieux cela vaut » (*De los enemigos, menos*). Quelques-uns des auteurs

du décret, en posant le principe, auraient voulu retarder l'application; mais ni le roi, ni Espinosa n'étaient hommes à s'accommoder de ces ménagements. Un des membres les plus zélés de la junte, auditeur du saint office, Deza, fut nommé chancelier de Grenade et chargé de l'exécution du décret, concurremment avec l'autorité militaire. Enfin, par un raffinement d'insulte et de cruauté vraiment diabolique, on choisit pour porter ce dernier coup à la nationalité musulmane le 12 janvier, jour de triomphe pour les chrétiens, de honte et de deuil pour les Maures, car c'était l'anniversaire de la prise de Grenade.

A l'heure fixée, toutes les autorités de la ville s'acheminèrent en cortége vers l'Albaycin, et se rangèrent avec la garnison sur la vaste place de Bab-el-Bonat. La population mauresque, malgré les amers souvenirs que ce jour réveillait, n'avait pas osé manquer à la fête. La place était couverte d'une foule, toujours avide de spectacles quels qu'ils soient. Toutes les fenêtres regorgeaient de spectateurs. Les tours vermeilles (*torres vermejas*) de l'Alhambra, suspendues sur la cité conquise, rappelaient à ses enfants les jours de gloire où les bannières de l'Islam y flottaient au lieu de celles du Christ. Les tambours battirent, les trompettes sonnèrent, un silence solennel se fit parmi la foule. Un héraut lut à haute voix le fatal décret. Imaginer l'effet qu'il produisit sur cette race irritable est plus facile que de le décrire. Des larmes de honte ou de rage coulaient de tous les yeux; l'effroi chez les lâches, la colère chez les braves, l'exécration chez tous, tel fut l'écho qui répondit à cet outrage public adressé à un peuple chez qui le sentiment

de l'honneur survivait à la perte de sa nationalité. Les plus ardents parlaient de courir aux armes ; mais les plus riches, les plus prudents parvinrent, non sans peine, à contenir cette première explosion : « Peut-être, disaient-ils, n'est-ce qu'un calcul pour « nous intimider ; peut-être le roi ne veut-il que ti- « rer de nous une plus grosse rançon. Son père a « rendu le même décret, mais n'a pas osé l'appli- « quer. Négocions donc avant de combattre, et ne « recourons aux armes qu'après avoir épuisé toutes « les autres voies. »

L'avis était sage, et il fut enfin écouté. Les chrétiens, d'ailleurs, étaient sur leurs gardes, les troupes prêtes à agir. Les Maures allèrent chez eux cacher leurs rancunes. On s'entendit avec les montagnards pour ajourner et préparer à la fois l'insurrection. On se mit en mesure d'envoyer un député à Madrid, et un des notables de l'Albaycin se chargea de réclamer auprès du chancelier. Marmol nous a conservé son discours : « Après avoir rappelé que le traité de « Grenade laissait aux vaincus leur foi, leurs cou- « tumes et leurs lois, il signale avec courage toutes « les infractions qu'y ont faites les *rois catholiques* et « leurs successeurs. Il démontre tout ce qu'il y a « d'odieux et d'impossible à la fois à vouloir faire « abandonner à un peuple la langue de ses pères, « celle où il pense, sent et parle depuis qu'il existe, « pour adopter la langue et les mœurs d'un peuple « étranger. Que feront les vieillards au bord de la « tombe pour apprendre la langue de leurs enne- « mis ? Hors des villes, quel moyen pour nous de la « savoir ? Mais on veut nous pousser à bout, afin que, « fuyant des peines sans proportion avec le délit, les

« uns quittent pour jamais ce pays où ils sont nés, « et les autres se fassent voleurs de grand che« min... »

Le chancelier répondit froidement « qu'une réso« lution si sainte et si mûrement délibérée ne pou« vait pas se révoquer, et que Sa Majesté regardait « le salut d'une seule âme comme d'un prix bien « supérieur à tous les revenus qu'il tirait des Mau« res. » Il intima au député qui allait partir pour Madrid l'ordre de suspendre son voyage, « car la « décision de Sa Majesté était irrévocable. » Tendilla, par bonheur, se trouvait alors à la cour ; blessé de n'avoir point été consulté, il témoigna hautement à Espinosa son mécontentement d'une mesure dont tous les inconvénients retombaient sur lui. Le cardinal répondit avec hauteur que telle était la volonté du roi, et que le comte n'avait autre chose à faire qu'à retourner au plus vite à Grenade la mettre à exécution.

Un noble Andaloux, don Juan Henriquez, établi à Baza, s'était fait chérir des Maures par sa tolérance et son humanité. En toute occasion, il était leur avocat auprès des autorités locales. On lui demanda de l'être encore auprès du roi, et il accepta ce périlleux mandat. Il remit à Philippe un mémoire où les opprimés exposaient leurs griefs avec une fermeté respectueuse. Le roi, sans daigner l'ouvrir, répondit « qu'il s'était consulté à cet égard avec des hommes « de science et de conscience, et que, d'après leur « avis, il se sentait obligé de faire ce qu'il avait fait.» Henriquez ne fut pas plus heureux auprès du cardinal. « Je m'étonne, dit ce dernier, qu'une personne « de votre qualité ait accepté une pareille mission.»

« C'est précisément cette qualité, reprit Henriquez,
« qui me fait un devoir de me mêler d'une affaire
« d'où dépend le salut du royaume. »

Les révoltés n'avaient plus à choisir qu'entre deux partis, la soumission ou la révolte. Près d'une année avait été consumée dans ces négociations. Le dernier jour de décembre était le terme fatal où les Maures devaient dépouiller les derniers restes de leur nationalité. Le décret, promulgué à Grenade, avait été affiché dans chaque village, et proclamé du haut de toutes les chaires. Les montagnards inclinaient à la révolte, car ils n'avaient guère à perdre que leur vie, et que valait la vie pour un peuple qu'on condamnait à renoncer aux lois, aux coutumes, à la langue même de ses pères? De nouveaux actes d'arbitraire vinrent encore les pousser à bout. On enjoignit aux Maures, récemment établis à la ville, de retourner à la campagne, et de livrer leurs enfants, depuis trois ans jusqu'à quinze, pour être élevés dans des écoles chrétiennes. C'en était trop, à la fin! Dans Grenade même, on se mit à conspirer. Un teinturier, Farax ben Farax, issu de la race des Abencerrages, devint l'âme de tous les complots. Le jour de l'insurrection fut fixé au *jeudi saint*, 14 avril. Farax se chargea de faire entrer ce jour-là dans Grenade un corps de huit mille hommes levés dans les montagnes; mais l'autorité, avertie, fit si bonne contenance que les mécontents n'osèrent remuer, et le jeudi se passa sans accident.

Les Maures, sans se décourager, remirent leur attaque au samedi 1er janvier 1569. Ce long retard s'explique par une prophétie, très-répandue parmi eux, qui portait « que l'année de leur délivrance com-

« mencerait par un samedi. » Le secret fut gardé par un peuple entier, avec une fidélité exemplaire; pas une trahison, pas une indiscrétion même, pendant neuf mois, ne vint mettre les autorités sur la trace du complot. Les conjurés mirent ce temps à profit pour implorer le secours de leurs frères de Barbarie : mais ceux-ci venaient d'apprendre à leurs dépens ce que pesait le bras de Philippe II. Quelques volontaires seulement allèrent grossir les rangs des bandits des Alpujarras.

Cependant, les musulmans de Grenade cherchaient à endormir les soupçons de leurs maîtres par tous les témoignages extérieurs de la soumission. Les montagnards, moins habitués à feindre, attendaient en frémissant l'heure de la révolte. De temps en temps, quelques insurrections partielles, quelques coups de main désespérés annonçaient que le complot était mûr, et que le temps d'agir était venu. Ainsi le 15 décembre, une escouade de juges et d'alguazils, tribunal ambulant qui, sous prétexte de rendre la justice, allait semer la terreur dans les montagnes, fut égorgée en plein jour dans la plaine même de Grenade. Cinquante soldats escortaient un convoi de mousquets, proie bien tentante pour des insurgés; ils furent tous massacrés dans leurs lits, dans un des villages de la montagne. L'insurrection, qui couvait partout, éclatait à la fois sur des points divers; la contenir était impossible, attendre n'était qu'un danger de plus. Le plan fut arrêté. Les Maures de l'Albaycin devaient donner le signal en attaquant à la fois l'inquisition, l'archevêché et la chancellerie. Ils commenceraient par relâcher tous les prisonniers, massacrer le prélat et le chancelier, et se réuniraient

ensuite sur la *Viva-Rambla;* enfin des feux allumés sur les hauteurs devaient faire accourir les huit mille hommes de la *sierra* et de la vallée de Lecrin.

Tout ce plan, si bien combiné, échoua par la précipitation d'Aben Farax et la lâcheté des Maures de l'Albaycin. Le 23 décembre, Farax, persuadé que tout manquait s'il différait d'un jour, se décide à agir, sans s'être même concerté avec les Grenadins. Il réunit autour de lui, dans la montagne, cent quatre-vingts hommes résolus à tout braver, et se dirige vers la ville par une nuit de neige et de tempête. Amis comme ennemis, personne ne l'attendait. Farax et ses soldats, vêtus en Africains, afin de faire croire à un secours d'outre-mer, escaladent les murs de la ville; ils égorgent quelques sentinelles dispersées çà et là, et parcourent les rues de l'Albaycin, en appelant les Maures à l'insurrection : « Levez-« vous, leur crie Aben Farax, l'heure est venue! Vos « frères de la montagne descendent; ils seront ici avec « le jour, nous ne les précédons que de quelques « heures. » Les habitants de l'Albaycin, réveillés en sursaut, mettent la tête à la fenêtre; ils regardent avec méfiance cette poignée d'hommes qui viennent non pour les délivrer, mais pour les compromettre, et ils leur répondent froidement : « Vous êtes trop peu, et vous venez trop tôt. (*Pocos sois, y venis sin tiempo.*) » Puis, refermant leurs fenêtres, ils barricadent leurs maisons, éteignent leurs lumières, et abandonnent à leur sort Farax et sa petite troupe. Farax, hors de lui, leur reproche en vain leur tiédeur, leur lâcheté; pas une voix ne répond à la sienne, pas un habitant de l'Albaycin ne vient se joindre à

ces hardis aventuriers. Le coup de main est manqué, il faut songer à la retraite.

L'alarme cependant n'avait pas encore gagné la ville chrétienne; mais un poste de soldats, mis en fuite par Farax, va donner l'éveil aux autres. Le marquis de Mondejar qui, depuis bien des mois, ne dort plus que d'un œil, est bientôt sur pied avec ses troupes. La cloche de la cathédrale donne l'éveil à la cité. Farax comprend qu'il est perdu s'il tarde un instant de plus. Il se retire, bannières déployées, au son de sa musique barbare qui semble défier les chrétiens. L'attaque avait été si imprévue, si soudaine, que les Grenadins, pâles de terreur, ne comprirent le danger que quand ils étaient déjà loin. La hardiesse de l'entreprise ne leur avait pas laissé soupçonner la faiblesse de leurs ennemis; mais quand on sut enfin qu'une poignée d'hommes avait osé s'attaquer à cette vaste cité, et ne s'était retirée que faute d'y trouver des complices, le cœur revint aux chrétiens : le capitaine général, à la tête du peu de forces dont il disposait, se mit à la poursuite des fugitifs. Mais un temps précieux avait été perdu; ils étaient déjà en sûreté dans leurs montagnes. On aurait pu tout prendre pour un rêve, si les Espagnols, chemin faisant, n'avaient vu partout les croix et les insignes du christianisme gisant dans la poussière, comme un défi jeté au Dieu des chrétiens.

Avortée à Grenade, l'insurrection trouva chez les montagnards un terrain tout prêt à la recevoir. Bientôt elle se répandit comme une traînée de poudre sur les Alpujarras, gradin inférieur de la *Sierra Nevada*, au sud de Grenade et de la vallée du

Xenil. Pour les soulever, Farax n'eut qu'à répandre le bruit de l'insurrection de Grenade et de la levée en masse des Maures de la plaine. En trois jours, d'Alhama à Almeria, tout le pays fut en feu. Dans chaque village, dans chaque ferme isolée, des munitions, des armes, se trouvèrent prêtes. Mais d'une émeute éclatée au hasard, sans chef, sans plan, sans conscience d'elle-même, il fallait faire une révolution; à des milices braves, mais indisciplinées, il fallait apprendre à tenir tête à des troupes régulières. Sans un point d'appui dans la plaine, sans un port pour recevoir les secours d'Afrique, la révolte, circonscrite dans un étroit rayon, n'avait pas d'avenir; elle n'avait pu même s'emparer de Grenade, dont un quartier pourtant lui appartenait; comment résisterait-elle quand elle aurait sur les bras toutes les forces de la monarchie?

Le plus pressé, pour les insurgés, c'était de se donner un chef. Sans même attendre le retour d'Aben Farax, ils jetèrent les yeux sur un des derniers descendants des Beni-Humeya ou Ommyades, les anciens Émirs de Grenade. Muley Mohammed, âgé de vingt-deux ans à peine, possédait ces dons extérieurs que le vulgaire demande à ses idoles. Son teint olivâtre, sa barbe rare, ses sourcils joints par le milieu trahissaient son origine arabe; sa taille, son maintien étaient d'un roi. Il avait dissipé dans une vie de désordre le patrimoine de ses pères, et languissait dans une prison pour dettes, quand le complot vint à se former. Il parvint à s'échapper, et trouva un refuge à la montagne, asile de tous les mécontents. Là, sa famille était puissante, et tel était le prestige du nom qu'il portait

que, malgré sa jeunesse, il fut nommé tout d'une voix, Émir ou roi de Grenade ou d'Andalousie. Un de ses oncles, el Zaguer, possédait sur le peuple une grande influence ; il aurait pu se faire nommer lui-même, mais il aima mieux faire passer ce dangereux honneur sur la tête de son neveu, et régner sous son nom.

La cérémonie du couronnement s'accomplit avec pompe. L'Émir, porté sur les épaules de quatre notables, fut promené en triomphe autour de l'assemblée. Un des officiers de sa couronne baisa sur la poussière, en signe d'hommage, l'empreinte de ses pas ; car sous la loi de l'Islam, nul n'a jamais compris d'autre forme de royauté que le despotisme. Après avoir donné des chefs aux différents districts, et confié à son oncle le commandement de l'armée, ben Humeya s'établit dans la partie la plus sauvage de la *Sierra*, à l'abri de toute attaque, il le croyait du moins, de la part des Espagnols qui le désignaient déjà sous le nom méprisant de *el Reyezuelo* (le Roitelet).

Aben Farax, en apprenant l'élection de son rival, n'essaya pas de lutter contre le vœu populaire. Il dut dévorer son dépit, et s'incliner devant ce roi de vingt ans. Il en reçut le titre d'Alguazil mayor avec la mission de soulever le reste de la *Sierra Nevada*, et d'exterminer les chrétiens qui y restaient. En effet, au milieu même des Maures, dans ce dernier refuge de leur nationalité, vivait un certain nombre de chrétiens, soit cultivateurs, soit délégués de l'autorité civile ou militaire. Leur position, de tout temps, avait été difficile ; mais maintenant épars, isolés au sein d'une population ennemie, sans pou-

voir se concerter pour se défendre, une mort certaine les attendait; tout ce que pouvait faire leur résistance, c'était de la retarder de quelques heures.

Les églises, où se réfugièrent ces victimes vouées au massacre, avaient cessé de les protéger. Les autels, livrés au pillage, furent arrosés du sang des prêtres qui les desservaient. La congrégation, rassemblée autour de son pasteur, comme aux jours où il régnait sur elle, répondait avec une feinte docilité à l'appel qu'on le forçait à faire. Chacun ensuite défilait devant lui, en lui adressant un coup ou un outrage. Puis venait le tour du bourreau qui, aux applaudissements de la foule, épuisait sur sa victime sa science infernale. Enfin ce corps, mutilé, mais vivant encore, était abandonné aux femmes qui enfonçaient leurs aiguilles dans ces chairs palpitantes, ou aux enfants qui le prenaient pour but de leurs flèches. Les chrétiens se réfugiaient-ils dans les tours isolées, dont la plupart étaient en bois, on y mettait le feu, et les victimes, le plus souvent, aimaient mieux périr dans les flammes que de se rendre. Tous les moines d'un couvent furent jetés vivants dans l'huile bouillante. Un Maure, lié d'amitié avec un chrétien, ne vit pas de preuve d'affection plus grande à lui donner que de lui passer son épée au travers du corps : « Prends, ami, lui « dit-il, il vaut mieux que ce soit moi qui te tue « qu'un autre... » Par un raffinement de cruauté on outrageait l'épouse sous les yeux de l'époux, la fille sous les yeux de la mère, et le déshonneur n'excluait pas le supplice.

Disons-le à l'honneur du peuple espagnol, les mahométans, en face de l'exil, n'avaient pas hésité

à racheter leur vie par une feinte conversion; les chrétiens, en face des plus affreux supplices, ne songèrent pas à s'y dérober par une apostasie. Pas une femme, pas un enfant, ne vacillèrent dans leur foi. On vit des mères soutenir par leurs exhortations le courage de leurs fils au milieu des tortures. Les musulmanes, mariées à des chrétiens, avaient embrassé la religion de leurs maris; elles ne se montrèrent pas moins fermes devant la mort, et ne furent pas plus épargnées. Nous ne nous étendrons pas plus longtemps sur ces affreux détails qu'étalent à plaisir les historiens de la rébellion. A leurs yeux, les cruautés exercées par les Maures justifient plus tard les sanglantes représailles des chrétiens. Mais qu'on ne l'oublie pas, ces cruautés n'étaient qu'une revanche. Les supplices de l'inquisition, infligés de sang-froid au nom d'un Dieu d'amour, nous révoltent plus encore que ces sauvages emportements d'une populace ivre de sang et de haine. Dans cette émulation de supplices entre les deux races, les Maures du moins sont restés fidèles à l'esprit de leur loi : car le Dieu de Mahomet n'a jamais su pardonner, et le Christ en mourant a prié pour ses bourreaux.

On évalue à trois mille le nombre des chrétiens qui périrent ainsi dans les supplices. Aben Farax autorisait de sa présence ces scènes d'horreur, et excitait le zèle des bourreaux. Muley Mohammed, en parcourant son royaume, trouva sa route semée de cadavres et de membres mutilés que se disputaient les chiens et les vautours. Sa politique saisit cette occasion de perdre un rival qui le gênait. Il manda devant lui Farax, et lui reprocha durement, non pas ses cruautés, titre d'honneur aux yeux de ses com-

plices, mais ses rapines. Il lui retira son autorité et la confia à son oncle el Zaguer. Aben Farax avait achevé son œuvre ; sa popularité ne pouvait lutter avec celle du jeune roi. Il dévora en silence son affront, et rentra dans l'obscurité d'où il n'aurait jamais dû sortir.

Chose curieuse! presque à la même date, la révolte et la guerre civile éclatent à la fois aux deux bouts de l'empire de Philippe II, en Andalousie et dans les Pays-Bas. Les deux insurrections ont une même cause : la tyrannie religieuse, la plus dure de toutes à supporter, parce que le plus saint de tous les droits, c'est celui d'adorer Dieu à sa guise. Mais le danger n'est pas égal des deux parts : les Maures, reste oublié d'une population vaincue que l'Espagne a rejetée de son sol, ne peuvent inspirer à leurs maîtres d'inquiétude sérieuse. Le littoral du midi offre seul des éléments de guerre civile ; mais sans les secours de l'Afrique, la révolte pourra durer, elle ne pourra pas s'étendre. Toutefois si le danger est moins grave en Andalousie qu'en Flandre, il est aussi plus rapproché. Avant de tourner contre les rebelles des Pays-Bas toutes les forces de l'Espagne, il faut en finir à tout prix avec cette espèce de *guerre servile* qu'elle ne peut, sans honte et sans danger, tolérer dans son sein.

L'on s'attendrait après cela à voir Philippe II inonder l'Andalousie de ses troupes, et y envoyer ses meilleurs généraux. Il n'en fut rien pourtant : un renfort de cinq cents hommes expédié à Grenade, voilà tout ce que le *roi catholique* sut faire pour conserver à sa couronne son plus riche joyau. Un même caractère, du reste, nous frappe dans tout ce règne,

c'est le contraste entre la grandeur des entreprises et la faiblesse des moyens. Ce vice, déjà sensible sous le père, le devient encore plus sous le fils. Ce prince, qui aspire à dominer l'Europe, ne sait pas même en finir avec une révolte isolée et sans appui au cœur de ses États. On dirait qu'il a hérité de son père le programme seul de tous ses grands desseins, sans le secret de les conduire à leur fin. Ce n'est que plus tard, sous les successeurs dégénérés du fils de Charles-Quint, que nous verrons l'Espagne descendre plus bas encore, et imiter l'empire romain dans sa décadence, abandonnant l'une après l'autre les provinces qu'il ne peut pas défendre. Impuissante à soumettre la Hollande, l'Espagne trouvera plus court d'y renoncer ; fatiguée des révoltes des Maures, elle finira par les expulser de son sein, et se chargera de consommer elle-même sa propre ruine, de peur de laisser à l'étranger l'honneur de l'accomplir.

La révolte des Alpujarras, les cruautés des Maures, grossies encore par la renommée, avaient semé la terreur dans Grenade. A chaque instant, les chrétiens s'attendaient à voir Aben-Farax recommencer son coup de main, suivi cette fois d'une armée, au lieu d'une poignée d'aventuriers. Les Maures de l'Albaycin, qui se sentaient sous la main des chrétiens, tremblaient qu'on ne vengeât sur eux le sang versé. Les Espagnols s'organisaient sur un pied militaire et s'exerçaient au maniement des armes. La rébellion cependant gagnait chaque jour du terrain ; elle s'étendait déjà jusqu'à Murcie et menaçait Valence. Le capitaine général, qui venait d'hériter du titre de marquis de Mondejar, se hâta d'appeler aux armes tous les nobles de l'Andalousie avec leurs

milices; car dans cette province, récemment conquise et éloignée du centre, tout était encore constitué sur le pied féodal. Villes et seigneurs, à l'appel de leur roi, devaient envoyer leur contingent, pour servir à leurs frais pendant trois mois. Mais les milices urbaines, déshabituées de la guerre depuis bien des années, n'avaient guère de soldats que l'armure. « Mal payées, dit Mendoza (p. 53) et peu disciplinées, « se soldant de leurs mains au moyen du pillage, « prêtes à tout pour maintenir leur indépendance, « peu sensibles à la honte et encore moins à l'hon-« neur. » Les nobles, au contraire, élevés dans un constant exercice de la guerre, leur unique profession quand ils en avaient une, sensibles au dernier degré à ce point d'honneur (*pundonor*), si puissant sur un cœur espagnol, entretenaient parmi leurs vassaux l'esprit militaire. Du reste, nobles, bourgeois, vilains, tout le monde accourut à l'appel du marquis. La révolte avait éclaté vers la fin de décembre, et le 2 janvier l'actif Mondejar était déjà en campagne avec deux mille hommes et quatre cents chevaux. C'était peu pour reconquérir un royaume, mais les levées faites dans toutes les villes de la vallée du Xenil doublèrent bientôt la petite armée. Il confia Grenade à son fils le comte de Tendilla, en lui laissant pour garnison les recrues de la province. Ces recrues, logées chez les Maures de l'Albaycin, se vengèrent, en opprimant leurs hôtes, des cruautés commises sur leurs compatriotes; et les Maures, poussés à bout, regrettèrent bientôt de n'avoir pas pris les armes, quand Aben Farax les appelait à la liberté.

Mondejar cependant s'était mis en route pour les

Alpujarras. Comme au temps des croisades, des prêtres avaient voulu partager les dangers et la gloire de l'expédition. A l'une des premières rencontres, l'avant-garde ayant lâché pied, huit moines, l'épée à la main, se jetèrent résolûment au plus épais des rangs ennemis. A cette vue, les chrétiens, honteux de leur faiblesse, revinrent à la charge et finirent par enfoncer les Maures. Après avoir franchi, non sans difficulté, cette redoutable chaîne de la *Sierra Nevada*, dont plusieurs pics atteignent trois mille quatre cents mètres de hauteur, l'armée déboucha enfin sur le versant nord des Alpujarras, dans la profonde vallée de Durcal, qui conduit à la mer et à Motril. Les Maures, mal armés, dépourvus d'artillerie et de munitions, connaissaient leur infériorité en rase campagne. Aussi, se retirèrent-ils pas à pas devant l'ennemi, pour concentrer leurs forces au pas de Tablate, formidable position où quelques hommes résolus suffisaient pour arrêter une armée. Un pont, jeté sur l'abîme, unissait les deux bords d'un étroit ravin dont l'œil n'apercevait pas le fond. Pendant huit lieues encore, le redoutable défilé serpentait, un abîme d'un côté, un mur de rochers à pic de l'autre, avant que la route ne s'ouvrît sur la campagne, en face de Motril et de la mer d'Afrique.

Le pont était de bois : les Maures, en le détruisant, avaient laissé en place les poutres vermoulues qui en formaient les supports, comptant le rétablir après la retraite des chrétiens ; ils ne pensaient pas qu'il pût se trouver quelqu'un d'assez téméraire pour s'aventurer sur ces ais tremblants, au-dessus d'un précipice et sous le feu de l'ennemi. Les Espagnols s'approchèrent du ravin sous une pluie de flè-

ches, de balles et de fragments de rochers. Là ils virent avec désespoir l'infranchissable barrière qui leur fermait le passage. Les arquebusiers du marquis et son artillerie eurent bientôt fait taire le feu de l'ennemi ; mais nul n'osait se hasarder sur ce pont fragile que le plus hardi montagnard n'eût franchi qu'en tremblant. Tout d'un coup un moine franciscain, ceignant sa longue robe et rejetant son bouclier sur son épaule, l'épée d'une main, le crucifix de l'autre, se met en route, d'un pas lent mais ferme, sur ces poutres vacillantes. Tous les yeux étaient fixés sur lui, les cœurs serrés, les haleines suspendues ; mais à peine eut-il atteint l'autre bord qu'un immense cri de joie sortit en même temps de toutes les poitrines et alla jeter la terreur dans les rangs ennemis. Chacun se précipita sur les pas du courageux moine qui avait frayé le chemin, et l'armée se trouva bientôt tout entière de l'autre côté du ravin. Le marquis fit aussitôt réparer le pont et passer les chevaux et l'artillerie. L'ennemi, après un court engagement, finit par céder le passage et se disperser sur les hauteurs d'où il pouvait suivre et intercepter la marche des chrétiens.

Deux cents Espagnols étaient enfermés à Orgiva dans la tour de l'église, et y tenaient tête à toute la population. Le marquis l'apprend, et se décide à les délivrer à tout prix ; mais l'on était au plus fort de l'hiver, les sentiers étaient défoncés par les pluies. L'ennemi, qui en connaissait chaque détour, faisait pleuvoir sur les Espagnols d'énormes quartiers de roc. Mondejar et son armée, à force de volonté et de courage, parvinrent à triompher de tous les obstacles. Les chevaux andaloux, au pied sûr comme celui du chamois, suivirent les Maures sur ces sommets inac-

cessibles, et les en délogèrent pied à pied. Enfin les Espagnols, sans des pertes trop graves, atteignirent Lanjaron. Les Maures se retirèrent devant eux, confessant ainsi leur infériorité. Les chrétiens bloqués à Orgiva furent délivrés sans coup férir, et le marquis, y laissant une petite garnison, se remit à la poursuite de l'ennemi.

Le roi maure s'était dirigé vers Porqueira, dans la région la plus sauvage des Alpujarras. Il y attendait les Espagnols, à l'entrée d'un défilé que jamais armée n'avait franchi ; c'était le pas d'Alfajarali. Mondejar y marcha avec sa résolution ordinaire, et malgré les difficultés du chemin, malgré le froid qui perçait ses soldats sous leurs armures, sa petite armée traversa ces gorges profondes, et se trouva enfin en face de l'ennemi. Après une résistance opiniâtre, les insurgés, supérieurs en nombre, furent forcés à la retraite ; mais cette victoire, si disputée, coûta cher aux chrétiens. Les insurgés avaient laissé leurs femmes et leurs enfants, avec leurs effets les plus précieux, à Bubion, comme dans une place de refuge. Tout tomba aux mains des Espagnols, avec cent quatre-vingts captives chrétiennes, réservées pour les harems des Émirs africains. Tout ce que les vainqueurs ne purent pas emporter, ils le brûlèrent ; mais l'humanité du marquis sauva les femmes de tout outrage. Ses soldats murmurèrent, mais il tint bon, et refusa opiniâtrément, malgré les cruautés des Maures, d'user de représailles. L'événement montra bientôt la sagesse de ce plan. L'oncle du roi, el Zaguer, offrit au marquis de se soumettre avec toute sa famille, s'il voulait garantir leur vie et leurs biens ; le marquis accepta son offre, et lui accorda un sauf-conduit.

On était au 17 janvier. Le froid sévissait avec tant de violence que plusieurs soldats succombèrent; d'autres eurent les pieds ou les mains gelés. L'artillerie n'avançait qu'avec des peines inouïes; mais les Maures, qui reculaient pas à pas devant les chrétiens, en traînant après eux des troupeaux de femmes et d'enfants, souffraient bien plus encore. Aben Humeya avait concentré ses forces dans Jubiles; mais abattu par ses derniers revers, le cœur lui manqua pour attendre l'ennemi, et il s'enfuit à Paterna. Les Espagnols trouvèrent dans Jubiles plus de deux mille femmes mauresques. Sans s'inquiéter des murmures de ses soldats, le marquis entassa ses captives dans l'église, qui n'en put tenir que la moitié, et fit camper le reste en plein air. Il avait mis des sentinelles pour les garder, et son armée campait non loin de là. Pendant la nuit, un des gardes s'introduit dans le camp des captives et veut en outrager une. Son époux, déguisé en femme, se trouvait à côté d'elle; il plonge son poignard dans le sein de l'offenseur. Un affreux tumulte s'ensuit. Les Espagnols, attirés par les cris du blessé, se croient attaqués par l'ennemi; ils envahissent aussitôt le quartier des femmes, et se mettent à massacrer tout ce qui leur tombe sous la main, femmes, enfants et vieillards. Dans leur rage aveugle, souvent ils se blessent l'un l'autre, car ils n'ont pour se reconnaître dans l'obscurité que la lueur des armes à feu. Les captives qui étaient dans l'église furent sauvées, la porte résista aux efforts des assaillants; tout le reste fut égorgé sans pitié. Quand le jour vint éclairer cette scène de carnage, les Espagnols virent avec horreur plus de mille cadavres gisant au milieu d'un lac

de sang. Mondejar, indigné, fit juger les principaux auteurs de ce massacre, et en fit mettre trois à mort. Il renvoya ensuite à Grenade les malades, les blessés, les captives et les chrétiennes délivrées, dont le nombre s'élevait à plus de huit cents.

La politique d'humanité, suivie par Mondejar, commençait à porter ses fruits : nombre de villages demandaient déjà à se soumettre. Le *Reyezuelo* avait réuni à Paterna plus de six mille hommes ; mais le découragement et la méfiance régnaient autour de lui. Le plus grand nombre inclinait vers la soumission ; les plus compromis, ne pouvant espérer de quartier, voulaient pousser les choses à toute extrémité. Les Africains, les plus féroces de tous, ne voulaient pas entendre parler de paix avec les chrétiens. L'esprit de désordre, avant-coureur de la ruine, régnait dans les conseils de l'Émir. Aigri par la défiance, il se laissa aller à ses instincts de cruauté, et se délivra par l'assassinat de tous ceux qui lui étaient suspects. Enfin, pour gagner de vitesse ceux qui voulaient le trahir, il finit par traiter lui-même de sa reddition avec le marquis.

Mondejar, fidèle à son système, ne repoussa point l'ennemi qui voulait revenir à lui. Le roi maure demandait une trêve pour avoir le temps d'amener ses sujets à la soumission. Le marquis, redoutant quelque trahison, résolut de ne traiter que les armes à la main, et amena ses troupes en présence de l'ennemi pour appuyer la négociation. Au moment où l'Émir lisait une lettre du marquis, un malentendu mit aux mains l'avant-garde des deux armées. Aben Humeya se crut trahi, et jetant la lettre pour sauter à cheval, sans même essayer de rallier ses soldats qui se

débandaient déjà après une courte résistance, il se réfugia, avec cinq ou six hommes seulement, au plus épais de la *Sierra*.

Cette nouvelle victoire, si peu disputée, avait mis aux mains du marquis un millier de captives. Il connaissait maintenant le danger d'un pareil dépôt; il prit le parti de remettre les prisonnières aux mains de trois Maures, chefs de district, qui avaient fait leur soumission, à condition qu'on les lui rendrait à la première réquisition. Les soldats, et une partie même des officiers, irrités de cette condescendance, en appelèrent au monarque, qui en référa à son conseil d'État. La politique du noble Mondejar était trop haute, trop chrétienne pour être comprise par des esprits qu'aveuglait le fanatisme. On décida, en s'appuyant sur les statuts des conciles gothiques de Tolède, que tout captif maure, homme ou femme, était, par le fait même de sa rébellion, voué à l'esclavage. Les enfants au-dessus de dix ans furent mis à part pour être élevés dans la foi catholique. Tous les prisonniers se vendirent à l'enchère sur les marchés de Grenade. Les captives furent redemandées à leurs familles, et restituées avec une bonne foi touchante. On les vendit avec les autres. Un soldat les avait épargnées ; des inquisiteurs les vouèrent à la servitude et au déshonneur, qui pour une femme l'accompagne toujours.

Ainsi, dans l'espace d'un mois, tout le district des Alpujarras avait été soumis, grâce à l'heureux mélange d'humanité et de courage qui caractérise la conduite du marquis. Aben Humeya, moins roi que fugitif, errait à travers les montagnes, toujours en quête d'un asile, tremblant d'être vendu, et réduit

bientôt à se vendre lui-même si on daignait l'acheter. Et cependant, malgré ces brillants resultats, à Madrid comme à Grenade, chacun jetait la pierre au marquis. On s'indignait de ses ménagements pour des rebelles indignes de pardon ; on allaît même jusqu'à révoquer en doute ses succès, et lui reprocher d'abuser l'opinion par de faux rapports. Mondejar, sans s'abaisser à réfuter d'indignes calomnies, se mit en route pour las Guajaras, château fort près de Velez-Malaga, le dernier qui fût encore au pouvoir des rebelles. Un chef déterminé, el Zamar, le commandait. Le marquis avait reçu de Grenade des renforts. Un premier assaut fût repoussé. Mais malgré ce précaire succès, la garnison évacua le château pendant la nuit, en y laissant les femmes, les enfants et les vieillards trop faibles pour la suivre.

Mondejar se préparait à recommencer l'asssaut, quand il s'aperçut de la retraite de l'ennemi. Irrité de son récent échec, aigri par d'injustes censures, il résolut de faire taire ceux qui lui reprochaient sa clémence. Il donna l'ordre de passer au fil de l'épée tout ce qu'on trouverait dans la place ; ses soldats eux-mêmes reculèrent un instant devant cette affreuse consigne ; mais le marquis fut inflexible, et la fit exécuter sous ses yeux. Vieillards, femmes, enfants, tout fut massacré sans pitié. C'est ainsi qu'il ternit, dans une heure d'égarement, la gloire de toute une vie, et racheta aux yeux de son maître et de son pays le crime de son humanité. La petite armée musulmane, découragée, se dispersa bientôt. El Zamar, portant dans ses bras sa fille encore enfant, erra longtemps sur ces cimes désertes; mais la fatigue et la faim triomphèrent enfin de ses forces. Il

fut fait prisonuier et envoyé à Grenade, où le fils du marquis le fit périr dans les supplices.

Encouragé par cette capture, Mondejar brûlait d'y joindre celle du roi fugitif, qui errait aussi, presque sans escorte, dans les déserts de la *Sierra*. Aben Humeya s'était réfugié avec son oncle el Zaguer à Medina, chez un de ses parents, nommé Aben Aboo, qui avait fait sa soumission. Mondejar faisait battre la campagne par ses soldats. Le chef de l'un de ces détachements, informé de la retraite de l'Émir, accourt la nuit, à marche forcée, pour surprendre les fugitifs; mais en approchant de la maison, un des soldats décharge par mégarde son arquebuse. L'éveil est donné. El Zaguer et quelques autres sautent par les fenêtres, et vont chercher un asile dans la montagne. Les soldats commencent le siége de la maison. La porte va céder sous leurs coups; Aben Humeya, avec une rare présence d'esprit, se cache derrière la porte, et l'ouvre doucement, comme si elle cédait aux efforts des assaillants. Le succès couronne cette ruse hardie. La porte s'ouvre à grand bruit, les soldats se précipitent, tête baissée, sans regarder derrière eux. Quand ils sont tous entrés, le roi proscrit sort, protégé par l'obscurité, et s'en va retrouver ses compagnons. Le maître de la maison, Aben Aboo, tomba seul aux mains des Espagnols. On chercha vainement à lui arracher par la torture le secret de la retraite de son parent; et les Espagnols le laissèrent pour mort sur la place, sans se douter qu'il devait un jour succéder à Aben Humeya, et prolonger la lutte bien des mois encore.

Mais pendant que Mondejar s'acquittait avec tant de zèle de sa pénible tâche, une trame ténébreuse

s'ourdissait contre lui. Deza, en dénaturant tous les actes du marquis, était venu à bout de persuader à la cour que ses succès se réduisaient à rien, et que l'insurrection était plus menaçante que jamais. Il l'accusait de pactiser avec les rebelles, de se poser pour médiateur entre le monarque et ses sujets révoltés, de ne prendre nul souci des intérêts du trésor, enfin de ne rendre aucun compte de ses opérations à la chancellerie de Grenade. Tout était faux dans ces accusations, sauf peut-être la dernière. Un seul fait était incontestable : partout où Mondejar avait passé, le calme était rétabli. Dans la plus rude saison de l'année, avec une poignée de milices plus habituées au pillage qu'à la guerre, il avait apaisé en un mois une insurrection qui, si on ne l'étouffait au berceau, pouvait gagner tout le midi de la Péninsule.

En revanche, là où le marquis n'avait pas passé, tout restait encore à faire. Chassée des Alpujarras, la rébellion menaçait le district d'Almeria, de Baza et de Guadix compris dans la capitainerie générale, de Grenade. Le chancelier prit sur lui d'autoriser le marquis de los Velez, *adelantado* de la province de Murcie, à se charger de la défense de Baza et de Guadix. Le 4 février, le marquis se mit en marche à la tête de ses vassaux et des milices de Lorca. Sans attendre ni les ordres du roi, ni les renforts qu'on lui promettait, il traversa, au milieu d'une tourmente de neige, la Sierra de Filabres qui le séparait de Baza, et entra sur le ressort de Mondejar, pour contrecarrer tous ses plans, et opérer sans concert avec lui. Sa petite armée se montait à cinq mille fantassins et trois cents chevaux. Mais pour légitimer sa

démarche, il fallait l'assentiment du roi. Deza, doué du génie de l'intrigue, insinua au monarque que, vu les ménagements de Mondejar pour les rebelles et sa répugnance à verser le sang, il fallait lui associer un homme qui ne connût, pour des révoltés et des infidèles, d'autre traitement que le fer et le feu. Philippe, qui aimait à diviser ceux dont il se servait, ne songea pas même au danger d'affaiblir, en la partageant, l'action de ses armes. Il envoya à los Velez l'ordre d'agir dans le district d'Almeria, où un hardi partisan avait déjà tenté avec succès une algarade en terre de Maures.

Le marquis de Velez, formé à la guerre à l'école de l'*invincible empereur*, était un Espagnol pur sang, dur et froid comme son épée, inflexible dans ses volontés, un vrai pendant du duc d'Albe. Avec lui, point de ménagements, point de pardon à espérer pour les rebelles. Les Maures, qui le connaissaient de longue main, l'avaient surnommé le *démon à la tête de fer*. Trois de ses fils marchaient sous ses ordres; le troisième, âgé de treize ans à peine, portait la bannière de son père. Le marquis obéit aux ordres du roi, et se dirigea au sud vers Almeria. Les milices, que le marquis traînait après lui, n'avaient guère d'autre mobile que la soif du butin : après chaque affaire, la plupart des soldats se dispersaient pour aller mettre en sûreté les fruits de leur victoire; d'autres, non moins affamés de pillage, venaient bientôt les remplacer. Dans ce deuxième acte du drame de la révolte, tout diffère du premier : d'affreux massacres y suivent chaque engagement. Ainsi, à la bataille de Filix, les femmes étaient plus nombreuses que les hommes, et combattaient avec la

même rage; plus de six mille Maures des deux sexes périrent avec deux mille enfants. Échappaient-ils au massacre, on les traquait comme des bêtes fauves, à travers les bois et les rochers; pour s'épargner la peine de les tuer, on les jetait vivants dans les précipices. Souvent les femmes, pour échapper à des outrages pires que la mort, s'y lançaient elles-mêmes avec leurs enfants. « J'ai vu moi-même « à Filix, nous dit un soldat qui a écrit l'histoire de « cette guerre, Ginez Perez de Hita, une femme « couverte de blessures, étendue morte avec ses six « enfants, expirants à ses côtés. De son corps elle « avait fait un rempart au septième, encore à la « mamelle; et quoique les lances eussent traversé « les habits de son nourrisson, il était sain et sauf et, « attaché au sein de sa mère, il y suçait plus de sang « que de lait. Ému de pitié, je l'emportai et je le « sauvai. » Cet exemple d'humanité est peut-être le seul que l'on rencontre dans ces guerres sans pitié « dont la plume, nous dit le même Hita, se refuse à « tracer les horreurs. » Los Velez, fatigué de l'insubordination de ses soldats, essaya trop tard de la réprimer. Il voulait châtier un des miliciens de Lorca, mais ses compagnons lui dirent nettement « qu'ils « étaient trois mille de la même ville, et qu'il aurait « à compter avec eux tous, s'il touchait un cheveu « de leur camarade. »

On conçoit, pour une race endurcie et brave comme les Espagnols, l'attrait d'une guerre qui répondait à tous leurs instincts, la soif du butin, le fanatisme, la haine contre les infidèles. Cette vie d'aventures les ramenait aux beaux jours de la guerre sainte, que chantaient tous leurs refrains na-

tionaux. Survivait-on à une expédition, on rentrait chez soi enrichi pour jamais; restait-on sur le champ de bataille, on devenait un héros ou un saint. Une seule *razzia* heureuse suffisait à faire la fortune d'une ville: ainsi le corregidor de Guadix enleva, en une fois, aux Maures mille mulets chargés de butin et deux mille femmes qu'on vendit comme esclaves. Aussi cherchons-nous moins à raconter en détail les événements de cette guerre, monotone dans son horreur même, qu'à la caractériser dans son esprit et dans ses tendances. Cette guerre-là, en effet, ne ressemble à aucune autre : les convictions les plus élevées s'y unissent aux instincts les plus bas; l'homme y devient sans entrailles au nom d'une religion de pardon et d'amour; il se dégrade au niveau de la bête en tuant pour le plaisir de tuer, en détruisant pour détruire, quand il ne peut pas voler. Comme dans les luttes de Rome contre les Cimbres et les Teutons, les femmes combattent à côté de leurs maris, et égorgent leurs enfants plutôt que de se rendre. Captives, elles sont vendues par troupeaux et livrées, comme l'esclave antique, à la brutalité de leurs maîtres.

Un dernier trait, cité par Clémencin (*Memorias de la Academia*, VI, 390), nous fera comprendre mieux encore cette haine inexpiable que huit siècles de croisades entretenaient contre les Maures dans tous les cœurs espagnols. Après une expédition, les chevaliers chrétiens, à leur retour, attachaient à leur selle les têtes sanglantes des vaincus; puis, en passant dans les villages chrétiens, ils les jetaient aux enfants pour tenir en haleine leur haine contre les ennemis de la foi. Cette coutume barbare n'avait pas

encore disparu dans les guerres de la rébellion, sous Philippe II. L'historien Hita a résumé d'un mot ces affreuses guerres : « Nous volions tous (*todos robabamos*), » dit-il candidement. Mais, si la croisade a ses profits, elle a aussi ses indulgences : elle sauve les âmes, elle lave les péchés commis ou à commettre. Pour ces champions du Seigneur, il n'y a plus de crimes possibles, ils sont tous absous d'avance. Avant de combattre, l'armée s'agenouille comme un seul homme; les fêtes religieuses, les processions, les *Te Deum*, alternent avec les batailles. A la journée d'Ohanez, le sang a coulé par torrents, les Espagnols ne peuvent plus trouver pour se désaltérer une source qui n'en soit teinte : eh bien! les vainqueurs, au sortir du combat, célèbrent la fête de la *Purification de la Vierge*, avec le recueillement de moines dans leur cloître. Le marquis de loz Velez et ses officiers, un cierge à la main, conduisent la procession. Des prêtres, l'épée au côté, la rondache au dos, chantent les louanges du Seigneur. Puis, au sortir de l'église, quand on s'est mis en règle avec le ciel, à la place du chrétien vient la bête féroce, avec tous les grossiers appétits qu'a déchaînés la victoire. La ville d'Ohanez est livrée à un pillage régulier. Les femmes, au nombre de 1,600, sont réservées à un traitement cent fois pire que la mort. Quinze jours durant, elles sont abandonnées à la licence des soldats de la croix. Le camp, où résonnait le son des hymnes, ne retentit plus que des chants de l'orgie et des cris des victimes se débattant aux bras de leurs bourreaux. Voilà ce qu'est en Espagne la guerre sainte au XVI[e] siècle! Voilà ce qu'elle était sans doute en Palestine, car l'homme est le même dans

tous les siècles et sous tous les climats. Il n'y a que l'Évangile qui ait la vertu de le changer.

Mondejar, après avoir vu partout les Maures fuir ou se soumettre, songeait à se diriger à l'est des Alpujarras, vers Baza. Qu'on se figure son indignation quand il apprit que, dans sa propre capitainerie, un rival, soutenu par le roi et par la faveur publique, venait élever drapeau contre drapeau, et recueillir là où il avait semé. Après le massacre de las Guajaras, unique exception à son système de clémence, ses instincts d'humanité avaient prévalu : il cherchait de nouveau à ramener les Maures par la douceur. Appliqué partout par des hommes comme Mondejar, ce système aurait désarmé toute résistance ; l'insurrection aurait été tranchée par sa racine ; les Maures, en cessant de haïr les Espagnols, auraient cessé de se révolter contre eux. «Déjà, nous « dit Mendoza, les Alpujarras étaient tellement ré« duites (*llañas*), qu'une escouade de douze hommes « pouvait aller d'une ville à l'autre sans être inquié« tée. »

Mais en Espagne il ne suffit pas de vaincre son ennemi, il faut encore l'écraser. Tant qu'il restait dans la Péninsule un seul rejeton de cette souche maudite, la victoire n'était pas complète, aux yeux du roi comme à ceux du pays. Mondejar, en apprenant l'affront dont on avait payé ses services, envoya supplier le roi d'user de clémence avec les vaincus, et de ratifier les pardons accordés. Au lieu d'entamer avec son rival une lutte d'autorité, il le pressa d'entrer dans la même voie que lui, et de gagner les cœurs des musulmans en même temps que leurs forteresses. « Que chacun, répondit los

« Velez, suive la voie qui lui semble la meilleure. « Pour moi, je ne connais qu'un moyen de domp« ter les rebelles, c'est la force, et il faudra en« core bien des batailles avant qu'on en vienne à « bout. »

Entre Deza et Mondejar, Philippe, embarrassé, trouvait dans ses hésitations mêmes un prétexte à ne rien décider. Il fallait agir cependant : l'envoyé de Mondejar pressait le roi de suivre l'exemple de son illustre père, et de faire ce qu'il eût fait en pareil cas : de venir lui-même sur les lieux, et d'aviser au parti à prendre. Philippe ne s'en souciait guère, et Espinosa devina la répugnance de son maître. « Des « infidèles, lui dit-il, ne méritent pas un pareil hon« neur. Mais à défaut du monarque, pourquoi n'en« verrait-on pas sur les lieux un personnage d'assez « haut rang pour que toutes prétentions rivales « s'inclinent devant lui, et que les rebelles, frappés « de terreur, ne songent plus qu'à se soumettre ? » Ce parti plut au roi, et son choix s'arrêta sur son frère naturel, don Juan d'Autriche. Aucun choix ne pouvait être plus heureux. L'homme convenait à l'œuvre, et la tâche était digne de celui qu'on appelait à la remplir. Le 17 mars, le roi envoya à son ambassadeur à Rome l'ordre de passer en Espagne avec les galères d'Italie et une partie de la garnison de Naples, pour garder le littoral du midi contre l'invasion africaine. Mondejar reçut l'ordre de venir à Grenade se concerter avec l'infant sur le plan de campagne à suivre. Quant au marquis de los Velez, trop éloigné, il correspondrait avec le prince et recevrait ses instructions par écrit. Le conseil de don Juan devait se composer du duc de Sessa, de

Mondejar, de Quijada, le fidèle compagnon du prince qu'il avait élevé, du chancelier et de l'archevêque de Grenade. Enfin, le commandement militaire devait se partager entre les deux marquis, sous la direction suprême de l'infant.

Mais le coup était porté : le bruit que Mondejar était désavoué, et qu'il allait être remplacé dans son commandement, s'était répandu à Grenade, et de là dans l'armée. Dès lors tomba le peu d'autorité qu'il retenait encore sur des soldats enivrés de leur victoire et irrités de ne pouvoir en abuser. Les garnisaires, dispersés dans la province pour y maintenir la paix, furent les premiers à la violer. Tous les engagements pris furent foulés aux pieds : l'honneur des femmes, la fortune des maris, rien ne fut plus sacré pour les soldats. Les Maures avaient été sincères dans leur soumission ; mais poussés à bout par ce manque de foi gratuit, ils songèrent de nouveau à la révolte, et se tournèrent vers leur roi d'un jour, Aben Humeya. Un frère de ce dernier, envoyé à Constantinople pour implorer l'appui du sultan, les berçait de vaines espérances. Bientôt le bruit se répandit qu'Aben Humeya cherchait à soulever les Maures de l'Albaycin. Ce bruit servit de prétexte au chancelier Deza pour s'assurer des otages en faisant jeter en prison les plus riches des Maures de Grenade. Une vive agitation régnait dans la ville. On craignait ou l'on feignait de craindre que le *Reyezuelo*, à la tête d'une armée, ne vînt délivrer ses compatriotes. Le 17 mars, l'inquiétude était à son comble, et cependant le chancelier croyait si peu au danger, qu'aucune mesure n'avait été prise pour protéger la ville. Seulement la garde de la prison avait été dou-

blée. Tout Grenade était sur pied, dans l'attente de quelque grand événement.

Tout d'un coup, au milieu de la nuit, la tour de *la Veillée*, à l'Alhambra, retentit des sons du tocsin qui appelle la ville aux armes. En un moment, chacun est debout. On cherche l'ennemi, mais, s'il est quelque part, ce n'est que dans la prison. L'alcalde qui y commande donne le signal du massacre à ses soldats et aux détenus espagnols armés par ses soins. Les Maures étaient sans armes; bon nombre, parmi eux, étaient âgés ou infirmes; mais le désespoir prête aux plus faibles les forces qui leur manquent. Barricadés dans leurs cachots, ils opposent aux assaillants une résistance non moins désespérée. Les bancs, les cruches, les pierres mêmes, que leurs ongles déchirés arrachent de la muraille, tout devient arme dans leurs mains. Cette lutte inégale ne dura pas moins de sept heures. Tous les prisonniers périrent à la fin, après avoir vendu chèrement leur vie. Deux seulement furent épargnés, non par humanité, mais par calcul; ce furent le père et le frère d'Aben Humeya. Suivant le romanesque récit de Marmol, les derniers survivants, perdant tout espoir d'échapper, élevèrent un bûcher avec les débris de leurs meubles, y mirent le feu, et se précipitèrent dans les flammes, plutôt que de se rendre.

Nous nous sommes appesanti sur cette scène d'horreur, parce que, mieux peut-être qu'aucun des événements de la guerre, elle montre l'esprit qui animait les Espagnols contre cette race proscrite. Sparte elle-même n'a jamais traité ses hélotes avec cette froide dureté. Pour trouver un pendant à ce massacre des prisons de Grenade, il faut le chercher

aux plus sombres jours de nos annales révolutionnaires. Mais on ne doit comparer l'Espagne qu'à elle-même : au Mexique, au Pérou, elle est toujours la même. Son système de conquête, c'est la dépopulation, qu'aucun peuple ici-bas n'a pratiquée sur une aussi vaste échelle : exterminer les vaincus ou les expulser de son sein, c'est là son secret pour s'en faire obéir.

Les dépouilles des prisonniers enrichirent leurs bourreaux, l'alcalde surtout, qui avait spéculé sur le meurtre, et qui y animait le zèle de ses soldats. Mais le fisc devait aussi avoir sa part dans la curée. Le seul crime des victimes, c'était leur opulence; on en agit avec elles comme si un tribunal les avait déclarées coupables. Tous leurs biens furent adjugés au trésor. Leurs femmes, leurs enfants, élevés dans l'opulence, se virent tout d'un coup réduits à la mendicité; et quand ils réclamèrent les biens de leurs pères, on leur répondit par un semblant de procès qui affirma le crime sans prendre la peine de le prouver [1].

1. Voir aux pièces justificatives, n° 3, une Étude sur les historiens de la rébellion.

CHAPITRE II

LE CONCILE DE TRENTE.

1551 A 1563.

Le concile se divise naturellement en trois périodes, inégales en durée comme en importance. Nous avons déjà traité (t. VII, p. 416) de la première, qui s'étend du 13 décembre 1545 au 11 mars 1547. C'est l'époque décisive de la formation du dogme catholique. Flottant et indéterminé jusque-là, il se fixe, il se resserre, sous la pression du protestantisme qui le menace; il bannit définitivement de son sein tous les germes latents d'opposition et de réforme qui s'étaient fait jour dans les conciles de Bâle et de Constance. La *justification par la foi*, dans la main de Luther, a suffi pour battre en brèche tout l'édifice du catholicisme. L'Église romaine n'ose pas rejeter ce dogme vital; mais elle l'annule en associant les *œuvres à la grâce* et les mérites humains à ceux de Jésus-Christ. Le schisme dès lors est consommé : en rendant l'homme, à quelque degré que ce soit, l'artisan de son salut, l'Église s'est à jamais séparée de la pure doctrine évangélique et de la Réforme, qui remonte à la source pour la puiser dans la parole de Dieu.

Cédant aux instances des princes catholiques, le

concile a touché, pour la forme seulement, à quelques points de réforme disciplinaire; mais dans son ensemble, la première période est essentiellement dogmatique. La *tradition* est égalée à l'*Ecriture sainte*, et son autorité placée sur le même pied. L'Église romaine et le pape, qui la personnifie, sont proclamés infaillibles; les *sept* sacrements sont institués et déclarés divins, en dépit de l'Évangile qui n'en mentionne que *deux*, le baptême et la cène. Les sacrements nous rendent la grâce divine, quand nous l'avons perdue, et le baptême nous lave *complétement* du péché originel. La *Vulgate*, bien qu'elle fourmille d'erreurs, prouvées dans le concile même, est acceptée, avec tous ses livres apocryphes, que les Juifs n'ont jamais reconnus, comme la seule traduction autorisée de la Bible, lecture dangereuse, qu'il faut laisser aux doctes et aux habiles, c'est-à-dire aux prêtres, qui peuvent seuls extraire le remède du poison, et guérir avec ce qui tue. Un abîme qu'on ne peut combler sépare à jamais le catholicisme de toutes les communions protestantes. Les prémisses sont posées, avec une irrécusable vigueur de logique, dans cette première période; tous les futurs décrets du concile y sont contenus en germe, et les deux périodes suivantes ne feront qu'en déduire les conséquences.

La seconde période commence sous Jules II, le 1er mai 1551. Dans l'intervalle, le concile a dormi, mais la papauté a veillé. Pendant quelque temps, deux conciles, purement nominaux, ont existé à la fois : quelques évêques italiens ont siégé à Bologne, sous la bannière papale; quelques évêques espagnols et allemands à Trente, sous celle de l'Empe-

reur. Mais la haine opiniâtre de Paul III (Farnèse) contre Charles-Quint met obstacle à toute reprise sérieuse des débats de l'assemblée. Jules III (del Monte) s'assied enfin à la place de Paul sur le trône de saint Pierre, et s'y montre aussi dévoué à l'Empereur que son prédécesseur lui était hostile. Charles-Quint, trompé dans son espoir de donner lui-même à l'Allemagne l'unité religieuse, se rabat sur le concile; il somme le pape de le rouvrir et d'acquitter ainsi le prix du marché qui l'a fait élire. Jules III est forcé de céder : il convoque à regret, pour le 1er mai, ce concile dont Rome avait bien tort de tant s'effrayer.

Quinze évêques seulement se trouvaient à Trente pour l'ouverture de la session. On l'ajourna au 1er septembre, pour laisser aux retardataires le temps de venir. Elle se rouvrit en effet à cette date. L'envoyé impérial ne fit entendre que des assurances de soumission. La France, au contraire, par l'organe du savant Amyot, protesta contre la fixation de l'assemblée à Trente, ville trop allemande et trop italienne à la fois. Amyot, protestant *in petto*, auquel il ne manqua que le courage de le devenir tout à fait, déclara, avec une fermeté froide et polie, « que le « roi son maître ne pouvait envoyer ses évêques dans « une ville dont l'accès n'était ni libre ni sûr; qu'il « ne pouvait voir dans l'assemblée actuelle un con- « cile général, mais un concile particulier dont il « était exclu, et aux décrets duquel ni lui, ni ses « prélats, ni ses sujets, ne pouvaient obéir. » En même temps, Henri II ordonnait aux prélats de son royaume de se préparer à un concile gallican, vieil épouvantail du saint-siége, et défendait à ses sujets

d'envoyer de France à Rome aucune somme d'argent, sous quelque prétexte que ce fût.

Ce langage, ces actes surtout, étaient menaçants pour Rome. La session s'ouvrait pour la papauté sous de mauvais auspices. L'Empereur, alarmé, s'efforça de détourner le coup porté à son cher concile, en recrutant pour y siéger des évêques allemands et espagnols, au grand effroi du pape, qui craignait de se voir débordé. Mais le but de Charles n'était pas atteint : son rêve de fusion l'obsédait encore. Il essaya de forcer les luthériens à se rendre à Trente; mais les docteurs de la Réforme, qui se souvenaient de Jean Huss, voulaient un triple sauf-conduit, de l'Empereur, du pape et de l'assemblée. Le pape, qui n'osait refuser tout haut, mais qui se souciait peu de voir des protestants à Trente, écrivit à l'Empereur « qu'il ne voulait pas avoir à se battre « avec un chat enfermé. » L'Empereur insista, et le concile finit par donner un sauf-conduit, rédigé en termes si équivoques que les luthériens y trouvèrent ce qu'ils cherchaient, un prétexte pour ne pas venir.

Au milieu de toutes ces intrigues, le petit noyau d'évêques réuni à Trente grossissait peu à peu. Trois Électeurs, ceux de Mayence, de Cologne et de Trèves, y étaient venus à la prière de Charles-Quint. En attendant cette réforme tant promise, on discutait paisiblement la transsubstantiation et la communion sous les deux espèces. Le légat président, cardinal de Saint-Marcel, régnait seul dans l'assemblée, et par lui le pape tenait le fil qui faisait tout mouvoir. Les citations suivantes des envoyés de l'Empereur édifieront ceux qui pourraient en douter encore. C'est d'abord don Francisco de Tolède, qui presse le légat d'entamer

le chapitre des réformes; alors le légat lui confie, sous le sceau du secret, une lettre où l'Empereur promet au pape « qu'on ne procédera à la réforma« tion qu'autant que Sa Sainteté le trouvera bon; « Sa Majesté fera en sorte que les évêques laissent « passer tout ce qu'elle voudra. » (Vargas, *Lettres et mémoires*, p. 63.) Mais laissons parler Vargas lui-même, ce vétéran de la diplomatie impériale qui a assisté à toutes les batailles de la première session. Voici ce qu'il écrit le 12 octobre : « Le légat est ab« solument maître de l'assemblée. Il empêche même « que certaines choses ne passent, quoique le pape « veuille bien les accorder. » (P. 117.) « Les légats, « écrit l'évêque espagnol d'Orense, ne font paraître « aucun zèle pour la réformation du clergé. Ils dé« clarent sans façon que nous devons nous contenter « de ce qu'on voudra bien nous octroyer, sans ou« vrir la bouche pour rien demander de plus. » (P. 158.) Vargas écrit encore le 12 novembre : « Le « légat va toujours son chemin. Il consume le temps « à faire disputer les théologiens sur les dogmes. « Puis, au dernier moment, il viendra d'un air em« pressé proposer quelque vain semblant de réfor« mation. On n'aura pas le temps de lire ni de com« prendre. Tout cela ne sert qu'à embrouiller les « affaires et à prêter aux railleries. Les remontrances « sont inutiles ici. Je crois qu'elles ne le sont pas « moins à Rome. Ce sont des aveugles. *Ils ne pensent « qu'aux intérêts de la chair et du monde.* Le concile « ne peut rien faire par lui-même. Il n'a plus ni au« torité, ni liberté. Le légat tient tout dans sa main; « après cela, on ne doit plus s'étonner de rien. » (P. 188-91.) La sainte mère, l'Église romaine, est

peinte ici de la main de ses enfants, et le portrait n'en est pas plus flatté.

Nous n'analyserons pas ces débats théologiques, que les meneurs de l'assemblée livrent en pâture aux âmes pieuses qui ont pris le concile au sérieux. Dans la discussion sur le calice, Rome se montre inflexible : elle tient à maintenir la barrière élevée par elle entre le troupeau des fidèles et le prêtre, convive privilégié au mystique festin, qui jouit d'une communion plus intime avec son Dieu. Peu importe au légat et à la majorité qui lui obéit que la communion sous les deux espèces ait régné pendant des siècles, dans l'Église d'Orient comme dans celle d'Occident. Peu importent l'Évangile lui-même et l'institution de la cène par Jésus-Christ. On vote sans hésiter la transsubstantiation et la communion sous une seule espèce, toutes deux ignorées de l'Église jusqu'au XIIe siècle, de l'aveu même du concile de Constance.

Tout en discutant les dogmes, il fallait aussi faire semblant de s'occuper de réformes. L'Empereur, jaloux d'attirer les protestants au concile, insistait toujours sur la concession du calice, tant de fois promise et tant de fois éludée. Sur ses instances, les princes luthériens de Würtemberg, de Brandebourg et de Saxe, venaient d'envoyer leurs députés à Trente, à la grande joie de Charles, qui voyait déjà réalisé son rêve d'unité allemande. Les envoyés de Saxe et de Würtemberg se distinguèrent par la vigueur de leurs réclamations. « Il n'est pas juste, dirent-ils, « que le pape et les évêques soient juges dans un « procès où ils sont parties, soit comme accusateurs, « soit comme accusés. Les évêques qui siégent dans « l'assemblée devraient au moins être relevés de

« tout serment envers le pape. Les conciles de Bâle « et de Constance n'ont-ils pas déclaré que dans les « causes de foi, même celles qui touchent aux droits « du pontife, *le pape est sujet au concile?* Aussi res- « sort-il clairement des débats de ces deux assem- « blées que les évêques sont, *de fait*, dégagés de leurs « serments envers le pape, quand il ne les leur re- « mettrait pas. » Plus d'un évêque, même italien, réduit au silence par les habiles manœuvres des légats, applaudit au fond du cœur à la hardiesse de ce langage. « Ils ont dit tout haut, écrit l'évêque « d'Orense, tout ce que nous n'osons pas dire nous- « mêmes: aussi a-t-on pris soin que le peuple ne « les entendît pas. » (Vargas, *Lettres*, p. 468.)

On était arrivé au 10 mars, et rien n'avançait en fait de réformes. Et cependant il fallait se donner au moins l'air de faire quelque chose. La première question qu'on aborda fut la juridiction épiscopale. Sur ce point délicat, un sourd esprit d'opposition courait sur les bancs des évêques. Même parmi les plus soumis, chacun désirait voir mettre un terme aux empiétements du saint-siége sur les droits de l'épiscopat. Mais, comme cette question déjà si grave touchait à une autre plus grave encore, la juridiction ecclésiastique, qu'il fallait maintenir à tout prix ; comme le pape seul pouvait défendre cette juridiction contre les entreprises des princes temporels, jaloux de reconquérir leurs droits ; comme enfin la papauté était le faîte de ce vaste édifice judiciaire, audacieux défi jeté à la justice séculière, il fallait se garder de toucher à la clef de voûte, de peur que l'édifice ne croulât. L'intérêt universel de l'Église fit taire tous les intérêts particuliers. Pour que le pape

restât l'arbitre des couronnes de la terre, il fallait qu'il le fût des évêques. L'*appel comme d'abus* en cour de Rome fut donc maintenu par ces mêmes évêques qui, chacun pris à part, n'auraient songé qu'à l'abolir. La grave question qui était ici au fond de toutes les autres : « le pouvoir épiscopal est-il de droit divin, ou émane-t-il du pape? » fut implicitement tranchée dans le sens papal.

A cette décision, si grave, on joignit quelques mesures disciplinaires; on corrigea quelques abus de détail, choisis parmi les plus criants. Pour savoir au vrai la portée de ces réformes, il faut interroger, non les décrets, calculés trop souvent pour ne rien dire, mais les pères du concile, dont la discipline papale n'a pas fermé la bouche. « Quant aux décrets « disciplinaires, écrit à Granvelle l'évêque d'Astorga, « ils ne sont pas ce qu'il faudrait pour faire cesser « les scandales. Nous faisons ici, non pas ce que « nous voulons, mais ce qu'on veut bien nous lais- « ser faire. — Belle réformation! » s'écrie l'évêque de Verdun, un des rares représentants de la France à Trente; et le légat pour toute réponse le traite « d'impertinent et de jeune étourdi. »

Pendant que les réformateurs travaillaient avec tant d'effort à ne rien faire, les théologiens allaient plus vite en besogne. Dans les matières de dogme, on procédait avec une rapidité peu édifiante. La pénitence et l'extrême-onction avaient été enlevées au pas de course et proclamées des sacrements de l'Église. On feignait d'attendre les luthériens, qui ne venaient pas, et ne devaient pas venir, pour toucher sérieusement aux réformes; mais l'on se hâtait de trancher sans eux les questions les plus controver-

sées en fait de dogme. Pour leur donner le temps d'arriver, on s'était ajourné au 1er mai... Tout d'un coup retentit comme la foudre une nouvelle inouïe, incroyable, et pourtant trop vraie : Maurice de Saxe, le bras droit de l'Empereur, le champion luthérien du catholicisme allemand, est entré à Augsbourg. Il appelle l'Allemagne à la révolte contre le pape et contre l'Empereur, en prenant pour devise : Liberté politique et liberté de conscience. Bientôt on apprend qu'il est à Innsbruck, à quelques journées de Trente, et que l'*invincible* Charles-Quint a dû fuir devant lui. La peste avait clos brusquement la première session du concile; la peste de l'hérésie, pire encore et plus dangereuse, coupe court à la seconde. Les évêques, le légat, les nonces, demandent à Rome la suspension du concile, et le pape se hâte de l'accorder. Le 28 avril, l'assemblée, dissoute de fait avant de l'être de droit, tint sa dernière séance, et s'ajourna pour deux ans, « ou davantage, s'il le fallait. » Mais, au lieu de deux ans, c'était dix que le concile devait attendre !

Maurice, le plus mortel ennemi du catholicisme, avait rendu au saint-siége un service signalé : il l'avait délivré, et pour longtemps, de la menace ou de l'embarras d'un concile. L'Empereur, abattu par ce coup inattendu, forcé de renoncer à la fois à ses deux rêves les plus chers, l'unité catholique et l'hérédité de l'empire dans sa famille, avait en tête maintenant bien d'autres pensées. Jusqu'à la mort de Jules III, en 1555, il ne devait plus être question de concile. Le successeur de Jules, le pieux et candide Marcel II, annonça, il est vrai, l'intention de le rouvrir; mais son règne de vingt jours ne put donner

au monde catholique que des espérances, et la mort ne lui permit pas de les réaliser. Paul IV (Caraffa), élu le 23 mai, n'apportait sur le trône que deux idées, ou plutôt deux passions: en politique la haine des Espagnols, en religion la haine de l'hérésie. Il voulait pourtant la réforme de l'Église, mais il la voulait faite par lui seul, de son plein pouvoir : « Qu'ai-je besoin de concile, répétait-il souvent, « puisque je suis au-dessus de tous? N'est-il pas dé-« risoire d'envoyer délibérer dans les montagnes une « soixantaine d'évêques, des moins habiles, et une « quarantaine de docteurs, des moins éclairés, « comme on l'a déjà fait deux fois? Croit-on que ces « gens-là soient plus propres à réformer le monde « que le vicaire de Jésus-Christ, assisté de ses car-« dinaux, l'élite et les colonnes de la chrétienté? » Un moment, Paul IV songea à opposer aux deux conciles tridentins, invalides à ses yeux, un concile tenu dans Rome même, à Saint-Jean-de-Latran; mais il dut renoncer à cette idée qu'aucun des princes catholiques de l'Europe n'eût voulu accepter.

D'un pontife, ennemi personnel de Charles-Quint, et qu'allait bientôt assiéger dans Rome le général de Philippe II, il n'y avait rien à espérer en fait de concile. S'il en eût convoqué un, c'eût été un tribunal chargé de juger l'Empereur et les rois, tous suspects à ses yeux d'hérésie et de révolte. Deux princes catholiques, l'empereur Ferdinand et le duc de Bavière, n'avaient-ils pas autorisé dans une moitié de l'Allemagne l'exercice du culte luthérien, et permis, même à leurs sujets, la communion sous les deux espèces? C'était là pire qu'une hérésie, c'était une usurpation qu'un pape comme Paul IV ne pouvait

pas pardonner. Il fallut donc attendre jusqu'à sa mort, en août 1559, c'est-à-dire quatre ans et demi, avant qu'on pût remettre sur le tapis la question du concile.

Après trois mois de débats orageux dans le conclave, Pie IV (Médicis) fut enfin élu. La papauté trouva en lui un champion aussi décidé que Paul IV de ses prétentions les plus extrêmes. Paul, avant son élection, avait dû jurer aux cardinaux qu'avant deux ans il convoquerait un concile; on a vu comment il avait tenu sa promesse. Le même engagement fut imposé à Pie IV, qui s'y montra plus fidèle. Rome, soulevée contre la mémoire de Paul IV, appelait le concile comme un remède désespéré aux maux du dernier pontificat. L'Empereur et le roi d'Espagne le réclamaient instamment; la France, renonçant presque à l'obtenir, parlait plus que jamais d'un concile gallican; Rome fit ce qu'elle fait toujours devant la nécessité : elle céda ou fit semblant de céder. La France et l'Empereur réclamaient un concile nouveau, indépendant de l'ancien; pour siége, elles proposaient Constance, Cologne ou Trèves, entre l'Allemagne et la France, loin de l'Italie; mais le pape fut inflexible : « Je me regarderais, dit-il, comme « traître à Dieu et à l'Église, si je laissais remettre « en question un seul des points de foi décidés. Je « suis prêt à perdre mon sang et ma vie plutôt que « d'y consentir. »

En novembre 1560, parut enfin la bulle de convocation. Elle fixait décidément à Trente le siége de l'assemblée, et l'ouverture à Pâques 1561. Elle ne prononçait pas le mot de *continuation*, malsonnant à l'oreille des princes; mais, tournant la difficulté, elle

rattachait le nouveau concile à l'ancien, en déclarant « toute suspension levée. » Pie IV, grâce à ce moyen terme, avait cru se concilier les deux partis; il ne réussit qu'à mécontenter tout le monde. La France, après avoir blâmé la bulle, finit par s'y résigner, et promit d'envoyer ses prélats au concile. Mais au même instant Catherine de Médicis, habituée à louvoyer entre les deux partis, rouvrait les prisons, suspendait toutes poursuites contre les huguenots, et réclamait du pape la communion sous les deux espèces. Enfin elle convoquait, en août 1561, le colloque de Poissy, dernière et vaine tentative pour rapprocher deux Églises condamnées à ne jamais s'entendre! Le pape et le roi d'Espagne s'indignèrent bien haut de ces concessions faites à l'hérésie; ce qui n'empêcha pas Pie IV d'envoyer des députés aux princes protestants, pour les inviter à prendre part au concile.

Le jour venu, le cardinal de Mantoue, président, se trouvait à Trente avec un autre légat et neuf évêques, tous Italiens. Impossible d'inaugurer la session avec un chiffre aussi dérisoire. Enfin, après huit mois de patience et d'intrigues, le concile s'ouvrit, le 18 janvier 1562. Cent dix évêques y siégèrent, la plupart italiens; mais point d'ambassadeurs, peu ou point de prélats allemands et français, au grand déplaisir des légats, qui désiraient et craignaient à la fois leur présence. La France, en effet, brûlait d'importer à Trente ses doctrines gallicanes, si redoutées de la cour de Rome. L'Empereur insistait pour le calice et pour le mariage des prêtres. L'Espagne, plus orthodoxe, n'en était que plus exigeante; elle ne parlait que de diminuer la puissance du saint-

siége, et surtout d'ôter au pape le droit de déroger aux décrets du concile.

Par une étrange coïncidence, le 17 janvier, veille de l'ouverture, avait lieu en France la célèbre assemblée de Saint-Germain. Le chancelier de L'Hôpital, soutenu par la régente, dont la politique penchait en ce moment du côté des huguenots, réclamait pour eux un adoucissement aux rigueurs de la loi. Enfin, malgré les clameurs du parti catholique, l'*Édit de janvier* permettait aux réformés, avec mainte restriction, il est vrai, l'exercice de leur culte.

Les évêques présents, sans attendre les retardataires, abordèrent intrépidement leur œuvre. Mais dès le début, une clause, habilement insérée dans le décret d'ouverture, faillit tout gâter. Dix ans auparavant, Rome s'était contentée de la formule : *præsidentibus legatis;* on y ajouta : *et proponentibus*, modification grave, car elle impliquait pour les légats le droit exclusif de proposer à l'assemblée les questions à discuter. Quatre prélats espagnols osèrent seuls protester; mais on passa outre, et dès le début, l'autorité du saint-siége s'assit sur un pied solide dans ce concile boiteux, où manquaient les opposants.

Le cœur avait manqué aux légats pour déclarer que le nouveau concile n'était que la continuation de l'ancien; mais ils ne négligèrent rien pour rattacher ses décisions à celles des deux sessions précédentes. Vainement l'Allemagne et la France protestèrent; on passa outre, en s'appuyant sur l'Espagne, qui demandait la *continuation* pure et simple. Mais le terrain était glissant, et les légats ne cheminaient qu'à pas lents et par bien des détours. Les demandes de réformes pleuvaient de toutes parts; les ambassa-

deurs, appuyés sur leurs maîtres, parlaient plus haut que les évêques, et savaient mieux se faire écouter. Le petit-fils d'Ysabel la *Catholique*, Ferdinand, d'accord avec la France, demandait : « la réforme com-
« plète des abus de la cour de Rome, du conclave,
« de l'élection papale et des désordres du clergé ;
« l'abolition des dispenses, de la pluralité des béné-
« fices et de la simonie. Il réclamait la résidence des
« évêques, des formes de culte plus édifiantes, enfin
« l'instruction du peuple par la prédication et les
« écoles. » Un prince protestant n'eût pas exigé plus, et le blâme, dans une bouche catholique, n'en avait que plus de poids. Ainsi le protestantisme, exclu de ce concile qui lui marchandait un sauf-conduit, réagissait sur lui, du dehors. L'Empereur et le roi de France se faisaient ses mandataires devant l'assemblée. Enfin, le catholicisme lui-même se sentait forcé de resserrer ses dogmes et de retremper sa discipline, sous le contrôle vigilant de princes orthodoxes, inspirés sans le savoir du souffle de la Réforme.

Ces demandes si pressantes, si répétées, et venues de tant de points différents, semblaient difficiles à éluder. Rome même et les légats hésitèrent un instant, on en voit la preuve dans les *Annales ecclésiastiques* de Rainaldi (*ad ann.* 1562), où l'on s'étonne de lire ces lignes : « Peut-être pourrait-on
« permettre, dans quelques lieux, de mêler aux
« hymnes latins des cantiques en langue vulgaire,
« fidèlement traduits. Le concile ne devrait-il pas
« se relâcher un peu de la rigueur du droit positif,
« et céder, par exemple, pour la communion sous
« les deux espèces, et pour les maigres et les jeûnes,

« aux désirs des nations étrangères? » Rome était ébranlée, et doutait d'elle-même pour la première fois! Si tous les princes catholiques avaient su s'entendre ; si l'on s'était dit nettement ce que l'on voulait et ce que l'on ne voulait pas; si les évêques, appuyés sur le sentiment de leur indépendance, avaient su tenir tête aux légats, comme le firent les Espagnols, ennemis de toute réforme dogmatique, mais partisans des réformes disciplinaires, le saint-siége aurait fait ce qu'il fait en pareil cas, il aurait plié. Le concile, livré à lui-même, et à ce souffle de christianisme primitif qui serait venu passer sur lui, aurait été entraîné plus loin qu'il ne le pensait, plus loin même que ne le voulaient les rois.

Mais les misérables tergiversations de Catherine et de la France, l'incurable défaut de logique et de courage qui est au fond du gallicanisme, espèce de protestantisme avorté, qui, avec les plus loyales intentions du monde, s'est toujours arrêté en chemin, perdirent tout, firent tout échouer. Les ambassadeurs français s'étaient d'abord unis à ceux de l'Empire pour réclamer le calice, l'abolition du culte des images, la messe en langue vulgaire et le mariage des prêtres. Mais depuis quelque temps, la position de la France avait changé à Trente. Les prélats français, après une abstention de dix-huit mois que rien ne justifiait, arrivaient peu à peu au concile. Chaque jour on attendait leur chef, le trop fameux cardinal de Lorraine, qui, sous un prétexte ou sous l'autre, différait de jour en jour sa venue. L'attente, l'anxiété sur l'attitude qu'il prendrait, étaient grandes à Rome comme à Trente; tous les partis se disputaient d'avance cette importante recrue. Prince de l'Église, le

saint-siége croyait pouvoir compter sur lui; mais prince français, malgré son orthodoxie notoire, il avait des ménagements à garder, même avec les protestants, dont l'ambassade de France avait fait jusqu'ici les affaires. Aussi jusqu'à l'arrivée du prélat lorrain, la question du calice, qu'on le savait chargé de réclamer, restait-elle suspendue, comme une menace pour Rome, et comme un point de ralliement pour toutes les voix indépendantes du concile.

Quant aux Espagnols, il n'y avait point à compter sur eux. Enfermés dans leur orthodoxie hautaine, se tenant à part de tout le monde, des légats, des ambassadeurs, des prélats étrangers, ils étaient pour tous un sujet d'embarras et de crainte. Ultramontains par le dogme, ennemis mortels de toute concession à l'hérésie, ils s'en faisaient un titre pour soutenir contre le saint-siége une sorte de croisade orthodoxe au profit de l'épiscopat. C'est eux qui avaient soulevé dans le concile la grave question de la *résidence* et *du droit divin des évêques*, et l'avaient posée dans ces termes redoutables ; « Est-ce de par « le pape ou de par Dieu qu'un évêque est tenu de « résider dans son Église ? »

Le 13 novembre arriva enfin le cardinal de Lorraine. On le reçut avec de grands honneurs. Les légats, les évêques, allèrent à sa rencontre et lui firent cortége jusqu'à son hôtel. Dans son discours de réception, il sut, sans s'engager à rien, charmer les légats et le concile par sa modération apparente et son urbanité de grand seigneur. Mais bientôt percèrent ses instructions secrètes : « Pour la discipline, « réforme des mœurs du clergé, correction des abus ; « pour le dogme, concession du calice à *tous* les su-

« jets du roi de France ; messe, prières et psaumes « en français ; et s'il le fallait enfin, le mariage des « prêtres et l'abandon des biens ecclésiastiques. » Or, le cardinal à lui seul possédait pour 300,000 écus de bénéfices : cette dernière menace n'était donc pas sérieuse. Mais quelques mots habilement jetés suffirent pour glacer d'effroi les légats, et donner du cœur aux timides. Ambassadeur du roi de France, prince de l'Église romaine, il allait peser d'un double poids sur les délibérations. Sa réserve impénétrable augmentait la force de sa position. Il menaçait de son silence Rome et les légats, se plaignant sans rien conclure, et insinuant sans rien proposer. Une mordante harangue du second envoyé de France, Du Ferrier, qui montrait à Rome la perspective d'un concile national, et demandait une réforme, l'épée sur la gorge, vint encore ajouter l'irritation à l'effroi. Personne cependant n'osa réclamer; on avait trop peur et trop besoin de la France pour rien tenter contre elle.

En janvier 1563, les ambassadeurs français, pour don de nouvel an, présentèrent au concile un projet de réformation ; on y réclamait la communion sous les deux espèces et le service en langue vulgaire. Le culte des images, les bénéfices, les dispenses, tout y était réglé de manière à froisser à la fois les intérêts et les penchants du saint-siége. Les légats en référèrent au pape, que le coup atterra d'abord ; mais le cardinal de Lorraine, qui avait affecté de se tenir à part de ce projet, fit secrètement dire au pape qu'il saurait bien détourner l'orage. Le prince de l'Église perçait ici sous l'ambassadeur ; le rusé Lorrain, qui aurait pu en remontrer aux plus subtils Italiens en fait de

diplomatie, commençait à séparer ses intérêts de ceux de son pays et de son roi.

Pour échapper aux difficultés de sa position, le digne frère des Guise s'avisa d'un expédient fait pour accroître encore l'espèce de terreur muette qui l'entourait. L'Empereur était à Innsbruck avec son fils, tous deux fort mécontents du concile, et plus encore du pape. Ils faisaient alors examiner par leurs théologiens certaines thèses, presque aussi grosses de tempêtes que celles de Luther : « La clause : *propo-*
« *nentibus legatis* n'est-elle pas contraire à la liberté
« et à la dignité du concile ? Le pape peut-il le trans-
« férer ou le dissoudre sans l'autorisation des prin-
« ces ? Les évêques qui y siégent ne doivent-ils pas
« être déclarés indépendants, tant du pontife que
« de leurs souverains? Si le pape vient à mourir,
« l'élection n'appartient-elle pas au concile? etc... »
Le cardinal partit en février, laissant derrière lui l'inquiétude et l'effroi. Il resta cinq jours à Innsbruck, y vit chaque jour plusieurs heures l'Empereur et son fils, le *roi des Romains*. Rien ne perça de ces mystérieuses conférences où se décidait l'avenir de la réforme catholique. Le cardinal revint plus impénétrable que jamais ; la seule indiscrétion qui lui échappa, comme malgré lui, ce fut de parler du mécontentement de l'Empereur et de son étroite union avec la France.

On le voit clairement : si les trois grandes nations catholiques, l'Espagne, la France et l'Allemagne, eussent été d'accord, rien n'était plus facile que de dicter la loi au saint-siége. Mais quelle action commune pouvait-on attendre de rois, de nations et d'Églises appelés à mettre en commun, dans cette œuvre de

prétendue Réforme, leurs intérêts aussi discords que leurs principes? La France, la plus inconséquente des trois, s'imaginait et s'imagine encore qu'on peut être catholique sans croire au pape, et surtout sans lui obéir. L'Allemagne, ébranlée dans son respect pour la papauté, inclinait, sans se l'avouer, vers le protestantisme. L'Espagne, seule conséquente, voulait le principe de la papauté, appliqué, en droit, sinon en fait, dans toute sa rigueur. Elle n'y mettait que trois limites, les droits de l'inquisition, ceux de l'épiscopat et ceux d'un roi au moins aussi catholique que le pape lui-même.

La haute direction du concile, qui avait appartenu à l'Allemagne en 1551, était depuis lors échappée de ses mains. Après l'abdication de Charles-Quint, l'empire et l'Empereur avaient perdu à Trente beaucoup de leur crédit. Au lieu d'un prince victorieux, toujours prêt à mettre son épée au service de la foi, on n'avait plus qu'un prince pacifique, orthodoxe sans doute, mais dont l'humeur inclinait peu à la croisade. Son fils et son futur héritier, Maximilien, était suspect de pencher vers les doctrines de Luther. Enfin une diète se préparait, et le pape redoutait à bon droit de nouvelles concessions à l'hérésie. Mais la maxime d'attaquer ses ennemis un à un, pour mieux les vaincre, a été léguée par la vieille Rome à la nouvelle. Le moins redoutable des trois, et le plus exigeant, c'était l'Empereur. Lui seul osait dire tout haut ce que chacun pensait tout bas, « qu'il y « avait deux conciles, l'un pour la forme, à Trente; « l'autre, le seul réel, à Rome. » Le pape en conclut avec raison qu'en prenant Ferdinand seul à seul, il en aurait meilleur marché. Le président du concile

venait de mourir; on l'avait remplacé par le cardinal Morone, le plus fin diplomate du conclave. Ferdinand, peu puissant par lui-même, l'était par sa parenté avec Philippe II; il l'était par la netteté de sa position, par l'audace de ses exigences, par le luthéranisme dont le fantôme se dressait derrière lui; il l'était enfin par l'appui de la France qui, le voyant à l'avant-garde, s'était mise à marcher à sa suite, sauf à l'abandonner en chemin. Le nœud de la position était donc dans ses mains. Ramener l'Empereur, l'amortir seulement et le désintéresser du conflit, c'était presque victoire gagnée.

Voilà ce que saisit tout d'abord Morone avec une sagacité qui lui fait honneur. De quoi s'agissait-il? De faire comprendre à l'Empereur que le concile n'était pas à Trente, comme il le disait fort bien, mais partout où traiterait la papauté, qui en tenait les fils dans sa main, et qu'en s'entendant avec elle, il y avait plus de profit à tirer de son triomphe que de son abaissement. Pie IV, avant de laisser partir Morone, lui avait dit ce mot qui résumait toute la situation : « Faites finir au plus tôt le concile, car la papauté ne peut plus s'en tirer qu'en s'appuyant sur « les princes. »

En effet, il n'y avait pas de temps à perdre, car le cardinal de Lorraine continuait à correspondre avec l'Empereur. Le Lorrain, après avoir vainement essayé de se faire nommer légat, titre peu facile à concilier avec celui de représentant de la France, était allé prendre l'air à Venise; à peine arrivé à Trente, le 15 juin, Morone part seul et à petit bruit pour Innsbruck; il y trouve l'Empereur, sombre, irrité, se plaignant amèrement du pape et de ses légats. En

quelques jours, à force de promesses, il parvient à le ramener. « Ce n'est pas le concile, lui dit-il, ce « ne sont pas les légats ni le saint-père qui s'oppo- « sent à ses demandes, ce sont les Espagnols que l'on « est forcé de ménager. Mais ce que le concile ne « peut pas faire, le pape le prendra sur lui. On veut « que les légats n'aient plus seuls le droit de *proposer;* « soit, les légats sont prêts à partager ce droit avec les « ambassadeurs, mais non avec les évêques; car, si « l'on accorde à ceux-ci l'initiative, ils tourneront « contre Rome et contre les rois l'arme dangereuse « qu'on leur mettra dans les mains. »

L'Empereur, comme le pape lui-même, comme les princes laïques, comme tout le monde enfin, était déjà fatigué de ce concile, où « chacun, disait « spirituellement Pie IV, voulait réformer tout le « monde, excepté soi. » Ferdinand, de guerre lasse, finit par rabattre de ses exigences, ou par les reporter du concile sur le pape. Il consentit à ne plus réclamer « la réforme du chef, » mais à se contenter de celle « des membres; » à laisser dormir la redoutable question posée par la Sorbonne : « Le pape « est-il supérieur au concile, ou le concile au pape? » Le légat, en échange, promit une réforme sérieuse de la discipline et des abus; puis il s'en retourna triomphant à Trente, après avoir réussi, au delà de ce qu'il espérait lui-même, dans cette difficile mission. Enfin, le dernier triomphe de son habileté, ce fut de cacher sa victoire à tous ces yeux pénétrants qui cherchaient à la deviner. Les envoyés de l'Empereur continuèrent pour la forme à réclamer, de concert avec la France, les réformes promises; mais au fond, derrière cette parade d'opposition, on devina un

rapprochement entre l'Empereur et les légats. Le pénétrant Sarpi, l'historien du concile, ne s'y est pas trompé; ce qu'il n'a pu savoir, il l'a deviné, avec la finesse d'un Vénitien et la sagacité malveillante d'un ennemi.

A dater de ce jour, le concile, privé du point d'appui qu'il trouvait dans l'Empereur, se montra beaucoup plus maniable. Restaient, il est vrai, la France et l'Espagne, deux gouvernements peu habitués à marcher d'accord. Mais ces deux nations, dont l'épée et les conseils pesaient le plus dans la balance, usaient en ce moment leur crédit dans l'assemblée à traiter des questions de préséance, et à s'y disputer une place d'honneur. La France était alors dans une position difficile. La régente, absorbée par son plan de conciliation avec les huguenots, se dépréoccupait peu à peu du concile dont elle n'attendait rien de bon, et le pays suivait son exemple. Elle pressait le cardinal de Lorraine de revenir, en lui disant qu'il serait plus utile à Paris qu'à Trente. Les Guise, aussi blessés que Rome de l'édit qui concédait aux calvinistes la liberté du culte, même restreinte, poussaient à un rapprochement entre la France et le saint-siége. Le cardinal, leur représentant au concile bien plus que celui de Charles IX, faisait chaque jour un pas vers les légats, qui en faisaient deux vers lui. Le Guisard n'avait que deux pensées, l'agrandissement de sa maison et l'extirpation de l'hérésie; pour atteindre ce double but, quel autre allié pouvait-il chercher que le pape? Aussi le voyons-nous, le 15 septembre, partir pour Rome où le saint-père l'invitait depuis longtemps. Pie IV le reçut comme son sauveur, comme Paul IV avait naguère

reçu son père, François de Guise. Que se passa-t-il entre eux? Le pape lui promit-il, comme on l'affirme, de le désigner pour son successeur, et de tout faire pour assurer son élection? On l'ignore, et ici comme à Innsbruck, on ne peut juger que sur les résultats. Une seule chose est certaine, c'est l'accord qui exista depuis lors entre les légats et le rusé cardinal, toujours prêt à sacrifier la France à Rome, le roi au pape, et son devoir à son intérêt.

La situation de l'Espagne était autre et plus compliquée encore que celle de la France. Les prélats espagnols, enivrés de la grande position qu'ils s'étaient faite dès le début du concile, n'avaient pas respiré en vain ce souffle de liberté qui circule toujours dans une grande assemblée. Ces prélats, si soumis en Espagne, changeaient d'attitude à Trente. Déjà plus d'une voix parmi eux avait osé s'élever contre les *emprunts forcés* que Philippe ne leur épargnait pas. Le roi s'en était alarmé, en prince habitué à être toujours et partout obéi. Il avait même, chose étrange! prié le pape de réprimer ces velléités d'indépendance. Pie IV, se servant habilement de l'arme qu'on lui donnait, n'eut pas de peine à faire comprendre à Philippe, comme Morone à l'Empereur, que « leur intérêt était le même, et qu'il au- « rait mauvaise grâce à réclamer pour ses évêques « un droit d'initiative qu'ils retourneraient bientôt « contre lui. » Le pape n'était pas moins las que le roi des allures indépendantes des prélats espagnols; leur opposition était même plus dangereuse que celle de tous les autres, car on ne pouvait pas les accuser d'hérésie. Sur ce terrain commun, on finit par se rapprocher. Une alliance tacite se conclut entre ces

deux pouvoirs, condamnés à se jalouser et à s'allier sans cesse. Le pape, dès lors, appuyé sur l'Empereur, sur le roi d'Espagne et sur le cardinal de Lorraine, sinon sur la France, prit de plus en plus la haute main dans le concile.

Qu'on ne nous reproche pas de creuser trop à fond dans toutes ces intrigues; la pièce ici se joue dans les coulisses, et non pas sur la scène: et l'intrigue peut s'élever parfois à la hauteur de l'histoire. Sarpi, Palavicini lui-même en font foi. Mieux qu'eux encore, les dépêches des ambassadeurs nous révèlent ces trames souterraines, sans lesquelles les décrets du concile ne seraient que des énigmes. Les grandes affaires se traitent à huis clos, entre les légats et les ambassadeurs; et de vains débats théologiques, destinés à amuser les spectateurs, remplissent les sessions, coupées par de longues suspensions, dont une seule dura plus de huit mois.

Il faut pourtant dire un mot de ces débats, avant de nous hâter vers le dénoûment, que les rois désiraient autant que le pape. Autant ils avaient insisté sur la convocation du concile, autant ils avaient hâte maintenant de le voir finir. Occupés chez eux de supprimer ou de fausser en politique le système représentatif, ils sentaient le danger de le laisser prévaloir en religion. L'omnipotence du saint-père, que tout bon catholique doit subir, leur paraissait, à tout prendre, moins dangereuse que celle des évêques, et d'un moins mauvais exemple. L'un était loin et les autres étaient près, et ils aimaient encore mieux la papauté trônant à Rome qu'un pape au petit pied dans chacun de leurs diocèses.

Dans cette troisième période, comme dans les deux

premières, les légats, les vrais directeurs du concile, ont su entremêler les décrets de réformation aux décrets sur le dogme. Ils ont eu l'art d'éluder, même en y cédant, les réclamations du concile et des princes. Tant d'habileté est-elle une force? Nous ne le pensons pas; mais à coup sûr, elle n'est pas une vertu dans les successeurs des apôtres, et la « prudence du serpent » exclut ici « la simplicité de la colombe. »

Mentionnons seulement parmi les décrets dogmatiques la communion sous les deux espèces, réclamée avec tant d'insistance par le roi de France et par l'Empereur. Le concile, n'ayant pu parvenir à s'entendre sur ce point contesté, prit enfin le parti d'en référer au pape, c'est-à-dire d'abdiquer dans ses mains. On sait dans quel sens le saint-siége a tranché la question. Quant aux décrets de réformation, nous nous arrêterons seulement à ceux qui ont soulevé le plus d'orages. Reconnaissons d'abord que, partout où l'intérêt de la papauté ne s'est pas mis en travers, il y a eu effort sincère de la part de l'assemblée pour travailler à la réforme des abus, et à l'épuration des mœurs du clergé. Certes, ces efforts n'ont pas toujours été heureux; bien des abus, signalés et flétris dans les décrets, sont encore en vigueur, et le mal a trop souvent survécu au remède. Mais les débats du concile sont là pour attester que, sauf la majorité des prélats italiens, vendus au pape et entretenus sur sa cassette, le plus grand nombre des pères du concile voulait sincèrement la réforme disciplinaire, en tant qu'elle ne touchait pas le pouvoir et les droits de l'épiscopat. Rome seule a tout empêché ou tout fait avorter; même les réformes de détail qu'elle a daigné laisser passer ont été pour la

plupart frappées de stérilité, et sont demeurées dans ses mains une lettre morte.

Entre toutes les questions débattues, celle qui souleva le plus d'orages, ce fut le *droit divin des évêques*. Grave question, en effet, qui plane sur toute la durée du concile. Aussi la voit-on revenir sans cesse, bien qu'écartée chaque fois par la prudence des légats, toujours prêts à ajourner ce qu'ils ne peuvent pas résoudre. Le débat s'ouvre dès le 18 septembre 1562, avant l'arrivée du cardinal de Lorraine. Pour éviter les difficultés, on veut se borner à déclarer « que les évêques sont supérieurs aux apôtres ; » mais les Espagnols veulent qu'on y ajoute « qu'ils « sont institués de droit divin. » C'est alors qu'apparaît pour la première fois dans le concile un personnage destiné à y jouer un rôle plus sérieux que celui du cardinal de Lorraine : c'est un Espagnol, le fougueux Lainez, général des Jésuites, digne successeur de Loyola, qu'il égale en audace et surpasse par ce mélange inouï d'astuce, de violence et de foi qui le caractérise. Il faut voir dans Sarpi ce moine hardi, qui n'est pas même évêque, et n'eût pas daigné l'être, ce Luther ultramontain traduire à sa barre le concile tout entier qui s'incline devant lui. Il faut le voir assis dans un fauteuil, seul au milieu de la salle, fier d'incarner en lui ce principe de la papauté devant lequel reculent les légats, remplir de sa parole puissante toute une séance qu'on lui a réservée, tant est grande l'attente qu'il soulève. L'ordre fameux qu'il représente n'a pas encore donné au saint-siége un gage public du pacte qui les lie. L'univers catholique a les yeux sur l'héritier de Loyola. On veut voir l'usage que fera la *Société* de cette puissance,

née d'hier, et qui a déjà partout étendu ses racines. Lainez prendra-t-il parti pour les évêques? mais c'est un moine, et comme tel, un ennemi-né de l'épiscopat. Chef de cette redoutable milice que Rome vient d'armer contre le siècle, c'est avant tout l'hérésie qu'il veut combattre; mais tous les ennemis du saint-siége sont les siens, et c'est aussi une hérésie que de restreindre, même au profit de l'épiscopat, le moindre des priviléges de la papauté. Lainez parle, et pendant deux heures il tient l'assemblée suspendue à ses lèvres. Fut-il éloquent? nous n'osons l'affirmer, car il fut bien subtil, et d'ailleurs les deux historiens du concile nous donnent chacun un discours différent; mais on est toujours éloquent, quand c'est une forte conviction qui vous inspire, quand on sait ce que l'on veut, et qu'on a calculé ce que l'on ose. Ce que nous savons du moins, c'est que le moine hautain s'est fait devant le concile le champion à outrance de la papauté. On en jugera par ce court résumé :

« L'Eglise ne s'est ni faite, ni constituée elle-« même; c'est Jésus-Christ, son fondateur, son roi, « qui lui a donné ses lois. Essentiellement sujette, « elle n'a par elle-même ni liberté, ni juridiction, « ni puissance. Le premier fondement sur lequel « elle a été bâtie, c'est saint Pierre. C'est à lui seul « qu'il a été dit : « Pais mes brebis, » à lui seul qu'ont « été données les clefs. Le pape étant son successeur, « c'est donc dans le pape que réside la plénitude de « la juridiction. Et comme Jésus-Christ a dit à saint « Pierre qu'il venait de prier pour lui « afin que sa « foi ne défaillît point, » il n'y a et il ne peut y avoir « personne d'infaillible que le pape.

« Ceci posé, à saint Pierre seul appartenait le droit « de conférer l'épiscopat aux apôtres. Sans doute « il l'a fait, à moins que Jésus-Christ ne l'ait fait à « sa place, et pour une fois seulement. Les évêques « sont les successeurs des apôtres, mais le pape l'est « de saint Pierre, et à ce titre, ils lui doivent obéis- « sance. Si l'Eglise est une monarchie dont le pape « est le roi, aucune autorité dans l'Eglise ne peut « émaner d'un autre que lui. Mais alors, dira-t-on, « le pape a donc le droit d'abolir l'épiscopat? Non, « il est de droit divin qu'il y ait des évêques dans « l'Eglise; mais chaque évêque, pris à part, n'existe « que par le droit papal. Le pape ne peut supprimer « les évêchés pris en masse, mais il prononce souve- « rainement sur l'existence de chacun en particulier.

« De même pour les conciles: chaque évêque est « faillible, une assemblée d'évêques est donc faillible « aussi. Si vous admettez que les décrets d'un con- « cile sont infaillibles, vous reconnaissez par cela « même que son infaillibilité émane d'une autre « source, c'est-à-dire du pape, qui seul a le droit « d'en confirmer les décrets. Si l'on prétend que « l'autorité d'un concile vient des évêques, pourquoi « appelle-t-on conciles généraux ceux où n'assistait « qu'une faible minorité du corps épiscopal? Si leurs « décrets sont dévenus lois de l'Eglise, c'est que le « pape, seul infaillible, les a approuvés. Dans tout « concile, si nombreux qu'il soit, quand le pape « est présent, c'est lui seul qui décide, comme le « prouve la formule : *Approbante concilio.* Mais, dira- « t-on, à quoi se réduit alors le rôle des évêques? « A un examen plus approfondi de la question, et « à une simple déclaration d'adhésion, déclaration

« qu'ils ne peuvent pas refuser. Sans le pape, un « concile n'a ni l'assistance du Saint-Esprit, ni l'in- « faillibilité, ni le pouvoir de lier l'Eglise: il ne tient « son autorité que de celui-là seul à qui Jésus-Christ « a légué la sienne. »

L'effet de ce discours fut immense. Les légats, les ultramontains, ravis et confondus de tant d'audace, s'étonnaient de se voir dépassés en servilité, et entraînés dans leur sujétion au pape plus loin même qu'ils ne voulaient aller. Les indépendants, les Français surtout, indignés de voir la main du jésuite briser leur vieille idole du gallicanisme, se récriaient contre cette doctrine monstrueuse, qui datait d'un demi-siècle à peine, et que leur vénérable Sorbonne avait déjà condamnée. Et pourtant Lainez avait raison, cent fois raison. « Quand un concile et un pape « sont en présence, comme dit très-bien M. Bunge- « ner (II, 190), il faut absolument que l'un des deux « soit tout et l'autre rien. Toute solution intermé- « diaire est illogique et impossible. L'ultramonta- « nisme est l'anéantissement des conciles; le gallica- « nisme est l'anéantissement de la papauté. Mais « comme le gallicanisme, en définitive, ne peut se pas- « ser du pape, tandis que l'ultramontanisme se passe « fort bien des conciles, et s'en est passé depuis « Trente, » concluons avec Lainez que, pour un catholique conséquent, croire c'est obéir; que tout pouvoir émane du pape et y retourne; que les évêques ne sont que ses délégués, les conciles ses secrétaires, le Saint-Esprit son ministre, et que la papauté émancipée n'a plus besoin de conciles, pas même pour faire des dogmes, comme elle vient de le prouver.

Nous ne suivrons pas plus loin cette question du

droit divin de l'épiscopat, toujours étouffée et toujours renaissante, parce qu'elle impliquait cette autre question, plus grave encore, qui était au fond de toutes les autres: « Le concile est-il supérieur au pape ou « le pape au concile? » Lainez les avait résolûment tranchées toutes deux; mais personne, sauf les ultramontains, n'avait accepté son arrêt. Aussi, après d'interminables débats, qui ne durèrent pas moins de dix mois; après d'amères récriminations des prélats français et espagnols; après un second discours de Lainez sur les dispenses, qui, en audace et en violence, surpassa de beaucoup le premier, l'affaire finit, comme elles finissaient toutes dans le concile, par un compromis. Les canons, vingt fois remaniés, furent enfin, le 15 juillet, rédigés, de guerre lasse, dans la forme où on les lit maintenant. (Session XXIII, canons 6 à 8). Le point débattu, « Les évêques tien« nent-ils leur institution immédiatement du Christ, « ou médiatement, par le moyen du saint-père? » fut complétement laissé de côté. On déclara seulement « que la hiérarchie était de droit divin, et que « les évêques étaient élus par l'autorité du pontife, » ce qui était un fait; mais on garda un silence prudent sur leurs rapports avec la papauté. Toutefois la fougueuse casuistique du général des jésuites n'avait point tonné en vain dans le concile, et plus d'une conversion s'y était opérée. La position indépendante de Lainez, son audace à réclamer pour le pape une omnipotence à laquelle celui-ci n'eût osé prétendre, cette vieille rancune des moines contre l'épiscopat qui éclatait en plein concile, et conquérait pour eux l'indépendance à force de servilité, tout se réunit pour décourager les opposants, et entraîner les

indécis et les timides. Dans ce jour mémorable, la *Société de Jésus* paya largement sa dette au saint-siége, et se lia avec lui par un pacte qu'il a vainement, depuis lors, essayé de briser. A dater de ce jour, la papauté, appuyée sur les fils de Loyola, allait courber définitivement sous sa loi les conciles et l'épiscopat, et secouer toute dépendance, excepté celle de l'ordre qui l'avait affranchie. Le jésuitisme allait devenir et rester le tuteur du saint-siége, le champion de toutes ses luttes, le dernier mot enfin du catholicisme qui se débat en vain aujourd'hui sous un double joug, le pape pour donner la consigne et le jésuitisme pour la dicter.

Du reste, le concile de Trente a été jugé par un de ses membres plus sévèrement que nous n'oserions le juger nous-même. Voici ce qu'écrit l'évêque de Tina en Dalmatie : « Que pouvait-on faire de bon « dans un concile où les avis se comptaient et ne « se pesaient pas? A chacun des nôtres, le pape en « opposait des centaines des siens, et si les centaines « ne suffisaient point, ne pouvait-il pas en créer « des milliers? Il fallait voir arriver chaque jour à « Trente ces prélats faméliques, pour la plupart « imberbes adolescents perdus de débauche, enrô- « lés pour voter sur un signe des légats, ignorants « et stupides, mais dont l'audace et l'impudence « pouvaient rendre d'utiles services. Qu'a eu jamais « à faire le Saint-Esprit avec ce concile?... Il fallait « voir les courriers voler vers Rome nuit et jour, « pour reporter au pape tout ce qui se faisait! C'est « de là, comme de Dodone ou de Delphes, qu'on « attendait les oracles. Ce Saint-Esprit, qu'ils se van- « tent d'avoir de moitié dans leurs conseils, voya-

« geait enfermé dans la sacoche d'un messager. « Quand les fleuves étaient débordés, il lui fallait « attendre, pour arriver à Trente, que l'inondation « eût cessé, et le Saint-Esprit n'était pas porté sur « les eaux, comme le dit la Genèse, mais le long des « eaux. Les légats notifiaient la volonté du saint-« père, et les évêques italiens, gagés sur sa cassette, « quelques-uns même évêques en l'air, sans rési-« dence et sans diocèse, votaient fidèlement suivant « la consigne; car s'en écarter était un crime capi-« tal. » (*Apologia ad Maximil. imperat.* Edit. Quirinus Reuter. Offenbach. 1610).

Nous sommes arrivés au bout de notre tâche; le reste des actes de ce concile qui n'a plus qu'une idée, celle de se dissoudre, ne mérite pas l'honneur d'être raconté. Les ambassadeurs de France se sont retirés à Venise, et protestent à distance sans qu'on s'arrête à leurs protestations; le cardinal de Lorraine, demeuré à Trente, intrigue, louvoie entre tous les partis, et pousse à la roue du concile pour le faire arriver plus vite à son terme. Le pape écrit confidentiellement aux légats, « qu'on ne s'arrête pas trop « aux réclamations des Espagnols, vu qu'il est sûr « de leur roi. » Et quand Vargas, ambassadeur à Rome, insiste, contre la secrète pensée de son maître, Philippe II, sur la prolongation du concile « que tout le monde désire, » suivant lui : « Quel est donc *ce tout le monde?* dit le pape. — « C'est l'Espagne d'abord, répond Vargas, et puis « tout le monde! — Écrivez à votre Cour, reprend « le pape, qu'on prenne un Ptolémée, et l'on y « verra que l'Espagne n'est pas *tout le monde!* »

Ainsi l'Empereur et le roi d'Espagne, secrètement

gagnés au saint-siége, cachent leur connivence derrière le bruit que font encore leurs envoyés et leurs prélats. La France, comme elle l'a fait pendant tout le concile, parle quand il faudrait agir. Le pape, dans toutes ses lettres, presse, sollicite les pères de se hâter; malade, il les conjure de « lui épargner la dou« leur de mourir avant la clôture de l'assemblée; » car il craint par-dessus tout que le concile ne se charge d'élire son successeur, et n'entre en lutte avec le conclave. Dès lors, les décrets se succèdent avec une précipitation scandaleuse, inouïe. On laisse de côté tous les points sur lesquels on ne tombe pas d'accord du premier coup; on élude toutes les difficultés qu'on ne peut pas résoudre; on *bâcle* enfin (qu'on nous pardonne le mot, c'est le seul qui convienne ici) en trois semaines l'ouvrage de deux ans. Le purgatoire est déclaré article de foi, en dépit des protestants qui l'attaquent, et de l'Evangile qui le contredit. Le principe des indulgences est maintenu, mais la vente et les abus supprimés; car la grande voix de Luther retentit encore, même au sein de ce concile aplati. Le culte de la Vierge et des saints, de leurs reliques et de leurs images est autorisé et conseillé, avec cette réserve que les prières doivent s'adresser non à l'image, mais à celui qu'elle représente. Enfin dans l'avant-dernière séance, le 2 décembre 1563, on lit, au milieu du silence approbateur de l'assemblée, les décrets des deux premières sessions; l'on proclame ainsi tacitement l'unité du concile, et l'Empire et la France qui avaient naguère combattu si chaudement l'idée de la continuation, oublient cette fois de s'y opposer.

Restait une question épineuse, qui à une autre

date aurait déchaîné les tempêtes dans l'assemblée: Demanderait-on l'approbation papale? mais le faire, ce serait avouer la supériorité du pape sur le concile. Lui enverrait-on les décrets comme définitifs pour être confirmés par lui? ce serait alors déclarer le concile supérieur au pape. Mais tout le monde avait hâte d'en finir; les opposants, découragés, étaient las d'une lutte sans espoir. On finit par leur faire entendre que la confirmation du pape, obligatoire en tout cas, n'impliquait pas nécessairement qu'il fût supérieur au concile; et, en fin de compte, un seul prélat, un Espagnol, vota contre la confirmation papale.

Le vendredi 3 décembre 1563, on procéda à la lecture des décrets, auxquels on avait travaillé toute la nuit. Les légats avaient eu l'art d'y glisser une clause significative: « Sans préjudice de l'autorité « du saint-siége apostolique (*salva semper sedis apos-« tolicæ auctoritate*). » Réserve habile qui, laissant le pape seul maître de décider ce qu'il entendait par « son autorité », lui ouvrait une porte pour échapper à la pression des décrets. Le concile, en votant cette clause presque sans discussion, abdiqua, on peut le dire, et déposa tous ses pouvoirs dans les mains du saint-père. Le pape l'aggrava encore dans sa bulle de confirmation (26 janvier 1564), en défendant « à tous, clercs ou laïques, de quelque rang « qu'ils pussent être, de commenter ou d'interpréter « de quelque manière que ce fût, les décrets de l'as-« semblée. » Ainsi la tradition avait remplacé la Bible, et le pape remplaçait Jésus-Christ. Du haut de son infaillibilité, il faisait siens, en les confirmant, tous les actes du concile; d'un trait de plume il enlevait aux évêques le droit de commenter même

les décrets qu'ils avaient rendus, et ne permettait au monde catholique d'autre pensée sur ces décrets que celle de leur obéir.

Le concile, heureux de se sentir délivré de sa lourde responsabilité, finit par des acclamations. Le cardinal de Lorraine, naguère l'un des opposants les plus redoutés, entonna lui-même l'hymne de la délivrance. Dans une longue litanie, on chanta successivement les louanges de chacun de ces souverains dont on avait fait avorter toutes les demandes de réforme. Le roi d'Espagne fut le seul qui se tint pour satisfait; l'Empereur comprit enfin, un peu tard, qu'il avait joué un rôle de dupe. Quant à la France, justement blessée de cette clause finale, « sans préjudice de l'autorité du saint-siége, » qui mettait le pape au-dessus du concile, en lui laissant la liberté de ne tenir compte de ses décrets qu'autant qu'il le jugerait à propos, elle se réserva de venger le concile opprimé, en blessant la papauté à l'endroit le plus sensible. Jamais en effet les décrets du concile de Trente n'ont été officiellement reconnus par elle, en dépit des persévérantes réclamations du clergé pendant un demi-siècle. Jamais non plus ces décrets n'ont été reçus sans restriction dans aucun État de l'Europe, pas même en Espagne; car ils heurtaient sur trop de points les plus légitimes prétentions du pouvoir civil. L'Eglise seule s'est courbée sans réserve devant les sacro-saints canons du concile de Trente. Elle en a fait sa charte, non de liberté, mais de servitude, et a de sa propre main rivé ses fers pour ne plus les briser. Enfin, l'épiscopat lui-même, abjurant ces dernières velléités d'indépendance que nous avons vues percer à Trente, s'est

courbé pour jamais sous l'omnipotence papale, en s'interdisant même un regret, même un regard tourné vers le passé, et en se consolant du joug qu'il porte par celui qu'il fait subir.

En parcourant la longue série des décrets du concile, rédigés dans un ordre magnifique et dans un latin irréprochable; en voyant discutés tour à tour, avec une science et une habileté qu'on ne saurait contester, les mystères les plus profonds du dogme et les questions les plus ardues de la discipline, on serait tenté de prendre au sérieux l'œuvre laborieuse des pères de Trente. On songe involontairement à ces grands conciles du quatrième siècle, où se dépensèrent tant de trésors de foi, de science et de génie, où furent fixés pour jamais, on l'espérait du moins, les dogmes de notre sainte religion. Mais onze siècles n'ont pas passé en vain sur la constitution primitive de l'Eglise chrétienne. C'est un Empereur, Constantin, qui y porte la première atteinte. En assignant une dotation au clergé, rétribué jusque-là par la piété des fidèles, il le force à descendre dans l'arène des intérêts de ce monde. En l'associant à l'action du pouvoir civil, il favorise l'invasion de la politique dans la foi, et prépare à ses successeurs les plus graves embarras. L'épiscopat saisit le premier le pouvoir qu'on lui offre, mais la papauté bientôt le lui arrache des mains. Charlemagne, en reconstituant l'Empire, croit avoir besoin d'une sanction pour son œuvre : ce génie puissant, mais incomplet, aggrave en la recommençant la faute de son père, et gratifie le saint-siège d'un domaine temporel, pour son malheur et pour celui des rois. L'Empire se charge lui-

même de doter son rival et de l'affermir sur son trône, et la papauté, bientôt émancipée, foule aux pieds ce pouvoir séculier qui l'a enrichie et fondée.

Tout s'explique, dans l'histoire de l'Eglise, par la première dotation du clergé; tout s'explique, dans l'histoire du pontificat, par ce don funeste de la souveraineté territoriale, si étourdiment concédé au saint-siége par Pepin et Charlemagne. C'en était trop d'armer un homme, fût-il même infaillible, de ces deux pouvoirs qui, réunis, embrassent tout, le monde de la matière et celui de l'esprit. Dans cette cession inconsidérée étaient contenues en germe, et presque justifiées, les plus audacieuses prétentions des Grégoire VII et des Innocent III. Et bien qu'en somme, depuis le treizième siècle, la puissance du saint-siége ait plutôt décliné que grandi, le concile de Trente n'en reste pas moins une date mémorable dans ses annales. L'histoire, si longtemps muette, a parlé enfin : on sait maintenant quels secrets ressorts ont fait jouer cette machine compliquée. Mais, contemplée du dehors et de loin, comme la voit le monde catholique, elle impose encore aux regards et commande le respect. Rome en renonçant, bien malgré elle, à ôter et à donner les couronnes de la terre, n'en a que mieux affermi à Trente sa domination spirituelle. Si elle ne met plus le pied sur le cou des rois, elle sait du moins les amener à s'incliner devant elle, et règne encore par l'astuce, à défaut du génie ou de la sainteté.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

I

LA NOBLESSE DE CASTILLE.

(Voir page 340.)

M. Lafuente (XIII, 123), a publié un tableau curieux, emprunté aux archives de Simancas. Il y donne les chiffres comparés des nobles et des contribuables dans le royaume de Castille, sous le règne de Philippe II. Les premiers y sont au nombre de 108 mille, les seconds de 781,682. La proportion, qui est ici d'un peu moins du 7e, varie d'une province à l'autre. Elle est du 12e dans le district de Tolède, du 10e dans celui de Salamanque, du quart dans celui de Burgos. Dans le royaume de Léon, berceau de la monarchie, le chiffre des *hidalgos*, 29 mille, égale celui des contribuables: A l'exemption d'impôts, qui était de droit pour la noblesse, qu'on ajoute la même immunité pour tous les biens de *main-morte*, au moins aussi nombreux que toutes les autres propriétés mises ensemble, et l'on comprendra quelles charges intolérables devaient peser sur le contribuable espagnol, paysan ou bourgeois. La France, pour de moindres griefs, a fait sa révolution de 1789. L'Espagne au contraire, en 1808, a fait sa *guerre de l'indépendance,* pour restaurer, en fin de compte, l'inquisition et la monarchie absolue. Il est vrai qu'elle a depuis, en 1837, fermé les couvents et confisqué tous leurs biens. Mais on dirait qu'elle proteste encore tacitement contre le vœu que ses Cortès ont émis pendant des siècles; car ces biens-fonds, en 1838, restaient en grande partie invendus, faute d'acquéreurs qui osassent les acheter, et le chiffre de leurs frais de gestion, dans la province de Cordoue, dépassait celui de leurs revenus.

II

CAMPANELLA.

(Voir page 360.)

Thomas Campanella, l'auteur de l'utopie célèbre appelée la *cité du soleil*, est un moine calabrais, né en 1568. Moitié hérétique, moitié croyant, il sut, malgré l'audace et l'éclat de ses opinions philosophiques, ménager son crédit à Rome, et se concilier la faveur de plusieurs papes. Mais l'inquisition espagnole se montra moins tolérante que celle de Rome. Suspect à la fois d'hérésie et de haute trahison, en 1599, il fut jeté dans les prisons du Saint-Office à Naples, mis cinq fois à la torture, et condamné à une captivité perpétuelle. Il y resta vingt-six ans. C'est au fond de son cachot qu'il paraît avoir rédigé ce plan bizarre, inspiré probablement de l'esprit de Philippe II, bien qu'il n'ait paru que longtemps après lui. (Amsterdam, 1640, 1 vol. in-32.) Le roi d'Espagne, dit-il, a reçu de Dieu la mission de combattre l'hérésie de Mahomet et celle de Luther. Il doit se constituer le champion du Christ et l'apôtre armé de la civilisation chrétienne. Pour asseoir sa domination, il doit d'abord gagner les électeurs allemands, et se faire décerner par eux la couronne impériale. Puis il en fera autant du conclave, afin d'en obtenir un pape espagnol. Avec ces deux points d'appui, il pourra dès lors, comme Charlemagne, soumettre tous les pays occupés par des infidèles, turks ou protestants. En France, il fomentera les troubles civils, pour expulser du trône la race des Bourbons, et y asseoir à leur place sa fille qu'il marierait au duc de Guise; ou bien, il démembrera ce royaume en le livrant en proie aux ambitions féodales, pour le conquérir ensuite par les armes. En Allemagne, il fera excommunier par le pape les électeurs protestants, les dépossédera de leurs États, et les remplacera par des princes dévoués à l'Église. En Écosse, il promettra son appui au fils de Marie-Stuart, à condition qu'il embrasse la religion de sa mère, et n'épargne rien pour faire asseoir Philippe à la place d'Élisabeth sur le trône d'Angleterre. Il s'efforcera de faire monter sur le trône de Pologne un prince de la maison d'Autriche, et conclura un traité d'alliance avec la Russie. Puis, quand il aura ainsi rassemblé dans ses mains toutes

les forces de la chrétienté, il faudra les tourner contre les Turcs, ses plus dangereux ennemis.

Nous ne pousserons pas plus loin l'analyse de cet étrange programme, empreint, comme toutes les utopies de ce genre, d'un profond dédain de la réalité, et d'un machiavélisme naïf qui porte à la fois le cachet du siècle et du pays. Si ce n'était que le rêve d'un moine de génie, au fond d'un cachot, nous n'en eussions pas parlé; mais c'est le rêve de l'Espagne au XVI[e] siècle, c'est celui de Philippe II, aspirant à la conquête du monde chrétien, par et pour l'orthodoxie; et à ce titre, l'histoire, sans en tenir un compte bien sérieux, ne doit pas le passer sous silence.

III.

LES HISTORIENS DE LA RÉBELLION.

(Voir page 457.)

Le premier rang parmi eux appartient sans conteste à Diego Hurtado de Mendoza, oncle du marquis de Mondejar qui a joué dans toutes ces guerres un rôle si honorable. Diego était l'arrière-petit-fils du célèbre marquis de Santillana, le Mécène des lettrés de la cour de Juan II. Son grand-père, sous la reine Ysabel, représenta la Castille auprès du Saint-Siége. Enfin son père, après avoir contribué par sa valeur à la prise de Grenade, fut nommé gouverneur de la cité conquise. Diego, le sixième et le dernier fils du marquis de Mondejar, naquit à Grenade en 1505, et fut destiné à l'église. Il étudiait encore à l'Université quand il publia son célèbre roman de *Lazarille de Tormes*, le premier modèle du roman *picaresque*, si national en Espagne, et dont un étranger, l'auteur de *Gil Blas*, nous a donné le type le plus achevé. Un pareil début ne trahissait pas un penchant bien marqué pour la carrière ecclésiastique. Aussi ne s'étonne-t-on de voir Mendoza débuter bientôt dans celle des armes, plus conforme à ses goûts. Ses études avaient été plus sérieuses que celles des jeunes nobles de son rang. Il parlait couramment l'arabe, et possédait à fond le latin, le grec, la philosophie et le droit civil et canonique. Même au milieu des camps, il sut encore mener de front la vie du lettré avec celle du soldat. Charles-Quint ne tarda pas à discerner la rare diversité d'aptitudes qui caractérisait cette riche nature; sous le prêtre et

le soldat il devina un homme d'État. En 1538, il le nomma son ambassadeur à Venise, et Mendoza, dans ce poste difficile, justifia la confiance de son maître. En même temps, il sut utiliser son séjour dans la patrie des Aldes, pour continuer ses investigations littéraires. Il recueillit les dépouilles de l'antiquité classique, qui, émigrée de l'Orient, venait chercher un asile en Italie. De sa splendide bibliothèque sortit la première édition de Josèphe et de quelques-uns des Pères de l'Église. Des émissaires soldés par lui allèrent recueillir les trésors littéraires qu'enfermaient les couvents de la Thessalie et du mont Athos.

Appelé au poste de gouverneur de Sienne, et chargé de tenir à la fois en échec le pape et Florence, il s'acquitta, à son honneur, de cette délicate mission. Au concile de Trente, ses talents politiques se montrèrent sous un jour plus brillant. Nommé enfin ambassadeur à Rome, en 1547, il y représenta avec éclat la puissance impériale en Italie, et sut tenir tête au pape Jules III en plein consistoire, et défendre, avec une rare fermeté, les intérêts de son maître. (Voyez t. VII, p. 447.)

Il y avait dans le caractère de Mendoza un fond d'indépendance hautaine que Charles-Quint avait pu tolérer, en maître habile qui laisse aux hommes leur valeur, pour mieux les utiliser; mais un roi tel que Philippe II ne pouvait pas s'en accommoder. Aussi Mendoza ne fut-il jamais en faveur sous ce règne. En 1568, l'ex-ambassadeur qui, sous ses cheveux blancs, sentait encore en lui l'ardeur d'un jeune homme, se prit de querelle avec un courtisan dans le palais du roi, et mit l'épée à la main. Philippe ne lui pardonna jamais ce manque de respect, et l'exila sur ses terres. Après d'inutiles efforts pour faire révoquer cet arrêt, Mendoza se résigna à son exil. Le reste de sa vie s'écoula à Grenade où il était né. Ne nous en plaignons pas, car c'est à cet exil que nous devons, outre de nombreux essais poétiques et littéraires, son œuvre la plus sérieuse, l'*Histoire de la rébellion des Maures de Grenade*.

Ce court volume, calqué, avec une exactitude trop servile peut-être, sur les deux grands historiens de l'antiquité latine, Salluste et Tacite, a plus fait pour illustrer le nom de son auteur que les froides compilations des Ferreras et des Zurita. Aux chroniques espagnoles, souvent sèches et décolorées, toujours enfantines et crédules, succède tout d'un coup un historien vraiment digne de ce nom. Ce qui frappe surtout dans l'œuvre de Mendoza, c'est l'élévation des jugements et l'indépendance de la pensée; c'est la vigueur de ses portraits, qui accusent un caractère en quelques

lignes; c'est enfin un heureux mélange, rare partout, mais surtout en Espagne, de patriotisme, d'attachement passionné pour la foi de ses pères, et de sympathie pour les vaincus qu'il ose plaindre, même en les condamnant. On sent que la main qui manie cette plume austère a aussi tenu une épée. C'est en assistant aux conseils des rois, en se trouvant mêlé de bonne heure aux affaires les plus compliquées, que l'historien a mûri, à cette grande école, son style et sa pensée. Jamais le « *quorum pars magna fui* » du poëte ne s'est mieux appliqué qu'à ce vétéran de la guerre et de la diplomatie, à ce courtisan désabusé, qui consacre les loisirs de sa vieillesse à retracer une des pages les plus douloureuses de l'histoire de son pays. Sans doute Mendoza a trop souvent les défauts de ses modèles, la concision laborieuse et l'obscurité; mais souvent aussi il reproduit avec bonheur leurs plus viriles qualités, et l'on regrette seulement que son imitation, souvent originale, ne soit pas plus libre et plus spontanée.

Ce n'est pas dans sa retraite de Grenade, au milieu de ses livres chéris et des souvenirs de son enfance, que Mendoza devait terminer sa vie. Après avoir achevé son histoire, il obtint du roi, en 1575, la permission de se rendre à Madrid où l'appelaient quelques affaires. A peine arrivé, il fut saisi d'une maladie qui l'emporta en peu de temps, à l'âge de soixante-douze ans. Il légua à l'Escurial sa précieuse bibliothèque, qui dort encore enfouie dans ces catacombes de la science et de la monarchie espagnoles. Quant à son œuvre, le souffle d'indépendance qui l'anime était un crime aux yeux de Philippe II; elle eût tranché trop vivement avec le style plus souple des historiographes de cour. Aussi ne fut-ce que quelques années après la mort du roi que l'*Histoire de la rébellion des Maures de Grenade* put enfin voir le jour. Elle est restée depuis lors un modèle pour les historiens espagnols qui en ont souvent imité le style, mais non l'indépendance vraiment virile.

Marmol, moins connu que Mendoza et moins digne de l'être, était aussi natif de Grenade. Comme lui, il débuta par la carrière des armes, qu'il suivit pendant plus de vingt ans. Il assistait au siége de Tunis en 1535. Captif pendant sept ans en Barbarie, il put étudier de près la langue et les mœurs d'une population dont il devait un jour écrire l'histoire. Il débuta dans la carrière des ettres par une *Descripcion general de Africa*. (3 vol. in-fol., publiés à Grenade en 1573). Ce livre obtint un succès mérité, grâce aux curieux détails qu'il contient sur l'Afrique, alors si peu connue. Mais le titre le plus solide de l'auteur, c'est sa *Rebelion y*

castigo de los Moriscos del reyno de Granada. Commissaire dans l'armée du roi, Marmol avait suivi toutes les phases de cette guerre sanglante; grâce à son long séjour au milieu des populations musulmanes, il a pu mieux que personne comprendre les vaincus et sympathiser avec eux, même en racontant leur défaite. A la foi ardente d'un Espagnol et d'un croisé, il unit par moments une charité chrétienne et une largeur de vues que ses compatriotes ont trop rarement connues. Son récit, bien plus étendu que celui de Mendoza, descend souvent à des détails minutieux. Son style, plus clair et plus animé, pèche par la diffusion; il appartient par ses défauts plus que par ses qualités à l'école classique du XVIe siècle. Mais ce qui soutient l'intérêt de ce livre, malgré ses longueurs, c'est que l'auteur a vu ce qu'il raconte, et que le soldat s'y mêle heureusement à l'historien. Qu'on n'aille pas croire toutefois qu'il désavoue les cruautés commises par ses compatriotes! Non, ce n'est pas en vain qu'une guerre religieuse de huit siècles a passé sur un peuple, et l'historien ne peut pas s'abstraire du siècle où il vit et du peuple dont il raconte l'histoire. Il faut lire le récit de ces guerres sans merci pour comprendre ce qu'était, même au XVIe siècle, la haine des Espagnols pour les infidèles. Dans cette lutte où les haines se transmettent de génération en génération, les cœurs finissent par se fermer de part et d'autre à tout sentiment humain.

Nous en dirons autant de l'auteur des *Guerras civiles de Granada*, Ginès Perez de Hita, natif de Murcie. Nous n'avons pas à nous occuper ici de ses *Romances moriscos*, l'une des portions les plus fausses, à notre sens, et les plus dénuées de valeur de toute la littérature de l'Espagne. Mais son récit des guerres de la rébellion a ce cachet de vérité naïve et cette vivacité d'impressions qui caractérisent l'œuvre d'un homme qui a vu ce qu'il raconte. L'âme de Hita, nous l'avons vu, n'est pas inaccessible à la pitié, et c'est beaucoup pour un Espagnol quand il s'agit des ennemis de la foi. Mais dans son œuvre, semi-historique et semi-romanesque, la poésie se mêle à la prose, et la fiction à la vérité d'une manière souvent pénible, et lui ôte ce sérieux et cette gravité qui doivent être l'apanage de l'histoire.

FIN DU TOME HUITIÈME.

TABLE

DU HUITIÈME VOLUME.

LIVRE XXV.

LIVRE XXVI.

LIVRE XXVII.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

FIN DE LA TABLE.

PARIS. — IMPRIMERIE DE J. CLAYE, RUE SAINT-BENOIT, 7.



